



# Prendre place ici et là--bas. Géographie multisituée des migrations boliviennes (Argentine, Etats--Unis, Espagne)

Virginie Baby-Collin

## ► To cite this version:

Virginie Baby-Collin. Prendre place ici et là--bas. Géographie multisituée des migrations boliviennes (Argentine, Etats--Unis, Espagne) . Géographie. Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 2014. tel-01270084

**HAL Id: tel-01270084**

**<https://shs.hal.science/tel-01270084>**

Submitted on 5 Feb 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**Prendre place ici et là-bas.  
Géographie multisituée des migrations boliviennes  
(Argentine, Etats-Unis, Espagne)**

**Volume 3 : Inédit.**

**Habilitation à Diriger des Recherches**

Présentée le 4 décembre 2014 par

**Virginie Baby-Collin**

Composition du jury :

**Geneviève Cortes**, Professeure de géographie, Université Paul Valéry Montpellier III

**Sylvie Daviet**, Professeure de géographie, Université Aix-Marseille

**Guy Di Méo**, Professeur de géographie, Université Michel de Montaigne Bordeaux III

**Philippe Gervais-Lambony**, Professeur de géographie, Université Paris Ovest Nanterre la Défense (référent)

**Gioconda Herrera**, Professeure de sociologie, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales – Equateur

**Emmanuel Ma Mung**, Professeur de géographie, Université de Poitiers

**Anne Raulin**, Professeure d'anthropologie, Université Paris Ovest Nanterre la Défense

*A Papou, mon grand-père, qui a passé son enfance en Amérique du Sud,  
dont les récits transatlantiques m'ont donné le goût de là-bas.*

*A Fredo, qui partage ma vie depuis 25 ans, au fil de la découverte de nos lugares en el mundo.  
A Marius, Pablo et Lola, nos enfants, conquis à leur tour par cet amour du voyage et de l'Amérique.  
A ce voyage en Bolivie que j'espère que nous ferons enfin ensemble.*

*En souvenir d'Enda-Bolivia et des enfants des rues de Trinidad,  
lustrabotas, lavamotos, ou faiseurs de ladrillos, et de notre quotidien partagé en 1994.  
Je me demande souvent si eux aussi ont pris la route...*

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
1. QUESTIONS ET CONCEPTS	7
2. CHAMPS SCIENTIFIQUES	22
3. TERRAINS ET METHODES	26
4. PLAN	33
<b>CHAPITRE 1 – LE CHAMP MIGRATOIRE BOLIVIEN</b>	<b>37</b>
I. MIGRATIONS INTERNATIONALES, APPROCHES THEORIQUES	39
II. TEMPORALITES ET MULTIPOLARISATION DU CHAMP MIGRATOIRE BOLIVIEN	49
III. UNE GEOGRAPHIE MIGRATOIRE INSCRITE DANS DES RESEAUX	80
IV. DIVERSITE DES PROFILS MIGRANTS SELON LES POLES DU CHAMP MIGRATOIRE	97
CONCLUSION	105
<b>CHAPITRE 2 – ESPACES RESIDENTIELS</b>	<b>107</b>
I. SEGREGATIONS URBAINES ET QUARTIERS D'IMMIGRATION : DISCUSSIONS THEORIQUES	112
II. LOCALISATIONS RESIDENTIELLES DANS LES METROPOLES DE LA MIGRATION BOLIVIENNE	134
III. TRAJECTOIRES ET STRATEGIES RESIDENTIELLES	171
CONCLUSION	194
<b>CHAPITRE 3 - HABITER</b>	<b>197</b>
I. ESPACES CONÇUS : PERCEPTIONS SOCIALES ET POLITIQUES DE LA MIGRATION DANS LES ESPACES DE DESTINATION	203
II. DE L'INVISIBILITE URBAINA A LA VISIBILITE ETHNIQUE	226
III. HABITER AVEC LES AUTRES, HABITER LE LOINTAIN : COSMOPOLITISMES POPULAIRES ET ESPACES VECUS	268
TRANSNATIONAUX	268
CONCLUSION	298
<b>CHAPITRE 4 – PROCESSUS D'IDENTIFICATION</b>	<b>301</b>
I/ « PAR LE HAUT ». PROMOTEURS ET ENTREPRENEURS D'IDENTITES	304
II. « PAR LES ESPACES-TEMPS ». FETES BOLIVIENNES EN MIGRATION	346
III. « PAR LE BAS ». PROCESSUS ET ECHELLES D'IDENTIFICATION DES MIGRANTS.	378
CONCLUSION	407
<b>CHAPITRE 5 - TRAJECTOIRES</b>	<b>409</b>
I. TRANSNATIONALISME ET INTEGRATION : ELEMENTS D'UNE DISCUSSION	413
II. DES FILS QUI ORIENTENT LES TRAJECTOIRES	438
III. SEPT TRAJECTOIRES FAMILIALES	458
CONCLUSION	478
<b>CONCLUSION GENERALE</b>	<b>481</b>
QUAND LES FILS DE LA RECHERCHE SE REJOIGNENT	481
DE LA MIGRATION BOLIVIENNE A UNE GEOGRAPHIE SITUEE DU RAPPORT A L'ALTERITE	483
POUR UNE GEOGRAPHIE MULTISITUEE	484
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>493</b>
<b>TABLES</b>	<b>519</b>



# Introduction

Le développement des sciences sociales des mobilités inscrit l'individu dans un monde où le mouvement prend le pas sur l'ancrage et la sédentarité. La vogue du tournant transnational dans l'étude des migrations internationales pose, depuis les années 1990, les circulations comme premières dans les logiques de ceux qui ne sont désormais plus considérés ni comme des immigrés (du point de vue des pays d'arrivée) ni comme des émigrés (point de vue des pays de départ), mais plutôt comme des migrants, à cheval entre plusieurs mondes, en mouvement.

Pourtant, les fermetures sélectives des frontières aux portes des grandes puissances économiques se renforcent, et les obstacles à la mobilité de certains sont nombreux. Les migrations n'ont pas amenuisé les ancrages spatiaux de groupes revendiquant leurs appartenances et leurs identités, même si celles-ci n'empruntent pas systématiquement les contours classiques de la Nation.

Les métropoles, emblématiques de la mondialisation, sont de plus en plus cosmopolites, riches d'une grande diversité de populations et de modes de vie, mais aussi ségréguées, excluantes, fragmentées en des territoires souvent supports d'identités restreintes et réservées, juxtaposées. La majorité des migrants y posent leurs bagages, et tentent d'y prendre place, temporairement ou durablement.

La dialectique entre la mobilité et ses barrières, entre le mouvement et l'ancrage, est au cœur de ce travail. Comment l'étranger, le migrant, l'autre, prend-il place, ici, là-bas, ailleurs ? A la fois dans la métropole où il s'installe, parfois furtivement, et dans celle qui peut-être suivra, au gré de sa trajectoire migratoire, mais aussi dans les lieux qu'il a quittés, et où il n'a pas toujours perdu sa place ?

Cette recherche porte sur des migrants internationaux venus du Sud, travailleurs précaires de la mondialisation<sup>1</sup>, mus d'abord par des mobiles économiques, auxquels se greffent d'autres logiques multi-factorielles de mobilité. Ils ne jouissent pas des mêmes prérogatives de mouvement, des mêmes modes d'intégration, des mêmes rapports aux espaces d'accueil, que les élites mobiles de la globalisation. Ils arrivent dans des métropoles inégalement

---

<sup>1</sup> Les termes de globalisation et mondialisation sont ici envisagés comme synonymes, bien que le premier, dominant en anglais depuis les années 1980 (Ohmae, 1996), soit en français plutôt réservé à une acception économique, le second étant plus englobant. Ils caractérisent le processus d'échanges généralisés à l'échelle de la planète mettant en évidence des nœuds (villes globales en archipel), c'est-à-dire le processus historique d'extension du capitalisme dans l'espace géographique mondial, à la fois total, totalisant, et profondément asymétrique (Carroué, Collet et Ruiz, 2006).

accueillantes et ségréguées. Ils naviguent entre références de leurs espaces d'origine et apprentissages de leurs lieux d'arrivée, parfois aussi avec des compétences glanées sur leurs lieux de passage, d'installation provisoire ou durable, ou avec des représentations d'autres lieux dans lesquels ils se projettent. Ainsi,

*"s'interroger sur les constructions territoriales des migrants internationaux implique une réflexion sur les formes d'ancrages pluriels déployés au fil des expériences migratoires, et donc sur les formes de territorialités multisituées qui en sont issues"* (Cortes et Pesche, 2013).

Je questionne les trajectoires migratoires et les expériences des lieux : à la fois espaces perçus, ceux des pratiques quotidiennes ou sporadiques de l'espace, mais aussi espaces vécus, qu'Henri Lefebvre appelle *"espaces des représentations"*, intégrant les espaces du quotidien mais aussi ceux qui animent rêves et projets. Les expériences des lieux sont inscrites dans des espaces qui sont aussi conçus, dans des *"représentations de l'espace"* issues des sociétés dominantes dans lesquelles il faut se chercher une place (Lefebvre, 2000 ; Di Méo et Buléon, 2005).

Les expériences de mobilité transforment les relations à l'espace d'origine, en créent de nouvelles dans l'espace d'installation, affectent les représentations et les identifications de soi et des autres, chez des individus à la fois à la marge et au cœur de la *"mondialisation migratoire"* (Simon, 2008). A la marge, car issus du prolétariat migrant d'une mondialisation économique inégale qui les relègue sur les bas flancs de la société, et érige des obstacles à leur mobilité. Au cœur, car ils forment les bataillons de ce prolétariat urbain des grandes métropoles, nécessaire au fonctionnement d'une économie compétitive, dans les secteurs industriels et de services ; car ils participent aussi à l'élaboration de ces métropoles dont ils viennent enrichir la diversité dans des marges urbaines où de nombreuses nationalités se côtoient, s'évitent mais aussi se frottent au quotidien, donnant naissance à des tensions, des exclusions, mais aussi des cosmopolitismes vernaculaires bien éloignés de ceux promus par les élites (Sassen, 2007b ; Webner, 2006).

En confrontant plusieurs métropoles situées dans des contextes culturels distincts, en Amérique latine, aux Etats-Unis et en Espagne, je questionne de façon dialogique et comparée les dynamiques d'accueil, d'insertion, de discrimination ou d'exclusion qui s'y opèrent, révélatrices de modes différenciés de relation à l'autre, de différentes façons de vivre, sinon ensemble, du moins avec, ou à côté, de l'autre.

## 1. Questions et concepts

- **Métropoles**

Au cœur de ce travail se trouvent les métropoles de la migration. Certes, la globalisation touche *"toutes les villes du monde, à des degrés différents et de façons différentes, pas seulement les villes au top de la hiérarchie globale"* (Marcuse et Kempen, 2000, p. XVII)<sup>2</sup>, voire n'importe quel espace local, si l'on accepte que la production de la localité est un processus inscrit dans la globalisation, au-delà de la dimension urbaine ou non de l'espace considéré (Appadurai, 2005). La *glocalisation* (Robertson 1992, Swyngedouw 2004), ou inscription locale de processus globaux, met en évidence les télescopages et les enchevêtrements d'échelles spatiales que la mondialisation produit dans des *global microspaces*<sup>3</sup> aux contours très variés. La migration internationale affecte aussi les mondes ruraux de l'agriculture intensive<sup>4</sup>, ou des villes de taille moyenne<sup>5</sup>. Toutefois, la grande ville, qui constitue un fil conducteur de mes travaux de recherches sur la durée, me semble un lieu d'études privilégié à double titre : comme espace emblématique des processus inégalitaires issus de la mondialisation, et comme espace privilégié de l'observation du "vivre avec l'autre" que l'on appelle communément et souvent improprement le "vivre ensemble".

La ville est en effet d'abord l'espace privilégié de la production du capital<sup>6</sup> et de l'inscription des mécanismes du développement inégal inhérents au capitalisme global. Les métropoles<sup>7</sup>,

---

<sup>2</sup> voir aussi l'analyse de N. Brunner du repositionnement spatial de la question urbaine (Brenner, 2011).

<sup>3</sup> Titre de la première partie de l'ouvrage *Deciphering the global* (Sassen, 2007a).

<sup>4</sup> (comme le montrent par exemple les travaux de Decosse, 2011 ; Hellio, 2009 ; Mésini, 2013a ; Morice et Michalon, 2009b).

<sup>5</sup> Aux Etats-Unis par exemple, la diffusion de l'immigration mexicaine et latino-américaine sur l'ensemble du territoire national, notamment dans des régions traditionnellement peu concernées par l'immigration (telles que le Sud-Est ou vieux Sud- *deep South*) et dans des villes de taille petite et moyenne, est un phénomène observé depuis les années 1990-2000 (Smith et Furuseth, 2006 ; Zúñiga et Hernández-León, 2006).

<sup>6</sup> Dès les années 1920, Max Weber a montré comment les villes européennes médiévales sont issues du commerce et de l'accumulation du capital (Weber, 1992).

<sup>7</sup> On retiendra ici simplement la définition *a minima* de la métropolisation comme caractérisant l'ensemble des mutations de l'urbain dans la mondialisation économique (Ghorra-Gobin, 2006). Pour une réflexion sur la métropolisation, on pourra se reporter à mon texte introductif de l'ouvrage *Cuando México enfrenta la globalización* (Baby-Collin, 2010 ; Palacios, 2010).

avec à leur tête les villes globales<sup>8</sup>, nœuds de l'archipel mégalopolitain mondial (Dollfus, 2007), en sont les expressions. Le développement économique inégal y génère une polarisation socio-spatiale duale, symbolisée par un fonctionnement économique en sablier (*hourglass economy*) qui creuse inégalités et injustices entre espaces des gagnants et des perdants, mondes de l'inclusion et de l'exclusion, générant ce que S. Sassen appelle une

*"nouvelle géographie des centres et des marges": "les villes globales ont émergé comme des lieux revendiqués par à la fois le capital global, qui utilise la ville comme une "commodité organisationnelle", et par les secteurs marginalisés de la population urbaine, qui sont aussi internationalisés que le capital" (Sassen, 2007b, p. 124 trad. libre).*

Cette nouvelle géographie dépasse et recompose les traditionnelles oppositions Nord/ Sud (Gervais Lambony et Landy, 2007), comme le montre l'informalisation de pans entiers des économies globales, au Nord et plus seulement au Sud, qui participe d'un nouvel *ordre spatial* (Marcuse et Kempen, 2000 ; Sassen, 2007a). C'est ici aussi l'intérêt de la confrontation, dans ce travail, entre espaces métropolitains situés au Nord et au Sud, en Amérique latine, en Amérique du nord, et en Europe. Les migrants précaires de cette étude sont inscrits dans la partie basse de l'économie en sablier, dans des espaces métropolitains très inégalitaires. Le marquage socio-spatial des inégalités en ville est analysé sous le prisme de la ségrégation, comme processus de mise à l'écart. Depuis les années 1990, la transition post-fordiste, les nouvelles économies urbaines globales, les configurations métropolitaines étales, les processus de creusement des inégalités sociales, de différenciation dans les modes de gouvernance des régions urbaines comme dans les appartenances territoriales des citoyens, ont favorisé l'émergence de la notion, pluridimensionnelle et débattue, de fragmentation urbaine (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony, 2007 ; Dorier-Apprill, 2001 ; Navez-Bouchanine, 2002). Parmi ses différentes dimensions, la fragmentation contribue à consolider des zones de relative homogénéité sociale, économique ou culturelle, séparées les unes des autres, dans des univers peu perméables, aux fortes identités localisées (Capron, 2006 ; Donzelot, 2008). Peter Marcuse y repère des figures emblématiques du nouvel ordre spatial urbain : ghetto, enclave, citadelle (Marcuse, 1997a, 1997b), porteurs d'un entre-soi où se croisent des dimensions raciales, ethniques, économiques. L'exclusion et la différenciation y sont des moteurs.

---

<sup>8</sup> A l'origine d'innombrables travaux depuis la parution en 1991 du best seller *Global cities* (Sassen, 1996). Saskia Sassen identifie une quarantaine de villes globales (différentes de la ville mondiale -celle de Braudel, 1984, ou de Peter Hall, 1966) définies comme motrices d'un réseau global de capitaux, d'investissements, de transactions bancaires, commerciales, de services, qui reconstruit une géographie de la centralité traversant les divisions Nord/ Sud en y intégrant un certain nombre de grandes villes du Sud. Les premiers critères de leur identification sont économiques et relationnels (voir une synthèse actualisée de la définition dans Sassen, 2007b chapitre 2). Certaines équipes de recherche s'attachent à les hiérarchiser selon des indicateurs financiers, économiques, de connectivité et de réticularité - par exemple les études menées par le GaWC, *Globalization and World Cities Study Group and Network*, <http://www.lboro.ac.uk/gawc/group.html>.



La seconde raison qui justifie le choix métropolitain renvoie à la définition même de la ville comme lieu du couplage entre densité et diversité : *"organisation destinée à maximiser l'interaction sociale"* (Claval, 1981), *"portion de territoire surchargée d'interactions"* (Hannerz et Joseph, 1983, p. 375) espace d'interactions et de coprésence (Lussault et Lévy, 2003, p. 988). Cette définition est au cœur de la réflexion sur l'urbanité telle que la propose Jacques Lévy, en tant que *"caractère proprement urbain d'un espace"*, qui procède des multiples modalités du couplage densité / diversité dans des situations urbaines, spatiales et temporelles, données, et se décline de façon différenciée selon les villes (Lussault et Lévy, 2003, p. 966). Cette réflexion est aussi au cœur de la sociologie de la globalisation :

*« La grande ville occidentale<sup>9</sup> aujourd'hui concentre la diversité. Ses espaces sont inscrits dans la culture dominante mais aussi dans une multiplicité d'autres cultures et identités (...). Avec l'immigration, beaucoup de grandes villes sont devenues le lieu d'une prolifération de cultures très localisées. Une immense variété de cultures venues du monde entier, chacune ancrée ans un pays ou un village spécifique, est maintenant reterritorialisée dans quelques lieux, comme New York (...) L'immigration et l'ethnicité sont trop souvent considérées comme l'altérité. Les considérer comme un ensemble de processus par lesquels des éléments globaux sont localisés, des marchés internationaux du travail constitués, et des cultures du monde entier déterritorialisées, les place là, au cœur de la scène, avec l'internationalisation du capital, comme un aspect fondamental de la globalisation actuelle »* (Sassen, 2007b trad. libre).

La métropole est ainsi le lieu de la rencontre avec l'Etranger (Simmel, 1903), de la négociation avec lui dans la construction d'une société urbaine, quelles qu'en soient les formes (conflit, entente, évitement, négociation...). Cette pensée de la ville comme condensé de diversité et d'ouverture à l'autre est également inspirée du travail d'Iris Marion Young, qui, dans *City Life and Difference* (Young, 1990 chapitre 8), définit la vie urbaine comme

*"une forme de relations sociales que je définis comme le fait d'être ensemble et étrangers (...) composée de groupes de gens ayant des affinités – familles, groupes sociaux, réseaux, associations, voisinages, une grande diversité de petites communautés"* (trad. libre)<sup>10</sup>.

Dans une réflexion sur la justice comme mode de reconnaissance de la différence, elle pose ainsi l'idéal de la vie urbaine comme une *"ouverture à l'altérité non assimilée"*<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> Cet adjectif me semble discutable. Car cette diversité gagne aussi les métropoles non occidentales, du Sud, comme l'étude de Buenos Aires l'illustre dans cette recherche.

<sup>10</sup> *"City life as a form of social relations which I define as the being together of strangers (...) composed of clusters of people with affinities – families, social group, networks, voluntary associations, neighborhood networks, a vast array of small "communities".* (p. 237).

<sup>11</sup> *"City life as an openness to unassimilated otherness"* (p. 227).

La ville n'est ainsi pas seulement un terrain dans lequel se construit la recherche, elle constitue un objet d'analyse. Elle permet enfin de dépasser, dans l'étude des formes d'ancrage des migrants et de leurs constructions identitaires, le prisme de l'Etat-Nation comme *container* de la société, pour observer empiriquement comment le "prendre place" s'élabore à partir de l'espace urbain lui-même<sup>12</sup>.

- **Cosmopolitismes**

Comment une société urbaine se construit-elle dans le rapport à l'étranger ? Comment la diversité s'inscrit-elle dans l'espace urbain, et comment y est-elle acceptée, débattue ou rejetée ? La notion de cosmopolitisme, qui refait amplement surface dans la littérature en sciences sociales, est ici d'une utilité certaine dans l'analyse. Embrassé par de nombreuses disciplines, de la philosophie à la sociologie en passant par l'anthropologie, l'histoire, la science politique ou la géographie, le cosmopolitisme est une notion ancienne dont Peter Coulmas a restitué la longue histoire, mettant en évidence ses fluctuations considérables au cours du temps (Coulmas, 1995). L'étymologie renvoie au citoyen (de la cité, *polis*) du monde (*cosmos*), celui dont la patrie est le monde et le regard celui d'une ouverture à l'autre. La notion qui surgit dans la cité grecque antique est étroitement liée à la ville comme espace de citoyenneté.

A la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, la philosophie kantienne envisage le cosmopolitisme à partir de la notion de droit d'hospitalité, qui répond à une éthique posée comme devant relever de l'universel, indispensable à tout projet de paix universelle (Kant, 2002<sup>13</sup>). Les philosophes des Lumières s'emparent de la notion en reprenant les idéaux d'humanisme et de tolérance de la cité antique, contre les optiques nationalistes qui se développent alors en Europe. Le triomphe des nationalismes au XIX<sup>ème</sup> siècle est d'ailleurs marqué par un recul considérable de la notion. C'est sur les rives de la Méditerranée, dans des villes comme Alexandrie, représentée à la fin du XIX<sup>ème</sup> et dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle comme un modèle de ville cosmopolite, que la notion est utilisée pour caractériser non pas un horizon utopique (comme dans la pensée philosophique kantienne), mais une forme concrète de vie urbaine ouverte sur le monde, où la coexistence pacifique de nombreuses langues et nationalités construit un univers de rencontres et de dialogues (Ilbert et Yannakakis, 2008). Au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle, la pensée de Georg Simmel (Simmel, 1903), reprise par les sociologues de l'Ecole de Chicago, associe la figure de l'étranger au cosmopolite par excellence : voyageur, libre, en mouvement, ouvert sur les changements du monde, comme l'homme marginal que Robert Park décrit comme "*un individu qui devient invariablement, en un certain sens et à un certain degré, un cosmopolite*" (Park, 1928, p. 888 trad. libre).

---

<sup>12</sup> invitation partagée par des travaux tels que ceux de William Berthomière (Berthomière, 2012) ou de Doreen Massey (Massey et Jess, 1995 ; Massey, 2005)

<sup>13</sup> La première édition est de 1784.

Un numéro de la *Revue de synthèse*, éditée par l'ENS en 2002, portant sur *Circulations et cosmopolitismes en Europe*, analyse dans une perspective pluridisciplinaire les heurs et malheurs du cosmopolitisme européen, notamment à l'époque des crispations identitaires des grands conflits du XX<sup>ème</sup> siècle. Défini comme une façon de

*"reconnaître et apprécier l'autre en tant qu'autre, ni complètement étranger, ni copie conforme de soi-même, permettant de concilier communauté et altérité, identité et différence",*

le cosmopolitisme est décliné sous l'angle

*"positif des citoyens du monde" et sous l'angle "négatif de l'exilé, du réfugié, de l'expulsé, qui essaie partout de jeter des racines ou au contraire reste en diaspora" (Asséo et al., 2004).*

La métropolisation, la mondialisation, et la croissance des circulations dans le monde, ont donné un nouvel essor à la notion dans les dernières décennies, dont rend très bien compte l'ouvrage d'Ulrich Beck intitulé *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?* (Beck, 2006). Partant d'une réalité devenue cosmopolitique, Beck en appelle à l'élaboration d'un nouveau point de vue cosmopolitique sur le monde :

*"l'optique cosmopolitique signifie ceci : dans un monde de crises globales et de dangers produits par la civilisation, les anciennes distinctions entre le dedans et le dehors, entre le national et l'international, entre nous et les autres, perdent leur validité, et nous avons besoin pour survivre d'un nouveau réalisme, cosmopolitique" (op. cit. p. 32).*

Comme l'exprime David Harvey dans son ouvrage consacré à la notion (*Cosmopolitanism and the geographies of freedom*, 2009),

*"Malheureusement, le cosmopolitisme a été reconstruit depuis une telle variété de points de vue qu'il brouille plus qu'il n'éclaire les agendas politico-économiques et culturalo-scientifiques. Il a acquis tant de nuances et de sens qu'il devient impossible d'identifier un courant central de pensée et de théorisation, si ce n'est à partir d'une opposition généralisée aux esprits de clocher supposés qui dérivent de l'allégeance à la nation, la race, l'ethnicité, et l'identité religieuse." (Harvey, 2009, p. 78, trad. libre).*

Sur ces bases, l'ouvrage d'Ulrich Beck explicite la nécessité de distinguer l'horizon utopique du cosmopolitisme antique et de la philosophie des Lumières d'un côté, qui renvoie à un cadre normatif, de la réalité ancrée du cosmopolitisme de l'autre (que Beck qualifie de *réalisme cosmopolitique*). C'est ce second versant du cosmopolitisme qui m'intéresse dans cet écrit, qui cherche à comprendre les modalités de la co-présence et de la diversité dans l'espace urbain métropolitain. Ce *cosmopolitisme de situations* est observé par Christian Rinaudo et Marie-Antoinette Hily dans leur étude du marché hétéroclite de Vintimille, à la

frontière franco-italienne (Rinaudo et Hily, 2003). Il est aussi appelé *cosmopolitisme de circonstances*, ou *cosmopolitisme du quotidien*, dans les contributions d'un numéro des *Cahiers de la Méditerranée* consacré à la notion (Berthomière, 2003 ; Cattedra, 2003 ; Schmoll, 2003).

Les citoyens cosmopolites sont souvent décrits dans la littérature à partir de deux types d'individus : les élites circulantes transnationales, et les migrants prolétaires ou populaires, qui constituent, pour Saskia Sassen, par exemple, deux des classes globales qui émergent de sa sociologie de la globalisation (Sassen, 2007). Pheng Cheah met fortement en doute les conséquences politiques d'une réalité cosmopolite qui découle de ces deux classes globales ainsi définies :

*"Les implications progressives d'un cosmopolitisme qui émerge de l'expérience sociale des villes globales (...) laissent dubitatif. Le cosmopolitisme des travailleurs qualifiés des firmes est principalement le cosmopolitisme d'une nouvelle classe de professionnels technocrates dont le but premier est de faire du profit et de consommer à volonté. Les seuls sentiments de solidarité manifestes ici sont envers les firmes globales comme espace d'intérêt professionnel propre et d'avancement de carrière. (...) Une question similaire devrait être posée face aux cosmopolitismes des communautés migrantes de l'underclass transnationale au Nord. Des études contemporaines sur la culture globale (...) connectent cette forme de cosmopolitisme à la culture politique des activistes des droits de l'homme comme une évidence de la spatialisation post-nationale des politiques (...) Cette connexion entre les expériences de migrants transnationaux dans une diversité culturelle globale et les formes institutionnalisées de solidarité cosmopolite restent cependant largement à élaborer. Le monde est sans aucun doute interconnecté et la mobilité transnationale est en croissance. Mais cela ne génère pas forcément des cosmopolitismes signifiants allant dans le sens de communautés politiques mondiales plurielles"* (Cheah, 2006, p. 496 trad. libre).

Ce n'est pas sur ce terrain politique que je pose dans ce travail directement la question du cosmopolitisme, mais plutôt sur celui de l'observation de sa réalité quotidienne, qui précède son institutionnalisation politique. C'est aussi ce à quoi invite à réfléchir l'ouvrage de David Harvey : observer les conditions de l'émergence des cosmopolitismes, dans leurs contextes historiques et géographiques, avant d'envisager des propositions de portée globale dans le domaine politique (Harvey, 2009, p. 97 et conclusion p. 283).

Ce n'est pas le cosmopolitisme décrit pour les élites circulantes de la mondialisation (que l'on retrouve dans le travail d'Ulf Hannerz, 1992, ou encore d'Aiwa Ong, 1999) qui anime ma réflexion, mais bien plutôt celui qui caractérise les vies urbaines des migrants populaires qui sont l'objet de ma recherche. Elles ont été caractérisées par l'expression de *cosmopolitismes subalternes* (l'expression de Sousa Santos est largement reprise par Harvey, 2009), de *working class cosmopolitanisms* (Webner, 1999) ou encore de cosmopolitismes vernaculaires (*vernacular cosmopolitanisms* - Webner, 2006). Cette

dernière expression à l'allure d'oxymore doit à la réflexion philosophique de Kwame Appiah (Appiah et Botz, 2008) sur le cosmopolitisme enraciné (*rooted cosmopolitanism*) ou patriote (*patriot cosmopolitanism*). Appiah propose d'analyser le cosmopolitisme à partir des appartenances à des communautés locales (enracinées), familles ou groupes ethniques, qui épousent des notions de tolérance et d'ouverture à l'autre mises en pratique dans les expériences quotidiennes. C'est à ce niveau que la géographie sociale, que j'envisage dans ce travail à partir de l'observation des vies ordinaires des migrants populaires, situées dans des contextes historiques, sociaux, géographiques et politiques spécifiques, peut permettre de décrire les expériences de la confrontation à l'altérité, depuis le local dans lequel elles sont ancrées.

Ce local n'est pas unique. Comme le montre James Clifford dans un texte de l'ouvrage collectif intitulé *Cosmopolitics* (Cheah et Robbins, 1998 ; Clifford, 1998), le cosmopolitisme peut être "*discrepant*", terme que l'on pourrait traduire ici par ambivalent<sup>14</sup> :

*"Les gens ont construit leur sens de l'appartenance, leur notion de chez soi (...), depuis des siècles, le long d'un continuum d'attaches socio-spatiales. Elles vont des vallées locales aux quartiers de sites urbains plus denses, de rencontres et d'anonymat, des communautés nationales attachées à un territoire aux affiliations au delà des frontières et les océans. Dans ces diverses zones de contacts, les gens élaborent des stratégies de survie et d'action dans un monde où l'espace est toujours déjà envahi. Ces compétences peuvent être envisagées (...) comme des "discrepant cosmopolitanisms".*" (Clifford, 1998, cité par Harvey, 2009, p. 113, trad. libre).

C'est dans ces mondes précaires des grandes métropoles, où se côtoient migrants et autochtones, et où se reconstruisent des appartenances qui ne rompent pas les liens aux origines, que s'élaborent des modes d'habiter qui, des rejets aux partages, peuvent contribuer à la construction située de cosmopolitismes populaires enracinés. C'est, dans tous les cas, une des interrogations fortes que soulève cet écrit.

Cette réflexion rejoint l'invitation de Michel Agier (2013) à envisager une condition cosmopolite, qu'il définit comme surgissant de l'expérience d'acteurs mobiles, souvent aux marges de la société, qui tentent de dépasser les clivages dedans / dehors et de réinventer les frontières de la différence pour les transformer en passages, en seuils. La condition cosmopolite relativise les distances à l'autre, les inscrit dans une altérité à la fois plus proche et plus relative. Une anthropologie de la condition cosmopolite implique ainsi de

---

<sup>14</sup> Après de nombreuses discussions sur la meilleure traduction de "*discrepant*", que l'on ne peut réduire à la proposition du dictionnaire qui énonce "*inconsistant*" (quand la *discrepancy* signifie une divergence), je n'ai pas trouvé mieux que ce terme d'"*ambivalent*" (on pourrait aussi envisager *divergent*), qui me semble approprié pour caractériser les appartenances plurielles et hésitantes que définit l'auteur de *Travelling Cultures*, James Clifford, mais je reste encore insatisfaite de ce choix de traduction (et preneuse de meilleures propositions !).

*"dénationaliser autant que de désethniciser la pensée de l'étranger, en l'incluant dans une pensée anthropologique de l'altérité en général et en la déclinant en plusieurs degrés relatifs d'étrangeté selon les contextes ou en situation" (Agier, 2013, p. 95). "On ne cherchera donc pas (...) à catégoriser ni à nationaliser en encore moins à ethniciser les vies précaires et subalternes associées à la position relative d'étranger (...) On évoquera précisément pour les déconstruire ces dimensions du piège identitaire – civilisationnelle, culturelle, raciale. (...) Nous pourrions alors ramener cette étrangeté vers le commun. En relativisant ainsi la distance à l'autre (...) il s'agit finalement de mettre en œuvre une proposition alternative à la répétition du piège identitaire." (op. cit. p. 99).*

- **Translocalités**

Les espaces dans lesquels s'inscrivent les migrants de cette étude ne se limitent pas aux métropoles de la globalisation, de même qu'ils ne les embrassent pas toutes entières. Les pratiques spatiales de chacun prennent place dans certains pans, creux, de l'urbain. Les espaces vécus englobent aussi d'autres lieux entre lesquels les migrants se meuvent, physiquement ou virtuellement. Ils sont le support de constructions identitaires situées dans des espaces réticulés et distants, qui recomposent les relations entre l'espace, l'identité et la culture.

Ces trois éléments parfois présentés comme les sommets d'un *"triangle magique"* (Debarbieux, 1995, 2006) sont au fondement de la construction de l'Etat-Nation moderne<sup>15</sup>. Le nationalisme méthodologique, selon lequel l'Etat-Nation est l'échelle de régulation de la vie sociale, aussi appelé théorie de la société *container*, très largement débattu dans les études post-coloniales et transnationales, est en effet fortement remis en question à l'heure de la globalisation<sup>16</sup>.

La relation entre culture, identité et territoire se complexifie à l'heure des mobilités avivées, des modes d'existence réticulés, des pluri-appartenances qui sont au cœur de la réflexion sur les espaces transnationaux. Bien que le terme transnational apparaisse, à la fin des années 1970, dans le vocabulaire entrepreneurial des firmes qui repensent leur stratégies basées sur des modèles verticaux d'intégration mutinationale au profit de nouveaux modes d'organisation horizontale, ceux des corporations transnationales (Ong, 1999, p. 21), dans les sciences sociales, après quelques études pionnières (Rouse, 1989), c'est au début des années 1990 que la notion est définie comme regroupant :

---

<sup>15</sup> On les retrouve dans l'association entre l'espace français et ses habitants, liés dans un rapport d'équivalence déterministe dans le classique *Tableau de la géographie de la France*, paru il y a plus de cent ans (la première édition date de 1905) et considéré comme l'un des ouvrages fondateurs de l'Ecole Française de géographie (Vidal de la Blache, 1994)

<sup>16</sup> (voir par exemple, parmi une multitude de références, Appadurai, 2005 ; Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994 ; Bauman, 2010 ; Glick Schiller et Caglar, 2011 ; Glick Schiller et Salazar, 2013 ; Hall, 1993).

" ... les processus par lesquels les immigrants construisent et maintiennent des relations multiples qui articulent leurs sociétés d'origine et d'installation. Nous appelons ces processus transnationalisme pour mettre l'accent sur le fait qu'un grand nombre d'immigrants aujourd'hui développent des champs sociaux qui traversent des frontières géographiques, culturelles et politiques (...) Dans leurs activités quotidiennes, les transmigrants connectent les Etats-Nations et vivent dans un monde forgé par les interconnexions qu'ils ont eux-mêmes construites" (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994, p. 7-8) (trad. libre)<sup>17</sup>.

Champs sociaux ou espaces sociaux transnationaux (Faist, 2004 ; Glick Schiller, Basch et Szanton Blanc, 1992 ; Pries, 1999) redéfinissent les relations des migrants à l'espace national, envisagées comme des formes d'affranchissement de la distance produisant des formes de *déterritorialisation* des Etats-Nations. A la suite de l'article pionnier de Akhil Gupta et James Ferguson (Gupta et Ferguson, 1992), c'est aux formes de *reterritorialisation* produites par les interactions sociales dans la mobilité que je porte mon attention. Ces auteurs ont montré que, si

"quelque chose comme une sphère publique transnationale a certainement rendu obsolète tout sens étroitement figé de la communauté ou de la localité, cela a permis, dans le même temps, la création de formes de solidarité et d'identité qui ne reposent pas sur une appropriation de l'espace où la contiguïté et le face à face sont primordiaux. Dans l'espace pulvérisé de la post-modernité, l'espace n'a pas disparu : il a été reterritorialisé en un sens qui diffère de ce qui caractérisait l'expérience de l'espace à l'ère de la modernité. C'est ce qui nous oblige à reconceptualiser les politiques de la communauté, de la solidarité, de l'identité et de la différence culturelle" (p. 9, trad. libre).

La reconceptualisation qu'ils appellent de leurs vœux a plusieurs motifs. D'abord, l'isomorphisme entre espace et culture pose la question de ceux qui, venant d'une autre culture, viennent s'inscrire au sein d'un espace identifié par une culture autre. Ensuite, la co-existence de cultures différentes en un même lieu repose la question des fondements de l'identité nationale. Enfin, les cultures hybrides de la post-colonialité ne trouvent pas leur place dans l'association Nation/culture. En proposant de réfléchir aux processus de production de la différence culturelle dans des espaces interconnectés, ils invitent à envisager les formes de reterritorialisation à l'œuvre dans le monde contemporain.

---

<sup>17</sup> "We define transnationalism as the processes by which immigrants forge and sustain multistranded relations that link together their societies of origin and settlement. We call these processes transnationalism to emphasize that many immigrants today build social fields that cross geographic, cultural, and political borders.(...) In their daily activities transmigrants connect nation states and they live in a world shaped by the interconnections that they themselves have forged".

Pour une histoire du concept, voir (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994 chapitre 1).

Cette pensée de la multi-territorialité de groupes mobiles est l'un des questionnements géographiques qui animent ce travail. Or,

*"rien n'indique que l'espace territoire et la communauté adoptent a priori les mêmes contours, même s'ils sont en situation de résonnance. La réduction de l'un à l'autre est plutôt un signe d'appauvrissement de la vie sociale, de la vie en société, complexe par définition. Alors que la multi-appartenance identitaire est partout avérée et acceptée (...) il semblerait que la multiterritorialité pose encore problème"* (Goueset et Hoffmann, 2006, p. 274).

Il faut donc engager une réflexion à la fois sur les formes d'inscription spatiale des individus mobiles, et sur les processus de différenciation et de recomposition culturelle et identitaire qu'impliquent ces interactions sociales avivées par les mobilités. C'est tout l'enjeu d'une approche que Nina Glick-Schiller et Noël Salazar envisagent par les *régimes de mobilité*, qui comporte plusieurs défis :

*"Comment prendre en compte les formes de relations organisées de pouvoir, souvent territorialisées et bornées, et, en même temps, ne pas déployer une théorie de la société container ? Comme développer une théorie de la société dans laquelle la mobilité est normalisée et vue comme intégrée, plutôt qu'en opposition, à des relations sociales sur des bases territoriales ?"* (Glick Schiller et Salazar, 2013, p. 191, trad. libre)<sup>18</sup>.

J'envisage ici la culture<sup>19</sup> comme un construit social collectif, élaboré dans une dynamique relationnelle de différenciation entre un même et un autre, impliquant des repositionnements constants des frontières entre groupes (Barth, 2008 ; Poutignat, Streiff-Fenart et Barth, 2008). En accord avec la pensée post-coloniale, la culture est faite de branchements multiples, de métissages, souvent associés à l'image du rhizome (Amselle, 2005 ; Chivallon, 2013 ; Clifford, 1994 ; Deleuze et Guattari, 1980 ; Hall, 1993) :

*"C'est en partant du postulat de l'existence d'entités culturelles discrètes nommées cultures que l'on aboutit à une conception du monde post-colonial ou postérieur à la guerre froide vu comme être hybride. Pour échapper à cette idée de mélange par homogénéisation et par hybridation, il faut postuler au contraire que toute société est métisse et donc que le métissage est le produit d'identités déjà mêlées, renvoyant à l'infini l'idée d'une pureté originare. La globalisation ne se traduit donc ni par l'affaiblissement des différentes cultures ni par l'affrontement entre segments culturels épars qui seraient restés intacts au cours de l'histoire. Elle engendre ou abrite une production différentielle des cultures ... "* (Amselle, 2005, p. 22).

---

<sup>18</sup> "The challenge therefore in a regimes-of mobility approach is the same one faced by all scholars who research social processes: how to take into account forms of organised relations of power, many of which are territorially based if not bounded and, at the same time, do not deploy a container theory of society. How can we develop a theory of society in which mobility is normalised and seen as integral, rather than in opposition, to territorially based social relationships?"

<sup>19</sup> Voir, pour une vision synthétique de la pluralité de la notion de culture dans les sciences sociales (Cuche, 2010)



Les processus d'identification, individuels ou collectifs, qui peuvent renvoyer à un socle culturel, obéissent aux mêmes mécanismes de construction différentielle "nous/eux", de *"transaction, construction produite par un aller retour répété entre une revendication propre et une identification extérieure"* (Goueset et Hoffmann, 2006) . Dans le monde contemporain que Zygmunt Bauman (2010) caractérise par sa liquidité, *"ses opportunités fugaces et ses garanties précaires, les identités rigides non négociables ne nous satisfont plus"*. La *"mêmeté"*, comme *"cohérence et continuité de notre identité à travers le temps"*, devient de plus en plus difficile à appréhender, et on ne peut plus *"escamoter le caractère précaire ou provisoire"* de l'identité :

*"Dans notre monde liquide, s'engager vers une seule identité pour la vie, ou du moins pour une très longue période, est une affaire périlleuse. Les identités sont faites pour être endossées et exhibées, mais non pas conservées."* (Bauman, 2010, p. 40 et 123).

Le croisement entre redéfinitions identitaires avivées par la migration (entendue comme expérience de confrontation à l'altérité) et espaces pluriels dans lesquels les individus et les groupes s'inscrivent, est l'une des interrogations qui traverse cet écrit. Les lieux, comme les identifications, sont le produit de connexions, de rencontres, de conflits. Ils ne sont pas *"figés, fermés et cohérents"*, mais *"des lieux de rencontre, des localisations d'intersections (...), de connexions et d'interrelations, d'influences et de mouvements"* (Massey et Jess, 1995, p. 59 trad. libre) qui invitent à leur reconceptualisation.

Afin de s'affranchir du prisme du nationalisme méthodologique, la notion de translocalisme a parfois été préférée à celle de transnationalisme pour caractériser ces constructions localisées de lieux forgés par des individus et des groupes mobiles qui naviguent entre des espaces pluriels, distants, qu'ils connectent par leurs pratiques et leurs représentations. Car ce sont des quartiers urbains qui sont connectés à d'autres pans de villes, à des villages, situés dans des Etats-Nations différents, articulant des espaces localisés dans lesquels les références aux nations ne sont pas forcément les plus prégnantes, mais sont parfois dépassées par le bas par des références ethniques (groupes indigènes), régionales ou locales, et par le haut par des identifications plus larges (du type "les Latinos"). Robert Smith, auteur d'un ouvrage magnifique intitulé *Mexican New York, Transnational lives of new immigrants*, qui a beaucoup accompagné ma réflexion, soutient l'émergence d'une *translocality* ou *localité transnationale*, à la fois ancrée dans un espace géographique (New York aux Etats-Unis et Ticuani au Mexique) et dans l'espace social transnational créé par les relations entre les Ticuanenses (Smith, 2006). Dans leur conceptualisation du *transnationalisme par le bas*, Michael Smith et Luis Guarnizo militent également en faveur de l'analyse de la situation localisée des pratiques transnationales :

*"Les pratiques transnationales ne prennent pas place dans un tiers espace imaginaire situé*

*entre des territoires nationaux. L'image des migrants transnationaux comme déterritorialisés, flottant librement et représentés par la vulgate académique du "ni ici ni là-bas" mérite d'être réexaminée. (...) Les pratiques transnationales ne peuvent pas être examinées comme si elles étaient libres des contraintes et des opportunités que les contextes imposent. Les pratiques transnationales, en connectant des collectivités situées dans plus d'un territoire national, sont incarnées dans des relations sociales spécifiques établies entre des personnes spécifiques, situées dans des localités sans équivoque, en des temps historiquement déterminés"* (Smith et Guarnizo, 1998, p. 11 trad. libre)<sup>20</sup>.

Dans sa réflexion sur la production de la localité, en tant que *"dimension de la vie sociale, et en tant que valeur articulée de voisinages particuliers"* (Appadurai, 2005, p. 284), Arjun Appadurai invoque trois facteurs fondamentaux : l'Etat-Nation, quand bien même *"ses contours sont menacés par les formes de circulation des populations"*, les flux diasporiques, et les communautés électroniques et virtuelles (*op. cit.* p. 274 et 283).

Sans négliger les structures ou les facteurs, en lien avec la globalisation mais aussi avec les cadres nationaux, qui influent sur les expériences sociales et spatiales des acteurs migrants, j'ai à cœur dans ce travail de mettre en évidence comment s'élaborent les *translocalities*, ou comment se situent dans des contextes précis les pratiques observées dans leur transnationalité / translocalité :

*"La construction sociale du "lieu" est toujours un processus de production de sens local, de spécificité territoriales, de contrôle juridique, de développement économique, quelles que soient les complexités des articulations de ces localités dans des flux transnationaux d'ordre économique, politique et culturel"*<sup>21</sup> (Smith et Guarnizo, 1998, p. 14).

- **Places, lieux, territorialités**

C'est dans cette relation située entre espaces de l'ici et du là-bas que prend sens le titre de cette habilitation. Le "prendre place" questionne les compétences, les aptitudes, les moyens que les migrants mettent en œuvre pour "se faire une place" dans un espace autre, du silence et de l'invisibilité à la lutte pour le respect et la reconnaissance. Ce processus est situé : dans des Etats-Nations avec leurs règles, leurs pratiques, leurs représentations de

---

<sup>20</sup> "Transnational practices do not take place in an imaginary "third space" (Bhabha 1990; Soja 1996) abstractly located "inbetween" national territories. Thus, the image of transnational migrants as deterritorialized, free-floating people represented by the now popular academic adage "neither here nor there" deserves closer scrutiny. (...) Transnational practices cannot be construed as if they were free from the constraints and opportunities that contextuality imposes. Transnational practices, while connecting collectivities located in more than one national territory, are embodied in specific social relations established between specific people, situated in unequivocal localities, at historically determined times".

<sup>21</sup> "The social construction of "place" is still a process of local meaning-making, territorial specificity, juridical control, and economic development, however complexly articulated these localities become in transnational economic, political, and cultural flows".

l'autre, leur gestion politique de l'étranger ; dans des métropoles, inégalement hospitalières ; dans des quartiers inégalement accueillants, pluriels, ségrégués ou marginalisés ; dans des espaces publics, des rues, des marchés, où les migrants élaborent, même ponctuellement, un univers qui leur appartient. Il implique aussi les espaces d'origine avec lesquels les migrants maintiennent inégalement des liens, concrets ou matériels, immatériels ou virtuels.

Deux ouvrages des sciences sociales contemporaines portant explicitement sur le "prendre place" éclairent la pertinence de cette approche.

Le livre collectif dirigé par Isaac Joseph s'intéresse aux espaces publics comme lieux de l'action, comme espaces de scénographies et de cultures dramatiques, comparant rues, parcs, places, dans différents contextes culturels (Joseph, 1995). En puisant dans la philosophie kantienne, le texte introductif d'Isaac Joseph ("*Reprendre la rue*") discute le "*droit cosmopolite*". Emmanuel Kant explique qu'il doit se restreindre aux conditions de l'hospitalité universelle, qui se résument au fait que tout individu a le droit de circuler, et d'exercer un droit de visite non hostile (qui ne signifie par pourtant que cette hospitalité soit accueillante, mais neutre). L'espace public, accessible, ouvert, où se met en scène cette coprésence entre étrangers, est le lieu de l'élaboration d'un vivre non pas forcément ensemble, mais à côté de l'autre, dans le respect de la place de l'autre. La sociologie interactionniste, dans la finesse de son observation des situations d'interactions, attentive aux contextes de l'action, est un outil percutant pour analyser la façon dont les migrants, dans les espaces publics de la cité, trouvent leur place, "*à la fois une place géographique, et une liberté existentielle de sentir qu'ils peuvent être là complètement, au milieu de la différence*"<sup>22</sup> ; j'y reviendrai au cours du texte.

L'ouvrage de Michel Lussault centré sur la lutte des places situe cette dernière dans le cadre de cinq compétences élémentaires de la spatialité qui permettent à un opérateur d'appréhender la ressource spatiale<sup>23</sup> (Lussault, 2009). Appelée compétence de placement et d'arrangement, la "lutte des places" consiste en la "*capacité à savoir trouver pour soi, pour les autres, la bonne place*" (op. cit. p. 84), dans un monde contemporain qui a vu la lutte des places se substituer peu à peu à la lutte des classes<sup>24</sup>. Ces places mettent en relation la

---

<sup>22</sup> C'est ce que montre Robert Smith dans son étude des vies transnationales entre New York et Ticuani : "*Space is both a geographical place and an existential freedom to feel that one belongs fully amid difference*" (Smith 2006, p. 10).

<sup>23</sup> Ces compétences sont : la maîtrise des métriques (ou capacité à évaluer la bonne distance entre soi et les autres, à gérer la proximité), la compétence de placement et d'arrangement (celle du prendre place), la compétence scalaire (discriminer le grand du petit), le découpage de l'espace (capacité à marquer les frontières, à séparer), le franchissement (capacité à franchir les seuils, les frontières).

<sup>24</sup> "*Il ne s'agit pas de dire que la notion de classe sociale n'a plus de sens, ni que les positions sociales n'influent plus sur les actes et leurs conséquences, mais que dans les sociétés d'individus (...) la réalisation des trajectoires personnelles devient un objectif prégnant pour chacun. Cette réalisation se conduit, s'exprime et se manifeste dans*

position sociale de l'individu, les normes spatiales en vigueur, d'affectation et d'usage de l'espace, et les "endroits" ou emplacements que l'individu est susceptible d'occuper<sup>25</sup>. C'est cette compétence, ou ce faisceau de compétences et de savoir faire, stratégiques et tactiques, que j'interroge à travers la relation des migrants à l'espace et la société dans laquelle ils s'installent, sans toutefois délaisser celle dont ils sont partie.

Je m'inscris en ce sens dans la filiation de ces deux textes, bien que brassant des échelles d'observation plus variées : pour le migrant bolivien, le questionnement commence alors qu'il discrimine l'Argentine plutôt que l'Espagne ou les Etats-Unis pour engager une mobilité internationale ; puis alors qu'il doit déterminer la métropole dans laquelle il va travailler, le quartier où il va résider. L'habiter, qui consiste à prendre place, dans un environnement situé, permet ensuite de descendre à l'échelle de l'observation des espaces publics de la cité. Les pratiques festives, qui seront largement abordées dans ce texte, définissent aussi des espaces-temps spécifiques où s'élabore le prendre place dans les rapports sociaux et les exhibitions identitaires auxquelles elles donnent lieu.

Les termes de place et de lieu sont ici privilégiés par rapport à la notion de territoire, qui traverse peu cet écrit, bien qu'ayant occupé un rôle important au cours de ma trajectoire scientifique (cf. volume 2). La différence est mince pour certains géographes<sup>26</sup>. Le terme anglais de *place*, dominant dans la conceptualisation anglo-saxonne, est généralement traduit en français par celui de lieu, qui souffre d'un intérêt théorique bien plus maigre dans la tradition française, principalement attachée au concept de territoire. Plusieurs éléments me semblent justifier une approche différenciée de ces termes.

Le lieu, qui n'est ni le local, ni la localité, est caractérisé par la coprésence (Lussault, Lévy, 2003, p. 556 et suiv.), la continuité : on y entre et on en sort. Il est une "*circonstance de croisements*" (Retaillé, 2012), une "*configuration instantanée de positions*" (Certeau, Giard, Mayol, 1990), qui change donc suivant les moments et les individus qui le pratiquent. Le lieu est ainsi tout sauf statique, il évolue avec les interactions éphémères qui s'y nouent. Il correspond en ce sens à un espace de l'action, que défend Isaac Joseph dans sa vision de l'espace public. Le lieu, comme traduction de l'anglais *place*, selon la conceptualisation élaborée par Doreen Massey (Massey, 2005), à laquelle mon travail adhère, est un point de rencontre, construit par une configuration particulière de relations sociales, de liens, en un

---

la recherche par l'individu de ce qu'il estime être les meilleures places auxquelles il peut et / ou veut prétendre" (op. cit. p. 139).

<sup>25</sup> "Une place telle que je la conçois, met en relation, pour chaque individu, sa position sociale dans la société, les normes en matière d'affectation et d'usage de l'espace en cours dans un groupe humain quelconque, et les emplacements, que je nomme les endroits, que cet individu est susceptible d'occuper dans l'espace matériel en raison même de sa position sociale et des normes spatiales" (op. cit. p. 127).

<sup>26</sup> Pour Guy Di Méo, le territoire regroupe et associe des lieux, englobe des lieux, la différence tenant le plus souvent à l'échelle et la lisibilité géographique (Di Méo, 1998, p. 41). "Territorialiser l'espace consiste, pour une société, à y multiplier les lieux, à les installer en réseaux à la fois concrets et symboliques" (Di Méo, 2000, p. 43).

point donné. Le lieu n'a ainsi pas d'identité propre, mais il est au contraire souvent empli de conflits internes ; pourtant, dans sa configuration instantanée de positions, il est unique. C'est une différence avec le territoire, envisagé généralement comme espace générateur d'appropriations et d'identifications, souvent disputées. Une autre différence réside dans l'absence de véritable frontière dans la conception du lieu, alors que la limite est souvent un enjeu du territoire, surtout dans sa dimension politique, bien que certains auteurs en soulignent aussi le flou des contours. Car le lieu, ou la place, est fait de multiples relations venues de l'extérieur, et c'est l'articulation située, conflictuelle, pacifique ou négociée de ces composantes, qui constitue le lieu. Cette vision est celle que défend également David Harvey (2009) pour lequel les *places* (en anglais) ne sont pas fixes, stables, mais sujettes à des transformations permanentes, à mesure que les conceptions, les pratiques matérielles, les expériences de l'espace, changent, tout comme les positions des sujets : pour lui, le seul concept de *place* qui fasse sens, c'est bien celui qui les voit comme "*une permanence contingente, dynamique et influente*"<sup>27</sup> (*op. cit.* p. 194, trad. libre).

La mobilité est ainsi au cœur de la notion du lieu, fait de la rencontre des individus mobiles en un point particulier : elle construit même le lieu comme espace d'interactions.

Prendre place, c'est ainsi trouver la bonne position, dans des lieux, ici ou là-bas, au gré des mobilités qui caractérisent les migrants. Cette position n'est pas forcément porteuse d'identifications particulières, ni génératrice de sentiments d'appropriation exclusive, ou de reproduction d'une équivalence entre espace, individu et identité, au cœur de la réflexion sur le territoire. Les processus d'identification des individus, imposés ou endossés, instruments ou fardeaux, interviennent et s'expriment dans les lieux, mais je les envisage comme des éléments participant aux interactions, aux négociations des rapports de force, que provoque la coprésence.

Prendre place, c'est aussi s'inscrire dans un espace sur la durée, au delà de l'instantané du lieu. Cette dimension temporelle, qui accompagne les processus d'identification, renvoie aux formes d'élaboration de la territorialité, telle que la conceptualise Guy Di Méo (2000). Comprise comme un rapport à la fois personnel et social au monde, elle renvoie à un univers de pratiques et de représentations, concret et idéologique à la fois, élaboré par les sujets individus :

*"en tant que représentation mentale d'origine sociale, la territorialité est d'abord reconnaissance analytique de structures en mailles ou en réseaux (territoires). Mais elle fonctionne surtout comme un outil, comme un principe d'articulation et d'intégration des*

---

<sup>27</sup> "Places are not, cannot be, fixed and stables, but are subject to perpetual transformations as conceptions, material practices, and lived experiences change. (...) Just as multiples spatialities coexist in a single moment within place, so also are experiences of places differentiated across diverse subject positions. (...) The only concept of place that makes sense is one that sees it as a contingent, dynamic and influential permanence, ..." (extraits du chapitre 8, *Places, regions, territories*, p. 176-177 et 194)

*échelles géographiques que forment ces différents réseau et territoires d'appartenance, très divers en nombre et en taille, auxquels se rallient les êtres humains" (Di Méo, 2000, p. 43).*

L'étude de la territorialité des individus mobiles est l'un des questionnements de cette recherche.

## **2. Champs scientifiques**

- **Géographie sociale**

Cette recherche s'inscrit dans le champ de la géographie sociale, qui a pour objet les interactions dialectiques entre espace et société, et s'intéresse aux constructions spatiales des rapports sociaux, à l'échelle individuelle et collective (voir sur ce point le volume 1, *Itinéraire scientifique*).

L'échelle micro des pratiques et des représentations individuelles, familiales, collectives, de l'espace, communément appelée « par le bas », est centrale dans mon propos. A l'écoute d'individus dominés, travailleurs précaires de la mondialisation, souvent sans papiers, en situation d'instabilité, luttant pour un avenir meilleur au quotidien, mais aussi d'individus sujets, acteurs, porteurs de leur décision de migrer, d'un choix de "sortie" - *exit* (Hirschman, 1970)-, faiseurs de projets, de choix, de trajectoires, de rêves et de modes de survie. J'observe, à partir de leur situation de marginalité, leur potentiel de détournement de normes et de règles, leur capacité de négociation, d'adaptation et de changement, mais aussi leurs contraintes, leurs souffrances, leurs échecs.

Les pratiques des acteurs impliquent l'articulation de plusieurs échelles spatiales : leur environnement immédiat (maison, quartier, espaces du quotidien), les espaces de leur mobilité, de leur trajectoire, mais aussi ceux de leurs origines, ailleurs. Comment ces lieux s'articulent-ils, sont-ils animés par des pratiques réticulaires au delà de la distance qui les sépare ? Sont-ils supports d'identifications situées, retravaillées par les pratiques de mobilités, et par les modes de confrontation à l'altérité ou au même ? Comment les migrants, porteurs de leurs expériences du mouvement, participent-ils à la construction des lieux ? Comment s'élabore et s'exprime leur territorialité, leur rapport socio-spatial au monde ? Si l'interaction entre le global et le local est mobilisée, c'est au niveau du local que je cherche à comprendre comment s'incarnent des processus qui peuvent relever d'autres échelles de l'analyse.

Cette approche relève bien des "*espaces en transaction*" qu'évoque le dernier des trois volumes issus du colloque sur la géographie sociale de 2004<sup>28</sup>, qui a pour ambition de faire le point sur les fondements de la géographie sociale en France. L'étude des espaces en transaction accorde une "*grande attention aux pratiques spatiales des individus-habitants considérés comme des acteurs spatiaux*" (Garat, Séchet, Zeneidi, 2008, p. 321). Les mots-clés qui articulent ce volume, ancré dans les géographies du quotidien, sont en étroite résonnance avec les propos qui sous-tendent cette habilitation. : la mobilité, instituée en capital et en ressource spatiale, et la visibilité, comme marqueur de la présence et condition de la reconnaissance (*op. cit.*, conclusion). Les chapitres qui suivent reviendront largement sur la portée de ces notions.

- **Géographie critique**

Je ne néglige pas pour autant le poids des structures qui pèsent sur les situations de domination des acteurs, inscrits dans un marché du travail mondialisé dont ils ne sont que le bout de la chaîne, mais qui ne peut pourtant fonctionner sans eux. Si la décision de migrer est bien le fruit de l'exercice de leur liberté, elle repose sur des cadres très contraints. Les régions d'origine ne permettent guère de mobilité sociale, offrent peu de perspectives pour l'avenir de leurs enfants, ne favorisent guère l'obtention de conditions de vie satisfaisantes. C'est bien sur le terreau du mal développement que se consolide l'émigration de travail, dans une mondialisation économique capitaliste construite sur un mécanisme de développement spatial inégal, creusant les écarts et les inégalités entre les territoires, comme le montrent de nombreux travaux, notamment ceux de David Harvey, dans le courant de la géographie critique qui est une autre source d'inspiration de ce travail (Harvey, 2006, 2008).

L'agriculture intensive, les secteurs de l'économie touristique (hôtellerie, restauration), la construction et le bâtiment, l'ensemble des services domestiques et des services à la personne (économie du *care*), principales niches d'insertion professionnelle des migrants précaires, ne peuvent être délocalisés. C'est donc la main-d'œuvre qui est "*délocalisée sur place*" (Terray, 1999), avec un statut d'exception autorisant de bas salaires et une flexibilité maximale qu'offre le statut de travailleur sans papier. L'illégalité du statut garantit des travailleurs peu payés, flexibles, peu revendicatifs, cantonnés dans une situation d'instabilité et d'insécurité majeure. Le maintien sur la durée de situations d'illégalité migratoire par les Etats garantit leur pérennisation. Aux Etats-Unis, où vivent plus de onze millions de sans papiers, les autorités ont expulsé au maximum 400.000 personnes par an sur la dernière décennie : preuve que, même dans un pays champion de la sécurité intérieure et extérieure du territoire, l'utilité économique des migrants précaires prime sur

---

<sup>28</sup> Colloque *Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action*, organisé à Rennes en 2004 par l'UMR ESO (Espaces et sociétés).

l'application de la loi. Cette utilité économique est même au cœur du "*paradoxe de Stalker*" (Terray, 2008) : des migrants internationaux de plus en plus nombreux (120 millions en 1990, 150 en 1995, 232 en 2012), mais des frontières de plus en plus fermées à la libre circulation des personnes, en dehors de quelques espaces sanctuarisés, comme l'espace Schengen. Le nombre de murs aux frontières n'a jamais été aussi élevé (MIGREUROP, 2012)<sup>29</sup>. Ce système du *Open markets, closed borders*, construit finement le filtrage des personnes aux frontières, discriminant ceux qui ont le droit de circuler librement et les autres. C'est à la conjonction de ce développement économique spatialement inégal (Harvey, 2006) et de cette production politique de l'illégalité migratoire (De Genova, 2010), que s'établit la domination des structures sur les acteurs migrants dont je questionne les tactiques (Certeau, Giard et Mayol, 1990) et les façons de prendre place dans les espaces de la migration.

- **Géographie des migrations : à distance du paradigme des mobilités**

Je me place ainsi dans la continuité de propositions récentes, en faveur d'un pluralisme théorique pour analyser des migrations plus diverses et complexes que par le passé. Ce pluralisme permet de prendre en compte à la fois les contraintes structurelles et les choix des individus migrants ; de combiner les méthodes de recherche ; et de faire les liens entre différentes échelles d'analyse (Piguet, 2013 ; Portes et DeWind, 2007 ; Smith et King, 2012) :

*"L'option du pluralisme théorique (...) prend en compte simultanément les dimensions structurelles qui restreignent les choix des individus et la marge d'action (agency), de créativité ou même d'imagination qu'ils parviennent à se ménager. Elle donne une visée à la recherche empirique ; il va s'agir, par des méthodes qualitatives, quantitatives ou combinées, de produire des études de cas suffisamment comparables pour susciter un processus cumulatif de connaissances. Pour qu'un tel objectif soit atteint, il sera cependant aussi nécessaire de faire le pont entre différentes échelles"* (Piguet, 2013, p. 154).

Dans la géographie des migrations, je me situe à une certaine distance du paradigme des mobilités généralisées porté par le *mobility turn* (Cresswell, 2010, 2011), qui en appelle à l'avènement d'une sociologie des mobilités (Urry, 2005), où "*ce sont les mobilités [de personnes, mais aussi d'idées, d'images, de biens, de produits] plutôt que les sociétés qui devraient figurer au cœur d'une sociologie reconstituée*" (p. 209-210). Certes, la globalisation, par les baisses du coût de transport et les révolutions technologiques et numériques, favorise les mobilités, réelles comme virtuelles, les échanges et les (télé)-

---

<sup>29</sup> triplement du nombre de murs aux frontières depuis la seconde guerre mondiale : aujourd'hui 48 murs, sur plus de 30.000 km, dans le monde (carte *Toujours plus de murs dans un « monde sans frontières »*, p. 25).



communications à distance (Allemand, Ascher et Lévy, 2004). Néanmoins, pour reprendre les arguments de Russell King<sup>30</sup>, si le paradigme des mobilités a le mérite de remettre sur le même plan conceptuel migrations et mobilités (les premières apparaissant comme un aspect des secondes), il rend insuffisamment compte de plusieurs dimensions.

D'abord, les migrations concernent des mouvements de personnes, et leur incarnation les dote de propriétés distinctes des mobilités virtuelles : cette chair des migrations est créatrice d'un rapport particulier à l'espace que j'explore dans ce travail, loin de la supposée fin des territoires (Badie, 1995). Ensuite, le paradigme des mobilités renverse le rapport mobilité / sédentarité, en plaçant la première, et non la seconde, au cœur de la société. Mais la migration est aussi génératrice d'une certaine stabilité dans le mouvement, les migrants créant par leurs pratiques des ancrages, des appartenances, des territoires, aussi furtifs et invisibles soient-ils. Finalement, les mobilités sont loin d'être généralisées. Les frontières ne sont ouvertes que pour certains, l'accès à la mobilité n'est réservé qu'à ceux qui en ont les compétences, les moyens, ce dont rend compte le concept de motilité (Kaufmann et Jemelin, 2004 ; Kaufmann, 2008). Définie comme

*"l'ensemble des accès, des compétences, et des projets qui définissent l'aptitude d'une personne ou d'un groupe social à se mouvoir" (op. cit. p.99), ou "disposition personnelle à se déplacer" (op. cit. p.52),*

la motilité, capital mobilisable pour s'engager dans une mobilité, est composée de trois ordres de facteurs : l'accessibilité, les compétences à se mouvoir, et l'appropriation. Les migrants précaires de la mondialisation ont une accessibilité limitée à certains territoires en raison des dispositifs de contrôle frontalier, et restreinte à certains marchés du travail. Les compétences renvoient à leurs dispositions individuelles, souvent inscrites dans un collectif que constitue le capital social, défini par Pierre Bourdieu, puis repris par de nombreux auteurs (cf. chapitre 1, *infra*). Enfin, l'appropriation de ces éléments est ce qui permet la mise en œuvre d'un projet concret de migration. Les différenciations des motilités révèlent ainsi les très fortes inégalités des individus face à la mobilité et, en ce qui nous concerne, face à la migration internationale, d'où une certaine réticence à envisager les mobilités comme phénomène généralisé sans considération de leurs profondes inégalités.

- **Apports de la sociologie et de l'anthropologie (villes, migrations, culture)**

Ce travail s'inspire aussi très largement d'autres sciences sociales qui ont nourri et enrichi ma réflexion.

---

<sup>30</sup> numéro spécial de la revue *Population, place and space* intitulé *Remaking Migration theory* (King, 2012 ; Smith et King, 2012).

Les travaux sur les dynamiques migratoires, qui ont toute leur place dans la géographie française, allemande et anglaise, sont d'abord le fait de sociologues et d'anthropologues des migrations, aux Etats-Unis comme en Amérique latine, régions où la discipline géographique est traditionnellement moins en prise avec les problématiques sociales (sur ce point, voir le volume 1). En France, le dialogue entre sociologues et géographes permet des enrichissements féconds (Mazzella, 2014 ; Rea et Tripier, 2008).

Les renouveaux de l'anthropologie culturelle dans la mondialisation questionnent les productions culturelles et identitaires dans des sociétés de la mobilité, et réinterrogent la place de la localité (dans un sens nouveau, qui n'est plus strictement géographique mais social) dans ces nouvelles configurations, selon une approche passionnante pour la géographie (Anderson, 1991 ; Appadurai, 2005 ; Augé, 2009 ; Bauman, 2010 ; Gupta et Ferguson, 1992 ; Gupta, 1992 ; Ong, 1999).

Ma fréquentation du séminaire hebdomadaire de recherches de Saskia Sassen à l'université de Columbia, pendant l'année universitaire 2010-2011, a affirmé ma sensibilité à sa sociologie de la globalisation (Sassen, 1996, 2007a, 2007b).

Une large partie de la réflexion puise enfin dans les travaux de sociologie et d'anthropologie urbaine, en dialogue avec la géographie sociale de la ville. La source commune à ces disciplines que constitue la somme de travaux de la tradition sociologique de Chicago en est l'un des fils directeurs (Anderson, 2011b ; Chapoulie, 2001 ; Joseph et Grafmeyer, 2009 ; Park, 1928 ; Wirth, 1928). Les écrits sociologiques et anthropologiques m'ont notamment beaucoup apporté quant à l'interrogation sur les mécanismes de ségrégation et de côtoiement des populations en ville, sur les constructions culturelles et identitaires dans l'espace urbain de la diversité, et sur les interactions sociales observées à une échelle micro dans l'espace public urbain, aux fondements de l'urbanité (Agier, 1999, 2009, 2013 ; Chapoulie, 2001 ; Goffman, 1973a ; Grafmeyer, 2005 ; Hannerz et Joseph, 1983 ; Raulin, 2007 ; Wirth, 1928).

### **3. Terrains et méthodes**

- **Comparaisons**

La réflexion puise dans la pratique d'une recherche comparée : la confrontation des situations comme aiguillon constant de la pensée, outil de décentrement du regard, permettant de démêler la dialectique entre l'universel et le particulier, les processus contradictoires d'unification et de diversification (voir volume 1 pour une analyse de la comparaison).

Nancy Green souligne à ce propos dans les études migratoires comparées la nécessité d'un triple choix : le sujet de la comparaison, son échelle d'observation (ce qu'elle appelle l'unité d'observation), qui fournit les variables explicatives des phénomènes observés (en

particulier temps ou espace), son niveau d'analyse enfin. Entre un niveau macro et micro, elle défend un niveau *mezzo* :

*"L'approche comparative, infracivilisationnelle mais supramonographique, implique un niveau d'analyse intermédiaire qui doit permettre un meilleur rapprochement entre sources, preuves et généralisations (...) nous penchons pour une voie médiane"* (Green, 2002, p. 20).

Ce niveau *mezzo* (ou méso) permet de concilier les approches culturalistes et structuralistes, celles qui d'un côté, à un niveau souvent micro -celui de la communauté des migrants (*community studies*)-, soulignent

*"l'importance des valeurs, coutumes ou qualifications importées par les immigrés pour rendre compte de leurs parcours dans la société d'adoption", et celles qui, de l'autre, à un niveau plus macro, envisagent "les structures plus générales des pays d'accueil, les contraintes nécessaires à l'adaptation". Le niveau intermédiaire "rapproche ainsi culture et structure dans ce que nous appelons un structuralisme post-structural"* (Green, 2002, p. 26).

Elle envisage trois formes de comparaison à ce niveau *mezzo* :

- 1) la comparaison linéaire, souvent ignorée comme méthode comparative, qui repose sur les différents espaces des trajectoires migratoires (origines et destinations), celle du paradigme transnational ;
- 2) la comparaison convergente, la plus fréquente, qui compare les trajectoires d'incorporation de groupes différents dans une société donnée, expliquées à partir des spécificités nationales des groupes ;
- 3) la comparaison divergente enfin, qui envisage les trajectoires d'incorporation d'un même groupe dans plusieurs destinations, et met l'accent sur l'explication par les contextes des pays d'arrivée.

Soulignant le manque d'études comparées dans les études sur le transnationalisme, Michael Smith et Luis Guarnizo y ajoutent une proposition de croiser les grandes régions géographiques et géopolitiques, ainsi que les conséquences des politiques néo-libérales sur les espaces de la domination du capital et de résistance<sup>31</sup>.

---

<sup>31</sup> Ils invitent à :

*"1) comparer les pratiques d'un même groupe en différents lieux, pour déterminer les effets de lieux ;  
2) comparer les formes contrastées de pratiques transnationales exercées par différents groupes dans des mêmes lieux, pour examiner les effets des différences de groupes ;  
3) comparer les pratiques des migrants et des Etats vis-à-vis de la transmigration dans des macro-régions géopolitiques (Amérique latine et Asie Pacifique, par exemple), pour déterminer si les différences au sein des régions sont plus grandes que celles entre les régions ;  
4) comparer les conséquences des politiques néo-libérales dans différents lieux où elles se sont localisées pour démêler les nouveaux espaces de domination, d'accomodement et de résistance.  
Dans tous ces cas, un examen comparatif systématique peut éclairer les différences clés et les points communs du transnationalisme contemporain"* (Smith et Guarnizo, 1998, p. 29) (trad. libre).

A ces démarches, on peut ajouter celle de la comparaison dans le temps de vagues migratoires, mettant en évidence les permanences, changements, spécificités contextuelles d'une époque et les phénomènes plus généraux, développée notamment dans les travaux de référence de Nancy Foner sur l'immigration américaine "*then and now*" (Foner, 2001).

J'analyse ici les relations des migrants aux espaces dans lesquels ils s'inscrivent en faisant jouer la comparaison à plusieurs niveaux : entre des contextes et une littérature scientifique anglosaxons, latino-américains et européens ; entre des histoires migratoires décalées dans le temps pour un même groupe d'origine, les Boliviens, dont le champ migratoire se déploie entre trois destinations privilégiées : l'Argentine, les Etats-Unis, et l'Espagne. Les travaux de terrain mobilisés ici renvoient principalement au modèle de la comparaison divergente, confrontant la migration de populations boliviennes en Argentine, aux Etats-Unis et en Espagne, et à celui de la comparaison linéaire, envisageant les rapports aux lieux au cours des trajectoires migratoires, articulant espaces d'origine et de destination, selon une perspective transnationale qui s'appuie aussi sur un travail multi-situé.

- **Terrains multisitués**

Les travaux de terrain sur lesquels s'appuie cet écrit ont commencé en 2002-2003 dans l'espace Argentine / Bolivie, complétés par trois séjours en Argentine entre 2009 et 2011 ; ils se sont poursuivis en Espagne entre 2007 et 2010, à l'occasion de quatre séjours, puis aux Etats-Unis, où j'ai résidé (dans la région de New York) entre 2010 et 2012.

C'est principalement dans des contextes post-crisis que les données de terrain ont été recueillies. Alors que la récupération de l'économie argentine fut plutôt rapide après la grave crise économique et sociale de 2001, la crise de 2007-2008 qui a surtout affecté les Etats-Unis et le monde européen, et qui est à l'origine de politiques d'austérité, surtout en Espagne, a des implications à plus long terme sur les recompositions des marchés du travail et du logement, et des conséquences sur les évolutions des flux de migrants. Elle accentue le creusement des inégalités, comme les processus ségrégatifs (Smith et King, 2012). Ces effets de contextes jouent sur les résultats de recherche mobilisés, confirmant que toute recherche est bien à la fois spatialement et temporellement située.

Le travail de terrain mobilisé est inégal suivant les sites étudiés. C'est en Espagne qu'il a été le plus soutenu, à Madrid (secondairement à Barcelone). Je mobilise des données collectivement recueillies lors du programme de recherches PICS-IMITMA (2007-2010). C'est en Argentine que mon travail de terrain personnel a été le plus réduit ; je m'appuie sur des observations menées à Buenos Aires à l'occasion de quatre séjours (entre 2002 et 2011), sur des données produites dans le cadre de trois programmes de recherches

auxquels j'ai participé (programme PARMi 2001-2005, programme PICS IMITMA 2007-2010, Programme Ecos-Sud 2009-2011), comme des données de première main recueillies par plusieurs de mes étudiants (master, doctorat). Aux Etats-Unis, le travail auprès des groupes boliviens des régions métropolitaines de Washington et de New York est le plus récent (2010-2012) ; je le considère comme une première approche à approfondir par de futures enquêtes. La Bolivie, pays d'origine du principal groupe migrant étudié ici, est en arrière plan constant ; de brefs séjours récents (2011 et 2013) m'ont permis de compléter des éléments de terrain, dans la perspective de l'ethnographie multisituée, et de reformuler certaines interrogations amorcées lors de ma thèse de doctorat<sup>32</sup>. Après mon investissement dans le programme de recherches collectif PARMi (2001-2005), qui s'est intéressé à la migration internationale vers l'Argentine de migrants originaires de régions rurales des départements de Cochabamba et de Potosi, un séjour en 2011 dans la région de Cochabamba m'a permis de découvrir cet espace, considéré comme le cœur de l'émigration bolivienne.

Buenos Aires, Madrid et Washington sont ainsi les principales métropoles d'installation des Boliviens qui structurent la comparaison des trajectoires migratoires boliviennes, même si traversent aussi cet écrit des entretiens et des observations réalisés à Barcelone en Espagne, ou dans la région de New York aux Etats-Unis. Si les Boliviens constituent le fil rouge de cette confrontation, des références à d'autres groupes migrants latino-américains, importants sur les différents terrains étudiés, et rencontrés au fil de la recherche, émaillent ponctuellement le texte.

- **Approches**

La méthodologie est d'abord qualitative, mobilisant observations de terrain, entretiens informels et formels avec des acteurs migrants et leurs familles, sous forme de récits de vie et de trajectoires reconstituées par les narrations, et entretiens auprès d'acteurs institutionnels gravitant autour de la question migratoire dans les villes de destination. C'est aussi une méthodologie multisituée, de plus en plus invoquée, depuis vingt ans, dans les études migratoires (Hannerz, 2003 ; Marcus, 1995), qui confronte situations en origine et en destination, mais aussi entre différentes destinations. J'ai parfois pu rencontrer des membres de mêmes familles dans des pays distincts ; la confrontation des récits constitue dans ces quelques cas un apport indéniable à l'analyse.

Je suis sensible à la proposition de Laurence Roulleau Berger et de ses doctorants de conduire une recherche qui en appelle au "*cosmopolitisme méthodologique*", soit une recherche co-construite avec ses acteurs, aux cadres redéfinis par la relation de confiance

---

<sup>32</sup> qui portait, dans la région de La Paz, sur des populations de migrants internes, dans les hauteurs de la ville déshéritée et en pleine croissance d'El Alto, entre 1995 et 2000 (cf. volume 1).

instaurée entre enquêteur et enquêté, qui ne méprise pas la subjectivité. Une recherche qui s'inscrive dans une ethnographie de la reconnaissance multisituée, qui peut être une recherche multilocalisée ou simplement reconnaissante des mécanismes de co-production de l'espace de la recherche, associant chercheur et individus objets-acteurs (Rouleau-Berger, 2012). Cette proposition s'inscrit dans la lignée de la réflexivité scientifique que Michael Burawoy (Burawoy, 1998) défend, et qu'il oppose au positivisme scientifique : une ethnographie construite autour de la méthode de l'étude de cas étendue (*extended case method*) transforme l'observateur en participant de la recherche, étend l'observation dans le temps et l'espace, et part des contextes et des situations spécifiques pour réduire dans l'analyse les effets de pouvoir (domination, réduction au silence, objectisation et normalisation)<sup>33</sup>, contre une science positiviste qui cherche à réduire au contraire ces effets de contexte.

Je mobilise également des données quantitatives, plus directement inscrites dans un positivisme scientifique dont je défends la fécondité du dialogue avec une recherche plus réflexive : enquêtes de grande envergure, produites dans différents contextes par des acteurs institutionnels, universités, centres de recherches, organismes gouvernementaux ou ONG, et statistiques fournies par les instituts de recensement des différents pays, qui permettent de quantifier certains phénomènes, et situent plus précisément les contextes mobilisés dans l'analyse qualitative.

Ce travail s'appuie enfin sur une large analyse de la littérature, qui puise dans plusieurs traditions scientifiques, anglosaxonne-états-unienne, latino-américaine et européenne, et dans plusieurs champs disciplinaires, parmi lesquels prévalent, après la géographie sociale, la sociologie urbaine, des migrations et l'anthropologie urbaine et culturelle. Ce corpus bibliographique pluridisciplinaire doit à la fois aux traditions de la recherche sur les villes et les migrations existant en Amérique latine, en Espagne, en France et aux Etats-Unis, et au côtoiement quotidien de collègues chercheurs issus de la sociologie, de l'histoire, de l'anthropologie et de la géographie, à Aix en Provence dans le cadre de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, au sein de l'UMR TELEMME et du groupe de recherches sur les migrations en Méditerranée (MIMED). C'est très largement lors de ma délégation CNRS en accueil à New York (Université de Columbia, puis UMI CNRS-New York University *Transitions*), entre 2010 et 2012, que j'ai pu plonger dans une littérature états-unienne foisonnante qui m'a tout à la fois ouvert les yeux sur certains processus sociaux et

---

<sup>33</sup> "Reflexive science, on the other hand, takes context and situation as its points of departure. It thrives on context and seeks to reduce the effects of power-domination, silencing, objectification, and normalization. Reflexive science realizes itself with the elimination of power effects, with the emancipation of the lifeworld. (...) In highlighting the ethnographic worlds of the local, it challenges the postulated omnipotence of the global, whether it be international capital, neoliberal politics, space of flows, or mass culture. Reflexive science valorizes context, challenges reification, and thereby establishes the limits of positive methods." (Burawoy, 1998, p. 30).

entraîné dans de nouveaux méandres inattendus de la réflexion qui ont retardé d'autant l'écriture de cette habilitation.

- **Une recherche collective**

Le travail qui donne naissance à ce texte est en grande partie collectif, et doit beaucoup à mes compagnons de route de la recherche, qui la rendent possible, joyeuse, stimulante, et toujours enrichissante. Il doit d'abord à Geneviève Cortes, qui m'a la première entraînée dans la géographie des migrations internationales, lors du programme PARMI, en 2001, avec Laurent Faret. Geneviève a dirigé les programmes de recherches PARMI et PICS-IMITMA, dont certaines données sont mobilisées ici sur l'Espagne et l'Argentine. Nous partageons depuis vingt ans le même attachement à la Bolivie et ses habitants. Je lui dois, parmi tant d'autres choses, la plongée dans le Valle Alto de Cochabamba, en 2011, et des rencontres extraordinaires avec certaines familles de migrants que l'on croitera dans ce texte. Ce travail doit ensuite beaucoup à Susana Sassone, chercheuse géographe du CONICET à Buenos Aires, qui fut aussi membre du programme de recherches PARMI, et coordinatrice du programme PICS-IMITMA. Je lui dois notamment la découverte du Buenos Aires bolivien, ma familiarisation avec la sphère scientifique argentine sur les migrations, l'encadrement de plusieurs stages d'étudiants de master de géographie accueillis au CONICET. Le partage de la recherche avec Geneviève et Susana s'est traduit par de nombreux séjours de recherches en commun, en Argentine, en Bolivie, en Espagne, aux Etats-Unis, au Mexique, par des participations communes à des séminaires, colloques, événements scientifiques internationaux, et des publications nombreuses à plusieurs mains.

Ce travail doit aussi aux deux autres compagnes de route du programme PICS-IMITMA en Espagne : Lucile Medina, maître de conférences à l'université de Montpellier III, avec laquelle ont été menés la plupart des entretiens à Madrid, et Naïk Miret, maître de conférences à l'université de Poitiers, qui nous a introduit dans les espaces et la littérature de l'immigration à Barcelone.

Sur les différents terrains mobilisés, ce travail doit aussi à des collègues qui m'ont tantôt accueillie, écoutée, orientée, conseillée, introduite, invitée, fait partager des lectures ou guidée dans leur partage des expériences des lieux. En Argentine, Myriam Gonzalez, Judith Hugues, Marina Lapenda, Julie Le Gall, Brenda Matossian ; en Bolivie, Robin Cavagnoud, Leonardo de la Torre, German Guaygua, Sébastien Hardy, Alfonso Hinojosa, Carmen Ledo ; aux Etats-Unis, Richard Alba, Emilienne Baneth-Nouailhetas, Laure Bereni, Valérie Dubois, Nancy Foner, Christophe Goddard, Clara Irazabal, Philip Kasinitz, Stuart Rockefeller, Saskia Sassen, Grahame Shane, Robert Smith, Roger Waldinger ; en Espagne, Juan Antonio Cebrián,

Cecilia Eseverri Mayer, Raquel Martinez Buján, Ricard Moren-Alegret, Laura Oso Casas, Sonia Parella, Francisco Torres. D'autres rencontres scientifiques avec des collègues étrangers ont participé à cette dynamique d'échanges : Gioconda Herrera, qui a accepté de participer à ce jury, Valentina Mazzuccato, Elodie Razy, Andrea Rea, Isabel Yepez, en sont quelques-uns.

Ce travail doit aussi à mes collègues et amis du Mexique. Presqu'absent de cet écrit, le Mexique constitue pour moi un ancrage spécifique en Amérique, avec lequel j'entretiens des échanges scientifiques constants depuis vingt ans, maintenus par des séjours annuels, des visites de collègues, des programmes de recherches (PARMI 2001-2005, Ecos Nord 2006-2010, Conacyt 2010-2012), des publications (cf. volume 2), des encadrements d'étudiants de master accueillis en stage dans les institutions partenaires (COLEF, CIESAS, CEMCA, ITESM, UANL, UDEM). Je tiens à y remercier Delphine Mercier et Anne Fouquet, auxquelles me lient plus de vingt ans de complicité scientifique et affective, et, pour des raisons diverses, Carlos Aparicio, Guénola Capron, Camilo Contreras, Séverine Durin, Carmen Icazuriaga, Mario Jurado, Jimmy King, Rebeca Moreno, Lylia Palacios, Hector Rodriguez, Efren Sandoval, Cecilia Sheridan, et Victor Zúñiga.

Il doit aussi à mes étudiants qui se sont engagés, dans leurs travaux de master respectifs, puis pour certains de doctorat, sur des terrains argentins, boliviens, espagnols. Ils m'ont permis de maintenir des liens avec le terrain, avec les collègues étrangers, d'approfondir certains questionnements, et leurs mémoires sont parfois cités ici : David Allart, Laurence Brassamin, Elodie Combaz, Joana Fabre, Itane Lacrampe-Camus, Etienne Lerch, Paul-Marie Manière, Josepha Milazzo, Sylvia Orsi, Kevin Pereira, Nicolas Pernet, Renaud Sape. Bien sûr, il doit aussi aux échanges avec les doctorants que j'ai la chance de co-encadrer, sur des problématiques urbaines ou migratoires, et sur d'autres terrains, dont l'énergie et la réflexion aiguillonnent ma pensée : Gwenaëlle Audren, Assaf Dahdah et Josepha Milazzo. Je m'étais engagée à soutenir l'HDR avant la fin de leur thèse : cette promesse m'a aidé à mettre enfin un terme à ce travail, à la veille de leurs propres soutenances doctorales...

Il doit aussi à mes collègues, géographes, historiens, sociologues ou anthropologues, à Aix en Provence, avec qui le partage de programmes, de colloques ou de séminaires, de lectures, d'écrits à plusieurs mains, de cours partagés, de discussions de cafés, est une source constante d'enrichissement et de débats. Parmi eux, à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) ou à l'université, Lisa Anteby-Yemini, Paul Bouffartigue, Florence Bouillon, Xavier Daumalin, Sylvie Daviet, Elisabeth Dorier, Thomas Glesener, Boris Grésillon, Gabriel Ishkinazi, Annie Lamanthe, Sylvie Mazzella, Béatrice Mésini, Stéphane Mourlane, Christine Mussard, Cédric Parizot, Patrick Perez, Anna Perraudin<sup>34</sup>, Céline Régnard, Pierre Sintès, l'ensemble des collègues du groupe de recherches TELEMMIG

---

<sup>34</sup> Dont je remercie particulièrement la relecture de pans entiers de ce manuscrit, pendant l'été 2014.



(<http://telemmig.hypotheses.org/>) et du programme MIMED ; que ceux que j'ai omis me pardonnent.

Je tiens aussi à remercier ceux qui m'ont permis de travailler dans de bonnes conditions, par leur soutien scientifique, mais aussi logistique et administratif : Jean-Marie Guillon puis Maryline Crivello et Laure Verdon, qui, à la tête de l'UMR TELEMME, ont toujours soutenu mes projets ; Marie-Françoise Attard, indispensable à la vie du laboratoire, ainsi que l'équipe administrative qui y œuvre pour un quotidien convivial et de qualité (Claude Bruggiamosca, Eric Carroll, Laurence Lablache, Agnès Rabion, Caroline Testanière) ; Jocelyne Barnabé et Géraldine Evrard, au secrétariat du pôle de géographie de l'université, qui ont toujours été disponibles même dans l'urgence ; enfin, Patrick Pentsch, qui a réalisé patiemment toutes les cartes de ce volume, sait combien ses compétences en cartographie me sont indispensables ! Merci aussi, pour leur soutien financier dans la réalisation de missions de terrain et de rencontres scientifiques qui ont nourri ce travail, au laboratoire TELEMME, à la MMSH d'Aix en Provence, au CNRS, à Aix Marseille Université et au Service des Relations Internationales (notamment à Amira Khellaf, Manon Bonifay, Sandrine Yanez, et aux vice-présidents Jean Viviès et Sylvie Daviet).

Comme je l'explique dans le volume 1, ce travail est aussi héritier de l'environnement scientifique toulousain et parisien de mes années de formation, à l'université de Toulouse Le Mirail et de Paris X Nanterre. Je remercie particulièrement Philippe Gervais-Lambony, référent de cette habilitation, qui est l'un des témoins privilégiés de mon parcours scientifique, qu'il a accompagné de près ou de loin depuis mon doctorat.

## **4. Plan**

Ce texte est organisé en cinq chapitres, dans lesquels dialoguent les terrains de la recherche et les éléments de discussion théorique, selon une logique qui permet de s'approcher progressivement des migrants et de leurs expériences.

Le chapitre 1, intitulé champs migratoires, remet en perspective les approches dominantes de la littérature sur les migrations internationales, présente le champ migratoire bolivien qui constitue le fil directeur du propos, introduit, contextualise et justifie les différents terrains comparés.

Le chapitre 2 confronte les métropoles étudiées, Buenos Aires, Washington et Madrid, à partir des espaces résidentiels des migrants latino-américains et boliviens, et des stratégies d'accès au logement. Il discute les processus et les figures de la ségrégation résidentielle des étrangers en ville, ghetto, enclave, *barrio*.

Le chapitre 3 passe du logement à l'habiter, au delà de la sphère domestique. Il confronte dans les trois métropoles les représentations de l'étranger et les politiques migratoires qui orientent les modes d'habiter. Il discute ensuite plusieurs modes d'habiter migrants selon les modalités de leur rapport à l'autre, exprimés dans les pratiques et les interactions situées dans les espaces publics et communs de la ville : invisibilité et évitement, replis et ressources communautaires, coexistences et cosmopolitismes vernaculaires, en sont les principales déclinaisons. Il introduit et décline enfin la dimension transnationale de l'habiter migrant.

Le chapitre 4 s'interroge sur les recompositions identitaires collectives en migration. Il questionne d'abord "par le haut" les construits dominants, Etats-Nations et acteurs économiques, leurs discours et leurs politiques, qui constituent autant d'entrepreneurs d'identité face auxquels les migrants se positionnent. "Par les espaces-temps", il envisage comment et dans quels cadres dialogiques se réélaborent les pratiques culturelles dans des situations et des configurations spécifiques, celles des fêtes en migration. "Par le bas", il analyse finalement les processus d'identification collective des migrants, dans leur négociation avec les acteurs "du haut", et leurs échelles de référence.

Le chapitre 5 est consacré aux trajectoires migratoires individuelles et familiales. Il rend compte de la temporalité des processus migratoires, en discutant les dimensions intégratrices et transnationales des parcours des migrants. Il questionne d'abord les articulations entre transnationalisme et intégration, ancrages et mobilités. Il présente ensuite les principaux facteurs qui infléchissent les trajectoires biographiques : statuts juridiques, emplois, situations familiales, bifurcations imprévues. Il décline finalement différents rapports des individus à la mobilité et à l'ancrage, en lien avec les dynamiques d'insertion et le paradigme transnational, à travers le récit de quelques trajectoires, qui permettent de clore le texte par un retour à l'expérience directe des acteurs.

### **Nota bene**

1. Sauf indication contraire, j'ai conduit les entretiens avec les migrants cités dans le texte. Ils sont systématiquement traduits en français ; la version originale ne figure pas à la suite des extraits cités, pour alléger le propos. La plupart d'entre eux ont été réalisés en espagnol. L'usage de l'espagnol m'a permis, dans les entretiens réalisés aux Etats-Unis, de partager quelque chose de plus avec les migrants (l'intimité de leur langue) et d'être différenciée d'une anglo-américaine. J'ai aussi un usage plus fluide de l'espagnol que de l'anglais, ce qui est un point commun avec la plupart de mes interlocuteurs migrants, parfois totalement bilingues espagnol /anglais, mais souvent aussi piètres anglophones.

2. J'ai traduit les citations des auteurs étrangers lus dans la langue originale, en indiquant systématiquement à la suite de la citation la mention "trad. libre", à moins qu'il ne s'agisse de citations de textes publiés dans une version traduite en français. Il existe ainsi une part d'approximation dans la traduction. Dans certains cas, lorsque ma traduction libre me semble mal rendre compte de la teneur du texte original, j'ai conservé la citation en langue originale en note de bas de page, même si j'ai essayé de limiter cette pratique, afin d'éviter de surcharger le texte.

3. Le texte est ponctué d'encadrés et d'illustrations photographiques parfois longuement commentées dans des polices de caractères différentes. Ces textes-encarts ont deux fonctions principales : soit ils permettent d'explicitier un point de fond évoqué dans le texte, sans alourdir le corps de celui-ci (précisions terminologiques ou de contexte, par exemple) ; soit, le plus souvent, ils permettent de développer un exemple précis, à partir d'un cas particulier extrait d'un entretien, ou bien à partir d'un zoom sur un événement, une situation, un lieu particulier. Ils ont alors valeur d'illustration, d'exemplification, et servent souvent la dynamique de la comparaison dialogique des terrains.



## Chapitre 1 – Le champ migratoire bolivien

La conceptualisation de la notion de champ migratoire a contribué à changer le regard porté sur les migrations internationales en géographie, invitant à les “*penser globalement*” (Simon, 2002). La migration n’est plus pensée comme un mouvement à sens unique, séparant un avant, situé dans l’espace d’origine, d’un après, situé dans l’espace d’installation. Elle est inscrite dans une globalité qui articule des lieux mis en lien, via des allers mais aussi des retours, des va-et-vient, des circulations, des bifurcations, des mouvements aux directionnalités plurielles :

*"Parler de champ et d'espace migratoires, c'est désigner les espaces parcourus et structurés par l'ensemble des flux relativement stables et réguliers de migrants, quelle que soit leur origine ou leur destination. Ce concept permet en premier lieu de mieux dégager – bien au delà de la géographie des lieux concernés – la spécificité de l'espace pratiqué par chaque groupe, à différents niveaux (famille élargie, groupe villageois, ethnico-régional, national, etc.), quelle qu'en soit l'échelle (locale, nationale, régionale, intercontinentale, planétaire). Ainsi le champ migratoire des Marocains, dont les émigrés sont établis dans un assez grand nombre de pays européens et qui s'implantent, désormais, en Amérique du Nord, est-il aujourd'hui plus vaste, plus ouvert que celui des Algériens ou des Tunisiens qui demeurent concentrés sur un nombre réduit de pays, dont la France." (Simon, 2002).*

Suivant cette définition, le champ migratoire requiert d’identifier les différentes polarités qui structurent les mobilités qui l’animent, leurs différentes spécificités, leurs interrelations.

Ce chapitre en propose une lecture à partir de l’exemple de la migration bolivienne. Il montre d’abord comment la notion prend place au sein du champ théorique des études sur

les migrations internationales, à la croisée de plusieurs approches situées à différents niveaux scalaires. Puis, par une lecture historique de la constitution du champ migratoire bolivien, il reconstitue son processus de multipolarisation au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Il montre enfin comment cette structuration s'inscrit dans des logiques de réseaux et de filières qui produisent des différenciations spatiales entre les pôles de cette migration. Ces contrastes, en termes de législations relatives à la circulation des personnes, de marchés du travail, de distance aux espaces d'origine, dessinent des profils migrants qui varient selon les destinations, dont je présenterai finalement la diversité.

## I. Migrations internationales, approches théoriques

Economistes, historiens, sociologues, démographes et géographes, ont été nombreux à contribuer à la théorisation des migrations, depuis les lois d'Ernest George Ravenstein, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui ont largement influencé les travaux ultérieurs, en particulier les théories néo-classiques (Ravenstein, 1885)<sup>35</sup>. Certains envisagent les déterminants de la migration, d'autres la façon dont elles se perpétuent dans la durée. Les travaux se distinguent par l'échelle d'analyse des processus migratoires : du niveau micro des individus / familles, qui s'intéresse aux modes de prise de décision et aux choix individuels, au niveau macro des théories du système-monde mobilisant logiques économiques, politiques ou culturelles, en passant par les travaux insistant sur le niveau intermédiaire ou méso, central dans l'analyse des réseaux et le transnationalisme<sup>36</sup>.

**Tableau 1 : Niveaux d'analyse et générations de recherches sur les migrations**

Niveau micro	Niveau méso	Niveau macro
Échelle individu, famille Choix, décisions, Sécurité, autonomie	Échelle village, communauté, groupe. Liens sociaux, symboliques, économiques, interrelations.	Echelle monde. Facteurs politiques, économiques, culturels, démographiques, des dynamiques migratoires.
Première génération de la recherche (années 1960-70): analyse de la migration en termes de facteurs <i>push</i> / <i>pull</i> qui articulent un espace d'émigration à un espace d'immigration.	Troisième génération (depuis les années 1990) : le concept d'espaces sociaux transnationaux permet de reconnaître les pratiques des migrants (et non migrants) qui connectent espaces de départ (périphériques) et de destination (centraux), via des flux denses de personnes, de biens, d'idées, de symboles, et sont intégrés à la vie des migrants.	Seconde génération de la recherche (années 1970-80) : la migration est perçue dans le cadre d'une relation de dépendance entre un centre (pays d'immigration) et une périphérie (pays d'émigration) : individus, biens, informations, capitaux, circulent et articulent ces espaces dans une logique systémique.

D'après (Faist, 2000).

<sup>35</sup> Les lois de Ravenstein sont les suivantes : la majorité des migrants migre sur des courtes distances ; les processus de déplacement et de développement connectent les populations en origine et en destination ; il existe des processus d'absorption et de dispersion qui se compensent (un flux génère généralement un contre flux) ; des chaînes migratoires se développent avec le temps et les infrastructures de transport ; comme les facteurs économiques sont premiers dans la migration, les migrants vont, sur les longues distances, de préférence vers des centres de commerce et d'industrie, des villes ; les urbains migrent moins que les ruraux ; les femmes migrent sur des plus courtes distances que les hommes.

<sup>36</sup> Il existe de très bons articles de synthèse sur les théories des migrations (King, 2012 ; Massey et al., 1993 ; Piché, 2013 ; Piguet, 2013 ; Smith et King, 2012). Certains ouvrages importants reprennent des textes fondateurs en les remettant en perspective (Brettell et Hollifield, 2000 ; Castles et Miller, 2003 ; Hirschman, Kasinitz et DeWind, 1999 ; Martiniello et Rath, 2010 ; Piché et Samuel, 2013 ; Portes et DeWind, 2007).

### **I.1. Le niveau micro des études migratoires : individu, famille, acteurs.**

La théorie néo-classique du capital humain s'appuie sur les lois du *push / pull* qui opposent facteurs d'expulsion des espaces d'origine et attractivité des espaces d'accueil, dans des logiques de différenciation géographique d'ordre économique et salariale et de structuration offre / demande de travail (Harris et Todaro, 1970). Construite au niveau individuel, elle situe la migration dans une logique de choix rationnel, qui évalue ses coûts / bénéfices en vue d'une maximisation des profits et d'un retour sur investissement au niveau individuel, et met en avant l'acquisition du capital humain dans la migration (Sjaastad, 1962). Cette théorie donne aux logiques économiques un poids déterminant dans les choix des migrants ; elle est discutée en raison de son fonctionnement déterministe, tout comme sa négligence d'autres dimensions de la migration (échelles spatiales, distances, aspects politiques, historiques, démographiques, culturels qui interviennent dans la mise en mouvement). Bien que certains travaux y envisagent le rôle des facteurs ou opportunités intermédiaires qui interviennent dans le processus migratoire, tels les perceptions, contacts, sources d'information (Lee, 1966 ; Stouffer, 1940), les réseaux et les flux d'informations restent largement absents de cette approche.

La nouvelle économie des migrations déplace l'échelle de l'individu vers l'unité familiale, considérée comme centrale dans la construction des logiques de choix, et substitue à la notion de maximisation des profits celle de diversification des risques, qui n'implique pas nécessairement le retour sur investissement attendu dans la théorie néo-classique (Stark et Bloom, 1985). Dans cette approche, aux fondements économiques, la migration n'est pas forcément générée par un écart de salaires entre deux pays, mais correspond plutôt à une stratégie de diversification ou minimisation des risques, dans des économies instables, des systèmes de protection sociale insuffisants, des systèmes familiaux où la migration peut jouer un rôle assuranciel. Au sein des communautés / villages, la propension à la migration augmente quand les inégalités de revenus s'accroissent localement (en raison de revenus acquis lors de la migration), en raison de l'abaissement du *seuil de privation relative* des familles (notion centrale de cette théorie). La prise en compte de l'unité familiale situe aussi les acteurs migrants dans des collectifs sur lesquels s'appuient les théories des réseaux et de la causalité cumulative.

Depuis les années 1990-2000, la multiplication des recherches sur les migrations hors du champ économique a permis, notamment en géographie, sociologie, anthropologie, de développer une approche construite sur le migrant comme acteur, sujet doté de capacité d'action, et non pas objet déterminé par des facteurs externes. On insiste sur la variété croissante des profils migrants : femmes, mères, enfants accompagnés ou non, personnes âgées, grands-parents ou retraités, qualifiés ou travailleurs précaires, réfugiés, demandeurs



d'asile, sans papiers, autant de figures multiples des migrants contemporains qui complexifient les analyses classiques de la migration de travail masculine.

Les acteurs sont interrogés à partir de leur position dans des rapports de pouvoir mais aussi dans leur capacité d'émancipation. Les migrants sont inscrits dans des rapports de domination qui sont à la fois de pouvoir, de classe, de race, d'ethnie, de citoyenneté, de sexe, et dont les chercheurs interrogent les combinaisons, les logiques d'intersectionnalité, de consubstantialité, ou de co-formation (Crenshaw et Bonis, 2005 ; Crenshaw, 1991). La croissance des migrations féminines et le travail des femmes migrantes a en particulier généré des travaux sur la complexité des formes de domination, et le devenir de femmes *"actrices de leur migration"* (Oso Casas, 2002). La migration est envisagée comme source potentielle d'autonomisation, d'émancipation, *d'agency*, *d'empowerment*. Les travaux sur les figures d'entrepreneur ethnique, de commerçant circulant, insistent sur la migration comme une ressource et moyen d'acquérir une certaine autonomie. Cette notion d'autonomie du migrant est centrale dans la géographie développée, au sein de Migrinter, par Emmanuel Ma Mung (Ma Mung, 1999).

La valorisation du migrant comme acteur engage à prêter attention à son projet migratoire, notion qui connaît un intérêt grandissant<sup>37</sup>. Dynamique, comprise comme un processus temporel, elle confronte l'intentionnalité à la réalisation du projet, et la part de rêve et d'imaginaire qui persiste entre les deux. Elle mobilise à la fois les ressources internes des migrants (leurs dispositions intérieures) et les conditions extérieures qui permettent la réalisation des projets. Elle inscrit la migration dans une durée, en envisageant les changements:

*"la notion de projet permet d'inscrire la migration internationale dans une vision dynamique, en articulant les différentes échelles sociales, spatiales et temporelles, se distinguant par-là même des explications en termes de déterminants"* (Boyer, 2005).

Deux intérêts majeurs sont à souligner dans cette approche : d'abord, la prise en compte de la dimension temporelle du processus migratoire, permettant de capter les circulations des migrants ; ensuite, l'intégration de différentes échelles sociales dans la compréhension des choix, stratégies et contraintes des migrants (F. Boyer prend ainsi en compte l'échelle de l'individu, du groupe migrant, du groupe de parenté, du groupe social plus large d'appartenance des migrants enfin).

---

<sup>37</sup> voir par exemple le séminaire de recherches organisé sur "la notion de projet migratoire, intentionnalité et expérience des acteurs" en 2012 :

[http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/IMG/pdf/programme\\_projet\\_migratoire.pdf](http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/IMG/pdf/programme_projet_migratoire.pdf).

## I.2. Le niveau macro : systèmes, champs, diasporas.

La démographie, l'histoire globale, l'économie, mais aussi la géographie, ont contribué à l'éclosion de théories explicatives des origines de la migration comme de son entretien dans le temps, de ses phases d'expansion ou de repli, au niveau macro de l'œcumène.

Dans le champ de la démographie, en lien avec la dimension du développement, au début des années 1970, l'hypothèse de la transition de la mobilité (Zelinski, 1971) lie la migration à la transition démographique et aux régimes démographiques dont natalité, mortalité et migration sont les composantes. L'hypothèse est que la mobilité évolue en fonction des phases du développement économique de la théorie de la modernisation, par un élargissement progressif du volume et des distances de la migration à mesure du développement, avant de se stabiliser et de décliner. Son inscription dans la théorie de la modernisation (Rostow, 1962), évolutionniste et occidental-centrée, a contribué à sa critique, même si elle est aujourd'hui actualisée par certains (Skeldon, 2012).

Avec une entrée plus directement économique, la théorie du double marché du travail (*dual labor market theory*) associe l'immigration aux besoins chroniques, structurels, de main d'œuvre bon marché des économies modernes industrielles, dans le cadre de marchés du travail qualifiés de segmentés, beaucoup plus qu'à des facteurs de l'ordre du *push* dans les pays d'origine (Piore, 1979). C'est principalement dans le deuxième secteur du marché du travail, caractérisé comme *labor intensive* (au contraire du premier secteur, *capital intensive*, où dominant emplois qualifiés et haut salaires), que les besoins économiques de main d'œuvre migrante sont importants, pour des emplois peu qualifiés et instables. Au delà des débats économiques sur la différenciation des deux secteurs, cette lecture reste d'une grande actualité, intégrée à la théorie des systèmes mondes, qui explique la segmentation des marchés du travail dans les espaces d'immigration, l'existence de niches professionnelles racialisées, ethnicisées, et genrées, qui correspondent aux segments les plus précaires et les moins qualifiés de marchés du travail appelés aussi les 3D (*dirty, difficult, dangerous*, le 3ème D étant parfois remplacé par *demanding*).

C'est d'abord l'énorme somme historique d'Emmanuel Wallerstein en quatre volumes qui construit le socle de la théorie des systèmes mondes (*world system theory*), dans laquelle l'immigration est une conséquence de la mondialisation, dans un monde capitaliste dont les structures du marché du travail se sont mises en place depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle (Wallerstein, 2011a, 2011b, 2004, 2011c, 2011d). La pénétration du capital dans les régions périphériques y est le premier catalyseur des mouvements migratoires. Cette lecture en termes de structures de domination inscrites dans un capitalisme globalisé se retrouve dans les travaux de Saskia Sassen. Son best-seller décrit les villes globales comme les centres de concentration privilégiés de la main d'œuvre immigrée (Sassen, 1996) ; plus récemment sa sociologie de la globalisation analyse la polarisation sociale des territoires

globalisés et l'émergence de classes transnationales globales, parmi lesquelles les travailleurs précaires (Sassen, 1996, 2007b).

Les théories des systèmes migratoires ont une vocation englobante, et montrent comment s'articulent certains espaces d'origine et de destination dans des systèmes migratoires relativement stables dans le temps.

L'approche systémique émerge aux Etats-unis au début des années 1970 avec les travaux de Mabogunje sur la migration rurale / urbaine, qui envisage l'ensemble des facteurs qui affectent la migration, au niveau macro et au niveau du sous système familial, et met en évidence la circularité de la migration (Mabogunje, 1970). La circulation est ensuite théorisée par Michael Burawoy à partir des migrations internationales de travail en Afrique du sud dans le contexte politiquement très contraint de l'apartheid (Burawoy, 1976). Notion importante de la théorie des réseaux, la circulation migratoire, qui envisage la migration comme réversible, circulaire, et non monodirectionnelle, a donné lieu à de nombreux travaux depuis les années 1990, notamment en géographie, synthétisés en 1998 dans un bilan en français (Ma Mung et al., 1998), poursuivis dans les années 2000<sup>38</sup>. C'est aussi au début des années 1990 qu'apparaissent les premiers travaux sur le transnationalisme qui partent de la prise en considération de la circulation des migrants.

On reproche toutefois aux travaux systémiques leur insuffisante prise en compte des acteurs migrants et des stratégies micro dans des logiques abordées surtout dans leurs dimensions économiques (insuffisamment socio-culturelles ou politiques), bien que le rôle des Etats comme celui des réseaux migrants ne soient pas absents des travaux des principaux théoriciens systémiques (Fawcett, 1989 ; Kritz, Lim et Zlotnik, 1992).

L'approche par les champs migratoires, définis comme les espaces parcourus et structurés par l'ensemble des flux relativement stables et réguliers de migrants, quelles que soient leurs origines ou leur destination (Simon, 2002), s'inscrit dans cette perspective systémique, dans la mesure où elle envisage les liens politiques, économiques, culturels (dans le cas des migrations post-coloniales) qui relient des espaces par des flux (de population, de biens, d'idées, de valeurs), indépendamment de la distance. Si la thèse de Gildas Simon sur l'espace migratoire des travailleurs tunisiens en France est considérée comme pionnière dans cette conceptualisation, il faut aussi souligner le travail de Roger Béteille sur les migrations des Aveyronnais, qui définit leur champ migratoire comme un champ magnétique, structuré en pôles et forces, espace dans lequel la population construit un réseau de relations (Béteille, 1974, 1981 ; Simon, 1979). Bien que relatif aux migrations internes, le travail de Roger Béteille préfigure cette spatialisation de l'observation systémique qui caractérise la notion de champ migratoire. Les logiques de multipolarisation

---

<sup>38</sup> Voir par exemple le colloque sur les circulations transnationales que j'ai co-organisé à l'Université de Toulouse II en 2005 avec Geneviève Cortes, Laurent Faret et Hélène Guétat-Bernard. Il a donné lieu à deux ouvrages (Baby-Collin, Cortes, Faret et Guetat-Bernard, 2009 ; Cortes et Faret, 2009).

de la migration et d'interpolarité des liens entre les pôles de concentration des migrants, ainsi que les fluctuations temporelles de ces systèmes, au gré des évolutions politiques ou économiques, y sont centrales. C'est une des notions sur lesquelles s'appuie le travail de Chadia Arab sur la circulation migratoire des Marocains entre France, Italie et Espagne ; cet espace de relations qui structure l'espace migratoire qu'elle observe est traversé de filières (professionnelles), animé par des logiques diverses de circulation, et constitue le champ migratoire des Aït Ayad (Arab, 2009).

Les travaux sur les diasporas (Anteby Yemini, Berthomière et Scheffer, 2005 ; Audebert, 2012 ; Berthomière et Chivallon, 2006 ; Bruneau, 1994, 2004 ; Chivallon, 2004 ; Dufoix, 2003, 2012 ; Ma Mung, 2000) insistent sur ces dynamiques multipolaires et interconnectées de groupes migrants, à l'emprise spatiale plurilocalisée, en y intégrant une réflexion importante sur la dimension identitaire des groupes dispersés. Définie d'abord par sa dispersion (à laquelle renvoie l'étymologie grecque de la diaspora – *spirein* signifie semer), la diaspora est définie par des critères communs sur lesquels les chercheurs s'accordent généralement *a minima* (Audebert, 2012, introduction) : l'existence d'une identité propre, une organisation productrice d'échanges entre les pôles de la diaspora (à la fois une structure multipolaire et des liens interpolaires), et des liens significatifs, symboliques et concrets, à l'origine. Les diasporas ont souvent été définies à partir de l'expérience d'un traumatisme originel (celui de la diaspora juive en étant l'exemple emblématique), créateur d'un exil souvent involontaire, source d'un attachement particulièrement renouvelé à l'espace d'origine, voire d'une vision téléologique du retour. La dimension temporelle de la construction de la diaspora est aussi un élément récurrent : marquée par l'intégration de ses membres dans les sociétés d'accueil, la diaspora maintient une identification fondamentale à l'origine, comme une forme de résistance à des processus d'assimilation sur la longue durée.

L'ouvrage de Michel Bruneau (2004) distingue plusieurs types de diasporas qui soulignent l'élargissement de la notion (Bruneau en différencie quatre) : entrepreneuriales (chinoises, indiennes, libanaises), religieuses et structurées par une langue (juive, arménienne, grecque), politiques (palestinienne, tibétaine), ou fondées sur la race ou la culture enfin (cas particulier des diasporas noires – objet d'étude privilégié de Christine Chivallon, 2004).

Le terme s'est étendu à l'heure des études post-coloniales pour être aujourd'hui employé dans des contextes fort divers (cf. la disparité des textes qui composent l'ouvrage dirigé par Berthomière et Chivallon, 2006), ce qui contribue à brouiller ses contours. Comme on le verra dans la suite de ce texte, la migration internationale bolivienne est restée jusqu'au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle essentiellement polarisée par une principale destination, l'Argentine. Ce n'est que depuis un demi-siècle qu'elle se diversifie dans ses destinations, et ce n'est que récemment que l'on observe le développement d'interrelations entre les différents pôles de cette migration (élément constitutif d'un modèle diasporique). Aussi, je resterai prudente sur l'emploi du terme de diaspora pour caractériser le champ migratoire international

bolivien. J'envisagerai plus loin, notamment dans le chapitre 4, qui s'intéresse aux formes culturelles des processus d'identification à l'œuvre parmi les migrants, les formes de diasporisation du groupe, entendues comme processus d'élaboration progressif d'une identification diasporique. C'est en effet dans le champ culturel et identitaire que la notion de diaspora me semble la plus spécifique, et appropriée dans le cas étudié.

### **I.3. Le niveau méso : chaines, réseaux, capital social.**

L'analyse des réseaux est clé dans l'échelle méso des études sur la migration. Elle insiste sur les liens des migrants entre origine et destination, qui entretiennent les flux et élargissent le nombre de migrants candidats au voyage. A mesure que les départs sont plus nombreux, que les informations circulent, les coûts et les risques, tant économiques que psychologiques, de la migration internationale diminuent, et la migration devient moins sélective (la sélectivité étant une des propriétés de la migration internationale dans les théories néo-classiques). Les chaines migratoires entretiennent les départs. Considérée comme l'une des composantes des théories systémiques<sup>39</sup>, la théorie des réseaux est centrale dans l'analyse des espaces sociaux transnationaux. Elle ne répond toutefois pas à la question des conditions de l'émergence des réseaux, ni à celle de l'immobilité de la majorité de la population (c'est l'une des critiques majeures de Faist, 2000).

Thomas Faist (Faist, 2000, 2010) a théorisé le rôle crucial du niveau méso dans l'analyse des migrations (*the crucial meso level*). Reprenant les apports des travaux des équipes états-uniennes d'Alejandro Portes et Douglas Massey, il souligne le rôle des communautés ou systèmes relationnels, intermédiaires entre l'individu (libre, autonome) ou les cellules familiales d'une part, et les déterminants macro-structurels, d'ordre politico-économique d'autre part, pour cerner les contours d'une des principales ressources des migrants, le capital social.

Les migrants ne prennent pas seuls la décision de partir ou de rester, mais dans un cadre relationnel (affectif, familial, social) avec lequel ils négocient et construisent des stratégies (communes, ou bien en rupture avec elles), articulées avec le capital social : que celui-ci engage à rester, ou que, cristallisé dans la migration antérieure de certains, il aide au contraire au départ.

---

<sup>39</sup> Au sein des théories des systèmes migratoires, d'abord constituées à un niveau global très macro, Thomas Faist souligne la prise en compte progressive du niveau méso, auxquels se rattachent les théories des réseaux et de la causalité cumulative (Faist, 2010).

La notion de capital social, reprise de Pierre Bourdieu<sup>40</sup>, puis discutée par Alejandro Portes dans son application aux espaces de l'immigration, illustre comment, dans les espaces de destination, les réseaux qui en sont constitutifs permettent aux migrants une ascension socio-professionnelle plus rapide que pour ceux qui en sont dépourvus (Portes, 1998). Thomas Faist montre que la mobilité du capital social de l'espace d'origine vers celui de destination est une dimension *sine qua non* de la constitution des réseaux migrants transnationaux : la migration en chaîne se développe en effet à partir du moment où le capital social ne joue pas seulement de façon localisée (en origine ou en destination) mais comme une courroie de transmission transnationale (Faist, 2000, p. 17). L'existence ou non de capital social a un effet sélectif sur l'accès à la migration, et peut expliquer pourquoi la majorité des individus ne migre pas (capital social faible, ou spécifique – avec fortes obligations en origine qui empêchent la mise en mouvement –, ou non cristallisé dans la migration). Ce capital joue plusieurs fonctions ; il permet la diffusion du processus migratoire par la constitution de chaînes et de réseaux ; il facilite la construction de liens transnationaux ; il aide à l'insertion dans les espaces d'arrivée, et à la réadaptation dans les espaces d'origine en cas de retour.

La théorie de la causalité cumulative (*cumulative causation*) découle de la théorie des réseaux, élargissant le spectre des facteurs qui contribuent à ce que la migration internationale s'auto-entretienne dans le temps. Au début des années 1990, les travaux de l'équipe de Douglas Massey sur la migration mexicaine aux États-Unis (Massey et al., 1993) mettent en évidence dans ce processus d'entretien de la migration, le rôle de plusieurs éléments :

- la distribution des revenus (plus le seuil de tolérance de la privation relative baisse, plus la tendance à la migration est élevée) ;
- l'investissement foncier ou agricole en origine (qui requiert des capitaux, invite donc à réémigrer pour accumuler une épargne nécessaire à l'investissement) ;
- la construction d'une culture de la migration (la migration affecte les valeurs et perceptions culturelles des espaces d'origine, comme les goûts et motivations des migrants, et entretient de ce fait l'émigration) ;
- l'inégale répartition régionale du capital humain, qui a tendance à drainer les régions de départ et irriguer celles de destination, creusant les inégalités entre les unes et les autres à mesure que la migration s'entretient ;

---

<sup>40</sup> "Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou en d'autres termes à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur ; par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles." (Bourdieu, 1980, p. 2).

-le *social labeling* qui attache certains secteurs d'activité économique aux migrants dans les espaces de destination, constituant ainsi des niches professionnelles que les nationaux délaissent et qui deviennent "réservées" aux migrants.

Apparu relativement récemment dans les études migratoires, le niveau méso s'est ainsi imposé comme un maillon indispensable permettant l'articulation à la fois avec le niveau des individus et avec celui de la société dans son ensemble. Pour les tenants de la recherche transnationale, il s'agit d'un niveau privilégié de l'analyse, comme l'expliquent Michael Smith et Luis Guarnizo dans leur ouvrage *Transnationalism from below* :

*"Chaque niveau d'analyse a ses avantages et ses limites (...) Etant donné la complexité des processus transnationaux, nous pensons qu'une approche fructueuse pour des futures recherches transnationales partirait d'un niveau méso, où les institutions interagissent avec les processus structurels et instrumentaux. Cela faciliterait l'incorporation dans l'analyse à la fois des effets des processus macro-structuraux et de ceux générés par des pratiques et micro-structures. Au contraire, commencer par les macrostructures risque de mener vers l'overgénéralisation que produisent les grandes théories devenues un objet de dérision post-moderne (...). (Il faut aussi) éviter le piège de commencer l'analyse par le niveau micro-structurel qui privilégie la connaissance des personnes et peut conduire au développement d'une vision qui échoue à connecter les intentions humaines aux structures sociales et aux changements historiques. (...) Pour comprendre le transnationalisme par le bas et par le haut, il est crucial d'étudier systématiquement la micro-reproduction translocale des liens transnationaux"*<sup>41</sup>. (Smith et Guarnizo, 1998, p. 26-27)

---

<sup>41</sup> « If scholars of transnationalism were to state at the outset the level of analysis they were using, particularly whether it was macro-, meso-, or micro-structural, this would help define not only the unit of analysis, but also the most suitable research methods to use. Each level of analysis has advantages and limitations (...). Given the complexity of transnational processes, we think that a fruitful approach for future transnational research would be to start from a meso-structural vantage point, the point at which institutions interact with structural and instrumental processes. This would facilitate incorporating into one's analysis both the effects of macrostructural processes and those generated by microstructures and practices. In contrast, starting from the macrostructural vantage point may lead to the kind of overgeneralization that produces the self-fulfilling "grand theories" that have been the postmodern object of derision (...) Other contributors to this volume have avoided the equally problematic pitfall of starting analysis at the micro-structural level, namely, that in privileging "personal knowledge," researchers may develop a kind of solipsistic tunnel vision that altogether fails to connect human intentions to social structure and historical change. (...) To understand transnationalism from below as well as from above, it is crucial to systematically study the translocal micro-reproduction of transnational ties. »

#### I.4. Pour un pluralisme méthodologique

La diversité croissante des migrations et de leurs formes plaide aujourd'hui en faveur d'un pluralisme méthodologique dans les études migratoires, qui permette de combiner les apports des différents niveaux d'analyse (Massey et al., 1993 ; Smith et King, 2012).

C'est dans cette direction que se sont développées les recherches du laboratoire Migrinter, qui, depuis sa création en 1984 sous la houlette de Gildas Simon, est devenu un espace de production de référence sur les études migratoires en géographie. Comme le souligne Emmanuel Ma Mung, trois dimensions conjointes y sont abordées, insistant sur les dynamiques de mobilité, la prise en compte simultanée des différents espaces structurants des champs migratoires, et le rôle de l'individu acteur migrant :

*"De façon schématique on peut dire que les orientations de l'équipe étaient et sont caractérisées par les traits suivants :*

- le fait de considérer les migrations dans leur dimension dynamique et non statique, d'où l'accent mis sur la mobilité dans beaucoup de travaux de l'équipe ;*
- la prise en compte de l'ensemble de l'espace migratoire (société d'installation et société d'origine), position qui a des effets tout à fait importants car elle permet de prendre en considération non seulement le point de vue de la société d'accueil mais aussi celui de la société d'origine, celui du migrant, point de vue qui n'est pas réductible aux deux premiers ;*
- et de là, le fait de considérer le migrant comme un sujet ayant une capacité d'action et pas seulement comme un organisme réagissant aux stimuli de l'environnement économique, social ou urbain" (Ma Mung, 1999, p. 29-30).*

C'est dans ce pluralisme que je m'inscris : attentive à l'échelle des individus acteurs de la migration et à leurs projets, il m'est nécessaire de comprendre les logiques d'inscription de leurs mouvements au niveau intermédiaire des réseaux, des groupes dans lesquels ils s'insèrent. Ces liens structurent et animent les champs migratoires qui dessinent la géographie d'un groupe et se comprennent aussi dans des contextes macro.

L'entrée par les champs migratoires est ainsi féconde et dans cette analyse. A partir du cas bolivien, je propose d'en rappeler les dynamiques sur le temps long, en mettant en évidence les facteurs économiques, politiques et culturels qui ont contribué à la multipolarisation de la migration, avant de mettre en évidence que les logiques relationnelles entendues à un niveau méso sont indispensables pour en comprendre une géographie inscrite dans des réseaux. Enfin, par la diversité des profils migrants contemporains, je soulignerai l'intérêt du recours à une approche qui mette en avant les stratégies et les contraintes des acteurs migrants, qui seront analysées dans les chapitres suivants.



## II. Temporalités et multipolarisation du champ migratoire bolivien

*"Quand Armstrong est arrivé sur la lune, il a vu un drapeau blanc, il s'est approché, et on lui a offert de la chicha"<sup>42</sup> ! Les Boliviens étaient déjà là". (anecdote bolivienne qui circule dans les différents espaces de la migration)*

D'abord construit sur des formes de mobilité inscrites dans l'espace andin, le champ migratoire bolivien s'est internationalisé à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. De relativement étroit et bipolaire, il s'est progressivement élargi depuis un demi-siècle, au sein des Amériques et au delà, selon des logiques de plus en plus multipolaires.

### II.1. Une culture historique de la mobilité andine

Un des ressorts récurrents de la littérature sur la migration andine fait référence à l'existence d'une très ancienne culture de la mobilité.

Dans l'espace andin, les mobilités sont identifiées depuis l'époque pré-inca dans le fonctionnement des cellules sociales de référence (appelées les *ayllus*, correspondant à des communautés ethniques, sociales, économiques, de plusieurs dizaines de foyers). L'anthropologue John Murra a décrypté finement le fonctionnement de l'archipel écologique andin depuis l'époque pré-incaïque, dans lequel le jeu sur les potentialités des différents étages écologiques des Andes permet de minimiser les risques et d'accéder à des ressources variées, via des mobilités saisonnières des familles au sein des *ayllus*, ou entre *ayllus*, s'exerçant parfois sur des distances de plusieurs centaines de kilomètres (Murra, 1975). L'important travail anthropologique de Paul Goldstein sur l'Etat de Tiwanaku entre 500 et 1.000 après J.C. montre que la structure étatique y était plutôt acéphale et décentrée, construite sur un certain sens de l'identité culturelle, mais avec des mobilités très importantes des *ayllus* et groupes ruraux en fonction des opportunités économiques offertes par les milieux (fonctionnement de l'archipel écologique). Il définit Tiwanaku comme un Etat diasporique, dispersé, aux noyaux identitaires composés d'*ayllus*, relativement segmentés bien que mobiles, et tenus par des identités ethniques en mouvement (*ethnicities in motion*), leur permettant de dialoguer avec d'autres groupes, dans la région andine centrale correspondant au Pérou et à la Bolivie actuelles. Il considère que cette mobilité ancestrale et fondamentale pour comprendre l'organisation sociétale, politique et économique, de l'époque, est l'un des ponts qui les relie aux dynamiques migratoires contemporaines :

*« Les diasporas de Tiwanaku de 1000 après JC et les diasporas aymaras des années 2000 diffèrent de multiples manières. Mais dans leur façon de négocier leur identité et leur*

---

<sup>42</sup> Le drapeau blanc est celui de Cochabamba ; la chicha en est la boisson typique (un alcool / bière de maïs).

*multiethnicité pour faire fonctionner leurs nouvelles terres, elles peuvent être étonnamment similaires ; c'est peut être le legs le plus durable de Tiwanaku » (Goldstein, 2004, p. 330 épilogue).*

Je reviendrai sur ce point au cours de la réflexion.

Ces mobilités sont mises à mal à la fois par la fixation des populations à l'époque inca, dans un Empire qui organise des mouvements réguliers de populations dans le cadre des corvées ou *mitimae*, et, ensuite, à l'époque coloniale, par l'immobilisation des populations qui ont été attachées aux systèmes des plantations ou aux économies de la mine. Il faut ainsi attendre l'indépendance, dans le premier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle, pour que ces mobilités soient partiellement réactivées. On y retrouve, comme dans la théorie des nouvelles économies des mobilités, des notions telles que la maximisation des profits, et surtout la diversification des activités pour minimiser les risques, dans des sociétés instables.

Les principales migrations internationales, jusqu'au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, sont faites d'allers-retours (Alfonso Hinojosa intitule son ouvrage sur les migrations du sud bolivien vers l'Argentine *Idas y venidas*) sous forme de circulations saisonnières liées aux rythmes des calendriers agricoles, dans des flux ruraux / ruraux.

Ces migrations anciennes sont le fait de populations rurales et bien souvent de populations indiennes. La Bolivie est en effet l'un des pays latino-américains les plus marqués par l'indianité. Je reviendrai longuement sur les conséquences de ce trait majeur dans les chapitres suivant, en particulier dans le chapitre 4 (cf. chapitre 4, I, 2., encadré "La mesure de l'indianité"). Notons pour l'instant que les deux principaux groupes ethniques du pays, les Aymaras et les Quechuas, sont caractérisés par une importante mobilité, qui se joue tant à l'échelle interne qu'à l'échelle internationale.

L'expression de culture de la mobilité est ainsi régulièrement invoquée pour signifier l'ancrage des migrations contemporaines dans des mécanismes et des pratiques de mobilité héritées de traditions anciennes (Cortes, 2000, 2008a ; Franqueville, 2000 ; Morlon, 1992 ; Murra, 1975). L'expression renvoie aussi, comme les travaux des équipes de Douglas Massey sur le Mexique l'ont mis en évidence, aux processus de transformation des espaces d'origine caractérisés par une migration importante. Les normes, valeurs, habitudes, pratiques, y compris parmi les populations non migrantes, y ont été affectées, transformées par le processus migratoire, comme en témoignent de nombreuses communautés rurales mexicaines<sup>43</sup>. On retrouve une dynamique similaire dans certaines régions boliviennes, telles celle du Valle Alto de Cochabamba, qui a donné lieu à un certain nombre d'études (Cortes, 2000 ; Jones et De la Torre Avila, 2009, 2011 ; De la Torre Avila et Alfaro Aramayo,

---

<sup>43</sup> La bibliographie sur ce point est foisonnante. On pourra par exemple se référer en français à la thèse de Laurent Faret sur des communautés rurales du centre ouest mexicain, ou en anglais à celle de Robert Smith sur la communauté de Ticuani (Faret, 2003 ; Smith, 2006). Le programme de recherches PARMi m'a permis de mener une enquête dans une communauté de ce type, à Urireo, dans l'Etat de Guanajuato, en 2002-2003 (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009 ; Baby-Collin, Cortes, Faret et Sassone, 2009).

2007 ; De la Torre Avila, 2006). Ces espaces sont inscrits dans un processus de causalité cumulative, qui entretient une migration devenue partie intégrante du mode de vie de la collectivité.

## **II.2. Facteurs macro-structurels de l'émigration au XX<sup>ème</sup> siècle**

Les mobilités régionales boliviennes changent de nature et d'ampleur au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. On assiste à une progressive diversification des espaces de la migration, liée à la fois au contexte bolivien et aux espaces d'accueil. A grands traits, du côté bolivien, les dynamiques migratoires internationales sont marquées par certaines temporalités :

-La révolution bolivienne de 1952 déclenche réforme agraire, urbaine, des transports, et amorce un processus d'exode rural et d'urbanisation en même temps que le démantèlement des grands domaines au profit de redistributions de terres aux paysans. Cette époque d'émancipation des paysans voit s'accroître les mobilités, internes et internationales, principalement vers l'Argentine.

-En termes politiques, les successions de dictatures militaires des décennies 1960 et 1970 et l'instabilité qui en résulte provoquent des exils politiques de certaines élites vers d'autres pays latino-américains (Venezuela, Mexique, Chili), les Etats-Unis, et de façon plus résiduelle vers d'autres destinations (Europe). Il s'agit de flux modérés, dans la continuité des migrations d'élites amorcées dans les années 1950 (les premiers Boliviens au Brésil arrivent à cette époque via des accords bilatéraux d'accueil d'étudiants). Populations migrantes qualifiées, intellectuelles ou artistes, issues du monde politique, économique ou culturel, professions libérales, médecins, dentistes, avocats, elles présentent un profil urbain, à fort capital social, qui distingue très fortement cette génération de celle des migrants économiques dont le nombre augmente à partir des années 1980.

-La crise économique de 1982 et la décennie perdue qui s'ensuit ont particulièrement affecté la Bolivie, l'un des premiers pays latino-américains à mettre en place un plan d'ajustement structurel, en 1985, via le décret 21.060 qui lance la privatisation des mines, télécommunications, transports, services publics (eau, électricité), et ressources naturelles (pétrole, gaz). Les recompositions économiques (la privatisation des mines en 1986 génère des flux importants de migrants depuis les régions minières vers les villes) et démographiques (transition démographique, tardive en Bolivie) accélèrent l'urbanisation (le seuil des 50% d'urbains est franchi dans la décennie 1980). La stagnation voire la régression économique et sociale encouragent l'émigration qui prend une importance nouvelle, principalement dans le cadre régional (affirmation du pôle argentin, flux modérés vers le Chili, le Brésil) et vers les Etats-Unis (voir par exemple sur ces transformations l'ouvrage de synthèse en français sur la Bolivie d'André Franqueville, 2000).

-Dans les années 2000, la Bolivie traverse plusieurs crises politiques et sociales : guerres de l'eau, à Cochabamba puis à La Paz (2000), guerres du gaz (2003, puis 2005), amenant au départ du gouvernement néolibéral et controversé de Gonzalo Sanchez de Lozada lors de son second mandat (2003), puis à celui de son successeur, Carlos Diego Mesa Gilbert (son ancien vice-président) en 2005<sup>44</sup>.

Les conflits sociaux se doublent de tensions politiques fortes entre Andes (à l'ouest) et basses terres (à l'est). Un bloc politique régionaliste, issu des départements des basses terres de l'*Oriente* (Santa Cruz, le Beni, le Pando et Tarija) aussi appelés *media luna*, revendique une autonomie régionale accrue et s'oppose aux partis de gauche et aux représentants du monde indien / andin, à commencer par le *Movimiento al Socialismo* (MAS, parti au pouvoir) et son dirigeant Evo Morales, qui devient président de la République en 2006. Les tensions entre est et ouest du pays renvoient au basculement économique du pays des Andes vers l'*Oriente* depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, alors que les régions andines avaient centralisé richesses, populations et pouvoirs depuis des siècles (D'Andrea, 2004, 2007 ; Franqueville, 2000 ; Martin, 2005). La croissance démographique forte de l'*Oriente* est tirée par la métropole de Santa Cruz, devenue la porte de la Bolivie sur le Mercosur (et le premier aéroport international bolivien). Elle est aussi alimentée par des mouvements migratoires internes venus des Andes dans une logique de colonisation agricole mise en œuvre après la Révolution de 1952 (sous le nom de marche vers l'*Oriente*), et renforcée par l'attractivité économique de Santa Cruz et des réserves d'hydrocarbures. La Bolivie est devenue, au début des années 2000, alors que les investissements étrangers sont nombreux dans un secteur énergétique juste privatisé, le second pays latino-américain pour les réserves de gaz, et l'essentiel des ressources sont situées dans le département oriental de Tarija (Perrier-Bruslé et Roux, 2003 ; Perrier-Bruslé, 2005).

Les tensions politiques favorisent de nouveaux départs à l'international depuis des régions jusqu'alors peu concernées par l'émigration, comme Santa Cruz ou le Beni, avec de nouveaux profils. La figure dominante du migrant-paysan, ainsi que celle, secondaire, du migrant-élite intellectuelle / opposant politique, sont complétées par des migrations d'origine minière et urbaine, souvent le fait de professionnels ou de classes moyennes, où la composante féminine a une importance croissante, en particulier vers les destinations européennes (Espagne, Italie).

La Bolivie reste l'un des pays aux indicateurs de développement les plus faibles d'Amérique du sud en 2012 ; proche du Paraguay, mais en retrait derrière les autres pays andins, et *a fortiori* derrière les poids lourds du Mercosur (Argentine, Brésil) ou du cône sud (Chili). Un

---

<sup>44</sup> (Les travaux de Franck Poupeau constituent des analyses fines de cette période, notamment pour la ville d'El Alto et les enjeux liés à l'eau - voir par exemple Poupeau, 2008)

coup d'œil sommaire aux dernières données publiées par le PNUD montre les faibles revenus par habitant du 108<sup>ème</sup> pays mondial pour son IDH.

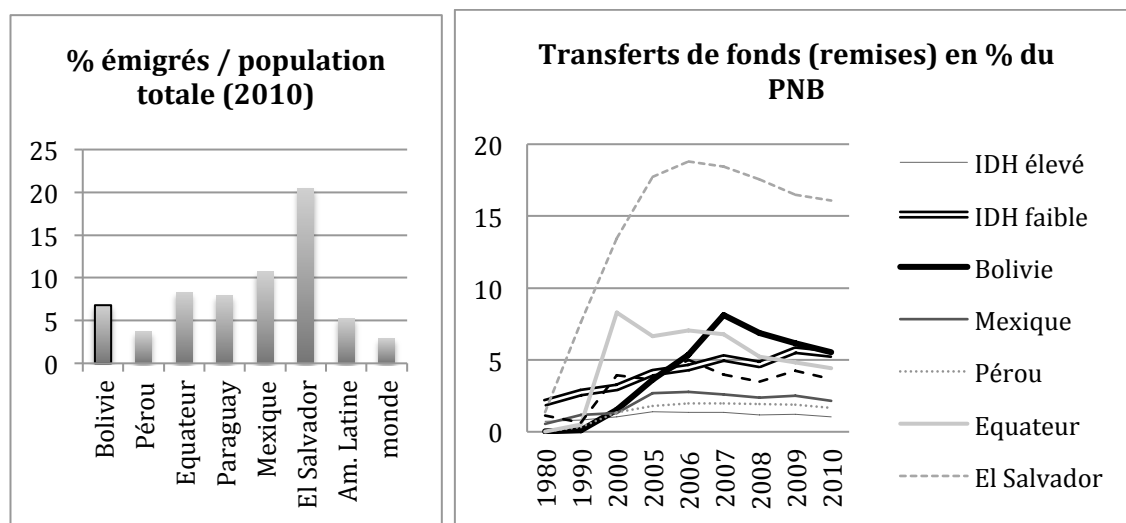
**Tableau 2 : Indicateurs de développement de quelques pays latino-américains**

	rang IDH	IDH 2012	Espérance de vie à la naissance	nb moyen d'années de scolarisation	PNB/habitant 2012
<b>Bolivie</b>	<b>108</b>	<b>0.675</b>	<b>66.9</b>	<b>9.2</b>	<b>4444</b>
Equateur	89	0.724	75.8	7.6	7471
Pérou	77	0.741	74.2	8.7	9306
Paraguay	111	0.669	72.7	7.7	4497
El Salvador	107	0.68	72.4	7.5	5915
Mexique	61	0.775	77.1	8.5	12947
Argentine	45	0.811	76.1	9.3	15347
Chili	40	0.819	79.3	9.7	14987
Brésil	85	0.73	73.8	7.2	10152
Etats-Unis	3	0.937	78.7	13.3	43480
Espagne	23	0.885	81.6	10.4	25947
Amérique Latine		0.741	74.7	7.8	10300
Monde		0.694	70.1	7.5	10184
Moyenne IDH élevé		0.758	73.4	8.8	11501
Moyenne IDH moyen		0.64	69.9	6.3	5428

Source : (PNUD, 2013)

Ce mal développement est l'un des éléments qui sous-tend une émigration supérieure à la moyenne régionale (entre 6 et 7% de la population, la moyenne régionale se situant autour de 5%) qui permet d'assurer des rentrées financières importantes. Les transferts de fonds des migrants oscillent entre 6 et 8% du PNB entre 2005 et 2010 : c'est bien plus que dans la majorité des pays d'émigration de la région (Mexique, Equateur, Pérou), bien moins toutefois que dans les petits pays très dépendants de la migration, comme le Salvador (> 16% du PNB).

**Figure 1 : Migrants internationaux et transferts de fonds**

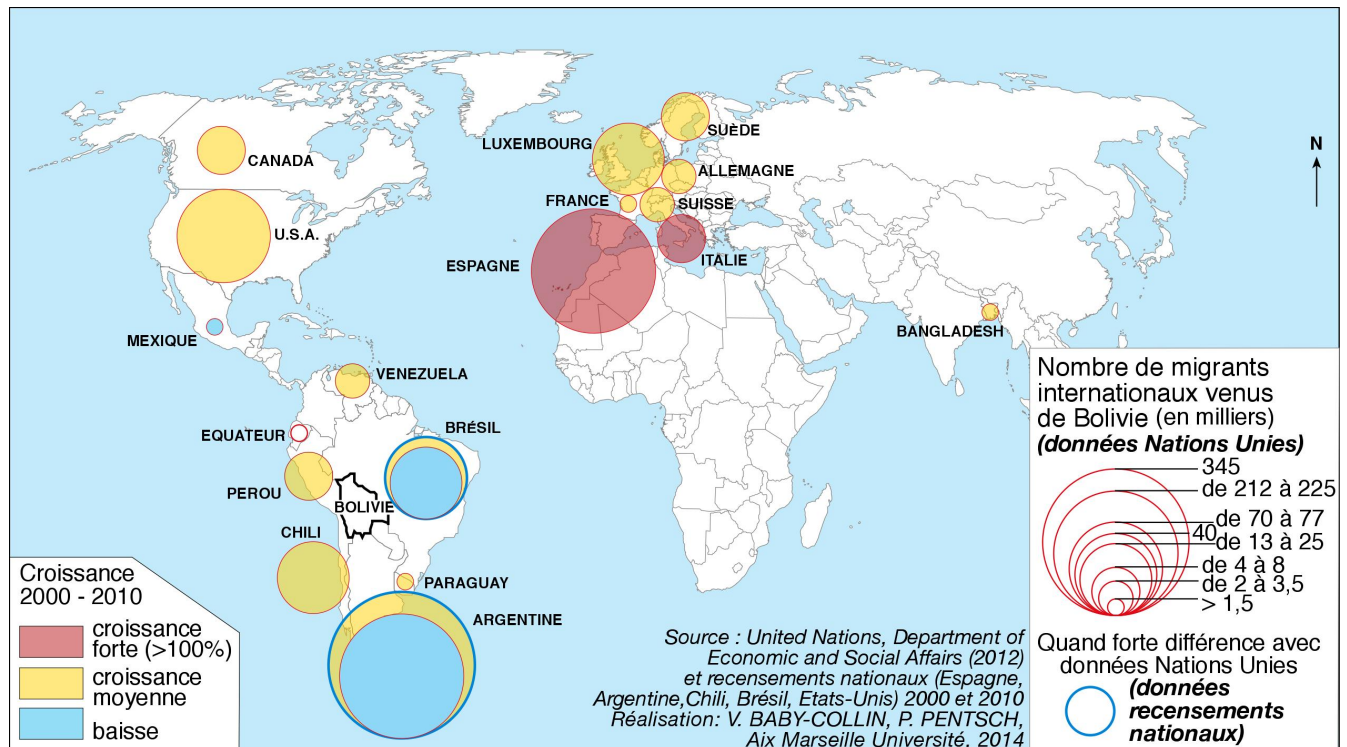


(PNUD, 2013 avec des données issues de la Banque Mondiale (2012))

### II.3. D'un champ régional bipolaire à la multipolarisation de la migration

La distribution spatiale de l'émigration bolivienne fait émerger plusieurs polarités d'importance inégale. Leur évolution est liée à celle des contextes des espaces de destination, à leur dynamisme économique, à leurs politiques migratoires. Les données statistiques disponibles sont souvent peu concordantes, voire contradictoires, comme le montrent les graphiques et l'encadré suivant. Certaines se basent sur des estimations, d'autres sur des recensements, qui posent à chaque fois des questions différentes sur la migration internationale, ce qui rend les comparaisons difficiles. Malgré ces difficultés de mesure, on peut retenir quelques éléments importants : une émigration ancienne et maintenue à l'échelle régionale, où se distingue un pôle principal, l'Argentine, et des destinations plus récentes (Brésil, Chili) ; une émigration récente ayant connu une croissance très forte vers l'Europe, principalement vers l'Espagne ; enfin, une attractivité modérée des Etats-Unis.

**Carte 1 : Les Boliviens dans le monde (2010)**



### Encadré 1 : Combien de migrants boliviens à l'étranger ?

Jusqu'au recensement de 2012, les statistiques boliviennes ne permettent pas, contrairement à d'autres pays comme le Mexique, de mesurer l'émigration internationale. On ne dispose que d'estimations, élaborées à partir de sources diverses : données relevant des pays de destination, mesures des transferts d'argent, statistiques internationales elles-mêmes composées de sources variées (OCDE, Nations Unies, CELADE- division population de la CEPAL).

Le recensement bolivien de 2012 comporte une question sur l'émigration internationale qui permet de mesurer les volumes des flux sortants (question 20) : *“depuis 2001, une personne de votre foyer est-elle partie vivre dans un autre pays ?”*.

Depuis 2001, 487.995 Boliviens ont ainsi quitté le pays, soit 4.87% de la population (10.207 millions d'habitants selon le recensement). Ce chiffre est en relative cohérence avec les données du PNUD, qui comptabilise 6.8% de la population bolivienne comme résidant à l'étranger, indépendamment de sa période de sortie du territoire national (PNUD, 2013), et des Nations Unies qui comptent 603.000 migrants boliviens dans le monde en 2010, quelle que soit aussi la période de leur départ. Les résultats du recensement 2012 montrent que 11% des unités résidentielles (*viviendas*) du pays

ont au moins un membre résidant à l'étranger, soulignant une incidence forte de la migration sur les unités familiales.

Le rapport de la Bolivie pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille présenté aux Nations Unies en 2008 (CMW/C/SR74 2008<sup>45</sup>) évoque quant à lui 20 à 25% d'émigrés boliviens (soit au moins deux millions de personnes) "*essentiellement en raison du chômage et de la pauvreté*" (p3), mais souligne aussi le manque de données précises sur les Boliviens de l'étranger : "*les autorités boliviennes parlent de 1.7 million de personnes, l'OIM de 2 millions et une ONG a avancé le chiffre de 3 millions de Boliviens à l'étranger*" (p. 5).

Les données boliviennes ne coïncident pas avec ces estimations ; elles diffèrent aussi sensiblement des données recueillies dans les pays d'arrivée des migrants, qui recensent la population étrangère ou d'origine étrangère sur leur territoire (cf tableau ci-après). Je prends ainsi appui sur différentes sources pour tenter d'approcher le volume de cette migration : les données censitaires boliviennes, celles des recensements des pays d'immigration, ainsi que les données des organisations internationales pour établir des comparaisons plus larges.

**Tableau 3 : Nombre de Boliviens à l'étranger**

	Argentine	Brésil	Chili	Etats-Unis	Espagne	Italie	Pérou
Recensement bolivien 2012 (émigration depuis 2001)	186.512	64.340	29.021	20.491	116.520	8.621	3.819
PNUD et UN, 2010	212.786	18.287	19.092	70.784	225.707	7.813	5.280
Recensements des pays d'accueil	345.272 (2010)	38.828 (2010)	25.121 (2012)	77.321 (2010, nés en Bolivie)	213.872 (2010)		

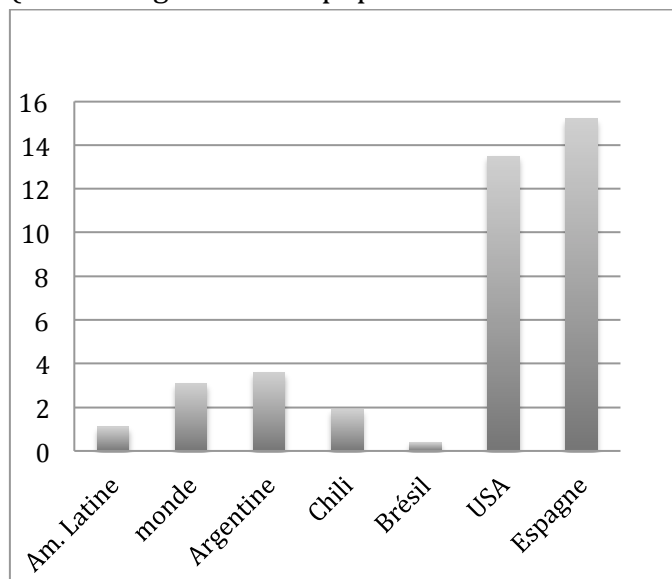
Les différents pays d'émigration des Boliviens sont affectés de manière très variable par le phénomène de la migration internationale : l'Argentine est un pôle d'immigration important à l'échelle de l'Amérique latine, contrairement au Chili et au Brésil ; les Etats-Unis et l'Espagne sont des pôles récepteurs majeurs à l'échelle mondiale, avec 14% de population immigrée. La visibilité des migrants et les conditions de leur installation sont ainsi très différentes selon les espaces de destination : très visibles en Argentine, où les Boliviens sont l'un des groupes les plus importants, ils passent quasiment inaperçus dans la masse des flux d'immigrés latino-américains des pays d'immigration massive comme l'Espagne ou les Etats-Unis.

<sup>45</sup> [http://www2.ohchr.org/english/bodies/cmw/docs/CMW.C.SR.74\\_fr.pdf](http://www2.ohchr.org/english/bodies/cmw/docs/CMW.C.SR.74_fr.pdf) consulté le 14 juin 2013



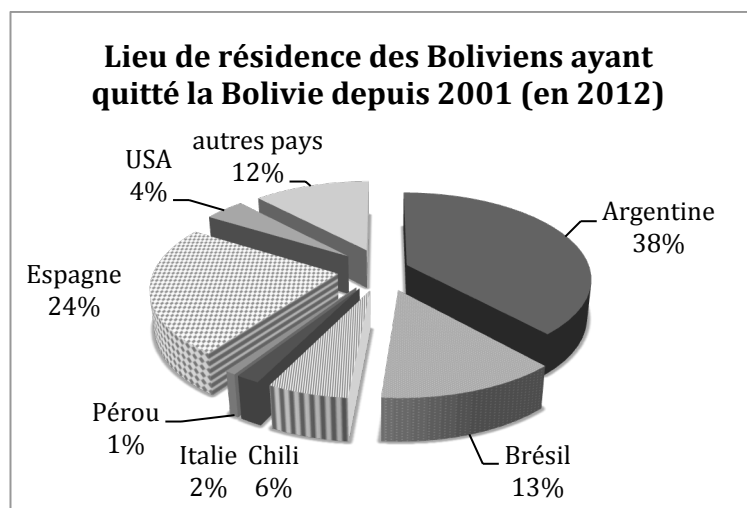
**Figure 2 : La place très inégale de l'immigration dans les pays de la migration bolivienne**

(% d'immigrés dans la population totale en 2010)

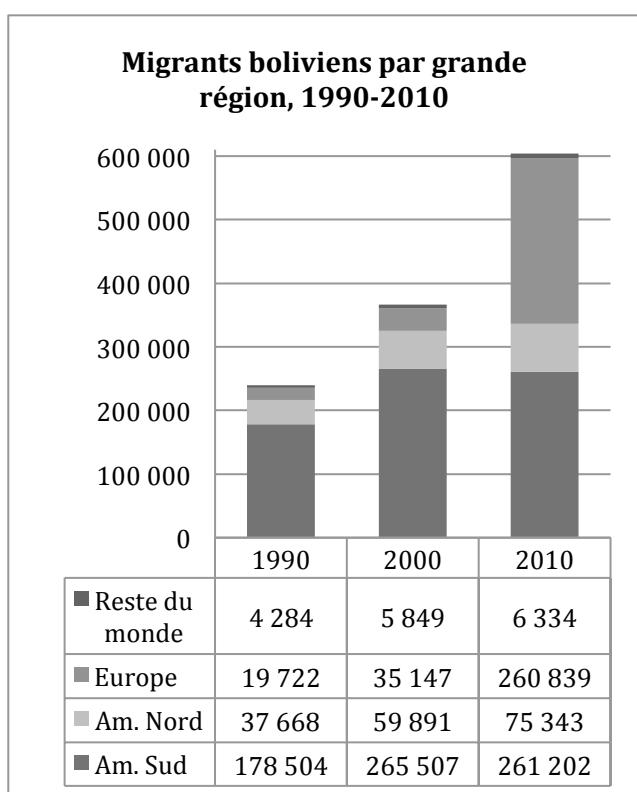


source : PNUD 2013

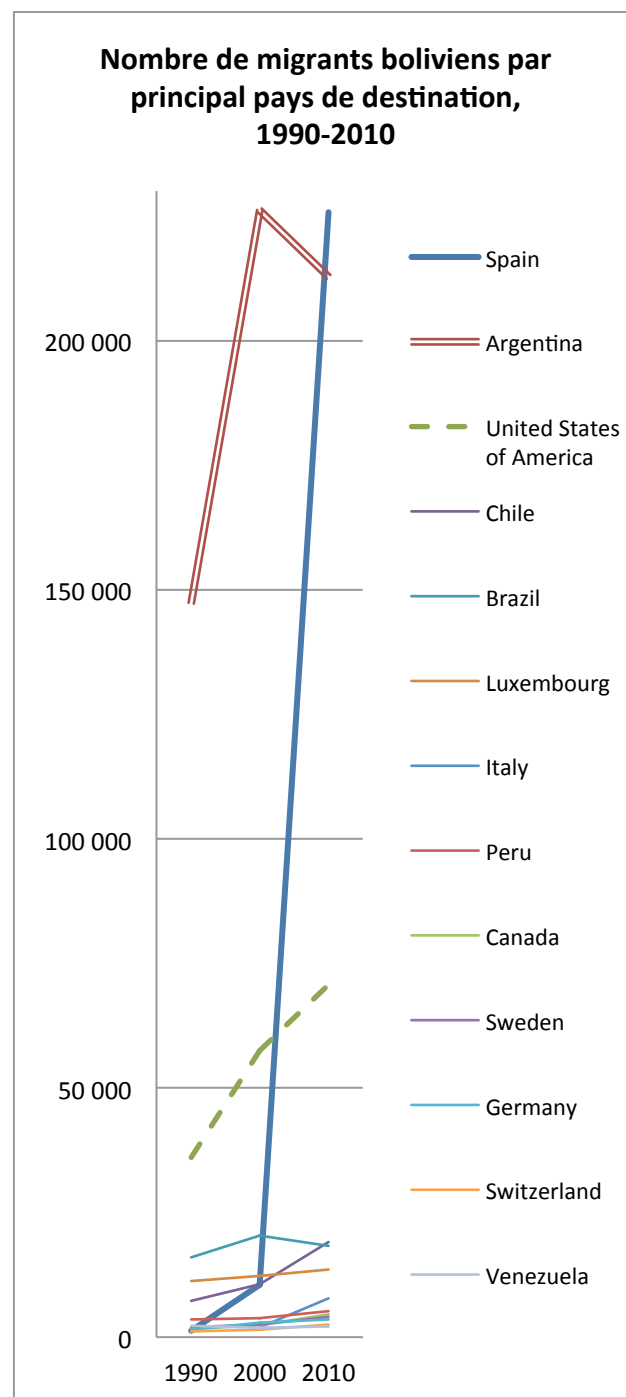
**Figure 3 : Migrants boliviens dans le monde (1990-2010)**



source : INE 2012 (recensement national bolivien)



source (United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2012)



source (United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2012)

- ***L'espace migratoire boliviano-argentin***

L'Argentine est traditionnellement un pays d'immigration, et le principal pôle attractif de l'Amérique du sud<sup>46</sup>. Mais alors que jusqu'au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle domine une immigration européenne (notamment italienne, portugaise, espagnole, depuis le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle), l'immigration dite limitrophe est devenue progressivement sa principale composante, ce qui a constitué un changement radical. Les Boliviens, au départ les plus nombreux parmi ces migrants régionaux, sont désormais dépassés par les Paraguayens (31% des étrangers), mais restent le second groupe migrant (19% des étrangers), loin devant les Chiliens et les Péruviens, plus récemment arrivés.

38% des Boliviens résidant à l'étranger sont en Argentine (selon le recensement bolivien de 2012). Le couple boliviano-argentin forme un espace migratoire structuré sur la longue durée depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle dont ont rendu compte un certain nombre de travaux (Cortes, 2008a ; Domenach et al., 2007 ; Hinojosa, Perez Cautin et Cortez Franco, 2000 ; Sassone et Cortes, 2010 ; Sassone, 2002). S'y conjuguent des logiques spatiales de proximité et des logiques économiques (différentiel de salaires et de besoins de main d'œuvre en Argentine). Les réseaux constitués par les Boliviens en Argentine sont étendus et plurigénérationnels, contribuant à entretenir un flux devenu massif selon des logiques de causalité cumulative, articulées aux évolutions des contextes politico-économiques.

La migration a d'abord répondu à des logiques de proximité activées sur le mode des migrations saisonnières et prenant la forme de va-et vient. Ce modèle est aussi celui de la migration saisonnière qui a longtemps lié Etats-Unis et Mexique, amplifié lors du programme *bracero* (1942-64). Il est lié à la demande de main d'œuvre agricole d'abord dans les cultures industrielles du sucre et du tabac dans les vallées de Salta et Jujuy (de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle aux années 1930), puis dans les vallées de la fruiticulture et du maraîchage du nord-ouest (jusqu'aux années 1960).

A partir des années 1960 et surtout 1970, qui voient l'industrialisation du pays et l'exode rural argentin s'accélérer, Buenos Aires s'affirme comme le pôle de la métropolisation de l'immigration bolivienne. Cette étape correspond à la poursuite de l'insertion des Boliviens dans les secteurs agricoles (par exemple maraîchage des périphéries de Buenos Aires) mais aussi à la diversification des emplois des migrants, dans les secteurs industriels (construction, textile) et commerciaux notamment. Geneviève Cortes qualifie cette période de transition vers de nouveaux modèles migratoires : une partie des migrations rurales / rurales est supplantée par des flux ruraux/ urbains, notamment vers Buenos Aires (Cortes, 2008a).

---

<sup>46</sup> un peu moins de 4% de sa population est née à l'étranger selon les données du PNUD, 4.5% selon les données du recensement argentin de 2010 – 1.8 millions d'étrangers

A partir des années 1980, la métropolisation de la migration se confirme, mais coexiste avec un mouvement de diffusion / dispersion des Boliviens sur le territoire argentin, jusque dans les provinces de la Patagonie et Ushuaïa, accompagnée d'une diversification des secteurs d'emploi des migrants, particulièrement dans l'économie informelle (Cortes, 2008a ; Le Gall, 2011 ; Hughes et Owen, 2002). La massification de la migration bolivienne à cette époque est liée à la fois au contexte bolivien (crise des années 1980) et à l'attractivité renouvelée de l'Argentine. En 1991, la dollarisation de l'économie (parité dollar peso) qui accompagne les politiques néo-libérales du président Menem accroît le différentiel économique avec la Bolivie, tandis que le néolibéralisme introduit une flexibilisation des conditions d'emploi qui offre des opportunités d'insertion professionnelle aux Boliviens dans des secteurs d'activité variés.

Les politiques migratoires argentines, (j'y reviendrai au chapitre 3, I) longtemps oppressives, ont également évolué favorablement : régularisation de plus de 100.000 Boliviens lors de l'amnistie de 1991, puis, plus récemment, de plus de 200.000 Boliviens à l'occasion du programme Patria Grande (2006-2009)<sup>47</sup>. La nouvelle loi migratoire de 2004<sup>48</sup> constitue un tournant majeur dans la gestion des étrangers en favorisant l'accès du territoire aux migrants du Mercosur titulaires d'un passeport, et en proposant un texte plus orienté vers la protection des droits de l'homme que la répression qui prévalait dans la législation antérieure, héritée de la dictature de Videla (Domenech, 2007, 2011 ; Le Gall et Sassone, 2008 ; Novick, 2008).

La crise argentine de 2001 s'est traduite par la faillite financière du pays ; elle a ralenti les flux migratoires et provoqué des retours vers la Bolivie, dont un certain nombre d'enquêtes et de travaux ont rendu compte (Baby-Collin, Cortes, Faret et Sassone, 2009 ; Bastia, 2011). Néanmoins, le retour de la croissance, l'importance des réseaux migrants et des liens qui articulent Bolivie et Argentine, ont permis une reprise de l'émigration, lisible dans les recensements argentins (2010) et boliviens (2012), comme dans les données de la Direction Générale des Migrations (DIGEMIG) bolivienne concernant les passages des frontières<sup>49</sup>.

Entre 2001 et 2010, le mouvement de concentration de la population dans le Grand Buenos Aires et la province de Buenos Aires s'est renforcé : 60% des Boliviens résidant en Argentine y vivaient en 2001, 65% en 2010. Les deux provinces de l'immigration historique (Salta et Jujuy) concentrent encore 15% des Boliviens du pays.

---

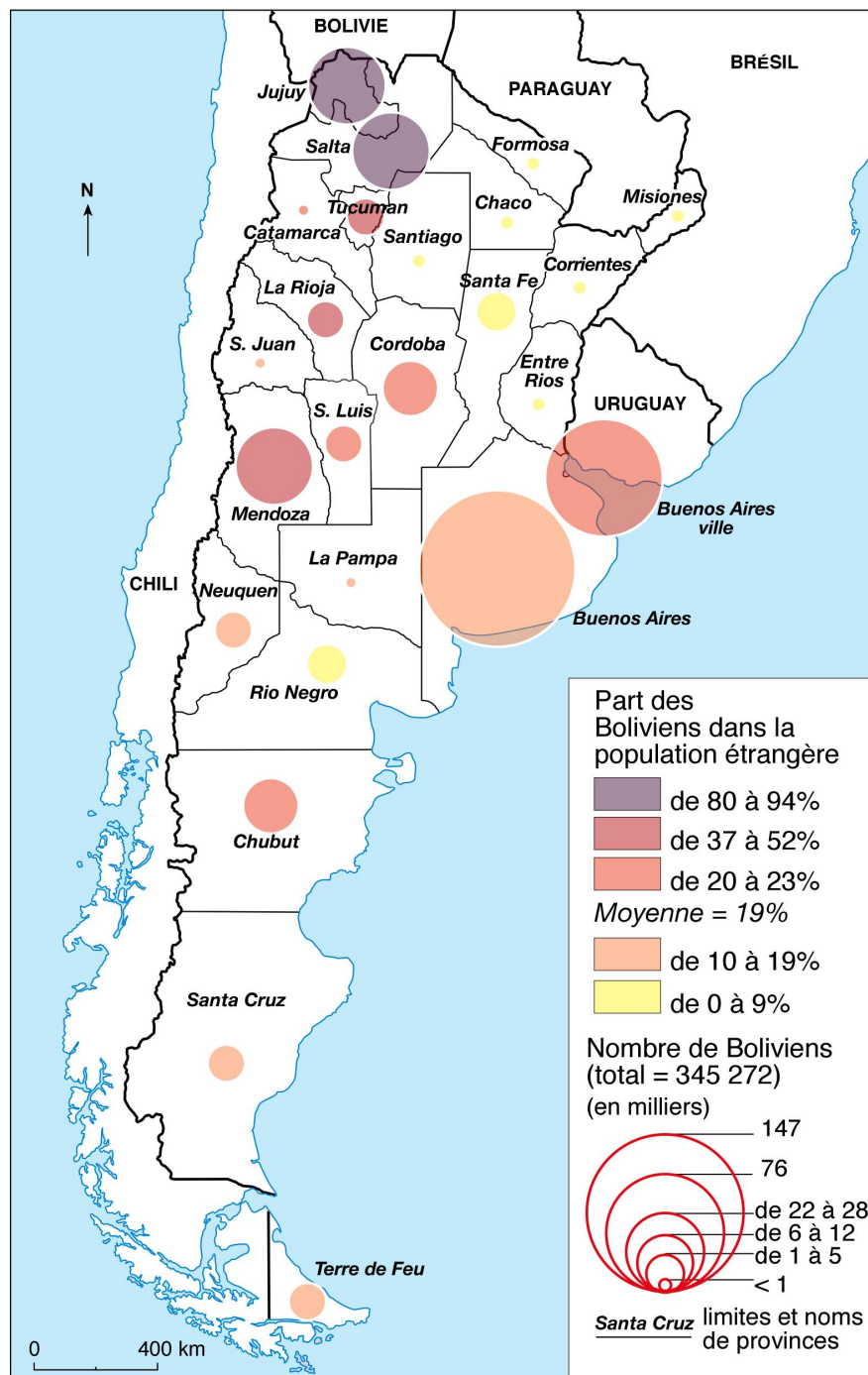
<sup>47</sup> 95% des procédures de régularisation engagées concernent des Boliviens, Paraguayens ou Péruviens.

<sup>48</sup> loi migratoire 25.871 : <http://www.gema.com.ar/ley25871.html>

<sup>49</sup> Aux trois points de passage des frontières terrestres entre Bolivie et Argentine (Yacuiba, Bermejo, Villazón), les sorties de Boliviens vers l'Argentine dépassent largement les entrées (données DIGEMIG 2010).

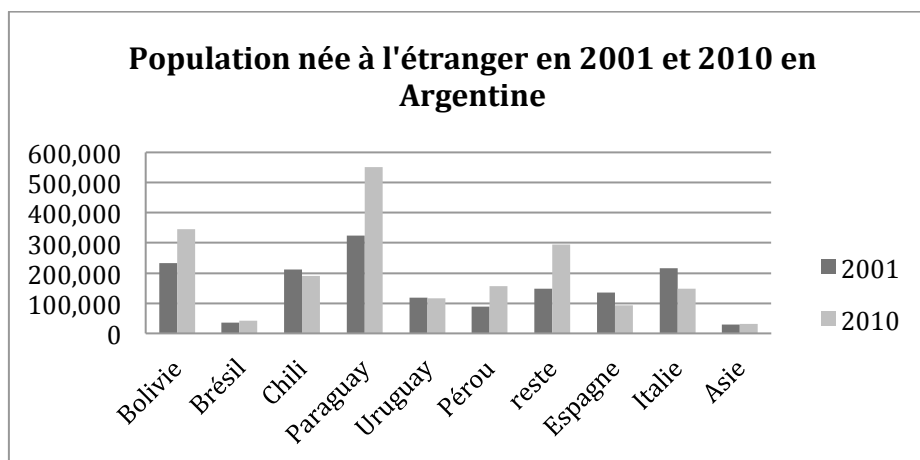
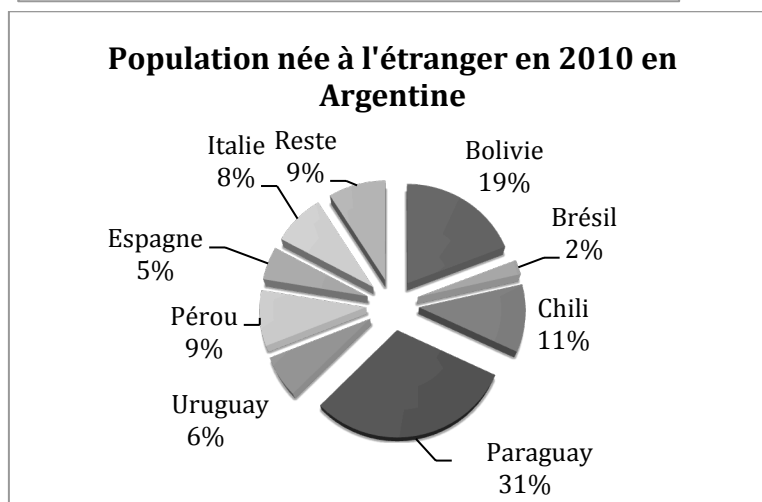
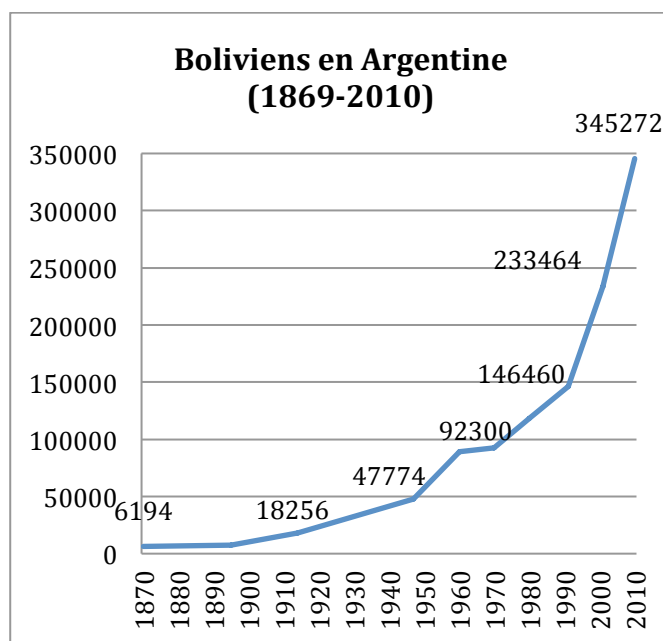
L'histoire de cette migration manifeste donc d'un fort mouvement de métropolisation et de concentration des flux autour de la capitale, auquel s'ajoute une diffusion secondaire sur l'ensemble du territoire national.

**carte 2 : Les Boliviens en Argentine en 2010**



Source : INDEC, recensement 2010  
Réalisation: V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014

**Figure 4 : Les migrants en Argentine**



Sources : recensements nationaux, INDEC (*Instituto Nacional de Estadística y Censos de la Republica Argentina*).

- ***L'élargissement des migrations régionales (cône sud, Mercosur)***

**Plus récemment, le Brésil et le Chili** sont devenues des destinations attractives pour les Boliviens<sup>50</sup> (respectivement 13 et 6% de la population bolivienne résidant à l'étranger au recensement de 2012). Contrairement à l'Argentine, la migration y est un phénomène récent. Voisins de la Bolivie, ils connaissent depuis les années 2000 un fort dynamisme économique dans certains secteurs attractifs pour la main d'œuvre étrangère. Les facilités de circulation internes à l'espace du Mercosur facilitent les passages de frontières, et le Brésil comme le Chili ont bénéficié d'une attractivité renforcée en raison de conjonctures moins favorables dans d'autres destinations plus importantes de la migration bolivienne depuis le début des années 2000 (Argentine suite à la crise de 2001, Etats-Unis post 11 septembre, puis Europe suite à l'imposition du visa Schengen et au déclenchement de la crise économique après 2007). Ce qui met en évidence la volatilité relative des flux face aux conjonctures.

Le **Brésil** n'est pas, traditionnellement, un pays d'immigration de main d'œuvre, en raison de la domination des migrations de peuplement (Souchaud, 2009), de la différence linguistique avec ses voisins, et de son relatif isolement de l'ouest de l'Amérique latine par le bassin amazonien (jusqu'à une amélioration récente des infrastructures de transport). La migration bolivienne vers le Brésil a commencé timidement dans les années 1950, époque de la réforme agraire bolivienne et de la colonisation de l'*Oriente*, qui ont activé des migrations internes et internationales, favorisées par la construction de la ligne de chemin de fer reliant Sao Paulo à la frontière bolivienne à Corumba (Souchaud et Baeninger, 2009). Un accord bilatéral d'accueil des étudiants boliviens au Brésil a généré un flux de migrants qualifiés dans les années 1950 (Rolnik Xavier, 2011), auquel se sont ajoutés des exilés politiques (années 1960-70).

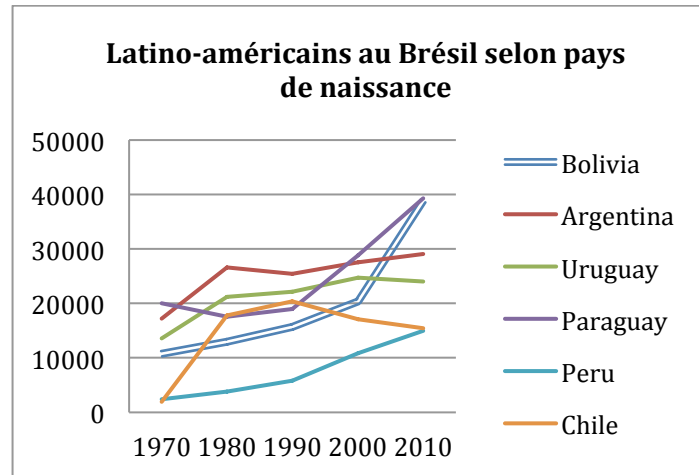
C'est depuis les années 1980 et surtout 1990 que la migration bolivienne s'accroît. Les Boliviens sont devenus le second groupe migrant derrière les Portugais et devant les Japonais : 20.000 au recensement brésilien de 2000, 40.000 en 2010, et des estimations scientifiques allant de 100.000 à 200.000, montrant la sous-estimation des données censitaires. Le recensement 2000 comptait un quart des Boliviens arrivés avant les années 1970, 20% pendant les années 1980, et le plus gros groupe dans la dernière décennie - 38% entre 1990 et 2000 (Rolnik Xavier, 2011, p. 10). Le pôle économique de Sao Paulo en constitue le point focal : la moitié des résidents boliviens y vivent. La logique de la "*migration métropolitaine exclusive*" (Souchaud, Baeninger, 2009) a détrôné les régions frontalières de la Bolivie, où la présence bolivienne reste toutefois significative (Corumba

---

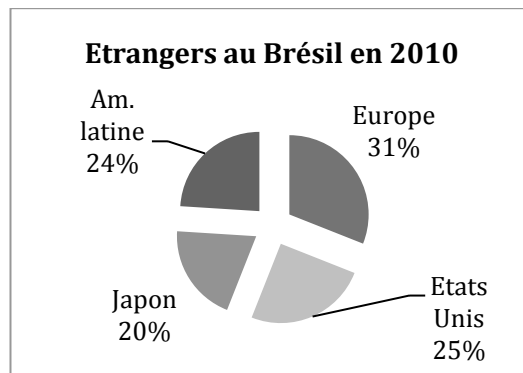
<sup>50</sup> Entre le Pérou et la Bolivie, les flux, peu importants, sont d'abord dirigés vers la Bolivie et très peu de Boliviens émigrent au Pérou.

dans le Matto Grosso do Sul, Guayara Mirim). Cette migration répond ainsi à l'existence de deux filières : d'une part, celle qui relie Corumba et les villes frontalières de l'ouest du Brésil à l'est de la Bolivie ; et d'autre part, celle qui relie le département de La Paz, et notamment El Alto, aux ateliers textiles de la région métropolitaine de Sao Paulo. Là, l'industrie de la confection est le principal secteur d'activité, quand le commerce, formel et informel, domine les emplois migrants dans les villes frontalières.

**Figure 5 : Migrants au Brésil**



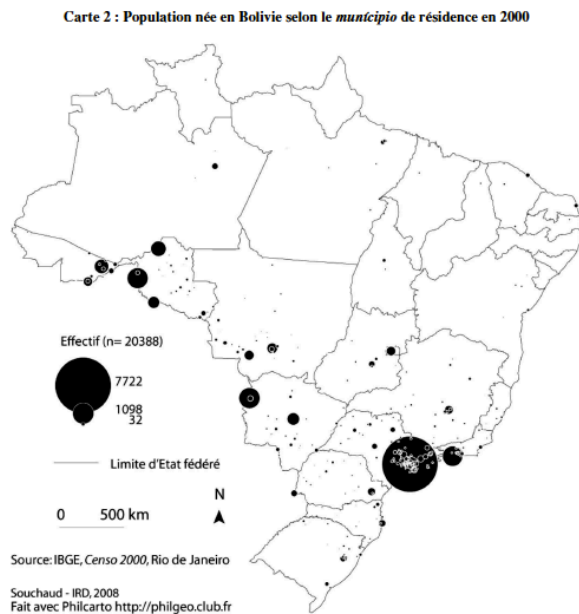
Source : IBGE – CELADE



Source : ministère de la justice du Brésil, 2010



### Carte 3 : Boliviens selon municipalité de résidence an Brésil en 2000



Carte empruntée à (Souchaud et Baeninger, 2009).

Le conflit issu de la fixation de la frontière Bolivie / Chili à la suite de la guerre du Pacifique a constitué un obstacle au développement des échanges de population entre les deux pays depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Cependant, des mobilités anciennes, au sein des populations aymaras et quechuas, articulaient la zone andine de la Bolivie et le nord du Chili, et certaines élites commerçantes, artistiques, intellectuelles et politiques boliviennes ont maintenu des liens avec le Chili au XX<sup>ème</sup> siècle. Le dynamisme économique du nord du Chili, dans les secteurs miniers et commerciaux (la zone franche d'Iquique est un nœud du commerce de marchandises en Amérique du sud), attire les deux tiers des migrants boliviens présents au Chili, de façon saisonnière ou durable, depuis les années 1960-70. Au cours des dernières années, le nord du Chili, mais aussi la région métropolitaine de Santiago, sont attractifs dans les secteurs de la domesticité et de la construction, en plus des secteurs miniers et commerciaux plus classiques, notamment en raison de bons niveaux de rémunération. La migration bolivienne y a augmenté de 115% entre 2002 et 2012 selon les données du recensement chilien (11.649 Boliviens en 2002, 25.121 en 2012), confirmées par les services de la direction générale des migrations<sup>51</sup>.

<sup>51</sup> 10% des 63.700 passeports émis par la Bolivie pour ses ressortissants se rendant à l'étranger concernaient le Chili en 2010, 15% des 72.468 passeports en 2011 (DIGEMIG, 2011), et (<http://www.migracion.gob.bo/web/> le 14/6/2013).

- ***Les migrations vers les pays de l'OCDE : Etats-Unis, Espagne, Italie.***

**Les Etats-Unis** sont une destination secondaire par rapport au poids du pôle argentin et régional, et une destination classique de l'émigration latino-américaine. Premier pays d'immigration au monde, ils accueillent des immigrés de l'ensemble des pays latino-américains, qui forment la première minorité nationale (53% des étrangers en 2012 – données ACS-5Y<sup>52</sup>).

C'est après la réforme migratoire de 1965 qui abolit les régimes des quotas que cette immigration latino-américaine prend son essor. Depuis l'Amérique du sud (au sud du Panama), l'émigration des années 1960 est celle d'une élite qualifiée, dans un contexte de régimes autoritaires et de faibles opportunités économiques. Dans le cas bolivien, ces migrations augmentent dans les années 1980 (crise économique), alors que se diversifient les profils, en faveur de l'arrivée de migrants moins qualifiés, ce qui est aussi partiellement une conséquence des régularisations permises par la loi IRCA (*Immigration Reform and Control Act*) de 1986, qui autorise pour ceux qui ont obtenu leurs papiers (près de trois millions) l'engagement de procédures de regroupement familial.

Le durcissement des conditions d'entrées sur le territoire lié aux événements de septembre 2001 ralentit les flux. Les conditions d'obtention d'un visa sont en effet devenues plus contraignantes, et le voyage sans papiers constitue une épopée fort risquée et coûteuse qui décourage le plus grand nombre.

4% des Boliviens résidant à l'étranger sont aux Etats-Unis en 2012 (INE 2012). Ils représentent une goutte d'eau dans l'immigration états-unienne et dans le vaste groupe des *Hispanics*<sup>53</sup>.

---

<sup>52</sup> Alors que le recensement est décennal, les données de l'*American Community Survey* (ACS) sont annuelles et collectées auprès d'environ 3 millions d'individus ; on y distingue les données collectées sur 1 an (ACS-1Y), 3 ans (ACS-3Y), ou 5 ans (ACS-5Y). Pour plus de détails, voir : <https://www.census.gov/acs/www/>

<sup>53</sup> En raison de la spécificité du terme aux Etats-Unis (cf encadré suivant), je fais le choix de conserver le terme en italique et à l'américaine, ou d'utiliser son synonyme, celui de *Latino*.

**Figure 6 : *Hispanics* : Extrait du formulaire de recensement 2010 (US Census).**

→ NOTE: Please answer BOTH Question 8 about Hispanic origin and Question 9 about race. For this census, Hispanic origins are not races.

**8. Is Person 1 of Hispanic, Latino, or Spanish origin?**

☐ No, not of Hispanic, Latino, or Spanish origin

☐ Yes, Mexican, Mexican Am., Chicano

☐ Yes, Puerto Rican

☐ Yes, Cuban

☐ Yes, another Hispanic, Latino, or Spanish origin — Print origin, for example, Argentinian, Colombian, Dominican, Nicaraguan, Salvadoran, Spaniard, and so on. ↗

**9. What is Person 1's race? Mark ☒ one or more boxes.**

☐ White

☐ Black, African Am., or Negro

☐ American Indian or Alaska Native — Print name of enrolled or principal tribe. ↗

<input type="checkbox"/> Asian Indian	<input type="checkbox"/> Japanese	<input type="checkbox"/> Native Hawaiian
<input type="checkbox"/> Chinese	<input type="checkbox"/> Korean	<input type="checkbox"/> Guamanian or Chamorro
<input type="checkbox"/> Filipino	<input type="checkbox"/> Vietnamese	<input type="checkbox"/> Samoan
<input type="checkbox"/> Other Asian — Print race, for example, Hmong, Laotian, Thai, Pakistani, Cambodian, and so on. ↗	<input type="checkbox"/> Other Pacific Islander — Print race, for example, Fijian, Tongan, and so on. ↗	

☐ Some other race — Print race. ↗

La loi 94-311 du Congrès états-unien de 1976 oblige la collecte de données concernant les résidents “d’origine mexicaine, cubaine, portoricaine, centraméricaine, sud-américaine et d’autres pays de langue espagnole, indépendamment de leur race”, officialisant la création des “*Hispanics*”.

Une directive de 1997 établit un rapport d’équivalence entre le terme d’*Hispanic* et celui de *Latino*.

Depuis le recensement 2000, le terme d’*Hispanic* est ainsi accolé à ceux de *Latino* et *Spanish*. Leur comptage repose sur les bases de l’auto-identification qui préside aux recensements. Traités comme des origines (on peut trouver problématique l’association des origines espagnoles avec les Latinos), ces caractères ne forment pas une race (celles-ci relèvent de la question 9) ; néanmoins, malgré la précision de la note qui précède la question 8 du recensement (*Pour ce recensement, Hispanic origin n’est pas une race*), le terme d’*Hispanic* (ou *Latino*) est souvent considéré comme une race par les Latino-américains eux-mêmes (indiqué comme tel dans la réponse 9 sous *some other race* – 51% des *Hispanics* choisissent cette réponse, contre 31% qui choisissent *Blancs*, et 3% *Noirs*), et traité comme tel dans de très nombreuses études et représentations (Taylor et al., 2012).

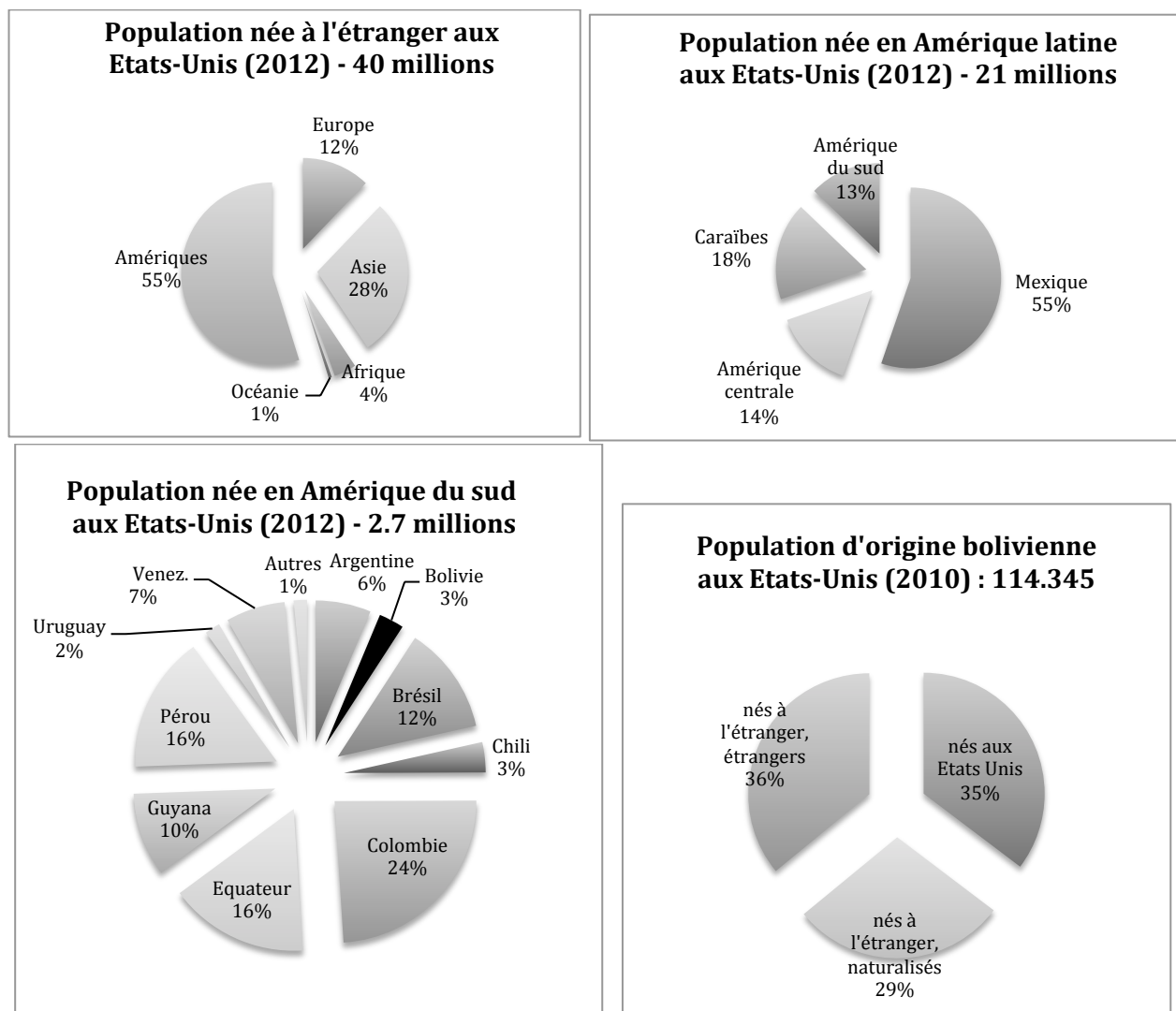
En 2010, les *Hispanics* sont désormais, après les Blancs, la première minorité américaine, devant les Afro-Américains<sup>54</sup>. Ce groupe très hétérogène, divers dans ses origines géographiques, est composé à la fois de citoyens états-unien nés aux Etats-Unis (pour 58%) et de personnes nées à l’étranger (42%, soit près de 21 millions), ayant acquis la nationalité états-unienne, bénéficiant de visas, ou en situation d’irrégularité juridique.

Sur les près de 40 millions de nés à l’étranger aux Etats Unis en 2012, 21 millions (53%) sont latino-américains ; parmi eux, 2,7 millions (13%) sont issus de pays sud-américains, car la grande majorité des Latino-américains sont issus du Mexique (55%), puis des Caraïbes et d’Amérique centrale. Les Boliviens représentent 3% seulement des migrants sud-américains (et 0.2% de l’ensemble des migrants nés à l’étranger dans le pays), soit environ 80.000 personnes (dont la moitié sont devenus citoyens américains), et l’on

<sup>54</sup> 50.3 millions d’Hispaniques en 2010, soit 16.4% de la population (12.3% d’Afro-Américains, 4.7% d’Asiatiques, 69.1% de Blancs) (données US Census).

recense 115.000 personnes d'origine bolivienne dans le pays<sup>55</sup>, bien que les estimations consulaires évaluent à plus de 250.000 le nombre de migrants boliviens résidant uniquement dans la région de Washington<sup>56</sup>, et que d'autres estimations fassent état de 300.000 à 500.000 Boliviens aux Etats-Unis (voir notamment le travail de synthèse réalisé par Lafleur et Von Arx, 2012, p. 134-135).

**Figure 7 : Etrangers, Latino-américains et Boliviens aux Etats Unis**

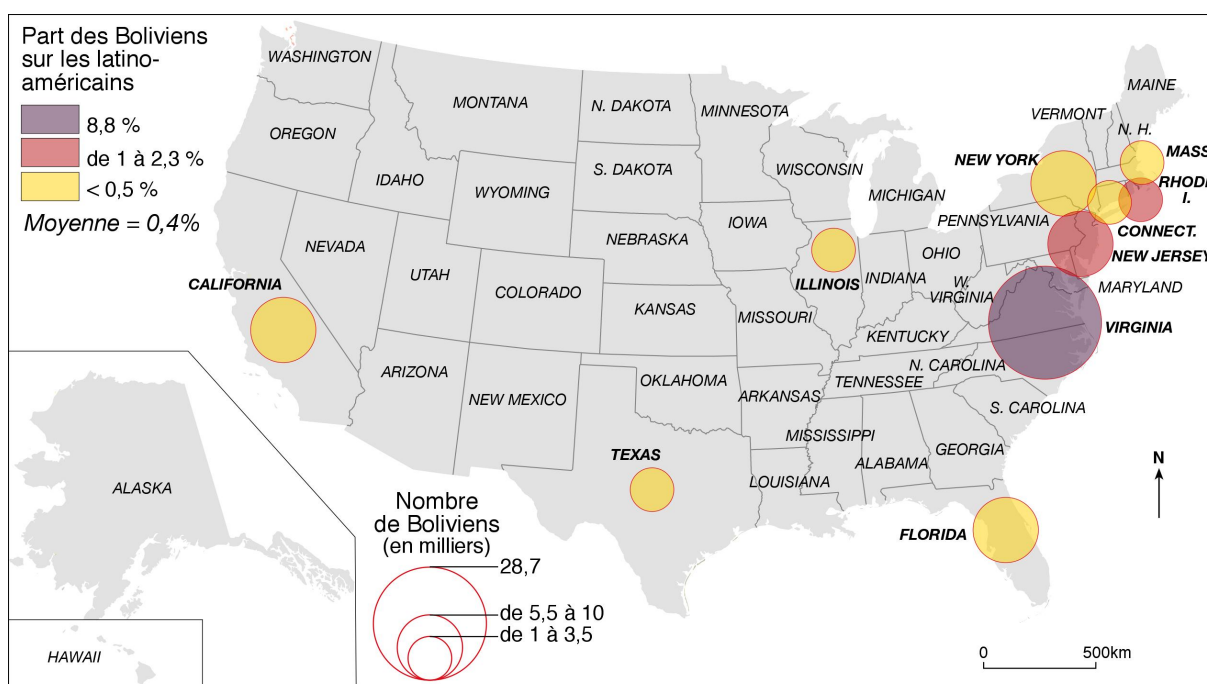


<sup>55</sup> Les données américaines (*US census* et *American Community Survey -ACS*) permettent de différencier en effet les individus nés à l'étranger de ceux qui se reconnaissent d'une certaine origine, bien qu'étant nés sur le territoire américain.

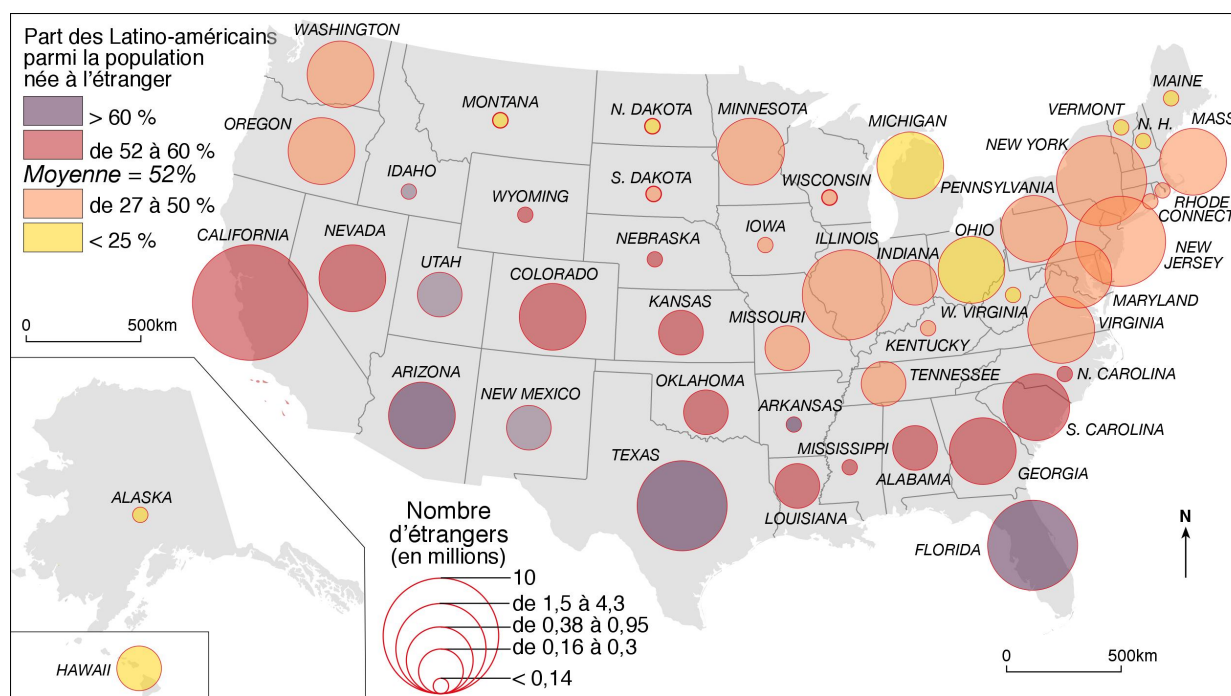
<sup>56</sup> Entretien avec le consul bolivien de Washington DC, Ramiro Cusicanqui, mars 2012. Selon lui, 60.000 Boliviens ont effectué une procédure administrative au consulat général de Washington en 2 ans, soit deux fois plus que la population bolivienne résidente dans la région telle que calculée par les services du recensement américain ; cet argument légitimerait des estimations du nombre de Boliviens bien supérieures aux chiffres officiels.

Source : ACS 2012-5Y

### Carte 4 : Boliviens aux Etats Unis en 2010



### Carte 5: Etrangers et Latino-américains aux Etats-Unis en 2010

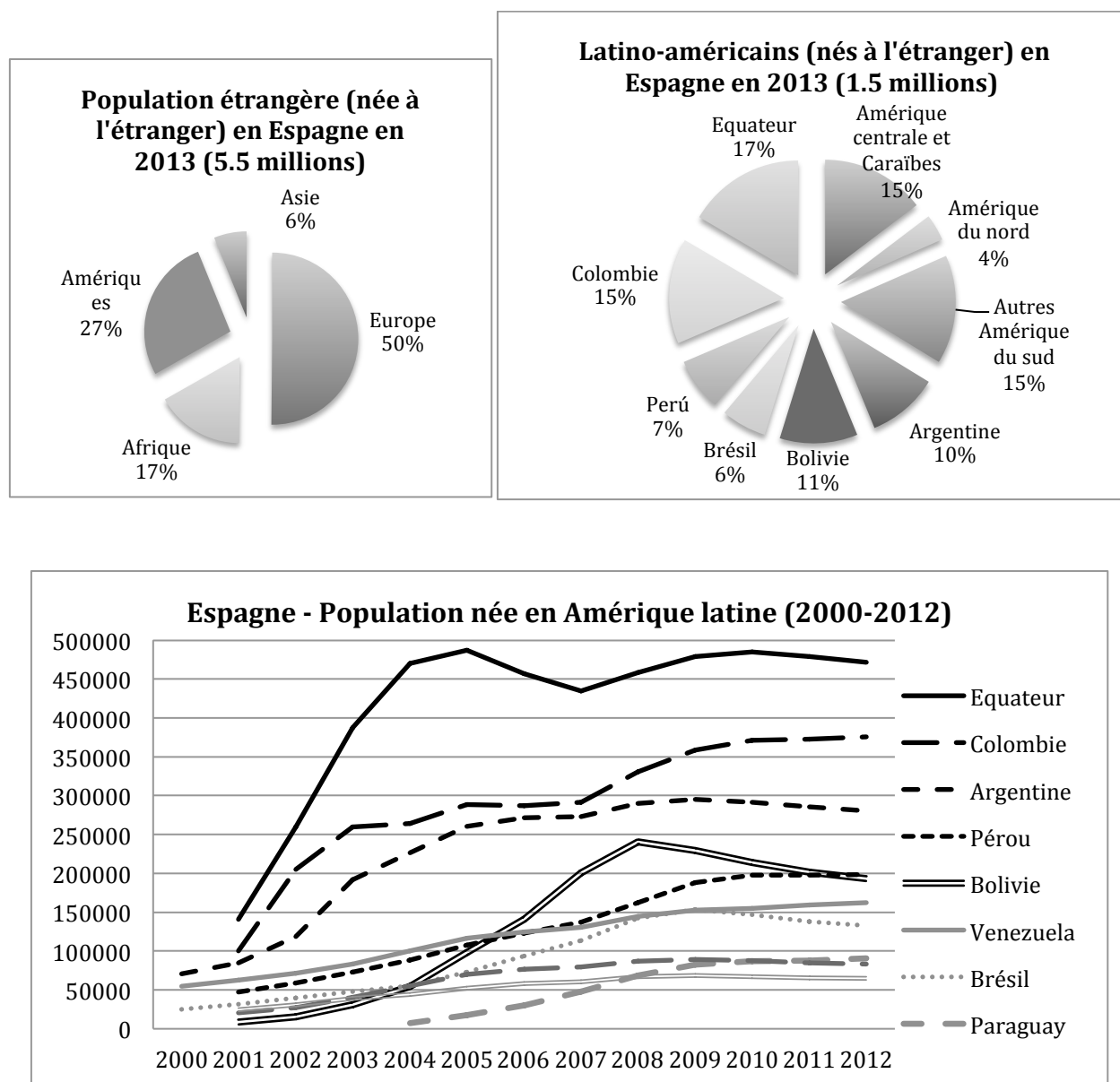


La répartition spatiale des Boliviens aux Etats-Unis fait ressortir une logique classique de métropolisation migratoire, commune à l'ensemble des migrants, notamment à ceux originaires d'Amérique du sud ; c'est aussi une géographie particulière qui témoigne d'une très forte concentration en des pôles restreints, dont un principal. Près de la moitié des migrants boliviens (45%) vivent dans l'aire métropolitaine de Washington (incluant des comtés de l'Etat de Virginie – 37% des Boliviens du pays- et du Maryland) ; 13% en Floride, 10% en Californie, 11% dans l'aire métropolitaine de New York. Cette répartition est très distincte de celle des Latino-américains en général, qui reflète la géographie majoritaire de la migration mexicaine et centraméricaine, avec la domination des Etats du sud-ouest – 40% des Latinos vivent en Californie et au Texas, puis dans la région de New York (15%) et en Floride (14%). Elle se distingue aussi, dans une moindre mesure, de la migration sud-américaine qui fait ressortir les régions de New York (pour un tiers d'entre elle), de la Floride (pour un quart), puis des Etats du sud-ouest (15%), alors que la région de Washington (en incluant les Etats de Virginie et du Maryland) ne représente que 6% des migrants sud-américains et 3% des migrants latino-américains dans leur ensemble.

L'ancienneté de la migration bolivienne est la même que la migration latino-américaine dans son ensemble : un tiers est arrivé avant 1990, un autre tiers après 2000, un gros quart entre 1990 et 2000. Il ne semble pas y avoir eu ici de phénomène de dispersion sur le territoire, mais plutôt la consolidation de pôles, avec un effet de concentration majeur dans la région métropolitaine de Washington, qui renvoie à la structuration de filières migratoires.

**L'Europe** est le troisième pôle régional de la migration bolivienne : un pôle récent, dont la croissance a été spectaculaire entre 2000 et 2007, et dont la stabilité est remise en question depuis. Comme l'ont montré de nombreux travaux depuis le début des années 2000, l'Espagne, comme l'Italie et la Grèce, est devenue un pays d'immigration dans les années 1990, après avoir été longtemps un pays de départ. Ce renversement démographique, lié à l'entrée dans l'UE, et à une croissance économique forte, a bouleversé la société espagnole. Au moment du déclenchement de la crise de 2007, l'Espagne, avec près de 6 millions d'étrangers, est devenu le premier pays d'immigration européen, et le taux de sa population née à l'étranger égale celui des Etats-Unis (12 à 13%). La migration européenne (et notamment d'Europe de l'Est) y domine, mais la migration latino-américaine, qui concerne près du tiers des étrangers, a dépassé la migration africaine, plus ancienne ; les Equatoriens font presque jeu égal avec les Roumains et les Marocains au rang des premières nationalités d'origine. Ce qui frappe, c'est la rapidité de la croissance des flux originaires d'Amérique latine : de 400.000 en 2000, les Latino-Américains dépassent 2 millions en 2007.

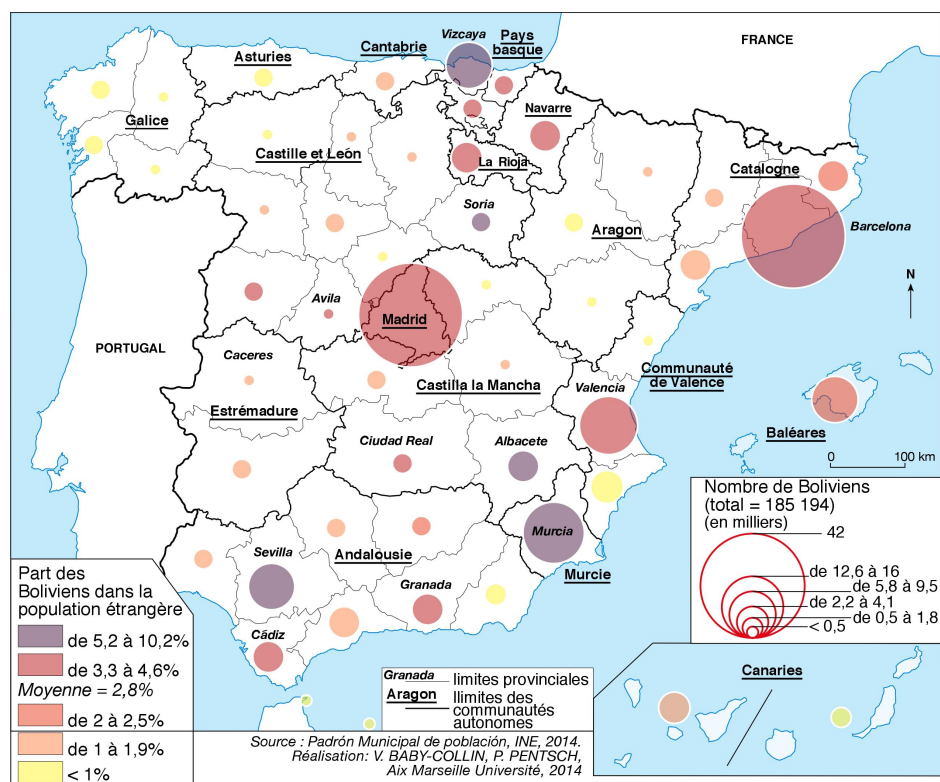
**Figure 8 : Etrangers, Latino-américains et Boliviens en Espagne**



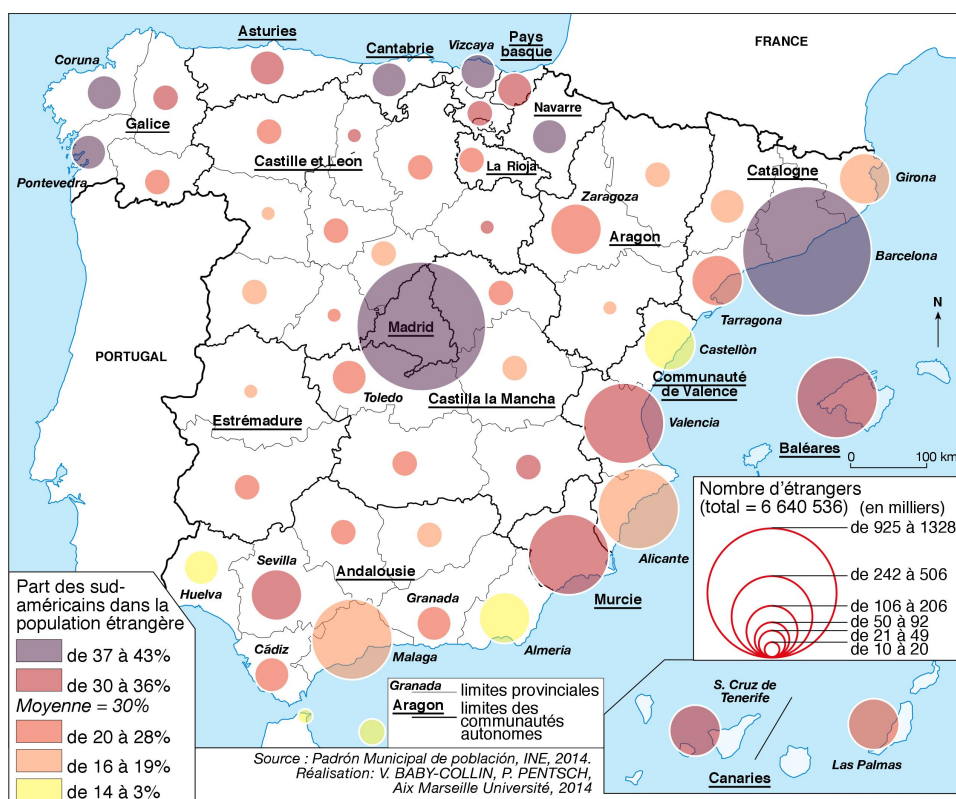
sources : Padrón municipal, INE, 2014.



### Carte 6 : Boliviens en Espagne en 2013



### Carte 7 : Etrangers et Latino-Américains en Espagne en 2013





A la différence de certaines nationalités, comme les Péruviens, présents en Espagne depuis plusieurs décennies, les Boliviens sont extrêmement peu nombreux en Espagne au début des années 2000 (8.000 à peine en 2001). A la faveur de l'une des croissances les plus rapides des groupes migrants, ils sont plus de 240.000 en 2008. En 2012, selon le recensement bolivien, les Boliviens en Espagne représentent environ le quart (24%) de la population résidant à l'extérieur du pays.

L'émergence de cette destination prend appui sur plusieurs éléments, dont rend compte une abondante littérature, et dont j'ai fait état dans plusieurs travaux (Baby-Collin, Cortes et Miret, 2009a, 2009b). Parmi les principaux, soulignons :

-la conjonction, en 2001, de la crise argentine et de la fermeture des frontières états-uniennes, qui permettent de poser l'hypothèse d'une réorientation de flux migratoires boliviens mais aussi plus largement andins vers l'Europe (Baby-Collin et Cortes, 2014).

-la très forte croissance économique européenne jusqu'au déclenchement de la crise économique en 2007-2008, notamment de l'Italie et de l'Espagne, avec des besoins accrus de main d'œuvre notamment dans certains secteurs économiques.

-la relative facilité d'accès juridique à l'Europe pour les Boliviens : un simple passeport suffit pour accéder au territoire espagnol avec un statut de touriste, jusqu'à ce que l'Espagne fasse adopter le visa Schengen pour les Boliviens, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2007 et signe le début du ralentissement des entrées<sup>57</sup>. Ces facilités, dont ont bénéficié un grand nombre de pays latino-américains jusqu'aux années 2000, renvoient à l'héritage colonial et l'instauration de relations privilégiées entre l'Espagne et ses anciennes colonies d'Amérique (cf. chapitre 4, I.1.).

-l'existence d'une petite immigration bolivienne en Europe depuis les années 1960-70, constituée de migrants diplômés qualifiés, de réfugiés politiques, et de liens constitués autour d'échanges religieux associés à l'église catholique (en Italie et en Espagne), joue un rôle d'information et d'accueil pour les migrants qui arrivent nombreux dans les années 2000, initiant la constitution de réseaux migratoires.

La présence bolivienne est principalement concentrée dans les deux pôles des régions métropolitaines de Madrid et Barcelone, où vivent la moitié d'entre eux, puis dans quelques

---

<sup>57</sup> La mise en place du visa Schengen pour les nationalités sud-américaines se généralise dans la décennie 2000 : pour les Colombiens en 2002, les Equatoriens en 2003, les Boliviens en 2007. Durant les semaines qui précèdent l'imposition du visa, les entrées de Boliviens en Espagne sont accélérées. Un fonctionnaire des douanes se souvient que plus de 10 avions par jour arrivaient alors de Bolivie (rapporté dans Izquierdo, 2012).

régions secondaires : communautés autonomes de Valence, Murcie, Andalousie, pays basque. Comme nous l'avons montré (Baby-Collin, Cortes et Miret, 2009a), la métropolisation se double ici d'une attractivité des régions du littoral atlantique, dans les secteurs des services, de la construction, du tourisme et de l'agriculture productive (Catalogne, Valence, Murcie), ainsi que de certains pôles industriels (pays basque). Cette géographie, classique de celle de l'immigration en Espagne en général, fait toutefois ressortir, comme pour les autres nationalités andines<sup>58</sup> présentes en Espagne (Colombie, Equateur, Pérou), une métropolisation plus marquée dans les deux régions métropolitaines dominantes. Comme pour les Equatoriens (et à la différence des Colombiens ou des Péruviens), elle fait aussi ressortir le rôle des régions agricoles et touristiques de Valence et Murcie, où les emplois précaires dans l'agriculture intensive, l'hôtellerie, la restauration, constituent des niches professionnelles dans lesquelles la présence immigrée est très majoritaire.

**L'Italie** est une destination secondaire pour les Latino-Américains en Europe (Marzadro, 2009 ; Pagnotta, 2011). On y recense 8 à 10.000 Boliviens, tandis que d'autres pays d'Europe accueillent quelques milliers de Boliviens (Suisse, Belgique, Luxembourg, Suède, France, Royaume Uni). Des hypothèses étayées par certaines enquêtes qualitatives tendent à indiquer que la crise économique du sud de l'Europe favorise depuis quelques années des redéploiements de migrants depuis l'Espagne et l'Italie vers le nord de l'Europe, en quête d'espaces plus à même de leur offrir des opportunités économiques. Ce processus, très récent, constitue un champ de recherches nouveau.

D'autres destinations lointaines, mineures, n'ont jamais donné lieu à la structuration de flux et de circulations migratoires sur la durée : Israël, le Japon, ou l'Australie (Cortes, 2008a).

---

<sup>58</sup> On considère généralement la Colombie, l'Equateur, le Pérou et la Bolivie comme formant un ensemble de pays andins, auxquels on associe parfois le Venezuela - voir par exemple leur regroupement dans la Géographie universelle (Bataillon, Deler et Théry, 1994). Caractérisés par l'importance des civilisations précoloniales et des foyers de concentration de population dans les Andes, structurés par l'axe de la cordillère des Andes, ce sont aussi les membres fondateurs du Pacte andin en 1969, association économique régionale devenue la Communauté andine des nations (CAN) dans les années 1990. C'est en ce sens que je les regroupe, tout en étant consciente que ces pays présentent des étages écologiques variés – Andes, vallées, basses terres – où toutes les populations ne sont ainsi pas strictement « andines ».

## II.4. Réversibilités et résiliences inégales des couples migratoires

Les conjonctures économiques et politiques, tant dans les espaces de départ que de destination, font évoluer les champs migratoires qui peuvent se rétracter ou se consolider, connaître des périodes de reflux ou d'expansion. Certains couples semblent plus solides et résilients que d'autres : ils se maintiennent dans le temps malgré les évolutions conjoncturelles ; d'autres ont des durées plus limitées. Dans le cas bolivien, Geneviève Cortes a décrit ce processus à partir de la notion de pulsations (Cortes, 2008a). Comme nous l'avons développé dans un article récent (Baby-Collin et Cortes, 2014), les évolutions économiques et politiques dans les principaux pays de la migration bolivienne ont des conséquences sur les réorganisations actuelles du champ migratoire, attestant de cycles temporels.

Le phénomène majeur du début des années 2000 est la croissance très rapide de la migration bolivienne vers l'Espagne et secondairement vers l'Italie, au moment où la crise économique argentine provoque un certain reflux de migrants, et où les difficultés politiques s'accroissent pour entrer aux Etats-Unis après 2001. C'est aussi la hausse de la migration vers le Brésil, pays en pleine croissance économique. Après 2007, on observe cependant, en raison de la crise européenne, et de l'imposition du visa aux Boliviens pour entrer en Espagne, un reflux de la migration vers l'Espagne ainsi que de celle vers l'Italie. Alors que le solde migratoire espagnol était devenu le plus haut de tous les pays européens, il devient négatif en 2011.

Parmi les principaux pays concernés par le départ se trouvent les pays latino-américains (37% des départs d'Espagne en 2010). En 2010, on observe une baisse de 5.9% de la population étrangère en Espagne, taux qui monte à 8.8% pour les Boliviens (Carrasco Carpio et Garcia Serrano, 2012). En 2013, les données des EVR<sup>59</sup> montrent que la baisse de la population étrangère a été de 4% sur le premier semestre, affirmant le maintien de la crise sur la durée. Les nationalités aux reflux les plus marquées restent latino-américaines : - 13% de Colombiens, -11% de Péruviens, Equatoriens et Boliviens. La population bolivienne présente en Espagne est passée de 240.000 personnes en 2008 à 185.000 en 2013, soit une diminution globale de 23%, principalement dûe aux départs et aux retours vers l'origine.

---

<sup>59</sup> Les Statistiques de Variations Résidentielles (*estadísticas de variaciones residenciales* ou EVR) sont élaborées par l'Institut National des Statistiques espagnol (INE) à partir des données des registres municipaux (*Padrón municipal*), et fournies chaque année : elles calculent les soldes migratoires internes et internationaux, et constituent, malgré un certain nombre d'imprécisions (tous les étrangers ne sont pas enregistrés, tous les départs non plus, car l'enregistrement est à l'initiative de l'habitant), des sources sérieuses. (accessibles sur : [www.ine.es](http://www.ine.es)).

## Photographie 1 : Reflux migratoires. Conséquences de la crise en Espagne.

Dans le métro madrilène (a), de grandes affiches invitent les migrants à participer au plan de retour volontaire mis en place par le gouvernement espagnol : "*si tu penses à rentrer...*", invite la femme sur l'affiche. Son image correspond au profil type des migrants latino-américains qui sont entrés en masse dans le pays durant la décennie 2000.

(b) Des agences de voyage proposent, à partir de 2008, des tarifs spécifiques pour des allers simples vers des destinations latino-américaines. Elles en font la promotion sur les espaces d'affichage public des quartiers d'immigration (ici le quartier madrilène d'Usera – cf. chapitre 2, II.3). On peut lire "*Offre aller simple seulement vers la Bolivie, profite du meilleur prix pour te rendre dans ton pays*", avec des tarifs (670 et 710 €) pour Santa Cruz et Cochabamba, les deux principales régions d'origine de la migration bolivienne en Espagne.



Source : Photos Virginie Baby-Collin, Madrid, 2010.

### Encadré 2 : En Espagne, des plans d'aide au retour au succès mitigé

Depuis la crise, l'Espagne a mis en place plusieurs programmes de retour volontaire des migrants dans leur pays, qui ont bénéficié à un peu plus de 20.000 personnes entre 2009 et 2012, selon les données du Ministère de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MEySS) :

1) Le programme de retour volontaire pour les migrants en situation d'aide sociale (*Programa de retorno voluntario de inmigrantes de atención social* ou PREVIE) concerne les migrants vulnérables et en situation de fragilité extrême : 9.910 bénéficiaires, dont 2.192 Boliviens, le collectif étranger le plus nombreux à en avoir bénéficié<sup>60</sup>.

<sup>60</sup> <http://extranjeros.empleo.gob.es/es/IntegraciónRetorno/Retornovoluntario/datos/retorno-voluntario-anualidades-2009-2012.pdf>

2) Le Programme de retour volontaire avec prestation chômage anticipée pour les étrangers (*Programa de retorno voluntario con abono anticipado de la prestación a extranjeros* ou APRE), permet, depuis 2008, le paiement anticipé des prestations chômage des migrants qui ont cotisé à la sécurité sociale espagnole, afin de les encourager au départ (concerne les migrants en situation régulière) : 10.299 bénéficiaires entre 2009 et 2012, principalement latino-américains, très peu boliviens<sup>61</sup>. Ce plan dépend en effet de conventions bilatérales qui autorisent les migrants à toucher leur cotisation chômage anticipée, en deux versements, l'un avant le départ, l'autre une fois que le migrant est effectivement retourné dans son pays. Après le Chili, le Brésil, l'Equateur, et quelques autres, la Bolivie signe cette convention avec l'Espagne en 2011 seulement.

3) Le Programme de retour volontaire productif (*Programa de retorno voluntario productivo*) est destiné aux migrants extra-communautaires qui ont un projet entrepreneurial associé au retour, et a bénéficié de très faibles contingents : 300 bénéficiaires entre 2010 et 2012, dont 80% de latino-américains<sup>62</sup>.

La Communauté Autonome de Madrid et la Généralité de Catalogne ont aussi mis en place des programmes de retour pour migrants vulnérables (PREVICAM y PREVICAT).

Enfin, la Bolivie, à travers son *Plan Compatriota* et son programme *Volver a casa* (2010-2015), cherche à encourager au retour ses résidents à l'étranger par l'octroi d'exemptions de taxes douanières pour les biens matériels ramenés au pays après un séjour de plus de deux ans à l'étranger (décret 371/décembre 2009), ou en proposant des accès à des crédits avantageux, voire à des terres de colonisation dans l'Orient du pays (Díaz Prieto, [s.f.]). La Bolivie n'est pas la seule à mettre en place ce genre de programmes, que l'on retrouve dans l'aide au retour productif proposée par le gouvernement équatorien à travers le Plan Kukayo (Moncayo, 2011).

Outre le manque d'information fréquent des migrants sur ces dispositifs, le faible succès de ces programmes tient à l'exigence que le migrant s'engage à ne pas revenir en Espagne sur une durée minimale de trois ans, qui oblitère, sur le moyen terme, d'éventuels projets de retour en sens inverse.

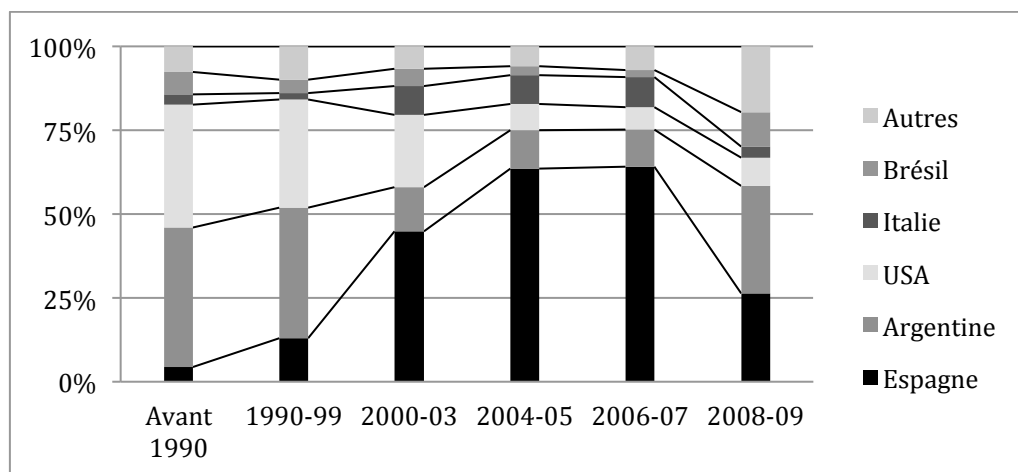
(version traduite et adaptée de Baby-Collin et Cortes, 2014).

Une enquête menée en 2009 dans la ville de Cochabamba, l'un des nœuds de l'émigration bolivienne, met en évidence, depuis l'espace d'origine, cette variation des destinations migratoires sur une vingtaine d'années, faisant clairement apparaître l'aubaine espagnole des années 2000, et un reflux brutal à partir de 2008, que compense une reprise de la migration vers l'Argentine et les pays voisins.

<sup>61</sup> <http://extranjeros.empleo.gob.es/es/IntegraciónRetorno/Retornovoluntario/datos/retorno-voluntario-apre-2009-2012.pdf>

<sup>62</sup> <http://extranjeros.empleo.gob.es/es/IntegraciónRetorno/Retornovoluntario/datos/retorno-voluntario-productivo-2009-2012.pdf>

**Figure 9 : Destinations de la migration de Cochabamba selon les dates de départ**



Source : enquête CEPLAG auprès de 2.000 foyers migrants à Cochabamba en 2009 (Ledo Garcia, 2012)

Plusieurs raisons permettent de considérer le couple boliviano-argentin comme particulièrement stable et résilient face aux crises :

- le nombre de migrants boliviens est en hausse en Argentine entre 2001 et 2010, comme sur la longue durée (voir *supra*) :

- l'ancienneté de cette migration a permis de consolider des liens forts, plurigénérationnels, entre les deux pays, qui alimentent des flux persistants ;

- la proximité géographique et la relative perméabilité des frontières autorisent des mouvements de va-et-vient qui jouent aussi en temps de crises. Par contraste, la distance, le coût, la difficulté légale des migrations vers l'Espagne engagent à penser que les mouvements de va-et-vient sont plus difficiles à pratiquer, a fortiori pour des migrants sans situation juridique légale en Europe.

- la diversité des profils des migrants boliviens en Argentine, ainsi que des secteurs d'insertion professionnelle des Boliviens dans ce pays, constituent des amortisseurs en temps de crise, alors que la relative spécialisation des niches professionnelles des Boliviens en Espagne le permet moins.

Les liens entre Bolivie et Europe, récents, sujets à de très rapides variations en l'espace d'une dizaine d'années à peine, semblent en comparaison beaucoup plus instables, et l'on peut interroger leur devenir. Les données récentes (émissions de passeports depuis la Bolivie, par exemple – données DIGEMIG) montrent plutôt un redéploiement des

migrations boliviennes vers l'espace régional du cône sud, dont témoignent la croissance des migrations actuelles vers le Chili, le Brésil, et l'Argentine.

Proximité, historicité des liens, facilités relatives de circulation dans le nouveau cadre législatif du Mercosur, croissance économiques, contrastent avec les crises économiques traversées par l'Europe méridionale, mais aussi les Etats-Unis, à la fin des années 2000, et les contraintes légales fortes qui pèsent sur les possibilités d'émigrer, aux Etats-Unis comme dans l'espace Schengen, qui s'ajoutent au coût très élevé de la migration longue distance.

Ce tableau met en évidence plusieurs éléments structurants du champ migratoire et de ses évolutions dans le temps :

- le rôle des facteurs économiques dans sa constitution ;
- le rôle relatif de la proximité géographique : elle explique l'importance et la permanence du lien à l'Argentine, comme la croissance des autres destinations limitrophes (Brésil, Chili);
- le rôle des liens culturels et post coloniaux, qui expliquent partiellement l'attractivité de l'Argentine par rapport au Brésil (langue commune), et jouent un rôle déterminant dans les migrations vers l'Espagne ;
- le rôle des cadres politiques dans les évolutions des flux : facilités plus grandes de circulation au sein du Mercosur depuis les années 2000, difficultés croissantes de migration vers les Etats-Unis où la fermeture des frontières s'est renforcée depuis 2001, évolutions de la perméabilité des frontières espagnoles (accès aisé jusqu'en 2007, beaucoup plus difficile depuis l'imposition du visa) ;
- le rôle des conjonctures économiques dans les évolutions des volumes des flux : reflux de l'Argentine au début des années 2000, croissance récente de l'attractivité brésilienne et chilienne, reflux fort de l'attractivité espagnole et italienne depuis la crise de 2007-2008.

Les logiques spatiales de la localisation des migrants boliviens dans les espaces de destination font apparaître un processus de métropolisation des flux, qui coexiste avec des logiques secondaires : la dispersion d'un petit nombre de migrants dans les espaces d'émigration massive (Argentine), des concentrations dans des régions frontalières liées à des logiques de proximité géographique (Brésil, Argentine, Chili), ou dans certains pôles pour des raisons spécifiques (filères historiques, zones d'activités économiques demandeuses d'emploi, et privilégiées pour l'insertion professionnelle de la main d'œuvre migrante, donnant lieu à la construction de filères professionnelles spécifiques). Les logiques de réseaux, selon les processus de migrations en chaîne, contribuent au renforcement de pôles ouverts par des pionniers et dont les opportunités sur les marchés du travail ont facilité la croissance des flux postérieurs, selon des logiques cumulatives.

### III. Une géographie migratoire inscrite dans des réseaux

Dans sa décomposition des “*puzzles de la migration*”, Thomas Faist (2000) pose une double question : pourquoi si peu de migrants depuis la plupart des espaces d’origine, et pourquoi autant de migrants depuis un si petit nombre de lieux ? Sa réponse souligne le rôle des réseaux sociaux et du capital social transnational qu’ils constituent dans l’activation de la migration, qui, en s’étoffant, donnent naissance à des chaînes migratoires. Les principes de causalité cumulative expliquent aussi pourquoi la plupart des gens ne migrent pas depuis la plupart des lieux (pas de capital social transnational, pas de réseaux, donc pas de migrations). Il souligne le rôle moteur des pionniers, qui amorcent les chaînes migratoires et enclenchent les processus d’acquisition de capital social et de réseau de mobilité. La constitution de ces chaînes associe certains lieux d’origine à certains lieux d’arrivée, dans lesquels on observe des logiques de concentration, qui peuvent coexister avec certaines formes de dispersion. Ces liens constituent une filière, alimentée par des flux de migrants, d’informations, de biens, d’argent, de valeurs, de symboles, de pratiques culturelles, qui peuvent donner naissance à des espaces sociaux transnationaux (Faist, 2000 chapitre 7).

A ce niveau méso, le cas bolivien met en évidence des liens différenciés et spécifiques entre régions d’origines et de destination, que l’on peut observer tant à partir de données censitaires qu’à l’aide d’approches qualitatives dans des espaces ciblés.

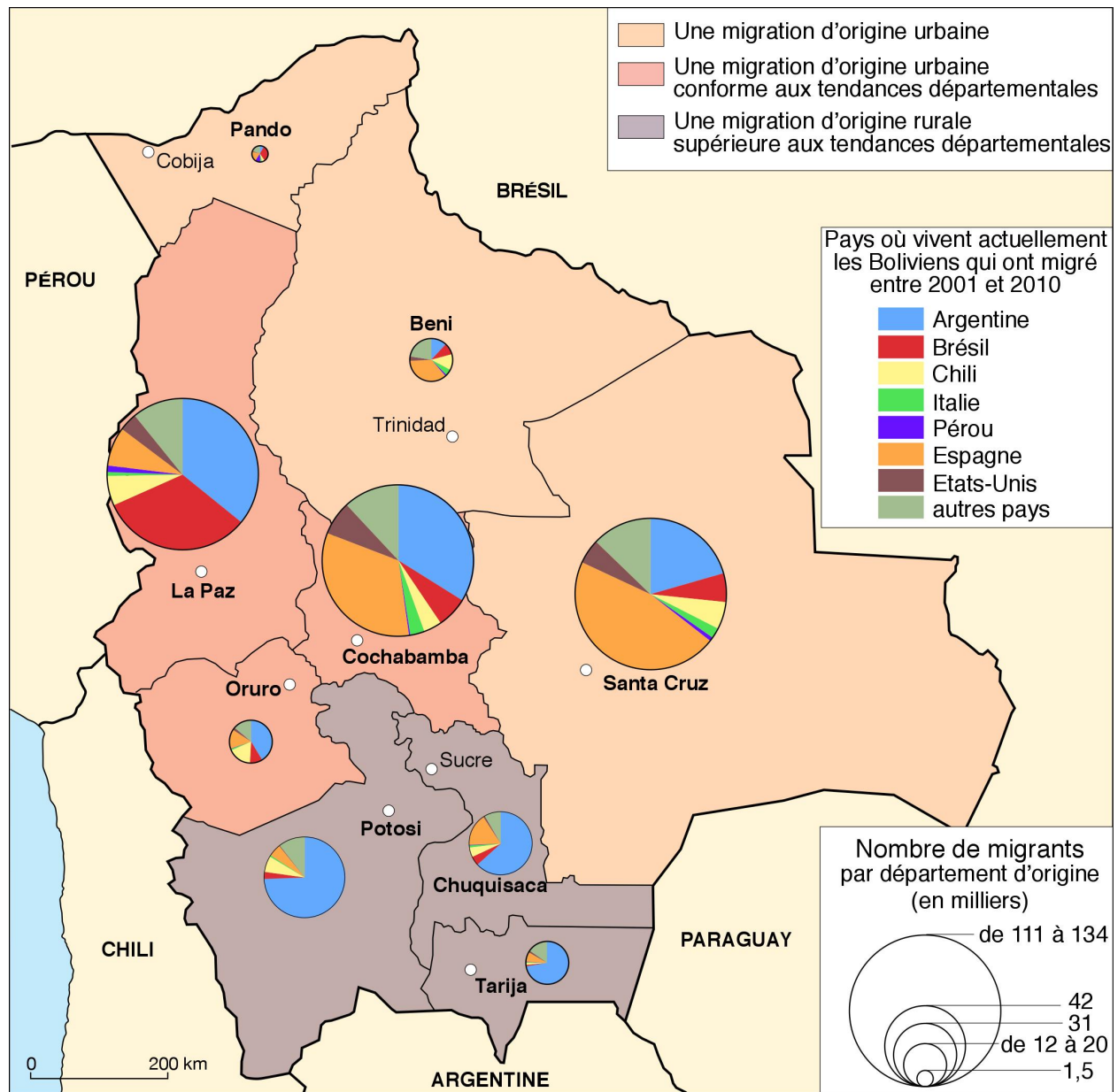


### III.1. Articulations entre régions d'origine et espaces de destination

- *Des migrations diversifiées selon les régions d'origine en Bolivie*

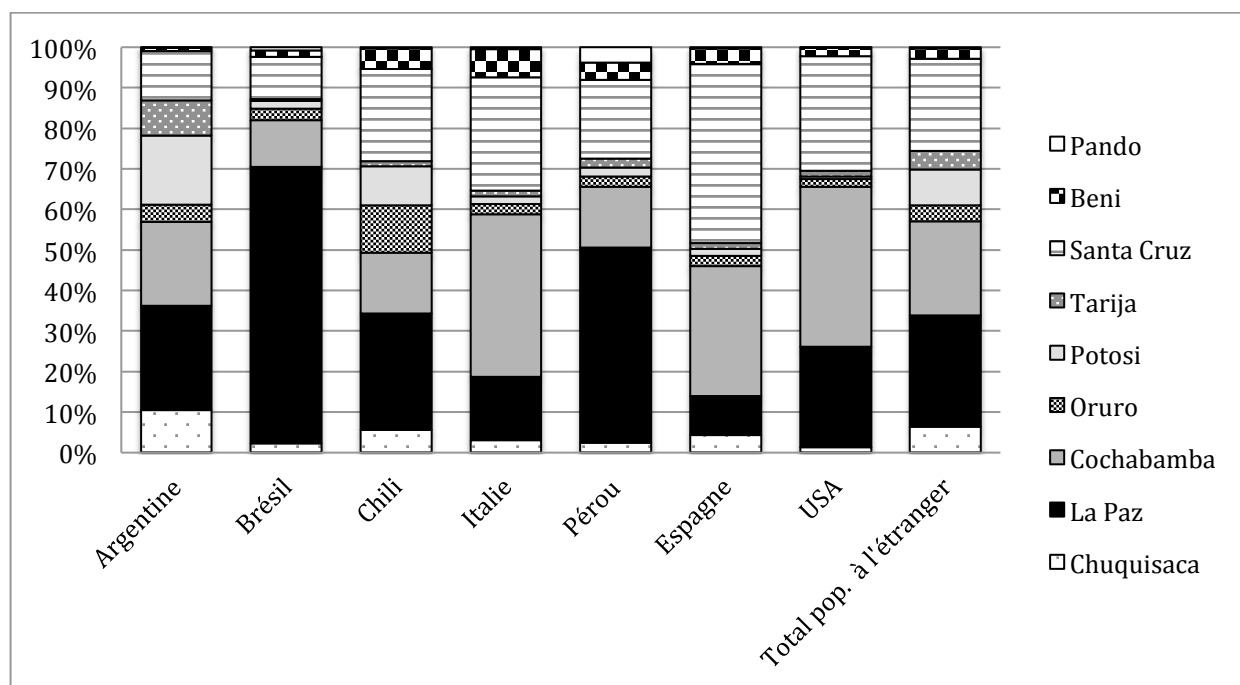
Les données du recensement bolivien de 2012 nous permettent d'identifier des articulations préférentielles de la migration bolivienne entre régions d'origine et pays de destination.

**Carte 8 : Principales destinations migratoires selon les régions de départ en Bolivie**



Source : INE 2012 (recensement bolivien)  
 Réalisation: V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH,  
 Aix Marseille Université, 2014

**Figure 10 : Origine régionale des migrants en 2012 selon les pays de destination**



Source : INE, recensement 2012 (pour les départs de migrants après 2001)

Les trois départements les plus peuplés et urbanisés du pays, La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, fournissent les plus gros contingents de migrants. Tous les pays de destination y sont représentés. La plupart des migrants aux Etats-Unis (plus qualifiés que la moyenne) en sont issus, ce qui est principalement à mettre en lien avec leur taux d'urbanisation. La migration vers l'Espagne concerne surtout les départements de Cochabamba et Santa Cruz, très peu celui de La Paz. Les départs vers l'Argentine concernent relativement peu le département de Santa Cruz, et plus ceux de La Paz et de Cochabamba.

Dans le département de La Paz coexistent ainsi une migration vers l'Argentine, relativement ancienne et installée (un gros tiers des migrants), et une migration plus récente vers le Brésil (un tiers des migrants). Plus des deux tiers des Boliviens résidant au Brésil sont d'ailleurs originaires du seul département de La Paz, ce qui atteste d'une forte concentration de ce flux depuis l'origine, absolument pas liée à la proximité géographique, puisque La Paz est le département le plus à l'ouest, et donc éloigné du Brésil. La logique y est ainsi différente de celle du département du Pando, frontalier avec le Brésil, qui contribue peu à l'émigration internationale (c'est aussi le département le moins peuplé du pays), mais dont plus du tiers des migrants se rendent au Brésil, ce qui se comprend dans le cadre de flux de proximité, notamment vers les villes frontalières de l'ouest brésilien.

Le département de Cochabamba est celui dont les destinations de la migration sont le plus diversifiées : un tiers des migrants vivent en Argentine, un autre tiers en Espagne, les Etats-

Unis et le Brésil faisant ensuite jeu égal (7% des migrants du département). Cette configuration souligne l'ancienneté de la migration cochabambine ainsi que la grande mobilité des résidents de ce département.

**Encadré 3 : Le Valle Alto de Cochabamba,  
une région rurale de très forte émigration internationale**

Cette région a donné lieu à plusieurs travaux sur la migration internationale (Cortes, 2000, 2008a ; Jones et De la Torre Avila, 2009, 2009 ; De la Torre Avila et Alfaro Aramayo, 2007 ; De la Torre Avila, 2006). C'est sans doute la région rurale, en dehors des espaces frontaliers de l'Argentine (vallées de Potosi et Tarija), qui a les indices migratoires les plus élevés de la Bolivie rurale (Cortes, 2008a chapitre 4, encadré 8).

Ces migrations se dirigent d'abord vers l'Argentine ; elles ont connu un cycle migratoire vers le Chili, puis un bref cycle vers le Venezuela dans les années 1960-70, et se sont réorientées à partir des années 1980 vers des destinations extra-régionales. Cette région rurale présente le taux le plus élevé de migrations longues distances, notamment vers les Etats-Unis depuis les années 1980, vers l'Espagne et secondairement l'Italie depuis les années 2000, mais aussi vers d'autres destinations plus lointaines<sup>63</sup>.

Dans cet espace composé d'une dizaine de municipalités, plusieurs bourgs et marchés urbains diversifient l'économie agricole dans le transport et le commerce ; la région est bien reliée à la métropole de Cochabamba, à la fois en raison de sa proximité et de bons réseaux de communications. La pauvreté y a régressé au cours des derniers intervalles censitaires, en lien à la dynamique migratoire et aux investissements de retour. La zone d'Arbieto est devenue l'une des principales régions de la culture irriguée de la pêche, et ce succès productif doit en effet notamment aux investissements permis par les remises financières des migrants internationaux.

J'y reviendrai dans les chapitres suivants (chapitre 3, III.2 ; chapitre 4, III.2 ; chapitre 5, III.3).

Les logiques de proximité géographique expliquent certains flux privilégiés dans d'autres départements : ainsi en est-il du flux préférentiel de la migration originaire de Tarija et Potosi vers l'Argentine (les trois-quarts des migrants originaires de ces deux départements), qui se comprend aussi dans le cadre d'un mouvement de circulation de main d'œuvre hérité, mis en place dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle (cf. *supra*) ; ou encore, dans de moindres proportions, de la migration originaire des départements d'Oruro et de La Paz vers le Chili voisin, elle aussi inscrite dans des flux observés sur la longue durée (Cortes, 2008a ; Vassas Toral, 2011).

On peut aborder également la question depuis l'espace de destination. L'enquête nationale

---

<sup>63</sup> En 1993, G. Cortes identifie des municipalités de la région rurale du Valle Alto de Cochabamba comme ayant 40% de leur population résidant à l'étranger (Arbieto, 1900 personnes inscrites sur les registres municipaux), dans des destinations variées : l'Argentine domine (58%), puis les Etats Unis (39%), mais aussi Israël et le Japon (Cortes, 2000).

sur l'immigration en Espagne révèle, en 2007, les principales origines régionales des migrants selon leur lieu de résidence en Espagne. En accord avec les données du recensement bolivien de 2012 sur les grandes tendances mettant en évidence une domination des migrations originaires des régions des vallées et des plaines orientales<sup>64</sup>, elle permet d'affiner le processus de constitution de filières : la migration issue des régions orientales est plus marquée dans la région de Valence, celle des vallées est plus marquée en Catalogne et à Madrid, et c'est à Murcie que la part des migrants originaires de l'Altiplano, peu nombreux en Espagne, est la plus forte.

**Tableau 4 : Origines régionales des migrants boliviens selon les principales communautés autonomes de destination en Espagne (2007)**

	<b>Altiplano</b> (départements de La Paz, Oruro, Potosi)	<b>Vallées</b> (départements de Cochabamba, Chuquisaca, Tarija)	<b>Plaines</b> (départements de Santa Cruz, Pando, Beni)
Total Espagne	<b>16%</b>	<b>41%</b>	<b>44%</b>
Catalogne	12%	<b>45%</b>	43%
Communauté de Madrid	18%	<b>46%</b>	36%
Communauté de Valence	8%	34%	<b>54%</b>
Communauté de Murcie	<b>20%</b>	34%	<b>46%</b>

Source : données de l'enquête ENI (2007) et (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 155)

Aux Etats-Unis, des estimations révèlent la prédominance des migrants originaires du département de Cochabamba (et de certains villages spécifiques, comme Tarata, dans le Valle Alto de Cochabamba – un quartier de la région métropolitaine de Washington est communément appelé *Taratatown*), ainsi que de Santa Cruz et de régions orientales du pays (voir synthèse dans Lafleur et Von Arx, 2012, p. 135).

Ces résultats soulignent les liens préférentiels qui articulent certaines régions d'origine et de destination, qui sont au cœur de la constitution de filières migratoires localisées (cf. infra 3.2). Ces liens préférentiels peuvent aussi être discriminés selon les origines urbaines ou rurales des migrants.

<sup>64</sup> On peut souligner à cet égard les fortes différenciations qui existent dans la migration des pays andins en Espagne, dont nous avons mis en évidence la diversité des localisations résidentielles dans un article collectif (Baby-Collin, Cortes et Miret, 2009a). Quand on s'intéresse aux régions d'origine des migrants, on observe que la migration péruvienne en Espagne est principalement issue de la province de Lima (55%), 28% de la côte pacifique, et seulement 14% de la région des Andes. La migration équatorienne en Espagne, en revanche, est issue principalement de la Sierra andine (53%) et secondairement de la région côtière (43%) ; la migration andine domine très largement à Madrid (65%) (données de l'enquête ENI, 2007, dan Colectivo IOE et Fernandez, 2010 chapitre V). Face à une migration péruvienne très métropolisée et côtière, on a ainsi une migration équatorienne très andine et plus indigène, et une migration bolivienne plutôt originaire des vallées et des basses terres de l'Orient, trois géographies fort distinctes qui rendent difficile une analyse généralisante.

- ***Des migrations diversifiées selon les origines urbaines / rurales***

La Bolivie reste encore un pays relativement peu urbanisé à l'échelle de l'Amérique latine : 67% de la population totale y est urbaine en 2012<sup>65</sup>, contre 79% de l'ensemble de la population latino-américaine (CEPALSTAT, données 2010). La population résidant à l'étranger est urbaine à 68%, soit un taux proche de la population totale. Ainsi, comme de très nombreux travaux l'ont mis en évidence dans d'autres cas (par exemple la migration mexicaine aux Etats-Unis), les espaces ruraux conservent une place importante dans les migrations internationales. La paysannerie, encore nombreuse en Bolivie, et très souvent indienne, a connu un long processus de marginalisation socio-économique et de domination hérité du système colonial. La migration internationale rurale y est ancienne, majoritairement tournée vers l'Argentine, dans le cadre de migrations saisonnières qui sont en partie devenues de longue durée.

Une lecture par départements montre des disparités régionales importantes mises en évidence sur la carte 8 (*supra*), que l'on peut résumer en trois tendances :

- Dans les départements de l'est et du nord correspondant aux basses terres boliviennes (Santa Cruz, Beni, Pando), la migration est très préférentiellement urbaine par rapport au profil général. Dans celui de Santa Cruz où le phénomène est le plus marqué, la population est urbaine à 81%, la population migrante est urbaine à 90%.
- Dans les départements des hautes terres et des vallées de La Paz, Cochabamba et Oruro, le profil de la population migrante est proche de celui de la population générale : plus ou moins 2/3 d'urbains, et 2/3 de migrants d'origine urbaine.
- Dans les départements majoritairement ruraux des hautes terres du sud du pays, Chuquisaca et Sucre (52 et 59% de population rurale), la population migrante est majoritairement rurale (54% et 63% des migrants sont des ruraux). Dans le département de Tarija, frontalier avec l'Argentine, où 65% de la population est urbaine, seulement 52% des migrants sont d'origine urbaine, attestant ici aussi d'un poids considérable des régions rurales dans la migration.

Pour comprendre ces caractéristiques, il faut invoquer deux facteurs majeurs.

D'abord, les logiques migratoires construites sur la longue durée, dans des régions aux profils urbains et ruraux différenciés :

- l'ancienneté de la migration rurale des départements ruraux du sud du pays, dont

---

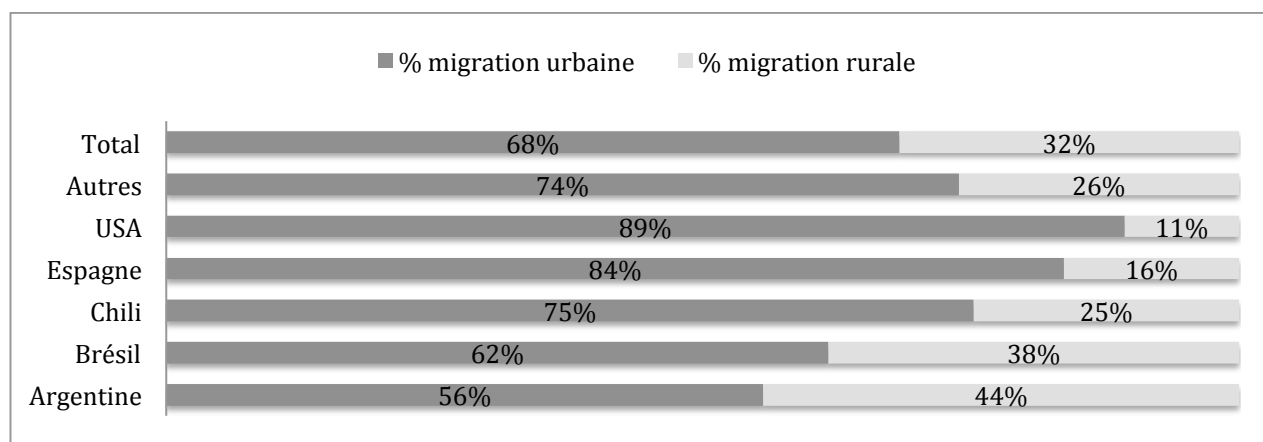
<sup>65</sup> En Bolivie la population est urbaine à partir de l'identification d'un centre peuplé de 2.000 habitants, en général. Pour une discussion précise sur les critères de délimitation urbain / rural, voir (Ministerio de planificación del desarrollo (Bolivia), 2013).

Potosi est un excellent exemple, perdure. L'organisation des espaces ruraux de Potosi comme de Chuquisaca a été marquée, historiquement, par des mobilités rurales / rurales dans des logiques de survie et de diversification des ressources, qui continuent à marquer le paysage migratoire. C'est dans les vallées interandines contenues dans un triangle Yacuiba – Villazón – Potosi que se trouvent les intensités migratoires les plus élevées (Cortes, 2008a ; Domenach et al., 2007 ; Martin, 2005).

- La migration urbaine est plus récente, et sa place est majeure dans des régions plus nouvelles dans la dynamique migratoire internationale, qui n'ont pas été marquées par une émigration rurale traditionnelle. C'est ce que représente le département de Santa Cruz (Beni et Pando dans une moindre mesure).

- Dans les régions intermédiaires (La Paz, Cochabamba, Oruro), la migration a des bases anciennes, d'origine rurale, qui restent visibles (pour environ le tiers des migrants), mais le processus d'urbanisation s'est aussi accompagné d'une croissance de l'émigration urbaine, devenue majoritaire.

**Figure 11 : Origines urbaines ou rurales de la migration bolivienne suivant les destinations**



source : INE, censo 2012.

Ensuite, ces origines différenciées sont étroitement liées aux destinations migratoires. On distingue les migrations vers les destinations lointaines (Espagne, Etats-Unis), d'origine urbaine pour plus de 80%, et les migrations régionales, notamment celles vers l'Argentine, où 44% des migrants sont d'origine rurale. Les trois départements les plus marqués par l'origine rurale des migrants sont ceux dans lesquels le poids de la migration vers l'Argentine est le plus significatif ; les deux-tiers des migrants de Chuquisaca et Potosi résidant en Argentine sont d'origine rurale, 53% de ceux de Tarija. Il s'agit de régions où les liens de proximité avec l'Argentine, et l'ancienneté de mouvements migratoires internationaux ruraux / ruraux, marquent encore les profils de la migration, dans les provinces de Salta et Jujuy au nord de l'Argentine, et dans la province de Buenos Aires.

L'activité agricole en migration est aussi importante dans les périphéries maraîchères de la Région Métropolitaine de Buenos Aires où les Boliviens sont devenus des acteurs dominants (Benencia, 2003 ; Le Gall, 2011), même si l'on observe aussi une diversification des secteurs professionnels, ainsi qu'un processus de métropolisation de la migration rurale.

- ***La Paz / El Alto : des profils migrants et des destinations différenciés***

L'enquête menée en 2013 dans les villes de La Paz et El Alto<sup>66</sup> permet de descendre plus finement dans l'analyse des filières migratoires, dessinant des profils de migrants différents selon les deux villes. La Paz, la capitale, a une population plus éduquée, plus riche, qu'El Alto, qui reste la ville la plus pauvre de Bolivie, issue des migrations internes de l'Altiplano, avec des indicateurs de précarité encore très importants, même si des progrès ont été accomplis depuis l'époque où j'y effectuai mon travail de thèse dans les années 1990<sup>67</sup>.

Dans la ville de La Paz, la migration a des destinations variées ; la place de l'Argentine y est très relative par rapport au reste du pays (moins d'un tiers des migrants), les autres destinations régionales (Brésil, Chili) et lointaines (Etats-Unis, Espagne, autres pays européens) ont des proportions similaires, qui soulignent, par rapport au reste du pays, le poids de la migration vers les Etats-Unis, celle qui est aussi la plus qualifiée.

El Alto se caractérise par la faiblesse des destinations lointaines (Europe, Espagne, Etats-Unis) et la domination de deux destinations principales, l'Argentine et le Brésil (qui regroupent les trois-quarts des migrants). Les filières d'El Alto sont plus étroites, inscrites dans l'espace régional, et attestent d'une migration à la fois moins qualifiée, et plus liée à des filières professionnelles spécifiques (confection au Brésil, construction, confection, commerce et activités agricoles en Argentine).

Si les motifs de la migration dans les deux villes sont bien avant tout professionnels (pour 63% des migrants à La Paz, 80% à El Alto), la migration pour études, très peu importante à El Alto (6%), est identifiée pour près du quart des migrants de La Paz (Ledo Garcia, 2013, p. 50). Les emplois exercés en migration sont significatifs des écarts entre les deux types de profils : pour les Alténiens, les deux-tiers des emplois à l'étranger se situent dans le salariat peu qualifié (très dominant) ou le travail indépendant ; pour les migrants pacéniens, les fonctions de cadres et d'employés de bureau regroupent plus de la moitié des migrants,

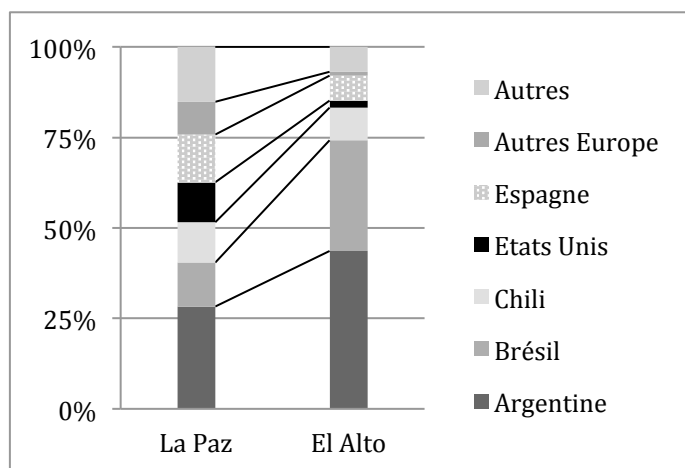
---

<sup>66</sup> L'Encuesta Nacional sobre Migraciones Internacionales y Remesas (ENMIR) a été réalisée en 2013 dans les villes de La Paz et El Alto où ont été interrogés 4.000 foyers concernés par la migration internationale (Ledo Garcia, 2013).

<sup>67</sup> Pour des travaux sur l'agglomération La Paz / El Alto, voir (Baby-Collin, 1998, 2000 ; Hardy, 2014 ; Mazurek, 2012 ; Poupeau, 2008).

suivies du salariat peu qualifié puis des services à la personne (Ledo Garcia, 2013, p. 43-45).

**Figure 12 : Destinations des migrants internationaux à La Paz et El Alto (2013)**



Source : traitements enquête ENMIR 2013 (Ledo 2013)

On voit donc se dessiner plusieurs logiques d'articulation entre régions d'origine et pays de destination :

- des logiques de proximité géographique, souvent inscrites sur la durée ;
- des logiques de métropolisation en origine, les départements les plus urbains ayant les flux les plus variés. Ils concentrent les flux les plus importants vers les pays les plus lointains où l'entreprise de la migration est la plus coûteuse et difficile à entreprendre, et où la migration est plus qualifiée (Etats-Unis, Espagne, Italie, où dominent les migrants originaires de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba).
- un maintien d'une forte migration d'origine rurale à destination de l'Argentine, en particulier depuis les régions traditionnelles (Potosi, Chuquisaca, Tarija).
- des logiques de filières spécifiques, visibles dans le cas de la migration du département de La Paz vers le Brésil, qui renvoient à la construction d'une niche migratoire fortement articulée à une destination principale et à une filière professionnelle spécifique, celle des employés des ateliers textiles de la métropole brésilienne.



### III.2 Les filières : des pionniers aux économies de la migration

La géographie fine des filières qui articulent, à grande échelle, région d'origine et espace de destination, est très variable d'un espace à l'autre, au sein de mêmes régions d'origine, comme l'ont montré de nombreux travaux. Dans les régions rurales très marquées par la migration internationale de la périphérie de Cochabamba, les différentes localités ont des destinations migratoires privilégiées variées : si les migrants d'Arbieto se sont installés préférentiellement dans la ville d'Arlington, en périphérie de Washington dans l'Etat de Virginie, dans les années 1980, ainsi que dans la zone de West Palm Beach, en Floride, ceux de la municipalité voisine de Toco, dont la destination première est la capitale argentine, semblent partiellement se rediriger vers Santa Cruz de Tenerife en Espagne dans les années 2000, par exemple (Baby-Collin, Cortes, Faret et Sassone, 2009 ; Cortes, 2008a chapitre 4 ; De la Torre Avila et Alfaro Aramayo, 2007)<sup>68</sup>. A travers quelques filières identifiées dans des recherches récentes sur la migration bolivienne, on peut pointer les logiques à l'œuvre et souligner le passage des liens pionniers à des formes de massification migratoire.

On sait le rôle clé des réseaux relationnels dans l'activation de la migration. En Espagne, l'enquête nationale sur les immigrés (ENI, 2007) révèle que 86% des migrants ont des connaissances dans l'espace de destination avant leur arrivée, proportion comparable à celle que l'on trouve en Argentine. 52% des migrants en Espagne, 61% des Latino-américains et 66% des Boliviens, affirment avoir été influencés dans leur décision d'émigrer par un membre de leur famille vivant déjà en Espagne (Colectivo IOE et Fernandez, 2010). L'enquête ECMI (2003), complémentaire au recensement argentin, et réalisée par l'INDEC auprès des migrants en 2003, montre que pour les Boliviens, la part des migrants arrivés en Argentine en ayant une connaissance sur place est la plus élevée des migrants régionaux. Elle est encore plus élevée à Buenos Aires que dans les régions limitrophes de la Bolivie qui connaissent une forte immigration : alors que le tiers des migrants boliviens de Salta ne connaissaient aucun bolivien à leur arrivée, c'est le cas de seulement 15% des Boliviens de Buenos Aires. En revanche, 70% des Brésiliens et 50% des Chiliens de Buenos Aires n'avaient aucune connaissance à leur arrivée. Les réseaux boliviens sont ainsi particulièrement forts, et très marqués par le poids des liens locaux en origine : 80% des Boliviens de Buenos Aires avaient des contacts issus de leur ville ou de leur village d'origine dans la capitale argentine avant leur arrivée, contre seulement 60% de ceux de Salta.

Certaines filières sont multipolaires et attestent de la constitution de savoir faire migrants accumulés avec le temps. Tel est le cas de la région du Valle Alto de Cochabamba, où ce sont souvent les mêmes migrants qui ont accumulé une expérience migratoire en Argentine ou

---

<sup>68</sup> Nous avons également identifié la diversité des filières de destination à des échelles très locales lors du programme de recherches PARMi mené entre 2001 et 2005, confrontant espaces ruraux de la migration mexicaine aux Etats-Unis, et de la migration bolivienne à Buenos Aires (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009 ; Baby-Collin, Cortes, Faret et Sassone, 2009)

au Venezuela qui ont ouvert les routes de la migration vers les Etats-Unis dans les années 1980. Leur savoir faire dans la migration, leur apprentissage de la prise de risque, mais aussi leur niveau de capitalisation financière (qui permet d'entreprendre une migration plus lointaine, donc plus coûteuse), l'élargissement de leur réseau relationnel, qui leur ouvre de nouvelles opportunités migratoires tout en asseyant leur capital social, facilitent ces nouveaux départs. Ces pionniers deviennent des individus ressources pour les nouveaux candidats : membres de leur famille nucléaire et élargie, *compadres* et membres de la communauté d'origine, comme le montrent les travaux de Leonardo de la Torre dans les régions rurales cochabambines (De la Torre Avila et Alfaro Aramayo, 2007 ; De la Torre Avila, 2006).

Le succès d'une niche professionnelle dans un espace de destination est l'une des clés de la constitution d'une chaîne migratoire. Dans la région de West Palm Beach, les travaux agricoles ont constitué cet espace d'insertion professionnel privilégié pour les Boliviens du Valle Alto. Dans la région de Washington, c'est dans le secteur de la construction que se sont spécialisés rapidement les migrants boliviens de la région d'Arbieto, avec des niches secondaires dans les activités de la restauration.

Les exemples de la présence bolivienne dans les périphéries maraîchères de Buenos Aires, la ville de Bergame en Italie, et à Sao Paulo, décrivent différentes filières professionnelles localisées, que l'on peut appeler, en raison de leur articulation forte de type local / local, des filières translocales.

Se démarquant du terme transnational, l'adjectif translocal insiste sur l'importance des lieux spécifiques mis en lien par les migrants, et souligne donc les fonctionnements localisés des filières (Brittall et Datta, 2011). J'y reviendrai dans les chapitres ultérieurs.

- **Cochabambinos de Bergame (Italie)**

En Italie, plus de 60% des migrants latino-américains viennent de quatre pays seulement, et les groupes connaissent des concentrations spécifiques : les Péruviens sont le premier groupe étranger à Milan, les Equatoriens à Gênes, les Boliviens à Bergame. Mirko Marzadro identifie dans la ville de Bergame un micro-système migratoire qui concentre 31% des Boliviens résidant en Italie en 2008. L'origine de ces migrants est de façon très dominante le département de Cochabamba en Bolivie<sup>69</sup>, et contribue à la constitution de ce qu'il qualifie de filière translocale (Marzadro, 2009).

---

<sup>69</sup> 65% des 1670 demandes de renouvellement de documents d'identité traitées par le consulat honoraire de Bolivie à Bergame, qui a ouvert ses portes en 2007.

A partir des années 1960, l'Eglise de Bergame finance en Bolivie, d'abord dans la région de La Paz, puis dans celle de Cochabamba, des édifices religieux, des missions sociales encadrées par l'Eglise catholique qui permettent le séjour d'Italiens de Bergame, religieux et volontaires, en Bolivie, le lien avec Cochabamba se consolidant dans les années 1980-90. Cette mission s'accompagne, dans l'autre sens, d'une migration pionnière à partir des années 1970, de femmes boliviennes mises en ménage avec des volontaires italiens de retour de Bolivie. Une filière institutionnelle d'adoptions d'enfants via la création d'une association à la fin des années 1970 fait venir en trente ans 400 enfants boliviens adoptés, en développant des liens avec un orphelinat de la région de Cochabamba. Un groupe de sociabilité bolivienne se forme à Bergame dans les années 1980, autour de diplômés venus faire des études, de ménages mixtes italo-boliviens, d'enfants boliviens adoptés et de leurs parents ; elle se formalise en 1991 dans une association autour de laquelle gravitent environ 200 personnes.

L'origine de la migration bolivienne à Bergame est ainsi constituée de pionniers qualifiés, qui, dans les années 1980-90, ont souvent la double nationalité et des réseaux étendus capables de leur offrir une insertion professionnelle rapide en Italie. Ils activent une chaîne migratoire relationnelle. Dans les années 1990, les Boliviens arrivent ainsi à Bergame de trois manières :

- via des visas de travail domestique (amis des Boliviens installés à Bergame)
- via les liens religieux/ structures d'adoption
- via les Boliviens de Bergame (réseaux relationnels activant chaîne migratoire).

Cette migration change d'ampleur dans les années 2000, avec le boom de la migration andine vers l'Europe, dont Cochabamba est un centre névralgique. La migration vers Bergame, très féminisée, trouve dans la domesticité une niche d'embauche privilégiée.

Les liens entre Bergame et Cochabamba se renforcent avec la massification de la chaîne migratoire, et l'institutionnalisation de liens entre l'une et l'autre ville renforce cette dynamique translocale.

La circulation du personnel religieux, missionnaires, curés, mais aussi dans les années 2000 des archevêques (l'archevêque de Santa Cruz en 2001, de Cochabamba en 2002, se rendent à Bergame), facilitent la création, à Bergame, en 2004, de la paroisse latino-américaine de Santa Rosa de Lima, dont le prêtre a séjourné de longues années en Bolivie, qui devient un lieu ressource pour les Boliviens de Bergame. La Bolivie ouvre en 2006 un consulat honoraire à Bergame, le seul en dehors de Rome. En 2008, finalement, les villes de Bergame et Cochabamba finalisent un jumelage.

- ***Boliviens des périphéries maraichères de Buenos Aires***

En Argentine, la première filière d'insertion professionnelle des migrants boliviens a été l'agriculture. La thèse de Julie Le Gall (Le Gall, 2011) montre la place prédominante prise progressivement par les Boliviens dans l'activité maraichère des périphéries urbaines du Grand Buenos Aires, notamment des migrants originaires des départements de Tarija et Potosi. Elle identifie des spécialisations différenciées des migrants selon plusieurs critères.

D'abord, en termes d'origine urbaine / rurale : si les Boliviens des périphéries maraichères sont issus pour moitié de régions urbaines, pour moitié de régions rurales, les migrants producteurs agricoles sont très majoritairement issus d'espaces ruraux, alors que les détaillants des espaces maraichers, orientés vers une activité commerciale, sont d'abord issus de régions urbaines boliviennes (Le Gall, 2011, p. 361).

Ensuite, en termes de régions d'origine et de spécialisation professionnelle : la moitié des boliviens des périphéries maraichères viennent du département frontalier de Potosi (le plus rural du pays, et le plus polarisé sur la migration en Argentine, cf. *supra*), l'autre moitié étant principalement originaire des départements de Cochabamba (dont on a souligné la diversité des espaces de destination), de Tarija et de Chuquisaca (dont on a souligné la proximité des profils avec Potosi).

C'est depuis les départements de Potosi et Tarija que les migrants sont majoritairement issus d'espaces ruraux (des deux-tiers aux quatre-cinquièmes), alors que ceux originaires de Chuquisaca et Cochabamba (80%) sont très majoritairement d'origine urbaine. C'est de façon très majoritaire dans les activités commerciales (de détail ou de gros) que travaille l'essentiel des migrants originaires de Cochabamba et de Chuquisaca. Les *Cochabambinos* dominent également dans les espaces centraux de Buenos Aires (capitale, première couronne), ce qui correspond à une installation ancienne.

En revanche, les migrants de Potosi et Tarija dominent dans les activités liées à la production agricole, selon des logiques de migrations rural / rural. Les premiers, arrivés dans les années 1980 dans la région de Buenos Aires (notamment après la crise minière des années 1980), avec une certaine antériorité sur les *Tarijeños*, sont principalement concentrés dans les espaces maraichers du nord de l'aire métropolitaine (Escobar, Pilar). Les *Tarijeños* sont quant à eux principalement concentrés au sud, dans la région de La Plata, où les *Potosinos* sont quasiment absents, et où l'installation bolivienne s'est confirmée plusieurs années après la zone nord de Buenos Aires.

Julie Le Gall montre ainsi que, dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires, la présence bolivienne est géographiquement différenciée selon les régions d'origine et les filières professionnelles des migrants. Ses résultats confirment les différences mises au jour dans l'enquête ECMI (2003) selon laquelle la migration originaire de Potosi est plutôt concentrée

dans la périphérie de Buenos Aires, alors que la migration de La Paz est plus concentrée dans la capitale<sup>70</sup>.

- ***El Alto – Sao Paulo : une filière de l'industrie de la confection***

L'origine préférentielle des migrants boliviens de Sao Paulo est, depuis les années 1990, la ville d'El Alto, qui a, on l'a vu, détrôné les villes frontalières de l'Est bolivien. Seconde ville de Bolivie par le nombre d'habitants, banlieue pauvre de La Paz, El Alto est constituée de migrants issus de l'exode rural et des migrations internes (Baby-Collin, 2000). Son économie est fortement axée sur l'informel et les activités de couture et de production textile.

C'est dans l'économie de la confection que sont quasi exclusivement employés les migrants boliviens à Sao Paulo, selon des logiques qui s'apparentent à celles de l'enclave avec une forte embauche de co-ethniques. Les propriétaires d'ateliers de confection organisent la venue de leurs ouvriers boliviens, prenant en charge le transport, l'hébergement, la nourriture de leurs employés co-ethniques (assumant le coût de la dette initiale contractée au départ du migrant, qu'il rembourse sur ses premiers mois de salaire) qu'ils forment aussi généralement au métier. Migrants, amis, parents, voisins, viennent directement d'El Alto pour être embauchés, dans des conditions difficiles que les médias dénoncent comme étant proches de l'esclavage.

L'avantage du recrutement direct par les filières boliviennes est celui de la garantie de fidélité, au moins dans les premiers temps : le migrant est en effet redevable à son employeur qui a avancé ses frais de voyage, lui a trouvé un travail et un logement. Cette garantie autorise aussi l'exploitation des travailleurs. Freire da Silva (2009) considère que pour les patrons d'ateliers boliviens, le recrutement directement en Bolivie est ainsi une meilleure opération que celle du recrutement de Boliviens déjà installés au Brésil, plus revendicatifs ou exigeants en termes de conditions de travail et de salaires, et moins fiables sur la durée. Ce mode de recrutement qui maintient une embauche d'individus vulnérables et très faiblement rémunérés contribue donc à renforcer une filière articulant les réseaux d'El Alto à ceux des Boliviens de Sao Paulo (Freire da Silva, 2009 ; Rolnik Xavier, 2011 ; Souchaud, 2012 ; Vidal, 2012a).

---

<sup>70</sup> Département de résidence des migrants boliviens en Argentine avant leur émigration, selon espace de résidence actuel en Argentine – capitale ou Grand Buenos Aires (enquête ECMI 2003) :

	Cochabamba	Potosi	La Paz	Santa Cruz	Reste
Ville de Buenos Aires	<b>32%</b>	14%	<b>32%</b>	7%	15%
Grand Buenos Aires	<b>42%</b>	<b>22%</b>	16%	5%	15%

- ***Massification de la migration, réseaux et économies du passage***

Les opportunités économiques dans les espaces de destination jouent un rôle clé dans le passage de migrations pionnières (comme celles identifiées à Bergame) à leur massification, qui se traduit par un saut quantitatif dans les flux, et un élargissement des espaces de recrutement des migrants.

Une économie du passage se met en place pour organiser la venue des migrants, sur des bases souvent informelles, qui donne naissance, dans les cas les plus importants, à ce que Ruben Hernández-León a identifié, à la frontière Mexique / Etats-Unis, comme relevant d'une véritable "*industrie de la migration*" :

Ce concept "*permet d'éclairer un aspect souvent négligé de cette activité : la commercialisation de la mobilité humaine. L'industrie de la migration est constituée par l'ensemble des entrepreneurs, des compagnies et des services qui, poussés avant tout par l'appât du gain, facilitent la mobilité, l'installation et l'adaptation des migrants, ainsi que les communications internationales et les transferts de ressources à travers les frontières*" (Hernández-León, 2012, p. 35).

Sans rentrer ici dans les détails, ni prétendre que l'économie migratoire autour de la Bolivie a atteint un degré industriel (les flux ne sont pas de même intensité qu'à la frontière Mexique / Etats-Unis), mais observant les espaces de son déploiement, notons qu'elle se constitue à la fois dans les pays de départ, autour des frontières, et dans les espaces de destination.

Dans les régions d'origine et notamment en ville, des services pour les candidats au départ se structurent : intermédiaires en production des documents légaux (passeports), prêteurs (pour la somme requise pour le départ – achat du billet, frais liés à l'installation et aux premiers temps du séjour, pas toujours couverts par les migrants et leurs familles), réseaux de passeurs, réseaux de transporteurs qui acheminent les migrants vers les espaces de destination (dans le cas de destination accessibles par la route – cas des migrations régionales).

Dans le cas de la migration vers l'Argentine, Julie Le Gall montre que des compagnies de transport relient directement les périphéries horticoles de Buenos Aires aux régions boliviennes d'origine, sans passer par la capitale, permettant ainsi d'éviter des changements de bus et canalisant les migrants directement vers des espaces de destination spécifiques (Le Gall, 2011). Dans les régions d'émigration, y compris rurales, des liaisons sont organisées directement vers l'Argentine, ainsi qu'on le voit par exemple dans les bourgs de la périphérie de Cochabamba.

Alfonso Hinojosa a mis en évidence comment la ville Cochabamba devient, entre 2002 et 2007, une plaque tournante de la migration vers l'Europe (Hinojosa, 2009). Des agences de voyage s'y spécialisent dans l'offre de services pour l'organisation du voyage, offrant la prise en charge des démarches pour l'obtention des passeports, des billets, donnant des

formations pour apprendre aux migrants comment répondre aux autorités européennes à leur arrivée à l'aéroport, ou organisant des voyages touristiques de groupe en Europe qui emmènent ensuite les migrants dans les lieux de destination. Le même rôle est joué par El Alto dans l'organisation des départs vers Sao Paulo, avec une place privilégiée jouée par les recruteurs au Brésil, qui organisent, avec l'aide d'entreprises intermédiaires, la venue de leurs futurs employés.

Le recrutement et l'organisation du déplacement depuis les espaces de destination se retrouve en Argentine, où de nombreux migrants ont vu leur voyage, leur dette, leur arrivée, leur premier logement, pris en charge par un premier employeur, avec le soutien de membres de la famille ou du réseau relationnel dans l'espace d'émigration.

De même, en Espagne, l'organisation de la migration prend appui sur les réseaux relationnels locaux, qui sont aussi parfois, avant le départ, des intermédiaires négociant des contrats d'embauche en Espagne, notamment dans le secteur des emplois domestiques, principale source d'emploi des migrants andins dans les métropoles espagnoles. L'obtention d'un contrat de travail avec une lettre d'engagement devient, après l'imposition du visa en 2007, l'un des moyens d'obtention du visa en Bolivie.

Mirko Marzadro identifie, à Bergame en Italie, certaines familles plus anciennement installées qui se spécialisent dans l'accueil des nouveaux, organisant les transferts aéroport de Milan/ Bergame, proposant un premier logement, une aide à la recherche d'un premier emploi, des informations sur les services d'aide gratuite aux migrants, contre une petite rétribution (environ 70 euros à la fin des années 1990).

C'est la situation de la famille de Ramiro, devenue un intermédiaire pionnier dans la migration cochabambine vers Madrid, et notamment vers le quartier d'Usera. Le capital social étendu de la famille, entre Cochabamba et Madrid, la convertit en une ressource locale de la migration depuis l'origine :

#### **Encadré 4 : Ramiro, tête de réseau bolivien, Cochabamba – Madrid.**

En 1989, Ramiro est conducteur de camionnette à Cochabamba. Il envisage de partir rejoindre son frère aux Etats-Unis, parti deux ans plus tôt, sans visa, en passant la frontière mexicaine. En juillet, il promène un groupe de touristes espagnols dans la région, et sympathise avec l'une des membres du groupe qui, s'étant foulée la cheville, se retrouve hébergée quelques jours dans sa famille. Elle lui lance l'idée de venir en Espagne, lui propose de lui trouver un logement et un travail. A l'époque, Ramiro ne connaît aucun Bolivien en Espagne, et la migration y est quasi nulle. Il achète un billet le mois suivant, en empruntant la somme à ses oncles (1300 euros), trouve rapidement un emploi dans une entreprise de peinture du quartier madrilène d'Usera, aujourd'hui le principal quartier de résidence des Boliviens de Madrid, emploi qu'il conserve pendant dix ans.

Quelques mois après son arrivée, il a remboursé sa dette, et revient passer quelques semaines en Bolivie, d'où il repart pour Madrid avec une sœur et une nièce, qui trouvent immédiatement un travail d'employées domestiques. Tous trois bénéficient de l'opération de régularisation espagnole

de 1990, moins d'un an après leur arrivée. Ils amorcent une chaîne migratoire qui s'étend à leur famille, leurs amis, puis au delà.

Quatre des sept frères et sœurs de Ramiro et leurs familles ont depuis émigré en Espagne, l'un vit toujours aux Etats-Unis, un autre en Argentine. Seule une sœur, diplômée, assistante juridique, est restée vivre à Cochabamba. Sa maison est devenue au début des années 1990 un des lieux de renseignement pour les candidats pionniers au départ en Espagne, auprès des parents, amis, le cercle s'élargissant à mesure des départs.

Ramiro raconte : *“Elle nous appelait, écoute, untel va venir... on allait le chercher à l'aéroport, on le logeait quelques jours, on lui prêtait un téléphone, on lui donnait à manger, on lui achetait le journal et allez : va, appelle, trouve toi un travail ! Une fois que c'était bon, ils se louaient une chambre, et on en accueillait un autre.... ça tournait ! On a fait venir pas mal de monde...”* (entretien Cochabamba, 2011).

Du capital social familial injecté au service de l'économie de la migration à la constitution d'une économie plus large, les circulations migratoires sont inscrites dans ce méso-système relationnel et articulé. C'est à ce niveau que se constituent les espaces sociaux transnationaux décrits par Thomas Faist (Faist, 2000) ou Ludger Pries (Pries, 1999).

Le degré de formalisation ou de sophistication de l'économie du passage, et les bénéfices qu'elle génère, sont certes liés à l'intensité des flux (le nombre de migrants qui passent), mais aussi aux conditions du passage. Plus le passage de la frontière et le voyage sont complexes, plus le recours à une économie intermédiaire est nécessaire. Plus la frontière est difficile et dangereuse à franchir, plus les coûts de sa traversée sont élevés. En ce sens, la hausse des tarifs de passage de la frontière mexicano-américaine est révélatrice des durcissements des contrôles et des risques encourus par les passeurs, comme en témoignent plusieurs des trajectoires qui concluent le chapitre 5 (chapitre 5, III.2 et III.3).



## IV. Diversité des profils migrants selon les pôles du champ migratoire

Si la migration bolivienne est perçue comme une migration de la pauvreté et du mal développement, son observation à la loupe fait état d'une grande diversité. La structuration différenciée du champ migratoire selon ses principales polarités renvoie à des profils de migrants qui varient selon les filières géographiques et professionnelles. Je propose ici de sérier ces profils selon les principales destinations. Leurs différenciations renvoient aux temporalités dans lesquelles s'inscrivent les flux, aux spécificités des marchés du travail dans les espaces de destination, et à l'inégale porosité des frontières, elle-même variable dans le temps. Les profils peuvent être distingués selon l'âge des migrants, leur sexe, les motifs de la migration, le niveau de qualification, les principaux secteurs d'insertion sur les marchés du travail à destination, éléments qui conditionnent aussi des réussites différenciées dans les espaces d'installation.

Le tableau suivant tente de synthétiser ces différents éléments, déclinés ensuite selon les principaux pays de destination (Argentine, Etats-Unis, Espagne), à partir de sources statistiques disponibles dans ces espaces de réception.

**Tableau 5 : Diversité des profils migrants boliviens selon les pays de destination**

	Argentine	Brésil	Etats-Unis	Espagne	Italie
Historicité de la migration	Depuis fin XIX	-Débute années 1950 -croissance depuis années 1980	-années 1960 -croissance depuis années 1980	-forte croissance 2000-2007	-années 2000
Régions d'origine	Départements frontaliers ; Cochabamba ; régions minières.	Migrations frontaliers ; Croissance forte de La Paz (El Alto)	Cochabamba, régions minières, puis Santa Cruz et oriente	Cochabamba, Santa Cruz, dominant.	Cochabamba domine.
Origine	Rurale puis rurale et urbaine	Plutôt urbaine	Plutôt urbaine	Plutôt urbaine	Plutôt urbaine
Qualification	Très variée mais plutôt faible	Variée mais plutôt faible	Plutôt qualifiée	Plutôt qualifiée	Plutôt qualifiée
Sexe / famille	Masculine, s'est équilibrée (51% femmes) Familiale	Plutôt masculine	Équilibrée (51% femmes), familiale	Plutôt féminine (58% femmes)	Plutôt féminine
Âge moyen	25 à 30 ans	jeunes	42 ans	adultes	adultes
Secteurs d'activité dominants	Industrie (confection), commerce, agriculture, services domestiques	Industrie (confection), services domestiques	Services (et construction)	Services à la personne (et construction)	Services à la personne

L'enquête récente menée sous la direction de Carmen Ledo à La Paz et El Alto permet de compléter, depuis un angle spécifique, celui de la migration urbaine, les principaux motifs de la migration actuelle selon les principales destinations, soulignant la prédominance des migrations de travail.

**Tableau 6 : Motifs de départ selon les destinations, à La Paz et El Alto en 2013 (%)**

	Enquête La Paz				Enquête El Alto			
	travail	études	famille	autre	travail	études	famille	autre
Argentine	<b>76</b>	12	6	6	<b>83</b>	4	10	4
Brésil	<b>80</b>	11	6	4	<b>84</b>	4	9	4
Etats-Unis	55	31	7	6	47	13	40	0
Espagne	<b>73</b>	15	7	4	<b>81</b>	4	11	4
Toutes destinations	<b>63</b>	23	8	5	<b>79</b>	6	10	5

Source : enquête ENMIR, Ledo 2013 p.50.

#### **IV.1. En Argentine : des profils divers, mais une migration peu qualifiée**

C'est en **Argentine** que les profils sont les plus variés : la migration y est à la fois la plus ancienne, la plus diversifiée en termes de régions d'origines, rurale et urbaine, issue des hautes terres comme des vallées et des basses terres. Les origines rurales des migrants y sont plus marquées qu'ailleurs, les origines urbaines dominant dans toutes les autres destinations. Les secteurs professionnels d'insertion y sont variés, et il existe de nombreuses filières. Un tableau des migrants boliviens dans la région de Buenos Aires peut être brossé à partir des données de l'enquête complémentaire ECMI<sup>71</sup>, réalisée en 2003, à valeur statistique représentative.

<sup>71</sup> L'enquête ECMI (*Encuesta Complementaria sobre Migraciones*) a été réalisée en Argentine par l'INDEC en 2002 et 2003 auprès d'un échantillon de foyers comportant au moins un membre étranger, auprès des groupes limitrophes : boliviens, chiliens, uruguayens, brésiliens et paraguayens. Dans le cas bolivien, l'enquête a porté sur 4.747 foyers répartis en quatre localités : 1.386 à Buenos Aires, 1.372 dans le Grand Buenos Aires, environ 1.000 dans le Grand Salvador de Jujuy et le même nombre dans le Grand Salta, soit dans les principaux espaces de l'immigration bolivienne. C'est la plus grosse enquête argentine disponible sur les migrations. ([http://www.indec.mecon.ar/webcenso/ECMI/ecmi\\_metodologia\\_web.pdf](http://www.indec.mecon.ar/webcenso/ECMI/ecmi_metodologia_web.pdf), consultation avril 2014).

**Tableau 7 : Profils des migrants boliviens dans la région de Buenos Aires (2003)**

	Buenos Aires (capitale)	Grand Buenos Aires
Âge d'arrivée en Argentine : % arrivés avant 24 ans	75%	81%
Âge médian	25 à 30 ans	25 à 30 ans
Pop > 15 ans : <b>niveau éducatif &lt; secondaire incomplet</b>	59%	71%
Pop > 18 ans selon dernière qualification en Bolivie		
- non qualifiés	36%	39%
- <b>faiblement qualifiés</b>	<b>53%</b>	<b>50%</b>
Taux d'activité de la population de plus de 14 ans	67%	69%
- Secteur primaire	0.5%	1.5%
- <b>Industrie et construction</b>	<b>43%</b>	<b>39%</b>
- <b>Tertiaire (hors domesticité)</b>	<b>43%</b>	<b>48%</b>
- Service domestique	12%	12%
Pop active > 14 ans selon catégorie d'emploi		
- <b>ouvriers, employés</b>	<b>69%</b>	<b>62%</b>
- patrons	1%	2%
- travailleurs indépendants	27%	33%
Pop > 14 ans : perçoit des revenus	59% hommes, 41% femmes	
Pop > 18 ans selon dernière activité en Bolivie		
-services	43%	34%
-domesticité	8%	14%
-agriculture	10%	19%
-production non agricole	37%	32%
Foyers avec au moins un membre bolivien en situation de pauvreté <sup>72</sup>	25%	15%
-parmi les migrants arrivés entre 1990 et 2003	35%	23%

Source : élaboration personnelle à partir des données ECMI, 2003.

La migration y a été longtemps marquée par un taux de masculinité élevé : dans le cadre des migrations rurales/ rurales traditionnelles, les hommes circulaient plus que les femmes. Les embauches nombreuses dans les activités liées à la construction ont également renforcé cette tendance.

Les migrations féminines sont d'abord issues de processus de regroupements familiaux, mais depuis les années 1990, la migration féminine a dépassé la composante masculine : 53% des migrants boliviens entrés en Argentine entre 1991 et 2003 sont des femmes (Bruno et Maguid, 2010), et en 2010, les femmes représentent la moitié des migrants boliviens résidant en Argentine. Cette migration reste toutefois moins féminisée que les autres migrations vers l'Argentine : 54% des étrangers, toutes origines confondues, sont des femmes, cette tendance étant plus marquée encore pour les autres Latino-américains<sup>73</sup>.

<sup>72</sup> La pauvreté est ici mesurée à partir de l'insatisfaction des besoins élémentaires (NBI – *Necesidades Básicas Insatisfechas*) qui comprend 5 critères : entassement dans les logements, qualité du logement, conditions sanitaires, scolarisation, nombre d'actifs par foyer. Un critère non satisfait place le foyer en NBI (pour plus de détails, se reporter au guide méthodologique de l'enquête ECMI).

<sup>73</sup> Les taux de féminisation sont de 56% pour les Paraguayens, de 55% pour les Péruviens, de 58% pour les Brésiliens.

Les hommes restent toutefois les principaux pourvoyeurs de revenus au sein des foyers (59% des cas).

Par rapport aux autres destinations, la migration bolivienne y est jeune (75 à 80% arrivés avant 24 ans, âge médian des migrants inférieur à 30 ans).

C'est une population avec un faible niveau éducatif, très majoritairement inférieur au secondaire incomplet, arrivée en Argentine peu voire pas qualifiée.

Les secteurs d'activité urbains montrent l'importance des secteurs de la construction et de l'industrie, dans laquelle la confection textile joue un rôle important, comme au Brésil ; au sein des services, les activités domestiques concernent 12% des actifs boliviens, taux bien inférieur à celui des migrants paraguayens, plus spécialisés dans ce secteur (31%). Les deux-tiers des migrants sont ouvriers ou employés, très peu ont un statut de patron (1 à 2%), et entre le quart et le tiers d'entre eux sont des travailleurs indépendants ; le secteur commercial joue ici un rôle essentiel.

#### **IV.2. Au Brésil, migration masculine et filière de la confection.**

Les profils des migrants boliviens sont plus étroits au Brésil, en raison du caractère plus récent, du moindre volume de cette migration, mais aussi de la domination de certaines filières professionnelles spécifiques. La migration y est jeune, masculine - en 2000, 56% des Boliviens sont des hommes, et insérée dans l'économie industrielle de la confection, secondairement dans l'économie commerciale.

Les motifs de la migration sont très majoritairement professionnels, très peu familiaux ou pour études. On observe d'ailleurs une baisse de la part des migrants qualifiés vers le Brésil, à mesure que se développe la filière migratoire vers l'industrie textile : alors que 40% des migrants boliviens sont qualifiés dans les années 1960-70, ils ne sont plus que 17% en 2000, et 8 à 9% des Boliviens réalisent des activités considérées comme de haute qualification (Rolnik Xavier, 2011, p. 9).

#### **IV.3. Aux Etats-Unis, une migration plutôt qualifiée.**

Les données de *l'American Community Survey* permettent de dresser le profil de la population bolivienne aux Etats-Unis et de la mettre en perspective avec d'autres groupes : Boliviens nés à l'étranger et Boliviens d'appartenance (dont 35% sont nés aux Etats-Unis), population totale née à l'étranger, latino-américaine, mexicaine, sud-américaine.

La grande hétérogénéité du groupe latino-américain aux Etats-Unis est connue ; le choix de représenter ici les Mexicains et les Sud-Américains permet de contraster une population mexicaine plus pauvre et précaire au sein du groupe latino-américain, d'une population issue d'Amérique du sud, dont se rapprochent les Boliviens, aux profils plus qualifiés que les groupes mexicains, centraméricains, et même caribéens.

**Tableau 8 : Profils synthétiques des migrants boliviens par rapport à d'autres groupes aux Etats-Unis**

	Boliviens nés à l'étranger	Boliviens (dont 35% nés aux Etats-Unis)	Total nés à l'étranger	Latino-américains nés à l'étranger	Mexicains nés à l'étranger	Sud-Américains nés à l'étranger
Âge médian	42.6	31.9	41.5	39.3	37.3	42.3
% Femmes	50.4	51	51	48.8	46.3	53.6
Langue parlée à domicile autre que l'anglais (%)	91.6	84.4	84.6	89.5	96.7	84.5
Revenu médian du foyer \$	58.000	62.000	49.000	40.000	37.000	52.000
Taux de pauvreté des familles %	9	6.5	17	23	28	12
Logements en propriété %	51.5	52	53	46	46	49.5
% Pop > 25 ans avec éducation < secondaire	13	12	31.5	46.6	60	17
% Pop > 25 ans avec diplôme supérieur	63	65	46.5	27.4	17	55
% Pop > 16 ans dans pop. active	78.5	77	68	71	70	73
<b>Activité (% pop active occupée &gt; 16 ans)</b>						
Agriculture	0.3	0	2.7	4.4	7.4	0.6
Construction, industrie, transport	22	22	26	31	35	23
Commerce	11	11	11	12	11	13
Finance professions scientifiques (hautes qualifications)	17	19	18	15	14	19
Autres services	49	50	41	38	33	44

Source : élaboration à partir de 2010 ACS 1Y & 2008-2012 ACS 5Y estimates (US Census).

La migration bolivienne, majoritairement familiale (les trois-quarts des foyers sont familiaux, ce qui est conforme aux moyennes latino, mexicaines et sud américaines), présente un sex ratio équilibré.

Les Boliviens aux Etats-Unis se caractérisent par leur très haut niveau global de qualification et de diplômes, qui contraste avec celui des Mexicains en particulier, et par une proportion très élevée de population active (78% des plus de 16 ans), comparativement aux autres groupes migrants. L'enquête ENMIR, réalisée en Bolivie en 2013, confirme l'importance de la migration pour études vers les Etats-Unis (31% des migrants de La Paz vers les Etats-Unis migrent pour études)<sup>74</sup>.

Les activités professionnelles des migrants boliviens sont majoritairement concentrées dans l'économie de services et moins que les autres groupes migrants (Mexicains

<sup>74</sup> L'enquête ENMIR montre que la migration pour études est surtout concentrée vers les Etats-Unis, les pays européens autres que l'Espagne et l'Italie, et les pays latino-américains autres que l'Argentine, notamment Colombie, Equateur, Venezuela et Cuba. Dans les années 2000, les proximités politiques entre les gouvernements d'Evo Morales, de Rafael Correa, d'Hugo Chavez et de Fidel Castro, favorisent les mobilités pour études des Boliviens vers l'Equateur, le Venezuela et Cuba (les ¾ de la migration de La Paz vers ces destinations s'effectue pour études).

notamment) dans les activités de la construction, du transport, de l'industrie, ou de l'agriculture (inexistante pour les Boliviens aux Etats-Unis).

Le taux de pauvreté des Boliviens est faible (trois fois inférieur à celui des Mexicains) et inférieur à la moyenne états-unienne (11%) ; de même, les revenus médians sont supérieurs à la moyenne états-unienne (52.000 US\$) et aux autres groupes migrants latino-américains.

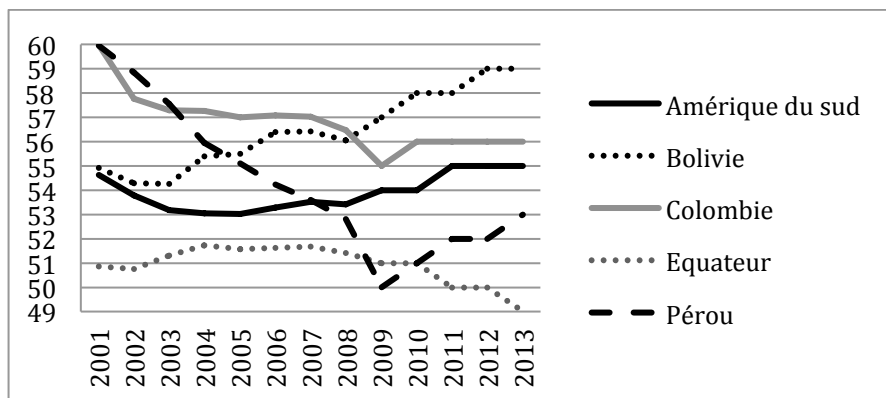
#### **IV.4. En Espagne, une migration féminine et concentrée dans certaines niches professionnelles**

Contrairement au modèle de migration plus classique qui a prévalu en Argentine (masculine suivie d'un regroupement familial), et à la différence de la migration africaine ou asiatique en Espagne, très masculinisée, la migration latino-américaine est, en Espagne comme en Italie, d'emblée plus féminine (55% de femmes latino-américaines).

Ce sont en effet souvent les femmes qui ont animé les chaînes migratoires vers l'Europe, en raison de besoins de main-d'œuvre très importants dans l'économie du *care* et des services domestiques. Le taux de féminisation de la population bolivienne en Espagne, le plus élevé parmi les pays andins (principaux pays d'origine des migrants latino-américains), a crû au fil de la décennie et atteint 59% en 2013 (cf. graphique).

Ce mouvement n'est pas généralisé (la population équatorienne présente par exemple un sex ratio qui s'est au contraire progressivement équilibré avec le temps, ce qui s'explique par des processus de regroupement familial), mais on observe néanmoins une hausse des taux de féminisation latino-américains depuis 2009, que l'on peut imputer à l'amplitude différenciée de la crise espagnole selon les secteurs d'activités, qui connaissent une division sexuée assez marquée. La crise a en effet d'abord touché les secteurs de la construction et de l'industrie, aux emplois migrants masculins, quand les emplois de services, des soins et de la domesticité ont été moins affectés, ce qui a contribué au maintien d'une attractivité pour des secteurs d'emplois très largement féminisés (je reviendrai sur ce point dans le chapitre 5).

**Figure 13 : Part de femmes parmi les migrants andins en Espagne en % (2001-2013)**



Source : élaboration à partir des données du Padrón municipal espagnol

**Tableau 9 : Caractéristiques des migrants boliviens et étrangers en Espagne**

	Migrants boliviens	Ensemble des étrangers
Âge médian (2013)	32	35
% femmes (2013)	59	49
Avec double nationalité (2010) %	2	11
Avec nationalité espagnole (2010) %	2	8
Niveau éducatif < secondaire (2010) %	42	37
Taux d'activité (2010) %	76	54
Taux d'emplois temporaires (2010) %	42	37
<b>Secteur d'activité (2010) %</b>		
-agriculture	7	8
-industrie, construction	17	21
-commerce	7	13
-services (hors domesticité)	19	43
-activités domestiques	51	15
<b>Emplois selon qualifications (2010) %</b>		
-Hautes qualifications	2	19
-emplois services, administrations	22	26
-emplois techniques (industrie, agriculture, construction)	17	23
-non qualifiés	59	32
<b>Actifs selon régimes de cotisation sociale (2010) %</b>		
-régime général	48	66
-régime travailleurs autonomes	2	11
-régimes travailleurs agricoles et de la mer	9	14
-régime employés domestiques	41	10

Source : élaboration avec les données du Padrón municipal (2013) ; EPA (*Encuesta Población Activa*) – microdonnées ; (Carrasco Carpio et Garcia Serrano, 2012)

L'âge médian de la population bolivienne en Espagne est intermédiaire entre les situations argentine et états-unienne, et un peu inférieur à l'ensemble des étrangers présents en Espagne.

Très peu de Boliviens ont acquis la nationalité espagnole, bien que les Latino-américains bénéficient de facilités dans ce domaine par rapport aux autres groupes étrangers (cf. chapitre 4, I.2) ; cela s'explique par le caractère récent de cette migration, ainsi que par son taux d'irrégularité important.

Les Boliviens se caractérisent par des taux d'activité très élevés, mais des emplois à forte précarité, en témoignent le taux d'emplois temporaires (42% des emplois) et non qualifiés (60%).

En termes de secteurs comme de régimes d'inscription à la sécurité sociale, le trait majeur de cette immigration est son insertion très forte dans les activités domestiques, qui recouvrent des emplois de femmes de ménage, de garde d'enfants, de personnes âgées, de bonnes à tout faire. Ce secteur est dominé en Espagne par les emplois étrangers (60% des employés domestiques sont étrangers), mais les Latino-Américains y sont particulièrement présents. Ils sont notamment appréciés pour leur maîtrise de la langue espagnole, leur culture et religion "commune" avec les Espagnols (héritage de la colonisation), ainsi que d'autres stéréotypes relatifs à leur aptitude à prendre soin des autres – j'ai eu l'occasion de développer ces points dans d'autres travaux (Baby-Collin, Cortes et Miret, 2009b ; Baby-Collin et Sassone, 2014 ; Baby-Collin, 2014a).

Les Boliviens, plus récemment arrivés que d'autres nationalités latino-américaines, connaissent une insertion privilégiée dans la domesticité qui répond aux logiques de substitution ethnique selon lesquelles les derniers arrivés occupent les emplois les plus déqualifiés et précaires à mesure que des groupes progressivement intégrés les délaissent. Selon l'enquête ENI menée en 2007 en Espagne, 9% des migrantes sont employées dans des activités domestiques, 13% des Latino-américaines, et 31% des Boliviennes, taux le plus élevé de toutes les nationalités (INE, 2007). En 2009, les données des registres de sécurité sociale qui portent seulement sur les travailleurs réguliers cotisant aux régimes d'assurance sociale enregistrent des taux encore plus élevés : 20% des migrantes sont inscrites au régime spécifique des employés de maison, 29% des Latino-américaines, et 56% des Boliviennes.



## Conclusion

L'approche par les champs migratoires rend compte des logiques de mobilité qui articulent les différents espaces de destination des migrants originaires d'un même pays. Elle permet de décrypter tant les éléments qui encouragent au départ dans les espaces d'origine que les facteurs d'attractivité des espaces récepteurs. En partant des logiques de mobilité, elle met en évidence le rôle des réseaux migrants et des filières qui structurent, à un niveau méso, des chaînes migratoires, et orientent les trajectoires individuelles et familiales.

En Bolivie, où les traditions de mobilité sont anciennes, le champ migratoire international s'est structuré depuis plus d'un siècle à partir d'une destination principale de proximité, l'Argentine, avant de progressivement s'élargir aux autres pays voisins, aux Etats-Unis et à l'Europe, selon des temporalités décalées. Ces mobilités ont connu des phases d'expansion et de rétraction, attestant de la possible réversibilité des flux, et de leur inégale résilience face à des situations de crise, ce que l'on peut caractériser comme des pulsations migratoires. Le champ migratoire est ainsi envisagé comme une échelle englobante des différents réseaux qui structurent les relations entre les Boliviens de Bolivie et ceux du reste du monde. Le champ migratoire bolivien est traversé par des filières et des logiques diverses et polarisées, évoluant au fil du temps.

La construction de réseaux sociaux et de filières professionnelles articulant régions de départ et de destination oriente les flux et les chaînes migratoires qui entretiennent les mobilités. Géographiquement situées, elles renvoient à des profils de migrants différenciés selon les destinations, les secteurs professionnels d'insertion. En ce sens, les destinations ne sont pas facilement interchangeables. Les Alténiens qui migrent au Brésil dans le secteur de la confection n'ont pas forcément grand chose à voir avec les femmes de Cochabamba et de Santa Cruz qui ont ouvert les routes de l'Espagne, ni même avec les paysans de Tarija et Potosi dont la migration reste très polarisée vers l'Argentine, que ce soit dans des secteurs agricoles, industriels ou de services, ou avec les migrants relativement qualifiés qui se sont dirigés vers les grands centres urbains des Etats-Unis.

La construction d'une culture de la mobilité qui se consolide avec les expériences de la migration ne permet ainsi pas forcément de substituer une destination par une autre. La crise argentine de 2001 et le renforcement des frontières états-uniennes après le 11 septembre correspondent à une période d'élargissement des destinations boliviennes vers l'Espagne ainsi que vers le Brésil. Au vu des profils des migrants que nous avons dégagés, ce ne sont pas forcément les mêmes migrants qui, revenus d'Argentine, ont fait route vers l'Espagne, bien que, dans les enquêtes menées en Espagne entre 2008 et 2010, et aux Etats-Unis entre 2010 et 2012, j'aie rencontré des contre-exemples, dans lesquels le capital social

et les réseaux étendus ont servi de support à une réorientation des projets (Baby-Collin et Cortes, 2014). Une enquête réalisée en 2010 en Bolivie auprès de migrants habituellement résidant en Espagne révèle que 40% d'entre eux ont une expérience antérieure de la migration<sup>75</sup>, et que la moitié d'entre eux ont des diplômes éducatifs supérieurs. Capital humain, capital social, culture de la mobilité acquise au fil de l'expérience migratoire, seraient-ils des compétences déterminantes dans l'engagement renouvelé dans des migrations plurilocalisées ? Cette question de l'articulation des différents pôles du champ migratoire reste, dans le cas bolivien, à approfondir avec des enquêtes complémentaires.

---

<sup>75</sup> 43% d'entre eux en Argentine, 8% aux Etats Unis, 19% au Chili, 7% au Brésil. Enquête menée auprès de 600 Boliviens interrogés aux abords des consulats espagnols des principales villes du pays où ils sont venus effectuer des démarches administratives (ACOB, 2010).

## Chapitre 2 – Espaces résidentiels

Les espaces résidentiels sont un des indicateurs classiques de l'analyse des processus d'intégration et de ségrégation urbaine. Les travaux fondateurs de l'Ecole de Chicago au début du XX<sup>ème</sup> siècle envisagent la localisation des immigrés en ville selon un processus de mobilité résidentielle qui les conduit progressivement des quartiers centraux des ghettos, populaires et ethniquement différenciés, aux quartiers résidentiels des banlieues, selon des trajectoires d'ascension socio-économique et d'assimilation culturelle conduisant à une dilution des identifications ethniques dans une société *main stream*. Il s'agit d'un double mouvement, du centre vers la périphérie, et des ghettos culturellement homogènes (phénomène de concentration) vers des quartiers hétérogènes (phénomène de dispersion) où s'achève l'assimilation.

Très abondamment repris dans la littérature, ce modèle présente toutefois des limites : d'abord, conçu à partir de la ville américaine, il ne s'applique pas forcément à d'autres contextes (les quartiers centraux ne sont pas toujours populaires, la périphérie ne renvoie pas nécessairement au modèle de la *suburb*) ; ensuite, il est le reflet d'une époque (les villes devenues agglomérations ont des formes plus complexes, des centralités plurielles, et des organisations socio-spatiales qui ne renvoient plus nécessairement aux modèles radio-concentriques) ; enfin, ce modèle reste inscrit dans l'idéologie dominante aux Etats-Unis jusqu'aux années 1960 de l'assimilation des populations immigrées, largement questionnée depuis, par le multiculturalisme, le transnationalisme, et d'autres formes d'incorporation des étrangers.

Ces travaux ont néanmoins initié une discussion qui a traversé le XX<sup>ème</sup> siècle autour de trois questions fondamentales :

- Dans quelle mesure les quartiers d'immigration renvoient-ils à des processus d'exclusion et de mise à l'écart délibérée, et / ou à des processus d'agrégation dans des contextes de difficulté d'intégration dans une société allogène ?
- Les moteurs des processus ségrégatifs (ou agrégatifs) sont-ils ethno-raciaux, culturels ou socio-économiques, et, quand ils se conjuguent, lesquels priment sur les autres ?

- Les quartiers à fortes concentrations ethniques sont-ils temporaires, comme le pensaient les sociologues de Chicago, ou durables, comme le montrent les ghettos noirs américains ?

En confrontant ces modèles et ces discussions théoriques aux contextes urbains de la migration bolivienne en Argentine, aux Etats-Unis et en Espagne, je dégage ici quelques pistes de lecture relatives aux espaces et aux formes résidentielles de la présence étrangère en ville. Où se localisent les espaces de résidence des migrants ? Selon quelles logiques de distribution dans l'espace métropolitain, selon quelles formes de concentration ou de dispersion, révélatrices de quels types et de quels degrés de ségrégation ?

La localisation du logement est un des facteurs qui animent les stratégies résidentielles. Catherine Bonvalet et Françoise Dureau, dans une comparaison internationale d'une vingtaine de métropoles du Nord et du Sud, insistent sur trois facteurs décisifs dans les stratégies des ménages : la localisation, le type d'habitat, le statut d'occupation du logement, auxquels elles ajoutent le rôle des réseaux de relations sociales et familiales (Bonvalet et Dureau, 2000). Le terme de stratégie suppose que les acteurs ont une part d'initiative, de choix, de liberté, dans l'élaboration de leur projet. Les migrants, *a fortiori* quand ils sont dotés de faibles ressources financières, se meuvent dans des contextes de fortes contraintes qui réduisent la part du choix dans les modalités de leur accès au logement. Mais, comme le soulignent les contributeurs de l'ouvrage *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale* (Dureau et al., 2000), même chez les plus modestes, subsiste une part de stratégie. Dans un dernier temps de ce chapitre, je reviens sur les types d'habitat et les statuts d'occupation des migrants, questionnant les trajectoires résidentielles au regard des logiques de choix, de contraintes, d'opportunités qui les influencent. Je discute particulièrement le rôle fondamental de deux éléments, les réseaux relationnels et les liens entre logement et emploi.

La comparaison entre trois principales métropoles, espaces privilégiés de l'installation bolivienne à l'étranger, Buenos Aires, Washington, et Madrid, structure les second et troisième temps de ce chapitre. L'analyse des localisations résidentielles, dans la seconde partie, envisage ces aires urbaines successivement, afin d'en mettre en place les principales structures socio-spatiales. La comparaison des trois espaces, situés dans des contextes nationaux très différents, dans des aires culturelles distinctes (latino-américaine, nord-américaine et européenne), aux degrés de développement inégal (une métropole du Sud et deux métropoles du Nord), requiert en effet de poser les bases de leurs structures différenciées pour en comprendre ensuite les logiques d'investissement par les migrants. L'analyse des trajectoires résidentielles, dans la troisième partie, envisage directement ensemble ces contextes, afin d'en faire ressortir les processus communs dans les modes d'accès au logement.

Ce questionnement, à l'échelle des espaces métropolitains puis des logements eux-mêmes, introduit une réflexion plus large sur l'habiter, qui renvoie aux façons de vivre au quotidien l'espace urbain, aux pratiques spatiales qui s'organisent à partir du lieu de résidence, qui sera abordée dans la pluralité de ses dimensions au chapitre suivant.

### **Encadré 5 : Etrangers, minorités, race et ethnie. Précisions de vocabulaire**

Ces notions traversent ce travail et justifient ici, avant leur emploi massif, un arrêt sur les enjeux de termes glissants, et une précision sur les définitions utilisées dans la suite du texte.

#### **Etrangers, minorités.**

En France, l'INSEE distingue les étrangers (individus ayant une nationalité distincte de celle du pays de résidence) des immigrés (individus nés à l'étranger, qui peuvent avoir ou non acquis la nationalité du pays de résidence). Indépendamment de leur statut juridique, je définis ici les étrangers et les immigrés, comme leurs descendants, par leur altérité, en ce qu'ils éprouvent des formes d'auto et d'hétéro-désignation qui les identifient comme "autres" ou "étrangers".

Cette altérité qualifie aussi des groupes nationaux en situation minoritaire, souffrant ou ayant souffert de discrimination et de marginalisation, comme les Noirs aux Etats-Unis, les Indiens en Amérique latine. Je mets ainsi en parallèle les processus d'altérisation affectant les populations étrangères, migrantes, et autochtones en situation minoritaire / de discrimination ethno-raciale. En effet, l'enjeu de la réflexion est de discuter des modes d'intégration ou de mise à l'écart de "l'autre", celui-ci pouvant être national ou étranger, mais dans tous les cas "altérisé" et minorisé.

#### **Ethnicité<sup>76</sup>.**

La notion est très largement mobilisée aux Etats-Unis depuis les années 1970, en Europe depuis les années 1980-90, et renvoie à un débat très abondant, dans la littérature sociologique et anthropologique, dont voici les principaux éléments.

L'ethnicité relève de deux courants théoriques :

**-une vision naturaliste et primordialiste**, qui renvoie à une définition objectivée comme essentielle de l'ethnicité, répondant à un besoin psychologique d'une expérience d'affinité partagée avec les membres d'un groupe aux origines communes ; dans cette conception, les groupes ethniques peuvent être des réalités biologiques.

**-une vision sociale de l'ethnicité**, dominante dans les théories des sciences sociales, selon laquelle l'ethnicité (comme la race) est « construite *historiquement, culturellement, politiquement* » (Hall, 2007, p. 293), variable, flexible.

---

<sup>76</sup> (Voir par exemple pour une synthèse en français sur l'ethnicité Martiniello, 1995 ; Poutignat, Streiff-Fenart et Barth, 2008). Merci à Anna Perraudin pour sa relecture de cet encadré conceptuel.

Max Weber définit les groupes ethniques comme étant des

*"groupes humains qui nourrissent une croyance subjective à une communauté d'origine fondée sur des similitudes de l'habitus extérieur ou des mœurs, ou des deux, ou sur des souvenirs de la colonisation ou de la migration, de sorte que cette croyance devienne importante pour la propagation de la communalisation – peu importe qu'une communauté de sang existe objectivement"* (Weber 1971 p. 461, cité dans Juteau 1996 p. 98).

Cette définition, qui renvoie le fondement du groupe à une *croyance*, ouvre la voie à une conception constructiviste et non naturaliste de l'ethnicité.

**La théorie des frontières ethniques**, que l'on doit au travail majeur de l'anthropologue norvégien Fredrick Barth –*Ethnic Groups and Boundaries*, paru en 1969 (Barth, 2008)- est au fondement de cette dernière perspective, qui inspire ici mon analyse, selon laquelle l'ethnicité est avant tout une question *"d'organisation sociale"* et non de culture, cette dernière étant une conséquence de l'établissement des frontières ethniques entre groupes. Sociales et symboliques, ces frontières déterminent les fixations des groupes, construits sur des processus d'appartenance identitaire de leurs membres, producteurs de symboles, portés par des leaders :

*"Les groupes ethniques sont des catégories d'attribution et d'identification opérées par les acteurs eux-mêmes et ont donc la caractéristique d'organiser les interactions entre les individus"* (Barth, 2008, p. 205).

Centrée sur les relations interindividuelles (avec une forte influence de l'interactionnisme), cette théorie est complétée, aux Etats-Unis notamment, à partir des années 1970 et de la croissance de la **"nouvelle ethnicité"**, par une vision **dite instrumentaliste**. Selon cette perspective, l'ethnicité est construite par les efforts conscients d'individus et de groupes pour mobiliser des symboles ethniques, dans le but d'obtenir des ressources sociales, politiques et matérielles (Hall, 1991, 2007 ; Kasinitz, 1992). L'ethnicité constitue alors une option stratégique. J'y reviendrai au chapitre 4.

## **Race et ethnie**

Aux Etats-Unis, la notion de groupe ethnique a d'abord permis de rendre compte des processus d'identification et d'assignation des descendants des immigrants européens du siècle dernier, alors que le prisme de la race a plus généralement été appliqué aux populations d'origine non européenne : Noirs, Latino-américains, *Native-Americans*, Asiatiques. Plus largement imposée et assignée par la société dominante sur des groupes infériorisés (qu'ils aient été victimes de l'esclavage, de la colonisation, ou de processus de marginalisation et de ségrégation institutionnalisés), la race est ainsi souvent perçue comme plus inflexible que l'ethnicité. Pour Danièle Juteau, les deux modes de catégorisation renvoient à des procès différents, liés à des modes d'appropriation du travail distincts : *"la racialisation se fonde sur un rapport d'appropriation pendant que l'ethnisation repose sur un rapport d'exploitation ou d'oppression"* (Juteau 1996, p. 101). Christian Rinaudo résume très justement les justifications qui ont permis de différencier la race de l'ethnicité dans la littérature étatsunienne :

*"les arguments mobilisés pour justifier la distinction analytique puisent dans différents registres : celui qui met l'accent sur le caractère plus ou moins flexible des réalités identitaires (l'ethnicité étant supposée être plus optionnelle que la race, plus inflexible) ; celui qui, en conséquence, insiste sur le caractère plus ou moins assumé et valorisant de l'ethnicité et plus ou moins subi et stigmatisant de la race ; celui qui marque la différence de la nature des signifiants identitaires selon que ceux-ci relèvent de caractéristiques culturelles (ethnicité) ou physiques, réelles ou supposées (race) ; celui enfin qui met l'accent sur des contextes historiques différents dans les modes d'identification — l'ethnicité renvoyant aux immigrants européens et la race aux populations d'origine non européenne". (Rinaudo, 2010, conclusion).*

Dans la lignée d'autres auteurs, il propose finalement une vision inclusive de l'ethnicité qui permette de surmonter la distinction race/ethnie, consistant à :

*"faire de l'ethnicité une notion de portée plus générale à partir de laquelle les caractéristiques somatiques constituent un type de marqueur identitaire parmi d'autres pouvant être distingué de — ou associé à — des différenciations de type culturel (...). Le choix d'une définition inclusive de l'ethnicité permet de s'écarter d'une tendance qui consiste à distinguer un racisme biologique reposant sur l'hérédité somatique, d'un nouveau racisme, sans race ou culturel construit sur la base d'une irréductibilité des différences ethniques [au profit de] l'analyse des manifestations d'un racisme en acte, ou racisme quotidien, qui ne s'affiche pas systématiquement comme tel (...)." (Rinaudo, 2010 conclusion). Comme l'exprime Véronique De Rudder, "l'idée de race n'est pas ce sur quoi s'ancre logiquement le racisme, mais au contraire ce qu'il produit".*

Je considère dans ce travail, suivant de nombreux auteurs, l'ethnicité et la race comme des *"processus [ethno-raciaux] d'assignation catégorielle et d'organisation des relations sociales à partir de différences culturelles présumées essentielles"* (Poutignat, Streiff-Fenart et Barth, 2008, p. 16), soit des catégories socialement construites, évolutives, dépendantes des contextes dans lesquels elles s'expriment, variables, liées à une hétéro et une auto-désignation. Elles renvoient à des processus similaires, mais, selon les contextes envisagés dans cette étude, les assignations plus "raciales" ou plus "ethniques" peuvent justifier qu'on ne les associe pas systématiquement sous le terme "ethno-racial".

Dans le texte, les termes sont ainsi selon les cas associés ou distingués, selon les contextes de leur énonciation. Pour des raisons de commodité de lecture et une fois ces définitions posées, j'utiliserai ces termes sans guillemets.

## I. Ségrégations urbaines et quartiers d'immigration : discussions théoriques

La littérature états-unienne reste une référence dans l'étude des quartiers d'immigration : les termes de ghetto, enclave, quartier ethnique, *ethnoburb*, y ont été forgés dans une histoire spécifique, qui renvoie aux enjeux de l'intégration des populations étrangères, via l'assimilation puis le multiculturalisme états-unien. Je discute ici ces formes spatiales archétypiques en les situant dans les processus de ségrégation spatiale de métropoles pluriculturelles.

### I.1. Figures de quartiers : ghettos, enclaves, *ethnoburbs*, *barrios*.

- *Le ghetto temporaire dans l'Ecole de Chicago et la théorie de l'assimilation spatiale*

Entre 1880 et 1920, les Etats-Unis reçoivent 24 millions d'étrangers principalement venus d'Europe. La question de leur place dans la société se résout dans une idéologie du *melting pot* ou du mélange des populations, via un processus d'assimilation considéré comme structurel (*structural assimilation hypothesis*). Accompli au terme de deux ou trois générations, il doit conduire les immigrants à devenir des citoyens selon un processus unilinéaire, qui passe par les étapes de leur intégration sociale, économique, culturelle et politique enfin. Cette assimilation, que Roger Brubaker définit comme *spécifique* et *organique*, se situe au niveau de l'individu, et implique son absorption complète dans le corps social (Brubaker, 2001). Elle se mesure en degrés de changement de statut socio-économique, éducatif, linguistique, culturel (mariages mixtes par exemple) et, en termes spatiaux, par le passage de la concentration à la dispersion spatiale.

Les enquêtes produites pendant plusieurs décennies à Chicago par des journalistes, sociologues et économistes, emmenés par Robert E. Park (l'Ecole ou la tradition sociologique de Chicago<sup>77</sup>), restent des références majeures de ces analyses. Bien que l'on y trouve plusieurs définitions de l'assimilation (Park utilise aussi le terme d'*amalgamation*), la plus utilisée renvoie aux

*"processus d'interpénétration et de fusion par lequel les personnes et les groupes acquièrent les mémoires, sentiments et attitudes d'autres personnes et d'autres groupes, et, en partageant leur expérience et leur histoire, sont incorporés avec eux dans une vie culturelle commune".*  
Park et Burgess 1969 (1921) cités par (Alba et Nee, 1997, p. 828 trad. libre).

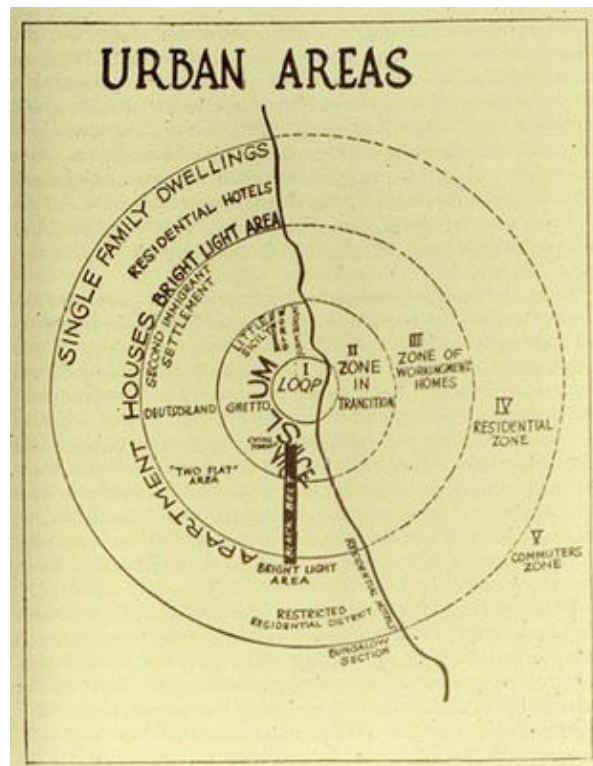
---

<sup>77</sup> J-M. Chapoulie préfère le terme de tradition qui souligne l'hétérogénéité des travaux réalisés, quand le terme d'Ecole, plus couramment employé, pourrait donner l'image d'un corpus homogène (Chapoulie, 2001).



Selon un modèle défini comme naturel, écologique, spontané et invariable, répondant à des aires morales, le processus d'assimilation passe par quatre étapes linéaires de contact, conflit, adaptation ou accomodement (*accomodation*) puis assimilation, dont la traduction spatiale est celle du modèle des aires urbaines de Chicago, établi par Park et Burgess dans les années 1920.

**Figure 14 : Aires naturelles et zones urbaines de l'Ecole de Chicago**



(Source : Park et Burgess, 1925)

La figure majeure de l'espace d'arrivée des immigrés en ville, première étape d'un processus qui doit conduire à leur assimilation, est celle du ghetto (dans la zone de transition sur la figure 1, celle du *slum* ou quartier dégradé), auquel Louis Wirth consacre un ouvrage (Wirth, 1928). Produit de la ségrégation ou de la mise à l'écart de l'étranger à son arrivée dans une société nouvelle, le ghetto est d'abord un espace ethniquement homogène (*Little Sicily, Deutschland* sur la figure 1). Le ghetto juif de Venise de la fin du Moyen-Âge est un espace socialement divers, culturellement homogène, resserré, contraint, stigmatisé. Wirth le décrit à l'aide de la métaphore du village transplanté : des regroupements communautaires d'individus issus des mêmes origines y reconstituent des continuités dans l'expérience d'un exil déstabilisant, démoralisant, et producteur d'une certaine désorganisation. On retrouve ces éléments dans les volumes de l'ouvrage sur le paysan polonais en Amérique, paru pour la première fois en 1918, et devenu un classique de la littérature sociologique américaine sur l'immigration (Thomas et Znaniecki, 1996). L'espace du ghetto, à la vie commerciale intense et à l'ambiance de village, permet la

reproduction de la vie d'avant l'immigration<sup>78</sup>, est caractérisé par sa grande homogénéité en termes d'origines nationales, sa vie communautaire - *community life* (Wirth, 1927, p. 58), son esprit de corps, une langue et des intérêts communs. Espace naturel de résidence temporaire,

« *le ghetto, qu'il soit chinois, noir, sicilien ou juif, ne peut être complètement compris que s'il est vu comme un phénomène socio-psychologique et comme un phénomène écologique ; car il n'est pas seulement physique, il est aussi un état d'esprit* »<sup>79</sup> (Wirth, 1927, p. 71 trad. libre).

A mesure que le processus naturel fait son chemin, l'immigré, puis ses enfants, connaissent une trajectoire résidentielle qui les conduit progressivement du ghetto vers les périphéries urbaines, où s'achève leur assimilation par leur dispersion dans les espaces résidentiels périurbains, et la disparition de leurs spécificités culturelles. Ce processus mono-orienté, unidirectionnel, mène vers une assimilation définie par son *angloconformité*, correspondant au modèle de la société anglosaxonne protestante, blanche (WASP), au cœur de l'identité nationale états-unienne<sup>80</sup>. La construction du *creuset français* (Noiriel, 2006) à l'époque du jacobinisme républicain de la Troisième République, qui permet la construction de l'identité de la Nation française en supprimant les langues et les cultures régionales, s'inscrit dans la même logique, même si c'est le terme d'intégration qui est privilégié (Brubaker, 2001 ; Schnapper, 2007).

- ***Blocages du modèle assimilationniste, racialisation du ghetto***

Au début des années 1960, avant la réforme migratoire de 1965 qui entraîne, par l'abolition des quotas établis dans les années 1920<sup>81</sup>, une reprise des mouvements migratoires et change considérablement le visage de l'immigration états-unienne, l'ouvrage *Beyond the Melting Pot* (Glazer et Moynihan, 1963), analysant les principaux groupes ethniques à New York (Juifs, Italiens, Irlandais, Noirs, Portoricains) montre que l'ethnicité est profondément ancrée dans la ville, reconnue et valorisée par des institutions qui servent les intérêts des

---

<sup>78</sup> « *that part of the city which makes the reproduction of the Old World Life easiest* » (Wirth, 1929, p. 68).

<sup>79</sup> « *The ghetto, be it Chinese, Negro, Sicilian or Jewish, can be completely understood only if it is viewed as a socio-psychological, as well as an ecological, phenomenon ; for it is not merely a physical fact, but also a state of mind* ».

<sup>80</sup> L'ouvrage classique *Assimilation in American life* (Gordon, 1964), qui décrit l'assimilation-fusion-identificationnelle à partir de la notion d'*angloconformité*, distingue par degrés acculturation et assimilation structurelle : il peut exister des formes durables d'*acculturation* sans *assimilation*, expression que D. Schnapper, dans un ouvrage qui met en perspective les contextes français et états-uniens, traduit comme « *intégration culturelle sans intégration structurelle* » (Schnapper, 2007, p. 82). Contrairement à la réputation postérieure et généralisée de l'ouvrage qui le présente comme une vision apologétique de l'assimilation, sa vision est plus nuancée – voir par exemple les analyses de (Alba et Nee, 1997).

<sup>81</sup> L'*Immigrant Quota Act*, 1921, et le *National Origins Act*, 1924, réduisent considérablement les flux migratoires entrant en introduisant des quotas par nationalité.

groupes. Leur homogénéité interne, leur plus grande différence avec la société WASP que d'autres composantes étrangères<sup>82</sup>, contribue au maintien de leur identité, fondée sur des intérêts communs, des liens familiaux, sociaux, liés à l'organisation de la vie sociale, à leur histoire et leur mémoire. Si l'assimilation a pu fonctionner pour les « *cousins ethniques* » des WASP – Allemands par exemple-, elle n'est ainsi que partielle pour d'autres groupes, notamment ceux qui témoignent d'une différence raciale (Glazer et Moynihan, 1963, p. 20), ce qui renvoie aux éléments de différenciation, présentées dans l'encadré 1 (*supra*). Le maintien de situations d'altérité et de différence contredit le modèle de l'assimilation graduelle, même au terme de plusieurs générations. La *straight line assimilation*, décrite par Herbert Gans en 1973, cède le pas face à la reconnaissance d'une *bumpy line theory of ethnicity* (Alba & Nee 1997, p. 833), qui a suscité à partir des années 1970 une immense popularité du concept d'ethnicité aux Etats-Unis, et amorce l'ère du multiculturalisme.

La différence raciale est l'un des principaux blocages du modèle assimilationniste. Robert Park l'identifie, se référant aux immigrés japonais, en 1928 :

« *Le principal obstacle à l'intégration des races n'est pas leur mentalité différente, mais plutôt leurs différences de traits physiques. Ce n'est pas à cause de leur mentalité que les Japonais ne s'assimilent pas aussi facilement que les Européens. C'est parce que les Japonais portent sur eux une marque raciale distinctive, parce qu'ils portent, pour ainsi dire, un uniforme racial qui les classifie* »<sup>83</sup>. (Park, 1928, p. 890).

La question noire (ce ne sont pas des immigrés) est alors absente de ces travaux, exclue du champ des théories de l'assimilation, qui concernent les étrangers (*Foreign born*) et non les minorités nationales. Pourtant, après les années de luttes pour les droits civiques, la persistance de formes de ségrégation raciale et socio-spatiale des populations noires, la faiblesse de leur ascension socio-économique, et la prégnance des discriminations, questionnent radicalement l'assimilationnisme. Dans un article intitulé « *Is Assimilation Dead?* », Nathan Glazer soutient que l'exclusion des Noirs Américains est la principale responsable du rejet de la notion (Glazer, 1993).

La normativité du projet d'intégration repose sur une différenciation entre société dominante (celle dans laquelle l'immigré doit se fondre) et groupes dominés (qui doivent renoncer à leur identité pour se fondre dans la société dominante), d'où le rejet de la notion

---

<sup>82</sup> Une différence est faite avec les Allemands qui, de second groupe le plus important en nombre aux Etats Unis à la fin du XIX siècle, se sont « *évanouis comme groupe* » et ont été assimilés, en raison de leur moindre homogénéité en tant que groupe notamment, visible par leurs différentes affiliations religieuses (Glazer et Moynihan, 1963, p. 310-11).

<sup>83</sup> « *The chief obstacle to assimilation of races is not their different mental, but rather their divergent physical traits. It is not because of the mentality of the Japanese that they do not so easily assimilate as do the Europeans. It is because the Japanese bears in his features a distinctive racial hallmark, that he wears, so to speak, a racial uniform which classifies him* ».

par certains sociologues français<sup>84</sup>. La critique porte sur à la fois sur la dimension téléologique et normative du projet d'assimilation. N'existe-t-il pas des formes d'intégration à d'autres projets sociaux que celui promu par l'angloconformité aux Etats-Unis, l'*Englishness* au Royaume Uni, ou l'Etat-nation (en France) ? Cette critique ouvrira la voie aux théories de l'assimilation segmentée, énoncées à partir des travaux d'Alejandro Portes et Min Zhou dans les années 1990 (Portes et Zhou, 1993).

Les blocages de l'ascension socio-économique de certains groupes comme le maintien de ghettos sur la durée, qui contreviennent au schème de la mobilité résidentielle envisagé dans le modèle de Chicago, contribuent à son rejet. Le ghetto n'est pas seulement un sas provisoire dans la ville centre, il peut être durable, se consolider. Il n'est pas non plus forcément le lieu d'arrivée des primo-migrants : l'évolution des métropoles, marquées par une extension spatiale forte (d'autant plus aux Etats-Unis où l'étalement est très prononcé), fait aussi apparaître des espaces d'accueil des migrants directement dans les périphéries urbaines.

La question noire devient ainsi première dans l'analyse du ghetto états-unien, ce qui rend par la suite son exportation difficile dans d'autres contextes : le ghetto a connu un processus de racialisation, devenant le lieu de résidence et de stagnation socio-économique des populations noires.

- ***Exclusion raciale et socio-économique dans le ghetto***

Dans sa présentation des grandes figures de la ville à l'heure globale, Peter Marcuse, définit le ghetto comme :

*« une aire spatialement concentrée, qui sépare et délimite une population définie généralement par la race et contre sa volonté, qui est considérée, et traitée comme inférieure par la société dominante »*<sup>85</sup> (Marcuse, 1997b, p. 312 trad. libre).

Alors que dans le ghetto traditionnel,

---

<sup>84</sup> tels Didier Lapeyronnie dans son étude du ghetto urbain français : « pour le dire de manière lapidaire, l'intégration est le point de vue du dominant sur le dominé. Le dominant considère ainsi que généralement que celui qui est dominé n'est pas intégré (...) J'estime donc qu'il convient d'éviter ce mot d'intégration lorsqu'on parle du monde populaire français et de la population immigrante ou d'origine immigrée » (Didier Lapeyronnie, cité par D.Schnapper 1997 p. 18)

<sup>85</sup> « A ghetto is a spatially concentrated area used to separate and limit a particular involuntarily and usually racially defined population group held to be, and treated as, inferior by the dominant society ».

*« le confinement des habitants est souhaité par les intérêts dominants de la société parce qu'il favorise une forte mesure de contrôle sur les activités des résidents, qui suivent les intérêts économiques dominants »*<sup>86</sup> (Marcuse, 1997b, p. 312 trad. libre),

dans le « *nouveau ghetto des exclus* » ou « *outcast ghetto* », exclusion raciale et économique se renforcent, dans un espace où

*« la race est combinée avec la classe dans une aire géographique concentrée où les résidents sont exclus de la vie économique de la société environnante, qui ne profite pas de façon significative de son existence ; le confinement des résidents dans le ghetto est désiré par les intérêts dominants en raison de la peur que leurs activités, non contrôlées, puissent menacer la paix sociale dominante »*<sup>87</sup> (op. cit.).

L'approfondissement des logiques d'exclusion se retrouve dans la notion d'*hyperghetto* qu'emploie Loïc Wacquant à propos des *parias urbains* (Wacquant, 1993, 2006).

La réflexion sur les dynamiques d'exclusion économique et raciale est au cœur des travaux de W. J. Wilson sur l'*underclass* (Wilson, 1990, 1996). La notion émerge dans les années 1970 pour caractériser l'impossibilité de la sortie de la pauvreté des familles noires souvent monoparentales, peu éduquées et sans travail des ghettos des villes centres, en raison de facteurs économiques (manque d'emploi) mais aussi liés aux spécificités culturelles des groupes, dans des contextes de politiques sociales défaillantes et de forte discrimination. L'analyse culturaliste renvoie à l'interprétation dominante qui est faite du travail ethnographique d'Oscar Lewis (Lewis, 1978) sur la culture de la pauvreté dans les quartiers populaires du centre de Mexico (*vecindades*) dans les années 1940, qui envisage la culture comme l'une des causes du maintien dans la pauvreté.

Wilson s'insurge cependant contre cette interprétation : si la culture peut conduire à des formes d'autonomisation séparée du groupe, ce sont d'abord les raisons structurelles, c'est-à-dire des processus d'exclusion économique et de racisme historiquement ancrés dans l'histoire américaine, qui conduisent au développement de cultures de l'*underclass* :

*« la culture importe, mais je dois dire qu'elle n'importe pas autant que la structure sociale. La culture est moins autonome que la structure sociale, qui joue plus souvent un rôle d'intermédiaire dans la détermination des devenir des vies individuelles... On ne peut pas établir une dichotomie simple entre culture et structure dans une recherche sur leur impact*

---

<sup>86</sup> « A traditional ghetto is a ghetto in which the confinement of residents is desired by the dominant interests of the society because that confinement facilitates a strong measure of control over residents' activities, activities that further dominant economic interests ».

<sup>87</sup> « The new ghetto of the excluded is a ghetto in which race is combined with class in a spatially concentrated area where residents' activities are excluded from the economic life of the surrounding society, which does not profit significantly from its existence; the confinement of their residents to the ghetto is desired by the dominant interests out of fear that their activities, not controlled, may endanger the dominant social peace ».

*relatif. Ils ne sont pas exclusifs, en fait ils vont souvent de paire »*<sup>88</sup> (Wilson, 2009, p. 152-153 trad. libre).

L'ouvrage fondamental de Douglas Massey et Nancy Denton paru en 1993, *American Apartheid*, récuse également les visions simplificatrices et culpabilisantes de la culture de la pauvreté, montrant que les processus de ségrégation raciale sont la cause principale de la persistance de l'*underclass*, à l'origine de certains comportements culturels :

*« aucun groupe ethnique ou racial aux Etats-Unis dans l'histoire, sauf un, n'a jamais expérimenté la ghettoïsation, même brièvement. Pour les Noirs urbains, le ghetto a été la configuration résidentielle paradigmatique depuis au moins 80 ans »* (Massey et Denton, 1993, p. 18-19 trad. libre).

C'est bien l'isolement, trait majeur du ghetto, la concentration d'un groupe dans un espace isolé du reste de la société dont il est exclu, qui conduit à des logiques d'accessibilité intra-groupe aux ressources urbaines, et favorise le développement de pratiques culturelles différenciées, observées par exemple au niveau linguistique. A la suite de Labov, Massey et Denton montrent que *« Blancs et Noirs aux Etats-Unis parlent des langues qui sont de plus en plus différentes, avec des règles de grammaire différentes, des prononciations divergentes et des vocabulaires distincts »* (Massey et Denton, 1993, p. 163), et que c'est presque devenu un péché que de *« parler blanc »* au sein des ghettos. La culture de la violence comme moyen de se prémunir des dangers et comme mode de résistance à la ségrégation, l'émergence de *codes de la rue*, sont aussi au cœur des analyses d'Elijah Anderson ou de Philippe Bourgois (Anderson, 2000 ; Bourgois, 2002). La reproduction de codes culturels spécifiques finit par faire obstacle à l'intégration du groupe dans la société mainstream, contribuant au maintien de la différence.

C'est à partir des contraintes issues d'un processus de ségrégation que se renforcent les pratiques sociales et culturelles spécifiques du North End de Boston dans les années 1930, décrites par William Foote Whyte dans une étude classique de la socio-anthropologie états-unienne (Whyte, 2007- première édition 1943), bien que l'auteur ne parle pas de ghetto mais de quartier précaire (*slum*). Pour les jeunes italiens du quartier, les *« gars de la rue »*, ceux de *« la bande à Doc »* (l'informateur clé de l'auteur), l'insertion et les perspectives de mobilité sociale sont dépendantes des structures sociales locales, du racket, des clubs, et des jeux politiques. Contrairement à l'idée selon laquelle les quartiers pauvres seraient des espaces de la désorganisation sociale,

---

<sup>88</sup> *« Culture matters, but I would have to say it does not matter nearly as much as social structure. Culture is less causally autonomous than social structure, more often playing a mediating role in determining individual's life outcomes (...) One cannot draw a simple dichotomy between culture and structure in an investigation of their relative impact. They are not mutually exclusive ; in fact they often work in concert. »*

« le problème de Cornerville, ce n'est pas le manque d'organisation. C'est le fait que son organisation sociale propre ne parvient pas à s'adapter à la structure de la société qui l'englobe. C'est ce qui explique le développement des organisations locales de politiciens et de racketteurs, et aussi la fidélité de ses habitants à l'égard de leur race et de l'Italie » (Whyte, 2007, p. 303 trad. libre).

- ***Le ghetto, une figure états-unienne difficilement exportable***

En France, le rejet de la notion de ghetto est souvent justifié par le caractère fondamentalement multiethnique des quartiers de banlieues françaises et la forte spécificité raciale des ghettos états-uniens (De Rudder, 1982 ; Vieillard-Baron, 1996 ; Wacquant, 1992). La critique la plus virulente émane de Loïc Wacquant qui considère le ghetto français comme un « *contresens sociologique* » :

*« Contrairement au ghetto noir américain, la banlieue française n'est pas une formation sociale homogène, porteuse d'une identité culturelle unitaire, jouissant d'une autonomie et d'une duplication institutionnelle avancées, fondée sur un clivage dichotomique entre races (c'est-à-dire entre catégories ethniques fictivement biologisées) officiellement reconnu ou toléré par l'Etat. Les cités populaires de la frange des villes n'ont jamais eu et n'ont pas vocation à cloisonner un groupe particulier, à l'inverse de la ceinture noire de la métropole étatsunienne qui a toujours été une manière de conteneur urbain réservé à une catégorie déshonorée avant que d'être un réservoir de main d'œuvre ou un dépotoir pour détritiques sociaux » (Wacquant, 2006, p. 170).*

C'est justement cette association entre « *désignations ethniques et localisations urbaines ethnicisées* » (Rinaudo, 2010, p. 20), que Christian Rinaudo envisage pour montrer comment l'exportation de la notion rend compte du processus de fixation, en France, de la représentation sociale du ghetto. D'autres justifient la translation européenne du terme par la prégnance commune des dynamiques de relégation et d'exclusion qui président à la constitution du ghetto, construit aussi comme un espace avec une identité propre :

*« construit extérieurement (...) produit de la ségrégation raciale, de la pauvreté, de la relégation sociale (...) le ghetto est aussi construit de l'intérieur. Il est un territoire urbain à part dans lequel la population, ou tout au moins une partie, a élaboré un mode de vie particulier, un contre-monde moral et social. » (Lapeyronnie, 2008, p. 13-14).*

Dans le travail de Didier Lapeyronnie, comme celui de David Lepoutre, les banlieues sont d'abord des espaces de relégation économique, sociale, raciale, inscrits dans des rapports de pouvoir dissymétriques, qui ont des conséquences sur la création réactive d'un univers

social et moral propre qu'ils s'appliquent à décrire, à partir d'études ethnographiques permettant de rendre compte de ces réalités de l'intérieur<sup>89</sup>.

Le ghetto est une notion peu mobilisée en Amérique latine. Dans des sociétés peu marquées par l'immigration populaire pour la plupart (les vagues migratoires principales ont été blanches et concerné des acteurs économiquement dominants – on verra néanmoins que l'importance de l'immigration limitrophe en Argentine est une exception majeure), c'est bien la question indienne qui a fait l'objet de processus violents, inscrits sur la longue durée, de marginalisation et d'exclusion ethno-raciale.

Une différence fondamentale réside dans le degré d'urbanisation relativement faible des groupes indigènes jusqu'à la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle : c'est ainsi plus dans la marginalisation du monde rural paysan indigène que s'est construit l'exclusion. L'urbanisation rapide de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, qui touche aussi les groupes indigènes, pose désormais dans les grandes villes la question de leur accès à une mobilité sociale et de leur présence durable dans les quartiers précaires et marginalisés, qui renvoie à des logiques ethno-raciales et économiques (voir par exemple au Mexique les travaux de Durin, 2008 ; Perraudin, 2011). Ce sont toutefois les lectures de la ségrégation en termes socio-économiques, influencées par les théories marxistes et structuralistes, qui président à la lecture des espaces urbains en Amérique latine jusqu'au tournant néolibéral des années 1980.

Comparant les quartiers populaires français et argentins, Denis Merklen rapproche le quartier populaire du ghetto à trois conditions : lorsque les institutions sont absentes ou contribuent à aggraver le processus d'isolement et de mise à l'écart ; lorsque se construit une inscription territoriale "*où la distinction et l'identification dominant un mode de vie commune extrêmement dense*" ; lorsque les individus se trouvent dans une situation d'isolement ou d'enclave (Merklen, 2009, p. 74). La dimension ethno-raciale est absente de ce travail. On verra plus loin que la migration bolivienne à Buenos Aires pose la question de la dimension ethno-raciale des processus ségrégatifs, inscrits dans des logiques plus classiques d'exclusion socio-économique, avivés depuis les années 1980.

La figure spatiale du ghetto met finalement en évidence la difficulté de démêler processus d'exclusion raciale et socio-économique souvent associés dans les rapports de domination qui le construisent. Sa dimension culturelle ne peut être conçue que comme une réponse à un processus d'isolement socio-spatial (et non comme un donné). Aux Etats-Unis, la prégnance de la définition raciale de l'exclusion diffère d'une lecture plus socio-économique mise en avant en France dans une société réticente à l'ethnisation. En Amérique latine, la question indigène requestionne les processus de ségrégation urbaine, depuis sa mise en visibilité croissante dans les années 1990.

---

<sup>89</sup> Didier Lapeyronnie plonge dans un monde aux différenciations d'âge, de genre, de race (un chapitre de son ouvrage s'intitule « *la race des hommes, le sexe des femmes* »), quand David Lepoutre s'intéresse aux adolescents de la cité des 4.000 à la Courneuve, ces jeunes qui échafaudent une « *culture des rues* », faite de codes, de rites, de langages, pour reprendre le sous-titre de son magnifique ouvrage (Lepoutre, 2001).



## I.2. L'enclave ethnique, une vision positive de la ségrégation

Aux Etats-Unis, la racialisation très forte du ghetto conduit, en général, à une distinction forte entre le ghetto (noir) et l'enclave ethnique, qui renvoie en général aux quartiers d'immigration (ce que ne sont pas les quartiers noirs), et correspond plus, par certaines dimensions, au caractère spécifique et transitoire du ghetto selon l'acception des sociologues de l'Ecole de Chicago.

Les débats sur l'enclave ethnique renvoient à son identification, comme économie ou comme espace ; comme espace contraint ou choisi, autorisant une certaine ascension sociale. C'est désormais cette dernière dimension qui prime dans la littérature.

- ***Ghetto vs. enclave : Noirs vs. immigrés***

Aux Etats-Unis, le ghetto, qui ne permet de mobilité ni sociale ni spatiale, est l'espace qui « *n'a jamais permis aux Noirs d'être des immigrés* » (Logan, Wenquan Zhang et Alba, 2002). L'*immigrant analogy*, qui consiste à comparer la réussite des Noirs Américains avec celle des groupes d'immigrés, pour généralement constater que ces derniers ont une trajectoire socio-économique meilleure que les premiers, et rendre ainsi les Noirs Américains responsables de leur stagnation en déresponsabilisant le reste de la société, cache ainsi un puissant processus d'exclusion raciale (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001, p. 5). Un certain nombre de chercheurs soulignent ainsi la nécessité de distinguer les deux notions.

Selon Massey et Denton, le ghetto se distingue ainsi de l'enclave ethnique par trois éléments ((Massey et Denton, 1993, chap. 2) :

- son homogénéité raciale (82% de noirs dans le ghetto noir de Chicago à l'époque de Burgess, taux de concentration jamais atteint par aucune autre concentration ethnique),
- le faible nombre d'individus du groupe vivant hors du ghetto qui conduit à un isolement très grand du reste de la société (93% des noirs de Chicago vivent dans le ghetto à l'époque de Park, contre 50% des Italiens),
- le caractère permanent du ghetto, alors que les enclaves ethniques sont temporaires.

Ceri Peach reprend les principales distinctions entre les deux notions, et souligne que la non prise en compte des différences fondamentales de ces deux notions donne une vision erronée de la ségrégation, comme processus négatif et contraint, qui ne correspond pas au sens de l'enclave, espace choisi, positif, pouvant devenir lieu d'insertion sociale pour ses résidents, et où le versant positif de la ségrégation comme ressource est fondamental.

**Tableau 10 : Ghetto afro-américain vs. enclave ethnique**

<b>Le ghetto afro-américain</b>	<b>L'enclave ethnique</b>
Ségrégation duale : une large majorité des Noirs y vit / une large majorité des résidents st Noirs	Dilution duale : une minorité du groupe y vit ; ils forment une minorité de la population résidente.
négatif	Positive
forcé / contraint	Choisie
en croissance	Résiduelle
réel	Symbolique
menaçant	Touristique
permanent	temporaire

Source : Peach, 2010

- ***Une économie ethnique permettant une certaine réussite sociale ?***

L'article fondateur sur l'enclave ethnique est généralement attribué au travail de Wilson et Portes sur les Cubains de Miami en 1980 (alors l'une des plus importantes concentrations d'immigrés de même origine aux Etats-Unis) : il montre que l'embauche au sein d'une même économie ethnique est non seulement une dimension importante de l'économie locale, mais aussi et surtout une voie d'accès, plus rapide que l'embauche dans l'économie *mainstream*, à la réussite professionnelle et à des formes d'autonomie, particulièrement dans l'entrepreneuriat ethnique (Wilson et Portes, 1980). Les réseaux relationnels, la langue commune des membres du groupe, sont quelques-unes des caractéristiques de cette économie d'enclave génératrice de réussite sociale.

C'est ainsi d'abord en termes économiques qu'est définie l'enclave ethnique, et non en termes spatiaux : c'est une *"forme particulière d'organisation sociale dans laquelle les entrepreneurs immigrants emploient des travailleurs de la même origine"* (Waldinger, 1993, p. 25). Cette organisation sociale se traduit cependant par un effet de concentration, généralement à l'échelle d'une ville (Portes et Jensen, 1987, 1992).

En réponse à la vision positive de l'enclave telle que présentée par l'étude sur les Cubains de Miami, Sanders et Nee, les comparant aux Chinois de Californie, concluent à l'existence d'espaces très inégalitaires : la réussite des uns joue sur l'exploitation des autres, dans des relations professionnelles asymétriques (Sanders et Nee, 1989). Les employeurs entretiennent des relations clientélistes et de dépendance avec les employés co-ethniques, fréquemment sous payés et exploités. L'enclave est ainsi un lieu de réussite pour les patrons plus que pour les employés co-ethniques qui y sont plutôt défavorisés, qu'ils y vivent ou y travaillent, et dont les salaires peuvent augmenter ou diminuer, selon les effets de concurrence (baisse des salaires) ou d'économies d'échelles par concentration commerciale (hausse de salaires).

La confusion entre le caractère économique et spatial de l'enclave a progressivement amené à réserver à la dimension économique le terme **d'économie ethnique**, qui renvoie au fonctionnement économique d'un groupe indépendamment de ses logiques spatiales – voir par exemple les travaux sur les économies ethniques des Chinatowns et quartiers asiatiques états-unis caractérisés par une importance de l'entrepreneuriat migrant (Light et Bhachu, 1993 ; Light et Gold, 2000 ; Zhou, 1995).

Roger Waldinger utilise le terme de **niche ethnique**, dont il montre le double visage économique dans son étude de Los Angeles :

*« les niches sont omniprésentes, mais pas toutes gratifiantes. Certains (...) gagnent un considérable bonus en étant auto-entrepreneurs ; (...) En revanche, les Mexicains et Centraméricains ont été concentrés dans des niches qui constituent des pièges pour leur mobilité ; la concentration dans une spécialisation ethnique y sature la demande et augmente de ce fait le potentiel pour la compétition avec les leurs »<sup>90</sup>. (Waldinger, 1996, p. 451 trad. libre).*

Le débat sur la dimension économique de l'enclave porte sur son inscription dans des logiques de choix (chercher une meilleure intégration socio-économique à partir des réseaux sociaux et ethniques) et de contrainte (c'est parce que l'économie mainstream n'offre pas de possibilités d'insertion satisfaisante que l'on reste dans l'enclave). Cette dualité traverse aussi les visions de l'enclave ethnique envisagée dans sa dimension spatiale.

- **L'enclave comme quartier, ethnique ou non**

Au sein des quartiers ethniques (*ethnic neighborhoods*), certains établissent une hiérarchie entre l'**enclave ethnique**, espace **contraint** et de statut socio-économique inférieur aux espaces environnants, et la **communauté ethnique** :

*« quartier ségrégué qui peut résulter des préférences de groupes mêmes quand l'assimilation spatiale est possible autrement »<sup>91</sup> (Logan, Wenquan Zhang et Alba, 2002, p. 299 trad. libre).*

La communauté ethnique, au statut socio-économique supérieur à l'enclave, marquée par des logiques d'entre-soi affirmées (d'ordre culturel, linguistique...), est ainsi un espace de résistance à l'assimilation, ou d'insertion **choisie** d'un groupe.

---

<sup>90</sup> « *Niching is pervasive, but not every niche proves rewarding. Some do (...) earn a considerable self employment bonus (...) by contrast, Mexicans and central Americans seem to have been herded into niches that constitute mobility traps, in these cases, concentration in a ethnic specialization saturates supply and thus increases the potential for competition with one's own kind* ».

<sup>91</sup> « *segregated settlements can result from group preferences even when spatial assimilation is otherwise feasible* ».

L'un comme l'autre peuvent être des tremplins pour des immigrés récemment arrivés (définition historique du ghetto), mais aussi des espaces de résidence plus durable, soit par contrainte (enclave) soit par choix (communauté). L'étude de Logan et al. citée ci-dessus sur New York et Los Angeles montre que la communauté ethnique, qui maintient de fortes composantes culturelles, une homogénéité affirmée du groupe, affiche une certaine réussite économique, et se localise surtout dans les zones de banlieue, qualifie généralement des groupes migrants aux profils plutôt qualifiés et aux formes réussies d'entrepreneuriat, tels que les Philippins, Indiens et Japonais. Ce type de quartier correspond peu ou prou à ce qui sera ensuite défini par le terme d'*ethnoburb* (voir *infra*).

Remarquons le rapport d'équivalence établi entre « communauté » et « quartier », que l'on retrouve dans la définition plus courante de l'enclave comme lieu d'agrégation et d'insertion. C'est la primauté des facteurs d'agrégation du groupe sur les dimensions ségrégatives de domination et de mise à l'écart qui domine aujourd'hui la littérature sur l'enclave, et la distingue explicitement du ghetto. Philip Kasinitz décrit les quartiers caribéens de New York comme une enclave immigrée d'origine caribéenne noire, où les réseaux ethniques sont une ressource pour l'intégration économique, où les liens familiaux et amicaux reposant sur des bases ethniques ouvrent des portes vers l'emploi informel, permettent l'organisation de tontines collectives, etc. La vie dans l'enclave permet de maintenir ces liens et réseaux que le départ vers des banlieues plus pluriethniques a tendance à amenuiser :

*« Le maintien d'une enclave ethnique des West Indians n'est pas seulement possible ; du point de vue des immigrants, c'est aussi économiquement un bénéfice »* (Kasinitz, 1992, p. 88-89).

L'enclave, espace plus choisi que subi, définit par extension des espaces aux logiques d'homogénéité non pas ethnique, mais d'entre-soi et de communautarisme. Ainsi, pour Peter Marcuse, après le ghetto (et avant la citadelle), l'enclave est la seconde figure de la ville contemporaine :

*« une enclave est une aire spatialement concentrée dans laquelle les membres d'un groupe particulier, qui se définit lui-même par l'ethnicité, la religion ou une autre caractéristique, se rassemble pour améliorer son développement économique, social, politique et ou culturel. Trois catégories doivent y être différenciées : les enclaves culturelles, ethniques, et exclusives »*<sup>92</sup>. (Marcuse, 1997b, p. 314 trad. libre).

---

<sup>92</sup> « An enclave is a spatially concentrated area in which members of a particular population group, self-defined by ethnicity or religion or otherwise, congregate as a means of enhancing their economic, social, political, and/or cultural development. Three subcategories need to be differentiated within the general definition of enclave: immigrant enclaves, cultural enclaves, and exclusionary enclaves. »

Dans son ouvrage *Urban enclaves*, Abrahamson qualifie d'enclaves les espaces regroupant des individus partageant un même mode de vie, organisés autour de commerces et de services, et marqués par des intérêts collectifs partagés (Abrahamson, 2005). Certaines renvoient à des enclaves économiques (aisées – quartiers de Beacon Hill à Boston, de Nob Hill à San Francisco ; ou populaires – espaces de la *working class* de Chicago), définies par leur style de vie (quartier gay de Castro à San Francisco) ou leur fondement ethno-religieux (quartiers juifs hassidiques de Brooklyn – Williamsburg, Crown Heights).

Le terme est alors dissocié d'une localisation spécifique, en situation centrale ou périphérique. Il s'agit ainsi d'une rupture avec le modèle spatial de Park et Burgess des aires concentriques, attestée par la multiplication des espaces de l'entre soi, ethnique et non ethnique, dans les périphéries urbaines. L'ouvrage de Jan Lin sur l'enclave ethnique Chinatown à New York montre comment, depuis son territoire emblématique au sud de l'île de Manhattan, Chinatown a essaimé d'autres concentrations ethniques fortes, à Brooklyn, et dans le Queens, fortement articulées au Chinatown historique par des liens multiples, créant ainsi une territorialité chinoise locale en réseau. L'hétérogénéité de ce territoire est lisible dans la diversité des profils socio-économiques des résidents, dans l'existence de relations de pouvoir et de domination, mais aussi de conflits, notamment en lien avec les sous-groupes ethniques de l'enclave - entre, par exemple, migrants issus de la province du Fujian et du Guangdong (Lin, 1998a).

- ***L'ethnoburb, banlieue [multi]-ethnique***

Le terme, contraction d'*ethnic* et de *suburb*, est attribué à Wei Li, mais les formes sont identifiées dans plusieurs travaux consacrés aux banlieues asiatiques des villes de la côte pacifique nord-américaine (Horton et Calderon, 1995 ; Li, 2006). Il illustre les changements opérés dans les modèles spatiaux de la présence étrangère en ville, et désigne des quartiers résidentiels, multiraciaux, multiethniques, multiculturels dans lesquels une minorité ethnique a une concentration significative (et donc visible) sans représenter la majorité de la population, correspondant à une concentration volontaire qui soutient des réseaux sociaux et des opportunités économiques. Le passage de l'enclave ethnique à l'*ethnoburb*<sup>93</sup> souligne que les banlieues sont des nouveaux espaces d'immigration : contrairement à l'époque de l'Ecole de Chicago, les *suburbs* ne sont plus des espaces de dilution des identités culturelles, mais peuvent être des espaces ethniquement marqués.

Cette « *ethnisation de la suburbia* » (Giband 2011, p. 18) invite à dissocier trajectoires d'insertion socio-économique, lisibles spatialement par l'emménagement dans les banlieues plus aisées que les centres-villes américains, et assimilation culturelle. Dans l'*ethnoburb*

---

<sup>93</sup> Tel est le titre de l'ouvrage de Li : *From Urban Enclave to Ethnic Suburb: New Asian Communities in Pacific Rim Countries*.

comme dans l'enclave ethnique, l'identification par logiques d'agrégation ethnique est une ressource socio-économique ou politique. Le degré de réussite économique est lié au maintien de spécificités culturelles et des marques de visibilité ethnique dans les paysages. On retient donc de cette notion qu'elle insiste sur la *suburbanisation* des quartiers ethniques, ainsi que sur la dimension positive de regroupements ethniques choisis, sources de réussite sociale.

### **I.3. Et les *barrios* ?**

Aux Etats-Unis, le terme de *barrio*, qui signifie simplement "quartier" en espagnol, est réservé aux espaces marqués par une forte présence d'origine latino-américaine ou hispanique, ce qui permet d'éviter son identification avec le ghetto, dont on a vu la forte racialisation noire. Le terme n'a pas d'équivalent pour d'autres minorités<sup>94</sup>.

Il a d'abord été employé pour qualifier la spécificité portoricaine du quartier d'East Harlem à New York et le différencier du ghetto noir-américain, à l'heure de l'arrivée de nombreux migrants portoricains aux Etats-Unis (années 1940). L'émergence des *Latino studies* date des années 1970. Les *barrios* y sont d'abord analysés sous le prisme de la ségrégation raciale et socio-économique, à l'image des travaux sur le ghetto, discutés aussi en lien à l'*underclass*. Mais ils sont aussi envisagés sous l'angle plus positif de l'enclave ethnique, comme les études pionnières sur les Cubains de Miami l'ont mis en évidence.

La notion renvoie en effet à des réalités très hétérogènes, dans un groupe latino-américain qui l'est tout autant aux Etats-Unis (Cohen et Treguer, 2004 ; Giband, 2012). Sonia Lehman Frisch en propose une typologie selon plusieurs critères : époque d'arrivée des groupes ; durée, continuité et intensité des processus migratoires ; effectifs de la population hispanique locale ; origines nationales ; degré de ségrégation ; forme de l'espace urbain investi. Elle distingue des *barrios* historiques mexicains correspondant aux espaces d'avant 1848 (type San Antonio Texas) ; des quartiers centraux, investis par les Hispaniques dans les années 1950 (Los Angeles) ou plus récemment (Nashville) ; des quartiers transformés par plusieurs vagues d'immigration hispanique (East Harlem) ; des *barrios* diffus ou caractérisés par une faible concentration latino-américaine dans les banlieues (elle utilise le terme de *débarrioïsation*) ; et enfin des *barrios* remis en question par des processus de gentrification (dont le quartier de Mission, à San Francisco, auquel elle a consacré de nombreux travaux depuis sa thèse de doctorat) - (Lehman-Frisch, 2010, 2013).

C'est surtout dans les quartiers centraux que le terme est utilisé, alors même que la présence des *Hispanics* est aujourd'hui majoritaire dans les banlieues. Dans les années 1990

---

<sup>94</sup> *Chinatown* renvoie explicitement aux quartiers historiques d'installation des premiers migrants chinois dans les grandes villes – aux Etats Unis comme ailleurs – mais il n'existe pas de terme pour regrouper les quartiers aux fortes origines asiatiques, par exemple.

déjà, 71% de la croissance de la population hispanique aux Etats-Unis était localisée dans les banlieues. 54% des *Hispanics* y vivent en 2000 (Suro et Singer, 2002 ; Suro et Tafoya, 2004). L'installation dans les banlieues est plus marquée dans les nouvelles régions d'immigration que dans celles qui ont joué traditionnellement le rôle d'espaces d'accueil du groupe<sup>95</sup> ; les banlieues y sont aussi des espaces d'installation des primo-migrants, qui ne passent plus par les traditionnels quartiers d'accueil centraux. L'ethnisation de la banlieue transforme ainsi les quartiers ethniques tout en accroissant leur diversité ; les concentrations ethniques, plus variées, sont moins fortes dans les espaces des banlieues, plus culturellement et ethniquement hétérogènes que les ghettos ou enclaves ethniques des villes centres, comme le montre l'étude de Logan et al. (2002). Le recensement 2010 révèle que 51% de la population née à l'étranger aux Etats-Unis réside dans les banlieues<sup>96</sup> des 95 aires métropolitaines principales (33% dans les villes-centres, le reste hors de ces 95 aires métropolitaines) : ces données s'inscrivent dans la tendance générale à la *suburbanisation* de la population étrangère (Singer, 2012).

En 2000, plus de la moitié des *Hispanics* vivent dans des quartiers dont ils composent moins de la moitié de la population (57%) et leur tendance à la dispersion dans l'espace métropolitain et dans des quartiers où ils sont minoritaires s'accroît sur les derniers intervalles censitaires<sup>97</sup>. Cette dispersion est plus forte pour les secondes générations, qui vivent à 39% seulement dans des quartiers à majorité hispanique (contre 48% pour les premières générations) ; elle est aussi plus forte dans les nouveaux espaces d'installation (comme ceux du sud-est du pays), où les trois quarts des *Hispanics* vivent dans des quartiers où ils sont minoritaires (Suro et Tafoya, 2004).

L'intensité de la concentration ethnique est un indice de ségrégation, souvent synonyme de moindre réussite socio-économique. Des études quantitatives montrent en effet que les

---

<sup>95</sup> Depuis 1980, les taux les plus élevés de croissance des Hispaniques concernent des aires métropolitaines traditionnellement peu caractérisées par l'immigration, dans lesquelles la diversité est plutôt une nouveauté (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001 ; Davila et Lao-Montes, 2001 ; Price et Benton-Short, 2008 ; Sassen, 1996 ; Soja, 2000 ; Waldinger, 1996). Les Etats dont la croissance de la population née à l'étranger est la plus forte entre 1990 et 2010 sont ainsi la Caroline du Nord et du sud, la Géorgie, l'Alabama, le Tennessee, l'Arkansas, soit le vieux sud états-unien (plus de 280% d'accroissement de la population étrangère en 20 ans), ainsi que le Nevada et l'Utah dans l'ouest, et le Nebraska au centre du pays. Ces nouvelles zones d'immigration étendent à une très large partie du territoire national la problématique migratoire, qui a longtemps été l'apanage des grandes villes. Dans *Latinos in the new South* (Smith et Furuseth, 2006), les auteurs illustrent l'attractivité nouvelle des Etats du sud-est du pays ; l'ouvrage *New Destinations* (Zúñiga et Hernández-León, 2006) analyse la diversification spatiale des Mexicains en dehors des pôles traditionnels du sud-ouest, de l'Illinois, de la Floride et de la région de New York, à destination des Etats peu caractérisés par le fait migratoire, des villes de taille moyenne, et des espaces ruraux.

<sup>96</sup> Les « villes centres » des aires métropolitaines donnent leur nom à l'aire métropolitaine (telle que définie dans les données du US Census) ainsi que les espaces incorporés (cities) de plus de 100.000 habitants de l'aire métropolitaine ; les banlieues sont tout ce qui n'est pas les « villes centres » (Singer, 2012).

<sup>97</sup> La croissance de la population hispanique entre 1990 et 2000 aux Etats-Unis est localisée pour moitié dans des quartiers où les *Hispanics* sont majoritaires et dans des zones où ils sont minoritaires.

trois-quarts des *Hispanics* qui ne parlent qu'anglais (signe d'intégration) vivent dans des quartiers où ils sont minoritaires (ce qui plaide en faveur de la dispersion) ; les *Hispanics* qui vivent dans des espaces où ils sont majoritaires (*barrios* de forte concentration) ont en moyenne des revenus inférieurs aux autres, et connaissent des taux de pauvreté plus importants. Cependant, la dispersion n'est pas forcément synonyme de réussite : toutes les gammes de revenus sont observables dans les quartiers majoritaires et minoritaires (Suro et Tafoya, 2004).

L'évolution des quartiers hispaniques aux Etats-Unis conduit, pour Mike Davis, à la latinisation de la métropole. Los Angeles est passée par une époque où la présence latino était concentrée dans des *barrios* classiques (dans le centre), puis dans des *barrios polycentriques*, aux localisations plus diverses, puis plus diversifiée dans une ville qualifiée mosaïque multiculturelle, pour conduire aujourd'hui à une *majority-minority-city*, une *city within a city*, c'est-à-dire une agglomération où plus de la moitié de la population est composée de groupes minoritaires, en l'occurrence latinos (Davis et Sprinker, 2001)<sup>98</sup>.

---

<sup>98</sup> En 2000, plus de la moitié des unités de recensement de Los Angeles sont majoritairement latinos (757 *majority latino census tracts*).

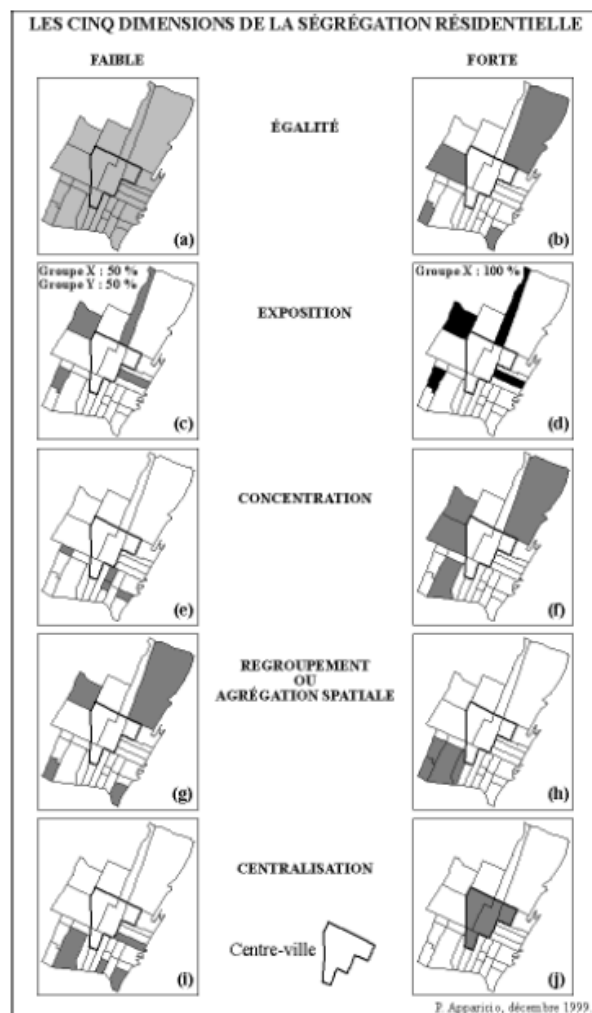


#### I.4. Métropoles ségréguées ou multiculturelles ? Relativiser l'homogénéité des quartiers d'immigration

La mesure de la ségrégation rend compte à la fois de la densité de la concentration d'un groupe (ou de sa dispersion dans l'espace), de sa surreprésentation (localisée ou diluée), et de sa localisation (centrale ou périphérique). Une des références classiques est celle de Massey et Denton (Massey et Denton, 1993, p. 74), dont on trouve une bonne synthèse en français dans l'article de Philippe Apparicio paru dans *Cybergéo* (Apparicio, 2000), qui identifie cinq dimensions :

**Figure 15 : Dimensions spatiales de la ségrégation résidentielle**

1. **l'inégalité** (*unevenness*) de la représentation des groupes dans l'espace indique le degré de sur ou sous représentation d'un groupe dans un quartier par rapport à l'ensemble urbain considéré. L'indice de dissimilarité (Duncan et Duncan, 1955) qui mesure le degré de séparation spatiale d'un groupe, soit la part de la population qui devrait déménager pour être également répartie avec l'autre dans l'espace, en rend compte<sup>99</sup>.
2. **l'isolement** ou **l'exposition** d'un groupe qui mesure la probabilité de contact entre deux groupes au sein d'une unité spatiale considérée.
3. la **concentration** renvoie à la superficie de l'espace urbain occupée par un groupe : elle est maximale quand un groupe occupe une superficie réduite (figure des enclaves ou clusters).
4. le **regroupement** ou **l'agrégation spatiale** d'un groupe dans l'espace urbain, indique la coalescence d'unités de recensement avec une présence dominante d'un groupe dans une zone donnée, ou leur plus grande dispersion spatiale dans l'espace, en unités éclatées.
5. la **centralisation** dans l'espace urbain mesure la localisation (en centre ville ou en périphérie) d'un groupe dans l'espace urbain. Aux Etats-Unis où les centres-villes ont traditionnellement rassemblé les groupes paupérisés, une faible centralisation indique plutôt une faible ségrégation.



Source : (Apparicio, 2000, p. 4)

<sup>99</sup> un indice de 0 signifiant une absence totale de séparation, un indice de 1 une séparation totale des deux groupes.

La conjugaison de quatre de ces indices constitue, pour Massey et Denton, une **hyperségrégation** spatiale, qui ne se retrouve aux Etats-Unis que pour les populations noires.

**L'isolement** est le plus important, et justifie l'exceptionnalité de la problématique raciale<sup>100</sup>. montre que 93% des Noirs de Chicago vivaient dans le ghetto dans les années 1920, contre seulement 50% des Italiens, ou 3% des Irlandais (Massey et Denton, 1993 ; Philpott, 1978). L'étude historique des groupes ethniques de soixante-dix villes états-uniennes au début du XX<sup>ème</sup> siècle (Lieberson, 1980 - 1<sup>o</sup> ed. 1933) montre que seuls deux groupes présentent des degrés d'isolement supérieurs à 25%<sup>101</sup>, ce qui révèle *a contrario* le très fort isolement des Noirs, qui n'ont pas pu obtenir leur « *part du gâteau* » (titre de l'ouvrage). Cette faible exposition d'un groupe aux autres est centrale dans les travaux de Poulsen, qui comparent les villes américaines, australiennes et néozélandaises, envisageant sous le terme **d'encapsulation** l'isolement à la fois des autres groupes ethniques et de la société dominante (Poulsen, Johnston et Forrest, 2002)<sup>102</sup>.

**L'inégalité** de la distribution des groupes dans l'espace est le phénomène le plus partagé de la ségrégation. L'évolution de la présence des groupes étrangers dans les villes états-uniennes montre cependant que, si des formes de concentration spatiale existent, l'exposition des groupes aux autres est souvent plus grande pour les immigrés que pour les Noirs.

Le quartier du North End, à Boston, que William Foote Whyte étudie dans les années 1930, qui comptait alors entre 20 et 27.000 habitants, est en ce sens une relative exception, car il est italien à 95% (Whyte, 2007, p. 13). Le principal ghetto suédois identifié par Park et Burgess ne l'était (suédois) qu'à 24% de sa population, le ghetto allemand à 32% (Philpott, 1978). Le quartier chinois de Flushing, dans le Queens, considéré comme le second Chinatown de New York, n'est chinois que pour 14% de sa population en 1990 (Zhou, 1995).

L'échelle statistique fine (celle des *census tracts*<sup>103</sup>) tend à grossir les effets de

---

<sup>100</sup> Le taux d'isolement des Noirs est en 1980 quatre fois plus élevé que celui des pauvres blancs (étude réalisée sur 50 villes américaines. L'hyperségrégation des Noirs s'est accentuée au niveau national entre 1980 et 1990 (Massey, 1996).

<sup>101</sup> i.e. part du groupe sur le total de leur présence urbaine qui est concentrée dans des espaces de forte homogénéité ethnique. Il s'agit des Italiens de Boston (44% d'isolement) et des Juifs de New York (34%).

<sup>102</sup> Deux indicateurs sont pris en compte pour constituer un indice de mesure de la concentration résidentielle dans cette étude : la part d'un groupe dans une unité de recensement donné (avec identification de seuils de concentration ethnique, de 20 à 80%), et la part du total du groupe dans sa présence métropolitaine qui se trouve concentrée dans de telles unités de recensement. A New York, 80% des Afro-Américains vivent dans des unités de recensement où ils représentent au moins 20% de la population, et 45% dans des unités où ils représentent au moins 70% de la population (Poulsen, Johnston et Forrest, 2002, p. 233-234).

<sup>103</sup> Il y a environ 65.000 *census tracts* aux Etats-Unis ; leur population moyenne est de 4.200 personnes (équivalent des IRIS français).

**concentration** ethnique, plus dilués à l'échelle de quartiers étendus : ainsi en 2010, dans Manhattan, les deux *census tracts* les plus concentrés et homogènes concernent le Chinatown historique du Lower East Side (63% de population chinoise), et le cœur du secteur dominicain de Washington Heights, au Nord de Harlem (46% de population dominicaine dans l'unité de recensement la plus concentrée). Il s'agit, selon la définition de Logan et al., de *clusters* (unités de recensement qui comportent plus de 40% de population originaire d'un même groupe), insérés dans des *quartiers ethniques* (*ethnic neighborhoods*), faits de plusieurs unités de recensement adjacentes dans lesquelles les membres d'un même groupe sont au moins supérieures à 15%, mais n'atteignent pas des degrés aussi élevés de concentration (Logan, Wenquan Zhang et Alba, 2002, p. 304-305).

Le processus général de **suburbanisation** de la présence étrangère, tout comme la multipolarisation des espaces métropolitains, contribuent à atténuer à la fois la **concentration**, le **regroupement**, comme la **centralisation** des groupes. Ainsi, les Mexicains représentaient en 1990 25% de la population de Los Angeles, mais seulement une unité de recensement (*census tract*) sur cinq avait plus de 5% de population mexicaine en son sein, attestant d'une grande dispersion du groupe dans la ville et donc de faibles indices de ségrégation globale (Logan, Wenquan Zhang et Alba, 2002).

**A l'échelle métropolitaine**, la figure de la **mosaïque** ou de **kilt ethnique** (Allen et Turner, 1997), est récurrente dans la littérature états-unienne (voir la synthèse à ce sujet de Mekdjian, 2009, chap. 2). Elle rend compte de la diversité des groupes en présence et de leur localisation polycentrique dans des espaces aux degrés d'homogénéité ethnique variables, qui font de la métropole un patchwork d'espaces différenciés.

Les travaux de l'Ecole de Los Angeles montrent qu'une mosaïque d'espaces mono-ethniques coexiste avec des formes de déclin de la ségrégation et l'apparition d'espaces plus hétérogènes<sup>104</sup>. Edward Soja, décrivant à travers Los Angeles une *Postmetropolis*, utilise l'image de la *Fractal city* comme mosaïque sociale restructurée autour de géographies mono-ethniques ségréguées **ET** multiculturelles diversifiées (Soja, 2000)<sup>105</sup>. Sur ce dernier point, il souligne l'efficacité relative des politiques de lutte contre la ségrégation raciale (notamment sur le marché du logement), la latinisation massive et plurielle de Los Angeles, et les installations trans-classes (*cross class settlements*) des groupes asiatiques, qui permettent l'émergence d'une métropole de la diversité aux espaces mélangés.

Saraha Mekdjian ajoute une nouvelle figure plus complexe à cette analyse, celle du **kaléidoscope**. L'image de cet instrument d'optique appliquée au registre spatial lui permet à la fois de combiner espace et temps, restituant à l'espace sa profondeur temporelle, et de

---

<sup>104</sup> Dans les travaux issus de l'Ecole de Chicago, la mosaïque ethnique est provisoire, étape vers l'effacement progressif des composantes ethniques des territoires, à mesure que le processus d'assimilation est censé se produire.

<sup>105</sup> Chapitre 9 : *Mono-ethnic geographies : segregating cityspace* (p. 291) ; *Multicultural geographies : mapping diversity* (p. 294).

s'affranchir des limites fixes de la figure de la mosaïque, en faisant intervenir la notion de ligne d'horizon comme mode de désignation symbolique de l'espace sans avoir recours à des catégories figées telles celle de l'enclave mono-ethnique (Mekdjian, 2009, p. 134). Partant de l'hétérogénéité des références spatiales individuelles des Arméniens qu'elle étudie à Los Angeles, de la difficulté à fixer des limites spatiales nettes à leurs territoires, sinon dans un espace qu'elle associe à une ligne d'horizon dans les représentations collectives, elle voit dans le mouvement kaléidoscopique un moyen de résoudre les difficultés de la notion d'enclave, qu'elle envisage comme un produit de rapports de pouvoir, de contrôle normatif de l'espace, fixant dans un territoire des lignes d'horizon qui fonctionnent comme des formes de délimitation symboliques. Composé de fragments hétérogènes et disparates, le modèle du kaléidoscope qui produit des images selon des structures géométriques infinies lui permet d'articuler espaces individuels de représentation et horizons communautaires normatifs (op. cit. p. 308).

Quels sont les problèmes et les avantages de la concentration ou de la dispersion spatiale ? Il n'existe pas de réponse claire à cette question (voir des éléments du débat dans Price et alii, 2005). La ségrégation peut être un indicateur à la fois d'une mise à l'écart d'un groupe discriminé, faiblement intégré, et de logiques choisies d'agrégation de groupes qui en tirent certaines ressources et bénéfices. La dispersion des groupes dans les métropoles d'accueil n'est de ce fait pas forcément un indicateur d'intégration, contrairement aux théories de l'assimilation spatiale. De fait, la suburbanisation croissante de l'immigration et sa dispersion dans l'espace urbain montrent que les modes d'arrivée et d'installation durable des immigrés ont évolué avec la croissance des villes, ségréguées et plurielles, présentant, selon des degrés et des formes nuancées, des modalités de mise à l'écart et de rencontre de l'altérité qui contribuent à cette diversité, au cœur même de l'essence de la ville.

La popularité croissante de la notion de diversité, sur laquelle je reviens dans le chapitre suivant, trouve sa source dans le constat statistique de l'existence de villes devenues "*superdiverses*" (Vertovec, 2007). Allen et Turner ont statistiquement identifié les quartiers les plus ethniquement divers des Etats-Unis, le *borough* new yorkais de Queens arrivant en tête à l'échelle nationale (Allen et Turner, 1989). En Grande Bretagne, un rapport sur la diversité du grand Londres souligne, à partir de la constitution d'un indice de mesure de la diversité<sup>106</sup>, la forte dispersion des étrangers dans la ville et le petit nombre de nationalités aux forts indices de concentration spatiale (Vertovec, 2007). Cette "*diversification de la diversité*" (op. cit.) pose différemment la question de l'ethnicité dans la ville, invitant à observer ce qui se passe dans des espaces où cohabitent des populations d'origine très diverse. Edward Soja pose ainsi la question dans son étude de Los Angeles :

---

<sup>106</sup> probabilité que deux personnes de deux groupes ethniques différents vivent au même endroit.

*“Y a-t-il des espaces d’exceptionnelle diversité et de contacts ethniques denses, où aucun groupe ne domine la scène locale ?” (Soja, 2000, p. 294).*

Constatant cette hyperdiversité dans certains quartiers de Los Angeles (Carson, Gardena, Monterey Park, Cerritos), il poursuit :

*“la question de savoir si ces mesures statistiques de la diversité ont des conséquences directes sur des mélanges interculturels significatifs reste ouverte”, et pour y répondre, il importe d’étudier “les géographies interculturelles et transnationales de la post-metropolis” (op. cit. p 297).*

Avant d’envisager les conséquences, dans les rapports sociaux, de l’existence d’espaces de la diversité (objet du chapitre 3), je discute à présent les modalités nuancées des formes spatiales de la présence étrangère de façon plus concrète, à partir de la confrontation des principales métropoles d’installation des migrants boliviens, en Argentine, en Espagne et aux Etats-Unis.

## II. Localisations résidentielles dans les métropoles de la migration bolivienne

Suivant une approche géographique classique, j'envisage dans le second temps de ce chapitre les espaces résidentiels de la présence étrangère et bolivienne à partir d'une démarche descriptive, qui vise à décrire et localiser les contextes et les processus. L'analyse des politiques qui, à un niveau national, orientent les modalités de la présence étrangère, et à un niveau local, en structurent les formes de la présence, sera, pour des raisons d'organisation du propos, envisagée de façon plus précise dans les chapitres suivants (chapitre 3, I. et chapitre 4, I.).

Les trois contextes urbains ici confrontés ont pour point commun d'avoir connu un processus de métropolisation relativement tardif.

C'est paradoxalement Buenos Aires, une capitale du Sud, qui a connu la métropolisation la plus précoce. Principale grande ville du cône sud de l'Amérique latine, aux côtés de Sao Paulo et Rio de Janeiro, Buenos Aires a vécu une transition urbaine rapide dans le premier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle, qui s'est accélérée après les années 1950, marquées par la croissance rapide des périphéries populaires, des *villas miserias*, puis dans les années 1980, avec l'essor, dans les auréoles périurbaines, des *asentamientos* (je reviens sur ces termes ci-après, II.1.). Bien que marquée par une pauvreté importante, en particulier dans les espaces de la migration bolivienne et issue des autres pays limitrophes, la capitale argentine est une ville aux structures contrastées, qui présente des espaces de richesse et des paysages urbains familiers pour l'observateur européen. Elle est en effet issue d'un modèle que j'ai par ailleurs qualifié de métis (Baby-Collin, 2001, 2005), qui emprunte à la fois aux modèles européens de la colonisation et de la modernisation haussmanienne, aux formes de la modernisation verticale à l'américaine, et aux paysages classiques de la pauvreté des périphéries marginalisées des grandes villes du Sud. Si ce modèle métis traverse la plupart des grandes villes latino-américaines, il est ici fortement marqué par l'influence européenne. Souvent qualifiée de capitale européenne de l'Amérique latine, Buenos Aires a en effet accueilli un très grand nombre de migrants européens à l'orée du XX<sup>ème</sup> siècle, et la ville reste durablement marquée par cet héritage.

Washington est une capitale spécifique dans le contexte états-unien. Créée à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle d'après les plans de Pierre Charles l'Enfant pour devenir la capitale des Etats-Unis indépendants, la ville, sur les rives du Potomac, a longtemps connu une croissance relativement modérée, et est restée relativement préservée de l'architecture verticale qui caractérise la plupart des centres villes (CBD – *Central Business Districts*) américains<sup>107</sup>. Capitale politique, elle a connu une croissance périurbaine récente, liée à son essor

---

<sup>107</sup> Une loi a en effet ici limité la hauteur des constructions.

économique dans le cadre d'une économie post-fordiste, depuis les années 1980, qui la place désormais au 8<sup>ème</sup> rang des plus grandes métropoles du pays<sup>108</sup>. La croissance de l'immigration à Washington est récente, contrairement aux portes d'entrée classiques et historiques du pays, et l'agglomération est ainsi qualifiée de nouvelle *immigrant gateway* (Singer, 2012). Les formes de la présence étrangère sont ainsi dans ce contexte fort différentes de celles que l'on peut observer dans les anciennes capitales de l'immigration américaine de la côte Est (telles que New York, Boston, ou Miami) ou dans les vieux pôles industriels (comme Chicago).

Madrid enfin est une capitale dont la métropolisation est aussi très jeune. Loin des littoraux dynamiques (Catalogne notamment) et des grandes régions industrielles du nord (Asturies, Pays Basque), la capitale, en position géographiquement centrale à l'échelle nationale, a longtemps souffert de son isolement sur le plateau castillan. C'est après la guerre civile, à l'époque franquiste, que la ville s'agrandit considérablement, sous le coup d'un exode rural devenu massif au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle et de politiques actives de modernisation urbaine. Ce n'est que depuis les années 1980 que la métropole madrilène devient un pôle d'immigration internationale conséquent, dans un pays qui s'est tardivement réouvert à l'immigration, après la chute du régime de Franco.

Ces trois contextes ne sont donc pas emblématiques des formes de la métropolisation et de l'internationalisation des villes à l'échelle des Suds, ou des Nords américains et européens, tant leurs histoires locales sont pétries de spécificités qui les écartent quelque peu d'un modèle général, que l'on aurait par ailleurs quelque peine à tracer. Ils restent néanmoins des objets, intéressants par leur originalité, dans lesquels se donnent à voir des modes spécifiques d'internationalisation de leurs populations que je m'attache à confronter aux modèles géographiques de la présence étrangère en ville abordés dans la première partie de ce chapitre.

Ces métropoles constituent les principaux espaces récipiendaires de la migration bolivienne aux Etats-Unis, en Espagne et en Argentine, ce qui justifie ici leur étude. La structure de leur population est caractérisée par une certaine diversité, car une part importante de leurs habitants est aujourd'hui née à l'étranger. Les populations d'origine latino-américaine y dominent, allant de 40% des étrangers dans la région de Washington à 80% dans celle de Buenos Aires.

La part relative des Boliviens y est en revanche fort diverse : ils représentent moins de 3% des étrangers à Washington, et sont plus du cinquième des étrangers de la ville de Buenos Aires, ce qui confère au groupe une visibilité, et des formes spatiales très inégales. En Espagne et aux Etats-Unis, la présence bolivienne se lit dans une géographie plus large de la

---

<sup>108</sup> Loin derrière New York et Los Angeles (19 et 13 millions d'habitants), après Chicago, Dallas, Philadelphie, Houston, et quasiment à égalité avec Miami (5.8 millions d'habitants) – données sur les aires métropolitaines (US Census 2012).

présence latino-américaine (essentiellement andine en Espagne, très variée aux Etats-Unis). En Argentine, la géographie bolivienne est souvent proche de celle de Paraguayens, le principal groupe étranger limitrophe avec les Boliviens, mais différente de celle des autres migrations latino-américaines plus récentes, moins nombreuses, et aux logiques distinctes.

**Tableau 11 : Métropoles d'immigration latino-américaine**

Pour situer les trois métropoles de l'étude, je les situe ici par rapport aux deux autres principales régions urbaines des contextes espagnols (Barcelone) et états-unien (New York).

	Buenos Aires (CABA et 24 partidos du GBA <sup>109</sup> )		Madrid (ville)	Barcelone (ville)	Washington DC metropolitan area <sup>110</sup>	New York metropolitan area <sup>111</sup>
Population totale	12.806.866		3.207.247	1.611.822	5.804.333	19.160.024
Population née à l'étranger	9%		20%	22%	22%	29%
	CABA	GBA				
	13%	7%				
Latino-Américains dans la population étrangère	80%		57%	45%	40%	50%
Boliviens dans la population étrangère	CABA 21%	GBA 17%	4.8% CAM <sup>112</sup> 3.4%	4.2% province 4.6%	2.8%	0.1%

Source : Données INDEC 2010 (Argentine), Padron 2014 (Espagne), ACS 2012-5Y (Etats-Unis)

J'aborde ici la présence étrangère et bolivienne à l'échelle de quartiers, de municipalités ou de comtés, soit des unités allant de 10.000 à 900.000 habitants selon les villes<sup>113</sup>. Il s'agit ainsi une analyse relativement grossière, élaborée à partir de données quantitatives issues des recensements de population, et qui ne descend pas à l'échelle des unités statistiques les plus fines. Cette échelle facilite néanmoins la comparaison entre les espaces que je cherche

<sup>109</sup> CABA : *Ciudad Autónoma de Buenos Aires* (ville centre) ; GBA : Grand Buenos Aires (agglomération).

<sup>110</sup> Appelée Washington-Arlington-Alexandria Metropolitan area, elle s'étend sur les 4 juridictions de DC-Virginia-Maryland-West Virginia (US Census).

<sup>111</sup> Appelée New York-Northern New Jersey-Long Island Metropolitan Area, elle s'étend sur les trois états de New York, New Jersey et Pennsylvanie (US Census).

<sup>112</sup> Communauté Autonome de Madrid, qui regroupe la ville de Madrid et 179 communes de la périphérie relevant de la division administrative de la Communauté Autonome.

<sup>113</sup> Toutes les données ne sont pas disponibles pour les recensements 2010 à échelle fine (*secciones censales*, *fracciones* ou *census tracts*). Aux Etats-Unis, les cartes sont construites à l'échelle du *county* ou de la *city*, ou à l'échelle *infra-county* des districts dans ceux où la présence bolivienne est significative ; en Espagne, le zoom sur Madrid est conçu à l'échelle des municipalités de l'aire métropolitaine, et des districts de la capitale (chacun ayant une population d'environ 100 à 200.000 personnes) ; en Argentine, le zoom sur la capitale présente les *comunas* (150 à 230.000 habitants), l'échelle métropolitaine celle des municipalités. Pour une analyse plus fine à l'échelle des plus petites unités de recensement, voir, avec des données plus anciennes, pour Madrid, Barcelone et Buenos Aires (Baby-Collin, Miret et Sassone, 2009 ; Baby-Collin et al., 2012).



ici à confronter. C'est principalement selon des logiques de localisation (centre / périphérie) et d'inégale concentration / dispersion du groupe, qu'est discutée la présence bolivienne dans les métropoles de Buenos Aires, Madrid et Washington.

## **II.1. Buenos Aires : diversité spatiale d'une présence bolivienne nombreuse, ancienne, populaire**

- ***Ségrégation résidentielle et habitat informel***

Avec 14.8 millions d'habitants en 2010, la région métropolitaine de Buenos Aires est une métropole macrocéphale, concentrant près du tiers de la population nationale et une grande partie des activités économiques. Elle est aussi le principal pôle de concentration de la population étrangère.

On y distingue la Ville Autonome de Buenos Aires (*Ciudad Autónoma de Buenos Aires* ou CABA), au centre, au bord du Rio de la Plata, qui regroupe 2,89 millions d'habitants, puis des couronnes de banlieues périphériques (on en distingue désormais quatre) qui forment le Grand Buenos Aires (CABA et 24 municipalités – appelées *partidos*), où vivent 9,9 autres millions d'habitants. La région métropolitaine (AMBA : la CABA et 40 *partidos* périphériques) l'englobe ainsi que 16 municipalités des troisièmes et quatrièmes couronnes périphériques (2 millions d'habitants), s'étendant à des distances de 50 à 80 km du centre de la capitale, avec des densités de population décroissantes. Cette échelle définit un bassin de vie animé par des migrations pendulaires et des interdépendances multiples qui justifient son extension.

La ségrégation socio-spatiale s'est manifestée par un processus de marginalisation socio-économique des quartiers populaires informels, d'abord dans la ville centre, puis dans les périphéries. Ici comme dans la plupart des grandes villes latino-américaines, la croissance urbaine rapide, non accompagnée de politiques de logement, a contribué depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle au développement de zones d'habitat informel.

Entre 1981 et 2006, la population des deux principaux types de logements informels, les *villas* et *asentamientos*, a crû de 220% contre 35% pour la population de l'agglomération ; entre 2001 et 2006, 60% des nouveaux habitants se logent sur le marché informel du logement (Cravino, 2008, 2011).

**Tableau 12 : Villas miserias vs. asentamientos en Argentine**

<p><b><i>Villa miseria / villa de emergencia</i></b>  Nombre : 363  (23 dans CABA,  221 dans 1<sup>ère</sup> couronne,  119 dans 2<sup>ème</sup> couronne)</p> <p><b>Occupation irrégulière de terre</b> disponible qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-produit des <b>trames irrégulières</b> (passages étroits)</li> <li>-répond à des <b>pratiques individuelles</b> construites dans le temps (et non d'un seul coup, planifiées)</li> <li>-a <b>différents degrés de précarité</b></li> <li>-a une <b>forte densité</b> de population</li> <li>-a une <b>bonne localisation</b> par rapport aux centres de production et de consommation, là où la terre est rare</li> <li>-A Buenos Aires, sur des <b>terres publiques</b></li> <li>-les habitants les considéraient comme provisoires à l'origine</li> </ul> <p>-les habitants sont <b>peu qualifiés, emplois informels</b></p> <p>-ils souffrent de <b>processus de stigmatisation</b></p>	<p><b><i>Asentamiento</i></b>  Nombre : 429  (0 dans CABA,  233 dans 1<sup>ère</sup> couronne,  196 dans 2<sup>ème</sup> couronne)</p> <p>Occupations irrégulière de terre disponible avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-<b>trames régulières et planifiées</b></li> <li>-pas perçu par les habitants comme transitoire mais comme une amélioration à moyen terme</li> <li>-<b>décidées et organisées collectivement</b> avec une stratégie construite</li> <li>-dans leur immense majorité se trouvent sur des <b>terrains privés</b> ; fréquemment situés dans des espaces de mauvaise qualité environnementale (eaux contaminées) - (Catenazzi, 2011)</li> <li>-l'occupation / invasion est immédiatement suivie d'une médiation avec l'Etat pour revendiquer le paiement de la terre</li> <li>-les logements sont variés, de la tôle à la maison</li> <li>-il s'agit d'un habitat de populations déjà urbanisées (et non de migrants qui arrivent en ville)</li> <li>-socialement mêmes caractéristiques que les <i>villas</i>, mais les habitants se distinguent des <i>villas</i> et tentent d'éviter les stigmatisations dont souffre la <i>villa</i>.</li> </ul> <p>Denis Merklen les voit comme la conséquence d'une crise sociale qui frappe ceux qui, nés en ville, ne trouvent plus de voie d'accès au logement (Merklen 2009 p 40 et suiv.).</p>
--	---

Elaboration d'après (Cravino 2006)

Les *villas de emergencia*, aux rues étroites, aux passages exigus, et aux maisons de plus en plus verticalisées à mesure que la densité de population s'accroît, existent depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, et certaines (rares aujourd'hui) sont en situation très centrale (comme les *villas* 31 et 31bis, à proximité de la gare de Retiro, au cœur de la capitale).

Elles ont été l'objet, des années 1950 aux années 1980, d'une politique d'éradication que n'ont pas compensé, dans la décennie 1960, les programmes de relogement dans des complexes résidentiels provisoires devenus définitifs (sous forme de tours de logements collectifs) du sud de la ville, qui ont permis le relogement de quelques dizaines de milliers de personnes. Le nombre de *villeros* a augmenté de 80 à 220.000 *villeros* dans la capitale entre 1966 et 1976. La dictature des années 1976-1983 a mis en place un plan d'éradication plus drastique des *villas* sans relogements, qui a évincé 250.000 personnes de la capitale (CABA), la majorité d'entre elles ayant reconstruit dans les banlieues, donnant naissance aux quartiers informels des périphéries, les *asentamientos* (Merklen, 2009).

A partir des années 1980 et du rétablissement de la démocratie, l'Argentine, comme beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, entre dans une phase de régularisation et de consolidation des *villas* et *asentamientos*, afin de les transformer en *barrios* (quartiers). Quatre grands programmes ont été mis en place<sup>114</sup>, visant le transfert de propriété de la terre aux occupants, l'équipement des quartiers, qui reste cependant très insuffisant au regard des besoins. Les *villas* éradiquées à la fin des années 1970 se sont en partie repeuplées, principalement dans la moitié sud de la ville (CABA) où elles sont désormais concentrées. Il y a en 2010 près d'un millier de *villas* / *asentamientos* dans les banlieues portègues, où vit un million d'habitants ; plus de 200.000 personnes vivent dans la vingtaine de *villas* situées dans la moitié sud de la ville centre (CABA), dont de nombreux Boliviens, pour lesquels il s'agit d'une zone d'installation privilégiée (Catenazzi, 2011). Leur perception sociale est très négative :

*“les villas ont été considérées comme un exemple d'échec du populisme péroniste dans les années 1950, comme un laboratoire de rêve de modernisation dans les années 1960, comme des berceaux de la révolution dans les années 1970, comme des obstacles au progrès et des ferments de subversion durant la dernière dictature, et comme des lieux d'amoralité, de crime et d'absence de loi dans l'Argentine contemporaine”* (Auyero, 2001, p. 20 ; cité par Gavazzo, 2011, p. 56)

**Photographie 2 : Villa 31, depuis la voie rapide, avec en arrière-plan des immeubles du centre de Buenos Aires.**



Auteur : Virginie Baby-Collin, 2009.

<sup>114</sup> 1984 : *programa de radicación y solución integral de villas y nucleos habitacionales transitorios (NHT)* ; 1991 : *programa de radicación de villas y barrios carenciados de la capital federal* ; 2001 : *programa de radicación, integración y transformación de villas y nucleos habitacionales transitorios* ; 2008 : *programa de regularización y ordenamiento del suelo urbano (PROSUR Habitat)*.

- ***Concentrations boliviennes péricentrales et noyaux périphériques***

Buenos Aires est une métropole cosmopolite où la présence étrangère, de majoritairement européenne au début du XX<sup>ème</sup> siècle, est progressivement devenue très largement latino-américaine limitrophe. A eux seuls, les Paraguayens et les Boliviens y représentent la moitié des étrangers dans leur ensemble. Cependant, 9% de la population de l'aire métropolitaine seulement est née à l'étranger (13% dans la ville de Buenos Aires), et même dans les espaces de forte concentration migrante, c'est au plus le quart de la population qui est née à l'étranger (dans les divisions administratives du sud de la ville).

Ce chiffre, sans doute sous-évalué, ne prend pas en compte les secondes et troisièmes générations de migrants (nés en Argentine, ils sont Argentins en raison de la prévalence du droit du sol), importantes dans le cas de ces migrants présents depuis plus d'un demi-siècle dans la capitale, et qui restent souvent inscrits dans des logiques communautaires proches de celles de leurs parents immigrés.

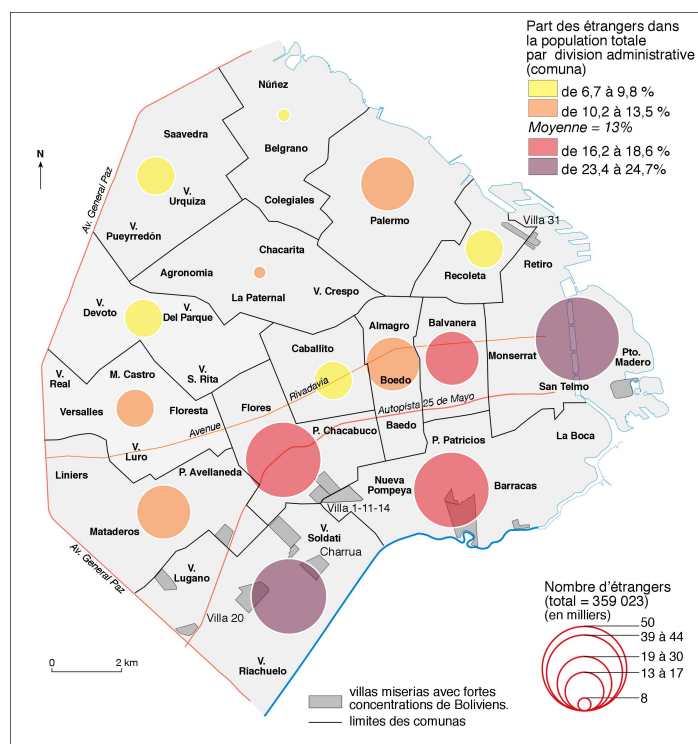
Dans la région métropolitaine, la population bolivienne est, par rapport à la population totale, plus concentrée dans la ville centre (36% des Boliviens, 20% de la population totale) et relativement moins dans les couronnes périphériques, même si quasiment les deux-tiers d'entre elle (63%) vit au delà des limites municipales, dans la "banlieue" de l'aire métropolitaine qui regroupe 80% de la population totale.

**Tableau 13 : Etrangers et Boliviens à Buenos Aires en 2010**

Couronnes de la région métropolitaine	Répartition en %			Répartition en nombre d'habitants		
	répartition population totale	répartition étrangers	répartition Boliviens	population totale	Étrangers	Boliviens
Ville autonome de Buenos Aires (CABA)	20%	31%	36%	2890151	381778	76609
Aire Métropolitaine de Buenos Aires sans la ville centre (AMBA hors CABA)	67%	60%	54%	9916715	742859	114146
Couronnes externes de la Région Métropolitaine de Buenos Aires (hors AMBA et CABA)	14%	8%	9%	2005793	104263	19278
total Région Métropolitaine de Buenos Aires (RMBA)	100%	100%	100%	14812659	1228900	210033

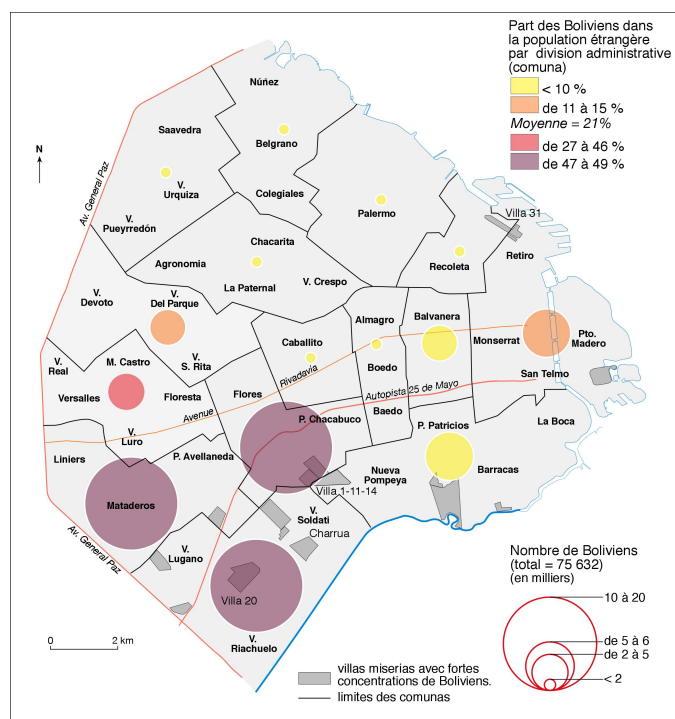
Source : INDEC, recensement 2010.

**Carte 9 : Les étrangers dans la ville de Buenos Aires en 2010**



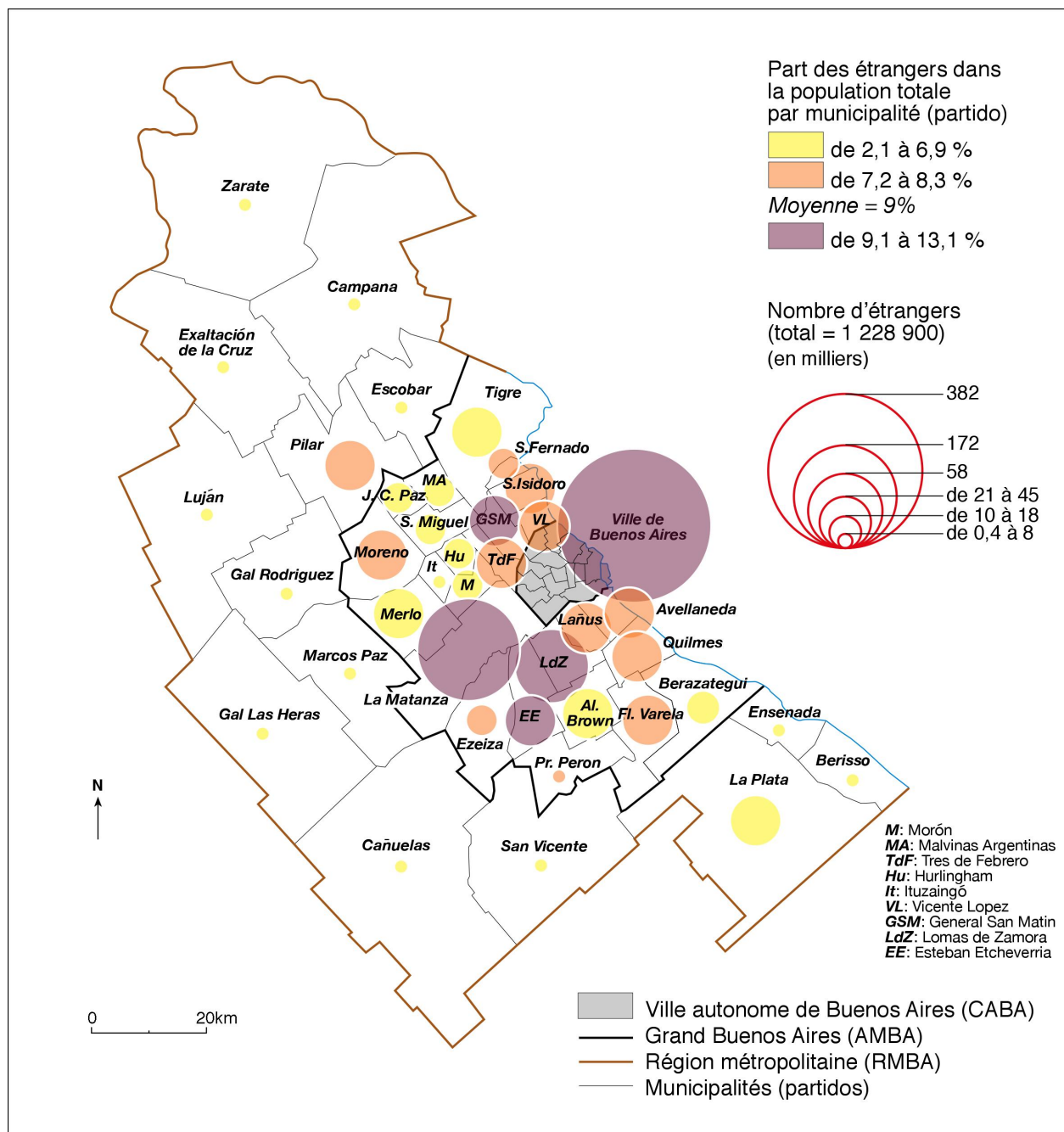
Source : données INDEC, recensement 2010.  
Réalisation : V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014

**Carte 10 : Les Boliviens dans la ville de Buenos Aires en 2010**



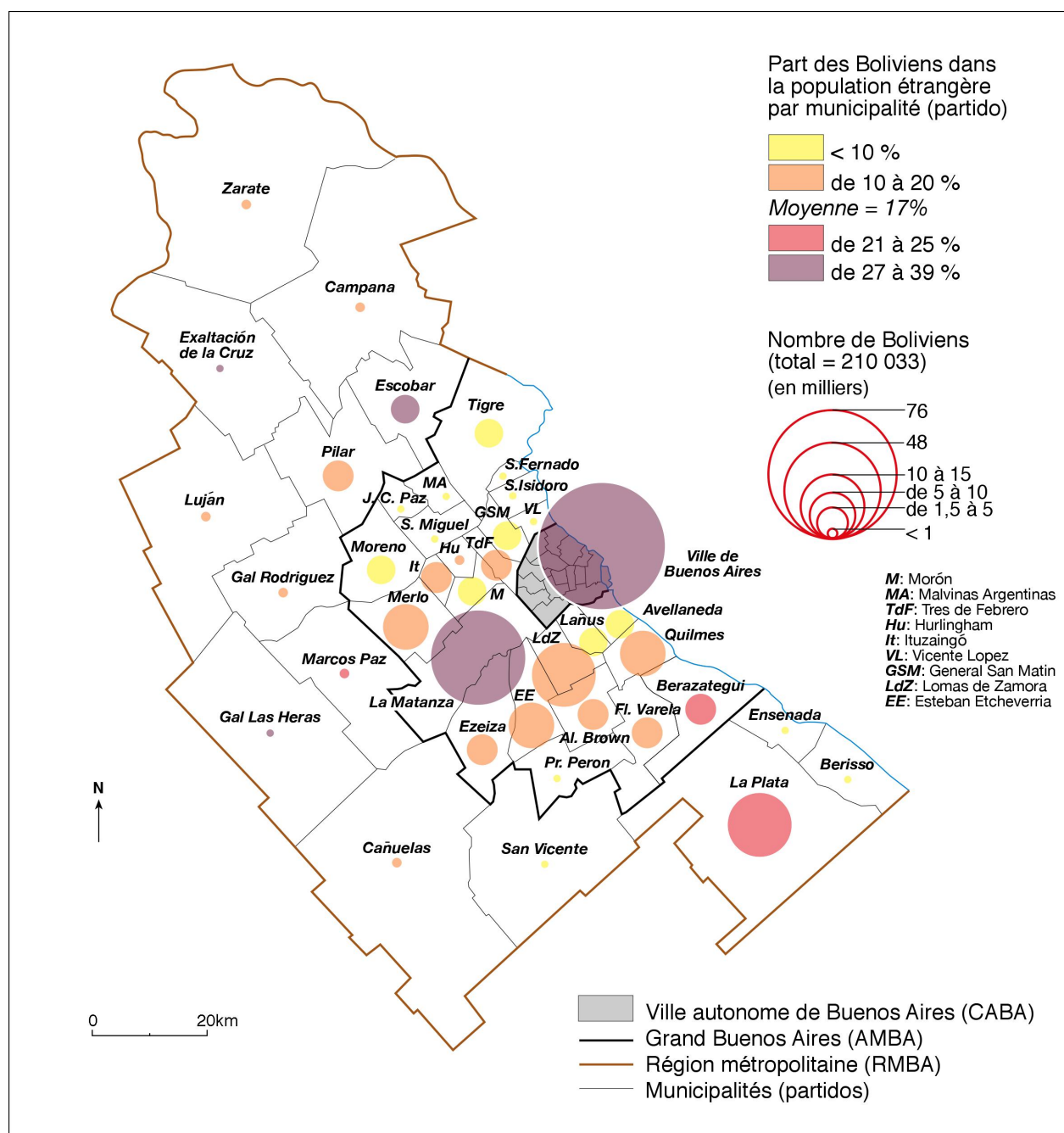
Source : données INDEC, recensement 2010.  
Réalisation : V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014

**Carte 11 : Les étrangers dans la région métropolitaine de Buenos Aires en 2010**



Source : données INDEC, recensement 2010.  
Réalisation: V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014

**Carte 12 : Les Boliviens dans la région métropolitaine de Buenos Aires en 2010**



Source : données INDEC, recensement 2010.  
Réalisation: V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014



Les cartes mettent en évidence trois principaux phénomènes.

- A l'échelle de la ville de Buenos Aires, une concentration forte des Boliviens dans trois principales *comunas* du sud, qui correspondent aussi aux zones de concentration des *villas miserias* les plus nombreuses, et aux quartiers populaires inégalement dégradés, au sud de la limite symbolique forte entre un nord aisé et un sud populaire, représentée par l'avenue Rivadavia : quartiers populaires de Villa Soldati, Villa Pompeya, *villas de emergencia* 1-11-14, 20, Calacita, ou encore le quartier emblématique de la présence bolivienne, Charrua, et le principal espace ressource du groupe bolivien, Liniers, en limite ouest de la municipalité. Les Boliviens sont surreprésentés dans ces espaces : près de la moitié des étrangers, contre 21% à l'échelle de la ville. Ils sont beaucoup plus fortement concentrés dans ces quartiers sud que les Paraguayens, aux implantations spatiales plus périphériques, et aux concentrations plus marquées dans les couronnes de l'aire métropolitaine.

- A l'échelle de l'aire métropolitaine, la géographie bolivienne poursuit la logique intra urbaine, avec le plus grand nombre de Boliviens dans les municipalités immédiatement au sud de la ville, dans les premières et secondes couronnes, qui sont aussi celles des banlieues les plus populaires et précaires, ayant accueilli le plus grand nombre d'invasions collectives de terres depuis les années 1980 (*asentamientos*), dont certaines ont été régularisées et ont donné lieu à des politiques de titularisation, permettant l'accès à la propriété. Les Boliviens sont ainsi très nombreux dans les *asentamientos* des municipalités de La Matanza – quartiers de Villa Celina, Laferrere, Gonzalez Catan-, Lomas de Zamora – quartiers de La Salada, Albertina (Baby-Collin et al., 2011 ; Sassone, 2002, 2007).

- Enfin, dans les couronnes plus périphériques (3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup>), où vivent un peu moins de 10% des Boliviens et des étrangers, certaines municipalités sont des lieux d'installation privilégiés et accueillent des concentrations fortes, comme Pilar, Escobar et Exaltación de la Cruz, au nord, ou encore la Plata, dans le sud. Ces installations correspondent à l'aire productive de l'horticulture périurbaine, système productif dans lequel la domination des Boliviens s'est consolidée avec le temps (très précisément étudié dans la thèse de Julie Le Gall, 2011). Le développement de ces installations périphériques correspond aussi à des zones d'arrivée directe de migrants. Alors que les gares de Liniers ou Retiro (dans la ville centre) ont été pendant des décennies les principaux lieux d'arrivée des migrants, les périphéries de Buenos Aires peuvent être aujourd'hui des lieux d'arrivée directe depuis la Bolivie. Julie Le Gall observe les liaisons directes, depuis le milieu des années 1990, entre la ceinture maraîchère de Buenos Aires –Pilar, Escobar, La Plata- et la Bolivie, ou entre la frontière de Villazón et les quartiers périphériques de Villa Celina (La Matanza), Pilar, La Plata (Le Gall, 2011, p. 456).



### Photographie 3 : Diversité de l'habitat populaire dans les quartiers migrants du sud de la ville de Buenos Aires

Autour du grand Parc Indo-americano du sud de Buenos Aires s'érigent de grands ensembles de logements sociaux (a, b, c). Construits dans les années 1960-70, ils sont fortement dégradés, mais certains blocs ont connu une opération de réhabilitation dans le courant des années 2000 (c). De nombreux migrants, notamment boliviens, y vivent. La zone est aussi un espace d'invasions précaires de terrains publics de la périphérie du parc (a). En décembre 2010, des conflits y ont opposé les occupants (6000, soit 1500 familles, boliviennes, paraguayennes, argentines) à ceux des *villas* environnantes, qui voulaient garder l'usage du parc, provoquant la mort de trois personnes (deux Boliviens et un Paraguayen). La *villa* Lugano, aux abords du parc (b, e), offre un paysage de logements auto-construits, en briques et toits de tôle, aux rues souvent encore en terre et aux équipements réduits, où l'entretien par les services municipaux est limité.

a



b



Auteur : Virginie Baby-Collin, 2009. Sortie de terrain organisée par Susana Sassone.

c



d



e





#### **Photographie 4 : Imbrication des espaces résidentiels et productifs dans la périphérie horticole de Buenos Aires**

L'imbrication des espaces productifs agricoles (serres et cultures maraîchères) et résidentiels est forte dans les ceintures périurbaines de la 3<sup>ème</sup> et de la 4<sup>ème</sup> couronne. L'habitat y est sommaire : maisons de brique, en bois, aux toits de tôle, souvent auto-construites, disposant toutefois d'un accès, même élémentaire, aux services de base (eau, électricité)



Auteur : Virginie Baby-Collin, zone horticole de Pilar, Escobar, Exaltación de la Cruz, dans la périphérie nord de Buenos Aires, 2011. Photographies réalisées lors d'une visite de terrain organisée par Julie Le Gall.

## **Synthèse**

Dans une région métropolitaine marquée par une ségrégation socio-résidentielle forte, à l'image des grandes villes du sud, la présence étrangère et bolivienne en particulier renvoie principalement aux quartiers populaires. L'existence d'un tissu urbain populaire et informel dans le sud de la ville, où les Boliviens sont présents depuis plusieurs décennies, favorise leur présence importante dans la ville centre, dans des quartiers multiethniques, même si certaines poches localisées sont associées à des quartiers boliviens. Les formes de l'urbanisation de Buenos Aires et les politiques urbaines mises en place ont contribué au développement de zones de concentration étrangères plurielles dans les périphéries populaires du sud et de l'ouest. Au delà, dans les espaces suburbains des couronnes plus éloignées, des concentrations boliviennes plus réduites apparaissent dans des paysages plus fragmentés, tant socialement que physiquement, moins denses, et en lien avec des activités économiques spécifiques.

## II.2. L'aire métropolitaine de Washington : périphérisation d'une immigration récente

Washington est considérée comme un nouvel espace d'immigration aux Etats-Unis (*a new metropolitan gateway*) : seulement 7% de sa population était étrangère en 1900, contre 37% de celle de New York ; en 1970, seulement 4% ; mais en 2010, avec 22% de population étrangère, l'aire métropolitaine de Washington est au 7<sup>ème</sup> rang pour l'accueil des étrangers en nombre<sup>115</sup>. La croissance de l'immigration a été considérable au cours des quatre dernières décennies (plus d'un million de nouveaux immigrants en 40 ans), et le paysage métropolitain en a été considérablement modifié.

Cette évolution est sous tendue par une croissance économique forte, qualifiée de post-fordiste, très marquée depuis les années 1980<sup>116</sup>, notamment dans les secteurs des services, du tourisme, de la construction, du transport, des technologies de l'information, et, spécificité locale, des institutions fédérales. Outre une proportion importante de migrants qualifiés, l'aire métropolitaine a ainsi accueilli un très grand nombre de réfugiés, ce qui se lit dans les principales nationalités présentes (notamment d'Asie du Sud-Est et d'Afrique) ; un tiers de la population migrante de l'aire métropolitaine est toutefois estimée comme sans papiers (Singer, Wilson et DeRenzis, 2009 ; Singer, 2012). La croissance des emplois qualifiés, notamment en lien avec les technologies de l'information, a en effet aussi généré des besoins dans les secteurs de la construction et services non qualifiés, où les immigrants sont particulièrement nombreux - plus d'un employé de la construction sur deux, dans la région, est étranger - (Price et al., 2005).

---

<sup>115</sup> Les données du recensement 2010 (US Census) pour les dix premières aires métropolitaines du pays en termes de nombre d'étranger sont les suivantes :

	Aires métropolitaines de	Nés à l'étranger (en millions)	% nés à l'étranger
1	New York	5.5	29
2	Los Angeles	4.4	34
3	Miami	2.2	39
4	Chicago	1.7	18
5	Houston	1.3	22
6	San Francisco	1.3	30
7	Washington DC	1.2	22
8	Dallas	1.1	18
9	Riverside-San Bernardino	0.9	22
10	Boston	0.8	17

<sup>116</sup> Dans les années 1980, la croissance économique de l'aire métropolitaine est la 6<sup>ème</sup> du pays en importance relative.

**Tableau 14 : Les principales nationalités des immigrés dans l'aire métropolitaine de Washington**

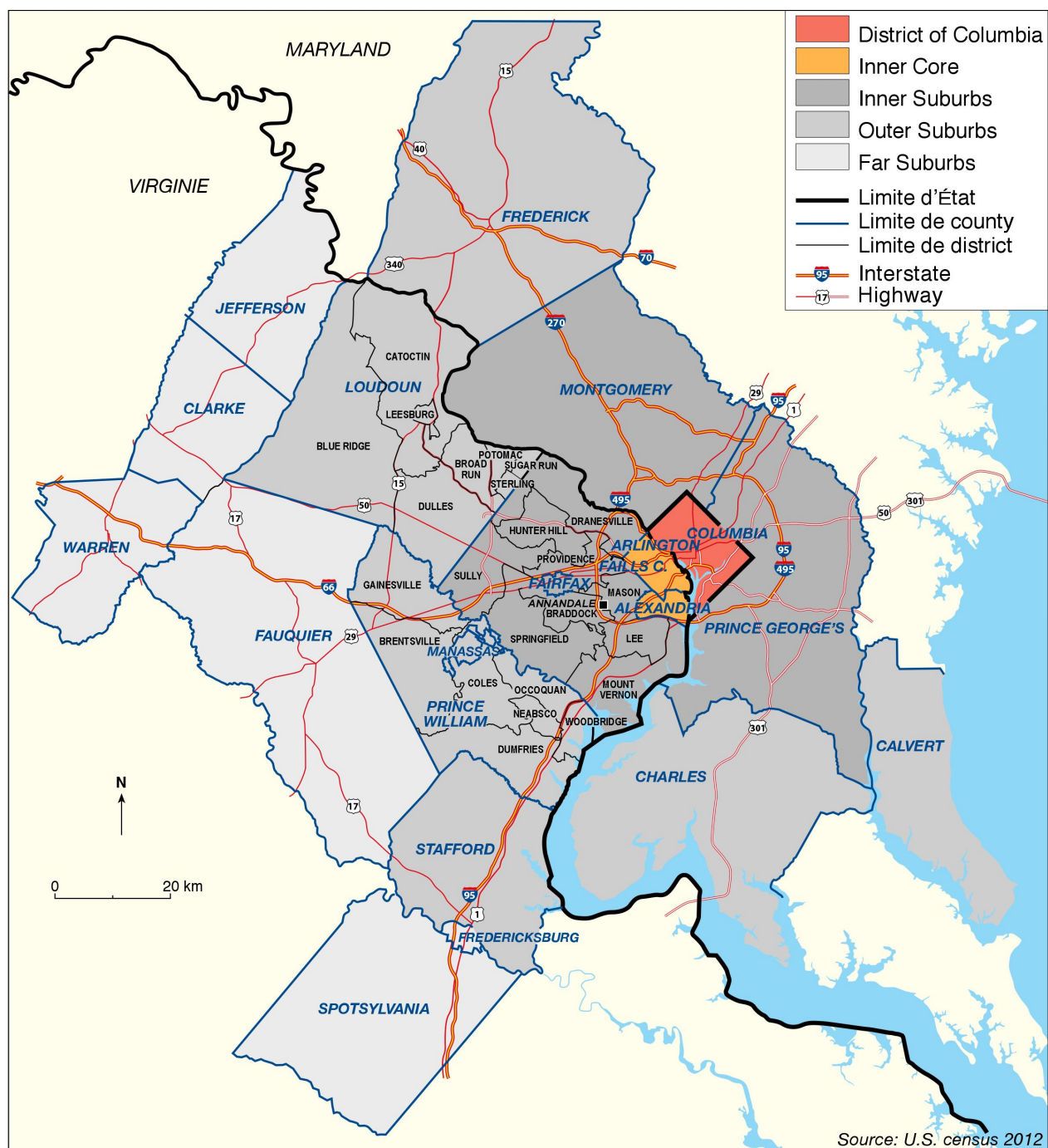
	% des nés à l'étranger	nombre
<b>El Salvador</b>	14.1%	182,473
Inde	6.8%	87,228
Chine	5.3%	67,860
Corée	4.5%	57,664
Philippines	4.0%	52,025
Vietnam	4.0%	51,041
<b>Mexique</b>	3.8%	48,889
<b>Guatemala</b>	3.7%	47,723
Ethiopie	3.3%	42,471
<b>Honduras</b>	2.7%	34,665
<b>Pérou</b>	2.5%	32,267
<b>Bolivie</b>	2.5%	32,168
Pakistan	1.9%	24,333
Iran	1.7%	21,795

Source : US Census, ACS 5Y-2008-2012.

Une spécificité de Washington est la très grande diversité des origines migratoires : plus de 190 nationalités y vivent, mais aucune ne domine largement, au contraire d'autres grandes aires métropolitaines (Cubains à Miami, Mexicains à Los Angeles...) : le premier groupe est celui des Salvadoriens, mais ils ne représentent que 14% du total<sup>117</sup>. Les Latino-Américains sont les plus nombreux (40%) ; les Sud-Américains (parmi eux un petit noyau de Péruviens et Boliviens présent depuis les années 1960) y ont précédé les Mexicains (croissance récente) et les Centraméricains. On trouve aussi des nationalités asiatiques (5 des 6 premiers groupes en nombre) et africaines (Washington est la première ville éthiopienne aux Etats-Unis) parmi les 12 premiers groupes migrants (cf. tableau), les Boliviens, en 12<sup>ème</sup> position, faisant jeu égal avec les Péruviens. L'aire métropolitaine est, de très loin, le premier lieu d'installation des Boliviens aux Etats-Unis : 40% d'entre eux y résident en 2012 (31.000 sur 77.000).

<sup>117</sup> Avec les Honduriens et Guatémaltèques, ils sont arrivés nombreux depuis les années 1980 et bénéficient d'un TPS (*Temporary Protected Status*) réservé aux victimes de désastres et de guerres civiles.

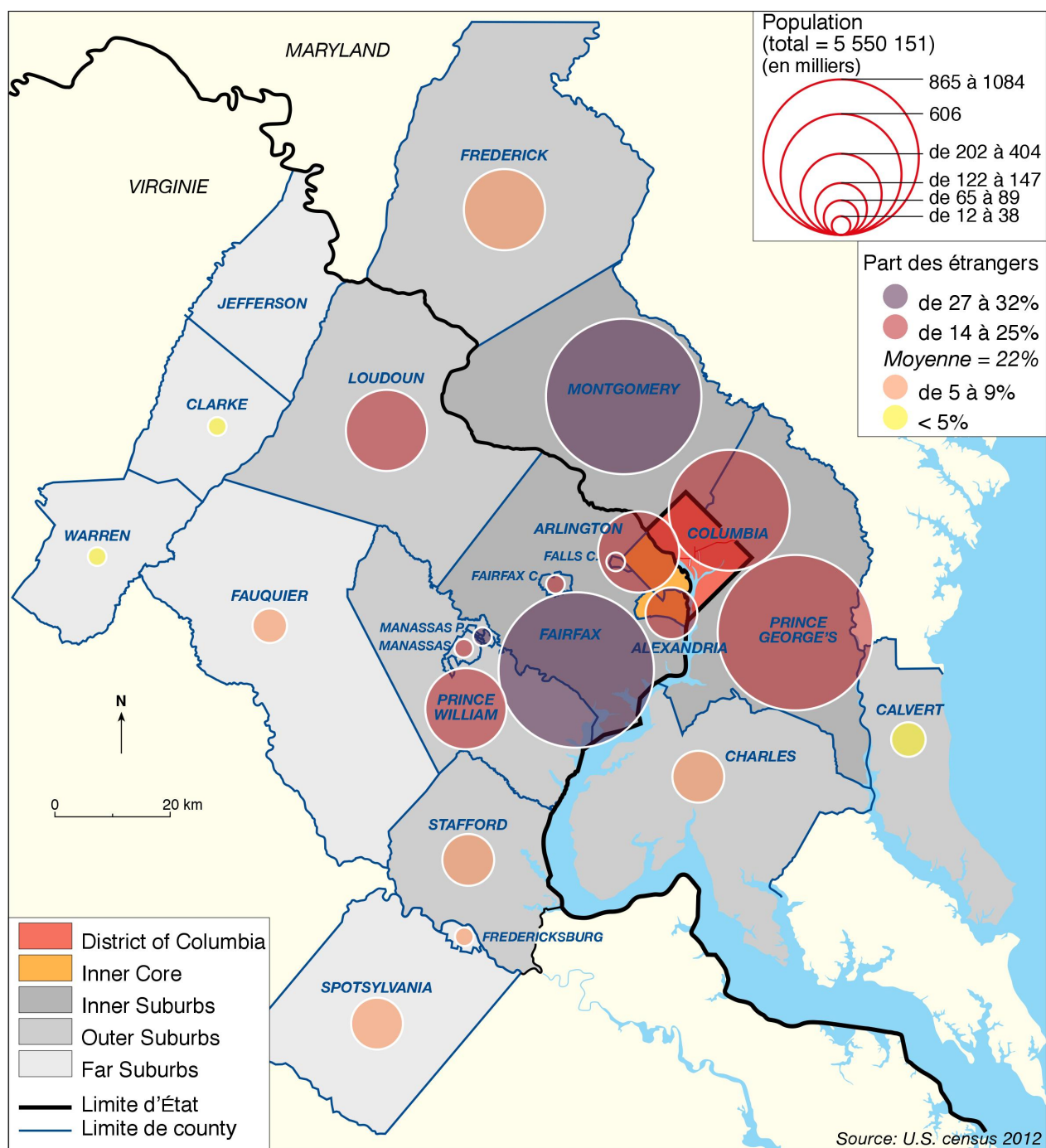
**Carte 13 : L'aire métropolitaine de Washington**



Réalisation: V. Baby-Collin, P. Pentsch, Aix Marseille Université, 2014



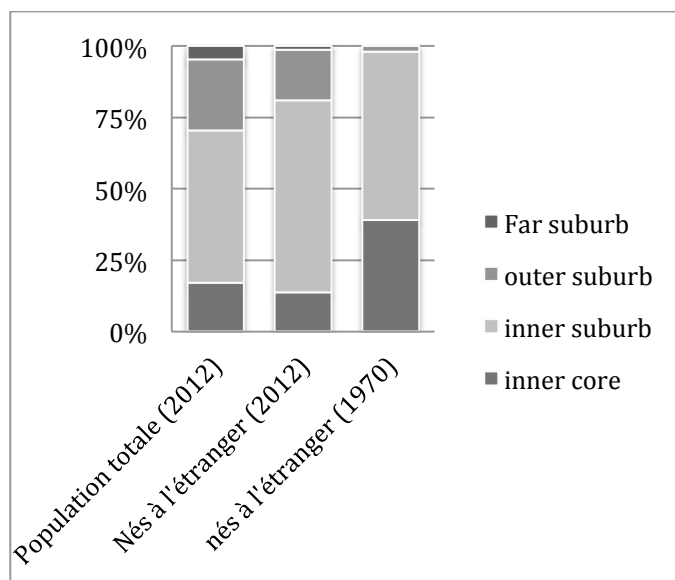
**Carte 14 : Population née à l'étranger à Washington (2012)**



Réalisation: V. Baby-Collin, P. Pentsch, Aix Marseille Université, 2014

**Figure 16 : Distribution spatiale de la population dans l'aire métropolitaine de Washington**

Contrairement aux portes d'entrée traditionnelles du pays (New York, Los Angeles, Chicago par exemple), où les migrants ont commencé par investir des quartiers centraux (cf. *supra*), le caractère récent de la migration à Washington a favorisé une installation rapide des étrangers directement dans les banlieues. Le graphique montre que, si 37% des étrangers vivaient dans l'*inner core* en 1970, ils ne sont plus que 14% en 2010 ; entre ces deux dates, les étrangers vivant dans les *inner suburbs* sont passés de 59 à 67%, de 3 à 16% dans les *outer suburbs*, soit une très forte croissance, et une écrasante domination des étrangers dans les banlieues. L'aire métropolitaine comprend très peu d'enclaves ethniques ou de *clusters* de forte concentration d'étrangers issus d'un seul groupe ethnique, mais beaucoup plus des quartiers caractérisés par l'hyperdiversité de leurs populations.



*Inner core* : Washington DC, Arlington, Alexandria

*Inner suburb* : Montgomery, Fairfax, Prince George's, Falls Church City, Fairfax city

*Outer suburb* : Charles, Calvert, Frederick (Maryland), Loudoun, Prince William, Stafford, Manassas Park City, Manassas City (Virginia)

*Far suburb* : Jefferson (West Virginia), Clarke, Warren, Fauquier, Spotsylvania (Virginia)

(cf carte)

En 1990, les noyaux de concentration de population étrangère sont peu nombreux et plutôt localisés dans l'*inner core* et les *inner suburbs*, avec des concentrations de plus de 40% d'étrangers dans des espaces comme Seven Corners ou Bailey's Crossroads dans le comté de Fairfax, ou dans la ville d'Arlington (Singer, 2012). Les plus fortes concentrations étrangères sont localisées près des grands axes de communication, ce qui favorise les comtés de Fairfax et Montgomery (Interstate 395, 95, route 50 – cf carte 5).

En 2010, la croissance étrangère la plus forte concerne les *outer suburbs*, notamment Prince Williams et Loudoun à l'ouest, dans des zones comme Sterling ou Manassas, qualifiées de *edge gateways*. Ce sont des



“localités qui ont connu la plus forte croissance de populations étrangères, transformant des zones de banlieues de Blancs nés aux Etats-Unis en des zones où une grande diversité de groupes immigrants se rassemblent” (Price et Singer, 2008 trad. libre).

Prince Williams est l'un des douze comtés des Etats-Unis à avoir accueilli la plus forte croissance entre 1985 et 2010 ; le nombre d'emplois y a doublé entre 1990 et 2006 (passant de 55 à 104.000, notamment dans les secteurs du commerce, des transports, de la construction, des loisirs) ; la population étrangère y est passée de 12 à 22% entre 2000 et 2010. C'est dans cette banlieue ouest de la couronne externe que les Latino-américains connaissent la croissance la plus forte. La décentralisation des emplois à l'échelle de l'agglomération, mais aussi l'accessibilité du marché foncier, sont déterminants dans ces évolutions. Après une période relativement stable des marchés dans les années 1990, on assiste à un doublement des prix de l'immobilier entre 2000 et 2007, moins marqué dans les outer suburbs que dans l'inner suburb, y facilitant l'installation des Hispanics. La très grande majorité des nouvelles acquisitions de logements dans ces banlieues occidentales sont le fait d'Hispanics dans les années 2000.

Il existe de très hauts niveaux de ségrégation ethno-raciale dans la région métropolitaine de Washington : 63% des Noirs et la moitié des Latinos devraient déménager pour parvenir à une égale distribution spatiale avec les Blancs (Price et al., 2005). Comme ailleurs dans le pays, les niveaux de ségrégation raciale sont les plus élevés pour les Noirs (très fortes dissimilarités), un peu moins pour les Latino-américains, et nettement moins pour les Asiatiques. Il n'existe cependant pas ici de ghetto immigré (latino-américain ou asiatique) qui corresponde aux degrés de ségrégation observables pour des populations noires. En revanche, les degrés de dispersion ou de concentration des groupes étrangers dans l'agglomération varient selon les nationalités.

Une étude des lieux d'installation des étrangers résidents légaux permanents (LPR – Legal Permanent Residents) arrivés à Washington durant la décennie 1990<sup>118</sup> montre que si certains groupes nationaux ont tendance à une forte concentration, d'autres sont plus dispersés, d'autres encore présentant un modèle mixte de dispersion avec certaines zones de concentration<sup>119</sup>. Parmi les plus dispersés figurent les Indiens, migrants plutôt qualifiés, avec une bonne maîtrise de l'anglais, et des installations dans les banlieues ; parmi les plus concentrés, les Vietnamiens et les Boliviens, en des lieux variés de la banlieue. L'étude conclut à l'absence de modèle dominant, et à l'absence de véritable enclave ethnique subie dans l'aire métropolitaine, mais à l'existence, pour certains groupes, de zones de

---

<sup>118</sup> Etude menée pour 27 nationalités, à l'échelle des codes postaux (zip codes), à partir des données des services de l'immigration, sous la direction de Marie Price (Price et al., 2005).

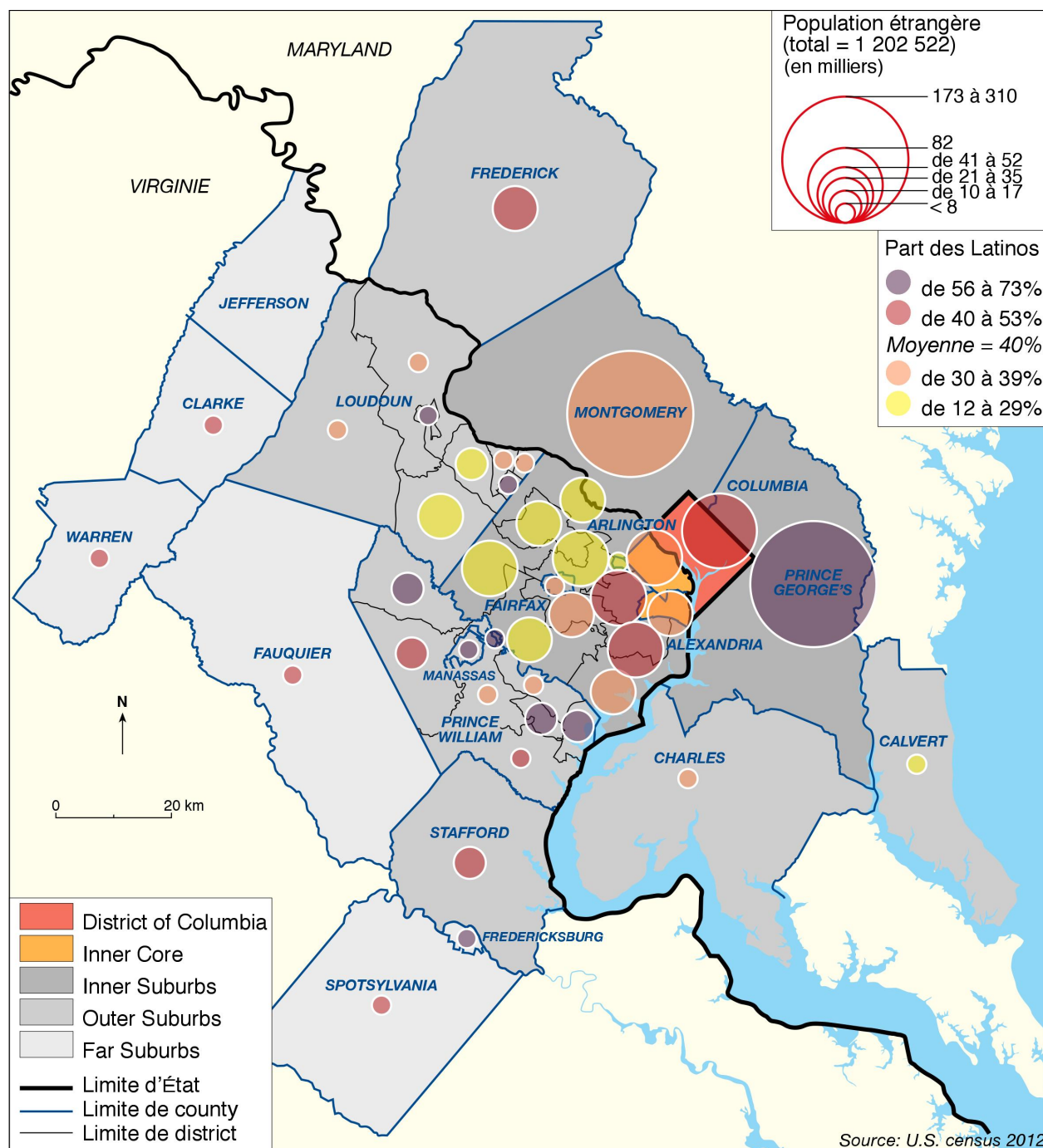
<sup>119</sup> Concentration : quand plus de 10% des individus s'installent dans la zone du code postal le plus récurrent ; Dispersion : quand moins de 5% des individus s'installent dans la zone du code postal le plus récurrent ; Mixte (dispersion avec des zones de concentration) : entre 5 et 10% des individus s'installent dans la zone du code postal le plus récurrent.

concentrations choisies, qui renvoient au modèle positif de la communauté ethnique (Price et al., 2005). L'évitement des quartiers noirs intervient également dans les choix de localisation résidentielle des étrangers (phénomène observé de façon plus générale à l'échelle états-unienne), notamment Asiatiques et Latino-américains, ce qui explique que leur croissance soit moins marquée dans les quartiers situés dans l'Est de Washington, où les minorités noires dominent.

Les cartes suivantes mettent en évidence la concentration numérique encore majoritaire des étrangers et des Latino-Américains dans les espaces de l'inner suburb. Les espaces des outer et far suburbs connaissent des taux d'Hispanics supérieurs à la moyenne, alors que ceux-ci sont plutôt faibles dans le comté de Fairfax (inner suburb), par exemple. Les espaces de résidence des Boliviens paraissent moins touchés par ce phénomène de suburbanisation lointaine, comme le montre la carte 8. Ils sont aussi relativement absents du District of Columbia et de l'ensemble des banlieues Est (Montgomery, Prince George's), et beaucoup plus représentés dans les zones d'Arlington, du comté de Fairfax, du Sud de Loudoun et de Prince William. C'est dans les deux districts de Braddock et de Mason, dans le comté de Fairfax, que les concentrations boliviennes sont les plus importantes (jusqu'à 25% des Latino-américains). A partir de ce cœur de la présence bolivienne, existe un processus de déconcentration résidentielle dans les environs, aux franges de l'inner et de l'outer suburb. Le groupe présente ainsi à la fois des espaces de concentration marqués et des dynamiques centrifuges.

La région de Washington appartient ainsi à une nouvelle génération de métropoles d'immigration, dans laquelle la banlieue est le principal réceptacle des immigrés, et où la suburbanisation gagne progressivement les lointains suburbs pourvoyeuses d'emplois, connectées par un réseau autoroutier aux espaces plus centraux, et où l'immobilier est financièrement plus accessible. Les Boliviens sont plus visibles dans certains secteurs d'implantation relativement ancienne (années 1980) des inner suburbs, et dans certaines zones plus récentes de l'outer suburb. Leurs regroupements s'effectuent au sein de quartiers multiethniques, hispaniques mais aussi plus divers ; dans les banlieues plus lointaines et traditionnellement blanches, le partage de l'espace Blancs / Latinos y est plus fréquent, ce qui est aussi source de conflits (voir chapitre 3).

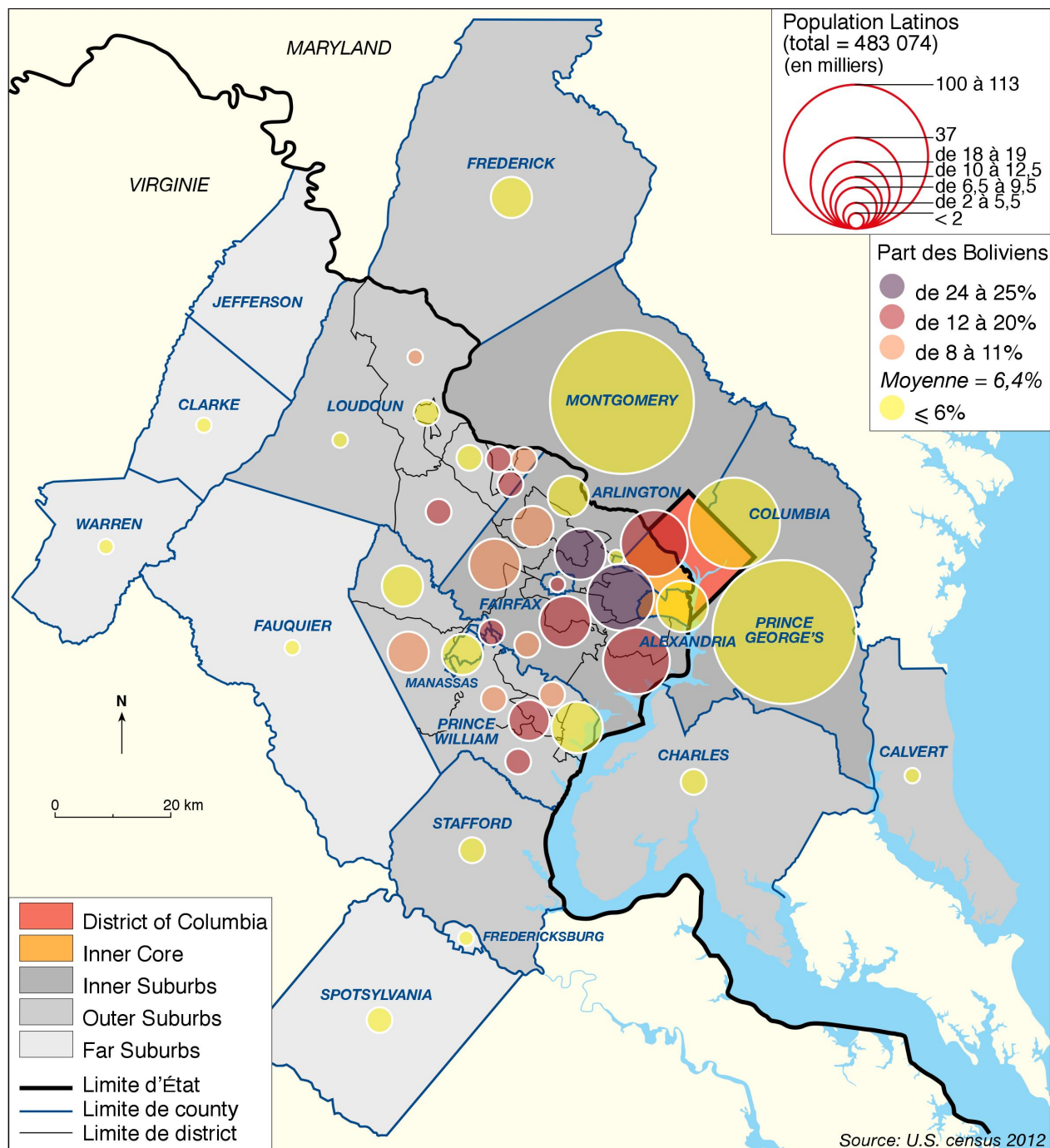
**Carte 15 : Etrangers et Latino-américains dans l'aire métropolitaine de Washington en 2012**



Réalisation: V. Baby-Collin, P. Pentsch, Aix Marseille Université, 2014

Note : Les districts qui subdivisent les comtés ne sont représentés que dans les comtés de Prince Williams, Fairfax et Loudoun, où la présence des étrangers et des Latino-américains est la plus importante. Les données sont présentées à l'échelle du comté pour les autres juridictions.

**Carte 16 : Boliviens et Latino-américains dans l'aire métropolitaine de Washington en 2012**



Réalisation: V. Baby-Collin, P. Pentsch, Aix Marseille Université, 2014

Note : Les districts qui subdivisent les comtés ne sont représentés que dans les comtés de Prince Williams, Fairfax et Loudoun, où la présence des étrangers et des Latino-américains est la plus importante. Les données sont présentées à l'échelle du comté pour les autres juridictions.



## Photographie 5 : Paysages urbains des quartiers migrants de l'inner suburb de Washington, en Virginie.

Les logements des quartiers à fortes concentrations migrantes des municipalités de l'inner suburb, où résident des Boliviens rencontrés lors de l'enquête, se présentent sous forme de petits immeubles collectifs (a et c) ou de pavillons bon marché (b), le long d'axes routiers souvent importants, dans des zones peu denses et aux paysages monotones, où les déplacements piétons sont difficiles (longues distances, larges avenues). Les services de proximité se concentrent dans des centres commerciaux (d et e) où l'on trouve aussi des commerces ethniques (restaurant bolivien, d).

a



b



c



d



e

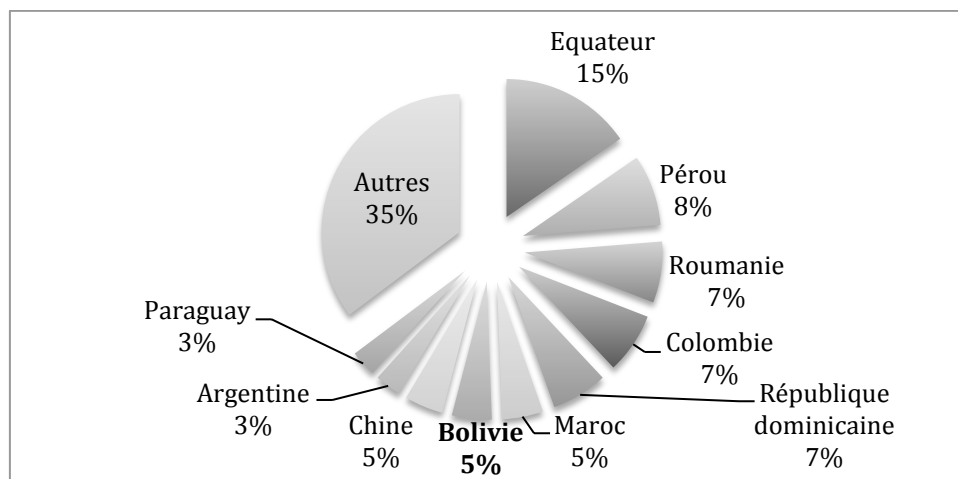


Auteur : Virginie Baby-Collin, comtés d'Arlington et de Fairfax (Springfield), inner suburb de Washington DC, Etat de Virginie, 2011 et 2012.

### II.3. Madrid : relative centralité d'une immigration nouvelle

La présence latino-américaine a considérablement transformé le visage de la population madrilène en Espagne. Bien que des groupes latino-américains soient installés depuis plusieurs décennies (notamment issus des exils politiques de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle), c'est dans les années 2000 que l'immigration devient massive. Madrid en est, avec Barcelone, l'un des principaux foyers. La municipalité de Madrid comptait 9% d'étrangers en 2000, 20% en 2013. Les Latino-américains regroupent aujourd'hui 57% d'entre eux ; sept des dix premières nationalités étrangères de Madrid sont latino-américaines, les Equatoriens étant de loin les plus nombreux (15%), les Boliviens se plaçant au septième rang (4.8%), juste derrière les Marocains.

**Figure 17 : La population étrangère de la ville de Madrid en 2014**



Source : Padrón municipal, datos provisionales (INE).

La région de Madrid est organisée en une très grande municipalité centrale<sup>120</sup>, elle-même divisée en 21 districts et 128 quartiers ; au delà s'étend une aire métropolitaine de 27 municipalités périphériques, et une région métropolitaine assimilée à la Communauté autonome de Madrid (CAM), qui fonctionne comme un bassin de vie et d'emploi quotidien, articulé à la ville centre par un réseau d'autoroutes radiales et des auréoles périphériques

<sup>120</sup> La ville de Madrid a multiplié sa superficie par près de 10 à l'époque franquiste : elle avait une superficie de 67 km<sup>2</sup> en 1940, passée en 1960 à 606 km<sup>2</sup> (taille actuelle), processus réalisé par absorption des municipalités périphériques.

concentriques (Cebrián, 2005 ; Garcia Ballesteros et Sanz Bernal, 2002). Pour des raisons de facilité de lecture (et en raison de la relative centralité de la présence immigrée), nous confrontons ici l'échelle de la municipalité et celle de la région métropolitaine (CAM), qui regroupent chacune environ la moitié de la population de l'ensemble.

La population étrangère suit cette répartition, mais, comme le montre le tableau suivant, les Latino-américains apparaissent concentrés dans la ville centre pour les deux-tiers d'entre eux, taux qui monte à près des trois-quarts pour la population bolivienne, peu présente dans les municipalités de banlieue<sup>121</sup>.

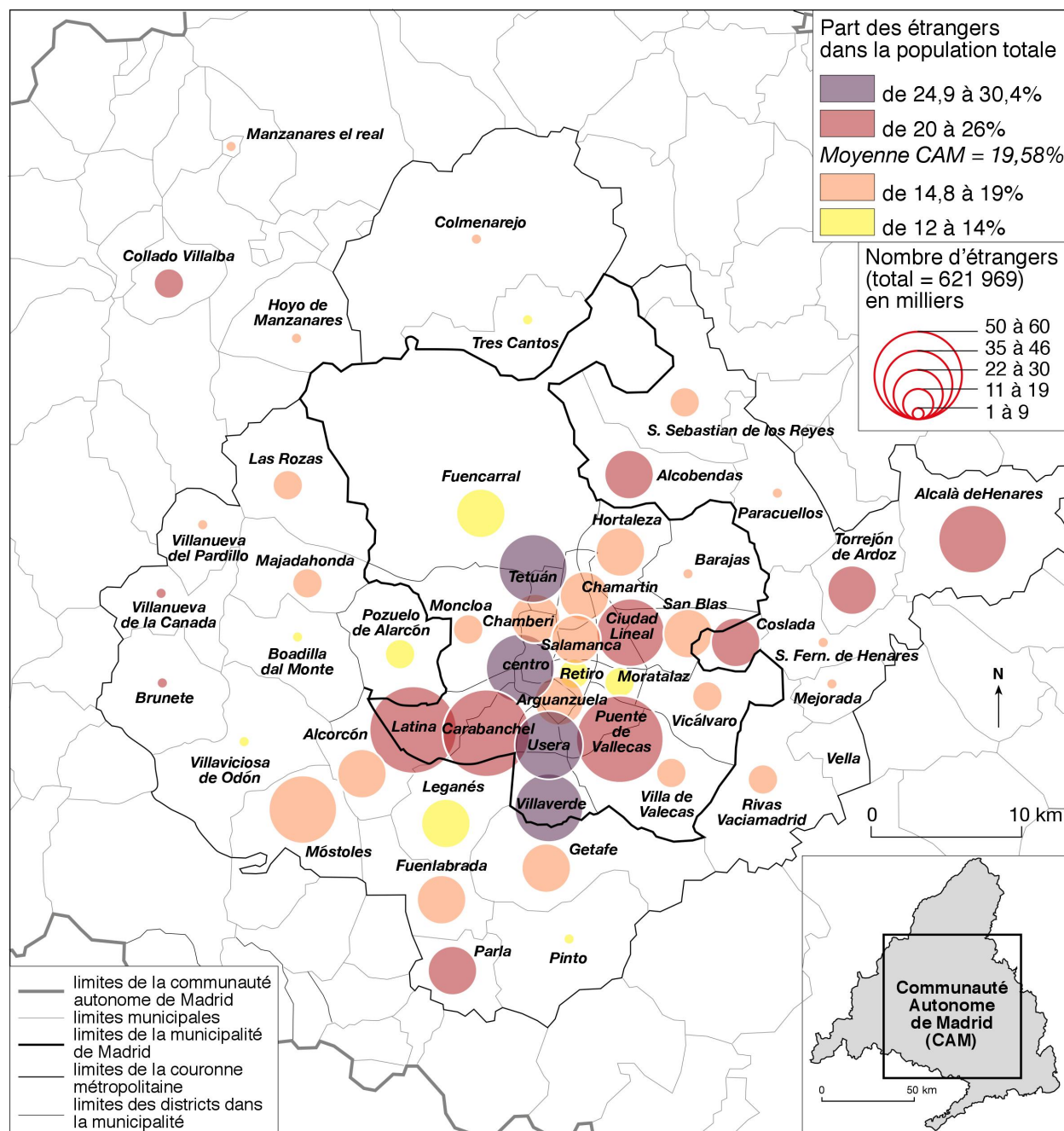
**Tableau 15 : Les étrangers dans la communauté autonome de Madrid en 2013**

	Répartition en %				Répartition en nombre d'habitants			
	population totale	étrangers	Latino-américains	Boliviens	population totale	étrangers	Latino-Américains	Boliviens
Ville de Madrid	49%	53%	64%	74%	3.207.247	645.512	401.516	30.826
Reste de la communauté autonome de Madrid (CAM)	51%	47%	36%	26%	3.288.304	582.620	226.907	10.701
Total	100%	100%	100%	100%	6.495.551	1.228.132	628.423	41.527

Source : INE, padron municipal, 2014.

<sup>121</sup> A nuancer toutefois : à Barcelone, un tiers seulement des Boliviens vit dans la commune centrale, et les Boliviens sont particulièrement nombreux dans les premières couronnes populaires évoquées ci avant. Le schéma est en réalité proche à Madrid, à ceci près que la première couronne de banlieue est intégrée à la municipalité de Madrid, très étendue, et ayant absorbé, à l'époque franquiste, une partie des quartiers anciennement périphériques.

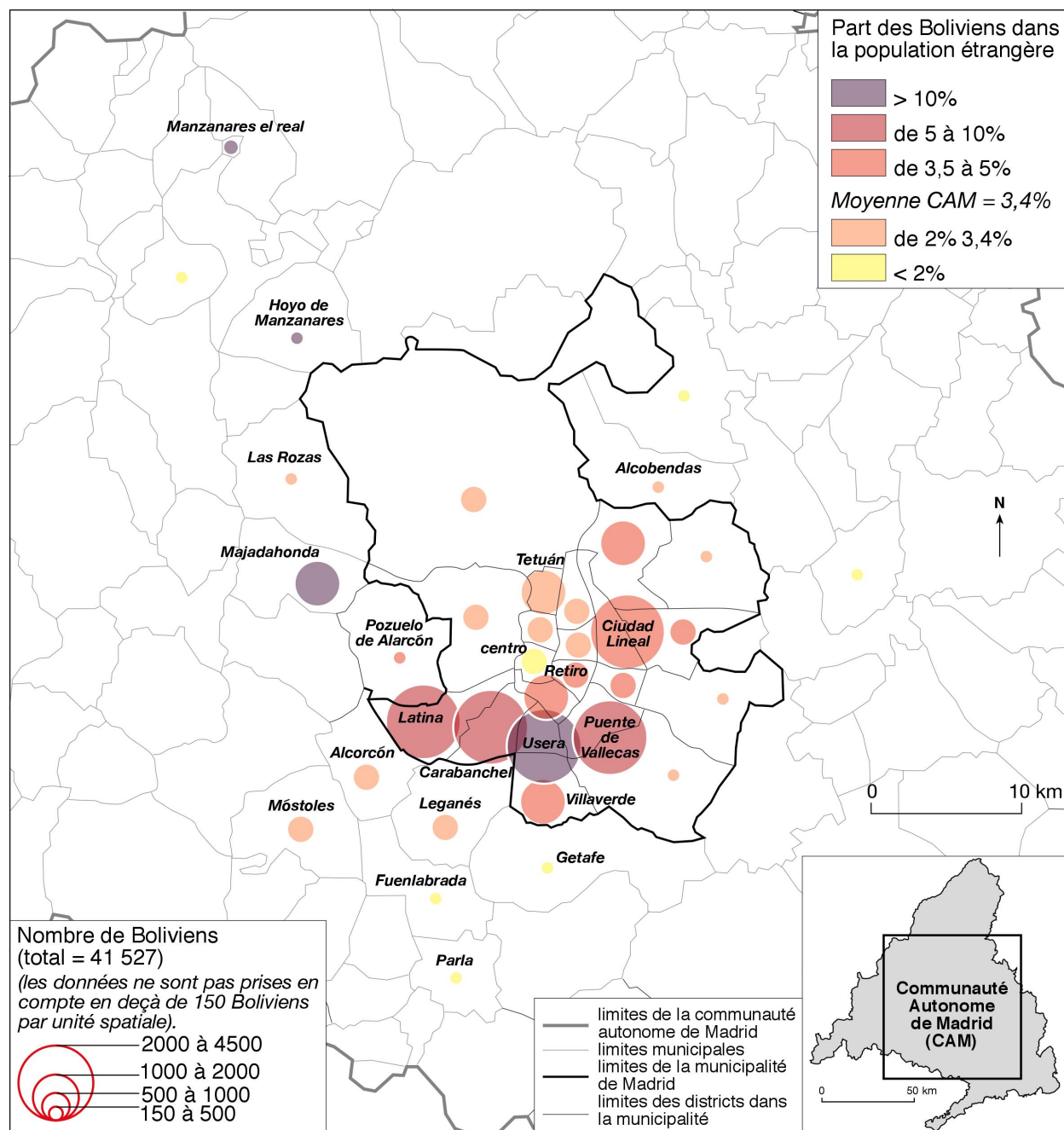
**Carte 17 : Les étrangers dans la communauté autonome de Madrid en 2013**



Source : Padrón Municipal de población, INE, 2014.  
Réalisation : V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014



**Carte 18 : Les Boliviens dans la communauté autonome de Madrid en 2013**



Source : Padrón Municipal de población, INE, 2014.  
Réalisation: V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014

La carte de la répartition de la population bolivienne met en évidence trois éléments :

1) Les Boliviens sont très peu présents dans les quartiers centraux (district *centro* sur la carte), qui sont pourtant des lieux d'accueil traditionnels de populations immigrées, surtout d'autres origines (migrations internes lors de la transition urbaine espagnole, puis migrants maghrébines et africaines), comme El Rastro, Lavapiés et Embajadores (où plus de 30% de la population est étrangère). Le caractère récent de la migration latino-américaine est une des raisons de leur faible présence dans ces espaces, déjà très densément peuplés au moment de leur arrivée. Ces quartiers (notamment Lavapiés) ont également fait l'objet de politiques de renouvellement urbain qui ont contribué à réduire l'offre immobilière et locative bon marché, en faisant des espaces plus difficilement accessibles pour de nouvelles populations immigrées. Le centre de Madrid connaît en effet un processus de gentrification (Janoschka, Sequera et Salinas, 2013 ; Muñoz Carrera, 2011). Ce processus se retrouve dans d'autres villes espagnoles. Les quartiers populaires centraux d'El Raval à Barcelone ou de Russafa à Valence sont aussi des espaces marqués par une forte immigration relativement ancienne, qui connaissent un processus de gentrification contribuant à réduire les opportunités d'accès aux nouveaux migrants (Torres, 2011 chapitre 4).

2) Les Boliviens, comme les Latino-américains, sont en revanche assez fortement concentrés dans des quartiers péricentraux populaires, de tradition ouvrière du Sud du Rio Manzanares (Usera, Carabanchel, Latina, Puente de Vallecas, Villaverde)<sup>122</sup>, où plus du quart de la population est étrangère (jusqu'à 45% dans le district de San Cristobal, au Sud de Villaverde, le plus immigré de la ville). La taille moyenne des petits logements de brique y diffère des grands immeubles bourgeois en pierre du Nord-ouest de l'agglomération<sup>123</sup>.

Les quatre districts de Latina, Carabanchel, Usera et Puente de Vallecas, où les Boliviens sont les plus nombreux, regroupent le tiers des étrangers de la ville de Madrid, et 50% des Boliviens. A lui seul, le district d'Usera, regroupe 16% des Boliviens de Madrid ; le groupe y est ici en troisième position derrière les Equatoriens et les Chinois, devant les Colombiens et les Péruviens, dans un espace très largement dominé par l'immigration latino-américaine.

---

<sup>122</sup> On retrouve le même phénomène dans les municipalités périphériques de Barcelone (au Sud Hospitalet de Llobregat ou Esplugues de Llobregat qui jouxtent la ville centre, ou des villes populaires du Nord - Badalona, Santa Coloma de Gramanet).

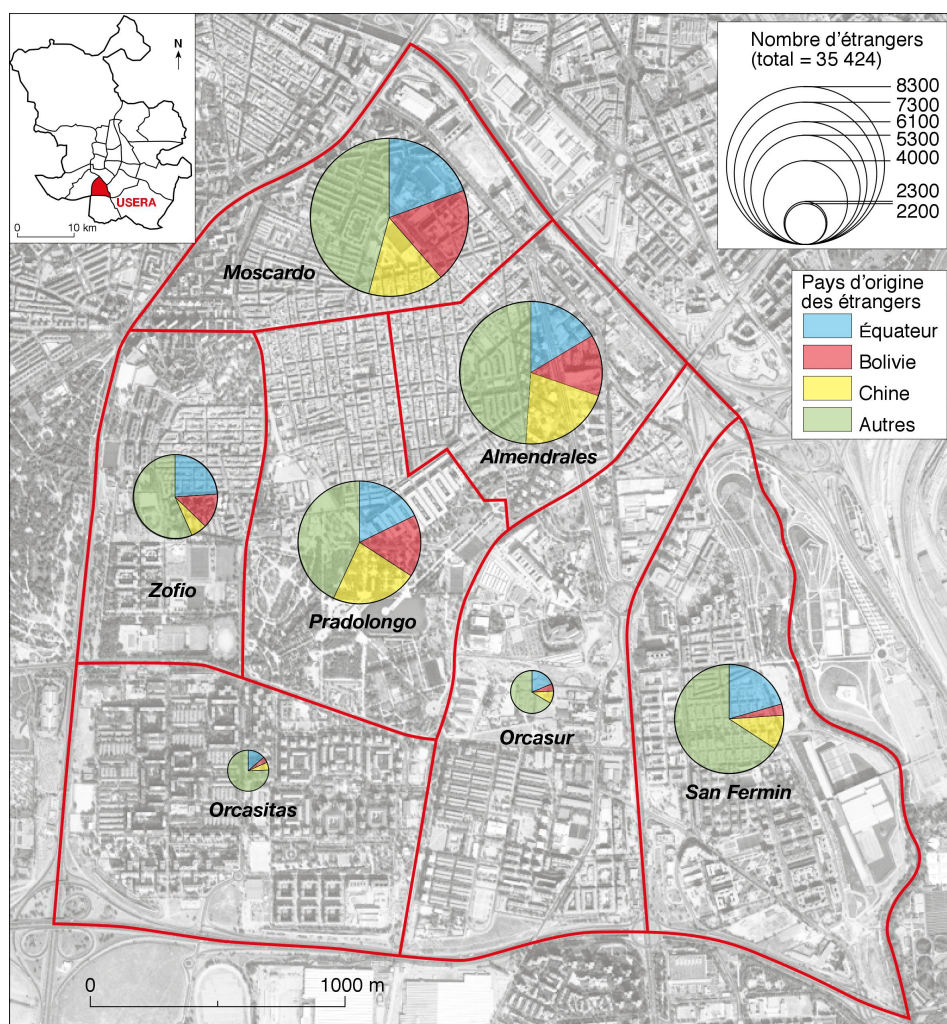
<sup>123</sup> Jesus Leal analyse la ségrégation madrilène au regard des contrastes du marché du logement ; dans le Nord-ouest la taille moyenne des logements est de 125 m<sup>2</sup>, contre 74m<sup>2</sup> dans le Sud populaire (Leal, 2003).

**Tableau 16 : Usera, district madrilène d'immigration (2013)**

Population totale	134.154	
Etrangers	98.730	26.4%
<b>Principales nationalités</b>		<b>% de la population étrangère</b>
Equateur	6.647	19%
Chine	5.342	15%
Bolivie	4.525	13%
Colombie	3.089	9%
Perou	2.866	8%
Republique dominicaine	2.532	7%
Roumanie	2.015	6%
Maroc	1.096	3%

Source : INE, Padrón municipal.

**Carte 19 : Usera, district populaire multiethnique (2013)**



Source : Padrón Municipal de población, INE, 2014.  
Réalisation: V. BABY-COLLIN, P. PENTSCH, Aix Marseille Université, 2014



## Photographie 6 : Usera, paysages urbains d'un quartier populaire multiethnique de Madrid

Le quartier est divisé par le grand parc de Pradolongo (c) au sud duquel se déploient de grands ensembles de logements sociaux des années 1960 (c). Dans la partie nord du district, le bâti est plus ancien, soit sous forme de maisonnettes à étages (a), soit plus souvent d'immeubles de 5 à 7 étages (d), où les migrants latino-américains sont nombreux. Caractérisé alternativement comme une *Petite Bolivie* ou un *Chinatown madrilène*, le quartier, très commerçant, affiche une forte visibilité ethnique, chinoise (b, d) et latino-américaine (d, e).



a



c



d



d

Auteur : Virginie Baby-Collin, Lucile Medina, Madrid, 2008-2009.

Usera, comme les districts voisins de Carabanchel, Latina, Puente de Vallecas, est un district populaire peuplé lors des migrations internes issues des flux de l'exode rural espagnol, à l'époque franquiste. Les districts méridionaux de Madrid ont accueilli les gros bataillons de cette migration interne, dans des espaces qui ont souvent été des *chabolas* (bidonvilles) avant d'être transformés en logements sociaux à l'occasion de gros programmes publics de logement (années 1950-70)<sup>124</sup>. La partie Nord du district est dense, avec des immeubles de quelques étages et de petites maisons modestes en brique, alors que la partie Sud, au delà de grands espaces verts de Pradolongo qui créent une coupure entre les deux moitiés du district<sup>125</sup>, présente des paysages de cités de logements sociaux, construits pour résorber les *chabolas*.

La croissance de la population étrangère y est forte depuis la décennie 2000. Elle est d'un peu moins de 11% en 2000 (contre, à cette date, 20% dans le district du centre, et 9% à l'échelle de la ville de Madrid) ; entre 2000 et 2013, la population étrangère à Usera est multipliée par 13 (et par 3.3 à l'échelle de la commune), ce qui contribue à rajeunir un secteur vieillissant de la ville. Son attractivité auprès des étrangers a à voir à la fois avec sa très bonne situation géographique (péricentre de Madrid, excellentes connexions aux transports publics, bus et métro), et avec les prix très bas de l'immobilier. Qu'il s'agisse du marché neuf ou d'occasion, de l'achat ou de la location, les tarifs les moins élevés de la ville se situent dans ces districts du Sud (tableau 8).

---

<sup>124</sup> En 1956, la loi sur le logement social et sur les logements aux loyers limités (*Ley sobre vivienda social y de las viviendas de renta limitada*), ainsi que le plan national du logement (*Plan Nacional de la vivienda*), prétendent construire plusieurs dizaines de milliers de logements dans les périphéries pour éradiquer le *chabolismo* (bidonvillisation).

<sup>125</sup> Il s'agit d'un parc de 72 hectares, le troisième par sa superficie à Madrid. Je reviens sur son usage par les populations du district dans le chapitre 3.

**Tableau 17 : Prix de l'immobilier neuf et ancien dans les districts de Madrid en 2012**

	Prix moyen des logements neufs (2012)	Indice, prix moyen des logements neufs (100 = moy. Madrid)	Prix moyen des logements anciens (2012)	Indice du prix moyen des logements anciens (100 = moy. Madrid)
04. Salamanca	4.934	165	4462	139
07. Chamberí	4.467	150	4034	126
01. Centro	4.032	135	3424	107
09. Moncloa-Aravaca	3.767	126	3524	110
03. Retiro	3.560	119	3701	115
15. Ciudad Lineal	3.305	111	2918	91
02. Arganzuela	3.319	111	2876	90
16. Hortaleza	3.322	111	3155	98
06. Tetuán	3.082	103	2913	91
Ciudad de Madrid	2.982	100	3209	100
08. Fuencarral-El Pardo	2.981	100	3032	94
21. Barajas	2.683	89	2969	93
20. San Blas - Canillejas	2.569	86	2327	73
11. Carabanchel	2.471	83	1947	61
10. Latina	2.474	83	1948	61
13. Puente de Vallecas	2.393	80	1679	52
18. Villa de Vallecas	2.377	79	2228	69
12. Usera	2.191	73	1806	56
17. Villaverde	2.073	70	1595	38
05. Chamartín	-	-	4240	132
14. Moratalaz	-	-	2153	67
19. Vicálvaro	-	-	1919	60

Source : Sociedad de Tasación. [www.st-tasacion.es](http://www.st-tasacion.es). Ayuntamiento de Madrid, 2014. <http://www.madrid.es>

C'est surtout dans la moitié nord que les concentrations étrangères sont les plus nombreuses (30 à 37% dans les quatre quartiers du nord du district – Almendrales, Moscardo, Zofio et Pradolongo), les étrangers étant assez peu nombreux dans les quartiers de logements sociaux du sud – rappelons que les logements sociaux sont réservés aux Espagnols (10 à 24% d'étrangers - quartiers d'Orcasitas, Orcasur, San Fermin).

Les Boliviens sont particulièrement concentrés dans ceux de Moscardo, Almendrales et Pradolongo (15 à 20% de Boliviens), où ils font jeu égal avec les Equatoriens et les Chinois, dans des espaces très multiethniques (cf. carte 11). Usera a été décrit à la fois comme une “*petite Bolivie*” (Hinojosa, 2009) et comme le nouveau Chinatown madrilène (Tébar Arjona, 2013 ; Tébar, 2011)<sup>126</sup>. Dans un contexte de migration chinoise récente en Espagne,

<sup>126</sup> Ce que l'on retrouve aussi dans la presse : « El Chinatown de la capital crece en Usera », *El País*, 28 janvier 2008. [http://elpais.com/diario/2008/01/27/madrid/1201436654\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2008/01/27/madrid/1201436654_850215.html)

l'ouvrage de Tébar s'intéresse à la constitution d'une enclave ethnique à Usera, autour de nombreux restaurants et boutiques chinoises, qui n'exclut pas un processus de dispersion des Chinois dans d'autres quartiers. Le phénomène est proche de celui que l'on peut observer pour les Boliviens, à ceci près que l'investissement dans l'entrepreneuriat ethnique, et donc la visibilité spatiale des commerces boliviens, est moindre que celui des Chinois, à l'empreinte paysagère plus marquée.

3) Les Boliviens sont présents dans quelques municipalités de la banlieue proche, et quasiment absents dans le reste de la Communauté Autonome, attestant d'une faible dispersion au delà des espaces desservis par le métro et les transports en commun. Deux types de banlieues apparaissent ici :

- des municipalités populaires du Sud-Ouest, dans la prolongation des districts populaires du Sud de la ville, où l'immobilier est relativement bas et les logements sociaux nombreux, et où l'immigration latino-américaine est importante (Mostoles, Fuenlabrada, Alcorcón, Leganés, Parla, Getafe)<sup>127</sup> ;
- quelques concentrations fortes de Boliviens apparaissent dans de petites municipalités très aisées, qui répondent à des logiques fort distinctes (Majadahonda, à l'Ouest)<sup>128</sup>. C'est l'importance des emplois dans le domaine des services domestiques, dans cette municipalité aisée, qui explique la concentration de migrants boliviens, j'y reviens dans la troisième partie de ce chapitre.

Dans l'ensemble, ces localisations résidentielles ne font pas état de l'existence d'enclaves ethniques ; les migrants boliviens coexistent avec d'autres groupes migrants mais aussi avec des Espagnols, qui restent partout majoritaires dans l'espace urbain. Francisco Torres caractérise cette configuration comme étant celle d'une "*coprésence résidentielle*", identifiée sous des formes proches dans d'autres grandes villes d'immigration, comme Barcelone ou Valence (Torres, 2011, p. 181).

---

<sup>127</sup> comme dans certaines périphéries de Barcelone - Sabadell, Terrassa, Granollers.

<sup>128</sup> La même logique se retrouve à Barcelone dans la municipalité très aisée de San Cugat Del Valle.

## II.4. Synthèse

La localisation des migrants fait apparaître une variété d'espaces d'installation, dans des métropoles qui se distinguent fortement des logiques mises en évidence à l'époque de l'Ecole de Chicago.

On n'observe pas de quartiers immigrés en situation centrale qui s'apparenteraient à des ghettos classiques : la plupart des quartiers d'immigration dans lesquels les Boliviens sont présents sont en situation péricentrale ou périphérique des agglomérations, à l'exception des cas spécifiques des *villas miserias* 31 y 31bis dans le centre de Buenos Aires. Les quartiers centraux de Madrid qui accueillent un grand nombre d'immigrés ne sont guère concernés par la migration bolivienne et latino-américaine, à la fois en raison du caractère récent de cette migration qui n'a pas trouvé sa place dans des quartiers déjà saturés, et des opérations de réhabilitation urbaine qui ont contribué à y restreindre les opportunités de logement bon marché. A Washington, les étrangers sont très peu présents dans la ville centre, et le caractère récent des migrations y explique des localisations surtout périphériques, dans une métropole américaine étalée où les *suburbs* sont désormais plus peuplés que les villes centres et leurs premières auréoles d'*inner suburbs*.

Aucune des métropoles ne présente d'espace de concentration ethnique exclusive, caractéristique des ghettos : les Boliviens cohabitent partout avec des populations autochtones et étrangères d'autres origines, dans des quartiers multi-ethniques, principalement latino-américains à Buenos Aires en raison des composantes massivement régionales de l'immigration, mais plus variés à Madrid et Washington. Les Vietnamiens et les Coréens sont nombreux dans les quartiers boliviens d'Arlington et d'Annandale, dans la banlieue ouest de Washington ; le fait que le quartier d'Usera, à Madrid, soit présenté à la fois comme une petite Bolivie et un Chinatown est révélateur du caractère fondamentalement pluriculturel de cette concentration. Le terme d'enclave ethnique ne correspond ainsi guère à la géographie de ces quartiers pluriethniques populaires. Même à Buenos Aires, où les Boliviens sont les plus nombreux, ils ne représentent jamais plus de la moitié des étrangers des quartiers où ils sont le plus concentrés, et les Argentins sont toujours majoritaires dans une capitale où l'immigration pèse moins, en termes relatifs, que dans les métropoles états-uniennes et espagnoles. Toutefois, si les Boliviens de Buenos Aires résident dans des espaces partagés avec d'autres groupes, argentins populaires, paraguayens, principalement, il existe certains quartiers dans lesquels leur présence acquiert une visibilité spécifique en raison de leur importance numérique, ce qui a des conséquences sur lesquelles je reviendrai dans le chapitre suivant.

Le caractère pluriethnique des espaces résidentiels relativise de même l'application du terme de *barrio* pour caractériser les concentrations migrantes. Il ne peut s'appliquer à Buenos Aires, pour des raisons évidentes. Dans la région urbaine de Washington, s'il est



vrai que les Latino-américains sont relativement concentrés dans les espaces identifiés des couronnes suburbaines, leur présence n'est pas exclusive. Dans cette métropole beaucoup moins latina que les espaces plus classiquement étudiés aux Etats-Unis pour caractériser les *barrios* (métropoles californiennes et du Sud-Ouest du pays plus généralement), et marquée par la très grande diversité des populations d'origine étrangère, les Latino-Américains cohabitent avec d'autres groupes asiatiques ou africains. Même à Madrid, où les concentrations latino-américaines sont plus fortes dans certains districts urbains, l'espace résidentiel est partagé, par exemple avec la minorité chinoise dans le quartier d'Usera. Les localisations résidentielles envisagées à partir du prisme bolivien attestent ainsi fondamentalement de quartiers pluriethniques.

Les fortes concentrations de Boliviens renvoient généralement à des quartiers populaires, attestant de processus de ségrégation socio-économique classiques, inscrits dans les histoires urbaines locales : habitat informel dominant, sous forme de *villas* et d'*asentamientos*, à Buenos Aires ; anciens quartiers ouvriers aux opportunités immobilières bon marché à Madrid ; banlieues du *inner core* et des *inner suburbs* de Washington. La compréhension des structures, des contextes et des histoires urbaines locales est déterminante pour l'analyse de ces logiques. On observe aussi une croissance des populations boliviennes dans des espaces périurbains plus lointains, au sud de Madrid, dans les *outer suburbs* de Washington, et dans les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> couronnes de Buenos Aires (sous forme de quelques noyaux). Ces installations ne correspondent pas forcément à l'établissement dans des quartiers populaires, et d'autres facteurs sont ici à prendre en considération, qui renvoient à des logiques professionnelles (domesticité madrilène, horticulture argentine), ou à des modes de croissance des agglomérations. Il existe un processus majeur de suburbanisation étendue à Washington, et l'immigration bolivienne y est socio-économiquement plus aisée qu'en Argentine ; d'origine plus urbaine, plus éduquée, la population bolivienne y a un niveau de vie moyen relativement élevé, qui favorise aussi le processus de suburbanisation.

Cette approche permet de situer les quartiers d'immigration dans les histoires urbaines, les processus d'urbanisation et d'internationalisation, qui mettent en évidence des logiques de ségrégation d'ordre socio-économique dans lesquelles l'accès à un logement bon marché domine. Cette première analyse doit cependant être complétée par un autre regard. La ségrégation renvoie aussi à des logiques d'agrégation dans lesquelles intervient une dimension fondamentale de l'accès au logement : celle des réseaux relationnels.

Ce facteur est primordial pour des populations migrantes qui disposent, à leur arrivée dans une ville méconnue, d'un faible capital spatial. Défini comme comprenant

*“l’ensemble des ressources accumulées par un acteur, lui permettant de tirer avantage, en fonction de sa stratégie, de l’usage de la dimension spatiale de la société”* (Lussault et Lévy, 2003, p. 125),

le capital spatial est à la fois un patrimoine économique (dont ces migrants sont généralement dépourvus) et un ensemble de compétences qui permettent d’accéder à l’espace. Dans les premiers temps de la migration, ces compétences se résument fréquemment à la disposition d’un capital social, fait d’un réseau de relations, mobilisé dans l’accès au logement.

### III. Trajectoires et stratégies résidentielles

En croisant ici thématiquement les trois terrains envisagés, je souligne dans un premier temps le rôle clé de deux éléments centraux dans l'élaboration de choix résidentiels<sup>129</sup> : les réseaux relationnels, et les types et modes d'accès à l'emploi. J'envisage ensuite les statuts d'occupation et les types de logements dans lesquels les migrants s'installent, qui forment, avec la localisation (abordée dans la partie précédente), les trois facteurs principaux de déploiement des stratégies résidentielles. J'y souligne notamment le rôle des configurations familiales, souvent présentées dans la littérature comme centrales dans la compréhension des logements.

A la différence de l'approche qui a prévalu dans la partie précédente, construite sur l'exploitation de sources statistiques permettant de situer les espaces résidentiels migrants dans leurs contextes métropolitains, ce développement combine des données chiffrées à des éléments qualitatifs issus des récits des expériences migrantes, soit plus directement inscrits dans une approche "par le bas" et du côté des acteurs.

J'enrichis également ponctuellement cette réflexion par des éléments relatifs à d'autres grandes métropoles concernées par la migration bolivienne, comme Barcelone, en Espagne, ou Sao Paulo, au Brésil, dont le poids dans les espaces de la migration bolivienne ne cesse de croître depuis deux décennies.

#### III.1. Réseaux, emplois : des facteurs prégnants

- *Le rôle clé des réseaux relationnels dans l'accès au logement*

L'un des facteurs fondamentaux de l'accès au logement réside dans l'activation des réseaux relationnels des migrants. Comme la migration est rarement mise en œuvre sans disposer de capital social (chapitre 1), ce dernier est généralement le canal d'entrée dans l'espace d'installation, où le logement est, avec l'emploi, la première préoccupation des arrivants. C'est ainsi dans un cercle relationnel issu des espaces d'origine, qu'il soit familial, de voisinage, amical, que se tissent les contacts qui donnent accès aux premiers logements. Ce phénomène explique aussi les regroupements ethniques dans les espaces d'installation et leur entretien par de nouveaux arrivants.

Il n'y a là aucune originalité dans les espaces étudiés. On y retrouve un phénomène amplement documenté dans la littérature, depuis les travaux de l'Ecole de Chicago qui

---

<sup>129</sup> Mis également en évidence dans d'autres travaux. En termes de comparaisons internationales sur cet aspect, l'ouvrage *Métropoles en mouvement* reste une référence majeure (Dureau et al., 2000).

montraient comment les ghettos de migrants permettaient, dans des cercles relationnels issus des pays d'origine, de reconstituer dans la migration des regroupements nationaux. Maria Cristina Cravino souligne, à Buenos Aires, que les réseaux sont un canal privilégié dans l'accès au marché locatif très demandé des *villas* :

*“On accède à l'information sur la location par le bouche à oreille dans les villas. Les réseaux sociaux préexistants sont déterminants dans la circulation de l'information”* (Cravino, 2011, p. 33).

A Washington, un administrateur du comté de Fairfax parle d'un *cousin syndrome* (Price et Singer, 2008).

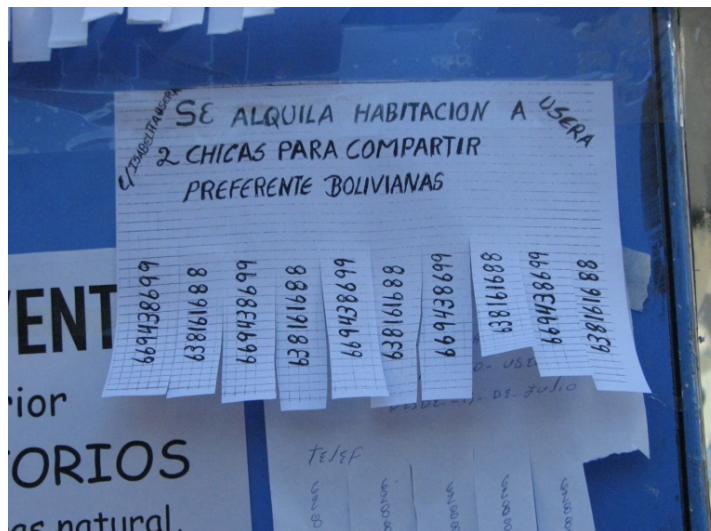
Bien entendu, à mesure que le temps passe et que le migrant apprivoise son espace d'installation, la dépendance aux réseaux ethniques et aux liens constitués dans les espaces d'origine et reproduits dans les sociétés d'arrivée peut s'amenuiser, et autoriser une plus grande autonomie dans l'accès au logement.

### **Photographie 7 : Colocation, de préférence entre co-ethniques**

Cette affichette, scotchée sur une cabine téléphonique à la sortie du métro Usera, invite explicitement à la colocation ethnique :

*“Chambre à louer, à partager entre deux filles, boliviennes de préférence”.*

Photo : Virginie Baby-Collin,  
Madrid, métro Usera, 2008.



- ***Accessibilité et proximité de l'emploi***

Pour les migrants économiques, l'accès à l'emploi est déterminant. Dans des métropoles très étendues, où les transports en commun sont onéreux et la congestion du trafic forte, l'accessibilité au lieu de travail est déterminante dans les stratégies résidentielles.

Dans l'aire métropolitaine de Washington, les choix résidentiels des migrants dans les périphéries prennent en considération l'accessibilité routière aux grands anneaux de

circulation rapide qui articulent les grands secteurs de l'agglomération. Ici comme dans de nombreuses villes américaines, les transports en commun sont peu nombreux et l'achat d'un véhicule bon marché est fréquent. Il permet de s'affranchir de certaines contraintes liées au réseau de transport et de s'installer dans des *suburbs* plus lointaines. Audrey Singer place ainsi l'accessibilité aux lieux d'emploi, au même titre que les prix de l'immobilier et les liens sociaux, au premier rang des facteurs de localisation des logements des migrants (Singer, 2012, p. 28-29).

Les types d'emploi exercés jouent aussi un rôle décisif dans les localisations résidentielles : c'est particulièrement vrai pour les emplois de l'agriculture périurbaine (à Buenos Aires), pour les activités à très fortes contraintes horaires (comme les emplois nocturnes, qui aiguïssent la question de l'accessibilité à des heures où les transports en commun sont rares), et pour celles où coïncident lieu de travail et lieu de résidence (ateliers de confection textile de Buenos Aires et de Sao Paulo, ou emplois de la domesticité et du soin à domicile, dans toutes les agglomérations étudiées).

Le secteur agricole de la périphérie de la région métropolitaine de Buenos Aires est marqué par une forte présence bolivienne. Dans ces espaces à l'urbanisation lâche, éloignés de la ville centre (une cinquantaine de kilomètres), aux lieux de production agricoles souvent à l'écart des axes de transport principaux empruntés par les transports en commun (bus, ou ligne de train), l'activité détermine une localisation résidentielle à proximité, contribuant à sédentariser les Boliviens dans certaines municipalités où leur concentration est devenue importante (comme Escobar), dans les environs immédiats des exploitations, voire, pour les employés les plus précaires, dans des baraques construites sur, ou à la lisière, des exploitations mêmes. Julie Le Gall constate qu'une majorité de Boliviens producteurs agricoles ou commerçants propriétaires de leur boutique réside sur leur lieu de travail (Le Gall, 2011, p. 505 et suiv). Ceux qui sont employés dans des supermarchés ou vendeurs de rue résident dans des quartiers pas trop éloignés de leur lieu d'activité : dans la municipalité même, pour ceux qui travaillent en lointaine périphérie (Pilar, Escobar), ou dans les premières couronnes de banlieue à forte immigration bolivienne pour ceux qui travaillent dans la capitale (municipalité de La Matanza).

Les emplois nocturnes exercés sur les marchés de gros de l'agglomération de Buenos Aires ont également contribué à fixer des quartiers de fortes concentrations boliviennes dans leurs environs immédiats. C'est le cas à la lisière occidentale de la ville-centre, aux confins de la ville et des municipalités de Lomas de Zamora et La Matanza (cf. cartes 2 et 4, *supra*), où se localise le principal marché de gros de produits frais de Buenos Aires, le *mercado central*, non loin du marché de La Salada. Ce dernier est réputé être la plus grande *feria* informelle d'Amérique latine, et il est tenu majoritairement par des Boliviens (pour plus de détails voir Brassamin et Baby-Collin, 2012). Des entretiens réalisés auprès des commerçants boliviens des marchés expriment le rôle déterminant de l'emploi dans une

localisation résidentielle à proximité, rendue nécessaire par les contraintes horaires de l'activité. Le quartier de Villa Celina, aux portes de ces marchés, est de fait un quartier de très forte concentration bolivienne. Les propriétaires de stands et les commerçants les mieux installés ont acquis ou construit des maisons dans ce secteur, et logent fréquemment à leur domicile des employés co-ethniques, qu'ils emmènent dans leur camionnette au petit matin.

Sebastian, 29 ans, originaire de Cochabamba, est arrivé avec son frère à Buenos Aires en 2003 à la demande d'un *compadre*, originaire de la même région, qui, ayant émigré depuis longtemps et obtenu un poste de fruits et légumes sur une feria de Buenos Aires, cherchait de la main-d'œuvre pour développer son activité. Six ans après son arrivée, Sebastian est toujours l'employé de son *compadre*, et réside chez lui (*cama adentro*), à Villa Celina, ce qui est une condition de l'exercice de l'activité, en raison des horaires décalés, des besoins de chargement et de déchargement des cageots de produits frais, auprès des producteurs, sur les marchés, et dans un entrepôt au domicile même du patron (entretien Buenos Aires, 2009).

La confection textile est une source d'emploi importante pour les migrants boliviens de Buenos Aires comme de Sao Paulo. Il s'agit souvent de migrants jeunes, venus seuls, recrutés par des propriétaires d'ateliers directement dans les espaces d'origine. Dans ces deux villes, le secteur de la confection a d'abord été dominé par des employeurs coréens, qui ont développé l'activité dans les années 1960 (voir dans le cas de Buenos Aires Mera, 2012), et ont embauché une large main d'œuvre bolivienne. Il existe aujourd'hui aussi plusieurs dizaines de milliers d'ateliers dans les deux villes, souvent tenus par des Boliviens à Buenos Aires (plus souvent par des Brésiliens à Sao Paulo), qui emploient des co-ethniques, dans des entreprises majoritairement informelles, pouvant embaucher jusqu'à plusieurs dizaines d'employés.

En forte croissance depuis les années 1980, ils sont notamment situés dans les quartiers péricentraux de la moitié sud de Buenos Aires, tels que Caballito, Flores, Bajo Flores, Once, Parque Avellaneda, mais il existe aussi de très nombreux petits ateliers dans les couronnes périphériques, au sein même de logements où sont installées quelques machines à coudre, qui fonctionnent comme autant de sous-traitants. Un incendie dans l'un des ateliers d'un quartier péricentral de Buenos Aires qui employait une soixantaine de Boliviens a causé la mort de six d'entre eux en 2006, dont quatre enfants. Ce drame a porté sur la place publique la question des conditions de vie de ces migrants et soulevé des mouvements d'opposition à ce que l'on a alors qualifié de situations d'esclavage. L'inspection du travail argentin a par la suite procédé à la fermeture d'au moins 41 ateliers (Bastia et McGrath, 2011).

Jeronimo Montero, dont la thèse compare ces sweatshops de Buenos Aires et de Prato en Italie, décrit ainsi le système des ateliers portègnes :

*« Le mécanisme commence par l'approche en Bolivie et l'offre d'un emploi à Buenos Aires ; on leur paie le ticket de bus et tout est arrangé pour leur voyage<sup>130</sup>. Une fois arrivés en ville, ils vivent dans les ateliers [sweatshops], dans des conditions affreuses, avec une ventilation déficiente et une absence complète de prise en compte des conditions sanitaires et de sécurité. Ils travaillent de huit heures à minuit (16 heures) du lundi au vendredi, le samedi matin et on leur donne deux repas par jour. Ils ne sont pas payés avant le troisième ou le quatrième mois (à ce qu'on leur explique, pour rembourser le ticket de bus) et ils gagnent entre 800 et 1000 pesos argentins, soit entre 45 et 55% du salaire minimum légal du secteur. En l'absence de normes sanitaires, des centaines de cas de tuberculose sont traités dans les hôpitaux des environs. Certains travailleurs (généralement les nouveaux venus), ne peuvent quitter les lieux (que les portes soient fermées ou qu'ils subissent des pressions) ; et dans certains ateliers les portes sont fermées toute la journée » (Montero, 2011, p. 95 trad. libre).*

Dans cette niche d'emploi spécifique, l'association entre lieu de travail et résidence est ainsi étroite. A Sao Paulo, où le phénomène a été bien étudié (Freire da Silva, 2009 ; Rolnik Xavier, 2011 ; Souchaud, 2012 ; Vidal, 2012b), les Boliviens et Paraguayens sont très concentrés dans les districts centraux (Bom Retiro, Bras, Bari, anciens quartiers ouvriers dépeuplés), peu denses et peu attractifs pour les Brésiliens. La très forte densité de l'activité textile dans ces quartiers, niche professionnelle où plus de 60% des migrants déclarent être employés<sup>131</sup>, explique ces concentrations. Sylvain Souchaud (2012) y montre la forte coïncidence entre emploi et résidence des immigrés (60% travaillent à domicile, et seuls 7% travaillent à plus de 30 minutes ; les données sont respectivement de 3% et 30% pour l'ensemble de la population). Si la moitié de la population de ces districts est locataire (contre 20% à l'échelle métropolitaine), c'est le cas de 98% des résidents paraguayens et boliviens (contre les trois-quarts à l'échelle métropolitaine).

C'est ainsi la spécialisation dans cette filière économique, très localisée dans la ville de Sao Paulo en termes de lieux de production, qui est le moteur d'une concentration résidentielle bolivienne qui n'a ainsi rien à voir avec les ressources communautaires qu'elle met à disposition des migrants, mais bien avec la dynamique économique locale. Les logiques de diffusion de la localisation résidentielle du groupe qui apparaissent en périphérie de Sao Paulo semblent elles aussi liées à l'activité de la confection : montage d'ateliers par des migrants en situation de réussite professionnelle, qui font venir à proximité leurs ouvriers co-ethniques.

---

<sup>130</sup> Freire de Silva décrit le même fonctionnement d'un système qui articule migration, travail et logement et se constitue par l'embauche de travailleurs depuis la Bolivie, acheminés vers les ateliers informels de la confection à Sao Paulo : *"Le recrutement des travailleurs par voie migratoire et leur contrôle sur l'ensemble des conditions de vie est la marque distinctive des ateliers boliviens. C'est un circuit d'exploitation complet qui lie migration, travail, logement"* (Freire da Silva, 2009, p. 64).

<sup>131</sup> Plus de 7% des emplois formels de l'industrie du vêtement sont concentrés dans les trois districts concernés, qui ne représentent que 0.7% de la superficie et 0.6% de la population du municipe de Sao Paulo.

A Madrid, l'articulation entre emploi et résidence est moins marquée que dans les cas états-unien, argentin et brésilien. Les villes européennes sont plus denses et ramassées, le système de transport public y est aussi très développé, atténuant les contraintes de proximité. Néanmoins, dans le secteur spécifique de la domesticité et des services à domicile, qui est ici l'une des principales sphères d'insertion professionnelle des migrantes, on retrouve cette association. Un certain nombre d'employées domestiques ou de pourvoyeuses de soin pour personnes âgées bénéficient d'un statut *d'interna*, résidant au domicile de leur patron, souvent dans les quartiers résidentiels aisés du centre et de la moitié nord de Madrid. On a souligné plus haut (2.3) la forte concentration de Boliviens dans la municipalité de Majadahonda, banlieue bourgeoise proche de Madrid (cf. carte *supra*). Cette concentration est marquée par une féminisation plus marquée que dans le reste de l'agglomération. Elle renvoie à la fois à l'importance de la domesticité à domicile, mais aussi au développement d'un secteur locatif où cohabitent des migrantes qui exercent des emplois domestiques d'*externas* dans les environs. Certains patrons refusent en effet que leurs employées résident loin, pour éviter les retards au travail, notamment quand l'activité concerne la garde d'enfants et requiert un strict respect des horaires. Plusieurs femmes avec lesquelles je me suis entretenue à Madrid ont ainsi été refusées pour certains emplois en raison de leur domiciliation trop éloignée. Monica, bolivienne de 31 ans, a ainsi fini avec sa sœur et sa nièce par louer un appartement à Majadahonda pour accéder plus facilement à l'emploi domestique et satisfaire les exigences de ses employeurs (entretien Madrid, 2009).



### III.2. Logements et trajectoires résidentielles : vers une stabilisation de l'instabilité ?

Du point de vue des migrants, l'expérience migratoire est souvent celle d'un apprivoisement de l'instabilité. Instabilité sociale, légale, professionnelle, résidentielle, sont caractéristiques des migrants récents ; la stabilisation de ces différentes sphères s'inscrit dans un cheminement que j'analyse de façon plus globale dans le chapitre 5 qui discute les trajectoires migratoires, me concentrant pour l'instant sur leur dimension résidentielle.

Une trajectoire résidentielle classique en milieu urbain passe par un logement chez des parents, amis, relations, souvent précaire (un lit sur le sol, une chambre partagée) et transitoire (le temps de l'accueil, hébergement gratuit ou contre une somme modique), suivie d'une location ou d'un logement plus durable (colocation, logement chez l'employeur), qui peut se renouveler ou évoluer dans le temps, et déboucher éventuellement, au bout de plusieurs années, sur un accès à la propriété via un emprunt, ce qui requiert une situation juridique légale et un emploi relativement stabilisé, en Europe et aux Etats-Unis du moins (trois étapes du processus d'insertion résidentielle des immigrés décrites par, par exemple, Bastenier et Dassetto, 1995). L'accès à la propriété est généralement interprété comme un indicateur de la stabilisation résidentielle de l'immigré et, de fait, un indice de son intégration (voir par exemple dans le cas argentin Merklen, 2009). Il dépend souvent de facteurs économiques (revenus, prix du marché), liés au cycle de vie (mariage et famille favorisant un désir d'accès à la propriété), mais aussi de la durée de résidence dans la société d'accueil et du statut (la durée de l'installation favorisant des processus d'ancrage, la légalité permettant l'obtention d'un prêt).

En Espagne, l'enquête ENI, en 2007, révèle que les migrants ont en moyenne occupé 1.8 logements depuis leur arrivée : les deux-tiers n'ont jamais changé, environ 20% ont déménagé une fois, et 15% plus de deux fois, avec des variations suivant les nationalités<sup>132</sup>; cette donnée ne tient cependant compte ni de la durée de la migration, ni de l'âge des migrants, qui peuvent faire varier considérablement ces résultats.

Des logements de passage aux plus durables, de la précarité à la stabilisation, les trajectoires résidentielles révèlent les modes d'insertion progressifs des migrants dans les espaces d'arrivée, qui ne sont cependant pas forcément linéaires ou inscrits dans une dynamique d'ascension sociale. La vulnérabilité des migrants peut aussi, dans des contextes économiques tendus, générer de nouvelles précarisations. Il importe enfin de prendre en considération, pour comprendre les dynamiques résidentielles, les différents espaces de référence et de projection des migrants, qui ne se limitent fréquemment pas au lieu

---

<sup>132</sup> Les nationalités africaines sont les plus mobiles, plus de 20% d'entre eux ont déménagé deux fois et plus ; les Latino-Américains sont dans la moyenne (13.5% ont déménagé deux fois et plus), les Boliviens en dessous (9% dans ce cas), ce qui renvoie à leur installation très récente en Espagne.

d'installation, mais mobilisent aussi un espace d'origine qui joue un rôle dans les stratégies activées dans les espaces de la migration. Ainsi, la dimension plurisituée des espaces de référence doit être intégrée à l'analyse des logements.

- ***Hébergements, sous-, co-, locations***

Un certain nombre de migrants sont hébergés gratuitement, pour des séjours de courte durée, réduits aux premiers temps de l'accueil chez une connaissance ou un membre de la famille (cf. récit de Ramiro, chapitre 1). Les logements migrants sont en effet souvent exigus, avec des degrés d'occupation élevés, et héberger un tiers peut être source de tensions, voire de conflits. En Espagne, l'enquête ENI en 2007 indique que 10% des migrants quelle que soit leur nationalité sont hébergés gratuitement chez un membre de leur famille. A Arlington, proche banlieue de Washington, les premiers Boliviens de la région du Valle Alto se sont regroupés, dans les années 1980, dans une maison appelée *El Cuartel* (la caserne), où les règles de solidarité imposaient d'accueillir le migrant nouveau venu durant les premiers jours, avant de l'engager à louer son propre logement dès qu'il avait trouvé du travail, comme le relatent les témoignages recueillis par Leonardo de la Torre (De la Torre Avila, 2006, p. 85). Les entretiens réalisés à Washington et Madrid confirment l'existence de ces pratiques, pas forcément liées aux communautés d'origine, mais inscrites dans des réseaux relationnels souvent familiaux, activés au moment de la migration :

Daniel, Bolivien de Cochabamba, est aux Etats-Unis depuis un peu plus dix ans au moment de l'entretien (Annadale, banlieue de Washington, 2012). Sa destination est liée à son frère qui avait migré avant lui. A son arrivée, son frère lui a donné un sac de couchage et 100 dollars pour qu'il s'achète un matelas, qu'il a payé 85 dollars, en lui donnant quelques jours pour se trouver une chambre. Il était hors de question qu'il reste chez lui.

A son arrivée en Espagne en 2006, Wendy est invitée chez sa cousine, la seule personne qu'elle connaisse à Madrid. Cette dernière vit dans un appartement en co-location partagé avec six autres personnes. Sa cousine est plutôt bien lotie, elle a en effet une chambre pour elle seule, où elle loge Wendy à son arrivée. Mais les fins de semaine, la cousine reçoit son amoureux, et Wendy dort par terre dans le couloir. Au bout de trois semaines, la situation devient tendue, et Wendy saisit la première opportunité pour trouver un emploi d'*interna* (employée à demeure) (entretien Madrid, août 2009).

La location est l'un des statuts d'occupation les plus courants. Elle concerne la moitié de l'ensemble des migrants en Espagne (ENI, 2007). On y distingue les co-locations des locations, selon que le logement soit partagé entre plusieurs unités individuelles /

familiales ou au contraire constitué d'un foyer unifamilial<sup>133</sup>. Les Boliviens en Espagne sont les Latino-américains qui ont les loyers les plus bas, proches des moyennes des migrants africains : la moitié d'entre eux ont des loyers inférieurs à 300 euros par mois, ce qui est le cas de seulement 30% des Latino-Américains dans leur ensemble. Les logements sont de moins bonnes conditions, et les colocations plus nombreuses, ce qui s'explique dans le cas bolivien par leur arrivée récente (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 143). En Catalogne, Murcie et à Madrid, la sous-location concerne 47% des migrants, la location régulière seulement 30%, selon une enquête réalisée en 2005 (Torres, 2011, p. 206).

Les co-colocations dominent dans le cas de migrants arrivés seuls, en Espagne et aux Etats-Unis. A *El Cuartel*, en Virginie, le partage des appartements entre migrants était la règle. Le coût des loyers, les difficultés de signature des baux locatifs (qui exigent souvent d'avoir des papiers en règle), la recherche de frais d'équipement minimaux (les migrants arrivant généralement sans bagages), favorisent le développement d'économies de la colocation et de la sous-location, dans des logements de qualité variable, souvent vétustes, où l'entassement est fort – certains parlent de "*stratégies de l'entassement*" (en Espagne, voir le travail de Leal et Alguacil, 2011).

Des processus similaires sont observables à Buenos Aires: ils permettent de contourner l'absence de papiers en règle requis pour une location formelle, et impliquent souvent la mobilisation de ressources ethniques, comme le raconte Mirjana, 24 ans, originaire de La Paz et depuis deux ans à Buenos Aires :

*"L'appartement [elle vit avec deux Péruviens dans un petit deux-pièces] je le loue, comment dire, c'est mon ami qui a le DNI [document national d'identité argentin]. Moi je n'en ai pas. Alors, pour faire le contrat, il faut donner une garantie et tout ça, alors je le loue à son nom. C'est comme si nous étions des sous-locataires, il nous sous-loue. Lui il paie tout et nous on lui paie une partie (...)"*. Mirjana déménage dans une chambre indépendante, avec cuisine et espaces communs partagés : *"ça a été dur de trouver, mais la propriétaire est bolivienne, et elle loue à des personnes boliviennes, peu importe qu'on ait pas le DNI du moment qu'on est bolivien et qu'on montre ses papiers boliviens (...) et j'ai confiance parce qu'une femme, c'est une amie, m'a dit il y a une chambre de libre, elle m'a recommandée et donc la propriétaire m'a acceptée (....) parce qu'ici à Liniers c'était cher (...) il y a des chambres horribles, sans eau chaude, et l'hiver arrive ! (...) ici beaucoup de Boliviens ont des maisons, et louent à des Boliviens des chambres qui ne sont pas bonnes pour vivre (...), mais ils ne s'intéressent pas à comment les gens vivent, mais combien ils paient (...) Certaines chambres sont louées au lit, une grande pièce avec six lits par exemple, ils te louent le lit et te font payer 250 pesos mais tu n'as pas l'eau chaude, la maison est sale, moche. Moi j'ai trouvé une chambre bien, soignée, et on ne peut pas avoir confiance de vivre n'importe où, souvent on m'a raconté que parfois le*

<sup>133</sup> La distinction n'est pas simple et les statistiques ne la prennent pas en compte. Il existe en effet des logements partagés entre plusieurs familles, des logements partagés entre plusieurs unités familiales au sein d'une même famille élargie, des logements occupés par une unité familiale élargie ou nucléaire.

*propriétaire a la clé de ta chambre, et tu commences à voir des choses disparaître....”* (entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

Dans les cas les plus précaires, à la manière de marchands de sommeil, certains propriétaires se spécialisent dans la location d'appartements dégradés et sous-équipés aux migrants sans papiers, clientèle non revendicative et à la merci de nombreux abus : entassement, espaces intimes réduits au matelas, sont alors courants.. A Bergame (Italie), un migrant bolivien a cette phrase éloquente :

*“Nous dormions si près que nous rêvions tous la même chose”* (Marzadro, 2009, p. 20).

Les locations en propre, en Espagne et aux Etats-Unis, requièrent généralement une régularité de statut, à moins que les propriétaires ne ferment les yeux sur le statut des occupants. Elle implique un certain niveau de ressources financières. Le regroupement familial en est un des moteurs majeurs, la vie familiale s'accommodant difficilement des colocations. En Espagne, le fait de pouvoir disposer d'un logement individuel suffisant pour pouvoir accueillir sa famille est l'une des conditions requises par l'administration pour pouvoir engager une procédure de regroupement familial.

Julio, qui a fait venir sa famille avant l'imposition du visa espagnol pour les Boliviens en 2007, n'en a pas eu besoin, et sa femme et ses enfants sont entrés en Espagne comme touristes. C'est néanmoins ce regroupement, permis par l'obtention rapide de revenus corrects, qui a accéléré son déménagement dans un appartement individuel. Agé de 41 ans lors de notre premier entretien (Madrid, 2008), il est arrivé seul avec un statut de touriste à Madrid en 2000. Il est d'abord resté trois jours à l'hôtel, car l'agence qui lui avait vendu le billet incluait ce séjour dans le prix de vente. Sans contacts boliviens sur place, il trouve une petite sous-location chez une bonne sœur espagnole, qu'il partage rapidement avec un autre Bolivien. Doué de ses mains, il trouve rapidement un emploi de charpentier dans un atelier tenu par un migrant colombien, qui lui permet d'avoir des revenus corrects. Il fait venir quelques années plus tard sa femme et ses deux filles à Madrid, et s'installe, pour cette raison, dans un appartement dans le district populaire de Carabanchel, où la population latino-américaine est nombreuse, même si ce n'est pas pour lui un critère de choix, car il invoque surtout la bonne localisation, relativement centrale et financièrement accessible, de ce quartier. Il loue 500 euros mensuels un appartement de 58 m<sup>2</sup>.

La location d'un appartement par un migrant régularisé peut aussi être une stratégie d'amortissement du loyer quand le logement est ensuite sous-loué partiellement à d'autres occupants par son locataire principal.

C'est le cas de Marta, femme de ménage dans la périphérie de Madrid : au bout de dix ans de résidence en Bolivie, elle a régularisé sa situation et fait venir un de ses cinq enfants, un jeune adulte de 20 ans. Elle a loué un appartement en propre dans le quartier plutôt cher où elle travaille (ville de Majadahonda), de deux chambres et un salon. Elle occupe le salon avec son fils, réaménagé en chambre, et loue les deux chambres à des couples latino-américains

(un couple colombien avec bébé, un couple péruvien), la cuisine et salle de bains étant partagés. Le loyer de 900 euros est ainsi réparti entre les trois familles. Cette situation lui permet d'être maître des lieux, même si elle implique que c'est sur elle que repose la responsabilité du paiement du loyer et des charges afférentes, d'où l'importance de la fiabilité des sous-locataires. Elle privilégie ainsi les co-locataires latino-américains, à la fois parce que la cohabitation avec eux est considérée par Marta comme plus aisée, et parce qu'elle pense plus facilement identifier les profils d'individus ou de couples "fiables" (entretien Madrid, août 2009).

A Buenos Aires, Maria Cristina Cravino note que les quartiers d'immigration sont empreints de pratiques de logement endogènes aux groupes nationaux considérés. Elle souligne l'existence de la pratique bolivienne de *l'anticrético*<sup>134</sup> dans les *villas* de Bajo Flores, l'une des principales concentrations boliviennes de la ville, pratique par ailleurs inconnue en Argentine. Sa présence dans les quartiers de la migration bolivienne renforce les dynamiques d'entre-soi communautaire dans des espaces identifiés comme tels par le groupe.

- ***Le logement chez l'employeur***

Le logement chez l'employeur, ou dans un espace fourni par lui, est fréquent, on l'a vu, dans certaines niches professionnelles que l'on retrouve à Buenos Aires, à Sao Paulo et en Espagne, mais beaucoup moins aux Etats-Unis. Il marque notamment les premiers temps de l'installation, dans le cas d'embauches préalables à la migration. En Espagne, alors que sur l'ensemble des migrants seulement 5% réside chez son employeur en 2007, ce taux monte à un niveau exceptionnellement haut de 21% pour le collectif bolivien, ce qui souligne l'importance considérable de cette forme de logement pour ce groupe<sup>135</sup> (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 558).

Loger chez son employeur offre certains avantages : économiser un loyer supplémentaire (car les frais de logement sont retenus sur la paye du travailleur, tout comme les frais de nourriture), ne pas avoir à chercher un logement par soi-même (souvent difficile quand on est sans caution, sans papiers, et qu'on ne connaît pas l'espace dans lequel on arrive...). Cela assure une proximité avec le lieu de travail qui économise des frais de transport, et peut être rassurant dans les premiers temps de l'installation, où peur de la ville, appréhension de

---

<sup>134</sup> Cette pratique consiste, pour un occupant, à verser une certaine somme d'argent, importante, au propriétaire, en échange de l'occupation de son logement pour une durée d'une à plusieurs années, généralement fixée au départ. Pendant la durée de l'occupation du logement, aucun loyer n'est versé. A la restitution du logement à son propriétaire, ce dernier reverse la somme initialement touchée à son occupant, qui récupère ainsi sa mise.

<sup>135</sup> Le taux de résidence chez l'employeur est en effet plus élevé pour les migrants récents en général : 10% de l'ensemble des migrants arrivés en Espagne après 2005, 7% de ceux arrivés entre 2002 et 2005 (Colectivo IOE et Fernandez, 2010).

l'inconnu, sont fréquents et inhibent certains déplacements. Cela permet aussi de faire de plus grandes économies qu'en location, élément important pour les migrants qui ont contracté une dette de voyage qu'ils remboursent à leur arrivée<sup>136</sup>, ainsi que pour ceux qui envoient des remises à leur famille restée dans le pays d'origine. Ce dernier argument est souvent évoqué par les migrantes boliviennes en Espagne domestiques à demeure, qui ont pour beaucoup laissé leurs enfants au pays (Baby-Collin, 2014a).

Mais le logement chez l'employeur est aussi source de nombreuses contraintes, et il ouvre la porte à des exploitations abusives. L'employé à demeure (dans le cas des domestiques) ou sur le lieu de travail (dans le cas des ateliers de confection ou dans l'activité agricole) assure au patron une main-d'œuvre ponctuelle, corvéable à merci. Les récits des migrants abondent de situations d'abus liés à cette dépendance : contrôle des allées et venues des employés, heures ou jours supplémentaires de travail, menaces de renvoi en cas de refus ou de faiblesse (qui signifient pour le migrant une perte d'emploi et de résidence), maltraitance, enfermement... La littérature compare ces situations à des formes d'esclavage ou de travail non libre, insistant sur la situation de dépendance, même si d'autres écrits invitent à la prudence quant à l'utilisation de la comparaison – dans le cas de la domesticité, voir par exemple (Lautier et Destremau, 2002), dans le cas des ateliers textiles, voir au Brésil (Souchaud, 2012 ; Vidal, 2012a, 2012b) et en Argentine (Bastia et McGrath, 2011 ; Montero, 2011). Les entretiens réalisés en Espagne témoignent de la prégnance du registre de l'esclavage (Baby-Collin, 2014a), constaté aussi dans les ateliers de Buenos Aires<sup>137</sup> :

Cira est arrivée en Espagne le 4 mars 1994, à l'âge de 14 ans. C'est sa mère, arrivée un an plus tôt, elle-même employée domestique à demeure, qui l'a fait venir, lui ayant trouvé aussi un emploi de domestique à demeure auprès d'une autre famille aisée dans un quartier bourgeois, où elle est restée presque trois ans. *"Je me sentais enfermée, j'étais une esclave, c'était pareil. Je devais me lever à minuit pour faire faire pipi à la dame (...) mon salaire était un salaire "de compagne", 50.000 pesetas [sa mère gagnait le double], c'était très bas (...) je ne pouvais sortir pour voir ma mère que le dimanche de 10h du matin jusqu'au soir (...) au bout de trois ans on s'est libérées"* (entretien Madrid, août 2009). On soulignera le vocabulaire employé (esclave, enfermée, libérée) qui exprime le poids de cette dépendance.

Ces situations sont peu tenables sur le long terme. Les migrants cherchent progressivement à s'émanciper et se tournent vers d'autres formes de logement, en location ou colocation. Elles sont aussi limitées aux situations de migrations individuelles (plutôt des hommes dans les ateliers de confection, quasi exclusivement des femmes dans la domesticité), et prennent fin quand s'opèrent des processus de mise en ménage ou de regroupement familial par

---

<sup>136</sup> il arrive que la dette de voyage soit prise en charge par les employeurs – cas des ateliers textiles de Buenos Aires et de Sao Paulo, ou de certains cas d'embauche domestique en Espagne.

<sup>137</sup> L'étude de Bastia et Mc Grath (2011) analyse des récits de migrants employés dans les ateliers de confection de Buenos Aires et de Sao Paulo et l'importance du registre de l'esclavage mobilisé dans les discours des acteurs.

immigration des conjoints / enfants. La trajectoire résidentielle de Wilma à Madrid illustre les différentes étapes de ce processus :

*« Wilma, 35 ans, à Madrid depuis 3 ans, a ainsi changé huit fois de logement depuis son arrivée, ce qui est lié à sa précarité financière, son instabilité professionnelle, son absence de papiers, et à l'évolution de sa vie privée. Elle est passée par l'hébergement chez une cousine, l'installation comme interna au domicile d'un employeur, la sous-location de plusieurs chambres partagées, d'abord avec une amie, puis avec son nouveau conjoint (les déménagements étant liés à des conflits, des changements d'emploi, des contraintes financières) ; après sept logements dans différents quartiers de la ville de Madrid, elle s'est installée pour la naissance de son enfant dans une banlieue lointaine, où le couple a pu louer un petit appartement en propre ; le prix de l'éloignement est cependant cher en termes de déplacements pendulaires, et le couple envisage de revenir à Madrid. Cette très grande mobilité, plus subie que choisie, contribue à ce que Wilma ne se sente toujours « chez elle » nulle part » (extrait de Baby-Collin, 2012).*

- **L'accès à la propriété**

Dans les trois sociétés étudiées, la majorité des habitants sont propriétaires : 70% de propriétaires en Argentine, 65% aux Etats-Unis (US Census, ACS 2012-5Y), 85% en Espagne (Módenes, Bayona et López-Colás, 2013). Le taux de propriétaires particulièrement élevé en Espagne (le plus élevé de l'UE-15) renvoie à des modes de financement du logement qui ont fortement encouragé l'accession à la propriété à de faibles taux, et à l'absence d'une politique de logement social locatif, au profit de politiques d'accession progressive à la propriété. La faiblesse du logement social locatif caractérise aussi l'Argentine et les Etats-Unis, où l'accès à la propriété en est le mode privilégié de financement.

Les migrants sont partout moins propriétaires que les nationaux. Aux Etats-Unis, 53% des étrangers, et 46% des Latino-Américains, sont propriétaires ; le taux est de 51% pour les Boliviens, ce qui est relativement élevé, et renvoie au profil globalement plus qualifié du groupe par rapport à la moyenne latino-américaine, mais conforme à ce que l'on observe pour les Sud-américains (50% sont propriétaires) – (données US Census, ACS 2012-1Y). Par rapport à la population américaine, les Boliviens consacrent toutefois une plus grande part relative de leurs revenus à leur logement : 56% des Boliviens propriétaires (contre 34% de la population états-unienne) dépensent plus de 30% de leurs revenus dans le remboursement de leur maison ; ce taux monte à 62% pour les locataires (contre 52% pour la population états-unienne). La taille de leurs foyers est aussi plus grande que la moyenne américaine (3.6 personnes contre 2.6), et la plupart vivent en famille (82% contre 66%), avec des enfants mineurs (43% contre 29%). Ces informations confirment l'hypothèse que l'accès à la propriété est motivé par des processus de regroupement familiaux qui permettent une certaine stabilisation de la situation dans l'espace d'installation, et beaucoup plus rare pour des migrants venus seuls. Elles confirment aussi l'idée selon

laquelle l'investissement dans la propriété requiert des sacrifices financiers conséquents, sous-tendus par l'obtention de revenus relativement stabilisés.

Les données sur les propriétaires étrangers sont plus lacunaires en Espagne. L'enquête ENI de 2007 compte 26% de propriétaires chez les immigrés, et 20% chez les immigrés originaires de pays américains, faible taux qui renvoie au caractère récent de cette migration<sup>138</sup>. L'enquête souligne en effet que la moitié des migrants propriétaires sont des résidents de longue date en Espagne, contre seulement 11% des migrants arrivés entre 2002 et 2005.

Près de 90% des migrants d'origine latino-américaine en Espagne vivent dans des appartements (contre seulement 72% des migrants en général), et le nombre moyen d'occupants par logement est de 3.4 personnes. La quasi totalité des logements sont dotés de l'eau chaude<sup>139</sup> et de l'électricité, mais plus de la moitié d'entre eux ne sont pas équipés de chauffage. La précarité des espaces résidentiels se mesure à l'importance de certains indicateurs identifiés dans l'enquête ENI (2007) comme les mauvaises odeurs des logements, leur humidité excessive et les fuites, le bruit, l'importance des actes de vandalisme et de délinquance dans les environs, la saleté des rues - éléments soulignés par 15 à 25% des migrants latino-américains en Espagne. Les Boliviens sont ceux dont les indicateurs de mal confort et de nuisances sont parmi les plus élevés. Ils souffrent aussi de logements très exigus : alors que moins du tiers des migrants ont un espace disponible de moins de 18 m<sup>2</sup>, c'est le cas de près de la moitié des Boliviens.

**Tableau 18 : Exiguité des logements des migrants latino-américains et boliviens en Espagne en 2007**

Espace disponible par personne	< 12 m <sup>2</sup>	12-18 m <sup>2</sup>	18-24 m <sup>2</sup>	24-40 m <sup>2</sup>	> 40 m <sup>2</sup>
Latino-Américains	10%	22%	25%	27%	15%
Boliviens	28%	21%	15%	22%	8%

Source : données ENI 2007 (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 141).

Plusieurs éléments spécifiques au contexte espagnol ont favorisé l'accès à la propriété d'un certain nombre de migrants pendant la décennie 2000, jusqu'à l'éclatement de la crise économique en 2007-2008.

<sup>138</sup> On peut aussi rappeler qu'en Espagne, l'investissement immobilier est fréquent pour de nombreux migrants européens venus de pays septentrionaux qui y achètent une résidence secondaire, voire viennent s'y installer au terme de leur vie active. Il s'agit de populations à fort pouvoir d'achat, qui élèvent la moyenne des propriétaires migrants dans le pays. En 2006, par exemple, 27% des acquisitions de propriétés par des étrangers en Espagne sont le fait des seuls Britanniques (Colegio de Registradores de la Propiedad, Bienes Muebles & Mercantiles de España, 2012).

<sup>139</sup> 0.7% des migrants n'ont pas accès à l'eau chaude, mais entre 1 et 2% des Boliviens : 4% d'entre eux n'ont pas accès à une salle de bain, contre 1.3% de la moyenne des migrants, ce qui est le taux le plus élevé de toutes les nationalités (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 138).



D'abord, la très forte croissance de l'économie espagnole pendant la décennie qui a précédé la crise a permis aux migrants d'accroître leur pouvoir d'achat et, pour certains, de constituer une épargne.

Ensuite, cette période est marquée par un boom de la construction immobilière sans précédents, qui a permis la construction de plusieurs millions de logements dans le pays<sup>140</sup> ; leur mise en vente a été encouragée par des politiques de crédit très avantageuses, avec des taux d'intérêt variables très bas jusqu'à l'éclatement de la crise<sup>141</sup>.

Enfin, dans des grandes villes comme Madrid, une partie du parc de logement social (notamment dans les districts du sud de la ville, très fortement concernés par l'immigration latino-américaine – cf II.3, *supra*) construit à l'époque franquiste pour accueillir les migrants issus de l'exode rural espagnol a connu un fort renouvellement de sa population. Des immeubles de logements cédés en accession à la propriété sociale sur une vingtaine d'années ont été remis sur le marché quand les propriétaires vieillissants sont décédés ou s'en sont séparés ; leurs enfants, qui ont connu une certaine ascension sociale, ne les ont pas réinvesti, dans des zones populaires d'assez mauvaise réputation, préférant s'installer dans des quartiers plus valorisés de banlieues de classes moyennes où l'accès au pavillonnaire est plus aisé, et l'environnement plus sécurisant pour la vie familiale.

Le parc de logements sociaux dégradé de San Cristobal de Los Angeles, dans le district sud de Villaverde, a ainsi vu sa population se renouveler considérablement depuis une quinzaine d'années. La part de la population étrangère y est désormais la plus élevée de Madrid (45%). Étudié en profondeur dans la thèse de sociologie de Cecilia Eseverri Mayer (Eseverri Mayer, 2010), le quartier a connu trois moments de grand changement démographique : l'arrivée des populations issues de l'exode rural espagnol et leur mélange avec les Madrilènes dans les années 1960 ; le relogement des populations gitanes au début des années 1980 (qui suscite des affrontements violents dans le quartier en 1982 – certains voulaient "*brûler les gitans*"), puis la migration internationale dans la première décennie 2000 (*op. cit.* p. 372).

Les migrants y sont locataires mais aussi propriétaires, ayant bénéficié de bas prix liés à la fois à l'image très dégradée du quartier, à la fuite des anciens résidents espagnols, et à la capacité d'obtention de prêts à des taux très accessibles jusqu'en 2007. Les Boliviens ont moins investi dans l'accession à la propriété que les Péruviens et surtout les Équatoriens, qui, présents en Espagne depuis plus longtemps, ont accédé à ces opportunités, qui leur garantissaient des remboursements mensuels souvent inférieurs au paiement d'un loyer

---

<sup>140</sup> Entre 1997 et 2006, plus de 5,5 millions de logements neufs ont été mis en chantier, alors que ne se créaient sur la même période que 3,5 millions de nouveaux ménages (Vorms, 2009, p. 5).

<sup>141</sup> Sur la décennie 2002-2012, le nombre moyen de prêts immobiliers accordés en Espagne a été de 871.366 par an, atteignant 1.279.558 prêts annuels entre 2005 et 2007, au sommet de la bulle et à l'aube de la crise. Le nombre de prêts contractés en 2012 était retombé à 274.583, soit 4.66 fois moins (Colegio de Registradores de la Propiedad, Bienes Muebles & Mercantiles de España, 2012).

locatif, tout en leur offrant la perspective d'une propriété sur le moyen terme : selon les données de l'ENI en 2007, le tiers d'entre eux a accédé à la propriété, taux que l'on retrouve également pour les nationalités péruviennes, dominicaines, chinoises et marocaines, alors qu'à peine 10% des Boliviens étaient propriétaires en 2007. 68% des accédants ont acquis leur logement après 2002, ce qui confirme l'effet d'entraînement du boom immobilier, et la durée moyenne des prêts est supérieure à 20 ans (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 558). En 2006, les Equatoriens sont la seconde nationalité étrangère la plus importante pour l'acquisition de prêts immobiliers (12% des achats des étrangers) derrière les Britanniques (27%)<sup>142</sup>. Ils sont aussi l'une des nationalités, avec les Péruviens, qui consacre le taux le plus élevé de leurs revenus au remboursement de leur logement : plus de la moitié d'entre eux y laissent les trois-quarts de leurs revenus mensuels (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 142).

Efrain est péruvien. A 27 ans, il a déjà une longue expérience migratoire derrière lui, depuis Lima, sa ville natale qu'il a quittée à 18 ans, vers Sao Paulo, Buenos Aires, puis Madrid, où il est arrivé en 2003. Arrivé sans réseau relationnel mais à une époque où « *c'était la mode de quitter Buenos Aires pour l'Espagne* », il a trouvé son premier logement par petites annonces dans les *locutorios* [téléboutiques] de la ville, qui en regorgent, et occupé une colocation avec d'autres Latino-Américains dans le quartier de Pueblo Nuevo, au Sud-Est de Madrid, un secteur de fortes concentrations latinos. Il a rencontré sa femme, une péruvienne installée depuis plusieurs années à Madrid, au bout de quelques mois, raison pour laquelle, au bout d'un an, ils ont opté pour une location bon marché à San Cristobal de Los Angeles, quartier où de nombreux appartements se libéraient, et où il a de nombreuses connaissances équatoriennes et latino-américaines. Ses économies (il gagnait environ 1250 euros mensuels comme employé dans la construction) ainsi que celles de sa femme (serveuse dans un bar du quartier d'Atocha) leur ont permis d'acheter à crédit un appartement dans le même quartier un an plus tard, alors qu'ils venaient d'obtenir la régularisation de leur statut et que sa femme attendait un enfant. L'appartement de trois pièces, avec une petite terrasse, a été acheté avec un apport de 3.000 euros, pour un montant total de 218.000 euros, à un couple de vieux espagnols. Il rembourse une hypothèque de 1.200 euros par mois sur une trentaine d'années<sup>143</sup> (entretien Madrid, 2008).

---

<sup>142</sup> Les Equatoriens sont tombés au 19<sup>ème</sup> rang des nationalités étrangères ayant contracté des prêts en 2012.

<sup>143</sup> Les données de l'enquête ENI en 2007 montrent que 57% des prêts contractés par les migrants économiques ont une durée de 21 à 30 ans ; ce taux monte à 76% pour les migrants équatoriens en Espagne (INE, 2007 ; Leal et Alguacil, 2011).

### Photographie 8 : San Cristobal de Los Angeles, quartier qui accueille le plus d'immigrés à Madrid (district Villaverde)

La vue du quartier depuis la ligne de train (ci-dessous) offre un paysage de barres dégradées au milieu de terrains vagues. La Communauté Autonome de Madrid y a entrepris dans les années 2000 un vaste plan de réhabilitation, avec une forte médiatisation locale (à droite). Les immeubles de quatre étages réhabilités (en bas à droite) ont des façades repeintes, et les parties communes y ont été revalorisées. L'entassement y reste fort (rues étroites entre les immeubles) et les appartements y sont encore souvent vétustes.



Photos Virginie Baby-Collin, 2008.

Il n'existe à ma connaissance aucune donnée consolidée sur le taux de propriétaires parmi les étrangers en Argentine. Néanmoins, comme dans de nombreux pays latino-américains, l'acquisition d'un logement sur le marché informel, important dans les *villas miserias* et les *asentamientos*, y est bien meilleur marché que sur le marché formel, et l'un des modes privilégiés d'accès à la propriété (par invasion de terrain ou achat informel) ; l'autoconstruction fréquente permet de consolider progressivement un habitat précaire à peu de frais.

L'accès à la propriété formelle pour les migrants en Argentine est limité par les conditions d'accès au crédit bancaire, qui requièrent d'avoir des papiers en règle, dont beaucoup sont dépourvus. A Buenos Aires, une grande partie du parc immobilier se négocie en dollars, surtout depuis la crise de 2001, et reste inaccessible pour la plupart des migrants limitrophes. Ajoutons aussi l'importance de la discrimination exercée envers les migrants boliviens en Argentine, qui exclut de fait ces habitants d'une partie du parc de logement (Gallinati et Gavazzo, 2010).

Dans la ville autonome de Buenos Aires, la pression foncière contracte le marché d'accession à la propriété, en particulier dans les *villas* aux très fortes densités de population. Le marché locatif extralégal y est très important en raison du manque de place disponible pour de nouvelles constructions, et il y est de ce fait difficile de devenir propriétaire. En 2011, Maria Cristina Cravino évalue à 40% le nombre de locataires dans les *villas*, payant des loyers très élevés dans des maisons où se louent des chambres précaires avec sanitaires communs, souvent dans les cours extérieures des maisons (Cravino, 2008, 2011). L'enquête ECMI apporte des précisions sur les logements comprenant au moins un membre bolivien : peu d'habitat précaire, mais un taux de pauvreté plus important pour les migrants récents, dans la ville de Buenos Aires plus que dans la banlieue. Les appartements et les pièces en location sont également plus nombreux dans la ville centre. Il apparaît ainsi plus aisé d'accéder à un logement correct dans la périphérie de l'agglomération.

**Tableau 19 : Caractéristiques des foyers ayant au moins un membre bolivien à Buenos Aires en 2003 (en %)**

Type de logement	Ville de Buenos Aires	Grand Buenos Aires
maison A (toute autre maison que la B)	50	69
maison B (avec au moins l'une des conditions suivantes : sol en terre ou brique nue, pas d'eau courante ou de WC reliés aux égouts)	4	17
<i>rancho / casilla</i> (maisonnette)	9	8
appartement	25	6
pièce en location	8	0
<b>Entassement</b> : logements avec > 3 personnes par pièce	7	7
logement impropre*	20	8
logement impropre*, foyers de migrants arrivés après 1990	31	16
logements pauvres**	25	15
logements pauvres, foyers de migrants arrivés après 1990	35	23

\* *vivienda de tipo inconveniente* : pièce en location, logement précaire (cad. Ni maison, ni *rancho*, ni appartement).

\*\* Logements pauvres calculés d'après la méthodologie des besoins élémentaires non satisfaits (NBI) ; foyers qui répondent à l'une des conditions suivantes : 1) > 3 personnes par pièce ; 2) logement impropre (voir ci dessus) ; 3) absence de sanitaires ; 4) enfant en âge scolaire qui ne se rend pas à l'école (6-12 ans) ; 5) foyers avec plus de quatre personnes par membre actif, et dont le chef de foyer n'a pas terminé la 3ème année d'école primaire.

Source : traitement des données de l'enquête ECMI, 2003 (INDEC)

Cette observation rejoint, toutes proportions gardées, le processus observé de façon plus globale dans les périphéries de Washington DC (cf. *supra*) : l'accès à la propriété y est plus facile, les logements moins onéreux que dans les espaces péricentraux, et les Latino-américains de Virginie y ont massivement investi dans l'accès à la propriété.

- ***Le rôle des lieux d'origine***

La compréhension des logiques résidentielles des migrants implique souvent la prise en compte non seulement du logement qu'ils occupent dans l'espace d'installation, mais aussi de celui qu'ils ont laissé dans le pays d'origine, ou de celui qu'ils projettent d'y construire à leur retour. Par l'expression de *double absence*, Abdelmayek Sayad interroge les difficultés de ne plus être, en tant qu'émigré, dans l'espace d'origine, et de ne pas être tout à fait, en tant qu'immigré, dans l'espace d'arrivée : le migrant, partout différent, autre, et donc absent (Sayad, 1999). Cette situation d'entre-deux, qui préfigure les recherches sur le transnationalisme, est l'une des clés de compréhension de certaines situations de logement : provisoire, temporaire, le logement du migrant est souvent d'abord un espace de transit ; avoir laissé son "chez soi" au pays peut aider à accepter la précarité du logement en migration, perçu comme temporaire.

Se projeter dans l'avenir et investir dans la maison du pays d'origine favorise ainsi l'acceptation et le maintien, dans les lieux de l'immigration, de situations de logement précaire, inconfortable, qui permettent une plus grande accumulation financière, autorisant économies, envois de remises, investissement dans la maison au pays. De nombreux migrants partis seuls, ou ayant laissé leurs enfants en Bolivie, sont en effet inscrits dans des logiques de projet de retour et / ou d'investissement au pays d'origine. La maison, possédée, à agrandir ou à construire, est un des espaces importants d'investissement des migrants, ce que plusieurs écrits sur la Bolivie (Guaygua, 2010 ; De la Torre Avila et Alfaro Aramayo, 2007) ont mis en évidence. Investissement de prestige, la maison visibilise et valorise le migrant dans l'espace d'origine, les constructions se distinguant aisément de celles de ceux qui sont restés. Dans l'enquête que nous avons menée dans le cadre du programme PARMi (2001-2005), comparant les logiques d'investissement des migrants dans des zones rurales et petites villes de fortes zones d'émigration du Mexique (centre Ouest, Etats de Guanajuato et Jalisco) et de Bolivie (régions rurales de Cochabamba – Toco et de Potosi – Tupiza), nous avons mis en évidence l'importance, et le rôle social et symbolique, de ces investissements non productifs dans la maison (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009). En Argentine, près de la moitié des migrants boliviens recensés dans l'enquête ECMI de 2003 disent avoir des terres ou être susceptibles d'en hériter en Bolivie. Ce patrimoine est un des éléments qui anime un esprit du retour ; entretenant l'idée d'un séjour provisoire dans le pays de la migration, il ne favorise pas l'investissement immobilier dans l'espace d'installation.

### Photographie 9 : Contrastes sociaux dans les espaces ruraux du Valle Alto



Virginie Baby Collin, 2011  
(Arbieto, Cochabamba, Bolivie)

Contraste entre l'une des rues du village, au bâti ancien et souvent très dégradé des maisons en brique d'adobe, à gauche, et les maisons de migrants de la périphérie, grosses batisses protégées de murs et de portails fermés, au style architectural détonnant et à la richesses ostentatoire.



#### Encadré 6 : Alma : le choix d'un logement exigu dans un quartier populaire de New York pour la construction d'une maison au pays

J'ai noué une relation amicale avec Alma lors de mon séjour à New York entre 2010 et 2012. Employée dans un salon de beauté tenu par des Coréens d'une riche banlieue new yorkaise (Rye, dans le comté de Westchester), Alma y fait le ménage et gagne des pourboires en massant les clientes après leurs soins, pour un maigre salaire de 50 dollars par jour de travail.

Guatémaltèque, elle est originaire d'un petit village du département de Huehuetenango, affecté par l'ouragan Mitch en 2007, qui a provoqué le départ de son mari aux Etats-Unis suite à la destruction des biens familiaux. Un an plus tard, âgée de 20 ans, Alma rejoint son mari après une traversée épique et difficile de la frontière mexicano-américaine, en laissant à ses parents au Guatemala la charge de sa fille, âgée alors de deux ans.

Elle partage un appartement modeste dans le quartier de Flushing, au nord du Queens, à New York, avec son mari, son fils né aux Etats-Unis un an après son arrivée (en 2009), son frère et sa belle-sœur. Elle loue cet appartement à des Chinois, l'une des minorités ethniques importantes et dominantes de ce *borough* de New York, où cohabitent principalement Asiatiques et Latinos, et où les Chinois semblent contrôler une part importante du marché immobilier locatif pour les migrants (comme un certain nombre de canaux d'accès à l'emploi). Leur appartement est exigu, mais Alma



s'en accomode fort bien. Elle envisage en effet son séjour aux Etats-Unis comme temporaire avant un retour au pays.

Tout l'argent économisé par la famille est investi dans la région d'origine. Dans un premier temps, les économies des quatre adultes ont permis de reconstruire une maison pour les parents d'Alma, dont la demeure avait été dévastée par l'ouragan. Dans un second temps, Alma et son mari ont entrepris la construction de leur propre maison sur un terrain qu'ils possèdent à proximité de leur village, et que leur a cédé le père de son mari. Au gré de nos rencontres, Alma relate l'avancement des travaux de la maison de parpaings, avec un étage, quatre pièces, des murs peints, des vitres aux fenêtres (un luxe). Un beau-frère suit le chantier et leur envoie régulièrement des photos.

En avril 2012, Alma reçoit les dernières photos : la maison est quasiment finie, et une fête va être organisée dans la famille pour son inauguration en leur absence. Bien qu'Alma et son mari ne puissent retourner pour l'instant au pays, en raison de leur situation d'illégalité qui compromettrait leurs possibilités de revenir aux Etats-Unis, ils vivent en se projetant dans cette maison lointaine où ils envisagent de passer leur vie une fois qu'ils auront suffisamment économisé à New York, d'ici deux ou trois ans maximum. Malgré leurs emplois précaires (le mari d'Alma travaille dans la construction en rénovant des appartements pour un salaire journalier d'une centaine de dollars), ils réussissent à envoyer 1000 à 1500 dollars tous les deux mois au pays pour accomplir ce rêve. A ce jour, leur maison leur a coûté environ 30.000 dollars.

(entretiens répétés, 2010-2012 – Rye, New York).

Pour d'autres migrants, l'élaboration d'un projet familial dans l'espace de la migration peut conduire à un abandon relatif de l'investissement en origine. Ce processus facilite le regroupement des ressources financières dans l'espace d'installation, peut y permettre un investissement immobilier qui serait impossible si l'envoi de remises au pays d'origine amputait d'autant les revenus. C'est ce choix qu'a fait Efrain, péruvien de Madrid, évoqué plus haut. Il dit n'envoyer de l'argent au pays que "*a ve-e-e-ces*" (*parfois*, avec une intonation qui signifie très rarement), car son achat d'appartement à Madrid et son investissement dans une nouvelle activité (il a repris en gérance une téléboutique) ne lui permettent pas de contribuer à aider ses parents à Lima. Pourtant, il envisage lui aussi de revenir vivre dans son pays d'origine, d'ici une dizaine d'années, car, dit-il, là-bas, c'est chez lui.

Il existe enfin une dernière configuration, moins fréquente, de migrants qui ont réussi à la fois à investir dans l'immobilier dans l'espace de destination et à consolider un investissement dans l'espace d'origine. Il s'agit souvent de familles en situations de trajectoires socio-économiques ascendantes, qui témoignent à la fois de formes d'ancrage dans l'espace de la migration et de maintien de liens transnationaux affirmés. J'y reviens dans le chapitre 5 consacré aux trajectoires.

- ***Fragilités et réversibilités des trajectoires résidentielles***

Les trajectoires résidentielles des migrants ne sont cependant pas toujours linéaires. Si l'on rencontre bien le modèle de la séquence classique hébergement – colocation précaire – location – propriété dans tous les espaces concernés, il existe de très nombreuses configurations alternatives, des retours en arrière, sous le coup de conjonctures économiques difficiles (crise, perte d'emploi), en lien avec l'évolution des situations familiales (séparations, départ des enfants, nouveaux ménages...), et de la situation migratoire (comme le retour partiel de la famille au pays d'origine, l'acquisition ou la perte de papiers). Sur les terrains d'étude ici mobilisés, la crise économique argentine de 2001, puis la crise économique et immobilière globale de 2007-2008, qui a affecté les migrants aux Etats-Unis, et plus violemment encore ceux qui résident en Espagne, en offre de nombreux exemples (cf. chapitre 5).

Je me contente de donner ici quelques exemples de situations de réversibilité résidentielle en lien avec les situations de crise, qui traversent tant l'Argentine que les Etats-Unis ou l'Espagne.

Maria est originaire du département de La Paz. En 1986, à 19 ans, elle part à Buenos Aires rejoindre son mari parti quelques mois plus tôt. Ils sont d'abord hébergés chez un oncle qui réside dans la banlieue Sud, aux portes de la capitale, à Lanus, quartier que Guadalupe n'appréciait guère en raison la quantité de *villas* qui s'y trouvent, puis en colocation chez un frère, dans le quartier central et bourgeois de Belgrano, où ils arrivent à devenir indépendants en louant une chambre pour eux, puis un petit appartement, qui appartient à un couple bolivien, et où naît leur premier enfant. Les économies accumulées grâce à leur double activité professionnelle permettent finalement au couple d'acheter une maison à Lanus Ouest. Lors de la crise de 2001, le couple "*perd tout*", vend la maison et, après quinze ans passés en Argentine, décide de rentrer en Bolivie (entretiens Barcelone, 2010).

On observe ici une séquence classique (hébergement, colocation, location, propriété), où alternent hébergements par réseaux familiaux dans la périphérie populaire, locations dans des quartiers bourgeois centraux, proches des zones d'emploi, et accès à la propriété en périphérie, dans un secteur très bolivianisé. Cette séquence est brutalement interrompue par une aggravation des difficultés économiques, qui génère une revente du bien, un retour en location, et un retour au pays.

Rolando, originaire d'un village du Valle Alto de Cochabamba, est parti avec son père aux Etats-Unis à la fin des années 1980, alors qu'il était encore très jeune. Ils ont occupé des emplois dans la construction, dans l'aire métropolitaine de Washington. Après près de quinze ans de séjour, Rolando achète à crédit une petite maison dans la banlieue Nord-Ouest, dans le Maryland. Lors de la crise de 2007, il passe plus de six mois sans emploi et ne peut plus assurer ses remboursements. Il ne peut compter sur l'aide de sa famille, car son père, qui a lui aussi acheté une maison dans la banlieue de Springfield (en Virginie, dans le



comté de Fairfax), est engagé avec ses sœurs pour son paiement. Rolando est alors contraint à perdre sa maison, et retourne en colocation. Bien que la famille ait gardé des liens étroits avec la Bolivie, Rolando n'envisage pourtant à aucun moment de venir s'y réinstaller (entretien Washington, 2011).

La crise de 2007-2008 a très durement affecté le marché des prêts hypothécaires des accédants à la propriété, aux Etats-Unis et en Espagne. La réduction des revenus liée à la contraction brutale du marché de l'emploi a coïncidé avec la hausse des taux d'intérêt variables qui ont accru le montant mensuel des remboursements, contraignant de nombreux accédants à la propriété au défaut de paiement, et à l'engagement de procédures judiciaires pouvant conduire à la saisie du bien (dation en paiement) dans les cas les plus critiques. En Espagne, les Latino-américains sont les étrangers les plus concernés par ces procédures judiciaires d'impayés de logement, et parmi eux les Equatoriens, la première des nationalités touchées. Madrid est la ville la plus durement affectée par ce phénomène, comme le montrent les données du Colegio de Registradores pour l'année 2012 :

**Tableau 20 : Crise immobilière et procédures judiciaires engagées contre les impayés de prêts hypothécaires en Espagne (2012)**

Types de procédures en 2012	Procédure d'exécution hypothécaire (amorçage de la procédure de suivi pour impayés)	Adjudications (conséquences des procédures d'exécution : vente du bien pour procéder à son remboursement)	Dations en paiement (récupération du bien par les entités financières et extinction consécutive de la dette)
Nombre total de procédures (Espagne)	65.778*	38.976	14.229
% des procédures concernant des étrangers	En Espagne: 25% À Madrid : 38%	En Espagne: 37% A Madrid : 59%	En Espagne : 39% A Madrid : 59%
% de Latino-américains parmi les procédures concernant des étrangers	42% (Equatoriens : 24%)	41%	50%

\* à mettre en relation avec les 274.583 procédures de contraction de prêts immobiliers.

Source : (Colegio de Registradores de la Propiedad, Bienes Muebles & Mercantiles de España, 2012)

Les autorités équatoriennes sont particulièrement concernées par ce phénomène qui a connu une forte médiatisation depuis le début de la crise. A l'occasion d'un séjour officiel en Espagne, en avril 2014, le président équatorien Rafael Correa, lors d'un discours public au milieu d'une foule de compatriotes à Madrid, a signifié son inquiétude face au phénomène, réitérant son soutien aux migrants, et son engagement en faveur d'une extinction de leurs

dettes, contre le transfert de ces dernières dans le pays d'origine, procédure que les banques espagnoles ont cherché à mettre en place depuis quelques années<sup>144</sup>.

## Conclusion

L'analyse des espaces de résidence des Boliviens dans les principales métropoles de leur migration internationale permet de discuter à la fois l'évolution des modèles classiques de la ségrégation urbaine, élaborés aux Etats-Unis depuis un siècle, de mettre en évidence les formes de convergences et les spécificités des régions urbaines concernées, et de discuter des facteurs prégnants des stratégies résidentielles, qui révèlent moins des logiques ségrégatives de mise à l'écart que des choix de regroupements résidentiels entre co-ethniques.

Les processus de ségrégation socio-économique classiques sont déterminants dans la compréhension des localisations des migrants. Les contextes locaux comme l'évolution des métropoles, devenues des régions urbaines étendues, mettent en évidence des quartiers d'immigration rarement centraux, qui se dispersent en noyaux de concentration relative dans des périphéries qui sont souvent le calque des zones populaires, peu convoitées, et à l'immobilier accessible. A distance des figures des ghettos, des enclaves ethniques voire des *barrios* états-uniens, les quartiers de résidence des migrants boliviens révèlent des espaces multi-ethniques populaires, dans des espaces disjoints, aux degrés de concentration inégaux et répondant à des stratégies migrantes plurielles.

La comparaison des trois principales métropoles d'installation bolivienne permet ainsi de dégager des logiques communes, inscrites dans des mécanismes généraux de ségrégation et d'agrégation résidentielle, malgré des contextes nationaux, locaux et culturels différents. Les processus et les formes de marginalisation spatiale des migrants boliviens à Buenos Aires sont certainement plus vifs que dans les deux autres métropoles. Les paysages des *villas miserias* et des *asentamientos* sont plus précaires que ceux des périphéries populaires de Madrid ou de Washington. Les migrants boliviens y sont aussi d'origine plus populaire, comme on l'a observé dans le chapitre précédent (chapitre 1, I.4). En ce sens, migrer dans une métropole du Sud expose à une plus grande précarité des espaces d'installation, aux services plus souvent déficients. Le mode d'extension principalement horizontal de Washington favorise aussi les installations des migrants dans ces quartiers pavillonnaires

---

<sup>144</sup> Données recueillies par Anna Perraudin, en post-doctorat au LabexMed, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Aix en Provence, présentées lors du séminaire Labexweek, Aix en Provence, 5 juin 2014 : "Crise économique, accès au logement et recomposition des mobilités, une première approche à partir du cas des migrants Equatoriens en Espagne".

ou faits de petits collectifs. On les observe aussi en périphérie populaire madrilène, mais les installations dans les périphéries de la ville centre sont principalement le fait de logements collectifs, inégalement dégradés ou rénovés selon les quartiers. Les spécificités des profils des migrants induisent aussi certaines différences. C'est aux Etats-Unis que les migrants boliviens ont les situations économiques les plus favorables, ce qui favorise leur accès au logement individuel. En Espagne, la dimension encore restreinte des regroupements familiaux, en raison de l'aspect très récent de l'immigration, génère plus fréquemment des occupations de logements collectifs et partagés entre migrants, ce qui constitue sans doute une étape dans le processus d'insertion résidentielle.

Les stratégies des migrants dans l'accès au logement soulignent des regroupements fortement articulés aux logiques des réseaux sociaux, qui constituent le principal capital spatial de migrants économiques maintenant des liens forts avec leurs espaces d'origine pour s'inscrire dans les lieux de la migration, au moins dans les premiers temps. Ces stratégies, qui évoluent à mesure que le temps passe, et témoignent de processus d'intégration par le logement qui mènent parfois à l'achat d'un bien immobilier, sont cependant loin d'être linéaires. Elles sont sujettes à des inflexions parfois brutales, en lien avec les contextes économiques locaux, les configurations familiales, et le capital économique accumulé par le travail. Les lieux d'emploi apparaissent comme des espaces clés qui peuvent conditionner les localisations résidentielles, faisant parfois coïncider les deux, dans le cas des migrants les plus précaires, et pour certaines niches d'activité spécifiques : industrie de la confection dans les pays limitrophes, agriculture périurbaine en Argentine, domesticité en Espagne, par exemple.

Les espaces résidentiels doivent aussi être lus à la lumière des espaces de projection et des projets migratoires : loin d'être uniquement focalisés sur les métropoles d'installation, ils impliquent des relations à l'espace d'origine, sources d'investissement expliquant parfois une précarité maintenue dans les lieux d'arrivée. Cette plurilocalisation des références a des conséquences au delà du logement, dans l'ensemble des sphères de l'habiter.

Il existe donc des plurilocalisations à plusieurs niveaux. A l'échelle des agglomérations, on observe des noyaux de concentrations ethniques boliviennes dans des quartiers populaires multiculturels, inégalement dispersés dans les agglomérations, en fonction des temporalités des séjours et des logiques prégnantes dans l'accès au logement. A l'échelle des individus, on observe une plurilocalisation fréquente des investissements qui révèle des logiques transnationales. Dans la région métropolitaine de Washington, Marie Price reprend à Zelinsky et Lee le terme d'hétérolocalisme (Price et al., 2005 ; Zelinsky et Lee, 1998) pour signifier le maintien de communautés ethniques à travers l'existence de réseaux sociaux dispersés dans l'espace. Des communautés ethniques fonctionnent sans promiscuité, via des réseaux qui autorisent des regroupements ponctuels, à l'occasion d'événements spécifiques, et dans certaines sphères (telles que le sport, la religion, la culture, etc.). Ce

terme peut aussi qualifier les formes d'inscription des logements de migrants parfois partagés entre origine et destination. On est ici dans des logiques qui correspondent à ce que Michel Lussault qualifie de coprésence médiée, ou de cospatialité, c'est-à-dire d'une maîtrise de métriques qui s'inscrit dans des fonctionnements en réseau (Lussault, 2009).

La comparaison des métropoles n'a guère insisté, dans ce chapitre, sur les politiques, tant nationales qu'urbaines, de gestion de la présence étrangère, qui influencent bien entendu également les conditions d'insertion des migrants. Dans la mesure où cette dimension politique touche des dimensions plus larges de la vie urbaine, elle sera introduite dans la réflexion sur les sphères plus vastes de l'habiter, qui se déploient au delà du logement, dans les pratiques et les expériences citadines de l'altérité, objet du chapitre 3.

## Chapitre 3 - Habiter

La notion d'habiter<sup>145</sup> connaît une popularité croissante en géographie<sup>146</sup>. Elle hérite de plusieurs filiations. En sociologie urbaine, l'habitat *“recouvre l'ensemble des liens multiformes qui se nouent autour du logement”* (Segaud, Brun et Driant, 2002, p. VII) : le logement en est ainsi la pierre angulaire.

Les géographes mobilisent souvent deux références majeures pour analyser l'habiter : Martin Heidegger et Henri Lefebvre.

Le premier, au fondement d'une pensée philosophique dans la lignée de laquelle s'inscrivent des géographes comme Yi Fu Tuan, Augustin Berque, ou encore Eric Dardel, envisage l'habiter comme mode d'être au monde, mise en rapport poétique, spirituelle, à la Terre, à l'environnement. L'habiter n'y est pas une activité mais une condition de l'être, son trait fondamental.

Henri Lefebvre inscrit quant à lui l'habiter dans le social, l'envisageant comme participation de l'individu dans la société. C'est selon ces deux axes, identifiés comme horizontaux (Lefebvre) et verticaux (Heidegger), que Philippe Gervais-Lambony envisage la notion, à la fois

*« expérience réussie d'inscription dans une société (urbaine) et en même temps d'inscription au monde par l'intermédiaire d'un espace (urbain) »* (Gervais Lambony, 2004, p. 63).

Plus généralement, les coordonnateurs du numéro spécial de la revue *Historiens et Géographes* consacré aux façons d'habiter la ville d'aujourd'hui décrivent l'habiter comme le fait de

*« d'abord occuper l'espace, mais (...) aussi, et plus essentiellement, être là, faire société, faire territoire »* (Vallat, Lemarchand et Lesourd, 2012, p. 116).

---

<sup>145</sup> Cette réflexion a notamment été nourrie par les échanges développés dans le cadre du séminaire Telemmig de l'UMR TELEMME, consacré en 2013-14 à la notion d'habiter, ainsi qu'aux discussions avec Assaf Dahdah autour de sa thèse de doctorat qui envisage l'habiter des migrants non arabes à Beyrouth (doctorat en cours à l'université d'Aix Marseille).

<sup>146</sup> Devenant même l'une des entrées géographiques privilégiées dans l'enseignement de la discipline au collège, au programme de 6<sup>ème</sup> particulièrement.

Le dictionnaire de géographie dirigé par Michel Lussault et Jacques Lévy place au centre de la définition l'acte même : l'habiter est

*“la spatialité des acteurs individuels”, “la compétence des acteurs à organiser leur habitat”*

l'habitat étant défini comme

*“organisation spatiale des espaces de vie des individus et des groupes”* (Lussault et Lévy, 2003, p. 437).

L'habiter est ainsi au cœur de la géographie sociale, envisageant les pratiques, espaces vécus et représentés des acteurs individuels, et leur capacité (ou compétence) à s'approprier l'espace, si l'on en revient à l'étymologie du terme, qui renvoie à la possession (*habere* : avoir), à l'appropriation. Il existe ainsi de multiples manières d'habiter.

Mathis Stock place la pratique de l'espace au cœur de la notion, non pas comme rapport existentiel, mais comme manière de *“faire avec de l'espace”* (Stock, 2007). Il l'envisage selon une triple dimension associant à la fois les pratiques individuelles de l'espace ou manières de relier les lieux, l'ensemble des pratiques des individus qui définissent de façon synthétique des *“modes d'habiter”*, et l'espace comme condition, ressource, contrainte, structurant différents *“régimes d'habiter”*<sup>147</sup>, définis comme des

*“modèles dominants d'être en relation avec les lieux géographiques dans une « unité de survie » (...) intégrant les valeurs assignées à la mobilité et aux lieux géographiques, les technologies d'habiter et d'habitat, les représentations, conceptions, images et discours de l'espace, mais aussi la qualité des lieux et des agencements spatiaux”* (Stock, 2004).

Rendre compte de la façon dont les individus habitent, c'est ainsi d'abord sortir de la sphère résidentielle pour envisager les pratiques de l'espace c'est-à-dire les espaces perçus (Lefebvre) ou espaces de vie ; c'est aussi envisager la façon dont les représentations affectent ces pratiques et déterminent des espaces vécus (voir tableau 1). Les modes d'habiter rendent compte de la combinaison de ces éléments.

Ils sont inscrits dans des contextes, des agencements spatiaux, des sociétés qui assignent certaines valeurs aux lieux, certains rapports aux autres, qui influencent et modulent les pratiques des acteurs individuels : c'est ce dont rend compte la notion de régime d'habiter.

Si l'on considère les principes de la triplicité de l'espace, tels qu'élaborés par Henri Lefebvre, Guy Di Méo ou encore repris par Edward Soja, les régimes d'habiter impliquent aussi la prise en compte de l'espace conçu, que Lefebvre appelle les représentations de l'espace, autrement dit l'espace dominant d'une société, celui des planificateurs, des politiques, ou encore celui des idéologies qui impriment leur marque sur l'espace.

---

<sup>147</sup> L'expression est reprise aux *« régimes d'historicité »* ou ordres de rapports au temps de François Hartog (2003).

**Tableau 21 : La triplicité spatiale selon Henri Lefebvre, Guy Di Méo et Edward Soja.**

<b>Henri Lefebvre</b> (Lefebvre, 2000)	<b>Espace perçu</b>  Espace de l'expérience ou de la pratique spatiale.  <i>"Elle associe dans l'espace perçu la réalité quotidienne et la réalité urbaine" (p. 48).</i>	<b>Espace conçu</b> <b>Représentations de l'espace.</b>  Espace de la perception.  <i>"espace dominant dans une société (...) celui des savants, des planificateurs, des urbanistes, des technocrates (...) identifiant le vécu et le perçu au conçu" (p. 48)</i>	<b>Espace vécu</b> <b>Espaces de représentations, de l'imaginaire.</b>  <i>"à travers les images et symboles qui l'accompagnent, espace des "habitants", des "usagers"(...) espace dominé, donc subi, que tente de modifier et d'approprier l'imagination" (p. 49).</i> <i>"Les espaces de représentations ne s'astreignent jamais à la cohérence, pas plus qu'à la cohésion. Pénétrés d'histoire et de symbolisme, Ils ont pour origine l'histoire, d'un peuple et celle de chaque individu appartenant à ce peuple" (p. 52)</i>
<b>Guy Di Méo</b> (Di Méo, 1998)	<b>Espace de vie</b>  <i>"se confond pour chaque individu avec l'aire de ses pratiques spatiales" (p. 30).</i>  Espace d'usage, rendant compte d'une expérience concrète des lieux/	<b>Espace représenté</b>  espace perçu.  <i>"se charge de valeurs, porte la marque des codes culturels, des idéologies" (p. 29)</i>  <i>"Se construit en intégrant le patrimoine idéologique des individus qui le fabriquent" (p. 30)</i>	<b>Espace vécu</b>  <i>"Rapport existentiel, forcément subjectif, que l'individu socialisé établit avec la Terre" (p. 37)</i> <i>"reconstruit l'espace concret des habitudes et le dépasse au gré des images, des idées, des souvenirs et des rêves de chacun" (p. 30).</i> <i>"espace global et total"</i> regroupant trois dimensions : - l'espace de vie - les interrelations sociales qui s'y nouent - les valeurs psychologiques qui y sont projetées et perçues.
<b>Edward Soja</b> <i>Postmetropolis</i> (Soja, 2000) ; (Soja, 2011).	<b>Espace perçu</b> des pratiques quotidienne  (1° partie de <i>Postmetropolis</i> )	<b>Espace conçu</b> des urbanistes  (2° partie de <i>Postmetropolis</i> , élaboration des six discours sur la ville de Los Angeles)	<b>Tiers-espace, réel et imaginé</b> <i>(thirdspace real-and-imagined)</i>  A la fois espace réel et espace imaginé des possibles, au-delà de l'espace conçu et l'espace perçu. ( 3° partie de <i>Postmetropolis</i> ).

Comment les migrants habitent-ils ? A Buenos Aires, aux Etats-Unis ou en Espagne, les espaces conçus sont des modèles urbains, des valeurs et des idéologies dominantes, variables d'une métropole à l'autre. Ils influencent les pratiques de l'espace des individus, constitutives de leurs modes d'habiter, et interagissent avec eux.

Etrangers, disposant souvent de faibles ressources économiques et de statuts précaires, les migrants développent dans ces cadres des modes d'habiter soumis à de fortes contraintes. Ils relèvent ainsi plutôt de la tactique que de la stratégie, si l'on se réfère à la différenciation établie par Michel de Certeau :

*« J'appelle stratégie le calcul des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un « environnement ». Elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte. (...) J'appelle au contraire tactique un calcul qui ne peut pas compter sur un propre (...). La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir en son entier, sans pouvoir le tenir à distance. Elle ne dispose pas de base où capitaliser ses avantages, préparer ses expansions et assurer une indépendance par rapport aux circonstances. (...) Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des « occasions ». Sans cesse le faible doit tirer parti de forces qui lui sont étrangères. Il l'effectue en des moments opportuns où il combine des éléments hétérogènes (...) mais leur synthèse intellectuelle a pour forme non un discours, mais la décision même, acte et manière de « saisir » l'occasion » (Certeau, Giard et Mayol, 1990, p. XLVI, XLVII).*

Etablis dans un espace qui n'est pas le leur (leur "propre", dirait De Certeau), les migrants sont ainsi ces "faibles" (voir sur cette notion dans des contextes d'internationalisation des villes Berry-Chikhaoui, Deboulet et Roulleau-Berger, 2007), qui "s'insinuent dans les lieux de l'autre", et où ils tachent de se construire une place, jouant de leurs compétences, de leurs savoir-faire, de leur capital, social, spatial, financier, inégal suivant les individus.

- **L'habiter polytopique**

La migration implique de prendre en compte dans ces modes d'habiter la dimension vécue des espaces de représentation, faisant appel à l'imaginaire. Pour les migrants, ces espaces vécus associent à ceux dans lesquels ils vivent ceux dont ils sont issus, et vers lesquels ils peuvent projeter de repartir, ou d'autres lieux dans lesquels ils ont vécus ou qu'ils ont fréquentés. Plus que de simples représentations, ces espaces sont aussi fréquemment concrètement pratiqués, investis par les individus qui circulent entre des mondes distincts. Mathis Stock rend compte de cette dimension en insistant sur l'importance, chez l'individu



d'aujourd'hui, de l'habiter poly-topique, qui rompt de façon forte avec un habiter mono-topique dans lequel les *“coquilles du moi”* se déploient en auréoles concentriques à partir d'un quotidien familier, apprivoisé, défini par l'espace du proche, du quartier (Stock, 2006, 2007) :

*“on fait comme si c'étaient les lieux familiers qui correspondraient aux lieux les plus proches. Cette vision — qui valorise la proximité, l'enracinement, l'immobilité, la fixité — s'est notamment diffusée avec les « coquilles du Moi » d'Abraham Moles où l'espace des individus serait organisé de façon concentrique selon un gradient de familiarité, de l'espace proche au vaste monde (...) La limite de cette manière d'envisager le rapport aux lieux réside dans le fait que le poids des actions routinières, l'immersion dans le monde sans pouvoir le distancier — le monde comme allant de soi — conduit à survaloriser la culture de l'enracinement. Il en résulte que, par définition, le monde du quotidien stricto sensu ne concerne que les résidents d'un lieu”* (Stock, 2007).

Or l'habiter contemporain se distingue par la pratique d'une multiplicité de lieux, fréquentés et investis de façon plus ou moins temporaire, dotés de significations différentes, qui sonnent l'avènement d'un modèle de l'habiter poly-topique qui

*“pourrait donc correspondre à la formule suivante de l'individualisation géographique : s'impliquer ailleurs, se distancier chez soi”* (Stock, 2006). *“Un mode d'habiter fondé sur la mobilité semble avoir pour corollaire la capacité des individus à affronter les lieux étrangers et à rendre ceux-ci familiers. Il s'agit d'une nouvelle manière d'habiter les lieux géographiques du Monde où le rapport à l'espace est défini par une recomposition des lieux d'ancrages et des lieux de l'ailleurs”* (Stock, 2004).

C'est principalement à partir de l'entrée des pratiques du tourisme que Mathis Stock met sa théorie de l'habiter poly-topique à l'épreuve. Il rencontre, dans sa perspective de renversement de la logique sédentarité / mobilité, les tenants du *mobility turn* en géographie (Cresswell, 2011) ou en sociologie (Urry, 2005). Cette approche, dont je me distingue dans ses aspects du *“tout mobilitaire”*, comme je l'ai évoqué plus haut (cf. *supra*, introduction générale), est néanmoins utile en ce qu'elle invite à considérer chez les migrants la pluralité des espaces qui contribuent à construire leur habiter, quelles que soient les réalités différenciées de leurs pratiques. Je m'intéresse donc aussi dans ce chapitre à ces formes de l'habiter transnational qui, par delà les frontières, construisent des espaces vécus inscrits dans des lieux pluriels.

Dans un premier temps, je confronte les espaces conçus qui impriment leur marque sur les vies quotidiennes, dans les trois contextes argentin, espagnol, et états-unien, mettant en évidence à la fois les spécificités différenciées de la construction du rapport à l'autre tant au niveau des idéologies dominantes que des politiques de gestion de la migration, et les

points communs de politiques ayant contribué à produire et criminaliser un statut de migrant particulièrement vulnérable, le sans papier. Ces idéologies et ces politiques sont envisagées d'abord à l'échelle nationale, afin de confronter les contextes étatiques qui impriment leur marque sur les conditions de la vie urbaine. Je tente aussi de décliner certaines de leurs déclinaisons locales, à l'échelle des trois métropoles envisagées. Néanmoins, ma connaissance fine des politiques locales est encore incomplète. Le défi de la comparaison révèle ici certaines de ses limites, car le temps de la recherche ne m'a pas permis d'approfondir également sur les trois terrains le contenu de politiques municipales spécifiques relatives à la gestion des étrangers, qui requiert une analyse située bien souvent non pas au niveau métropolitain, mais à celui des unités administratives plus fines (de type communal, voire au niveau des quartiers eux-mêmes). Sur ce point, certains éléments du développement constituent ainsi un chantier que de futures investigations localisées permettraient de creuser. Certains aspects, qui renvoient à des modes de gestion relevant de politiques multiculturelles, seront également approfondis au chapitre 4 (chapitre 4, I. *infra*), en raison de leur importance toute particulière dans la compréhension des processus d'identification des migrants, qui seront alors au centre de l'analyse.

Les espaces conçus permettent de situer les modes d'habiter migrants et d'en contextualiser les formes variables. La seconde partie du chapitre réfléchit aux modes d'habiter qui oscillent entre invisibilité migrante et forte visibilité ethnique. Des aller-retours entre les différents terrains illustrent les façons dont les migrants boliviens, discrètement ou de façon plus affirmée, s'insinuent dans les creux de la ville, y trouvent des ressources spatiales pour prendre place dans des réseaux ethniques formant une trame articulée autour de polarités fortes, où l'on retrouve le goût de la Bolivie, où l'on active des solidarités ethniques, dans des mondes non exempts de tensions et de conflits.

Le dernier temps de la réflexion envisage finalement d'autres formes d'investissement spatial des migrants dans l'habiter. Les pratiques quotidiennes de la ville se jouent en effet aussi dans des côtoiements de la diversité qui peuvent déboucher sur des interactions renvoyant à la construction située de cosmopolitismes populaires. Les espaces vécus, enfin, intègrent dans le quotidien, différemment selon les contextes et les migrants, les espaces d'origine. La dimension transnationale de l'habiter migrant clôt ainsi ce chapitre.

## **I. Espaces conçus : perceptions sociales et politiques de la migration dans les espaces de destination**

On n'habite pas de la même façon à Buenos Aires, Madrid ou Washington. Les configurations spatiales, les modalités des processus de ségrégation, influencent, comme on l'a exploré dans le chapitre 2, des localisations résidentielles distinctes, qui à leur tour contribuent à organiser des pratiques spatiales différenciées. Les modes d'habiter de migrants souvent étrangers et en position de faibles sont tributaires des modèles sociaux, valeurs et idéologies portées par les sociétés dans lesquelles ils s'installent, qui construisent des rapports à l'altérité variables d'un espace à l'autre. Les migrants sont perçus différemment en Espagne, aux Etats-Unis et en Argentine ; ils sont parfois aussi perçus différemment d'une ville à l'autre au sein d'une même société, voire d'un quartier à l'autre d'une même ville. La perception des étrangers n'est pas non plus homogène (un migrant bolivien n'est pas un migrant italien), ni immuable (le rapport à l'étranger évolue dans le temps). En tenant compte de ces nuances, j'interroge ici la façon dont les espaces d'accueil (inégalement accueillants) orientent les pratiques des migrants, constitutives de leurs modes d'habiter.

Les espaces conçus sont envisagés ici à la fois dans leur dimension idéologique et pratique. Par dimension idéologique, j'entends l'élaboration sociétale d'une perception de l'autre, porteuses de catégorisations dominantes. Par dimension pratique, j'entends le cadre réglementaire dans lequel se définissent les politiques de gestion des étrangers dans le quotidien des sociétés. En effet,

*“les politiques publiques, en particulier les politiques migratoires, interviennent, avec les discours juridique, scientifique et médiatique, dans le processus de construction de la figure sociale de l'immigration, en ce qu'elles fonctionnent comme des outils de classification et de qualification des populations” (Gil Araujo, 2010, p. 24).*

Suivant une distinction bien explicitée dans le travail de Francisco Torres (2011), ce cadre juridico-institutionnel comprend à la fois les politiques migratoires (F. Torres utilise le terme de *“politiques d'immigration”*) ou politiques d'accès au territoire national, qui réglementent les conditions d'entrée des étrangers sur le territoire national, et les politiques d'intégration, qui concernent les modalités de l'insertion sociale des étrangers dans la société, les deux étant liées mais répondant à des échelles de gestion différenciées. En effet, alors que les politiques migratoires ou d'accès au territoire national relèvent généralement des autorités nationales, les politiques d'intégration, qui obéissent dans une certaine mesure à un cadrage national en lien avec les politiques migratoires, sont aussi conduites à des échelles infra-nationales : Etats aux Etats-Unis, Communautés Autonomes en Espagne, Provinces en Argentine, mais aussi municipalités dans les trois cas.

Des différences significatives peuvent exister entre les échelons régionaux et locaux, d'un échelon régional à l'autre, voire d'une ville à l'autre. Le feuilletage de ces niveaux de conduite politique a des conséquences sur les pratiques migrantes, qui seront exposées dans un troisième temps de ce chapitre.

### **I.1. L'Argentine, de l'idéologie de la blanchitude à la reconnaissance de l'immigration limitrophe**

L'Argentine<sup>148</sup> s'est construite depuis son indépendance sur la valorisation d'une idéologie du blanchiment de la population devant mener la Nation vers la Civilisation et le Progrès, au détriment des groupes indigènes, rejetés du côté de la Barbarie. Les élites politiques, dans la lignée des écrits des pères fondateurs de la République libérale (Juan Bautista Alberdi et surtout Domingo Faustino Sarmiento, auteur du *Facundo* en 1845, qui célèbre l'identité rurale *gaucha*, et la civilisation contre la barbarie), instituent les migrants européens en instrument de colonisation des espaces ruraux de l'intérieur du pays et d'élaboration d'une Nation blanche.

Les migrants anglo-saxons, dont la culture est considérée comme supérieure, sont préférés à ceux de l'Europe du sud, moins "blancs", bien que ces derniers constituent le gros de ces flux migratoires. La constitution libérale de 1853 adopte des principes très pro-immigration européenne, et entre 1856 et 1932, 6.4 millions d'immigrants européens sont accueillis dans le pays, dont 4.6 millions avant 1914, bénéficiant de conditions d'accueil très favorables. La loi sur l'immigration de 1876 leur offre le voyage transatlantique, la gratuité du séjour lors de l'arrivée à Buenos Aires, et un accès bon marché à des terres, dans une optique de colonisation de l'intérieur rural. A la veille de la première guerre mondiale, près du tiers de la population argentine est né à l'étranger, en grande majorité dans les pays du sud de l'Europe<sup>149</sup>. Ce pourcentage décline ensuite<sup>150</sup>.

Après la seconde guerre mondiale, le péronisme (1945-1954) poursuit cette politique de peuplement en l'infléchissant. Le plan quinquennal de 1947 souligne le besoin de quatre millions de migrants pour coloniser les terres agricoles<sup>151</sup> ; il valorise l'immigration d'origine hispanique et catholique, autrement dit celle du sud de l'Europe, pour construire une Nation qualifiée de *crisol de razas* (creuset racial), version argentine d'un métissage latino-américain qui poursuit néanmoins bien entendu une valorisation de la blanchitude.

---

<sup>148</sup> Ce développement puise dans un certain nombre de travaux sur la construction de l'identité nationale argentine (Bastia et vom Hau, 2014 ; Caggiano, 2005 ; Devoto et Benencia, 2003 ; Gavazzo, 2007 ; Grimson, 2000, 2004, 2005 ; Sassone, 2002 ; Velut, 2004).

<sup>149</sup> 2 millions d'Italiens et 1.4 millions d'Espagnols arrivent en Argentine entre 1881 et 1914.

<sup>150</sup> aujourd'hui, moins de 1% de la population argentine est née en Europe (INDEC 2010)

<sup>151</sup> Mais 80% des migrants européens se sont installés en ville (Gavazzo, 2011).

Par son soutien au peuple de travailleurs argentins, Perón encourage toutefois les migrations internes vers Buenos Aires, favorisant l'urbanisation de millions d'Argentins ruraux venus des provinces, moins "blancs" et "civilisés" que les Portègues, que ses détracteurs qualifient de manière significative et dépréciative de "*cabecitas negras*" (petites têtes noires).

Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, l'immigration se transforme et la part des migrants originaires des pays limitrophes augmente à mesure que décroît l'apport européen (cf chapitre 1, II.3.) : en 2010, plus de 80% de l'immigration est d'origine latino-américaine, et 16% seulement d'origine européenne (principalement issue d'Italie et d'Espagne), ce taux ayant continuellement baissé depuis plusieurs décennies<sup>152</sup>.

La perception nationale de l'étranger a corrélativement évolué : l'immigré, désormais limitrophe, n'est plus porteur d'une promesse civilisatrice, mais considéré comme un problème et un obstacle au développement du pays. Ce changement d'attitude est conforme à la racialisation du discours sur l'immigration et la construction de la Nation argentine.

Dans l'opinion publique, la sphère politique et médiatique, les migrants limitrophes, au premier rang desquels les Boliviens et les Paraguayens, sont présentés comme responsables d'une invasion massive, de l'aggravation de l'insécurité urbaine et de la violence, de la hausse du chômage, voire de l'insécurité sanitaire du pays (les Boliviens sont par exemple accusés d'être responsables de l'épidémie de choléra en 1992). Ces discours gagnent en visibilité depuis les années 1970, quand la migration limitrophe devient plus visible dans la capitale, et la stigmatisation sert le projet national d'une nation blanche, sans Noirs, sans Indiens :

*"En 1970 déjà, la majorité des migrants limitrophes étaient installés à Buenos Aires, la soi-disant "capitale européenne de l'Amérique latine", mais invisibilisés comme "travailleurs", "pauvres", "villeros", "negros" (Gavazzo, 2011, p. 14 trad. libre).*

Les Boliviens et les Paraguayens sont ainsi communément qualifiés de manière dépréciative de "*Bolitas*" et "*Paraguas*". Alejandro Grimson considère que le retour de la démocratie, à partir de 1983, a accentué ce processus d'association entre exclus et étrangers – ce qu'il appelle "*la extranjerización de los excluidos*" (Grimson, 2006) – qui identifie les pauvres aux Boliviens, indépendamment de leur origine réelle.

---

<sup>152</sup> 28% de l'immigration était encore d'origine européenne au recensement de 2001 – données INDEC

### Discrimination et racisme à Buenos Aires

*“J’ai le DNI<sup>153</sup> d’ici, et je vais parfois à Migraciones<sup>154</sup> pour une chose ou une autre, une personne qui est mal habillée et ne sait pas s’exprimer, parce qu’en Bolivie il y a des gens qui ont des langues, aymara, quechua, certains sont fermés sur les langues (...) mais quand ils vont à Migraciones, si la personne est bien habillée, avec un habit élégant, et sait bien s’exprimer, ils te répondent. Mais si une personne est mal habillée, et ne sait pas bien les choses, ils te disent: pourquoi ils t’ont donné à toi les papiers, pourquoi tu vas être résident toi ? C’est ainsi, j’ai vu beaucoup de choses, dommage qu’à ce moment là je n’aie pas eu une caméra pour filmer. Les Argentins sont très racistes. Il y a toujours quelques exceptions, mais dans leur majorité c’est ainsi.”*

(Susana, originaire de Cochabamba, 28 ans, sept années de résidence à Buenos Aires. Entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

La loi migratoire 22.439 promulguée en 1981 à l’époque de la dictature, aussi appelée loi Videla, s’inspire de la doctrine de la sécurité nationale et est l’une des plus répressives et discriminatoires que le pays ait connu. Elle encourage encore une migration européenne pourtant devenue négligeable, tout en restreignant considérablement la possibilité d’immigrer aux populations issues des pays voisins, criminalisant l’immigration irrégulière, punissant sévèrement les sans-papiers (interdiction d’accès au travail et expulsion du territoire national) et contraignant les citoyens argentins à dénoncer leur présence (Sassone, 2002). Cette loi perdure jusqu’en 2003.

Dans la continuité des mouvements de revalorisation de l’indianité qui traversent l’Amérique latine de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, et contribuent à *globaliser l’ethnicité* (Cunin, 2006), l’Argentine inscrit dans sa législation des mesures en faveur des communautés indigènes nationales dans une optique multiculturaliste. Néanmoins, elles ne prennent absolument pas en compte les composantes extra-nationales. Pour les étrangers, le modèle de l’assimilation dans une blanchitude imaginée demeure.

Toutefois, en termes concrets mais aussi symboliques, la loi migratoire 25.871, dite loi Giustiniani, entrée en application en 2004, constitue un changement majeur par rapport à la loi Videla.

Elle abandonne une logique de colonisation au profit d’une logique de régulation et d’encadrement de la migration. Basée sur le respect des droits de l’homme, la protection des droits des migrants, le principe de non discrimination et d’égalité entre les migrants, elle garantit leur droit à l’éducation, aux services sociaux, indépendamment de leur statut,

<sup>153</sup> Document National d’Identité argentin

<sup>154</sup> Nom donné à l’administration gérant les permis de séjour.

et offre des garanties contre les expulsions automatiques (Bastia et vom Hau, 2014 ; Domenech, 2007, 2011 ; Le Gall et Sassone, 2008 ; Novick, 2008).

Elle est suivie d'autres mesures favorables : le vaste de programme de régularisation Patria Grande (2006) qui concerne les membres du Mercosur et ses associés, puis des mesures internes au Mercosur en faveur de la circulation internationale des résidents des pays membres, qui évoluent vers l'idée d'une citoyenneté régionale interne au cône sud. Ces avancées juridiques, pour importantes qu'elles soient, n'ont cependant pas transformé en profondeur l'idéologie de la Nation argentine, comme elles n'ont pas (encore ?) renversé les perceptions et pratiques discriminatoires envers les migrants régionaux qui constituent encore le quotidien des migrants boliviens (Del Águila, 2013 ; Gavazzo, 2007).

Une illustration de ce décalage entre pratiques sociales et discours politiques actuels réside dans les violents affrontements à dimension ethnique, qui se sont produits à Buenos Aires en décembre 2010 dans le parc Indo-americano. (cf. *infra*, II.2. encadré Le parc Indo americano de Buenos Aires). Ils ont traumatisé l'opinion publique comme les migrants boliviens et paraguayens dont plusieurs sont décédés dans les affrontements, ont suscité de vifs débats et des protestations du président bolivien Evo Morales. En réponse, dans un discours prononcé à l'occasion du jour des droits de l'homme (10 décembre 2010), s'adressant à la Nation argentine, la Présidente Cristina Kirchner a lancé un vibrant plaidoyer en faveur de l'apaisement, contre le racisme, en remobilisant l'histoire migratoire de l'Argentine au service de la construction d'une société tolérante :

*"Je veux vous dire à tous les Argentins que, comme Présidente de la Nation, je ne suis pas disposée à ce que l'Argentine intègre le Club des pays xénophobes de cette planète (...). Regardez, je suis fille de migrants, nous sommes nous fils d'immigrés, parce que je ne suis pas la fille de Louis XIV. Mes grands-parents, comme les grands-parents ou les pères d'autres Espagnols, Italiens, et de tant d'autres nationalités, sont descendus des bateaux, morts de faim, ici en Argentine, pour se construire un foyer. C'est la même chose avec ce qu'on appelle la dernière vague d'immigration, qui est celle de la Grande Patrie latino-américaine, c'est-à-dire Chiliens, Uruguayens, Boliviens, Paraguayens (...) Ici, en Argentine comme ailleurs dans le monde, les immigrés font les taches et les travaux que généralement, les Nationaux, parce qu'ils ont une meilleure qualité de vie et de meilleures opportunités, ne font pas. Ceci nous oblige à être prudents, à être réflexifs, à ne pas stigmatiser. Des gens mauvais et délinquants, il y en a de toutes les nationalités. Pour cela je vous demande à tous un grand effort de réflexion et de prudence. Et aussi, au nom des Argentins, dans ce salon des Patriotes, je présente mes excuses au pays frère qui s'est senti offensé. Je ne crois pas que nous devons être identiques, nous devons être différents avec sérieux" (trad. libre)<sup>155</sup>.*

---

<sup>155</sup> "Quiero decirles a todos los argentinos que –como Presidente de la nación– no estoy dispuesta a que Argentina se integre al Club de los países xenófobos de este planeta (...) Miren, yo soy hija de inmigrantes, todos somos hijos de inmigrantes, porque no soy hija de Luis XIV. Mis abuelos, como los abuelos o padres de otros españoles, italianos y de tantas otras nacionalidades, bajaron de los barcos muertos de hambre aquí en la Argentina para

## I.2. Etats-Unis : de la Nation d'immigrants au défi hispanique

Les Etats-Unis se sont construits comme une Nation d'immigrants depuis l'arrivée des Européens au XVII<sup>ème</sup> siècle. L'idéologie du *melting pot* en est la pierre angulaire jusqu'aux années 1960, base d'un modèle assimilationniste de fusion des races et des cultures dans une nouvelle société, selon une vision téléologique de l'assimilation conçue comme une *anglo-conformity* (cf. chapitre 2, I.1.)<sup>156</sup>. La réforme migratoire de 1965, qui abolit les quotas d'immigrants instaurés dans les années 1920, ouvre une nouvelle page de l'histoire américaine, celle d'une société multiculturelle où la cohésion nationale passe par la reconnaissance de la différence ethno-raciale (je reviens dans le chapitre suivant sur les implications de ces évolutions en termes identitaires). La reprise de l'immigration diversifie considérablement le panorama ethnique états-unien et bouleverse l'importance des minorités, les *Hispanics* devenant la première en 2010, devant les Afro-Américains (cf. chapitre 1).

Les débats sur l'identité nationale américaine sont avivés au tournant du XXI<sup>ème</sup> siècle, comme l'illustrent les écrits incisifs de Samuel Huntington, d'abord dans sa théorie du choc des civilisations, puis dans sa défense de l'identité américaine, qu'il considère menacée par un "*défi hispanique*" (Huntington, 1997, 2004). L'hispanisation de la société américaine contribue à diffuser des représentations négatives d'un groupe (dont le seul point commun est sans doute le partage de la langue espagnole, tant son hétérogénéité est grande) perçu comme mettant en danger une société dominée par son anglo-conformité. Le succès de ses ouvrages comme le nombre de ses opposants ont suscité un vif débat dans la société nord-américaine, emblématique de la crispation des tensions identitaires autour de la question migratoire. Le Sud-Ouest du pays, proche de la frontière mexicaine et plus fortement latinisé que les autres Etats, devient une terre d'élection privilégiée des mouvements nativistes, farouchement anti-immigration, dont l'importance a crû durant les années 2000, comme le montre l'ouvrage que James Cohen consacre aux politiques migratoires (Cohen, 2012).

---

*venir a hacerse un hogar; también en lo que podríamos denominar "la última ola de inmigración", que es la de la Patria Grande Latinoamericana, es decir chilenos, uruguayos, bolivianos, paraguayos. (...) Aquí en la Argentina, como en otras partes del mundo, los inmigrantes hacen las tareas y los trabajos que muchas veces los propios nacionales, porque han tenido mejor calidad de vida y mejores oportunidades, no los hacen. Esto nos obliga a ser prudentes, a ser reflexivos, a no estigmatizar. Gente mala o que delinque la hay de todas las nacionalidades. Por eso yo les pido a todos un gran esfuerzo de reflexión y prudencia. Y también, en nombre de todos los argentinos, en este Salón de Patriotas, les pido disculpas a algún país hermano si se sintió ofendido. Yo no creo que hay que ser igual, hay que ser diferente en serio."* (discours reproduit dans Gavazzo, 2011, introduction).

<sup>156</sup> Ayant dans le chapitre 2 exposé les fondements de l'assimilationnisme états-unien pour introduire la réflexion sur les ghettos et autres quartiers ethniques, je suis ici beaucoup plus synthétique.



Les politiques migratoires sont affectées par le tournant sécuritaire majeur qu'impulsent les attentats du 11 septembre 2001, qui génèrent, tant aux frontières qu'à l'intérieur des territoires des Etats, un déploiement de moyens et un arsenal législatif nouveau qui contribuent à criminaliser la figure des migrants clandestins, *Hispanics* à 80% (cf. *infra*, I.4).

### **Encadré 7 : “In, down and out” : vers des politiques migratoires multiscales**

Les attentats du 11 septembre 2001 ont amorcé un tournant sécuritaire fondamental aux Etats-Unis, aux répercussions mondialisées, affectant lourdement les politiques migratoires.

L'une des premières mesures consiste en la création du *Department of Homeland Security* (DHS) en 2002, qui fusionne les 22 agences fédérales en charge de la sécurisation des frontières extérieures et de la sécurité intérieure, et constitue la plus grande réorganisation administrative depuis la seconde guerre mondiale, pour améliorer l'efficacité dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation du territoire américain.

En termes de sécurité extérieure, les sommes et les moyens alloués au contrôle et à la sécurisation des frontières ont été considérablement accrus : par exemple, le budget de la U.S. Border Patrol a été multiplié par 10 depuis 1993 (passant de 360 à 3500 millions de dollars), ses employés sont passés de 11.000 à 22.000 entre 2004 et 2012 (Passel et Cohn, 2013). Ces efforts sont doublés par des investissements technologiques ainsi que la construction d'un mur doublement renforcé de plus de mille kilomètres de long sur la partie Ouest de la frontière Mexique / Etats-Unis, votée en 2006 (*Secure Fence Act*), qui accroît la dangerosité et la difficulté des passages clandestins, dont le prix n'a cessé d'augmenter durant la décennie 2000, pour atteindre souvent plus de 3.000 dollars le simple passage (Baby-Collin et Mercier, 2012 ; Cornelius, 2005).

En matière de sécurité intérieure, dans la lignée des mesures de lutte contre le terrorisme entérinées par le *Patriot Act* en 2001, le contrôle des personnes, de leur statut, de leur identité, a été considérablement renforcé. Par exemple, le *Real ID Act*, en 2005, durcit les conditions d'obtention de papiers d'identité et en particulier du permis de conduire (qui en fait office aux Etats-Unis), rendant son accès quasi impossible pour les sans-papiers. Dans le domaine de l'emploi, le renforcement du système électronique *E-verify* oblige les employeurs à vérifier la légalité du statut de leurs employés à partir de leur numéro de sécurité sociale, sous peine de sanctions.

L'une des nouveautés en matière de législation migratoire réside dans le processus de dénationalisation des politiques « *in, down, and out* » (Guiraudon et Joppke, 2004) : celles-ci ne s'élaborent plus uniquement dans des cadres nationaux mais aussi aux échelons extérieurs (externalisation de certains contrôles migratoires), et intérieurs aux territoires. C'est la délégation de compétences de contrôle migratoire aux échelles internes qui est particulièrement importante dans l'évolution des politiques états-uniennes, car elle induit des politiques locales parfois contradictoires dans un feuilletage territorial complexe. Le territoire devient une mosaïque politique d'espaces de gestion aux règles et aux pratiques distinctes, qui impacte les pratiques des migrants au quotidien.

(Extrait de Baby-Collin, 2014b)

### I.3. Ambivalences de la construction d'une société d'immigration en Espagne

On a tendance à considérer que l'immigration est une question relativement nouvelle en Espagne. Les travaux d'historiens nous permettent cependant de mettre en évidence que les mouvements migratoires y ont été très importants à l'époque de la monarchie des Rois Catholiques et de la constitution de l'Empire des Indes Occidentales, du XV<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle, puis atténués aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, jusqu'à la reprise formidable de l'immigration depuis quelques décennies<sup>157</sup>. L'émigration andalouse, estrémadurane, basque, castillane, galicienne vers l'Empire colonial espagnol, en Amérique, en Asie ou en Afrique, est un mouvement qui s'inscrit sur la longue durée et commence au début de l'époque moderne ; mais l'Espagne a aussi accueilli à cette époque un grand nombre d'étrangers, pour des motifs économiques (accès au commerce colonial) et religieux (espace refuge pour les Catholiques), et conduit des politiques de peuplement, d'encadrement, de contrôle ou d'expulsion de ces populations – cf. l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492. Les travaux regroupés dans le volume sur les étrangers et la Nation en Espagne au XVIII<sup>ème</sup> siècle, dirigé par Thomas Glesener et Óscar Recio Morales, montrent le rôle de ces étrangers dans la société d'ancien régime de la monarchie espagnole, à une époque qui voit progressivement leur marginalisation s'accroître dans un contexte de plus grande affirmation des nationalismes (Glesener et Recio Morales, 2011). L'indépendance des colonies d'Amérique au début du XIX<sup>ème</sup> siècle ouvre une époque de repli espagnol, qui dure jusqu'à la fin du franquisme, lors de laquelle l'émigration se poursuit, mais l'immigration se tarit, alors que s'accroît le retard économique espagnole sur l'Europe occidentale.

A l'époque franquiste, les principales migrations sont intérieures, et c'est l'afflux de migrants d'origine rurale, des provinces pauvres du sud (Andalousie, Estrémadure) et de l'intérieur, vers les grandes villes et les principaux centres économiques, qui caractérise les mouvements de population dans un processus classique d'exode rural<sup>158</sup>.

La place de l'étranger redevient une question publique et politique à partir des années 1980, dans le contexte du post-franquisme et de l'intégration à la CEE (adhésion en 1986), qui marque aussi le rattrapage économique espagnol et son ouverture internationale.

Au milieu des années 1980, seulement 1% de la population est étrangère, la moitié issue de pays européens ; ce taux est supérieur à 12% en 2010.

---

<sup>157</sup> Je remercie Thomas Glesener (maître de conférences en histoire moderne à l'université d'Aix Marseille et membre de l'UMR TELEMME) pour sa relecture, ses conseils de lecture et nos échanges sur l'histoire de l'Espagne.

<sup>158</sup> A Madrid, seulement 43% de la population est d'origine madrilène en 1965, la majorité provenant des flux de l'exode rural. Madrid est ainsi la plus grande ville du pays mais la « moins urbaine » (Gil Araujo, 2010).

C'est ainsi dans les décennies 1980-1990 que l'Espagne cesse de se percevoir comme une société d'émigration, pour se repenser comme un espace d'immigration internationale. La société espagnole du milieu des années 1980 perçoit principalement l'immigration de touristes européens venus s'installer parfois durablement en Espagne ; ceci se transforme progressivement dans la décennie suivante, à mesure que les flux de migrants d'origine maghrébine et africaine sub-saharienne, puis latino-américaine, augmentent. Francisco Torres oppose deux visions espagnoles de l'immigration, renvoyant aux Européens et aux extra-communautaires : les premiers ne sont pas considérés comme des immigrants, mais qualifiés de *guiris* (terme utilisé sur la côte touristique méditerranéenne où leur implantation est forte) ou de *turistas*, les seconds *d'immigrantes* (Torres, 2011). Les premiers bénéficient du régime communautaire, les seconds sont les principaux concernés par la législation migratoire.

La mise en place de politiques communautaires de gestion de l'immigration et la perception alarmiste diffusée par les médias d'une immigration venue du sud (principalement maghrébine – et marocaine en premier lieu), sont les deux tenants de la construction à la fois du discours et de la politique espagnole (Briceño, 2004 ; Santamaría, 2000). La transformation considérable de l'immigration durant ces deux décennies s'accompagne d'une évolution de sa perception que Torres qualifie de schizophrénique : d'un côté, l'opinion publique est plutôt favorable (en témoignent plusieurs enquêtes) à ce que les migrants aient accès à des droits sociaux et humains, à une assistance sociale ; de l'autre, se construit une perception négative de l'étranger non communautaire, assimilé à un illégal, dont la figure est criminalisée, racialisée et victimisée sur la scène médiatique. La presse légitime cette stigmatisation de l'étranger (illégal, dangereux, source de violences et de troubles à la sécurité publique), institué en "*problème social*" (Cachón, 2003), contribuant à générer le racisme, comme le montre l'analyse que mène Andreu Casero à partir d'une recension des articles du quotidien national *El Pais* (Casero Ripolles, 2005).

Antonio Izquierdo identifie trois phases successives de l'attitude espagnole :

- compassion et empathie envers les étrangers, dans les années 1980-90 ;
- au début des années 2000, acceptation différenciée des uns et des autres (acceptation d'une migration subalterne de travailleurs, mais différenciation entre Latino-américains et Maghrébins, inégalement considérés) ;
- depuis la crise (2008), égoïsme frileux, rejet de l'étranger considéré comme responsable dans la dégradation de la situation économique et sociale nationale (Izquierdo, 2012).

La crise économique a en effet contribué à l'augmentation d'attitudes de rejet envers la population étrangère, comme le montrent les enquêtes de l'observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie (OBERAXE) : 62% des Espagnols considèrent que les étrangers prennent le travail des nationaux en 2011, contre seulement 46% en 2007; 54% (46% en 2007) que les étrangers contribuent à la dégradation de l'attention sanitaire à la population

par leur recours massif à ces services, et 55% (45% en 2007) que les étrangers affectent la qualité de l'enseignement dans les écoles. La population considérée comme tolérante passe de 40 à 32% (Cea, 2011).

Bien que les Latino-américains bénéficient, dans l'opinion publique et l'imaginaire espagnol, d'une meilleure image que les immigrés originaires du sud de la Méditerranée (j'y reviens dans le chapitre 4, I.2.), ils n'échappent pas à des formes de stigmatisation parfois violentes, exprimées par exemple par le qualificatif dépréciatif de *Sudacas*, ou, pour des individus aux phénotypes indigènes marqués, d'*Indios*. A Madrid comme dans d'autres grandes villes espagnoles, l'apparition dans les années 2000 de bandes de délinquants d'origine latino-américaine favorise la diffusion d'une représentation négative de Latinos criminels. En 2002, la mise en œuvre d'une opération policière intitulée LUDECO, qui vise à lutter spécifiquement contre la délinquance perpétrée par les bandes de Colombiens et d'Equatoriens en Espagne, relayée par les médias, contribue à amplifier ces représentations (Briceño, 2004). Ainsi Wara, une jeune bolivienne arrivée à Madrid au début des années 2000, et engagée comme domestique à demeure pour s'occuper d'un couple de personnes âgées, raconte : *"Le monsieur, il ne voulait pas de moi, il disait à sa femme : "que cette Latin King<sup>159</sup> ne me touche pas !"* (entretien Wara, Madrid, 2009). L'assimilation entre sa domestique bolivienne et la plus fameuse des bandes délictueuses d'origine latino est emblématique de la diffusion de ces raccourcis dans la société espagnole.

Depuis les années 1990, l'Etat espagnol se dote de plans nationaux d'intégration<sup>160</sup>, érigeant des principes de gestion des étrangers, adoptant une série de mesures promouvant une intégration des enfants d'étrangers à l'école, quel que soit leur statut, dans les services de santé, et dans le système social. L'Etat, peu présent dans le domaine du logement, laisse également une large place aux ONG et associations dans la gestion courante des services sociaux. Il s'agit à la fois d'une tradition espagnole, car les services sociaux y ont été peu étatisés dans l'histoire, mais aussi d'une tendance plus générale à l'externalisation des politiques sociales dans un contexte de désengagement de l'Etat néolibéral, qui n'est pas propre à l'Espagne. La création, en 2005, du *Fonds pour l'accueil et l'intégration des immigrés et le renforcement éducatif* (*Fondo para la Acogida y la Integración de los*

---

<sup>159</sup> Du nom d'une des plus fameuses bandes criminelles latinos d'Espagne, aux ramifications internationales, et qui s'inspire du modèle des *maras* centraméricaines.

<sup>160</sup> En 1994, le *Plan de Integración social de los Inmigrantes* (PISI) est orienté autour de trois objectifs : la lutte contre la discrimination, la promotion de la tolérance, la stabilisation juridique et professionnelle des étrangers.

En 2001, le *Programa global de regulación y coordinación de la extranjería y la inmigración* (GRECO) présente l'intégration des migrants à partir de leur exercice d'un certain nombre de droits, de leur insertion professionnelle, et de leur prise en compte adéquate par l'administration et les organisations sociales.

En 2007, le Plan stratégique de citoyenneté et d'intégration (PECI, 2007-2010) est orienté autour de trois principes : égalité, citoyenneté et interculturalité, ce dernier prenant ses distances avec une assimilation explicitement rejetée, en faveur d'un multiculturalisme aux contours flous (voir Torres, 2011, chapitre 5, ou Cachon, Laparra, 2009, pour plus de détails sur ces politiques). Il est poursuivi par le PECI II (2011-2014).

*Inmigrantes y Refuerzo Educativo*) assure un financement spécifique récurrent à la mise en œuvre des plans nationaux et de ceux des Communautés Autonomes. C'est à ce dernier niveau en effet qu'est principalement menée la politique d'intégration sociale des étrangers. La plupart des Communautés Autonomes se dotent de plans d'intégration pour les immigrés au début des années 2000, significatifs de la prise de conscience de l'importance du phénomène migratoire<sup>161</sup>. Un certain nombre de municipalités adoptent des plans du même type, contribuant à un feuilletage administratif de cette gestion, avec des objectifs et des moyens qui diffèrent d'une communauté à l'autre<sup>162</sup>.

En termes législatifs, c'est en 1985 que la première loi sur les droits et libertés des étrangers définit une politique clairement inscrite dans un contexte d'eupéanisation des politiques migratoires, distinguant les étrangers non communautaires des autres, accordant à ces derniers des droits et libertés minimaux et instituant à leur endroit nombre de mesures régulatrices et limitatives (contrôles, sanctions, détentions, expulsions).

En 2000, une loi plus progressiste accorde des droits sociaux aux immigrés et leur garantit l'accès aux prestations sociales ; les lois suivantes (2000, 2003) aggravent cependant le caractère restrictif et policier de la loi de 1985, renforçant les sanctions envers les irréguliers et augmentant les mécanismes de contrôle<sup>163</sup>. Les deux dernières législations (loi 2/2009, puis loi 16/2012) continuent à aller dans le même sens, accroissant les sanctions contre l'immigration irrégulière, limitant le droit à la réunification familiale<sup>164</sup>, augmentant la durée de rétention maximale dans les CIE<sup>165</sup> où sont détenus les migrants en instance d'expulsion, et restreignant l'obtention d'un permis de résidence aux migrants justifiant des droits à la sécurité sociale, ayant un emploi et des ressources suffisantes pour leur maintien et celui de leurs familles. La loi 16/2012 restreint l'accès aux services de santé aux étrangers disposant d'un permis de travail, en excluant de ce fait les migrants irréguliers (sauf les femmes enceintes, les mineurs, et les cas d'urgence). Cette mesure, qui a suscité de

---

<sup>161</sup> Dans la Communauté autonome de Madrid, le premier Plan régional pour l'immigration date de 2001 (2001-2005), le second de 2005 (2005-2008). Il n'y a pas eu de troisième plan depuis le début de la crise.

<sup>162</sup> Les politiques sociales du Pays basque et de la Navarre sont ainsi bien plus larges et favorables que celles des autres régions, par exemple (Torres, 2011 chapitre 5).

<sup>163</sup> Il s'agit des lois organiques sur les droits et les libertés des étrangers en Espagne et leur intégration sociale 4/2000, puis 8/2000, enfin 14/2003.

<sup>164</sup> Le regroupement familial est limité à la famille nucléaire, enfants de moins de 18 ans et conjoint marié ou qui a « une relation affective analogue à la relation conjugale ». L'accès des parents au regroupement familial se voit restreint, désormais réservé aux personnes âgées de plus de 65 ans « s'il existe des raisons spécifiques qui en justifient le besoin ». La procédure nécessite que le demandant ait obtenu le renouvellement de son premier permis de résidence, ait une autorisation de travail, justifie de ressources suffisantes pour accueillir les siens et d'un logement adéquat. Elle est ainsi réservée aux migrants qui ont obtenu un permis de résidence de longue durée.

<sup>165</sup> CIE (*Centres d'Internement pour Etrangers*). Le séjour maximal passe de 40 à 60 jours, au delà desquels le migrant doit être remis en liberté, son ordre d'expulsion en poche.

nombreux débats et réactions<sup>166</sup>, est symptomatique des restrictions à la politique d'intégration espagnole mises en place depuis le déclenchement de la crise économique.

#### **I.4. La criminalisation des sans-papiers**

L'un des points de cristallisation essentiels des représentations et des débats relatifs à la question migratoire concerne la question des statuts juridiques et des sans-papiers. Transversale aux trois espaces concernés, bien qu'y ayant une place et un traitement différencié, cette question mérite d'être abordée en tant que telle.

Comme je l'ai développé dans des travaux récents (Baby-Collin, 2014b, 2014c), à la suite d'autres auteurs (notamment De Genova, 2010, 2002), l'illégalité migratoire est une production politique qui contribue à définir une "*condition socio-politique spatialisée*" (De Genova, 2004, p. 161), support d'un discours sur la protection d'un territoire national contrôlé, légitimant l'identité nationale par l'expulsion des "*indésirables*" (Agier, 2008). Antonio Izquierdo parle à propos de l'Espagne d'un "*système d'irrégularité tolérée*" (Izquierdo, 2012), soulignant l'importance de la culture du travail informel en Espagne, ainsi que les méandres bureaucratiques complexes des régularisations qui contribuent à maintenir un stock important de population irrégulière. Cette population irrégulière est un instrument de compétitivité économique, permettant de maintenir une population active soumise et corvéable à merci à de bas salaires, dans des conditions de flexibilité maximales.

Le statut migratoire évolue au cours de la vie des migrants : la porosité des statuts comme leur instabilité sont souvent de mise. La question de l'irrégularité migratoire concerne ainsi une large majorité des migrants, à un moment donné où un autre de leur parcours.

- ***La mesure des sans-papiers***

La mesure de la migration irrégulière est difficile en Argentine. Le programme *Patria Grande* a contribué sans doute à réduire leur nombre, via la possibilité de régularisation des immigrants entrés sur le territoire avant 2006. Pour ceux qui sont entrés depuis, les avancées législatives du Mercosur permettent l'obtention d'un permis de résidence temporaire pour tous les citoyens du Mercosur et des pays associés (dont la Bolivie), qui peut sous certaines conditions se transformer en autorisation résidence permanente. De nombreux Boliviens n'en engagent cependant pas le processus, qu'ils soient peu informés de ces procédures, réticents à engager des démarches auprès d'autorités envers

---

<sup>166</sup> Une trentaine d'organisations religieuses, dont Caritas, dénoncent un « *apartheid sanitaire* », un millier de médecins se mobilisent contre les entraves à la santé des sans papiers (SOS Racismo, 2013).

lesquelles ils n'ont pas confiance<sup>167</sup>, peu enclins à payer les sommes requises pour l'engagement des procédures, ou qu'ils n'y trouvent pas d'intérêt personnel majeur, s'accommodant dans leur quotidien de leur situation irrégulière sans trop de difficultés.

Bien qu'ils doivent être soumis à caution, les chiffres sur l'immigration irrégulière sont plus nombreux en Europe et aux Etats-Unis.

**Tableau 22 : Migrants irréguliers et opérations de régularisation**

	Argentine	Etats-Unis	Espagne
Etrangers en situation irrégulière	?	11,7 millions en 2012 4% de la population totale 5% des actifs 28% de la population née à l'étranger (flux d'entrée de ½ million / an depuis 2004) 80% sont <i>Hispanics</i>	Entre 400 et 800.000 illégaux, 500.000 travailleurs informels (CARITAS, 2010), 8 à 15% des étrangers 1 à 2% de la population totale 15% des étrangers -2010 (Ministère de l'Intérieur)
Opérations de régularisation des étrangers	-Amnistie en 1991. -Conventions de régularisation Pérou / Bolivie en 1998 - <i>Patria grande</i> (2006-2009): régularisation des migrants du Mercosur (680.000 régularisations dont 202.000 Boliviens).	-1986 : loi IRCA ( <i>Immigration Reform and Control Act</i> ) : dernière régularisation massive (2,6 millions d'immigrés régularisés)  Source : (Passel et Cohn, 2011)	6 régularisations massives : 1985-86 (35.000 régularisations) 1991 (109.135) 1996 (21.300) 2000 (153.463) 2001 (233.000) 2005 (565.000). Total : 1.18 millions  Source : (Levinson, 2005).

Aux Etats-Unis, la croissance de l'immigration irrégulière est un fait majeur des vingt dernières années. L'absence de régularisation massive depuis la réforme migratoire de 1986 (*Immigration Reform and Control Act*) a contribué à l'augmentation du nombre de sans papiers, passé de 3 millions et demi en 1990 à 12 millions en 2008 (voir notamment les différents rapports du Pew Research Center : Passel et Cohn, 2009, 2011, 2013). La majorité est composée de jeunes adultes (72% ont entre 19 et 44 ans contre 36% dans la population totale), masculins (55%). Un tiers vit sous le seuil de pauvreté, et la plupart, bien

<sup>167</sup> Il existe une forte défiance vis à vis des autorités, notamment policières, que l'on retrouve dans un grand nombre de sociétés latino-américaines où corruption, abus, violence et impunité des forces de l'ordre sont fréquents, souvent hérités des pratiques des régimes autoritaires antérieurs.

qu'actifs, sont exclus des principaux programmes sociaux (pas de couverture santé pour 7.6 millions d'entre eux, pas d'accès aux aides sociales). Ils sont Latino-américains à près de 80%, et Mexicains à 52%, même si la proportion de ces derniers tend à diminuer depuis la crise (58% en 2007).

Environ 60% d'entre eux sont entrés sur le territoire avec un visa et sont restés au delà de l'expiration de leur délai légal de séjour (les autres traversant illégalement la frontière). Le statut de sans-papier peut durer de longues années : les deux-tiers d'entre eux sont sur le territoire américain depuis plus de 10 ans. La régularisation, incertaine, requiert une solide assistance juridique, des procédures longues, l'engagement de frais qui peuvent devenir importants (notamment pour le paiement de l'avocat qui suit le dossier). L'obtention d'une première carte de résident n'est pas une garantie durable, car la perte de l'emploi qui conditionne son octroi implique un retour dans l'irrégularité. Les renouvellements de permis exigés avant l'obtention d'une résidence définitive, contribuent au maintien, sinon à l'accroissement, du nombre de migrants en situation irrégulière, quand la stabilité de l'emploi et de la situation personnelle n'est pas acquise, ou quand le migrant retourne dans son pays d'origine pendant une durée trop longue par rapport aux contraintes du permis de séjour<sup>168</sup> (Baby-Collin, 2014b).

Dans l'Europe à 27, les estimations sur le nombre de migrants irréguliers vont de 1,9 à 3,8 millions en 2008, soit 0,4 à 0,8% de la population, et 7 à 13% des étrangers<sup>169</sup>. Près d'une vingtaine d'opérations ont régularisé 5 millions de personnes depuis les années 1990 (Brick, 2011 ; Kerwin, Brick et Kilberg, 2012). Entre 1996 et 2007, la moitié d'entre elles concerne l'Italie (1,2 millions de régularisations entre 1996 et 2007) et l'Espagne (Levinson 2005).

En Espagne, Carmen Gonzalez Enriquez évoque une "*norme de l'immigration irrégulière*" (Triandafyllidou, 2010). Selon les données du Ministère de l'Intérieur, près de 70% des immigrés arrivent en Espagne sans permis de travail dans la première moitié des années 2000 ; une large partie de ceux qui rentrent avec un statut de touristes tombent dans la clandestinité après l'expiration de la durée autorisée de leur séjour. 49% des migrants sont irréguliers en 2003, plus de 40% en général sur la période 2002-2005 ; ce taux retombe à

---

<sup>168</sup> L'obtention de la *Green card* ou résidence permanente aux Etats Unis n'est pas sans contraintes de circulation. Elle permet d'entrer et de sortir du pays, mais pas de rester hors du pays plus d'un an. Un permis d'entrée sur le territoire américain doit être demandé après être sorti pour des périodes de plus de six mois, etc. Certaines *green cards* sont conditionnelles (pendant les deux premières années). Pour obtenir la citoyenneté américaine, il faut notamment avoir résidé pendant 5 ans minimum avec la *Green Card*, et avoir passé plus de 18 des 30 derniers mois sur le sol américain (voir pour plus de détails <http://www.uscis.gov>, le site des services de l'immigration et des citoyens états-uniens).

<sup>169</sup> Voir notamment les travaux du projet Clandestino, financé par la Commission européenne : <http://irregular-migration.net>



15% en 2010 (données INE et Ministère de l'intérieur, citées par Torres, 2011, p. 77)<sup>170</sup>. On peut y voir à la fois les effets des politiques de régularisation, mais aussi de la crise économique, qui a ralenti les entrées, et encouragé les plus précaires au retour.

Les Latino-américains sont le collectif dont le taux d'irrégularité est le plus élevé dans la première moitié des années 2000, et représentent 50% des régularisations de 2005. Les données relatives aux Boliviens ne sont pas concordantes : les statistiques européennes donnent, au lendemain de l'imposition du visa espagnol pour les Boliviens en 2007, 70% d'illégaux parmi le collectif (Gonzalez Enriquez, 2009, p. 27-28). L'enquête nationale espagnole ENI, en 2007, compte quant à elle 37% de Boliviens illégaux, et seulement 10% de résidents permanents (contre 8% d'illégaux pour le total des étrangers, et 42% bénéficiant d'une autorisation permanente). Dans les deux sources toutefois, ces chiffres en font, de tous les migrants, le collectif le plus marqué par l'irrégularité, ce qui est notamment dû au caractère très récent de leur présence, et aux facilités d'entrée accordées au collectif jusqu'en 2007.

Après la dernière régularisation massive espagnole (2005 – cf. tableau 2), la régularisation espagnole est réglementée par la procédure de l'*arraigo* (que l'on peut traduire par "enracinement"). Le plus courant est l'*arraigo social*, qui requiert, pour l'obtention d'une première carte de résident, renouvelable sous conditions au bout d'un an, la justification de trois années de résidence en Espagne<sup>171</sup>, la possession d'un contrat de travail ainsi que la preuve de conditions de vie décentes (revenu, taille et type de logement). L'obtention de la troisième carte de résident ouvre droit, pour les migrants latino-américains, à engager des démarches pour une naturalisation, au bout de deux années de résidence légale. Il s'agit là d'une condition avantageuse, héritée des liens post-coloniaux privilégiés entre Amérique latine et Espagne, dont ne bénéficient pas les autres collectifs migrants, pour lesquels dix années de résidence légale sont nécessaires pour engager des procédures de naturalisation, (voir sur ce point le chapitre 4, I.2.).

---

<sup>170</sup> D'autres avancent les chiffres de 50% de d'irréguliers en Andalousie et Catalogne (CERES et CCOO, 2004 ; Gonzalez Enriquez, 2009, p. 8).

<sup>171</sup> L'enregistrement sur les registres de population municipaux (*Padrón municipal*), procédure de contrôle des populations héritée de l'époque franquiste, est requis pour tous les résidents, espagnols comme étrangers, commune par commune, indépendamment du statut. Pour les migrants, c'est la pièce maîtresse qui atteste de la durée de leur séjour en Espagne. Les campagnes de sensibilisation à l'*empadronamiento* des étrangers ont été nombreuses dans les années 2000. Depuis le milieu des années 2000, les registres sont épurés régulièrement : les étrangers doivent renouveler leur inscription tous les deux ans, sous peine d'être radiés des listes d'inscription. Ces bases de données permettent d'avoir des données annuelles extrêmement précises (au regard des autres pays) sur le nombre d'étrangers en Espagne, même s'il existe aussi une part d'inexactitude dans les données (étrangers non enregistrés, déménagements ou départs non signalés, etc.)

- ***Contrôles et criminalisation des sans-papiers : les avatars des politiques sécuritaires***

### **-Débats sur les rafles en Espagne**

La construction d'une politique européenne de sécurisation des frontières imprègne largement les politiques migratoires espagnoles.

La criminalisation des sans papiers est visible dans la circulaire controversée 1/2010. Emise par le commissariat général de l'extérieur et des frontières, au départ "*d'usage réservé aux unités des contrôles migratoires et de diffusion interdite*", et distribuée dans tous les commissariats espagnols, elle encourage les contrôles d'identité par les forces de police sur la voie publique, donnant lieu à des "détentions préventives", en demandant que les ordres d'expulsion soient traités le plus rapidement possible, et que les commissariats soient prêts, 24h/24, à traiter des ordres d'expulsion immédiats avec délégation de signature systématique. Les arrestations peuvent être prononcées pour un simple motif de contrôle d'identité et non pour des causes délictuelles<sup>172</sup>, et déboucher sur un placement en *Centres d'Internement des Etrangers* (CIE)<sup>173</sup>. Bien que le Ministère de l'Intérieur nie l'existence de "*redadas*" (rafles), terme récurrent dans la presse et les rapports, et assure que la police ne fait que jouer son rôle de maintien de la sécurité dans le cadre de la lutte anti-terroriste, le Syndicat Unifié de la Police (SUP) reconnaît que les contrôles de sécurité ont pour but de traquer les sans papiers. La presse fait état de documents internes à la police mentionnant des quotas hebdomadaires à atteindre en termes d'arrestation d'immigrants illégaux, et précisant les nationalités visées ("*les Boliviens, pas en ce moment, places limitées dans les avions*")<sup>174</sup>. Un communiqué de presse du SUP dénonce l'imposition aux policiers de l'application de la circulaire 1/2010, au motif que

*"les identifications massives et indiscriminées sur la voie publique (...) vunérabilisent les droits civils des citoyens et mettent en danger la sécurité juridique des policiers"* (SUP, 9-02-2010).

---

<sup>172</sup> Des ordres d'expulsion express peuvent être prononcés si l'individu en situation irrégulière n'a "*pas de domicile stable, mais temporel ou transitoire*", et s'il ne vit pas avec sa famille mais avec des "*personnes différentes*" (extraits de la circulaire 1/2010 de la comisaria general de extranjeria y fronteras).

<sup>173</sup> 445.000 habitants de Madrid ont fait l'objet de contrôles d'identité en 2009. Sur les 54.000 arrestations d'étrangers en situation illégale simple (sans infraction) effectuées par la police en 2010, seulement 6 à 7% ont débouché sur des expulsions (3528 – contre 5687 en 2009 et 5502 en 2008).

<sup>174</sup> <http://www.elpais.com/articulo/madrid/policia/fija/cupos/arrestos/papeles/barrios/elpepuespmad/20090216elpmad3/Tes>

Le durcissement des procédures fait l'objet de nombreuses protestations d'associations et collectifs<sup>175</sup>, des syndicats de la police, des organisations internationales. La dénonciation porte sur la discrimination raciale exercée lors de contrôles d'identité non motivés par des délits, dénoncés comme des rafles. Le rapport Inmigrapenal (rédigé par des professeurs de droit) souligne que les arrestations au faciès contreviennent aux traités internationaux des droits de l'homme. Les arrestations pour simple contrôle d'identité manquent de couverture légale, la loi n'autorisant les contrôles qu'en cas de délit provoquant un risque social. En mars 2011, le rapport des Nations Unies, via le CERD<sup>176</sup>, fait part, en Espagne, de ses préoccupations sur les

*“contrôles d'identification ou rafles policières, basées sur des profils ethniques et raciaux, réalisés dans les lieux publics et quartiers où il y a une forte concentration d'étrangers, ayant pour but d'arrêter ceux qui se trouvent en situation irrégulière” (point 10 du rapport), ainsi que sur les conditions de séjour des étrangers au sein des CIE (point 13).*

**Tableau 23 : Expulsions d'étrangers irréguliers en Espagne, 2008-2013**

	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Total expulsions	10.616	13.278	11.454	11.358	10.130	8.984
Dont qualifiées	52%	57%	71%	80%	80%	84%

Les expulsions qualifiées sont motivées par des délits.

Source : MIR (*Ministerio del Interior*), 2014, *Balance 2013, lucha contra la inmigración irregular*. ([www.interior.gob.es](http://www.interior.gob.es))

A Madrid, la plaza Elíptica, principal lieu d'embauche journalière pour les immigrés sans travail, au sud de la ville, est identifié comme un lieu de rafles (plusieurs fois par semaine en 2010, selon le rapport MUGAK), ainsi que les quartiers centraux à forte population étrangère (Tirso de Molina, Lavapiés, Vallecas, à Madrid, Embajadores, Atocha, Estrecho, Tetuan, Cuatro Caminos, Orcasitas, Plaza de Castilla<sup>177</sup>), les sorties de métro et les réseaux de transport public urbain, les parcs et places publiques, lieux de récréation et de loisirs. Les contrôles sont aussi opérés à proximité

*“des lieux où les étrangers se rendent pour tenter de régulariser leur situation administrative – consulats, ambassades...-, associations et lieux de réunions, dans les lieux où se réalisent des tâches quotidiennes – centres d'appel téléphoniques, centres de santé, stations de transport public, lieux de récréation...” (Inmigrapenal, 2010).*

<sup>175</sup> Un collectif de 141 associations de défense des droits de l'homme et des immigrés a présenté en mars 2010 une plainte devant le Défenseur du peuple (*Defensor del pueblo*) et le Ministère de l'Intérieur contestant l'illégalité de la circulaire 1/2010.

<sup>176</sup> Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, 2011, *Observaciones finales, España*, CERD/C/ESP/CO-18-20.

<sup>177</sup> voir par exemple les rapports 2010 de MUGAK, , Caritas, Ferrocarril Clandestino.

Enfin, des arrestations existent à proximité des écoles où les parents vont chercher leurs enfants, voire dans les locaux associatifs - Caritas<sup>178</sup>.

Cette situation semble s'être atténuée depuis deux ans. En 2012, une nouvelle circulaire de la direction générale de la police (2/2012) interdit aux agents de mener des rafles massives envers les migrants en situation irrégulière, et la *Defensora del Pueblo* requiert que la direction de la police donne des

*"formations spécifiques en matière de diversité culturelle et sur la façon de mener des contrôles d'identité en accord avec le principe d'égalité et d'interdiction de la discrimination"* (SOS Racismo, 2013, p. 264).

Le second rapport des *Brigadas vecinales* souligne une évolution vers des pratiques de contrôle plus discrètes, menées notamment dans des espaces tels que les téléboutiques (*locutorios*) ou les stations de métro, à certaines heures.

### **- Aux Etats-Unis, une dénationalisation des politiques migratoires à l'origine d'un feuilletage juridictionnel et de fragmentations des territoires locaux**

#### **Deux programmes d'initiative nationale : (287)g et *Secure Communities***

Bien que l'application de la loi migratoire relève de l'Etat fédéral et du *Department of Homeland Security* (DHS), via les services de l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE), l'entrée en vigueur, au milieu des années 2000, de la section 287(g) de la loi *Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act* (IIRIRA), votée en 1996, autorise les États, les comtés et les agences locales à signer des accords directs avec l'ICE. Les polices locales, chargées du maintien de l'ordre et de la sécurité, deviennent ainsi habilitées à mener des opérations de contrôle et de répression de la présence irrégulière sur le territoire de leur juridiction.

Dans certains cas, ces nouvelles prérogatives ouvrent la voie à des dérives : suspicions de discrimination raciale (*racial profiling*), arrestations pour des infractions mineures qui peuvent déboucher sur des expulsions du territoire national (Rodriguez et al., 2010). Outre les contrôles renforcés aux frontières, l'augmentation impressionnante du nombre d'expulsions d'immigrés irréguliers du territoire national (de 165 000 expulsions en 2002 à et 396 900 en 2011) a été permise par la coopération active des autorités infra-nationales et locales dans la poursuite des sans-papiers, pour une part croissante arrêtés lors de délits mineurs.

<sup>178</sup> Caritas dispose de 68 centres d'accueil en Espagne, dont 54 ont contribué au rapport 2010 sus-cité. Selon le rapport, plus du tiers des 400.000 personnes qui se sont rendues dans les centres de Caritas en 2010 sont sans papiers (150.000), un grand nombre d'entre eux du fait de leur impossibilité de renouveler leur permis de travail (le chômage touche plus de 30% des étrangers).

Parallèlement, à partir de 2008, la mise en place du programme *Secure Communities*, sous l'incitation de l'ICE, permet le croisement des empreintes digitales de quiconque séjourne dans une prison locale avec les fichiers du DHS, afin de mieux identifier les immigrants irréguliers (Waslin, 2011). La totalité des juridictions locales des Etats-Unis sont équipées de ce programme en 2013, bien que des craintes portant sur l'utilisation intempestive des croisements de fichiers pour des individus arrêtés pour des délits mineurs aient cependant amené plusieurs Etats et juridictions *locales* (comtés, villes) à renoncer publiquement à l'application du programme, comme l'Illinois, New York en 2011, Washington D.C., plusieurs comtés du Connecticut, ou encore la ville de New Orleans en 2013.

### **Multiplication des législations étatiques et locales nativistes**

À l'échelle des États, les initiatives législatives en matière d'immigration se multiplient également : 64 lois anti-immigration ont été votées en 2010 et une centaine en 2011. L'une des plus répressives et controversées, la loi SB1070 votée en Arizona en 2010, établit que le statut d'illégal, devenu entorse à la loi de l'Etat, est puni de prison. Les forces de l'ordre peuvent enquêter sur le statut de « *quiconque est arrêté pour une infraction si les officiers ont une suspicion raisonnable que l'individu est un migrant sans-papiers* ». Encourageant les arrestations au faciès, dont le nombre s'est fortement accru, cette législation a fait des émules dans cinq autres États, pourtant pas les plus concernés par l'immigration clandestine, qui ont voté des lois similaires (Alabama, Géorgie, Indiana, Caroline du Sud et Utah).

Certaines municipalités, dans ces États comme dans d'autres juridictions, ont promulgué des *Illegal Immigration Relief Acts* (IIRA) prônant la révocation des permis de conduire des travailleurs illégaux, de fortes amendes aux propriétaires logeurs et aux employeurs d'illégaux, imposant l'anglais comme seule langue dans les commerces. Prétendant agir localement pour résorber l'immigration clandestine et pallier ainsi les insuffisances de l'échelon fédéral, ces politiques locales s'inscrivent dans les mouvements anti-immigration qualifiés de nativistes, dont la popularité s'est accrue dans les années 2000, sous le double coup des conséquences du 11 septembre 2001, puis de la crise économique à partir de 2008 (Varsanyi, 2011).

### **Des politiques sources de nombreux débats**

Ces législations infra-nationales sont sources de débats. Elles suscitent des mouvements d'opposition, sur le plan associatif, militant, politique, législatif. La Cour Suprême de Justice a été saisie à plusieurs reprises, sanctionnant certaines dispositions, dont les mesures les plus répressives, telles celle de la loi d'Arizona, dont l'application, pourtant, semble se poursuivre (Cohen, 2012).

Un certain nombre de juridictions s'engagent, à l'inverse, dans des politiques dites de « *coopération limitée* » promouvant décrets et directives favorables aux immigrés, sous différentes formes : promulgation de cartes d'identité municipales (indépendamment du statut, ce qui permet à tous, irréguliers, réguliers comme nationaux, de présenter ce document pour toute démarche administrative ou contrôle), garantie de confidentialité des employés municipaux relativement aux données migratoires, encouragement au multilinguisme des appareils administratifs.

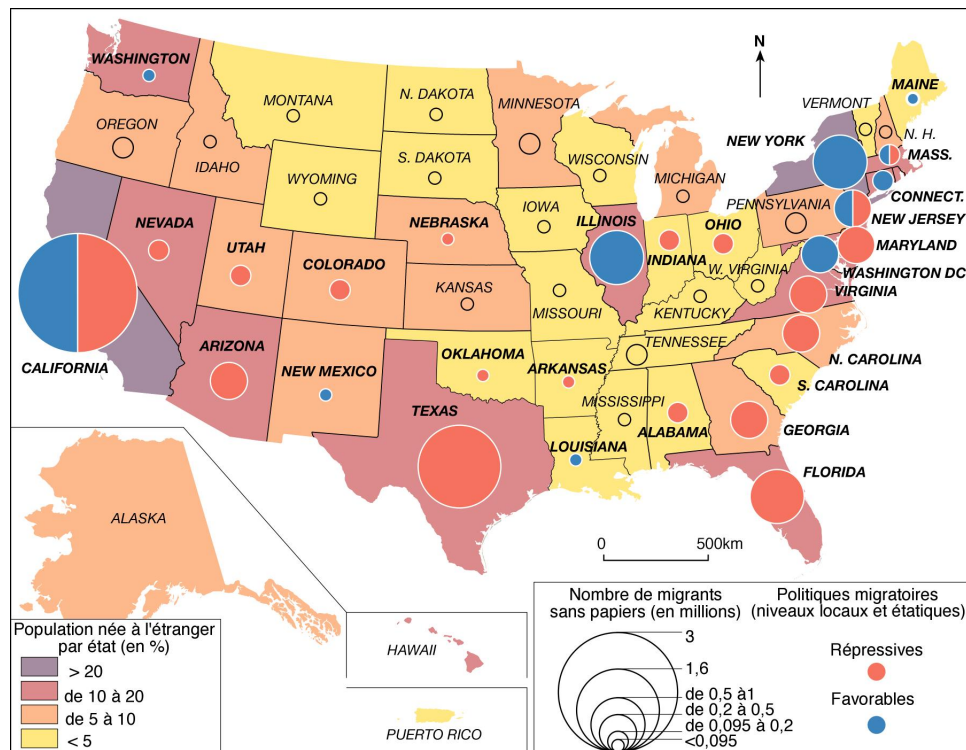
Par exemple, l'*executive order* n°41 de la ville de New York, paru en 2003, assure dans les services municipaux la confidentialité des informations concernant les individus ; la ville a développé des services administratifs et sociaux multilingues, une unité de police spécialisée capable d'intervenir dans 26 langues différentes, au service des immigrants, garantissant la confidentialité du statut migratoire des individus, à travers le *Mayor's office of Immigrants affairs* (MOIA), dont les services font désormais également des émules dans d'autres grandes municipalités du pays. Comme le montrent un certain nombre de travaux, New York, l'une des villes les plus diverses du monde, et la plus vieille ville d'immigration aux Etats-Unis, est l'une des juridictions dont les politiques sont les plus ouvertes sur l'accueil de l'étranger, à la différence, par exemple, de Los Angeles, beaucoup moins tolérante (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001 ; Foner, 2007).

La grande majorité des territoires qui promulguent des ordonnances de coopération limitée sont des villes, appelées villes sanctuaires (*sanctuary cities*).

La complexité des systèmes et des déclinaisons locales d'application des lois, parfois contradictoires entre Etat, comté et municipalité, fait ainsi état d'un immense feuilletage, voire d'une fragmentation des territoires, entre lesquels il devient extrêmement difficile de naviguer. Il faut désormais se convertir en fin connaisseur des lois locales pour savoir où il est plus facile de résider, de conduire, de travailler, de se loger, et où une simple flânerie dans les rues peut amorcer un engrenage menant à l'expulsion du territoire national.

(Adapté de Baby-Collin, 2014b)

## Carte 20 : Migrants sans papiers et politiques migratoires aux Etats Unis



Source: American community Survey, US Census 2010 ; Rapports MPI (Migration Policy Institute), PHS (Pew Hispanic Center), DHS (Department of Homeland Security), 2011-2013.  
Conception et réalisation: Virginie Baby-Collin et Patrick Pentsch, Aix Marseille Université 2014

Version adaptée de la carte publiée dans (Baby-Collin, 2014b)

L'aire métropolitaine de Washington est à cet égard un cas d'école fort intéressant, étant donné sa complexité administrative : elle est partagée entre le District de Columbia, l'Etat de Virginie (connu pour ses politiques répressives et son appareil politique farouchement républicain), et l'Etat du Maryland (plus ouvert et tolérant face à l'immigration). Les comtés de ces différents Etats, voire les municipalités ayant rang de villes (*city*) en leur sein, ont eux-mêmes, depuis les mesures législatives exposées ci-dessus, des compétences en matière de gestion de l'immigration activées selon des orientations très variables. Y cohabitent des politiques tantôt favorables, tantôt hostiles aux étrangers.

Les comtés de Fairfax et d'Arlington (Virginie), Montgomery et Prince George's (Maryland) ont ainsi des gouvernements plutôt favorables à l'accueil des étrangers, et se prévalent de leur diversité ethnique comme d'un atout (municipalités d'Annandale, Wheaton), affichant leur désir de promouvoir l'intégration des immigrés (comté d'Arlington) – cf. cartes de l'aire métropolitaine du chapitre 2.

Ils publient des bulletins d'information à destination des populations (relatifs aux services d'urgence, de santé, aux démarches administratives), en plusieurs langues (anglais, espagnol, arabe, farsi, coréen, vietnamien pour le comté de Fairfax). Dans le cadre du programme fédéral *No child left behind*, ils ont accru le nombre de programmes scolaires en faveur de l'intégration des enfants d'immigrés<sup>179</sup> (dans le comté de Prince George's, le nombre d'écoles participant au programme est passé de 33 à 67 entre 2000 et 2006). Dans le comté de Fairfax, la municipalité d'Annandale a monté un programme destiné aux parents d'enfants immigrés scolarisés qui leur dispense gratuitement des cours d'anglais et de formation à la recherche d'emploi, leur fait parvenir des informations sur l'accès au logement et leurs droits en matière de santé. Depuis 1998, son *Kaleidoscope group* organise des rencontres mensuelles pour favoriser le dialogue interculturel.

Le comté de Montgomery a légiféré, en 2003, autorisant les immigrants à utiliser les cartes d'identités consulaires<sup>180</sup> pour ouvrir des comptes en banque et inscrire leurs enfants à l'école.

A Arlington, où 23% de la population est étrangère en 2010, l'accueil des immigrants s'inscrit dans le cadre de pratiques favorables à la diversité appelées *community building*. Le comté a appuyé la formation d'Escuela Bolivia, une école de fins de semaine, gérée par des migrants boliviens, qui se tient dans une école publique municipale et donne des cours d'espagnol et de culture latina aux adultes. Un Salvadorien a été élu en 2003 au *County*

---

<sup>179</sup> Ces programmes portent le nom d'ESOL (*English for Speakers of Other Languages*), EFL (*English as a Foreign Language*) ou ESL (*English as a Second Language*).

<sup>180</sup> émises par certains consulats étrangers ayant de grosses communautés d'immigrants (comme le Mexique ou le Guatemala).

*Board*, et en 2007, le comté affiche promouvoir une politique favorable à l'intégration des immigrés, indépendamment de leur statut légal. Une éducatrice bolivienne (Emma Violand Sanchez) a été élue en 2008 au *Arlington School Board*.

A l'inverse, d'autres comtés ont adopté des politiques hostiles aux immigrants, tels ceux de Loudoun et Prince William, deux des principales *outer suburbs* concernées par la très forte croissance de leur population étrangère (hispanique en premier lieu), dans l'Etat de Virginie. Dans le comté de Prince William, l'hispanisation a contribué à une augmentation du racisme de la population "blanche", encouragée par des gouvernements locaux républicains. L'adoption en 2007 des mesures de la section 287g (voir *supra*) s'est accompagnée de la mise en place d'une nouvelle unité de police destinée à poursuivre les *criminal aliens*, engageant aux vérifications du statut légal de toute personne contrôlée. A cette date, Prince William est considéré comme l'un des comtés les plus répressifs du pays. Dans la municipalité de Manassas, où résident de nombreux Latino-américains, des opposants placardent des panneaux d'affichage : "*Prince William, stop your racism to Hispanics*". Certaines municipalités tentent d'éviter l'arrivée de populations hispaniques en adoptant des mesures de zoning (pour éviter la densification), de régulation des normes d'occupation des logements (pour éviter des logements surpeuplés), ou de réglementation des sites informels d'embauche de travailleurs journaliers, très fréquents dans les zones d'immigration importante (*day-labor sites*). Ces lieux de rassemblement quotidien sont combattus par des ordonnances anti-rassemblement (*anti-loitering ordinances*) ; dans la localité de Herndon, aux confins des comtés de Fairfax et de Loudoun, le conflit politique impliquant les résidents autour de ces sites d'embauche a conduit en 2005 à l'installation d'un centre officiel d'embauche journalière, puis en 2007 à la fermeture de ce site (Singer, 2012).



## Conclusion

Aux Etats-Unis comme en Espagne, les représentations de l'étranger ont été très fortement altérées par les politiques de sécurisation nationale, depuis le 11 septembre d'un côté, dans le cadre de la politique européenne des frontières de l'autre. Cette dynamique s'est dégradée avec la crise économique mondiale après 2007, dont l'impact a été plus durable et violent en Espagne qu'aux Etats-Unis, où la reprise de la croissance contribue à apaiser les esprits. Ces transformations récentes rapprochent la lecture de la perception de l'étranger dans ces deux sociétés, aujourd'hui concernées dans des proportions semblables par le fait migratoire (autour de 13% de leur population), bien qu'ayant une histoire très différenciée de l'immigration, pluriséculaire pour les Etats-Unis, très jeune pour l'Espagne.

L'Argentine fait ici office de cas décalé. La perception de l'immigration limitrophe a fait l'objet de politiques répressives et de représentations très négatives tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, contrastant avec l'accueil favorable réservé aux migrants européens qui contribuaient à la "civilisation" nationale. Les choses changent depuis une dizaine d'années, à la faveur de nouvelles législations, de grands programmes de régularisation, et du contexte macro-régional du Mercosur. Créé au début des années 1990<sup>181</sup>, le Mercosur élabore depuis la seconde moitié des années 2000 une politique régionale visant à construire un espace de libre circulation des travailleurs. Cette politique est porteuse de l'émergence de l'idée de citoyenneté régionale, qui ouvre de nouvelles perspectives aux migrants limitrophes. Alors que les échecs des politiques néolibérales menées sous le gouvernement de Carlos Menem, dans les années 1990, avaient conduit à une crise sans précédent au début des années 2000, et provoqué le retour de milliers de migrants dans leur pays<sup>182</sup>, dans la sphère régionale ou au-delà<sup>183</sup>, la croissance retrouvée de la seconde moitié des années 2000 comme les avancées politiques régionales contrastent avec l'évolution des situations décrites, au nord, en Espagne et aux Etats-Unis.

L'analyse de ces espaces conçus permet d'envisager à présent la façon dont les étrangers habitent ces espaces de la migration. Non pas déterminés par eux, mais déployés en relation à eux, les modes d'habiter des migrants boliviens dans les espaces urbains constituent un ensemble de pratiques par lesquelles ils tentent de prendre place dans la cité.

---

<sup>181</sup> Signé en 1991, le traité d'Asunción instituant le Mercosur rentre en vigueur en 1995.

<sup>182</sup> Vers la Bolivie, par exemple, comme l'ont montré les travaux publiés dans le cadre du programme PARMi (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009 ; Baby-Collin, Cortes, Faret et Sassone, 2009).

<sup>183</sup> Profitant des possibilités accordées aux descendants de migrants espagnols et italiens de récupérer leur nationalité « d'origine », de nombreux Argentins ont émigré au début des années 2000 vers l'Europe méditerranéenne alors en pleine croissance économique. En Espagne, ces mouvements de ceux que l'on appelle les *Retornados* sont notamment visibles dans des espaces comme la Galice, d'où étaient originaires les ancêtres d'un certain nombre d'entre eux.

## II. De l'invisibilité urbaine à la visibilité ethnique

Comment habiter un espace où l'on n'a pas vraiment sa place ? Les migrants économiques, parfois sans papiers, souvent dominés, développent des tactiques de "faire avec" l'espace dans des sociétés où leur présence est économiquement souhaitée, mais souvent politiquement négligée, et socialement discriminée. Les modes d'habiter s'inscrivent dans des formes de négociation, qui, dans des interstices urbains, permettent de progressivement "gagner sa place". Différents modes d'inscription peuvent être distingués selon les types d'interactions noués par les migrants dans la ville.

C'est principalement dans **l'espace public** que sont ici analysés ces modes d'habiter, à l'extérieur du logement. Reprenant la réflexion de Michel Lussault et Jacques Lévy (discussions sur l'espace public dans Lussault et Lévy, 2003, p. 333-339), j'entends ici comme espace public à la fois les espaces de statut public (n'appartenant pas à une personne de droit privé), mais aussi les espaces communs, qui peuvent être de statut privé (centres commerciaux, commerces, marchés), mais permettent la convergence et la coprésence d'acteurs sociaux divers, sortis de leur cadre domestique. L'espace public urbain est théoriquement accessible à tous (il incarne potentiellement la diversité des populations urbaines) :

*"La caractéristique première des lieux publics (...) c'est qu'ils sont accessibles à quiconque. C'est là un principe d'ordre (l'égalité d'accès) et une contrainte d'usage (les initiatives non autorisées)"* (Joseph, 1998, p. 119).

Il est en second lieu caractérisé par son extimité, c'est-à-dire par une "*suspension de l'intime*" qui implique aussi une faible appropriation permettant à tous d'y coexister sans s'en sentir dépossédé par la domination d'un autre. Comme le montre Jacques Lévy à l'aide d'un tableau croisé qui articule à la fois le degré d'accessibilité de l'espace public et son degré d'extimité (op. cit., p. 338), il existe des configurations et des usages pluriels de l'espace public.

Clara Irazabal soutient que le "*truly public space*", caractérisé par son usage collectif (qui rend visible la diversité des groupes sociaux) et par son accessibilité, est proche de l'utopie et tend à s'amenuiser dans l'espace urbain contemporain, traversé par des modes de privatisation des usages et des appropriations inégales de territoires locaux (Irazabal, 2008). On retrouve cette idée dans l'altérabilité de l'espace public, évoquée par Isaac Joseph (op. cit.) ou Don Mitchell (Mitchell, 2003). L'espace public urbain est en effet un lieu de négociation entre les citoyens. Il peut être un espace de luttes entre des groupes au pouvoir de domination divers, dont le devenir dépend aussi de ses modes de régulation par les pouvoirs publics. En ce sens,

*“la citoyenneté et l’espace public sont étroitement liés et se définissent quasiment l’un l’autre, car ils sont tous deux les résultats d’interactions et de luttes pour générer et accroître des espaces de citoyenneté”* (Irazabal, 2008, p. 24 trad. libre).

Le mouvement *Occupy Wall Street*, en 2010-2011 aux Etats-Unis, illustre comment l’occupation de l’espace public (le parc Zuccotti à Manhattan, un espace public de statut privé) est ici un enjeu de reconnaissance d’un groupe, d’un mouvement politique “spontané”, dont les revendications sont d’être des laissés pour compte de la mondialisation libérale (slogan “*we are the 99%, we owe 1%*”). L’investissement d’un espace public symbolique (à deux pas de Wall Street) est un outil de visibilité publique, médiatique, politique. On retrouve là la dimension de l’espace public comme scène d’exposition qui traverse la réflexion de la sociologie d’Isaac Joseph (Joseph, 1998). Le délogement, au bout de quelques semaines, de l’espace public, coïncide de fait avec la perte de vitesse du mouvement. A Madrid, l’occupation de la puerta del Sol (au cœur de la ville), celle de la plaza de Cataluña, à Barcelone, par les mouvements des *Indignados*, répond aux mêmes logiques de reconnaissance et de visibilité qui passent par une appropriation d’un espace public emblématique de la cité. Ce qui rejoint les propos de Don Mitchell, qui montre que l’espace public est un construit social et politique, un objet de conquête pour les groupes qui en sont exclus :

*“L’espace public est socialement produit par ses usages publics (...). En réclamant la publicité de l’espace, en créant des espaces publics, les groupes sociaux eux-mêmes deviennent publics”* (Houssay-Holzshuch, 2010 ; citant Mitchell, 2003, p. 129).

Des trois grandes approches qui dominent dans l’analyse de l’espace public<sup>184</sup>, l’approche juridique (statut de l’espace), l’approche politique (espace public comme créateur d’une sphère publique (Habermas, 1988)), et l’approche sociale (espace de coprésence), je me réfère ainsi principalement à la dernière, qui prévaut dans les travaux issus de la sociologie interactionniste<sup>185</sup> (Hannerz et Joseph, 1983 ; Joseph, 1998) ainsi que dans ceux de la géographie sociale ou culturelle (voir par exemple l’approche de l’espace public sud-africain en contexte post-apartheid dans le mémoire d’habilitation de Houssay-Holzshuch, 2010). Cet espace public d’interaction n’est pas en soi un donné, mais une construction, dont il importe de déclinier les processus.

---

<sup>184</sup> Une synthèse de la littérature sur l’espace public a été publiée en 2009 sous la plume de Thierry Paquot (Paquot, 2009).

<sup>185</sup> On peut résumer l’interactionnisme comme une “*théorie des modalités concrètes d’organisation sociale des rencontres et l’analyse des compétences que déploie un participant ordinaire pour confirmer, redéfinir, modéliser, ou manipuler le liens social qui se construit à l’occasion de cette rencontre*” (Joseph, 1998, p. 94).

La rue est souvent considérée comme l’emblème de l’espace public urbain, la “*condition sine qua non de l’urbain*” ou sa “*synecdoque*” (Brody, 2005 introduction), un espace à la fois de coprésence entre étrangers (Berthomière, 2012), de mise en scène de soi (Goffman, 1973a, 1973b) et de transaction sociale, pacifique ou conflictuelle, produit des séries d’agencements qui y adviennent quotidiennement :

*“C’est parce que la rue est vécue d’abord comme espacement, comme espace social régi par la distance (distance dans la coprésence), sans présupposer le plus souvent les solidarités et les proximités d’une société d’interconnaissance, qu’elle est le domaine par excellence des relations sociales entre étrangers”* (Joseph, 1998, p. 52).

J’envisage ici les pratiques de la rue mais aussi des espaces qui la bordent : commerces, lieux de restauration, centres commerciaux, marchés, qui constituent des espaces de statut privé aux degrés d’accessibilité et aux niveaux d’appropriation divers (selon que leur accès est réglementé ou non, payant ou non, etc.). J’observe également les pratiques des espaces publics urbains que constituent les parcs, espaces verts, équipements sportifs de plein air, qui constituent des lieux d’intense fréquentation par les migrants. L’étroitesse générale des logements invite en effet à en sortir, et les fins de semaine sont des moments privilégiés d’activation de ces pratiques. Il importe d’être sensible aux lieux mais aussi aux rythmes de leurs usages, qui varient considérablement selon le moment de la journée (jour / nuit, rythmes quotidiens dictés par les activités professionnelles), de la semaine (jour ouvré / fin de semaine), ou le calendrier annuel (hiver / été, vacances / périodes de travail, jours festifs, etc.).

Deux modes d’interactions dans l’espace public (pour reprendre la terminologie goffmanienne) sont déclinés dans cette partie : ceux qui conduisent à l’invisibilité des migrants (éviter les autres, se cacher, se replier) ; et ceux qui se nouent dans le cadre de relations puisant dans la ressource ethnique et contribuent à édifier des lieux, nœuds et réseaux, où se réinvente la Bolivie en migration. J’envisagerai ensuite (dans la troisième partie de ce chapitre) les interactions sociales qui, des côtoiements discrets à la banalité des échanges quotidiens dans des contextes très pluriculturels, conduisent à l’élaboration de cosmopolitismes populaires.

Les pratiques spatiales qui construisent ces modes de relations ne sont pas exclusives les unes des autres, pouvant correspondre à différents domaines de la vie sociale, à différentes situations, à différents moments de la trajectoire des migrants. Elles renvoient à des modes de gestion de la distance et de la proximité que les migrants mettent en œuvre, soulignant des réactions à des formes de discrimination ou de mise à l’écart, dans les pratiques d’évitement ou d’agrégation ethnique, mais aussi des processus d’intégration, dans les pratiques de cohabitation pacifique ou d’interactions positives entre groupes différents, étrangers et autochtones.

## II.1. L'invisibilité, tactique et contrainte

*“Parler d'espace, c'est évoquer le régime de visibilité des substances sociales. Cette advenue au visible, cette présentation aux regards, semble un processus clef dans le fonctionnement des sociétés”* (Visibilité in Lussault et Lévy, 2003, p. 997).

Comme l'indique cette définition, la visibilité est d'abord affaire d'exposition aux regards. L'individu peut choisir de ne pas s'exposer au regard d'autrui, comme il peut subir la privation de son regard. Dans le champ scientifique, visibilité et reconnaissance sont étroitement associés :

*“Le concept de reconnaissance décrit une relation intersubjective de validation des attentes formulées implicitement par les acteurs dans leurs rapports à autrui, relation qui s'avère constitutive de leur sens de soi. Une telle relation présuppose la visibilité mutuelle des acteurs et leur capacité de manifester leurs attentes face à autrui. Un acteur invisible est donc d'emblée exclu de la relation intersubjective et n'apparaît pas comme participant à l'interaction”* (Voirol, 2005, p. 23).

La lutte pour la visibilité peut ainsi être envisagée comme un préalable à la lutte pour la reconnaissance, ce qu'exprime la théorie d'Axel Honneth : le processus par lequel un acteur devient visible aux autres est une forme élémentaire de reconnaissance, cette dernière ne s'exprimant pleinement qu'une fois acquis le sens positif de la valeur du sujet :

*“La visibilité physique implique une forme élémentaire d'identifiabilité individuelle et en conséquence représente une première forme primitive de ce que nous appelons connaître (erkennen)”* (Honneth, 2004, p. 139).

La reconnaissance (*anerkennung*) est une façon de rendre visible au sens figuratif et non visuel du terme, c'est-à-dire un acte qui exprime la valeur sociale positive de l'autre. En l'absence de visibilité, point de reconnaissance, mais la porte ouverte au mépris (Honneth, 2006).

Ce cadre conceptuel peut être décliné pour comprendre les espaces et les formes de l'invisibilité de certains migrants, en certains lieux, à certains moments, comme plusieurs géographes s'y sont récemment intéressés (voir par exemple le numéro de *E-Migrinter* coordonné par Bélouin et al., 2009 ; ou la thèse de doctorat d'Amandine Spire, 2009).

Qu'elle soit choisie ou contrainte, l'invisibilité signifie que l'individu n'a pas de place dans l'espace qu'il occupe, puisqu'il s'en extrait (ou en est exclu) en se rendant invisible, et qu'il

ne bénéficie d'aucune reconnaissance : puisqu'on ne le voit pas, on ne peut pas le considérer (le reconnaître), quel que soit le sens ou quelle que soit la valeur de cette considération.

Plusieurs raisons conduisent les migrants à adopter des tactiques d'invisibilité : la méconnaissance des espaces où ils arrivent, la peur de la ville, le manque de moyens et de compétences pour s'y mouvoir, l'absence de statut juridique ou le fait d'être sans papiers. Ces tactiques sont aussi des contraintes : isolement et emprisonnement de certains travailleurs assignés à résidence sur leur lieu de travail, accentuation des mécanismes de contrôle et de la répression politique envers les sans papiers au quotidien, dans certains lieux.

- ***Invisibles dans le cœur des villes***

*“Buenos Aires c'est grand, c'est très grand... je connais seulement les lieux où j'ai travaillé. De Liniers [quartier bolivien de Buenos Aires] jusqu'au bout, mais après ... par ici si, mais après je ne sais pas...”*

(Mirjana, 24 ans, originaire de La Paz, entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

Les migrants sont souvent invisibles dans les espaces emblématiques des cœurs des villes, entendus comme les lieux de prestige, qui concourent justement à leur visibilité internationale, attirant touristes et visiteurs. Le majestueux mall de Washington DC, que surplombent le Capitole, la Maison Blanche et les Smithsonian Institutes ; la plaza de los Cibeles et l'avenue du Prado de Madrid ; l'avenida de Mayo et l'esplanade de la Casa Rosada comme celle du Congrès à Buenos Aires, sont très peu pratiqués par les migrants, hormis par ceux qui y travaillent ou y exercent une activité commerciale de rue.

Les entretiens et les observations menés dans les trois villes signalent ces espaces emblématiques de la cité comme des creux, des blancs, dans les pratiques des migrants boliviens, a fortiori des migrants précaires. Leur absence est justifiée de différentes manières. Certains n'ont *“rien à y faire”*, d'autres *“ne savent pas y aller”*, *“ne savent pas quoi y faire”*, *“n'ont pas le temps ou l'occasion d'y aller”*, *“n'y connaissent personne”*. Ces expressions traduisent des usages de l'espace urbain qui renvoient à un motif : aller voir quelqu'un, savoir quoi faire là où l'on va, aller quelque part parce que l'on a quelque chose à y faire. Elles renvoient aussi au manque de connaissance de certains pans de la ville exclus des pratiques quotidiennes : on ne sait pas vraiment comment y aller, on ne sait pas non plus vraiment comment on serait perçu là-bas. Les migrants absents de ces espaces symboliques souffrent ainsi d'un déficit de compétences, ou de savoir pratiques permettant de pratiquer

ces espaces publics, qu'Isaac Joseph considère au nombre de trois : capacité à focaliser l'événement, à mobiliser les savoirs d'arrière-plan, à interpréter le cours de l'action<sup>186</sup>.

Certains espaces font peur. Buenos Aires, métropole tentaculaire, est en particulier difficile à appréhender pour un certain nombre de migrants qui y craignent son insécurité. Ayant subi ou connu des agressions dans leur entourage, de nombreuses femmes disent ne pas s'aventurer hors des espaces nécessaires à leurs pratiques quotidiennes, par peur des attaques. La vulnérabilité est liée ici au genre, et Buenos Aires fait figure, par rapport à Madrid ou Washington, de ville particulièrement dangereuse aux yeux des Boliviennes.

Se dispenser de fréquenter les espaces centraux principalement investis par les nationaux est aussi, pour certains, une façon d'échapper au racisme ordinaire, comme l'exprime ce témoignage :

*"J'avais très peur quand je suis arrivée parce qu'on m'a dit : le premier raciste c'est l'Espagnol, le second c'est l'Argentin, on m'avait dit en Bolivie (...) alors oui, ils nous disent "bolitas", pour dire Boliviens, les Argentins. Personnellement je n'ai pas été agressée, mais si, j'ai vu ... Dans le bus, très souvent j'ai vu, depuis la place Constitucion à ici [Liniers, quartier bolivien]: il y a beaucoup d'Argentins, ils ont cette même tête, ces mêmes expressions... Le Portène te regarde de haut. Dans les provinces, c'est différent".*

(Mirjana, originaire de La Paz, 24 ans, depuis deux ans à Buenos Aires. Entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

Il existe ainsi à la fois un processus d'auto-exclusion des espaces centraux par les migrants, qui renvoie à un déficit de compétences à se déplacer et à agir dans l'espace public symbolique, souvent observé chez les nouveaux venus, et un processus d'exclusion des migrants de ces espaces qui s'exprime par des attitudes qui, du regard à l'agression verbale, signifient qu'ils n'y sont pas bienvenus. Ces processus restreignent l'accessibilité des espaces publics, et en réduisent la fonction hospitalière minimale.

- ***Travailleurs et habitants invisibles : manque de temps, de moyens, de compétences***

Une série de facteurs peuvent contribuer à l'invisibilité des migrants dans l'espace urbain. Certains, arrivés depuis peu, ou disposant d'un accès limité à la mobilité, en raison de leur âge (migrants âgés), de leur éloignement géographique et de leur accès limité aux transports, dans le cas des métropoles américaines étales, ne connaissent guère l'espace urbain en dehors d'un cercle de proximité autour de leur domicile : peur de s'aventurer au-

---

<sup>186</sup> (texte « Les compétences de rassemblement, ethnographie des lieux publics », in Joseph, 1998).

delà, de se perdre, sans raison de s'aventurer au delà, sans accès aux modes de transport qui le permettraient. Alicia, grand-mère âgée d'origine paysanne quechua, dans la banlieue de Washington, en est un exemple :

Originaire d'un village bolivien des environs de Cochabamba, elle a émigré tardivement (après 50 ans) dans la banlieue de Washington quand son mari, émigré de plus longue date, a pu la faire venir, huit ans auparavant, après avoir régularisé sa situation et acheté à crédit une petite maison. Alicia y a retrouvé ses enfants devenus adultes. Elle passe ses journées à garder ses petits-enfants nés aux Etats-Unis, cuisiner pour tous (petits-enfants et enfants quand ils reviennent du travail), faire l'intendance de la maison. Elle vit à l'intérieur, sauf quand elle doit amener les petits à l'école ou au jardin public, ce qu'elle peut faire à pied. Elle ne parle pas anglais ; sa langue maternelle est le quechua, mais elle maîtrise l'espagnol. Elle ne se sent pas très à l'aise dans un univers malgré tout dominé par l'anglais. Ne sachant pas conduire, elle dépend de ses enfants ou de son mari pour aller faire les courses au supermarché, ce qui est sa principale sortie hors du rayon qu'elle parcourt à pied. Elle souffre de cet enfermement permanent, attendant d'obtenir son passeport américain pour pouvoir partager son temps entre ses enfants aux Etats-Unis et son village bolivien. Là-bas, elle peut sortir seule, aller au marché à pied, et retrouver sa sociabilité. Son mode d'habiter principalement domestique et son invisibilité dans l'espace public américain sont contraints par l'installation des siens dans un espace social qui lui reste étranger et peu accessible, bien qu'elle y dispose d'une situation légale (entretien Washington, 2011).

(Baby-Collin, 2012a, p. 141).

D'autres migrants restent invisibles en raison des contraintes de leur emploi, parfois associées à celles de leur logement. Ceux qui travaillent sur leur lieu de résidence sont ainsi largement invisibles dans la ville. A Madrid, les employées domestiques ayant un statut d'*interna* (souvent exercé dans les premiers temps de la migration) ont peu de temps et d'espace pour prendre connaissance de la ville : le travail se fait essentiellement à domicile, ou aux abords quand il faut s'occuper d'activités enfantines ou faire les courses ; les sorties autonomes sont limitées à un jour par semaine. Dans ces situations, où les tensions avec les employeurs sont fréquentes, aiguës par les difficultés de gestion d'une séparation tenue voire inexistante entre vie privée et vie professionnelle, les femmes souffrent à la fois d'isolement et d'enfermement (voir, sur les conditions de travail des femmes migrantes, Baby-Collin et Sassone, 2014 ; et plus spécifiquement sur le travail domestique en Espagne, Baby-Collin, 2014a) :

Marta, 52 ans, est arrivée en Espagne dix ans auparavant, seule, laissant ses cinq enfants en Bolivie. Après deux logements de courte durée chez des connaissances (location de chambres partagées), elle trouve un emploi comme *interna* dans une maison où elle s'occupe essentiellement de l'entretien. Elle subit de fortes pressions de son employeuse / logeuse qui l'astreint à des tâches pénibles et de longues journées de travail, lui interdit de sortir la semaine, de se maquiller le week end quand elle veut sortir avec des amies boliviennes, sorties que par ailleurs elle réprouve. M. souffre d'un sentiment d'enfermement, entre en



dépression, contracte de graves problèmes de santé, à tel point qu'elle doit, au bout d'une année, être hospitalisée, ce qui marque la fin de cette pénible expérience. (entretien Madrid, 2009).

Les lourds horaires de travail sont aussi une contrainte forte qui restreint le temps de la mobilité dans l'espace public. En 2007, les femmes boliviennes sont les migrantes qui déclarent travailler le plus en Espagne : près de 56 heures hebdomadaires (Colectivo IOE et Fernandez, 2010 ; INE, 2007). La charge de travail et les situations d'enfermement se retrouvent aussi, en Argentine comme à Sao Paulo, dans les ateliers de confection textile où les migrants sont nombreux à résider sur place (cf. chapitre 2), avec des journées de travail de 16 heures. Certains migrants disent ne pas être autorisés à sortir en dehors de leur jour de repos, comme le montrent divers travaux qui rapportent des témoignages associant leurs conditions de vie à *“celles des chiens”* ou *“de rats”* (à Buenos Aires, voir notamment Bastia et McGrath, 2011 ; Montero, 2011).

Paola, 23 ans, a grandi à El Alto ; après son baccalauréat, elle est partie à l'étranger. Elle relate la douleur de son expérience à Sao Paulo, où elle est restée six mois avant de revenir à El Alto, où a lieu l'entretien :

*“Ils m'ont emmenée au Brésil en me mentant. Ils m'ont dit tout va bien aller, et je suis partie comme une idiote. Et au final ça n'a pas été ainsi... (...) Ils m'ont emmenée d'ici directement, on est arrivés là-bas au Brésil, c'était la nuit... et le lendemain ils m'ont fait travailler. (...) à part des mauvais traitements, ils nous faisaient travailler de six heures du matin à minuit, c'était un enfer. Et je ne savais pas coudre, ils m'on appris là bas, évidemment. Mais c'était du lundi au samedi, travailler tous les jours jusque dans la nuit. Et les dimanches... “où tu vas aller ? tu dois laver ton linge” et ils ne te laissaient pas sortir ils t'enfermaient avec un cadenas, avec des grilles. (...) et je ne parlais pas portugais, je n'avais pas la télé; seulement un matelas et un lit... horrible. (...) ça a été un enfer. Même les Brésiliens ne m'ont pas fait souffrir ainsi.... c'étaient les Boliviens eux mêmes, pour ça, j'ai ce ressentiement”.*

(entretien réalisé à El Alto par Etienne Lerch, étudiant de master de géographie, Aix Marseille Université, 2013).

Contraintes horaires et formes parfois violentes d'assignation à résidence restreignent considérablement les déplacements, rendant ces migrants essentiellement invisibles dans l'espace public. Ceux-ci, peu familiers de la ville, développent de faibles compétences de mobilité dans un espace inconnu. Peu d'entre eux s'aventurent ainsi, lors des quelques heures de repos qui leur sont accordées chaque semaine, au delà des espaces de l'entre-soi communautaire où ils se rendent avec leurs compagnons de travail.

- ***L'invisibilité des sans-papiers : discrétions, peurs, évitements***

*"C'est une chose abyssale de ne pas avoir de papiers.... c'est un changement à 180 degrés après .... ce sont des choses, évidemment, des choses très difficiles."*

(Raul, péruvien, 36 ans, chauffeur de taxi à Madrid, résidant en Espagne depuis neuf ans, entretien Madrid 2009).

L'invisibilité du sans papier peut être envisagée de plusieurs manières : d'un côté, dépourvu de papiers, il n'existe officiellement pas. Symboliquement, il n'est ainsi nulle part. Cela signifie qu'il est en général sans droits, astreint au silence, dénué de citoyenneté. De l'autre, son invisibilité peut devenir une nécessité stratégique pour éviter d'être arrêté, et constituer une tactique qui requiert la mise en œuvre de compétences spécifiques, pour savoir quand, comment, où, se déplacer sans dangers. La discrétion est alors un maître mot, tout comme l'évitement de certains lieux, à certaines heures. La capacité de mobilité quotidienne dépend donc de la latitude que la législation, et les modalités de son application dans la pratique, permettent d'envisager. La capacité de résistance dans ces conditions de vie spécifiques dépend de la marge de manœuvre dont le migrant dispose dans l'espace d'accueil, dont j'ai rendu compte précédemment (I, *supra*)<sup>187</sup>.

La non maîtrise des codes de la ville est généralisée chez les nouveau migrants. L'invisibilité des employées domestiques résidant chez leur employeur en Espagne est aussi un moyen de ne pas éprouver la peur d'être pris en s'aventurant dans l'espace public. De nombreux récits de migrants témoignent de cette hantise du déplacement dans des espaces méconnus et de cette nécessité de rester invisible pour obtenir à terme le droit d'être là, mais aussi de la souffrance que génère l'impossibilité de se déplacer librement : la frontière de statut comme astreinte à l'invisibilité est très fortement incorporée dans les représentations.

Dans des univers professionnels où les migrants sont en contact avec l'espace public (vendeurs de rue, employés de commerces, par exemple), se développent de tactiques pour éviter de se faire attraper par les inspecteurs du travail, qui luttent contre le travail informel et le sans-papiérisme qui va généralement avec.

A Buenos Aires, le travail informel est banalisé (38% de l'emploi argentin selon la CEPAL, 2011), plus encore chez les étrangers, et il est relativement aisé de trouver un travail sans papiers<sup>188</sup>. En revanche, il faut être capable de négocier avec l'inspection du travail ou la

---

<sup>187</sup> mais aussi des perspectives de régularisation qui peuvent s'offrir à lui – sur ce dernier point, voir chapitre 5.

<sup>188</sup> Certains secteurs sont très largement informels : c'est le cas de 84% des emplois domestiques (Bruno et Maguid, 2010 ; Mantero, 2013). 36% des femmes boliviennes y travaillent à Buenos Aires (voir aussi Baby-Collin et Sassone, 2014).

police migratoire, ce qui requiert certaines compétences. Une recherche menée en 2010 avec une étudiante de master sur les marchés itinérants et les grandes *ferias* de Buenos Aires a permis de montrer qu'ils sont amplement concernés par des pratiques informelles négociées avec les inspecteurs de la Direction Générale du Commerce et du Marché (DGCM): ces derniers se voient offrir cadeaux et "pourboires" en échange de leur tolérance face à des commerçants sans permis, des marchandises non déclarées, des déclarations fiscales sous-estimées, des prix fixés non respectés, ou bien des employés au noir qui jurent être venus exceptionnellement aider leur parent propriétaire du stand ce jour-là (Brassamin et Baby-Collin, 2012 ; Brassamin, 2010). Le camouflage des employés irréguliers avec les papiers d'un autre, ou en soudoyant les inspecteurs, est une compétence de négociation activée tant par les migrants que leurs employeurs :

*"Quand venaient les gens de Migraciones, les propriétaires du local nous cachaient (...) ils disent que tu es un client, assieds toi à la table comme un client (...) ou bien ils me faisaient passer pour la nièce et ils amenaient les papiers en règle de la nièce..."*

(Susana 28 ans, bolivienne, employée dans un bar de Liniers. Entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université)

Des pratiques similaires de camouflage et de négociation avec les autorités sont fréquentes en Espagne, où l'économie souterraine ou irrégulière occupe une place importante, comparativement aux autres pays européens : elle est évaluée entre 17 et 23% du PIB espagnol, et occupe 15 à 20% des actifs, bien plus dans certains secteurs d'activité : 60% d'irrégularité dans l'emploi domestique, 43% dans celui de la confection, par exemple<sup>189</sup>. L'irrégularité généralisée des emplois domestiques est une des raisons pour lesquelles il s'agit d'une niche professionnelle particulièrement convoitée par les étrangers (qui y occupent 60% des emplois). Les Boliviens sont le collectif migrant le plus massivement employé dans ces activités : 31% y travaillent en 2007, contre 9% des étrangers, et 50% en 2011, contre 15% des étrangers (Carrasco Carpio et Garcia Serrano, 2012 ; INE, 2007). Considéré comme une activité tremplin, le secteur domestique, *a fortiori* pour les employés à demeure, est envisagé comme une porte vers une possible régularisation du statut (grâce au soutien des employeurs). Cependant, certains employeurs refusent d'engager les démarches de régularisation, craignant le départ de leur employée une fois sa situation régularisée, et maintiennent dans l'irrégularité une forme de domination plus forte sur leur domestique.

Aux Etats-Unis, outre l'existence d'emplois informels, un important trafic de fausses cartes de sécurité sociale permet aux étrangers irréguliers de travailler sans avoir les papiers, avec des faux. Les employeurs sont rarement dupes mais ferment les yeux sur ces pratiques qui

---

<sup>189</sup> (voir synthèse sur le travail féminin en Argentine et en Espagne dans Baby-Collin et Sassone, 2014 ; Colectivo IOE, 2008)

leur assurent une main d'œuvre flexible et travailleuse. La procédure *E-verify*<sup>190</sup>, à laquelle les employeurs sont théoriquement astreints, est ainsi détournée par l'utilisation de ces faux numéros de sécurité sociale. Ce système est toutefois plus difficile à mettre en œuvre aujourd'hui qu'il y a une quinzaine d'années, comme invite à le penser ce témoignage :

Rolando est originaire de Cochabamba et réside dans la banlieue new-yorkaise de PortChester. Arrivé aux Etats-Unis en 1994 avec un visa obtenu grâce à son engagement politique en Bolivie (il travaillait pour le gouvernement et était un membre actif du MIR, l'un des partis politiques de gauche importants à l'époque – le *Movimiento para la Izquierda Revolucionaria*), il est resté aux Etats-Unis après son expiration et est donc tombé dans la clandestinité. *“J’ai eu de la chance.... j’ai pu avoir un numéro de sécurité sociale, un accès au crédit – record credit - et un permis de conduire. C’était une autre époque, maintenant, les nouveaux ne peuvent plus facilement avoir accès à ces papiers, comme le permis ou la sécurité sociale... Moi, je vis tranquille. J’attends que mon fils, qui est né, ici, ait 18 ans, comme ça il pourra demander le rapprochement familial pour moi... je fais partie de cette catégorie de migrants qui a tout pour être régularisé, je suis là depuis longtemps, je travaille, mes enfants sont américains... on attend un geste politique. Parce que depuis le 11 septembre, tout est plus compliqué (...) pour moi, les papiers, ce que ça me donnerait, surtout, c’est de pouvoir retourner en Bolivie. Là, je suis en quelque sorte enfermé ici”*. (entretien Portchester, 2012).

C'est à Madrid que le durcissement des politiques de contrôle des migrants irréguliers est le plus présent dans les témoignages recueillis auprès des migrants.

Les tenanciers d'un restaurant bolivien ressentent l'aggravation des politiques de contrôle et de répression des clandestins dans la fréquentation de leur commerce. En un mois, ils ont dû annuler *in extremis* l'organisation d'un baptême et d'un mariage qui devaient se tenir dans leurs locaux : le premier en raison de l'arrestation du père du nouveau né, bolivien, lors d'un contrôle d'identité, déporté quelques jours avant la cérémonie, le second en raison du placement en CIE du fiancé, équatorien, dans les mêmes conditions. (entretien Dora, tenancière bolivienne du restaurant, Madrid, 2011).

Raul, 19 ans, originaire d'Oruro, est à Madrid depuis un an lors de notre rencontre, dans un centre de recherche d'emploi. Il attribue à la situation économique plus qu'à son absence de papiers sa difficulté à trouver du travail. A propos de ses déplacements, il explique : *“j’ai des amis, pas trop, je n’ai pas confiance, je ne me fie à personne. Parce que tu vois dans les fêtes, les gens sortent, ils boivent, s’enivrent, et il y a souvent la police là bas... alors moi, je ne vais pas me*

---

<sup>190</sup> Le système *E-verify* a été mis en place à la suite de la loi IRCA de 1986. Il permet aux employeurs de vérifier la légalité du statut de leurs employés en entrant dans un système électronique leur numéro de sécurité sociale (qui délivre une autorisation de travail). Ce système a été détourné par les migrants clandestins par l'utilisation de faux numéros de sécurité sociale, ou de numéros de sécurité sociale appartenant à des individus différents de ceux qui se présentent pour occuper leur poste de travail (individus décédés, par exemple). Pour plus d'informations sur le système, voir le rapport réalisé par MPI en 2009 (Meissner et Rosenblum, 2009).

*jeter dans la gueule du loup... avant j'allais dans les discothèques, maintenant non, j'ai peur de me faire prendre" (entretien Madrid, 2008).*

Manuel, 40 ans, originaire de Santa Cruz, et diplômé de mécanique industrielle, est arrivé à Madrid en 2005. *"J'ai travaillé avec les papiers de quelqu'un d'autre avec une entreprise de construction, je conduisais des camions, après j'ai travaillé dans la construction, je rénouvais des hôtels (...) j'ai eu trois cartes d'expulsion. En 2006, à Aluche, j'ai été détenu dans un centre [CIE, centre d'internement pour les migrants]... c'est un contentieux, six mois plus tard l'ordre a expiré parce que je n'avais pas d'antécédents pénaux. (...) une autre fois dans la rue en 2007, j'ai encore été détenu, mais une fois encore j'ai réchappé et l'ordre d'expulsion a expiré (...) le pire ça a été le 3 août 2008, je travaillais dans cette discothèque le soir, c'était juste avant le délai des trois ans de résidence, j'avais préparé tous les papiers [pour se faire régulariser], et j'ai été détenu encore, ils sont venus me prendre dans la discothèque. J'ai eu un avocat, avec une amende de 300 euros et un délai de 15 jours pour quitter le pays (...) j'ai payé l'amende, j'ai déposé quand même mes papiers de régularisation et après deux mois ils m'ont approuvé... ils n'ont pas croisé les données (...) maintenant ma vie n'a plus rien à voir. La peur surtout..."* (entretien Madrid, 2009).

Aux Etats-Unis, le quotidien des sans papiers est contrasté selon les juridictions. Les associations de défense des migrants rapportent, dans les territoires sous application d'accords 287(g), comme dans le cadre du programme *Secure Communities*, une augmentation des peurs dans l'espace public et des replis sur les espaces privés. La différenciation accrue des modes de gestion de la clandestinité au quotidien selon les territoires génère des déplacements de populations et d'activités d'une ville ou d'un Etat à l'autre selon les évolutions de l'arsenal législatif. Une géographie de la fuite ou du louvoiement coexiste ainsi avec une certaine géographie de la peur.

Dans le comté de Prince Williams, dans la banlieue ouest de Washington, dont j'ai souligné plus haut les politiques très hostiles à l'immigration, notamment hispanique, une enquête réalisée auprès des résidents latino-américains montre que la qualité de vie des Hispaniques est la plus mauvaise de tous les groupes migrants, et que discrimination et craintes des arrestations ont contribué à l'aggravation d'un sentiment d'insécurité. Les politiques mises en place à partir de 2007 ont contribué, dans les écoles, à une diminution des inscriptions des enfants dont l'anglais n'est pas la langue maternelle (Singer, 2012). Le même phénomène a été décrit dans la presse qui rapporte une baisse de 5% de la population hispanique des établissements dans les semaines qui suivent le vote de la loi HB56 en Alabama, en 2011, qui requiert (pour la première fois aux Etats-Unis) l'enregistrement par les écoles du statut légal de leurs élèves. Retrait temporaire lié à la peur, ou mouvement initiateur de mobilités résidentielles, comme le laissent penser les abandons de logements signalés dans des quartiers hispaniques de l'Etat, ainsi que les baisses d'employés irréguliers chez les entrepreneurs ? Des études plus approfondies restent à faire, mais des observations empiriques menées en Arizona montrent également

que, si la diminution du nombre d'immigrés irréguliers de l'Etat (-17% entre 2008 et 2009) est partiellement liée à des retours au Mexique en raison de la crise économique, cette baisse est aussi attribuable aux politiques migratoires nativistes de cet Etat particulièrement répressif (Cohen, 2012). Dans les villes aux législations hostiles, les fermetures de commerces hispaniques signifient une adaptation par la fuite aux nouvelles contraintes juridiques, au profit de départs vers d'autres villes ou d'autres Etats plus accueillants.

### **Encadré 8 : Conduire aux Etats-Unis, un problème quotidien pour les sans papiers**

Le *Real ID Act*, mentionné plus haut, restreint les conditions d'octroi du permis de conduire à la justification d'une résidence légale. Aux Etats-Unis, le permis de conduire est non seulement requis pour conduire, mais est aussi très couramment utilisé comme pièce justificative d'identité. L'application de la nouvelle loi pour son octroi est progressivement mise en place, Etat après Etat, depuis 2005.

Dans la région de Washington, la Virginie conservatrice a appliqué rapidement la réglementation. Dans un espace où la voiture est quasiment une nécessité pour se déplacer, les migrants contournent cette difficulté en se rendant dans le Maryland voisin, plus tolérant, qui délivre plus facilement le permis. En 2010, le *Washington Post* fait sa une sur "*Un Bolivien rallume le débat sur les sans papiers*", suite à un accident de voiture dans lequel un conducteur bolivien sans papiers, qui avait reçu un ordre d'expulsion du territoire national peu de temps auparavant, a tué une bonne sœur et en a blessé deux autres. Ce fait divers a contribué à la généralisation, dans le district de Columbia, en Virginie et dans le Maryland (sur lesquels s'étend la région métropolitaine), de l'exigence d'un permis de séjour pour l'obtention du permis de conduire, éteignant la ruse de la débrouille dans le Maryland.

Une nouvelle filière d'obtention du permis émerge dans l'Etat de Washington (à plus de 4500 km de distance, sur la côte pacifique du pays !), conduisant certains à traverser le pays pour l'obtenir. En 2012, cet Etat est en effet, avec le Nouveau Mexique, le seul Etat à délivrer encore sans trop de difficultés un permis de conduire (Capps et al., 2011 ; Waslin, 2012). A partir de 2013 toutefois, certains Etats font passer de nouvelles lois qui envisagent, à partir de 2014-15 (suivant les cas), de délivrer des permis de conduire à leurs résidents sans exiger de preuve de la régularité de leur statut (Utah, Colorado, Connecticut, Oregon, Maryland, Nevada, and Vermont), attestant d'un certain assouplissement des procédures dans une minorité d'Etats, suite à de nombreuses revendications. Depuis l'été 2012, le décret instaurant le DACA (*Deferred Action for Childhood Arrivals*), statut de résidence temporaire proposé par l'administration Obama pour les jeunes migrants irréguliers résidant aux Etats-Unis (sur lequel je reviens dans le chapitre 4, III.2)<sup>191</sup> permet à ces derniers de

<sup>191</sup> Les jeunes migrants irréguliers éligibles au statut DACA, délivré pour une durée de 2 ans et renouvelable, doivent être âgés de 15 à 30 ans, vivre aux Etats-Unis, avoir résidé en continu au moins cinq ans aux Etats-Unis, être scolarisés ou titulaires d'un diplôme américain, ne pas avoir commis d'infraction ou de délit. (cf. site des services de l'immigration : <http://www.uscis.gov>)

solliciter un permis de conduire dans la plupart des Etats américains. Deux Etats se sont toutefois fermement opposés à leur délivrance, l'Arizona et le Nebraska, connus pour leurs politiques très hostiles à l'immigration<sup>192</sup>.

Les migrants irréguliers se trouvent ainsi, à moins de posséder des ressources et des combines pour traverser le pays afin d'obtenir le sésame, dans la quasi impossibilité de conduire légalement aux Etats-Unis, phénomène dramatique dans un pays où l'automobile est reine et où son absence restreint considérablement les mobilités, y compris en termes d'accès à l'emploi.

Il faut néanmoins se résigner à conduire sans permis, au risque d'un contrôle. La peur des arrestations pour infractions mineures, type port de ceinture, absence de clignotant, etc., pouvant déboucher sur un ordre d'expulsion du territoire, génère des conduites prudentes mais aussi des comportements à risques (fuite, non témoignage en cas d'accident, etc.), et enfin plus généralement une restriction de l'utilisation du véhicule à des motifs de stricte nécessité.

(Source : outre les références bibliographiques citées, entretiens avec le consul de Bolivie à Washington et plusieurs migrants boliviens de la région, 2012).

Dans un territoire aux droits spatialement différenciés, les évolutions juridiques états-uniennes affectent les mobilités des sans-papiers, résidentielles ou quotidiennes, renforçant les immobilités locales ou suscitant de nouveaux mouvements. Dans les villes sanctuaires ou les juridictions plus accueillantes, toutefois, l'irrégularité du statut n'est pas considérée comme un obstacle à la conduite d'une vie "normale".

Wilma, bolivienne de La Paz qui a résidé plusieurs années aux Etats-Unis avant d'émigrer en Espagne, compare son expérience de sans papiers à Arlington, dans la première moitié des années 2000, à celle de sans papiers à Madrid, dans la seconde moitié des années 2000. Elle souligne la facilité de vivre sans papiers aux Etats-Unis, du moment qu'elle avait obtenu une fausse carte de sécurité sociale pour pouvoir être embauchée comme vendeuse dans une chaîne de para-pharmacie. Par contraste, elle souligne les conditions d'exploitation qu'elle a connues dans ses différents emplois précaires en Espagne, ainsi que sa crainte des déplacements dans l'espace public, en raison de la présence de forces de police et de l'existence de contrôles d'identité sans motifs.

(entretien Madrid, 2009).

Aux Etats-Unis en effet, jusqu'à certaines évolutions récentes qui, dans plusieurs juridictions locales, engagent aux contrôles d'identité quand un agent suspecte un individu d'être sans papiers (par exemple : Etats de l'Arizona ou de l'Alabama ; Comté de Prince Williams et certains autres de l'Etat de Virginie), dans la majeure partie du territoire, les contrôles d'identité non motivés par une infraction ou un délit sont interdits. Un résident sans papier qui ne commet pas d'infraction n'a ainsi pas de raison d'être inquiété par les

---

<sup>192</sup> Rapport du National Immigration Law Center (<http://www.nilc.org/dacadriverslicenses.html>) téléchargé août 2014)

forces de l'ordre, situation qui contraste avec les contrôles intempestifs menés en Espagne, par exemple.

Laura, bolivienne de La Paz, a rejoint son mari aux Etats-Unis en 1995, en obtenant après de nombreuses démarches un visa de touriste pour elle et son fils, pour une quinzaine de jours. Résidant dans une banlieue très hispanique de New York, elle n'a jamais engagé de démarches pour être régularisée. Au début, parce qu'elle ne savait pas. Puis, parce qu'elle avait un quotidien "normal" qui ne lui faisait pas ressentir cette nécessité : son fils était scolarisé, elle avait accès aux soins de santé gratuits dans un centre d'accueil de sa commune de résidence, et elle avait un emploi confortable de domestique dans une famille aisée vivant dans une commune voisine, qui la payait suffisamment et ne l'exploitait pas. Elle pouvait mener une vie tranquille, se déplacer, sans se sentir en danger. (entretien La Paz, 2011).

Certains hésitent d'ailleurs à engager les démarches de régularisation de leur situation, soit en raison de leur durée et de l'incertitude quant à leur issue (fréquent aux Etats-Unis), soit simplement en raison de leur coût, motif que l'on retrouve par exemple à Buenos Aires dans certains témoignages à propos des facilités offertes par le programme *Patria Grande*, puis par les législations MERCOSUR.

Mirjana, 24 ans, originaire de La Paz et résidant à Buenos Aires, raconte : *"Je n'ai pas pris le DNI [Document National d'Identité argentin], mon visa a expiré, je me suis inscrite pour le DNI en juin, pour présenter les papiers et avoir la precaria [autorisation de séjour temporaire]. Mais en réalité je n'ai pas vraiment l'intention de l'avoir, si en plus je veux retourner en Bolivie... on doit payer 400 pesos et en plus il faut faire toutes les démarches..."* (entretien Buenos Aires 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

Les astreintes à l'invisibilité et les tactiques pour s'y conformer ou s'en défaire sont ainsi changeantes selon les lieux et les individus : elles dépendent à la fois des compétences et des statuts de chacun, mais aussi des espaces concernés, inégalement ouverts à la présence de l'autre. L'absence de discours et de pratiques homogènes souligne aussi une dimension forte des conditions d'existence des faibles : leur dépendance face à l'arbitraire des autorités, des regards, qui les empêche d'être libres de leurs mouvements, libres dans leur présence. Comme le souligne Amandine Spire dans son analyse des migrants ghanéens dans la capitale togolaise, l'invisibilité révèle aussi les enjeux de pouvoir et de mise en domination de certains groupes, niés dans leur altérité (Spire, 2009).



## II.2. Habiter avec les siens. Protections, dépendances et ressources ethniques.

Les pratiques sociales des migrants font appel aux réseaux ethniques existants dans les espaces d'installation. On en a souligné l'importance dans l'activation des chaînes migratoires (chapitre 1), dans l'accès au logement et à l'emploi (chapitre 2). Ils sont aussi essentiels pour comprendre les sociabilités qui se nouent au sein des groupes, relatives aux loisirs, à certains besoins spécifiques, à la circulation des informations, des biens, des personnes. Francisco Torres qualifie ces usages ethniques de l'espace urbain de ressources de sociabilités propres, identifiant en Espagne "*le parc des Equatoriens*", la "*rue des Dominicains*", ou la "*zone arabe*" (*zona mora*) (Torres, 2011). Ils renvoient à des espaces bien identifiés dans la littérature sur les enclaves ethniques, et abondamment décrits dans les travaux nord-américains : Chinatowns des principales grandes villes (Lin, 1998b ; Zhou, 1995), Little Italy du Lower East Side de Manhattan, de Boston (Whyte, 2007) ou de Montréal (Velasco-Graciet, 2007), Little Portugal de Toronto, Little Haïti ou Little Havana de Miami (Audebert, 2003 ; Jolivet, 2010 ; Stepick et Portes, 1993)<sup>193</sup>, mais aussi dans certains travaux en France<sup>194</sup>. Le qualificatif "*little*" ou "*petit*" associé généralement à ces lieux est à la fois significatif de leur dimension affective, protectrice, et de leur reproduction locale et concentrée d'ambiances du pays d'origine, sous forme de synecdoque.

Deux processus concomittants en renforcent l'existence.

Le premier renvoie à des logiques de repli activées dans des contextes de discrimination, de peur, de méconnaissance de la ville, qui engagent au développement de formes d'entre soi : se regrouper, c'est retrouver un peu de sécurité et de familiarité dans un environnement hostile ; c'est une forme de réponse réactive à la discrimination, à la ségrégation et l'exclusion. C'est en ce sens que l'on peut parler de protection.

Le second renvoie à une logique plus positive de mobilisation de ressources : les membres du réseau social ethnique sont autant de soutiens, d'appuis, dans l'accès à la ville de l'immigration et à ses méandres, comme dans le maintien des liens avec le pays d'origine.

---

<sup>193</sup> L'ouvrage *Landscapes of the Ethnic Economy* propose une réflexion passionnante à partir d'études de cas discutant des centralités ethniques et commerciales telles que les enclaves cubaine de Miami (Heike Alberts), vietnamienne de la Nouvelle Orléans (Christophe Airriess), Little Portugal de Toronto (Carlos Texeira), le Chinatown de Toronto (Lucia Lo), le quartier japonais de Los Angeles (James Smith), mais aussi des quartiers ethniques européens (Kaplan et Li, 2006).

<sup>194</sup> (voir par exemple la synthèse d'Alain Battegay, 1992 sur les territoires ethniques en France ; la thèse sur le quartier juif du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris de Lucine Endelstein, 2008 ; le travail sur les différents espaces de la diaspora chinoise d'Emmanuel Ma Mung, 2000 ; le travail sur la petite Asie de Paris d'Anne Raulin, 1988).

Ceci n'exclut pourtant pas les tensions et les conflits. Les réseaux sociaux, comme l'ont montré les travaux sur l'enclave ethnique (discutés au chapitre 2, I), sont aussi empreints de relations hiérarchiques, de dépendances, autant de sources d'exploitation intra-groupes et de conflits.

Les espaces concernés par ces pratiques sont de deux types : à la fois des espaces publics urbains, et des espaces de statut privé, mais exerçant des fonctions spécifiques, et considérés comme des espaces communs : commerces, associations, églises, bars, restaurants. Ils sont souvent situés au sein, ou à proximité, de quartiers résidentiels dans lesquels la présence migrante est forte. Les types d'activités et de rencontres s'y retrouvent d'un pays à l'autre, avec certaines spécificités, attestant de leur relative universalité.

- ***Quartiers emblématiques des sociabilités et ressources ethniques***

A Buenos Aires, deux quartiers sont identifiés comme des espaces ressources pour les Boliviens : Liniers, à la porte ouest de la capitale, lieu de résidence ancien des Boliviens, aux portes de la capitale, et Escobar, dans la périphérie horticole au nord de la région métropolitaine de Buenos Aires, devenu plus récemment (années 2000) un espace de référence du groupe, dans une municipalité où ils résident en nombre (Cortes, 2008b ; Le Gall, 2011 ; Sassone, 2007).

La présence de la gare routière à Liniers, avec des liaisons quotidiennes vers la Bolivie, en fait un espace de passage et de convergence. Depuis les années 1990, s'y est constitué un espace commercial qui couvre plusieurs îlots, où la "Bolivianité", entendue ici comme modalité du marquage de l'espace l'instituant en un territoire ethniquement marqué, est très visible. Cette visibilité paysagère est plurielle : toponymie et scénographie commerciale (aux couleurs de la Bolivie, par exemple), vente de produits typiques de Bolivie (alimentaires, vestimentaires, etc.), services spécifiquement proposés pour un public bolivien (dentistes, cabinets médicaux, communications téléphoniques à prix spéciaux vers la Bolivie, bus et destinations spécifiques en Bolivie, vente ou distribution de bulletins ou de journaux boliviens ou destinés à la communauté bolivienne de Buenos Aires<sup>195</sup>), présence de l'accent bolivien, de la langue aymara et quechua dans les échanges publics, nombreux individus à la coiffure et la tenue bolivienne (femmes de *pollera*, tresses brunes nouées derrière le dos...). Il s'agit d'un espace où l'on peut, par tous les sens (vue, odorat, ouïe, parole, goût), goûter la Bolivie à Buenos Aires, y retrouver une familiarité rassurante, transporter aussi son imaginaire vers un chez soi distant.

---

<sup>195</sup> Le plus grand et le plus durable est *Renacer*, journal hebdomadaire de la communauté bolivienne de Buenos Aires, créé en 1999 (voir par exemple l'étude de cette revue dans Halpern et Beccaria, 2012)

Leny, 40 ans, qui vit à Buenos Aires depuis 17 ans, évoque ainsi le quartier de Liniers :

*“J’ai toujours vécu à Liniers. Si ça se trouve c’est pour ça que ça ne me manque pas la Bolivie, parce que j’ai toujours été proche des Boliviens et parce que je rencontre tout de Bolivie ici. Si par exemple j’étais arrivée à Palermo<sup>196</sup> (...) je serais retournée en Bolivie parce que mon pays m’aurait manqué. En étant ici à Liniers non, parce qu’il ne me manque rien. Je veux par exemple manger bolivien et je peux cuisiner parce qu’il y a tout, le chuño, les cacahuètes, le blé, les habits, toute la culture bolivienne est ici à Liniers. Dans d’autres zones où il n’y a pas de Boliviens, je ne serais pas restée un ou deux ans, je serais repartie”* (entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

Mirjana, originaire de La Paz, 24 ans, depuis deux ans à Buenos Aires, a d’abord travaillé dans un quartier principalement péruvien de la ville (Once), et n’a pas cotoyé de Boliviens pendant plusieurs mois. Elle relate sa “rencontre” avec Liniers où elle travaille désormais comme réceptionniste dans une téléboutique :

*“Un jour ma tante m’a dit: “ il y a Liniers, ils vendent tout de Bolivie, on y va un dimanche !” On est venus et sincèrement, j’ai pleuré, parce que cela faisait cinq mois que je n’avais pas vu “les miens”, la façon de parler ça me manquait beaucoup beaucoup, être avec les miens c’est différent d’être avec une personne d’un autre pays (...) Je me sentais très heureuse, très heureuse, d’être ici à Liniers. Parce que la grande majorité est bolivienne, les lieux de Bolivie (...) je me sentais très bien, les boutiques, la nourriture typique...”* (entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

A Madrid, les environs commerçants du métro Usera jouent cette même fonction, même si la densité des commerces et de la mise en éveil plurielle des sens y est moins forte qu’en Argentine. On y retrouve les annonces dans les rues, les bars, commerces, locutorios, agences d’envoi de remises, de voyages, les associations, qui renvoient à la Bolivie, à une région, à une ville, et recréent une “petite Bolivie” dans la capitale espagnole (Hinojosa, 2009).

Dans la région de Washington, les espaces ressources sont moins concentrés spatialement, plus diffus et moins visibles dans les paysages. Le modèle de la *suburb* américaine, étalée et peu dense, est peu propice à cette concentration, qui se lit plutôt à une autre échelle, celle des comtés d’Arlington, de Springfield, Manassas, dans l’axe sud-ouest de l’agglomération en Virginie, espaces de référence pour les Boliviens aux Etats-Unis, connus bien au-delà de l’agglomération, jusque dans d’autres Etats américains. Les Boliviens de la région de New York connaissent les espaces identifiés comme boliviens à Washington : Arlington, plus récemment Manassas, connu pour être le théâtre régulier de l’organisation de fêtes boliviennes.

---

<sup>196</sup> Quartier de la ville Buenos Aires qui connaît depuis les années 2000 un processus de gentrification important.

Ces lieux emblématiques d'une certaine bolivianité sont parfois connus d'un pays à l'autre. Les Boliviens de la région de Washington ont souvent déjà entendu parler de Liniers ou de la *feria de la Salada*, le plus grand marché informel d'Amérique latine, tenu par des Boliviens à Buenos Aires, même s'ils n'y sont jamais allés ; ils ont aussi parfois entendu parler d'Usera comme la nouvelle "petite Bolivie" en Europe. Les noms de ces espaces (Arlington, Manassas, Usera, Liniers, Escobar) circulent au sein de réseaux sociaux qui articulent certaines régions d'origine, des espaces de destination, des pays et des continents distincts.

Les fonctions de ces espaces de sociabilité propres des groupes sont plurielles. On vient y goûter un air de Bolivie, acheter, vendre, flâner, rencontrer "les siens". On vient y chercher des informations, relatives à un logement, à un emploi. On vient y prendre des nouvelles du pays (distribution des journaux ethniques). On y active aussi des logiques d'entraide. A Buenos Aires comme à Washington, on y trouve la mise en œuvre de *pasanacos* ou *pasanakus*, sorte d'équivalent bolivien des tontines africaines, où chacun apporte au sein d'un groupe une somme d'argent qui revient à l'un ou l'autre du groupe selon les besoins ou les tirages au sort, et permet de réaliser certains investissements. On vient aussi y communiquer avec les siens restés dans le pays d'origine, en utilisant les téléboutiques dont les prix des appels défient toute concurrence, se connecter à Internet, envoyer des paquets ou des cadeaux, de l'argent, via les agences spécialisées, acheter un billet pour rentrer chez au pays.

Identifiés par des scénographies commerciales et une mise en scène qui donne à l'ethnique sa visibilité<sup>197</sup>, ce sont des espaces de convergence où se retrouvent des individus qui résident parfois dans des quartiers éloignés, et où l'on peut plus facilement communiquer avec ceux qui sont restés au pays. Ce sont des *places*, au sens que leur donne Doreen Massey (Massey, 2005), des lieux aux dynamiques centripètes motivés par des logiques d'entre soi. Y convergent des réseaux d'interconnaissance et des imaginaires communs vers des lieux identifiables et identifiés comme appartenant au groupe, et supports de formes d'appropriation, sinon exclusive, du moins dominante.

Leur fonction est ainsi centrale pour le groupe. On pourrait ainsi les qualifier de centralités minoritaires, en reprenant la terminologie d'Anne Raulin, à une nuance près. Pour elle,

*"la centralité minoritaire se constitue comme quartier commerçant sous l'impulsion de diasporas ayant constitué un fort pouvoir économique, et elle possède une force d'attraction sur des populations de même appartenance culturelle mais aussi sur l'ensemble des citoyens qui les fréquentent comme autant de repères de la ville-monde. A la différence des aires naturelles*

---

<sup>197</sup> "Si les minorités urbaines peuvent être qualifiées de "visibles", c'est au sens où elles se rendent visibles par des dispositifs collectifs, et développent à cette fin des styles esthétiques au service d'une exposition publicitaire" (Raulin, 2009).

*de l'école de Chicago, elles ne sont pas des quartiers intégrés de résidence, d'activités économiques et commerciales, de pratiques culturelles et culturelles, mais se définissent plutôt comme pôles de consommation dans des réseaux urbains dominés par la spécialisation fonctionnelle des espaces." (Raulin, 2009)*

Dans les cas qui nous concernent, la nuance renvoie à la fonction attractive de cette centralité pour l'ensemble des citoyens. Car les Portègues ou les Madrilènes ne se rendent pas dans ces centralités boliviennes, à la différence des centralités ethniques que constituent par exemple les Chinatowns, qui peuvent être des espaces d'attraction touristique, et où les citoyens ordinaires, autochtones comme étrangers, viennent flâner dans des lieux emblématiques de la diversité et de l'altérité folklorisée dans la ville, des lieux exotiques, en somme. C'est encore moins le cas à Washington, où la visibilité de ces lieux est beaucoup moins évidente, et souvent diluée dans des espaces hispaniques.

En revanche, en accord avec la réflexion d'Anne Raulin, le terme de territoire n'est pas forcément le plus approprié pour qualifier la forme d'inscription spatiale que dessine dans la ville la minorité ethnique. Le sujet fait débat, comme en atteste la défense des territoires ethniques dans le travail de synthèse d'Alain Battegay sur les villes françaises. Loin d'être pour lui des enclaves, les territoires ethniques que constituent ces centralités minoritaires en France (il développe notamment l'exemple de Belsunce à Marseille, à partir des travaux d'Alain Tarrius et de Michel Péraldi, et celui de la petite Asie de Paris, issu des écrits d'Anne Raulin) sont bien des territoires en ce qu'ils constituent des lieux d'ancrage et d'identification des groupes (Battegay, 1992).

Anne Raulin lui préfère toutefois la notion d'aire, héritée de l'Ecole de Chicago, pour sa relative plasticité, sa mouvance, ses contours flous, son évolution dans le temps (la centralité pouvant connaître des phases d'ascension et de déclin). Les limites de la centralité bolivienne et de la centralité chinoise d'Usera, pour ne prendre qu'un exemple, ne sont en effet pas nettes. Plus que des espaces clairement circonscrits et délimités, on observe plutôt dans les espaces étudiés des aires aux contours flous, évolutives, éventuellement superposées, d'un côté, et, de l'autre, des lieux de rencontre et d'échange ethnique bolivien discontinus et interconnectés, dessinant dans l'espace urbain des trames réticulaires, visibles et connues du groupe qui les pratique.

Il s'agit ainsi d'une territorialité, qui marque un rapport spécifique à l'espace, dont les contours, sous forme de lieux connectés, ne donnent pas forcément naissance à des territoires aux limites bien identifiées (celles des territoires politiques, du pouvoir), mais constituent bien des formes d'appropriation qui donnent aussi leur sens au territoire vécu d'un groupe. Guy Di Méo explicite cette tension entre deux pôles de la territorialité :

*"l'un, de caractère objectif, nous met sur la voie du territoire désigné par un nom, associé à un pouvoir, à une forme de contrôle qui contribue à lui fixer des limites, à l'institutionnaliser (...) A*

*l'opposé un second pôle surgit, c'est celui qui tire vers l'individu, qui ramène celui-ci à sa pratique et à son vécu de l'espace géographique" (Di Méo, 2000, p. 46).*

C'est le second volet de cette territorialité qui est décrit dans ces centralités ethniques, comme dans ces espaces ethniques polycentriques fonctionnant en réseau, selon le principe de la cospatialité (Lussault 2009).

Ces liens sont aussi des connexions avec le pays d'origine. Les services spécialisés dans les échanges avec la Bolivie, des téléboutiques aux agences d'envois de remises ou de paquets en passant par les agences de voyage, contribuent à l'édification de lieux qui jouent des fonctions de maintien de lien par delà la distance, qui, en ce qu'ils relient des lieux distants, constituent des espaces translocaux, vecteurs de connexions transnationales.

## Photographie 10 : Liniers et Escobar, la Bolivie à Buenos Aires.

La gare de Liniers (a) facilite l'accessibilité et accentue la fonction de centralité de ce quartier très marqué par une visibilité scénographiée et une appropriation bolivienne à Buenos Aires. On vient y flâner dans des centres commerciaux boliviens aux noms de Santa Rosa de Lima (b) – une Vierge andine célébrée en Bolivie –, Potosi (d), Paseo de Compras Bolivia (c), aux couleurs du pays pour en accroître la visibilité.

On y trouve de l'artisanat andin (e) (flûtes de pan), des vêtements typiques et des costumes pour les représentations culturelles folkloriques (c, e), des produits alimentaires boliviens en tous genres (f, g), des offrandes spécifiques pour les libations rituelles (*challas*) (h), le tout directement importé de Bolivie.

On peut y acheter dans la rue des affiches d'Evo Morales, des calendriers aux couleurs boliviennes ou des CD / DVD à la gloire d'Evo mais aussi sur des sujets et dans des registres musicaux variés (j).

On vient y manger bolivien (i), voir des films au cinéma qui parlent des expériences de migrants boliviens (l), chercher des contacts pour faire filmer des événements importants de la vie familiale, comme le baptême ou l'anniversaire de ses enfants, dont les vidéos pourront ensuite être expédiées à la famille restée au pays (k).

On y dispose de facilités pour se faire soigner les dents par un dentiste bolivien (o), couper ou tresser les cheveux par un coiffeur bolivien (m), envoyer ses virements bancaires aux siens à des prix modiques (q), bénéficier d'une assistance juridique spécialisée dans l'aide aux Boliviens (n), et bien entendu acheter son billet pour retourner au pays, en faisant jouer la concurrence pour bénéficier des tarifs les plus avantageux pour rejoindre son exacte destination, en avion ou en bus (p).

A Escobar, dans la lointaine couronne périurbaine de Buenos Aires, où les Boliviens dominent l'activité horticole et la production de fruits et légumes, les ressources ethniques pour le groupe bolivien commencent aussi à être visibles : un complexe sportif (r) et un centre commercial explicitement boliviens (s) y ont ainsi fait leur apparition dans la seconde moitié des années 2000.





d



e



f



g



h



i



j





k



l



m



n



o



p



q



ESCOBAR (r)



ESCOBAR (s)



Photos Virginie Baby-Collin, visites de terrain organisées par Susana Sassone et Julie Le Gall, 2009.



## Photographie 11 : Visibilité et ressources boliviennes à Usera (Madrid)

Dès la sortie du métro Usera, les badauds ont des phénotypes andins (a), et la présence bolivienne est visible pour le groupe (mais pas forcément pour l'autochtone, qui ne distingue pas les spécificités boliviennes des autres pays de la région andine) : la jeune femme (b) a un chapeau typique d'une certaine région de Bolivie, une tresse brune dans le dos, et vend des petits pains de Cochabamba. Le quartier est à l'heure bolivienne dans les téléboutiques (c), qui en appellent à la clientèle bolivienne (h), comme les agences de change (g), les juristes experts des questions migratoires (e), voire les dentistes qui appellent la clientèle andine (f). Des boutiques plurifonctionnelles, ressources essentielles pour la communication avec les siens restés au pays, révélatrices de pratiques transnationales, sont explicites, et dessinent des lieux translocaux.

C'est le cas de La Bolivianita Express (e). Créée en 2004, cette compagnie comptait en 2009 cinq agences à Madrid (dans les quartiers de forte concentration andine –Usera, Carabanchel, Puente de Vallecas, Bilbao, Majadahonda) et quatre en Bolivie, dans les trois principales villes du pays (La Paz, Cochabamba, Santa Cruz). Fondé par un espagnol marié à une bolivienne, le commerce emploie uniquement des Boliviens (pour faciliter les échanges avec les clients), et propose des services de téléphonie, d'accès à internet, d'envoi d'argent et de paquets, de vente de produits alimentaires spécifiques (type *chuño*, feuilles de coca – dont la vente légale est interdite en Espagne) (entretien Madrid, 2009).

Des restaurants (d, f) proposent de la cuisine bolivienne, n'hésitant pas, pour plus de visibilité, à habiller leur devanture aux couleurs du drapeau bolivien, à y faire figurer la carte du pays, ou à reprendre l'emblème de la fleur nationale (Kantuta), pour être bien clairs sur leurs origines et la clientèle visée.





f



g



h



i



j



Photos Virginie Baby-Collin, Lucile Medina, Madrid, 2008 et 2009.



## Photographie 12 : une faible visibilité commerciale bolivienne à Washington

Il est beaucoup plus difficile de trouver un affichage bolivien dans l'aire métropolitaine de Washington. Les commerces sont beaucoup plus épars dans une banlieue étale et peu dense. La richesse et la diversité de l'offre et des services commerciaux destinés à une clientèle plus généralement hispanique est telle aux Etats-Unis que les besoins de développer une offre spécifiquement destinée à un groupe en particulier se font moins ressentir. Les migrants boliviens y sont aussi bien plus perdus dans une masse considérable de migrants d'origine latino-américaine, et l'offre y est plus largement destinée à un public latino. Dans la banlieue d'Arlington et de Fairfax où ont été pris les clichés, on repère une agence de transferts monétaires à destination de l'Amérique latine dans un immeuble commercial (a), qui porte le drapeau bolivien, mais ne mentionne pas le nom de la Bolivie, s'adressant à une clientèle de *Sud américains, centraméricains et autres pays* (b). Sur une place commerciale classique de la *suburb*, un restaurant bolivien au nom quechua (*Llajtaymanta*) jouxte des commerces de services banaux et non ethnicisés (dentiste, onglerie, cordonnerie, supermarché) (d). Un peu plus loin, le restaurant Luzmila's cuisine, aux couleurs du drapeau bolivien, affiche explicitement sa cuisine traditionnelle (c). Les restaurants sont de fait les principaux éléments de la visibilité bolivienne dans l'espace commercial.

a



b



c



d



Photos Virginie Baby-Collin, 2011.

- ***Rythmes, espaces-temps et supports récréatifs des sociabilités ethniques***

Si les centralités commerciales minoritaires sont pérennes, visibles et vivantes au quotidien, elles s'animent considérablement les fins de semaine, les jours fériés ou les jours festifs, rythmant les temporalités urbaines. S'y constituent des espaces-temps éphémères spécifiques, activant une visibilité ethnique autour de certains services ou activités : *ferias* de rue, espaces sportifs, parcs et espaces publics investis d'activités récréatives diverses, églises.

### **Encadré 9 : Sociabilités boliviennes à Sao Paulo**

**Sao Paulo, la place Kantuta, contrastes entre un dimanche à 16h et un lundi à midi.**

**Visibilités et sociabilités dans un espace-temps éphémère<sup>198</sup>**



(photos Paul-Marie Manière, étudiant de géographie, mémoire de master 2, Aix Marseille Université, 2010).

A Sao Paulo, les espaces de sociabilité sont concentrés dans la zone centrale des districts de la confection, où la concentration bolivienne est dense. On y retrouve les composantes classiques : Praça Kantuta (quartier de Pari), où se trouve une *feira* de produits typiques les fins de semaine, fonctionne aussi comme un lieu d'embauche informel ; s'y trouvent aussi un stade de football de salon (*futsal*), une estrade pour écouter les concerts du dimanche, principal jour d'animation du lieu. La foire y a été installée en 2002, après avoir été expulsée d'un autre espace proche sur demande de riverains mécontents, et le lieu a pris le nom de la fleur nationale bolivienne, la Kantuta, grâce à un travail associatif (Manière, 2010). Rua Coimbra (dans le quartier de Bras) se tient un marché hebdomadaire le samedi, qui attire un public bolivien. On y trouve aussi des commerces et lieux

<sup>198</sup> D'après les observations et le mémoire de master de Paul Marie Manière, 2010, qui y a travaillé sous ma direction et celle de Sylvain Souchaud.

récréatifs à destination d'un public bolivien. Deux lieux religieux sont des intermédiaires importants entre les migrants et les pouvoirs publics : la Igreja da Paz qui héberge la Pastorale des migrants latino-américains (missions des Scalabrinien) qui apporte un soutien psychologique et juridique ; la Casa del Migrante, qui héberge certains nouveaux venus et fournit des services d'assistance (Freire da Silva, 2009 ; Rolnik Xavier, 2011). La densité de ces ressources à destination du groupe contribue à créer un espace de familiarité, de quotidienneté, que l'on retrouve jusque dans les ondes radio, les radios associatives boliviennes émettant seulement leurs ondes dans les espaces centraux. La place Kantuta et la rue Coimbra sont ainsi des espaces temps boliviens activés chaque semaine, redevenant ethniquement invisibles le reste de la semaine, comme en témoignent les photographies (Manière, 2010 ; Satie Bermudes, 2012).

Les parcs sont des lieux privilégiés de rencontre des migrants les fins de semaine. Ils permettent d'associer des pratiques sportives, notamment autour du football (très pratiqué par les Boliviens, hommes mais aussi femmes), à des usages ludiques variés pour les enfants et les familles, des pratiques commerciales de vente ambulante, notamment alimentaires, qui reproduisent goûts, saveurs, odeurs et ambiances musicales du pays d'origine, et constituent une source de revenus complémentaire pour les femmes qui en tiennent fréquemment les stands. Les exemples des parcs madrilènes et portègues illustrent la diversité de ces usages et les formes de négociation dont ils font l'objet pour pouvoir se développer.

### **Encadré 10 : Sociabilités migrantes dans les parcs madrilènes**

Une enquête réalisée à Madrid en 2008 sur les habitudes des consommateurs migrants par un consortium d'éditeurs et d'entrepreneurs auprès d'un large panel de migrants latino-américains donne les résultats suivants, relatifs aux occupations des migrants les fins de semaine : l'activité la plus pratiquée est celle d'aller au parc (30% des migrants), suivie de près par la fréquentation des bars, restaurants (28%), des discothèques et des centres commerciaux (20%), puis les activités sportives (18%). La pratique « d'aller en ville » ne regroupe que 9% du panel, ce qui renvoie à cette relative invisibilité des migrants dans les espaces centraux des villes, évoquée plus haut (enquête *Hábitos de los inmigrantes en España*, AC. Nielsen, citée par Sape, 2010).

Observations, entretiens, comme diverses études, mettent ainsi en évidence un usage massif des parcs les fins de semaine, en particulier des trois principaux espaces verts de Madrid que sont Casa de Campo (1.700 hectares), à l'ouest de la ville, Retiro (118 hectares), en plein centre, et Pradolongo (72 hectares), situé dans le district d'Usera, au sud de la ville.

La fréquentation massive, au début des années 2000, du parc central de **Retiro**, au cœur des majestueux quartiers bourgeois de Madrid, a été découragée par les autorités publiques. Cet espace très couru des Madrilènes et des touristes tolérât difficilement un investissement massif par des groupes étrangers populaires, et les forces de l'ordre comme les attitudes de rejet de la part des

autochtones ont contribué à un déplacement des pratiques. Le nombre croissant de Latino-Américains dans la ville, l'importante visibilité de leurs rassemblements publics, les ont conduit à se rassembler dans d'autres espaces moins bourgeois, plus vastes, moins densément fréquentés.

*« Il y a 15 ans, on jouait au foot à Retiro, mais après des tonnes d'Equatoriens sont arrivés, et on est partis jouer sur les terrains de Pradolongo, les Boliviens. C'est plus proches d'Usera, en plus, beaucoup vivaient déjà là-bas. Là-bas, dans le parc, je faisais à manger le midi pour les joueurs de foot le dimanche, on était plusieurs, du coup, à vendre nos plats cuisinés à l'entrée du parc... ça marchait bien ! C'est ça qui m'a donné l'idée d'avoir un local, car l'hiver, il faisait trop froid pour rester dehors... »* (Dora, bolivienne, vivant à Madrid depuis 1994, désormais tenancière d'un restaurant ; entretien Madrid, 2009).

**Pradolongo**, au cœur du district d'Usera, est composé de pelouses, d'un lac, de terrains de sport, d'aires de jeu pour les enfants. Sa fréquentation est principalement populaire, en raison de sa localisation au cœur d'un district relativement déshérité, et le parc est peu entretenu. Au début des années 2000, les Colombiens y installent un marché informel hebdomadaire, qui suscite les plaintes des riverains. Les Boliviens l'investissent à leur tour, et la presse évoque régulièrement des problèmes de vivre ensemble entre migrants et autochtones. Les Latino-américains viennent répéter des danses folkloriques, dans le cadre d'associations culturelles, les familles y fêtent les anniversaires des enfants, les soirées sont animées de chants et de musiciens, et assez arrosées.

Près des équipements sportifs du parc, où des équipes madrilènes de quartier et comme les équipes de migrants jouent tous les week ends, un bar restaurant accueille principalement les habitants du quartier, les migrants venant avec leurs plats cuisinés, vendus sur place aux compatriotes.

Dans un rapport réalisé par la municipalité sur les usages de certains espaces publics, on peut lire que le parc est un lieu de *« coexistence entre les usagers et une absence d'interaction entre les groupes autochtones et étrangers peut amener des situations concrètes de conflit pour cause d'usage inapproprié de l'espace public »* (Observatorio de las migraciones y de la convivencia intercultural de la Ciudad de Madrid, 2006). Ces conflits sont liés à des représentations négatives de l'incivilité des Latino-Américains (problèmes d'alcool en soirée, saleté des lieux), notamment les samedis soirs, où les rassemblements d'Equatoriens et de Boliviens concernent des groupes allant de 50 à 400 personnes (*op.cit.*). Les autorités municipales mettent alors en place un programme de *« dinamizadores de parques »* (littéralement des « dynamiseurs de parcs »), équipes techniques chargées de mener un travail d'observation et de recensement des activités, mais aussi d'encadrer les usages par des actions de médiation. Les agents *« formeront la population immigrée et tenteront de développer un vivre ensemble démocratique via la distribution de fiches d'information, d'un matériel illustré et d'un triptyque d'information de base sur les parcs »* (*op.cit.*). L'adoption d'une politique de médiation culturelle a des fins d'apaisement des tensions.

Des autorisations sont accordées pour des événements spécifiques : c'est dans le parc qu'en association avec le CEPI (*Centro de Participación e Integración de Inmigrantes*) hispano-bolivien (voir chapitre 4, I, pour la présentation de ces institutions), a été organisé en 2006 l'anniversaire de la Bolivie, le jour de la fête nationale, ou encore un tournoi de football organisé par l'association de migrants *la Casa de Bolivia*.

Le parc, très positivement perçu par les migrants, a vu son image se dégrader fortement auprès de la population espagnole locale, qui s'en est sentie progressivement dépossédée.

L'autre espace madrilène d'investissement majeur par les migrants est le parc de **Casa de Campo**. Le plus grand parc de Madrid s'étend à l'ouest de la ville et est organisé en une multitude d'espaces différents isolés les uns des autres par le relief collinéen, les espaces boisés, les routes qui les traversent, et associés à des usages fonctionnellement distincts. On y trouve le zoo de Madrid, le parc d'attractions, un parc d'expositions, un lac, etc. et sa fréquentation y est très diverse (touristes, madrilènes, étrangers), traversant toutes les couches de la société.

Les Equatoriens sont les plus nombreux à l'avoir investi, rejoints par d'autres migrants latino-américains. Dans une zone boisée relativement à l'écart des circuits touristiques, qu'il faut connaître pour y accéder, ils y improvisent une grande *feria* populaire : on y vend des plats typiques préparés par des familles, venues avec des chariots, des caddies, des barbecues ; on y trouve des CD de musiques populaires, des DVD. Une foule s'y retrouve pour manger, flâner, discuter, échanger des informations, écouter de la musique, ou taper dans un ballon.

Les activités de vente ambulante y sont interdites par la municipalité, et un jeu de dupes entre la police municipale et les migrants se répète semaine après semaine, dont rendent compte les photographies prises lors d'un week end de l'été 2008 (p. suivante).

Cet exemple met en évidence le déplacement des espaces de sociabilité des espaces centraux (Retiro) vers des zones plus périphériques et populaires (Pradolongo), ou suffisamment grandes pour que chacun y trouve sa place (Casa de Campo). Il montre aussi comment se construit la coexistence entre groupes dans l'espace public, et le rôle qu'y jouent les autorités politiques, entre encouragement au délaissement des espaces trop convoités (Retiro), jeu de dupes autour des usages faussement réprimés (Casa de Campo), et instauration d'équipes de médiateurs culturels spécifiques dans les parcs populaires les plus investis (Pradolongo). On comprend ainsi que l'occupation de l'espace public est bien toujours une affaire de négociation entre usagers aux pratiques distinctes et autorités publiques, autant de manières de construire le prendre place dans la cité.



### Photographie 13 : Au chat et à la souris, les pratiques latino-américaines du parc de Casa de Campo (Madrid)

Casa de Campo est le principal poumon vert de Madrid (a). Les migrants équatoriens s'y rassemblent les fins de semaine (b) : on y cuisine de la nourriture du pays (c), on y vend diverses bricoles (d), tant que la police ne contrôle pas. Son arrivée à proximité est identifiée par des guetteurs qui sonnent l'alerte ; tous remballent leurs étals (e), les cachent dans les fourrés ; faisant presque mine de rien, la police fait sa ronde (f) ; les migrants ont fui ou discutent en groupes, l'air léger (!) (g).



a



b



c



d



e



f



g

Photos Virginie Baby-Collin, Lucile Medina, Casa de Campo, Madrid, juillet 2008.

### Encadré 11 : Ajustements, négociations, conflits.

#### Les pratiques du parc Indo-americano de Buenos Aires<sup>199</sup>

Le parc Indo-americano couvre 130 hectares au sud de la ville est entouré par des *villas* et des quartiers populaires aux nombreux migrants boliviens et paraguayens (cf photographies ci-après). Longtemps laissée en friche (on y avait prévu le déplacement du zoo de Buenos Aires), la zone est transformée en « parc urbain » en 1995, afin d'éviter le grignotage de l'espace par l'avancée des *villas* autoconstruites sous forme de processus d'invasions. La municipalité y plante ainsi 4500 arbres, y établit huit terrains de football, deux aires de jeux pour enfants, l'éclairage public. Dès 1998, le parc est cependant devenu un terrain vague, abandonné, une terre de personne, une décharge publique, malodorante, source d'infections (pour reprendre des expressions de la presse), à tel point qu'un état d'urgence environnementale y est déclaré par les autorités municipales en 2004.

Relativement tranquille durant la semaine, il est en réalité, dans la seconde moitié des années 2000, investi d'une foule de plusieurs milliers de migrants les fins de semaine, qui viennent s'y détendre, jouer au football, manger, discuter. Les usages y sont différenciés selon les groupes. On distingue ainsi :

- un espace mixte, la *entrada* (près de l'entrée de l'avenue Escalante), où Argentins et étrangers se promènent, jouent, font du sport, s'asseyent en groupes.

- le *paseo*, une des zones les mieux entretenues, dispose d'une présence policière notable, et est utilisée par les Argentins en famille, car elle est plus sûre.

- le secteur paraguayen, où près de 3.000 Paraguayens se retrouvent, s'organise autour des huit terrains de football aménagés ; un championnat de football y réunit 56 équipes de toute la région métropolitaine ; on y parle le guarani, on y vend aux abords des produits typiques.

- le secteur des Boliviens, non équipé, est investi par un très grand nombre de matchs de football de plusieurs ligues de plusieurs dizaines d'équipes, elles aussi venues de l'aire métropolitaine ; sans équipements adéquats, les terrains sont installés chaque semaine (limites avec des cordes, buts portables), et les championnats sont très organisés (trophées, drapeaux, arbitres...).

Bien que le football soit ici l'activité centrale, autour, des enfants s'amusent, des jeunes jouent au volley, des familles discutent, d'autres vendent de la nourriture, installés dans des camionnettes d'où sortent des musiques variées, traditionnelles boliviennes (*morenadas*) ou plus internationales (cumbia, reggaeton), quand des musiciens ne viennent pas jouer sur les pelouses.

Certains « terrains » sont utilisés par des ligues sportives identifiées par leur province d'origine en Bolivie (par exemple, Luribay, El Choro, Aroma, La Paz, dans le département de La Paz), principalement des départements de La Paz, Oruro, Potosi, Cochabamba, ou encore par leur type (ligue féminine, ligue de vétérans). Les joueurs paient un droit d'inscription dans leur ligue (pour payer arbitres, trophées, et ramasser des fonds envoyés aux communautés d'origine en Bolivie) et trois « étrangers » (Argentins ou Paraguayens) maximum sont tolérés par équipe, s'ils ont avec les

---

<sup>199</sup> Ce texte est largement inspiré de la thèse de doctorat de Brenda Canelo consacrée à une ethnographie fine de cet espace sur la durée (Canelo, 2011).



autres des liens familiaux (fils de Boliviens nés en Argentine, par exemple), amicaux ou de voisinage. Les vendeurs informels sont regroupés en un certain secteur et organisent une grande *feria* alimentaire ; ils amènent glacières, réchauds, tables, chaises, et proposent des plats typiques de Bolivie, des boissons, ainsi que quelques produits commerciaux (bijoux, DVD...).

Il existe dans cet espace un certain contrôle social des uns sur les autres, pour éviter les vols, les conflits, assurer la sécurité des enfants, et entretenir les lieux.

Les autorités municipales dénoncent les usages inappropriés de l'espace public du parc, irrespectueux des normes en vigueur (le commerce y est illégal), et l'appropriation de l'espace par les groupes migrants considérée comme excluante pour les populations locales autochtones. La « norme » du parc ne permet pas que s'y développent des pratiques différentes (Canelo, 2011 ; Gavazzo, 2011) :

*« Les pratiques des migrants boliviens (...) sont sanctionnées par les agents de l'état pour divers motifs, parmi lesquels dominent (...) le non respect des directives en vigueur, l'accusation de l'usufruit économique et de l'appropriation de l'espace public au détriment d'autres secteurs sociaux. Ces signalements montrent l'adhésion des agents de l'Etat à des standards moraux constitutifs de l'hégémonie culturelle qui a institué des usages « adéquats » des espaces publics métropolitains, qui correspondent historiquement à des familles aristocratiques et de la petite bourgeoisie portègne. »* (Canelo, 2011, p. 230 trad. libre)

C'est pour s'organiser contre les verbalisations que se constitue l'Association des Vendeurs Ambulants (AVA) en 2005, regroupant 80 femmes actives et jusqu'à 250 à son apogée, principalement issues du département de La Paz et vivant dans les environs du parc à Buenos Aires (quartiers de *Villa 1-11-14* ou *Villa 20*). Elle défend le droit à travailler de ces femmes, mères de famille, qui ont souvent pour seuls revenus cette activité de vente hebdomadaire. Sa direction est renouvelée chaque année. Les cotisations des membres permettent à la fois de négocier avec les autorités leur présence (contre certaines sommes d'argent), de faire fonctionner au sein du groupe un système communautaire d'entraide sociale par le biais des pratiques traditionnelles boliviennes du *pasanaku*, et d'organiser des événements festifs spécifiques (*dia de madre boliviana, del niño boliviano, de la independencia boliviana, de los muertos*) à l'occasion desquels des frais sont engagés (par exemple la location de toilettes chimiques).

Le dialogue et la négociation avec les autorités municipales aboutit à un investissement de l'AVA dans la gestion du parc, en échange de sa tranquillité commerciale : l'AVA devient officiellement responsable du nettoyage du parc tous les lundis matins, à l'issue des journées festives du week end. Ce travail est effectué gratuitement pour la municipalité (!), mais chacun y trouve son compte : les vendeuses peuvent vendre plus tranquillement, sans craintes d'extorsions ou d'expulsions de la part des forces de l'ordre ; les autorités municipales ont un parc mieux entretenu à peu de frais.

Cet accord commence à battre de l'aile à partir de 2007 : ressurgit une politique de l'abandon, qui pose les migrants comme « *marginiaux, oubliés et vulnérables, ce qui est renforcé par l'institutionnalisation de relations atypiques – comme la responsabilisation du nettoyage du parc, ou illégales – les « arrangements » monétaires entre les agents de l'Etat et les usagers du parc, qui*

*permettent que l'Etat exerce librement des pratiques de régulation et de discipline de la population sous son contrôle » (Canelo, 2011, p. 235 trad. libre).*

Les événements spécifiques de la communauté bolivienne gagnent en importance les années suivantes : 50.000 personnes assistent à la fête traditionnelle d'Alasitas, organisée dans le parc en 2010. Des organisations politiques boliviennes y organisent aussi des rencontres (meeting final du MAS<sup>200</sup> lors des élections de 2009).

En décembre 2010, 6.000 personnes, dont de nombreux migrants, envahissent le parc pour réclamer un logement. Des affrontements violents, d'abord avec les forces de l'ordre métropolitaines qui s'opposent fermement à l'occupation du parc, puis avec les résidents du voisinage, qui s'opposent aux étrangers, se soldent par plusieurs décès de migrants boliviens et paraguayens. La présidence de la République intervient pour rétablir le calme. Elle requiert un recensement des besoins de logement des occupants puis fait procéder à une évacuation dans le calme, contre la promesse d'un logement et l'amélioration de la qualité de l'espace vert, conformément au plan directeur établi quelques années auparavant.

Le parc est bouclé, et la police métropolitaine y interdit depuis tout autre usage que le passage, contraignant plus de 6.000 personnes à chercher désormais d'autres lieux de rencontre.

Cet exemple souligne l'implication des acteurs boliviens dans la vie de la cité et leur quête d'une place dans l'espace politique local, non pas sur la base de leur origine, mais sur celle de leurs droits à l'usage de l'espace public. Ce n'est pas sur une base culturelle que se structurent les revendications (notamment celles de l'association des vendeuses ambulantes AVA), bien qu'elles se constituent au sein du groupe bolivien, mais sur une base citoyenne : celle d'un droit à la légitimité dans l'usage de l'espace public. On peut souligner ici que les femmes sont les leaders de ce premier mouvement.

Cependant, les rapports de force sont très inégaux : la capacité de négociation du groupe est soumise à l'arbitraire des autorités, qui évolue selon les personnalités politiques en place, et les événements dramatiques de décembre 2010 en montrent les limites. Le racisme envers les étrangers, à l'origine des affrontements entre Argentins et migrants, et la violence politique, ont finalement conduit à la fermeture d'un espace public de sociabilités pourtant essentiel pour les Boliviens de Buenos Aires.

---

<sup>200</sup> *Movimiento al Socialismo*. Parti d'Evo Morales au pouvoir depuis 2006.

## Photographie 14: Sociabilités boliviennes dans le parc Indo-americano (Buenos Aires)

Les migrants arrivent au parc, venus des quartiers voisins (a) ; les matchs s'organisent sur les pelouses, les équipes ont leurs maillots, arbitres, drapeaux boliviens (b, c, d). Les vendeuses installent leurs stands de nourriture pour les "après matchs" (e, f). Cette ambiance d'échange sportif, ludique, familial et communautaire prend place dans un espace délaissé, en témoignent les tas d'ordures qui parsèment le parc (g), mais il faut quand même y négocier avec les autorités pour y gagner et y maintenir sa place.

a



e



f



b



c



d



g



Photos Virginie Baby-Collin, 2009.

**Les ligues de football**, comme on vient de le voir dans l'exemple des usages du parc Indo-americano de Buenos Aires, sont un élément récurrent des activités récréatives organisées par les Boliviens en migration. La pratique sportive y est structurée en équipes, organisatrices de championnats, selon des règles bien définies. En Espagne, l'enquête ENI place les Boliviens en tête de tous les groupes migrants investis dans des associations sportives de migrants (7% d'entre eux s'en revendiquent, contre 2% à l'échelle de l'ensemble des groupes migrants latino-américains) (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 186). Les exemples de Washington et de Buenos Aires montrent à la fois la rigueur de l'organisation des ligues, la diversité des espaces investis (les matchs ont lieu sur des stades loués au comté d'Arlington, dans le parc investi par les migrants à Buenos Aires), les référents identitaires sur lesquels se construisent les équipes (régionalismes ou localismes boliviens – aucun nom ne renvoie à une consonnance de l'espace d'installation), ainsi que la pluralité des activités connexes générées par les activités sportives, notamment la gigantesque *feria* du parc Indo-americano de Buenos Aires.

### **Encadré 12 : Les ligues de football boliviennes de Washington**

A Arlington, il existe plusieurs ligues de football boliviennes dont la *liga boliviana* (ABSL, *Arlington Bolivian Soccer League*) et INCOPEA (*Instituto de Cooperación Esteban Arze*). Cette dernière est la ligue des migrants du Valle Alto de Cochabamba, je reviens sur ses spécificités au chapitre 4 (III.2).

La ligue bolivienne ABSL, fondée à la fin des années 1980, a commencé avec huit équipes. Elle est structurée depuis le milieu des années 1990 en vingt équipes de 22 joueurs. Son ancien directeur, Orlando, explique que chaque ligue payait déjà à l'époque une cotisation de 1.000 dollars au comté pour la location des stades, le paiement des arbitres, les frais d'assurance des joueurs et les tenues de chacun. La ligue organise avec un championnat annuel et un tournoi contre des équipes d'autres nationalités. Le projet d'achat d'un terrain pour construire un stade pour les Boliviens à Arlington a échoué manque de moyens, malgré l'engouement et les sponsors obtenus après la coupe du monde de football de 1994, lors de laquelle la Bolivie s'était qualifiée.

En 2011, j'assiste à la réunion hebdomadaire des vingt dirigeants des équipes, qui se réunissent dans un local communautaire de Falls Church (cf. carte du chapitre 2) pour discuter du fonctionnement du championnat : gestion de l'encaissement des cotisations, édition des cartes de membres, discussion avec les arbitres (un responsable arbitre de la UAT USA, responsable de l'arbitrage aux Etats-Unis, d'origine salvadorienne, est présent lors de la réunion en raison d'un problème survenu la semaine précédente), etc. Tout manquement d'un dirigeant d'équipe à la réunion hebdomadaire signifie une amende (15 dollars), tout retard de cotisation des membres de même (200 dollars d'amende). Les cotisations permettent d'abord de payer la location au comté des deux stades occupés les dimanches de 9 à 17h (10 matchs à la journée - 5 par stade). Le championnat dure de mars à octobre, l'hiver étant trop rigoureux et pour jouer dehors (les stades sont enneigés).

Les joueurs ont entre 14 et 24 ans, les dirigeants entre 30 et 65 ans.

*“Tous sont Boliviens, la majorité de Cochabamba. Enfin, on a aussi quelques étrangers, Péruviens, Salvadoriens, Brésiliens, Dominicains même, un peu de mélange”.*

Les noms des équipes renvoient à des références boliviennes, soit à des lieux, soit à des clubs de football boliviens associés à des lieux. Sur les 20 équipes en 2011, 10 noms renvoient à des lieux ou clubs de football du département de Cochabamba (équipes Enrique Happ, Wilstermann, des noms de clubs de football, Cochabamba, Punata, Tiataco, Nueva Cliza, Tolata, Bata, Aurora, des noms de villes ou de villages boliviens du département), 6 à des référents de l’*Oriente* du département de Santa Cruz (Santa Barbara, Oriental, Oriente Petrolero, Real Santa Cruz, Blooming, Guabira – clubs de football de Santa Cruz), une à Oruro (San José de Oruro), une à La Paz (The Strongest) et 3 à des référents nationaux (Litoral, Car Bolivia, Petrolero<sup>201</sup>). On y retrouve ainsi la domination des principales régions de la migration bolivienne aux Etats-Unis – Cochabamba et Santa Cruz (cf. chapitre 1).

A Buenos Aires, à la fin des années 1990, Grimson décrit la présence de quatre ligues de football soit 120 équipes, dont les noms renvoient soit à des espaces d’origine en Bolivie (Tupiza, Villazón), soit à des quartiers d’installation des migrants à Buenos Aires (Charrúa, Barracas), ce qui peut renvoyer à une appropriation symbolique plus forte de ces espaces résidentiels en Argentine par les Boliviens que ce qui est observé à Arlington (Grimson, 2005).

(entretiens avec des dirigeants anciens et actuels de la ligue ABSL à Arlington, des dirigeants d’équipes, documents internes et observations de terrain, Washington, 2011).

**Les associations ou groupes de danses boliviennes** sont très nombreuses dans tous les espaces d’installation. Elles renvoient à des pratiques culturelles revendiquant une relation spécifique à la Bolivie. En raison des enjeux culturels pluriels qu’elles soulèvent, j’y reviens dans le chapitre suivant (4, II), soulignant simplement ici leur organisation et leurs espaces de pratiques.

Les activités culturelles sont structurées en associations qui pratiquent certains types de danses, renvoient à des pratiques régionales en Bolivie, ou se revendiquent plus globalement représentatives de la diversité des traditions nationales en matière de folklore. Les jeunes adhérents des groupes paient des cotisations, qui servent à acheter des costumes, rémunérer des groupes de musique qui accompagnent les danseurs pendant leurs représentations. Des représentations publiques, dans des cercles divers, rythment les

---

<sup>201</sup> Le littoral est un traumatisme en Bolivie, le pays ayant perdu son accès au Pacifique à la suite de la guerre contre le Chili à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le 23 mars, jour national de la mer, est célébré chaque année, et la Bolivie entretient une marine nationale sur le lac Titicaca. Le pétrole est une ressource fondamentale dont la Bolivie d’Evo Morales préserve la souveraineté, après avoir ôté aux compagnies multinationales l’essentiel de leurs droits sur son exploitation. Exploitées pendant des siècles par des compagnies étrangères, les ressources minières et du sous-sol sont un enjeu national devenu fondamental dans la Bolivie contemporaine (cf. les épisodes des guerres du gaz – chapitre 1).



calendriers annuels des répétitions, et sont organisées autour des temps forts des calendriers : fête des mères, des enfants, jour de la mer, anniversaire de la Bolivie, Carnaval, fêtes votives correspondant aux Vierges nationales ou régionales boliviennes, sont les plus importantes.

Les lieux de répétition dépendent de l'inventivité de chacun de leurs dirigeants, de leurs propres ressources et de leurs compétences de négociation locales.

A Washington, nombre d'associations répètent le soir, sur les parkings des centres commerciaux de la *suburb* américaine, parfois au milieu des va-et-vient des voitures, jusque vers 22 heures en été. Ces parkings sont en effet nombreux, vastes, pratiques et faciles d'accès, et leur usage est gratuit (observations de terrain dans le comté d'Arlington, 2011). Certaines associations négocient des répétitions dans des locaux du comté (cours d'école, centres communautaires publics), en fonction de leurs relations personnelles avec des responsables de ces structures ou des autorités publiques du comté.

A Buenos Aires, les parcs délaissés de la ville ou situés dans les quartiers populaires à forte immigration sont des lieux de répétition privilégiés, comme le parc Indo-americano, ou le parc Avellaneda, dans la zone de Bajo Flores, l'un des épicentres de la zone de confection textile où travaillent et résident de nombreux migrants (cf. carte du chapitre 2) – voir aussi sur ce point le travail de Brenda Canelo, 2011, dans sa thèse de doctorat.

A Madrid, les espaces de répétition extérieurs dans les parcs évoqués plus haut coexistent avec l'utilisation de locaux commerciaux. Les associations culturelles de danse Ukamau et Virgen de Urkupiña répètent par exemple dans les vastes locaux du restaurant La Perla Boliviana, qui appartient à la famille du responsable des associations (observations de terrain et entretiens, Madrid, 2008 et 2009).

**Enfin, les pratiques religieuses** constituent un autre vecteur des sociabilités boliviennes en migration. Elles sont fréquemment associées aux pratiques festives (cf. chapitre 4, II), comme à des formes d'entraide renvoyant à la charité chrétienne et à l'assistance aux démunis, héritières aussi de l'option préférentielle pour les pauvres réaffirmée lors du concile de Vatican II (années 1960). En Espagne, l'enquête ENI montre que les Boliviens sont le groupe le plus investi dans des associations religieuses particulièrement tournées vers les migrants (plus de 5% des migrants boliviens, moins de 2% des Latino-américains) (Colectivo IOE et Fernandez, 2010).

### **Encadré 13 : Le rôle de l'Eglise dans les sociabilités boliviennes à Bergame (Italie)**

A Bergame, épicentre de la présence bolivienne en Italie (cf. chapitre 1), au milieu des années 1990, les lieux de sociabilité sont regroupés à proximité de la zone de concentration résidentielle bolivienne, dont le stade de football de la rue Cerasoli est l'un des premiers lieux de rassemblement.



A partir de 1997, le curé de l'église de San Tomaso de Calvi y célèbre le dimanche la messe en espagnol. La forte assistance des Latino-américains au culte dominical suscite l'ouverture, en 2004, de la Mission Santa Rosa de Lima, paroisse latino-américaine de Bergame, dans la rue San Lazzaro. La paroisse renforce la fonction ressource du quartier pour les Boliviens de la région. Outre les agences d'envois de fonds, les téléboutiques, les bars et restaurants à affichage bolivien, dans les environs, la paroisse est investie par des Boliviens venus de toute la province assister à la messe dominicale en espagnol, prononcée par un prêtre ayant vécu de nombreuses années en Bolivie, et bénéficiant de ce fait d'une familiarité et d'un complicité particulière avec les migrants. Les migrantes, souvent domestiques à demeure, profitent de leur seul jour de repos pour venir y téléphoner à leurs parents en Bolivie, envoyer de l'argent, se rencontrer à la paroisse qui offre un déjeuner pour un prix modique, et est aussi un lieu d'entraide et d'informations (elle offre des cours d'italien, une assistance juridique, propose des informations sur les associations d'aide aux migrants), de soutien et d'échange aux groupes boliviens existant dans la région. Le centre paroissial de la petite ville de Mozzo (7.000 habitants), municipalité limitrophe de Bergame, où le nombre d'étrangers est particulièrement élevé, devient également un lieu de forte fréquentation bolivienne grâce à son curé, qui s'y installe en 1995 après 13 ans de poste de missionnaire à La Paz en Bolivie, et met par exemple en place, les 26 décembre de chaque année, le Noël bolivien.

(d'après les travaux de Marzadro, 2009).

- ***Dépendances, dominations, tensions***

Cette observation des sociabilités ethniques ne doit pas conduire cependant à proposer une vision angélique des relations au sein des groupes boliviens en migration. Les tensions y sont aussi nombreuses, et se lisent sur deux registres principaux.

D'abord, les positions sociales et économiques des uns et des autres sont très variées, et génèrent des relations de dépendance qui peuvent déboucher sur des formes de domination, d'exploitation, et susciter de forts ressentiments. C'est ce qui se joue dans les niches professionnelles ethniques, où les relations entre employeurs et employés boliviens sont parfois très brutales. C'est aussi ce que l'on peut observer dans la sphère du logement, dans les systèmes de sous-location, où la domination des propriétaires ou locataires réguliers sur les sous-locataires n'est pas exempte de violences et d'abus.

Dans l'ouvrage publié à partir du récit de son séjour clandestin en Suède, Omar, un jeune bolivien de 18 ans parti à l'aventure en Europe, décrit ces différentes relations à l'intérieur du petit groupe de migrants boliviens de Stockholm : arnaques de certains migrants qui louent à des tarifs prohibitifs des logements misérables à celui qui n'est pas en situation de

le refuser, entraide généreuse proposée par d'autres, ou encore tuyaux échangés, relévateurs de l'acquisition de compétences pour se faire une place dans l'espace d'accueil. Omar apprend ainsi qu'il faut se positionner en demandeur d'asile pour avoir le droit de rester plus longtemps dans le pays, sait où aller prendre des cours de suédois gratuitement, où manger à l'œil dans les soupes populaires, etc. (Montecinos Escalier, 2008).

Dans les ateliers textiles du cône sud, les formes d'exploitation entre Boliviens patrons et Boliviens employés sont parfois décrites comme pires que dans les ateliers tenus par les Coréens, qui restent des employeurs importants dans le secteur, bien qu'ils aient progressivement passé la main aux patrons boliviens des ateliers pour se concentrer sur des segments plus lucratifs et plus nobles du marché, tels la conception, le design, et le négoce (voir le travail sur les Coréens de Buenos Aires de Carolina Mera, 2012). Ce phénomène rejoint les conclusions établies aux Etats-Unis, soulignant les limites de la solidarité dans les économies d'enclave (voir chapitre 2 (I.1) et les analyses de Sanders et Nee, 1987).

Susana, originaire de Cochabamba, 28 ans, vit depuis sept ans à Buenos Aires, et décrit le système de domination très violent des ateliers de couture dans lesquels elle a vécu et travaillé :

*“Quand je suis arrivée j’ai travaillé deux ans, pas très bien, parce que j’ai travaillé avec des paisanos<sup>202</sup> boliviens, mais ce n’était pas très bien, je commençais à travailler à 6 heures du matin et j’avais 20 minutes pour déjeuner à une heure, et je recommençais à coudre, avant de prendre de nouveau à 5 heures un verre de thé ou un chocolat, et arrêter à 9h. C’est ça la couture, et tu ne peux pas gagner beaucoup car ils ne te paient pas beaucoup. Alors j’ai cherché un autre travail (...). Mais au lieu qu’entre paisanos nous nous aidions ou collaborions parce que nous sommes des gens du même pays (...), ce n’est pas ainsi. Nos paisanos sont très égoïstes. Ils ne s’aident pas. Par exemple j’ai vu que les Péruviens et les Paraguayens si s’entraidaient, mais les Boliviens non (...). Qu’est ce qu’ils font ? Ils gagnent bien mais te paient peu. Et si tu travailles, et si tu vis ici, à Buenos Aires, supposons que tu es ici depuis trois ans, tu connais plus ou moins, tu sais comment ça peut se passer, comme tu peux travailler, combien on doit te payer. Eh bien les Boliviens ne veulent pas ces gens là, tu vas chercher du travail chez eux et ils te disent il n’y a pas de travail, que non, ils préfèrent amener des gens de Bolivie, des gens qui ne connaissent rien d’ici. Ils les amènent (...), les propriétaires des ateliers ou même les commerçants, ils vont en Bolivie et les ramènent, mais pas les gens des villes, les gens des provinces, c’est des gens ils croient que 100 dollars c’est bien mais ça ne te suffit pour rien, ici ça fait 400 pesos, ton loyer et ta nourriture, ça ne suffit pas. Alors, ils les amènent avec l’idée qu’ils vont gagner, ils amènent les gens de la campagne et ils abusent. Ils abusent beaucoup parce qu’ils disent tu vas gagner tant, mais tu ne peux pas quitter le travail sinon ils te*

---

<sup>202</sup> La traduction du terme en français serait compatriote ; le terme bolivien signifie toutefois simplement « du même pays » et n'évoque pas l'aspect « patriotique » de la traduction française, raison pour laquelle je préfère ici conserver le terme espagnol de *paisano*.

*dénoncent à la police, ils te disent qu'ils vont te ramener au pays (...). Je vois ça parce que je suis ici, j'ai, comme je te dis, un grand ressentiment envers mes paisanos, ça me met en colère parce que je vois que mes paisanos ici ils font du trafic".*

(entretien Buenos Aires, 2011, mené par Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université).

On voit ici que les systèmes de domination et d'exploitation reposent à la fois sur la différenciation entre anciens résidents et nouveaux venus, ces derniers étant infiniment plus vulnérables, et entre citadins (habituels de la ville et de son fonctionnement) et ruraux, les migrants originaires des "provinces" (terme qui renvoie ici aux espaces ruraux des départements boliviens) étant plus fragiles et vulnérables que les premiers, en raison de leur méconnaissance des us de la ville, de leur faible niveau éducatif, et de leurs moindres compétences pour résister à cette domination.

Il existe un second ordre de tensions sein des espaces des sociabilités boliviennes, qui renvoie aux difficultés relationnelles qui surgissent dans les relations entre Boliviens issus de régions distinctes, et issus de classes sociales différentes. Dans la mesure où il implique les jeux de recompositions identitaires actifs en migration, j'en réserve toutefois l'analyse pour le chapitre suivant (chapitre 4, III).

Les sociabilités ethniques ressortissent ainsi de formes, de motifs, et de logiques plurielles, qui se manifestent dans des espaces publics et communs. Elles associent au plaisir de retrouver le "goût du pays" et de pratiquer des loisirs partagés, à la fois des formes d'entraide et de liens qui instituent ces lieux en ressources spatiales pour les migrants, et des apprentissages de compétences de négociation pour vivre à côté des autres, pour conquérir une place, un droit à l'usage de la cité. Les sociabilités ethniques peuvent ainsi aussi exprimer des apprentissages de la citoyenneté. Elles ne sont cependant pas exemptes de dominations et de conflits qui révèlent les inégalités sociales, raciales et économiques profondes qui divisent les Boliviens en migration, et montrent que l'idée d'une communauté migrante ne résiste pas l'épreuve de certaines pratiques du quotidien. La communauté ethnique est à la fois nostalgie, ressource, force de revendication, mais aussi un imaginaire lézardé par la violence des relations sociales qui traversent le groupe.

### **III. Habiter avec les autres, habiter le lointain : cosmopolitismes populaires et espaces vécus transnationaux**

Les pratiques de l'invisibilité et les sociabilités ethniques constituent deux faces opposées, mais souvent complémentaires, des modes d'habiter en migration. Elles n'épuisent cependant pas la diversité des espaces de vie et des représentations de l'espace qui emplissent l'habiter. Il existe aussi des modes de coprésence et des côtoiements pacifiques de l'altérité, qui élaborent peu à peu dans les villes de la migration des cosmopolitismes vernaculaires ou "par le bas". Enfin, la dimension polytopique de l'habiter migrant, à laquelle renvoie l'introduction de ce chapitre, est visible dans les investissements réels et virtuels des lieux lointains, dans les espaces d'origine, constitutifs de modes d'habiter transnationaux.

#### **III.1. Coprésence et côtoiements dans les villes de la diversité**

Les quartiers de résidence des Boliviens en migration sont, on l'a vu au chapitre 2, des espaces pluriethniques où cohabitent des nationalités diverses, autochtones et étrangères, principalement latino-américaines à Buenos Aires, d'origine plus variée à Washington et Madrid dont on a souligné le caractère très pluriculturel, même si les Latino-américains y sont le continent d'origine le plus représenté. La coprésence résidentielle génère des interactions banales entre groupes étrangers, et entre étrangers et autochtones<sup>203</sup>.

Si des liens spécifiques et privilégiés relient dans les espaces urbains les migrants issus des mêmes origines, comme nous venons de le voir, des liens faibles (Granovetter, 1973) traversent aussi leurs vies quotidiennes, les mettant en relation avec d'autres, étrangers comme autochtones. Ce qui, pour Ulf Hannerz, caractérise finalement la ville :

*"Nous voyons plutôt la ville comme un espace où les gens ne se connaissent pas très bien (du moins au départ), où l'on se fait des relations sans les avoir toujours prévues, et où la structure sociale rend possible des contacts brefs et rapides"* (Hannerz et Joseph, 1983, p. 22).

Dans ces espaces du proche et du quotidien s'élaborent des modes de coexistence, de cohabitation, qui ne se cantonnent pas aux registres de l'évitement, du repli ethnique et du conflit. La coprésence implique des côtoiements qui vont de l'indifférence à des formes de vivre ensemble plus interactives. Ces interactions ont été décrites dans l'espace urbain

---

<sup>203</sup> Ainsi en Espagne, des enquêtes montrent qu'alors qu'en 1993 seulement 10% des Espagnols déclaraient avoir des relations de voisinage avec des étrangers, ce taux monte à 51% en 2009 (Cea, 2011).

états-unien par l'écologie urbaine de l'Ecole de Chicago qui envisage plusieurs modes de relations entre les individus au cours de leur processus d'assimilation : contact, conflit, accomodement (cf. chapitre 2, I). Elles ont donné lieu à un certain nombre de travaux postérieurs, dont l'actualisation se révèle particulièrement intéressante pour saisir ce qui se passe dans les espaces caractérisés par une "*superdiversité*" urbaine (Vertovec, 2007), ou une "*commonplace diversity*" (Wessendorf, 2010).

- ***De la diversité et de ses usages politiques et scientifiques***

La notion de diversité, qui trouve ses origines aux Etats-Unis à partir des années 1980, et se développe en Europe dans les années 2000, connaît un engouement contemporain à la fois sur le plan scientifique et politique.

En posant les espaces urbains comme "*superdivers*", Steven Vertovec décrit, à partir du cas londonien, un processus de "*diversification de la diversité*", en termes ethniques, sociaux, économiques, en référence aux multiples façons de comment, avec qui, où, ces gens vivent. Il propose un agenda de la recherche sur la diversité, à partir d'études tant quantitatives que qualitatives qui permettraient de la mesurer et d'en envisager les formes dans l'espace urbain : nouvelles inégalités, racismes, ségrégations, expériences de contacts, cosmopolitismes, liens aux politiques sociales, sont quelques-uns des chantiers de recherche qu'il appelle de ses vœux (Vertovec, 2007).

L'intérêt de la notion de diversité réside dans sa capacité à dépasser des lectures de l'espace urbain qui restent enfermées dans le prisme de l'ethnicité. A la différence du multiculturalisme (notion sur laquelle je reviendrai dans le chapitre 4, I), qui envisage les modalités de la coexistence et de la gestion politique de groupes culturels différents dans la ville, la diversité ne s'envisage pas tant au niveau des identités ou affiliations collectives qu'à celui des individus, de leurs compétences, de leurs pratiques. Cela implique à la fois d'un changement d'échelle d'observation (du groupe à l'individu) et d'un changement de point de vue, des affiliations vers les pratiques d'interaction individuelles (Faist, 2009 ; Vertovec, 2007).

C'est à la fois tout l'intérêt et toute la limite de la notion de diversité. Cet intérêt est aussi politique. La diversité renvoie à une fondamentale « *plasticité, qui permet à ses utilisateurs de relier le terme à une gamme étendue de discours et de dispositifs* », renvoyant à l'harmonie, la tolérance, l'échange, la pluralité (Jaunait et Bereni, 2009, p. 5); et à des registres divers (diversité des origines, des statuts, des sexes, des préférences, etc.). Dans son ouvrage sur *Les villes de la diversité*, David Giband montre comment en France, la diversité s'impose comme injonction nouvelle dans le débat politique des années 2000,

*« célébrée dans l'appareillage administratif et politique français comme une forme de reconnaissance de la pluralité de la société et comme le signe d'une richesse culturelle d'une France désormais « Black, Blanc, Beur » » (Giband, 2011, p. 9-10).*

Erigée en politique par des villes dotées de chartes de la diversité, la notion y hésite entre territorialisation non ethnicisée de politiques de discrimination positives, et considération de la variable ethnique comme un des éléments d'ajustement des politiques de gestion de la diversité.

Appliquée au registre de l'entreprise, de l'enseignement supérieur, des médias, des institutions et de la fonction publique, des assemblées politiques, la notion est déclinée de multiples façons, mais son indétermination est aussi ce qui tend à la vider de toute valeur normative, et à la dépolitiser. En envisageant les *« contenus opportuns de la diversité »*, le numéro spécial de la revue *Raison Politique* (2009/3) montre que la notion euphémise les questions relatives à la discrimination, la ségrégation et l'inégalité des groupes : *« promouvoir la diversité fait consensus là où lutter contre les discriminations semble désigner des coupables et des victimes »*. (Jaunait et Bereni, 2009, p. 9). La notion permet ainsi de refuser de voir des groupes minorisés (en France, on parle de personnes *« issues de la diversité »*, par exemple), de dépolitiser les enjeux des inégalités entre groupes, de les refouler dans un *« effet solvant »* (*op. cit.*) de l'enrichissement par le divers, un divers aux contours très flous et plastiques qui constitue son principal succès. C'est son absence d'ancrage dans une logique de réclamation ou de défense de certains droits qui constitue ainsi sa faiblesse politique, comme l'expose Virginie Guiraudon (voir aussi Faist, 2009):

*« La diversité est sans doute un terme que Flaubert aurait inscrit dans son Dictionnaire des idées reçues s'il l'avait rédigé au début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Quand on en discute dans les dîners en ville, il n'est pas de bon ton de « tonner contre ». Ce terme vise souvent à en éviter un autre, à euphémiser le phénomène à traiter : diversité plus que différence culturelle dans le cas de la devise de l'Europe, diversité au lieu de lutte contre les discriminations dans les actions destinées aux entreprises. » (Guiraudon, 2009, p. 84)*

Si la notion de diversité euphémise les discriminations et les inégalités, comme invitent à le penser ces analyses de ses usages politiques, elle offre l'avantage de pouvoir envisager autrement que sous le prisme ethnique les relations interindividuelles dans des espaces urbains divers. Pour David Giband, c'est la troisième phase de la diversité en ville : la première consiste en une invisibilisation des minorités reléguées, la seconde en une mise en visibilité attestant d'une reconnaissance (dont l'un des éléments structurants est le territoire), la troisième est un dépassement des précédentes, appelant à faire plus de place à l'autre dans l'urbain (Giband, 2011, p. 129). Car, s'écrit-il, *« la ville, ça sert d'abord à vivre ensemble ! »*. Contre les visions des villes fragmentées et séparées, la ville diverse, plurielle, est aussi un *« processus spatialisé d'apprentissage de l'autre »* (*op. cit.* p. 4).

Iris Marion Young partage cette vision. Pour elle, le dépassement de l'essentialisation ethnique réside dans la reconnaissance de la pluralité des appartenances des individus, sur la bases desquelles peuvent être construites des politiques de rétablissement de plus grandes égalités (Young, 1990). Elle oppose ainsi la vie communautaire à la vie urbaine, montrant comment la communauté (*community*), dans le contexte américain, est un idéal qui exemplifie les logiques de l'identité, invitant à une fusion des différences et niant la différence culturelle au sein du groupe. D'échelle locale, la communauté renvoie au partage

d'« un héritage spécifique, une auto-identification, une culture commune et une série de normes », avec une « différenciation vis-à-vis d'autres groupes, craints, méprisés ou au mieux dévalués » (*op. cit.*, p. 234-5, trad. libre).

A contrario, la vie urbaine<sup>204</sup> est définie par des relations sociales révélatrices du « *vivre ensemble entre étrangers* ». Composée de *clusters* de gens qui ont des affinités (familles, groupes sociaux, réseaux, associations, réseaux de quartiers, une vaste gamme de petites communautés)<sup>205</sup>, elle est une « *ouverture à l'altérité non assimilée* »<sup>206</sup>, visible dans les espaces publics d'interaction, de côtoiement, de mélange, dans lesquels les groupes coexistent sans être pour autant des communautés (*communities*) qui « *partagent les mêmes fins* ».

L'idéal de vie urbaine passe, pour elle, par la conception d'une citoyenneté différenciée (*differentiated citizenship*) dans une ville du "*together-in-difference*" qui affirme à la fois le droit aux affinités de groupe et à la liberté des chances dans l'espace. C'est sur les bases du respect de la différence entre groupes affinitaires et non communautaires qu'elle envisage la construction, via notamment des politiques de déségrégation résidentielle, d'une politique de justice sociale, centrale dans son œuvre (Young, 1999), et reprise par des travaux postérieurs sur la thématique de la justice spatiale – voir par exemple (Bret et al., 2010 ; Dufaux et Gervais-Lambony, 2009 ; Harvey, 2009a).

---

<sup>204</sup> Chapitre *City Life and Difference* (Young, 1990, chap. 8).

<sup>205</sup> « *City life as a form of social relations which I define as the being together of strangers (...) composed of clusters of people with affinities – families, social group, networks, voluntary associations, neighborhood networks, a vast array of small « communities ».* (Young, 1990, p. 237).

<sup>206</sup> « *City life as an openness to unassimilated otherness* » (Young, 1990, p. 227).

- **Micropublics et canopées cosmopolites**

Sans glisser sur le terrain des usages politiques de la diversité, les écrits d'Ash Amin et d'Elijah Anderson permettent de saisir comment cette diversité se manifeste et s'observe dans les géographies du quotidien.

Ash Amin cherche à comprendre les origines des émeutes ethniques de Londres en 2001 en envisageant comment se négocie au quotidien la différence ethnique (Amin, 2002). Rejetant "*l'ontologie raciale des territoires*" et appelant à un dépassement des notions de race et d'ethnie comme prismes de lecture de la société, il invite à considérer les "micro-espaces" (*microspaces*) où s'observent les négociations qui constituent des expériences qualifiées de "*microcultures of place*". C'est par l'observation des "*négociations prosaïques*" et des "*accommodements locaux*" que se comprend la négociation du droit à la présence, à la différence, non pas seulement dans la coprésence mais aussi dans l'interaction. Les lieux dans lesquels se jouent ces négociations quotidiennes ne sont pas tant pour lui les espaces publics, qui souffrent souvent d'une appropriation, d'une surveillance, d'une territorialisation au profit d'un groupe localement dominant, ni les espaces résidentiels, souvent peu mixtes, mais plutôt ce qu'il appelle les *micropublics* : écoles, clubs de sport, associations de jeunes, lieux de sortie des fins de semaine des jeunes, où s'observent ces "*échanges prosaïques*", et où l'identité n'est pas fixée, mais constitue dans ces espaces un processus en acte (Amin, 2002, p. 972).

#### **Encadré 14 : De l'ethnique au divers : la trajectoire d'Escuela Bolivia à Arlington**

A Arlington, un groupe de parents boliviens a mis en place en 1988 un programme appelé Escuela Bolivia, en lien avec les écoles publiques du comté, pour développer des projets éducatifs d'aide à la communauté bolivienne et hispanique locale. Lors de ma visite en 2011 aux services administratifs de l'Ecole, dans l'immeuble des services éducatifs du comté d'Arlington, c'est une employée d'origine népalaise qui m'accueille, membre d'une équipe de quatorze personnes qui travaillent pour le projet, un certain nombre d'entre elles sur la base du volontariat.

Trois programmes y sont développés :

-un programme d'apprentissage de l'espagnol pour les enfants (en majorité hispaniques) scolarisés en anglais et qui maîtrisent mal (surtout à l'écrit) la langue de leurs parents, doublé d'un programme d'apprentissage / approfondissement de l'anglais à destination des parents migrants. Il fonctionne sur la base de sessions estivales ou de façon hebdomadaire pendant l'année, après le temps scolaire, et est validé par des tests reconnus au niveau de l'Etat de Virginie. Des locaux sont



prêtés par une école publique du comté et un local religieux appartenant à une église de Falls Church.

-un programme appelé *Emerging Leaders Program* (ELP), destiné aux lycéens d'origine étrangère, qui vise à les préparer dans leurs candidatures pour accéder à l'université. Des couples constitués d'un jeune et d'un adulte qui joue le rôle de tuteur sont constitués pendant quelques mois, et des activités collectives leur permettent d'échanger sur l'apprentissage de leur démarche (visites de campus, rédaction de CV, préparation d'entretiens, de dossiers de bourses, etc.)

-le programme *Parent Leadership Initiative* accompagne quant à lui les parents migrants dans le suivi scolaire de leurs enfants, au travers de sessions collectives de formation sur la connaissance du système éducatif américain et ses attentes.

La session 2010-2011 du programme a touché au total un peu moins de 1.000 personnes, dont 70% de Latino-américains, les 30% restants concernant des migrants d'origine africaine et asiatique. Parmi les Latino-américains, on trouve 28% de Salvadoriens, 25% de Boliviens, 18% de Guatémaltèques, et diverses autres nationalités en plus faible proportion.

L'internationalisation très forte du programme a amené le bureau d'Escuela Bolivia à changer de nom en 2010, pour devenir le projet "*Educación para nuestro futuro / Education for our future*". (entretiens avec plusieurs animateurs du projet, Arlington, 2011).

Cet exemple met ainsi en évidence comment un projet communautaire ethniquement identifié s'est progressivement élargi pour accueillir un public très divers, qui commence même à sortir de la sphère latino-américaine. Le changement de nom est à cet égard significatif de l'évolution vers un espace de la diversité populaire, avec le soutien politique d'Arlington, municipalité sanctuaire au sein de l'Etat de Virginie, ouverte sur l'accueil des étrangers (cf. *supra* 1.4).

Pour Elijah Anderson, la ville offre des espaces propices à l'existence d'une "canopée cosmopolite" (*cosmopolitan canopy*) (Anderson, 2004, 2011a). A la différence d'Ash Amin, il considère que les espaces publics urbains permettent aux citoyens de faire une expérience paisible de l'altérité. Qu'il s'agisse de lieux très anonymes (comme les gares), plus intimes (squares, certains bars ou *diners*), ou encore intermédiaires (stades sportifs, supermarchés), qu'il observe dans la ville de Philadelphie, il les envisage comme des espaces de l'humanisation de l'expérience de l'autre, ouvrant la possibilité de l'élaboration d'une société plus ouverte à l'autre et à l'échange :

*« L'existence de la canopée permet à ces gens, dont la référence reste souvent leur propre classe sociale ou leur propre groupe ethnique, d'avoir l'opportunité de rencontrer d'autres gens et d'œuvrer ainsi vers une appréciation plus cosmopolite de la différence (...). Ils [ces espaces de la canopée] offrent une opportunité à des étrangers divers de se rencontrer et d'être exposés les uns aux autres. Dans ces circonstances, ils ont une chance de se mélanger, de s'observer, et de se familiariser avec des gens qu'ils côtoient sinon rarement de près. (...) La canopée peut ainsi être une expérience profondément humanisante (...) A mesure que les canopées prolifèrent, ces territoires neutres deviennent un élément courant de la fabrique de la ville. (...) Les gens*

*peuvent apprendre à vaguer dehors dans une ambiance cosmopolite (...) Un modèle de civilité se développe dans ces lieux qui pourrait bien se répandre ailleurs dans la ville.*<sup>207</sup> (Anderson, 2004, p. 28-29, trad. libre).

Dans les métropoles étudiées ici, les pratiques de ce quotidien s'élaborent dans les relations de voisinage, sur les bancs des écoles que les enfants d'origines différentes partagent, dans les structures d'aide sociale ou d'activités périscolaires et de loisirs, dans les espaces publics de passage : la rue, le centre commercial où tous vont faire leurs courses, mais aussi les bars, restaurants, discothèques, qui n'affichent pas de marquage ethnique significatif. Elles peuvent aussi s'élaborer dans le côtoiement sur les espaces de travail (chantiers de construction, services de la restauration et de l'hôtellerie, par exemple) ou de résidence (co-locations, voisinages). Les appartenances de groupes peuvent se faire discrètes dans des espaces où les interactions passent par le respect de l'autre, et débouchent sur des échanges d'inégale intensité.

La diversité des usagers y est la norme, ce qui signifie que les formes d'appropriation par des groupes y sont, sinon absentes, du moins discrètes. Il importe bien, pour rendre compte de ces processus, de quitter la sphère du groupe pour se placer au niveau des individus dans leurs interactions quotidiennes, non pas envisagées comme génératrices d'identités, mais plus comme formes d'ajustement concret et quotidien à l'altérité.

A propos des espaces publics urbains espagnols, Francisco Torres décrit un processus "d'insertion tranquille" des migrants qui passe par des côtoiements relevant d'une "réserve éduquée", caractérisée par le respect de l'autre dans un souci d'évitement des conflits :

*"La coprésence résidentielle a généré un vivre ensemble<sup>208</sup> pacifique mais distant", dans lequel "les migrants de diverses origines partagent les espaces de la vie quotidienne (...) sans tensions particulières ni interrelations significatives, entre l'indifférence courtoise et la non ingérence"* (Torres, 2011, p. 98). Pour lui, toutefois, *"Ce vivre ensemble se comprend plus dans une perspective multiculturelle qu'interculturelle, étant donné les faibles relations au niveau des groupes primaires, familles et amis, entre les voisins de différentes origines"* (op.cit. p 223).

---

<sup>207</sup> *"The existence of the canopy allows such people, whose reference point often remains their own social class or ethnic group, a chance to encounter others and so work toward a more cosmopolitan appreciation of difference.(...) They do provide an opportunity for diverse strangers to come together and be exposed to one another. In these circumstances, they have a chance to mix, observe one another, and become better acquainted with people they otherwise seldom observe up close. (...) The canopy can thus be a profoundly humanizing experience (....). As canopies proliferate, such neutral territories become an established element of the makeup of the city. (...) people can have a sense of being out and about in a cosmopolitan setting. (...) A model of civility is planted in such settings that may well have a chance to sprout elsewhere in the city".*

<sup>208</sup> Il s'agit de la traduction du terme espagnol de « convivencia » (vivre – avec).

Cette coprésence pacifique est décrite dans le travail de Suzanne Wessendorf sur le quartier de Hackney (considéré comme l'un des plus ethniquement, culturellement et religieusement divers de Londres), comme une expérience banale, quotidienne, non spéciale et non culturelle de la "*commonplace diversity*", que l'on pourrait traduire par la banalité de la diversité, et qui renvoie une adhésion tacite à une certaine idée sinon du mélange, du moins du côtoiement quotidien (Wessendorf, 2010).

### **Encadré 15 : Un bar sans nom dans un quartier "super divers" (Madrid)**

Ernesto est un migrant péruvien installé depuis les années 1980 à Madrid. Il tient un bar sans nom (ce qui est en soi significatif) sur une place, au cœur de la cité de San Cristobal de Los Angeles (évoquée au chapitre 2) dans le district de Villaverde, au sud de la ville. Cette cité de logements dégradés et populaires abrite près de 50% de population étrangère, et on y côtoie toutes les origines, africaines, maghrébines, latino-américaines, asiatiques, est-européennes.

Ernesto différencie ce quartier multiethnique d'autres quartiers de Madrid qu'il considère comme étant des ghettos ethniques. Par exemple, il considère qu'« à Usera, les Boliviens et les Chinois sont ghettoïsés ». Il signifie par là que ces groupes manifestent d'un marquage paysager et d'une appropriation territoriale qui laisse peu de place aux autres, plus qu'il ne souligne le rejet dont ces groupes peuvent pâtir de la part des autres.

Il qualifie son bar de « *multiculturel, ici tout le monde vient, c'est ça qui est bien. Ici j'ai plein de genres de musiques et selon le client qui vient, je lui mets sa musique, et on apprend à se connaître. Je parle quelques mots de français avec ceux du Mali, du Sénégal, du Cameroun, je parle un peu anglais avec ceux du Nigeria (...) mais j'ai des clients équatoriens, ici c'est les Latinos les plus nombreux, mais aussi Boliviens, Dominicains. Il y a peu de Péruviens ici, quelques Brésiliens, mais sinon je vois aussi beaucoup de Roumains, Polonais, Bulgares, Marocains, Gitans...* ».

Son bar est ainsi un lieu de ces échanges discrets, où la diversité s'observe dans son expression la plus banale.

(entretien Madrid, 2008).

Des lieux publics de côtoiements aux rencontres, certaines interactions entre étrangers donnent naissance à des modes d'habiter révélateurs de cosmopolitismes populaires émergents.

### **Encadré 16 : Des côtoiements aux sentiments**

A Madrid, Wendy, 35 ans (originaire de La Paz) s'est mise en couple avec un Equatorien, rencontré dans une discothèque locale, avec lequel elle a eu un enfant en 2009.

A Washington, Daniel, originaire de Cochabamba, la quarantaine, installé depuis 10 ans aux Etats-Unis, a rencontré une Salvadorienne avec laquelle il a un enfant de trois ans.

Dans une banlieue de New York à forte population latino-américaine, Portchester (comté de Westchester), où Laura (originaire de La Paz), aujourd'hui âgée d'environ 45 ans, a vécu douze ans, ses meilleures amies, avec lesquelles elle partage tout, des soucis personnels aux sorties de fins de semaine, "*devenues ma famille*", sont une péruvienne et une colombienne, rencontrées via leurs enfants respectifs à la sortie des écoles.

Raul (originaire de Cochabamba), un jeune de 19 ans, arrivé en Espagne avec un cousin la veille de l'entrée en vigueur du visa en 2007, partage un appartement avec sa cousine dans le quartier central multiethnique d'Embajadores, et vit avec le petit ami de cette dernière, un garçon du Bangladesh. La cohabitation se passe bien, même si Raul s'étonne de certaines pratiques. Le petit ami ne mange pas de porc, et Raul doit cacher le jambon qu'il ramène à la maison, au risque qu'il ne soit jeté à la poubelle ! Chacun préserve ainsi soigneusement son étage du frigo partagé.

(entretiens Madrid, 2008 et 2009 ; Washington et Portchester, 2011 et 2012).

- ***Quartiers pluriethniques et cosmopolitismes populaires***

J'ai souligné plus haut l'invisibilité des migrants dans les espaces centraux emblématiques et symboliques des grandes villes (II.1). C'est en effet dans les quartiers populaires multiethniques que s'actualisent au quotidien, de façon plus active et sans que les individus n'éprouvent le sentiment de ne pas être à leur place, les expériences banales de la diversité. Cela ne signifie pas que ces espaces soient forcément périphériques, au sens spatial et politique du terme.

A Madrid, le quartier de Lavapiés, un des plus multiethniques de la ville, est en situation géographiquement très centrale. Il fait figure de centralité immigrée par excellence dans la ville, et bénéficie à cet égard également de dynamiques de gentrification, qui contribuent à y faire cohabiter (on peut se demander pour combien de temps) à la fois des Espagnols plutôt jeunes, engagés, artistes et intellectuels emblématiques de la littérature sur la gentrification (Clerval, 2010 ; Florida, 2002 ; Smith, 1996) et groupes minoritaires caractérisés par la

diversité de leurs origines. J'ai toutefois souligné (cf. chapitre 2) la faible présence des groupes latino-américains dans cet espace, en particulier de ceux récemment arrivés, comme les Boliviens. Lavapiés est à la fois en situation géographique centrale, mais aussi symbolique. On y trouve de nombreux collectifs activistes, comme l'association des *Sin Papeles* ou sans papiers (Massó Guijarro, 2012), qui ont joué un rôle majeur dans le mouvement des *Indignados* depuis 2011 et sont présents sur la scène politique et citoyenne madrilène. Lavapiés occupe à Madrid un espace proche de celui que représente à Paris le quartier de Belleville.

Patrick Simon (Simon, 2010) a montré comment la juxtaposition de strates ethniques bénéficiant de marqueurs spécifiques (immeubles, rues, boutiques, cafés, parcs), à Belleville, est porteuse d'un modèle de cohabitation reposant sur les ajustements des groupes à cette structure stratifiée, caractérisé par des normes de comportement où dominant tolérance et respect. C'est le respect des espaces de chacun (et donc de la frontière maintenue entre les groupes en situation de coprésence) qui est même la raison principale de leur cohabitation pacifique, même si les limites entre les uns et les autres se redéfinissent en permanence. Le partage de l'espace, l'invention d'un "mythe de Belleville" comme quartier ouvrier à la tradition accueillante envers les étrangers, et le rôle qu'y jouent des associations et des forces politiques locales, sont trois éléments qui contribuent à y instituer un système de régulation des différences entre communautés qui ont chacune leur propre place, selon le modèle de la mosaïque juxtaposée. Les changements de Belleville depuis les années 1990 (notamment sa gentrification progressive) le font évoluer d'un quartier ethnique vers une centralité immigrée, ce qui signifie que même quand les anciens résidents en partent, ils y maintiennent des liens symboliques et pratiques, Belleville jouant un rôle de pôle d'attraction dans des espaces ethniques qui évoluent alors en réseau (à l'image de ce qu'Anne Raulin, 1988, a mis en évidence dans la petite Asie de Choisy).

Washington, on l'a vu, est une ville d'immigration récente. On n'y trouve ainsi pas de quartier d'immigration emblématique de l'histoire urbaine, à la différence de New York, où ils sont nombreux, caractérisés soit par leur identification forte avec un groupe, et ayant acquis une fonction de centralité symbolique devenue aujourd'hui fortement touristique<sup>209</sup>, soit par leur très forte densité de minorités ethniques aux origines multiples (comme le *borough* de Queens, identifié comme le plus ethniquement divers et cosmopolite des Etats-Unis). A Washington, le marquage ethnique et la scénographie commerciale de l'ethnicité sont plus discrets, on l'a vu, et relèvent plutôt des comtés de *l'inner suburb*, comme Fairfax, que des quartiers centraux.

---

<sup>209</sup> tels Chinatown, Little Italy, le quartier juif hassidique de Brooklyn, plus globalement le Lower East Side, où l'on peut par exemple visiter, au très intéressant Tenement Museum (<http://www.tenement.org/>), des appartements occupés il y a un siècle par des migrants allemands, juifs d'Europe orientale, Italiens ou Chinois.

A Buenos Aires, où la diversité des populations migrantes est plus faible que dans les deux autres villes de cette étude, on ne trouve pas non plus d'équivalent symbolique de la diversité des origines culturelles dans un quartier urbain spécifique. En revanche, certains secteurs péricentraux, comme la grande zone commerciale de Once, le quartier de Bajo Flores, le parque Avellaneda, le marché del Abasto, et certaines grandes *ferias* populaires de la zone sud de la ville (comme celle de Bonorino, l'une des plus grandes), voient se cotoyer des populations de diverses origines où les Coréens se mêlent aux Boliviens, Paraguayens et aux autres migrants limitrophes, mais aussi à des migrants plus récents, notamment d'origine africaine, qui sont plus nombreux à rejoindre l'Argentine depuis une dizaine d'années (voir par exemple la thèse récente de Régis Minvielle, 2013).

C'est ainsi en situation péricentrale ou périurbaine que les quartiers multiethniques populaires sont les plus significatifs dans les métropoles étudiées, et où la présence des Boliviens est visible parmi bien d'autres : districts d'Usua, Carabanchel, Villaverde à Madrid, quartiers péricentraux du sud de la ville autonome de Buenos Aires, banlieue de l'inner core et comtés d'Arlington et de Fairfax à Washington.

Soulignons la vitalité de ces centralités populaires immigrées, à l'image de ce que William Berthomière observe dans le sud de Tel Aviv, dans les rues du quartier pluriethnique de Ne'ev Shanan (Berthomière, 2012). Leur caractère dynamique mais aussi innovant, dans les rapports sociaux qui s'y nouent entre de multiples origines, est l'objet du dossier que la revue *Espaces et sociétés* consacre en 2013 aux *Minorités, métropoles, mondialisation* (Blanc, Fakouhi et Raulin, 2013). Ses coordonnateurs défendent une vision de la société urbaine comme mettant en jeu des rapports de force à tous niveaux entre majorité et minorités, dans lesquels s'actualise de façon nouvelle une relation qui n'associe plus forcément les minorités à la périphérie et à l'infériorisation, ni les majorités à la centralité et à la domination sur les premiers.

Ce qui se joue dans ces espaces, c'est avant tout l'invention de cosmopolitismes populaires. Il ne s'agit pas ici de cosmopolitisme envisagé comme horizon sociétal utopique, ou comme cadre normatif plaidant pour une citoyenneté mondiale, renvoyant à une harmonie de la cohabitation des peuples au delà de leurs frontières, que décrit une optique cosmopolitique opposée au nationalisme, issue de la philosophie kantienne des Lumières et reprise par Ulrich Beck (Beck, 2006). Les cosmopolitismes populaires se distinguent aussi de nombre de travaux qui associent le cosmopolitisme aux élites circulantes de la globalisation, capables de se sentir chez elles partout dans le monde, à la fois bien partout et de nulle part, que décrivent par exemple Peggy Levitt (Levitt, 2007), Saskia Sassen dans sa vision des classes globales émergentes (Sassen, 2007b), Aihwa Ong dans son étude des citoyennetés flexibles des Chinois circulants (Ong, 1999), ou bien encore les travaux fondateurs d'Ulf Hannerz (Hannerz, 1992).

Hannerz distingue les cosmopolites,

*“qui veulent s’engager avec les autres”, qui “se familiarisent avec d’autres cultures et savent naviguer aisément entre les cultures”,*  
des transnationaux, qui *“sont des gens qui se déplacent et construisent autour d’eux des mondes encapsulés”*<sup>210</sup> (trad. libre).

Pour lui, les élites globales renvoient au premier groupe, alors que les travailleurs migrants populaires relèvent de la seconde catégorie, car ils subissent plus qu’ils ne choisissent la coprésence, et cherchent à recréer hors de chez eux des *“chez-soi de substitution” (surrogate homes)*.

En accord avec les travaux de Pnina Webner sur ce qu’elle qualifie de cosmopolitismes vernaculaires (*vernacular cosmopolitanism*), terminologie qu’elle emprunte à Homi Bhabba, ou bien encore les cosmopolitismes des travailleurs (*working class cosmopolitanism*) - (Webner, 1999, 2006), il me semble que les élites transnationales peuvent être autant encapsulées dans leurs mondes globaux que les migrants populaires, pour reprendre la terminologie d’Hannerz. Si j’ai montré plus haut (II.2) que les sociabilités ethniques des migrants populaires participent bien de la recreation d’un monde qui leur est familier dans la migration (retrouver le goût la Bolivie), les réflexions qui précèdent mettent aussi en évidence qu’il est

*“possible d’être un migrant travailleur cosmopolite qui acquiert connaissances et familiarités avec d’autres cultures”*<sup>211</sup> (Webner 1999, p. 19-20, trad. libre).

C’est dans les situations d’interaction, qui se jouent notamment dans les quartiers populaires multiethniques, que se construisent ces cosmopolitismes populaires, non pas comme une utopie sociétale ou un horizon, mais bien comme un univers concret de situations.

---

<sup>210</sup> “Transnationals are people who move and build encapsulated cultural worlds around them. Cosmopolitans, by contrast, familiarise themselves with other cultures and know how to move easily between cultures”.

<sup>211</sup> “The working class labour migrants (...) are primarily transnationals, living in their enclosed cultural worlds wherever they travel, but (...) it is possible to be a working class cosmopolitan person who gains knowledge and familiarity with other cultures”.

### III.2. L'habiter transnational

L'observation des modes d'habiter des migrants ne peut se limiter à celle de leur présence dans les espaces de destination. En effet, la plupart d'entre eux sont aussi engagés dans des modes d'habiter transnationaux, matériels ou virtuels, réels ou imaginés, faits de pratiques spatiales et / ou d'imaginaires spatiaux, soit, selon la terminologie de la triplicité spatiale, d'espaces de vie et d'espaces vécus. Ce habiter transnational justifie la dimension polytopique de l'habiter évoquée en introduction de ce chapitre.

Dans un numéro qui fit date dans les études sur le transnationalisme, publié par la revue *Ethnic and Racial studies* en 1999, les coordinateurs soulignent que, si le phénomène transnational peut être envisagé aux échelles individuelle, familiale et communautaire, c'est toutefois l'individu, à l'origine des réseaux qui structurent le transnationalisme, qui est le point de départ le plus pertinent de la réflexion (Portes, Guarnizo et Landolt, 1999). Le transnationalisme "par le bas" tel que le défendent les travaux portés par le laboratoire de recherches de l'université de Princeton dirigé par Alejandro Portes (*Center for Migration and Development*), est principalement envisagé, au début des années 2000, à partir d'activités investissant des domaines spécifiques : économiques, politiques, et socio-culturelles (comme le montre la typologie proposée dans Portes, 2003). Principalement cantonnées dans la sphère des activités publiques, les recherches sur le transnationalisme s'élargissent, dans la seconde moitié des années 2000, au cadre privé de la sphère familiale et reproductive : on assiste alors à l'émergence de travaux sur les familles transnationales, les modalités de circulation des affects, des émotions, des pratiques de soin (*care*) à distance (Baby-Collin et Razy, 2011 ; Baldassar et Merla, 2010, 2014 ; Bryceson et Vuorela, 2003 ; Parella Rubio, 2003).

C'est à cette sphère du quotidien transnational, principalement élaboré dans un cadre familial, que je m'intéresse ici. C'est ainsi à un niveau de lecture très concret, celui des vies quotidiennes, hors des sphères associatives et politiques (sur lesquelles je reviens dans le chapitre 4, II et III), que j'envisage ici l'habiter transnational, dans la façon dont les migrants maintiennent des relations à l'espace d'origine.

On peut envisager trois configurations de l'habiter transnational, qui peuvent coexister ou bien n'être déclinées qu'au singulier, selon les situations, les compétences et la motilité (Kaufmann et Jemelin, 2004) de chacun.

D'abord, celui qui se manifeste par des circulations physiques des migrants, des aller-retours entre pays d'origine et espace d'installation. Ces migrants là sont engagés, à des degrés divers, dans des logiques spatiales plurisituées où ils disposent des compétences et des capitaux de mobilité autorisant des va-et-vient. L'intensité de cette circulation est fort



variable selon les individus, et va de la pratique de la double résidence (un partage du temps équivalent dans l'espace de destination et d'origine) à des retours visites très ponctuels et occasionnels, avec toute une gamme de situations intermédiaires.

L'habiter transnational se manifeste aussi de façon plus dématérialisée par des échanges entretenus et maintenus sur la durée avec l'espace d'origine, dont la fluidité a crû avec l'amélioration des nouvelles technologies de communication et d'information comme avec la baisse générale des coûts de transport et des télécommunications. L'une des formes particulières de ces échanges concerne les remises ou transferts de fonds.

Pour reprendre la terminologie proposée par Michel Lussault, alors que la circulation physique permet, par la mobilité, de retrouver un côtoiement, une coprésence, dans une proximité topographique, la communication à distance invente une autre forme de proximité : médiée, topologique, qualifiée de cospatialité des acteurs. La coprésence et la cospatialité constituent pour l'auteur les deux modes de gestion de la proximité, ou de "*maîtrise des métriques*" (Lussault, 2009).

Enfin, l'habiter transnational se manifeste aussi de façon plus projectuelle, au travers de l'imaginaire du retour et des projets élaborés par les migrants. Cette dernière dimension est fondamentale, car elle permet de comprendre aussi la façon dont les migrants s'investissent dans leur quotidien en migration, sont capables parfois d'endurer des souffrances et des discriminations dans les espaces de destination, supportées grâce à l'imaginaire d'un retour qui permettrait l'accomplissement de rêves échafaudés au cours du projet migratoire, et qui ont bien souvent donné naissance à leur mise en mouvement.

- ***Circuler***

Les aller-retours entre lieu d'origine et d'installation des migrants constituent l'une des composantes les plus tangibles des liens maintenus de part et d'autre des frontières.

Ces circulations sont réduites par un certain nombre de contraintes.

D'abord, elles sont soumises aux possibilités juridiques de circulation des migrants, c'est-à-dire à leur statut légal ou irrégulier. Cette contrainte augmente avec la distance à parcourir. L'Argentine est de ce point de vue dans une situation fort différente des Etats-Unis ou de l'Espagne. D'abord, parce que la distance à franchir pour revenir au pays d'origine est moindre, même si, de Buenos Aires à la frontière bolivienne, près de 48 heures de voyage en bus sont nécessaires. Ensuite, parce que la frontière boliviano-argentine est plus poreuse et moins contrôlée que les autres (Sassone et Cortes, 2010), ce qui permet des circulations plus aisées même en l'absence de statut légal des migrants.

Pour les migrants sans papiers résidant en Espagne ou aux Etats-Unis, la perspective du retour au pays est soumise à l'espoir de la régularisation. Car un retour sans papiers

équivalait à une impossibilité de refaire ensuite le chemin inverse (cf. chapitre 1, III.3., encadré 5). Outre les risques et le caractère hasardeux d'une tentative de franchissement de la frontière américano-mexicaine ou de celle de l'espace Schengen (que les Latino-américains franchissent via les aéroports, où l'entrée sans autorisation est strictement impossible à envisager), il faut ajouter le coût exorbitant de la migration irrégulière.

Le statut n'est toutefois pas le seul obstacle à la circulation physique des migrants. Le coût économique du billet d'avion depuis les Etats-Unis ou l'Europe (autour de 1.000 € / \$) joue aussi dans les capacités d'aller et venir. Faire le choix de revenir au pays, pour ses vacances ou un séjour de courte ou moyenne durée, implique souvent des sacrifices économiques, des choix dans la gestion financière des migrants, qui se font alors au détriment d'autres formes d'investissement.

Enfin, l'activité professionnelle est une autre contrainte aux possibilités de circulation. Comme le montrent les nombreux travaux, aux Etats-Unis, sur les circulations des migrants mexicains travaillant dans l'économie agricole, les calendriers des retours au Mexique sont dictés par le rythme des saisons. Dans l'espace boliviano-argentin, les migrations rurales / rurales qui articulent depuis plus d'un siècle les départements de Potosi et Tarija aux provinces de Salta et Jujuy dans le nord de l'Argentine fonctionnent sur des va-et-vient qui sont également dictés par les rythmes des calendriers agricoles à la fois des lieux de la migration et de ceux des espaces d'origine (Hinojosa, Perez Cautin et Cortez Franco, 2000). Mais en milieu urbain, les emplois sont moins facilement saisonniers. Si l'activité sur les chantiers de construction autorise des interruptions entre un contrat et un autre, qui permettent des retours au pays, les emplois dans les secteurs des services ou dans la domesticité, laissent peu d'opportunités pour des absences prolongées.

En Espagne et aux Etats-Unis, les contraintes professionnelles sont aussi des contraintes juridiques : le renouvellement des autorisations de séjour est soumis au maintien des contrats de travail, et, aux Etats-Unis, à des durées minimales de résidence sur le sol américain, ce qui limite le temps que les migrants peuvent passer à l'extérieur.

La stabilisation des situations professionnelles des migrants dans les espaces d'installation s'accompagne aussi souvent d'investissements : achat d'une voiture (aux Etats-Unis, on en a mis en évidence la nécessité), investissement dans le logement et son équipement. Ces dépenses (parfois à crédit) sont aussi contraignantes financièrement pour les migrants qui ne peuvent pas forcément se permettre des retours au pays aussi souvent qu'ils le souhaiteraient.

Les contraintes qui pèsent sur les circulations sont visibles dans les quelques données disponibles, relatives à la circulation migratoire.

### **Encadré 17 : Variabilité de la circulation migratoire Bolivie / Argentine : le rôle des conjonctures, de la distance, et des activités économiques**

L'enquête ECMI menée à Buenos Aires en 2003 interroge les foyers comportant au moins un migrant bolivien sur leur mobilité vers la Bolivie durant l'année écoulée avant l'enquête. Environ 90% des foyers interrogés ne sont pas retournés au pays (INDEC, 2003). Ce faible chiffre doit toutefois être mis en perspective avec la situation argentine en 2002-2003 : il s'agit des années de crise qui ont suivi le cataclysme national de 2001, lors desquelles un certain nombre de migrants sont retournés durablement dans leur pays d'origine en raison de la crise. Ceux qui sont restés à Buenos Aires étaient alors plus probablement dans des logiques de consolidation de leur situation économique dans ce contexte tendu, et l'on peut penser que l'enquête aurait pu donner des taux plus élevés si elle avait été menée en situation de croissance économique.

Les enquêtes menées dans le cadre du programme de recherches PARMi en Bolivie en 2002-2003, qui ont porté sur 250 foyers migrants ruraux du sud du département de Potosi d'un côté, et 250 foyers migrants de villages de la région du Valle Alto de Cochabamba (soit au total près de 3.000 individus), ont permis de mesurer la circulation migratoire des membres des foyers et de constituer un indice de circulation migratoire combinant à la fois l'âge, la durée cumulée des séjours réalisés en Argentine, et le nombre de voyages réalisé par chaque individu au cours de sa vie. Des indices de circulation élevés à très élevés ont été observés pour 40% des migrants issus du département de Potosi, et pour moins de 20% seulement des migrants de Cochabamba.

La spécificité de la forte circulation migratoire des migrants de Potosi a pu être attribuée à plusieurs facteurs :

- L'ancrage ancien dans des logiques de circulation internationale constitutives de modes de vie dans lesquels la mobilité, saisonnière, annuelle, ou régulière, est intégrée dans le quotidien des familles.
- Un peu plus du tiers des migrants de la région disposaient d'un permis de résidence en Argentine ou de la citoyenneté argentine.
- Un certain nombre d'entre eux migraient sur de faibles distances, vers les provinces du nord argentin et non vers Buenos Aires.
- Un grand nombre d'entre eux travaillait dans le secteur agricole, permettant des mobilités rythmées par les saisons.

Les modalités de circulation des migrants de la région de Cochabamba différaient de celles de Potosi sur plusieurs de ces aspects : une migration d'origine plus urbaine, des destinations plus lointaines (Buenos Aires arrivant en première position dans les destinations), des emplois plus nombreux dans le secteur secondaire (construction, industrie textile) et tertiaire (commerce, domesticité, services divers), générateurs d'une mobilité et d'une circulation moins affirmée.

(Baby-Collin, Cortes, Faret et Sassone, 2009 ; Cortes, 2008b).

En Espagne, l'enquête ENI menée en 2007 montre que les Boliviens sont le groupe qui est le moins retourné au pays d'origine de tous les groupes considérés depuis son arrivée en Europe, derrière le Pérou, la Colombie, et l'Equateur : les pays andins en Espagne sont ainsi les moins circulants. Alors que la moyenne des migrants (indépendamment de leur âge et de la durée de leur résidence en Espagne) s'élève à près de quatre voyages retours en origine, le nombre de ces voyages est de plus de six pour les pays européens de l'espace Schengen, de 5 à 6 pour les Marocains, de moins de 2 pour les pays latino-américains, et de 0.3 pour les Boliviens (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 172). L'absence de retour au pays peut être attribuée à la fois à l'importance des migrants irréguliers ou sans permis de séjour stabilisé, au coût représenté par le voyage, et à la faible durée de leur présence en Espagne (puisque la plupart, en 2007, sont là depuis moins de cinq ans) ; l'enquête montre aussi qu'un grand nombre des Boliviens qui sont retournés en Bolivie l'ont fait pour pouvoir y mener à bien des procédures administratives en lien avec la régularisation de leur situation en Espagne.

Bien que spécifique et partielle, l'enquête réalisée sous la direction de Jean-Michel Lafleur en 2009 auprès de 324 électeurs boliviens résidant à l'étranger est intéressante, car elle permet de comparer à un instant T (le jour du vote pour l'élection d'Evo Morales) des profils d'électeurs résidant dans quatre métropoles principales de la migration bolivienne qui ont fait l'objet de l'étude (Madrid, New York, Buenos Aires, Sao Paulo). L'enquête révèle que les migrants résidant en Argentine et au Brésil sont ceux qui sont revenus le plus en Bolivie (environ les deux-tiers d'entre eux ont fait un séjour sur les trois dernières années) ; les électeurs résidant à New York sont en situation intermédiaire (58%), en revanche, plus des deux-tiers des électeurs résidant à Madrid ne sont pas revenus en Bolivie sur les trois dernières années (Lafleur, 2012a). Ce résultat atteste bien d'une capacité de circulation contrastée selon les destinations, d'une plus grande porosité des frontières des pays limitrophes, et d'une circulation beaucoup plus faible avec l'Espagne, où les contraintes de statut, de distance, de coût, sont les plus fortes pour le collectif bolivien.

La circulation des personnes entre origine et destination n'implique cependant pas que les migrants travailleurs. Elle peut impliquer un membre non actif du foyer, moins affecté par des contraintes professionnelles. Elle peut aussi impliquer la venue de membres de la famille résidant en Bolivie.

Aux Etats-Unis et en Espagne, ce cas de figure est fréquent chez les migrants dont la situation relativement stabilisée permet d'obtenir des visas de touristes pour faire venir séjourner leurs proches. En Espagne, des migrants ayant acquis la citoyenneté espagnole peuvent aussi faire jouer les procédures de rapprochement familial pour obtenir des papiers pour leurs proches (parents ou enfants) qui leur permettent de circuler, en quelque sorte, à leur place.

### **Encadré 18 : Carlos : quand l’astreinte à l’immobilité fait venir à soi les siens.**

Au bout de dix-huit ans de vie américaine, Carlos n’a toujours pas régularisé sa situation, raison pour laquelle il n’a jamais pu retourner en Bolivie. Mais, *“avec toutes mes contraintes (il fait vivre plusieurs personnes de sa famille en Bolivie et envoie donc d’importantes sommes d’argent au pays), je ne pourrais de toutes façons pas me permettre d’acheter le billet d’avion”*.

Pour ne pas perdre le contact avec les siens, ce sont eux qui viennent lui rendre visite. Sa mère a pu obtenir un visa touriste de dix ans car, dit-il, *“les vieux, c’est plus facile pour eux d’avoir un visa touriste, ils savent qu’ils ne vont pas venir prendre le travail d’un autre”*. Elle est venue lui rendre visite à plusieurs reprises, en séjournant pour des durées qui atteignent facilement trois mois. Son frère, qui a une bonne position d’avocat à Santa Cruz, où il est allé s’installer après plusieurs années de vie en Argentine, parce qu’*“à Santa Cruz, les opportunités économiques sont meilleures qu’à La Paz”*, dispose également d’un visa touriste pour venir aux Etats-Unis, que lui facilite sa très bonne situation économique en Bolivie. Il vient lui rendre visite à New York régulièrement, pour des séjours d’une à deux semaines.

(entretiens Portchester, New York, 2010-2011-2012). Voir aussi chapitre 5, III.2.

#### **• Communiquer**

Bien qu’il existe des migrants circulant régulièrement entre Bolivie et les espaces de destination étudiés, l’essentiel de l’habiter transnational est bien un habiter à distance, consistant en le maintien de liens avec l’origine qui passent par des échanges de diverses natures. Leur intensité, leur fréquence, leurs modalités, varient grandement selon un certain nombre de facteurs que j’aborde de façon spécifique dans le chapitre 5, me contentant ici d’en souligner les principales déclinaisons.

Le temps passé à l’étranger et la durée de l’éloignement de l’origine sont un des éléments de la variabilité du maintien des liens. Des migrants partis depuis plus de vingt ans ont généralement des liens moins forts avec l’origine que des migrants récents, plus dépendants du contact avec les leurs restés au pays, même si cette affirmation générale connaît aussi un certain nombre de nuances (cf. chapitre 5, III). L’enquête ECMI, menée en Argentine en 2003, montre que dans le Grand Buenos Aires, 64% des foyers déclarent conserver des liens à la Bolivie, mais ce pourcentage varie fortement selon la durée de résidence en Argentine : seuls 40% des migrants arrivés avant 1969 continuent à les entretenir, contre les deux-tiers des migrants arrivés dans les années 1970, et plus de 80% de ceux arrivés après 1980.

Les modalités des reconfigurations familiales au travers de la migration constituent un autre facteur de variation dans le maintien des liens. Un père ou une mère migrant seul à l'étranger et laissant ses enfants et / ou son conjoint au pays a tendance à maintenir des liens plus forts avec sa famille que dans le cas de migrations de l'ensemble d'un groupe familial. L'une des caractéristiques fortes de la migration bolivienne en Espagne est, on l'a vu (chapitre 1, IV), sa forte féminisation. Un grand nombre de femmes ont migré seules, attirées par les opportunités considérables offertes par le marché des services de soin et de la domesticité. Beaucoup ont laissé derrière elles des enfants, à la charge de leur mari, ou plus souvent de leurs propres parents, mais aussi parfois à charge d'une sœur, d'une amie, ou d'une employée, générant ainsi des chaînes de soin que la littérature a appelées les *global care chains* (Ehrenreich et Russell Hochschild, 2003). Ces familles séparées par la distance, dites familles transnationales (Baby-Collin et Razy, 2011), sont généralement fortement engagées dans le maintien de liens réguliers avec leurs enfants (cf. chapitre 5, II.2).

L'âge de la migration intervient aussi dans ces variations. Un jeune migrant sans famille, un adulte parent migrant seul ou en famille, une personne plus âgée migrant pour retrouver ses enfants et petits enfants, constituent autant de situations diverses qui ont des implications sur les modalités, la fréquence, l'intensité des liens maintenus avec l'origine.

Enfin, s'articulant de façon étroite avec les autres facteurs, les moyens économiques des migrants et leur inégale réussite dans le cours de leur migration influent aussi sur les capacités à maintenir certains liens, notamment en ce qui concerne les envois de remises ou transferts de fonds.

La forme de maintien de lien la plus fréquente et la plus généralisée est celle qui passe par les échanges immatériels : conversations téléphoniques, échanges via internet.

En Espagne, l'enquête ENI de 2007 révèle que plus de 95% des migrants, quelle que soit leur origine, maintiennent des liens avec leur pays. Le téléphone est, à plus de 90%, le principal mode de contact ; les deux-tiers des Boliviens l'utilisent une fois par semaine. Internet est utilisé par près de 45% des migrants latino-américains, plus de 50% des migrants allemands et anglais, mais par moins de 35% des Boliviens. L'envoi de lettres est désormais résiduel - autour de 10% (IOE 2010).

L'utilisation du téléphone dans les liens à l'origine s'est généralisée grâce à la baisse considérable des coûts des communications téléphoniques et à la popularisation de l'usage du téléphone portable dans les pays d'origine. Dans les métropoles de destination, les téléboutiques sont un des éléments visibles du paysage ethnique des quartiers migrants ; elles proposent des tarifs très concurrentiels pour appeler les siens, moins onéreux que l'utilisation des téléphones portables personnels, même si un certain nombre de migrants, notamment ceux qui sont en communication quasi quotidienne avec leur pays, passent

aussi des appels depuis leur portable, en contractant des abonnements téléphoniques spécifiques.

Dans les espaces d'origine, en Bolivie, de nombreux foyers, surtout dans les zones rurales, ne sont pas connectés au réseau téléphonique. Là, le coût accessible des téléphones portables permet à ceux qui sont restés d'être appelés par leurs parents depuis l'étranger.

Le contenu de ces conversations et la forme des liens entretenus via les télécommunications sont très variables. Dans certains cas, les communications quotidiennes, notamment de femmes avec leurs enfants jeunes restés au pays, ou avec leurs parents âgés, sont quotidiennes, et impliquent considérablement les migrants dans la vie des leurs restés au pays : participation à l'encadrement scolaire des enfants, gestion à distance de l'usage des transferts financiers, soin apporté aux parents âgés en cas de problème de santé. Différents articles du numéro de la revue *Autrepart* que j'ai dirigé avec Elodie Razy en 2011 sur *La famille transnationale dans tous ses états* montrent que la relation à distance peut être une forte relation affective, éducative, de soin, et prendre une place considérable dans le quotidien de migrants - plus souvent des femmes que des hommes (voir aussi les travaux de Baldassar et Merla, 2010, 2014). En Espagne, certaines femmes conçoivent l'emploi du temps de leur journée de façon à se ménager des plages horaires libres pour appeler au bon moment leurs enfants en Bolivie, en tenant compte du décalage horaire. Si leur vie quotidienne est ici, leur cœur et leurs pensées sont là bas. Pour elles, l'habiter transnational est une réalité quotidienne qui signifie en permanence penser, et prendre soin de, ici et là bas.

L'usage d'Internet dans les échanges, on le voit avec les chiffres existants dans le cas espagnol, est plus limité, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que son maniement requiert certaines compétences techniques, que des migrants avec un maigre niveau éducatif n'ont pas forcément. Pourtant, en Espagne et aux Etats-Unis, le niveau éducatif des migrants boliviens est, on l'a vu (chapitre 1, IV), plutôt élevé. Intervient ainsi le second paramètre essentiel, celui de la faible connexion Internet, et du faible usage de l'ordinateur, dans une grande partie des familles des migrants restés en Bolivie, a fortiori dans les milieux ruraux. L'ordinateur et les connexions Internet sont loin d'avoir pénétré tous les foyers, et restent encore relativement coûteux.

### **Encadré 19 : Coûts et difficultés des communications Internet en Bolivie**

Laura et son fils William ont vécu douze ans aux Etats-Unis. Ils ont dû revenir brutalement en Bolivie il y a quelques années en raison de graves problèmes de santé de la mère de Laura, et leur situation irrégulière aux Etats-Unis ne leur a pas permis de repartir. Le père est ainsi resté seul aux Etats-Unis. Ils vivent dans une maison qui leur appartient, dans un quartier populaire relativement central des *laderas* de La Paz. Leurs revenus doivent à la fois aux remises que leur envoie le père, et au petit commerce de denrées alimentaires qu'ils ont constitué à leur retour. Ils ont un grand téléviseur équipé d'un lecteur DVD, et un ordinateur.

Ce dernier est cependant, lors de ma visite, couvert par un drap blanc. Leurs moyens limités ne leur permettent plus de s'offrir la connexion Internet, ce qui a considérablement réduit leur usage de l'ordinateur, bien que tous deux disent qu'il est très facile de descendre dans la rue dans une téléboutique pour communiquer via Internet depuis ces espaces dédiés. William avait l'habitude, à la maison, de communiquer via Facebook avec ses amis de New York, et via Skype pour discuter avec son père. Avec le temps et l'arrêt de la connexion à domicile (ils sont revenus en Bolivie depuis un peu plus de trois ans), les contacts de William avec les amis se sont taris. Il faut programmer les conversations Skype à l'avance, savoir quand l'autre est disponible pour appeler au bon moment, et ces contraintes marquent le poids de la distance malgré l'existence de technologies disponibles, et l'existence des compétences techniques pour les manier.

(entretien La Paz, 2011).

Chez les jeunes générations, l'usage des communications via les réseaux sociaux se développe. J'en ai peu vu l'usage au cours de mes enquêtes, mais je n'ai guère travaillé avec des jeunes. Jessica Sperling, qui finalise un doctorat de sociologie à la CUNY (City University of New York) et travaille sur les pratiques transnationales des jeunes générations 1.5 de migrants latino-américains à New York et à Madrid, constate toutefois dans ses recherches le rôle de plus en plus important de ce type d'échanges pour communiquer avec ses amis distants.

Ma fréquentation régulière, mais non systématique (et ne répondant pas à un protocole d'observation spécifique) de certains réseaux Facebook de migrants et d'associations boliviennes montre que les messages nourrissent des conversations entre migrants qui résident dans les mêmes localités ou les mêmes régions de destination, plus qu'avec les pays d'origine. La diffusion de plus en plus courante de vidéos postées sur des canaux comme Youtube, enregistrant les fêtes boliviennes en migration (sur lesquelles je reviens dans le chapitre 4), montre toutefois que l'exhibition de moments festifs circule dans certains cercles à un niveau international, et que ces vidéos sont aussi regardées dans l'espace d'origine. Il reste à savoir par qui, et avec quelle ampleur, ce qui peut être placé à



l'agenda de recherches à approfondir sur les usages des réseaux sociaux au sein des groupes migrants<sup>212</sup>.

Mihaela Nedelcu met en évidence, pour des migrants professionnels roumains résidant à Toronto, le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans ce qu'elle appelle la production de styles de vie connectés, voire la construction transnationale d'une *netizenship*, soit une cyber-citoyenneté (Nedelcu, 2010). Ces pratiques technologiques permettent de mieux maîtriser les relations à l'autre lointain, de faciliter une socialisation par delà les frontières, et de générer de nouveaux *habitus* transnationaux, qui mettent en évidence une certaine ubiquité du migrant moderne (Nedelcu, 2012). Ces observations sont à nuancer très fortement dans les cas étudiés ici, plus encore dans le cas des migrants boliviens en Argentine, dont le niveau éducatif, et le degré de connexion des espaces souvent ruraux d'origine en Bolivie, sont faibles. Il existe sur ce point une différence fondamentale entre les migrants qualifiés et non qualifiés dans l'accès aux nouvelles technologies d'information et de communication.

#### **Encadré 20 : Acobe-Amibe et le programme des familles transocéaniques (Bolivie-Espagne)**

Pour pallier les difficultés de communication entre les migrants et leurs familles, l'association ACOBE-AMIBE travaille avec des migrants boliviens en Espagne et en Bolivie<sup>213</sup>. Elle dispose en 2010-2012 de bureaux à Madrid (dont un dans le quartier d'Usera, et un autre dans un quartier péricentral de l'est de la ville), et en Bolivie, dans les principales villes de la migration, à La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Parmi les programmes qu'elle développe, se trouve celui des "familles transocéaniques".

L'un de ses objectifs est d'aider à la communication des familles distantes, notamment celles dans lesquelles existent des problèmes de communication, souvent dans le cas de parents séparés de leurs enfants, restés en origine aux soins d'un autre parent ou d'une personne extérieure à la sphère familiale. Les parents qui ont recours à ACOBE, dans ce cas depuis l'Espagne, s'inquiètent des difficultés scolaires ou comportementales de leurs enfants au pays, du bon usage des remises financières qu'elles leur envoient. L'association dépêche via AMIBE un psychologue dans l'espace d'origine, chargé de conduire une enquête sociale auprès de l'enfant et de son entourage, à l'école et

<sup>212</sup> Sur l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication par les migrants, soulignons le caractère innovant des travaux issus du programme dirigé par Dana Diminescu et accessibles sur [www.E-diasporas.fr](http://www.E-diasporas.fr) (Diminescu, 2012), la thèse de Sabrina Marchandise sur les territoires éphémères des réseaux sociaux des étudiants marocains (Marchandise, 2013), les travaux de Mihaela Nedelcu sur les migrants roumains au Canada (Nedelcu, 2009), ceux d'Isabelle Rigoni sur les médias des minorités (Rigoni, 2010a), ou ceux de Tristan Mattelart sur les TIC et les diasporas (Mattelart, 2007, 2009).

<sup>213</sup> ACOBE (*Asociación de Cooperación Bolivia España*) commence ses actions en 2004 en Espagne auprès de la communauté bolivienne. En 2007, l'association lance AMIBE (*Asociación de Migrantes Bolivia-España*) en Bolivie, afin de développer des programmes d'envergure transnationale.

<http://www.famibecodem.org/index.php>

à la maison, et de médiatiser la communication afin de la rétablir sur les bases d'une plus grande confiance.

Le second volet du programme consiste en l'organisation de sessions de vidéoconférences qui permettent aux familles d'organiser une conversation via Skype, en se rendant dans les locaux associatifs simultanément en Espagne et en Bolivie. Ces sessions sont organisées chaque mois, et lors d'événements spécifiques (le plus demandé étant le jour de la fête des mères), entre Madrid et chacune des trois villes boliviennes de contact. L'organisation est complexe, car les familles doivent des deux côtés de l'océan se rendre disponibles à la même heure pour des sessions limitées à dix minutes, mais qui, selon les dires de Gema, l'assistante sociale en charge du programme à ACOBE-Usera, durent souvent une demi-heure, tant il est difficile de couper les échanges généralement fort émouvants qui s'expriment à ces occasions. Lors d'une des sessions ayant précédé notre entretien, un Bolivien à Madrid depuis plusieurs années a ainsi vu à l'écran une trentaine de personnes (famille, amis, voisins) venus spécifiquement pour cette conversation, dont il n'avait pas vu les visages depuis plusieurs années.

Ces exemples soulignent l'utilité concrète d'un tel programme comme les difficultés d'une communication technologique à distance dans un monde bien loin de l'ère des mobilités et des communications généralisées.

(entretiens Acobe Madrid, 2008, 2009, La Paz et Cochabamba, 2011).

**Note :** les bureaux d'ACOBÉ étaient fermés à La Paz lors de mon dernier passage en 2013. Il semble que les réductions budgétaires imposées en Espagne, conjuguées avec la perte de vitesse de la migration bolivienne en Espagne depuis la crise économique, aient contribué à la fermeture de tout ou partie du fonctionnement de cette association. Une vérification complémentaire reste à faire à ce sujet, le site internet de l'association étant en effet toujours actif.

Les échanges de colis et de cadeaux constituent un autre volet du maintien des liens à distance. Envois de cadeaux pour les fêtes et les anniversaires sont courants, en témoignent les nombreuses boutiques qui proposent, dans les espaces étudiés (cf. *supra* II.2), des tarifs et des envois spéciaux vers des pays d'origine identifiés. Les vêtements, disques, vidéos, appareils électroniques (téléphones portables notamment), dont la diversité et les prix sont plus accessibles dans les pays de destination (surtout Espagne et Etats-Unis), sont les plus couramment envoyés. Outre les envois par voie postale, les retours au pays d'amis ou de connaissances sont l'occasion de mettre dans les valises des paquets qui seront ensuite directement distribués au pays. Tous les intermédiaires sont bons : lors de ma visite à la famille de Carlos à La Paz en 2011, depuis New York, j'emporte par exemple dans mes valises une vingtaine de DVD, des boîtes de vitamines américaines (le tout est introuvable en Bolivie), ainsi que des documents administratifs que Carlos doit faire parvenir en Bolivie.

- **Envoyer de l'argent au pays**

L'un des thèmes les plus étudiés des maintiens des liens au pays concerne les envois de remises ou transferts financiers en origine. Leur croissance phénoménale à l'échelle mondiale<sup>214</sup> génère depuis une vingtaine d'années un nombre considérable de travaux. L'un des questionnements majeurs renvoie au lien entre la migration et le développement des espaces d'origine. Mon propos n'est toutefois pas ici de soulever les enjeux liés à cette question, que j'ai déjà abordés dans quelques travaux collectifs (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009 ; Baby-Collin, Cortes, Faret et Guetat-Bernard, 2009). J'envisage ici les transferts uniquement comme une des formes du maintien de la relation des migrants boliviens avec leur pays d'origine.

**Encadré 21 : Les transferts de fonds vers la Bolivie: une croissance exceptionnelle depuis dix ans**

Les transferts de fonds vers la Bolivie ont connu une croissance plus rapide encore que ne le montrent les chiffres à l'échelle mondiale. Un récent rapport de l'OIM (*Organisation Internationale des Migrations*) évalue le montant de ces transferts à 107 millions en 2001, et 1.01 milliards en 2011, soit une multiplication par dix en dix ans. Leur montant actuel est supérieur à l'aide publique au développement accordée à la Bolivie (759 millions de dollars en 2011), ainsi qu'à celui de l'investissement direct étranger dans ce pays (860 millions). Le volume des remises a baissé de 3.4% en 2010 dans la région andine (Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Venezuela), en raison de la crise économique internationale, puis regagné +4.8% en 2011, mais +7.8% en Bolivie. Environ 8% de la population résidente en Bolivie (182.000 foyers, 728.000 individus) est bénéficiaire de ces transferts, dont le montant moyen s'élève à 200 dollars mensuels, et représente, auprès de la population bénéficiaire, 15% des revenus annuels des foyers (Mandrile, 2014).

En 2011, les remises viennent d'abord d'Espagne (45%), puis d'Argentine (18%), des Etats-Unis (17%), du Brésil (3.7%), du Chili (3.3%), d'Italie (2%). L'espace Bolivie / Argentine est présenté dans le rapport de l'OIM comme le "*troisième corridor migratoire Sud/ Sud*" le plus important d'Amérique latine (après ceux du Venezuela / Colombie et Argentine/ Paraguay).

Une enquête réalisée par l'INE bolivien en 2011 auprès de 883 personnes recevant des transferts de fonds montre que 42% des familles reçoivent des remises d'Espagne, et 31% d'Argentine, les Etats-Unis arrivant en troisième position. C'est le montant plus élevé des remises venues des Etats-Unis qui explique qu'en volume, le montant soit légèrement supérieur aux flux financiers qui viennent

<sup>214</sup> environ 100 milliards de dollars en 2001, 200 en 2005, 401 milliards en 2012, et des projections supérieures à 500 milliards en 2015, soit un montant trois fois supérieur à l'aide publique pour le développement dans le monde, et à peine moitié moindre que le volume des investissements directs à l'étranger - selon un rapport de la Banque Mondiale et du *Migration Policy Institute* (Ratha, 2013).

d'Argentine. L'enquête montre que les transferts venus d'Argentine touchent plus les zones rurales (59%), et plus des femmes (62%) que des hommes; 49% des foyers boliviens qui reçoivent des remises sont dirigés par des femmes.

Les principales régions destinataires des remises sont le département de Santa Cruz (40.5%), de Cochabamba (29%), de La Paz (15%), tous les autres étant à moins de 5% chacun. On retrouve ici les principaux pôles démographiques, économiques et migratoires boliviens, mais il faut souligner le poids considérable des transferts concernant Santa Cruz, supérieur à la part du département dans la migration, ce qui peut indiquer à la fois que les migrants *cruceños* ont une meilleure situation économique que les autres à l'étranger, leur permettant d'envoyer plus de remises (on sait qu'ils vont principalement en Espagne et aux Etats-Unis, cf chapitre 1, III), mais aussi que certains investissements de migrants, parfois originaires d'autres départements, se dirigent vers Santa Cruz, où les opportunités économiques sont meilleures que dans le reste du pays (ce que montrent mes enquêtes de terrain et le cas du frère de Carlos, par exemple, cf. encadré 12 *supra*).

Les transferts venus d'Argentine sont envoyés annuellement pour 51% des foyers, et 20% à peine des foyers reçoivent des transferts mensuels ou plus réguliers encore ; la situation est inversée pour les migrants aux Etats-Unis et en Espagne, qui envoient généralement des remises mensuelles (52% en Espagne, 56% aux Etats Unis) et plus rarement annuelles (20%)(Mandrile, 2014).

Dans l'enquête conduite sous la direction de Jean-Michel Lafleur auprès de 324 électeurs boliviens à l'étranger dans les villes de Madrid, Buenos Aires, New York et Sao Paulo en 2009, les deux-tiers de ceux qui résident en Argentine et au Brésil ont envoyé de l'argent au pays au cours des douze derniers mois ; ce taux monte à 82% aux Etats-Unis et 90% en Espagne (Lafleur, 2012a). Ces résultats soulignent, pour des migrants impliqués dans la vie de leur pays d'origine (car l'enquête est menée auprès d'électeurs qui se sont déplacés pour voter), un décalage entre les envois de remises issues des pays limitrophes, et ceux issus de pays aux revenus plus élevés, Espagne et Etats-Unis. C'est dans ces derniers que les capacités d'envoi de remises semblent les plus importantes.

L'Espagne est devenue à la fin des années 2000 le premier pays européen pour les transferts d'argent des travailleurs migrants non européens, et le sixième pays au monde pour l'envoi d'argent réalisé par les immigrés ; l'Amérique latine est destinataire de plus de la moitié des sommes envoyées (Uribe, 2012). L'enquête espagnole ENI (2007) révèle que 39% des migrants toutes origines confondues envoient des remises dans leur pays. Ce taux monte à 60% pour les Latino-américains, confirmant que ces migrants plutôt récents sont particulièrement investis dans le soutien de leurs familles restées au pays. Les Boliviens et les Equatoriens sont les deux nationalités dont les migrants sont le plus concernés : les deux-tiers envoient de l'argent en origine. Le montant moyen est de l'ordre de 1.900 euros pour l'année 2006 (soit environ 150 euros par mois). La Bolivie est l'un des rares pays pour lequel les envois des femmes migrantes sont supérieures en moyenne à ceux des hommes (de quelques centaines d'euros en moyenne, les femmes boliviennes envoyant un peu plus de 2.000 euros annuels en 2006), ce qui tend à confirmer deux hypothèses : la première,

que l'insertion professionnelle des femmes boliviennes sur le marché du travail espagnol est meilleure que celle des hommes, notamment dans les secteurs des services à domicile et de la domesticité ; la seconde, que l'engagement des femmes migrantes dans le maintien de la survie économique de leurs familles restées en origine est plus marqué que pour les hommes, en raison, en Espagne, de la présence de nombreuses mères ayant laissé leurs enfants au pays<sup>215</sup>. Alors que plus de la moitié des migrants envoient au pays des montants inférieurs à 10% de leurs revenus, un grand nombre de Boliviens, des femmes plus que des hommes, envoient plus de 30% de leurs revenus au pays, ce qui témoigne de contraintes fortes pesant sur la responsabilité des migrantes (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p. 178).

### **Encadré 22 : Modalités de l'envoi des remises**

L'enquête ENI en Espagne montre que envois d'argent passent, pour les migrants latino-américains, d'abord par des agences spécialisées dans l'envoi de remises<sup>216</sup>, dont le nombre de boutiques a été constaté dans les quartiers d'immigration à Madrid (II.2.). Ce phénomène indique la faible bancarisation des migrants boliviens présents en Espagne, comme de leurs familles en origine.

Ce phénomène est plus massif encore en Argentine. L'étude de l'OIM relève que 69% des migrants boliviens en Argentine n'ont aucune relation, en origine ou en destination, avec le système bancaire. Les raisons invoquées par les migrants en Argentine sont d'abord leur manque de confiance dans le système bancaire (ce qui peut être attribué à une conséquence de la crise de 2001 qui a commencé par la déroute de ce système), puis leurs faibles revenus, leur situation irrégulière, ou le manque d'information sur les modalités de l'ouverture d'un compte, souvent associé à un faible niveau éducatif. Dans ce contexte de faible bancarisation, la première modalité de transferts d'argent est celle des agences de remises (59%), suivie des transferts par voie informelle (20%) : lors de voyages personnels, via des voyages d'amis, où via des transporteurs (*encomenderos*). Environ 10% passent par des institutions de micro-crédit, et seulement 2% par des banques commerciales !

Une enquête réalisée en Bolivie en 2008, citée dans le rapport de l'OIM, révèle que 92% des transferts sont payés en liquide, 8% seulement étant placés sur des comptes bancaires (Mandrile, 2014).

L'enquête du programme PARMI menée en 2003 auprès des migrants boliviens de retour d'Argentine montre que, dans les deux régions d'étude (régions rurales du sud du département de Potosi et de Cochabamba), environ 70% des migrants ont envoyé des remises lors de leur dernier séjour en Argentine (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009). Les

---

<sup>215</sup> j'ai développé ce point dans quelques articles (Baby-Collin, Cortes et Miret, 2009b ; Baby-Collin et Sassone, 2014 ; Baby-Collin, 2014a).

<sup>216</sup> Alors que les migrants européens en Espagne utilisent de façon préférentielle les transferts bancaires pour envoyer leur argent au pays, les Latino-américains utilisent les agences d'envois de remises à plus de 55% (IOE 2010).

montants constatés sont en général peu élevés, moins du quart d'entre eux (région de Cochabamba), voire moins d'un dixième (région de Tupiza) envoyant plus de 150 dollars mensuels. La faiblesse générale des montants envoyés est à rapporter aux revenus générés en Argentine (moindres qu'en Espagne ou aux Etats-Unis), et aux secteurs d'insertion professionnelle des migrants (souvent précaires pour les migrants ruraux). Une étude de la BID auprès de 1.523 récepteurs de transferts de fonds en Bolivie en 2005 évalue à 110 dollars mensuels la somme perçue par les migrants au pays. Aux Etats-Unis, en 2005, une autre étude évalue à 250 dollars mensuels les remises envoyées en Bolivie, ce qui confirme, dans le cas états-unien, l'hypothèse de revenus plus élevés, en raison du niveau de vie états-unien, mais est aussi à attribuer au niveau éducatif plus élevé des migrants boliviens dans ce pays, générateur de formes d'insertion professionnelles moins précaires et plus rémunératrices (cf. chapitre 1, IV).

L'usage des remises en origine concerne des investissements productifs et non productifs.

### **Encadré 23 : Débats sur la productivité des transferts financiers vers la Bolivie**

Les travaux conduits dans le cadre du programme PARMI auprès de migrants dans des régions rurales du Mexique (migrants aux Etats-Unis) et de Bolivie (migrants en Argentine) ont apporté des résultats originaux concernant les transferts de fonds et leur usage dans la Bolivie rurale (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009).

Distinguant les usages productifs (achat de terres, d'animaux, de matériel agricole, installation de commerce, d'entreprises) des usages non productifs des transferts (dépenses quotidiennes pour la maison, véhicules, éducation, santé), les enquêtes (auprès de 500 familles dans chaque pays) ont mis en évidence la faiblesse des investissements productifs mexicains (moins de 12%) – conformément à la plupart des travaux sur les transferts de fonds, qui montrent la prédominance de leurs usages pour des biens de première nécessité et de consommation courante - et l'importance des investissements productifs des Boliviens (plus de 60% des foyers en moyenne), malgré la faiblesse numérique du volume des envois, et des investissements différenciés dans les deux zones d'étude. Dans la zone rurale la plus pauvre de Bolivie en effet (Potosi), la part des remises consacrée aux dépenses quotidiennes apparaît plus importante qu'à Cochabamba, soulignant un effet lié à la pauvreté.

L'importance des usages productifs des remises boliviennes, confirmé par une étude de la BID/ Fomin en 2005 (qui montre que la Bolivie est le pays latino-américain dans lequel les usages des remises consacrés à des dépenses de consommation courante sont proportionnellement à leur volume les plus basses de tous les pays latino-américains), souligne ici, pour les migrants issus de zones rurales, que la migration est un moyen d'améliorer les conditions de vie dans les régions agricoles : l'investissement en matériel agricole, engrais, achats de terre, permet de réduire la pauvreté en origine, et la migration est intégrée aux projets familiaux pour permettre de consolider les situations de départ. Ce cas d'étude illustre ici que pour ces migrants, l'habiter en migration est

fortement articulé aux projets de retour dans les espaces d'origine (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009).

Ces enquêtes sont toutefois contredites par l'étude récente menée par l'OIM auprès de 200 migrants boliviens à Buenos Aires, qui met en évidence la très large domination des usages non productifs des remises dans les espaces d'origine : les plus gros postes de dépenses concernent la nourriture, les services, la santé, l'éducation, la maison et autres biens de consommation (10 à 20% des dépenses pour chaque poste), les économies ou les investissements productifs venant en dernière position, avec moins de 10% des dépenses (Mandrile, 2014). L'enquête menée par ACOBE en 2010 à La Paz auprès de 600 migrants boliviens résidant en Espagne et venus faire des démarches administratives auprès du consulat espagnol montre que 81% d'entre eux envoient des remises à leurs proches. Un quart d'entre elles sont économisées, plus de 20% utilisées en dépenses alimentaires, puis, autour de 10% par postes de dépenses, viennent l'éducation, la santé, la vestimentation et autres dépenses de loisirs, le logement (7%), confirmant la faible part des transferts investis de façon productive dans une activité (ACOBÉ, 2010).

Une des hypothèses d'interprétation de ces résultats d'enquêtes en apparence contradictoires réside dans la différenciation entre migration urbaine et rurale. En milieu rural, les dépenses de consommation courante sont plus réduites (et les marchés de consommation moins accessibles), et les transferts de fonds y sont sans doute plus facilement investis dans des activités productives, c'est ce que montrent les enquêtes PARMI de façon très nette. En milieu urbain en revanche (cf. enquête ACOBE, menée à La Paz, ou enquête Buenos Aires), dans des espaces plus en prise avec la société de consommation, et où le niveau comme le coût de la vie sont plus élevés, les dépenses de consommation courante sont plus importantes et les investissements relégués au second plan. A l'appui de cette différenciation, on peut évoquer l'intégration spécifique de la mobilité dans les stratégies de survie paysanne du monde rural andin (et donc l'intégration des revenus de la mobilité au service de l'activité productive agricole), que Geneviève Cortes a magnifiquement illustrées dans son ouvrage *Partir pour rester* (Cortes, 2000).

- ***Se projeter : l'imaginaire du retour***

Intégrant la dimension projetée et imaginaire de l'existence, l'espace vécu des migrants s'inscrit dans un espace transnational qui accorde une large place à l'espace d'origine, comme l'ont montré de nombreux travaux à la suite des réflexions fondatrices d'Abdelmayek Sayad sur la "*double absence*", que l'on peut aussi renverser en "*double présence*" (Sayad, 1999).

Le projet du retour est en effet une ambition partagée par la plupart des migrants, à un moment donné ou un autre de leur trajectoire, de façon temporaire ou plus durable. En 2007, 24% des Boliviens en Espagne (taux le plus élevé de tous les migrants dans le pays),

15% des Equatoriens, souhaitent rentrer dans leur pays d'origine à moyen terme, contre 8% des étrangers ; moins de 60% des Boliviens, contre près de 80% des Latino-américains, disent clairement vouloir rester en Espagne. Ces taux de migrants souhaitant rester durablement dans la société de destination sont particulièrement faibles chez les migrants récents qui n'ont pas encore connu de réel processus d'intégration dans la société d'arrivée (Colectivo IOE et Fernandez, 2010, p.167). Ils sont encore plus faibles dans l'enquête menée par Acobe en 2010 (auprès de 600 migrants boliviens résidant en Espagne) selon laquelle seuls 19% des migrants affirment clairement vouloir rester en Espagne. Cette baisse du nombre de migrants se projetant dans le futur dans le pays d'installation peut être ici attribué aux effets de la crise économique espagnole sur les incertitudes du devenir des migrants : près du tiers des enquêtés en 2010 ne savent en effet pas où se projeter (ACOBÉ, 2010).

Outre les aléas liés à leur réussite économique très inégale, la localisation des cellules familiales (en migration ou en origine dans le cas des familles transnationales), ainsi que la possession de biens et d'investissements en origine, jouent fortement sur les modalités de la projection dans le pays de départ. Je reviens sur ces dimensions dans le chapitre 5, et mentionne uniquement ici le rôle joué par la possession de biens au pays.

Comme je l'ai évoqué dans le chapitre 2 (III. 2), la possession de biens immobiliers en origine permet d'endurer certaines situations résidentielles précaires dans le pays d'arrivée. Plus généralement, la possession de biens au pays permet au migrant d'avoir une certaine garantie de survie dans son lieu d'origine en cas d'échec du projet migratoire, et favorise le maintien de relations qui s'accompagne fréquemment d'une projection, à plus ou moins long terme, dans l'espace d'origine. L'enquête ENI menée en Espagne en 2007 révèle que 20% des Boliviens (dans des proportions similaires à ce qui est observé pour les Péruviens et les Equatoriens) possèdent une maison dans leur pays. Très peu d'entre eux (7%) l'ont vendue avant leur migration, ce qui constitue un taux très bas par rapport aux autres collectifs migrants de l'enquête. Les données de l'enquête ECMI (Argentine, 2003) donnent des résultats similaires. Les migrants boliviens de la région de Buenos Aires sont 21% à avoir des terres ou une maison en origine, et 18% des migrants sont en situation d'hériter de biens fonciers ou immobiliers dans les années à venir.

La possession de biens dans l'espace d'origine entretient l'idée du retour, à laquelle contribuent aussi les projets d'investissement immobilier. Dans l'enquête menée par ACOBE en 2010 auprès de 600 migrants boliviens résidant en Espagne, 25% de ceux qui ont réalisé des économies en migration pensent investir dans une maison en Bolivie, et 16% dans un projet d'entreprise. Toutefois, plus de 40% des migrants ne savent pas s'ils vont investir dans leur pays d'origine ou leur pays d'accueil, attestant de l'existence d'une importante catégorie d'entre-deux indécis.



- ***Des habitus transnationaux ?***

Pour conclure sur cette dimension transnationale de l'habiter, on peut revenir sur la notion d'habitus, conceptualisée par Pierre Bourdieu. Défini comme une forme d'ajustement pratique des individus à des contraintes objectives et des aspirations subjectives, l'habitus relève d'un

*“ensemble de dispositions durables, acquises, qui consiste en catégories d'appréciation et de jugement et engendre des pratiques sociales ajustées aux positions sociales. (...) Il résulte d'une incorporation progressive des structures sociales. C'est ce qui explique que, placés dans des conditions similaires, les agents aient la même vision du monde, la même idée de ce qui se fait et ne se fait pas, les mêmes critères de choix de leurs loisirs et de leurs amis, les mêmes goûts vestimentaires ou esthétiques” (Wagner, 2012).*

Appliqué au registre transnational, la notion d'habitus signifie que malgré la distance, les échanges au sein des familles ou des groupes sont suffisamment denses, divers, pour percoler ou infuser à la fois les valeurs, les styles de vie, les modes, les innovations, les formes de comportements sociales, religieuses, etc., dans les deux espaces distants.

Elle signifie que l'autre lieu a également sa place dans l'ici, comme l'ici est présent dans le quotidien du là-bas.

C'est ce que montre l'ouvrage de Stuart Rockefeller sur la communauté rurale de Quirpini, dans les hautes vallées du département bolivien de Chuquisaca, dont une très grande partie des habitants partent régulièrement vivre à Buenos Aires (Rockefeller, 2010). Ces départs ne sont toutefois pas du tout des ruptures : ils s'inscrivent dans la logique rurale du *Partir pour rester* (Cortes, 2000). Stuart Rockefeller décrit un univers communautaire qui ne peut se comprendre que parce qu'il est le produit des mobilités qui l'animent, et qui le relie dans une interdépendance forte à Buenos Aires, ou plutôt à certains quartiers de la périphérie de Buenos Aires où ces migrants résident. En séjournant auprès d'eux à Buenos Aires, Stuart Rockefeller retrouve en ces lieux le fonctionnement de la communauté rurale d'origine. Les lieux dialoguent et se co-construisent à distance via des pratiques de cospatialité (Lussault, 2009), qui élaborent dans la mobilité et les échanges, matériels ou immatériels, des habitus transnationaux qui donnent corps à des territorialités translocales. Elles ne peuvent en effet être comprises indépendamment l'une de l'autre.

## Conclusion

L'habiter migrant, envisagé au niveau des individus, de leurs pratiques et de leurs représentations spatiales, de leurs espaces de vie et de leurs espaces vécus, prend place dans des espaces conçus qui en orientent les cadres, les contours, et en influencent les modalités d'exercice : la combinaison de ces éléments définit les régimes d'habiter.

C'est en ce sens que la comparaison de plusieurs contextes de réception, ici des métropoles argentine, états-unienne et espagnole, est une entrée pertinente, car elle permet de confronter les contextes spatiaux, sociétaux, politiques, au sein desquels les migrants naviguent pour trouver leur place. Les migrants boliviens y sont à la fois économiquement nécessaires à la productivité économique, politiquement méprisés et socialement peu considérés, dans des sociétés qui hésitent entre l'accueil de l'étranger et sa stigmatisation, car le migrant est facilement considéré comme le responsable des maux de la société, de la mise en péril des identités nationales, *a fortiori* en période de crise et à l'heure des crispations sur la nécessaire préservation d'une sécurité nationale dont les étrangers constitueraient la principale menace.

Ces cadres ne sont pas figés, évoluant au gré des temporalités et des conjonctures ; l'étranger limitrophe méprisé en Argentine bénéficie depuis le milieu des années 2000 d'un contexte plus favorable dans le cadre de l'élaboration d'une circulation des personnes plus fluide et d'une autorisation de résidence plus souple pour les membres du Mercosur, ce qui constitue un espoir pour les Boliviens qui souffrent dans ce pays d'une image collective très négative. Aux Etats-Unis, la tradition d'accueil de la Nation d'immigrants s'est crispée depuis le traumatisme du 11 septembre 2001 ; le renchérissement des politiques de contrôle des frontières et des différents niveaux de gestion du territoire y a criminalisé la figure de l'étranger clandestin. Les Latino-américains, les plus nombreux des migrants sans papiers, y souffrent ainsi d'une image dégradée. En Espagne, bien que les Latino-américains jouissent d'une image plus positive que d'autres groupes migrants (venus du continent africain notamment), et bien que le pays ait élaboré une politique intégratrice pour favoriser l'accueil des millions de nouveaux migrants qui s'y sont installés depuis trente ans, les pressions relatives à la construction de l'Europe des frontières en faveur du renforcement des barrières à l'entrée du territoire et des politiques sécuritaires, ainsi que les conséquences, tant économiques que politiques et sociales, de la crise qui affecte le pays depuis 2008, contribuent à dégrader considérablement à la fois l'image et les conditions de vie des migrants travailleurs latino-américains, qui pour un certain nombre d'entre eux prennent le chemin du retour.

Les cadres des espaces conçus varient aussi selon les échelles de leur déclinaison, comme les exemples états-uniens l'ont mis en évidence, car les latitudes des politiques étatiques et locales offrent des environnements très inégalement accueillants aux étrangers, entre espaces nativistes farouchement hostiles à leur présence, et municipalités sanctuaires accueillantes face à la diversité. Le feuilletage multi-scalaire des contextes politiques reste incomplet dans ce travail. Requérant une connaissance fine des politiques locales de chaque terrain envisagé, il constitue encore un objet de recherches à approfondir.

Dans ces contextes, les modes d'habiter des migrants s'apparentent à des tactiques plus qu'à des stratégies. Ils s'organisent au sein de plusieurs espaces : quartiers de résidence, lieux de travail, espaces publics urbains, centralités ethniques réticulées dans l'espace urbain, mais aussi espaces des pays d'origine des migrants, moins physiquement investis, mais très présents dans les imaginaires, les projets, et l'invention de quotidiennetés à distance par les liens maintenus avec les leurs restés au pays. En ce sens, l'habiter migrant est polytopique et son analyse doit en embrasser les différentes dimensions.

Dans les espaces de la migration, les migrants naviguent entre une pluralité de lieux dans lesquels les pratiques et les négociations relationnelles varient, selon le degré de familiarité entretenu avec les lieux, la capacité d'appropriation des lieux, les types d'interactions qui peuvent y être déployés.

Certains espaces sont placés sous le sceau de l'inconfort social, du malaise, voire de l'interdit. Peu présents dans les centres villes emblématiques des cités, dans les espaces dominants des autochtones, les migrants, *a fortiori* sans papiers, y apprennent à se rendre invisibles quand ils ne peuvent les éviter. Le mépris et le rejet les cantonnent alors dans des formes de repli contraint et tactique.

Les centralités ethniques, établies (dans le cas des quartiers ethniques) ou ponctuelles (dans le cas des espaces publics d'investissement sporadique ou régulier), constituent autant d'espaces de repli et de déploiement de convivialités ethniques, où les échanges avec d'autres migrants de mêmes origines reconstituent des sociabilités familiales, où s'exprime la nostalgie de l'origine dans des lieux caractérisés par leur translocalisme, où s'élaborent des compétences et des ressources spatiales sur des bases ethniques, pour mieux prendre place dans la cité, et où se rejouent aussi, comme dans toutes les enclaves ethniques, des rapports de force non exempts de tensions, voire de conflits.

Mais les vies quotidiennes s'élaborent aussi dans la coprésence avec l'autre, l'autre étranger et l'autochtone, dans les quartiers pluriethniques populaires, les espaces publics métropolitains, où la diversité des publics domine. La coprésence distante, les liens faibles, peuvent aussi donner naissance à des convivialités plus partagées, de nouveaux liens forts,

amicaux ou amoureux, dans des sociétés urbaines où s'inventent alors des cosmopolitismes populaires, par le bas, et où s'éprouve au quotidien la ville de la diversité.

Les modes d'habiter des migrants permettent ainsi de mettre en lumière des modalités très diverses du rapport à l'autre dans la ville, cohabitant les unes avec les autres, l'apprentissage de la vie urbaine par le migrant permettant de développer des compétences à même de gérer le capital spatial qui requiert et autorise, selon les lieux, des attitudes et des pratiques distinctes et progressivement maîtrisées. Ce sont par conséquent des territorialités variables, presque invisibles pour certaines, plus visiblement appropriées voire revendiquées pour d'autres, qui surgissent de ces rapports individuels et sociaux à l'espace, élaborés selon des logiques multisituées qui sont celles des espaces de vie, mais aussi celles des espaces vécus et représentés.

## Chapitre 4 – Processus d'identification

La rencontre de l'altérité dans la migration interroge sur les ressorts et les fondements de la différence, constitutifs en retour des identités de chacun. Comme l'exprime Frantz Fanon (Fanon, 1971), c'est dans le métro parisien, lorsqu'un enfant dit à sa mère en le regardant : « *Regarde, il est noir* », que son identité de « Noir » lui apparaît soudain clairement.

Que deviennent les migrants d'Arbieto, village bolivien du Valle Alto de Cochabamba, lorsqu'ils résident à Buenos Aires, Washington ou Madrid ? Quechuas, paysans, *cochabambinos*, boliviens, portègues, madrilènes, (boliviano-) -espagnols, -américains, argentins, sans-papiers, latinos, hispaniques, indiens ? Quand endossent-ils ou se voient-ils imposer l'une ou l'autre de ces identités, alternativement ou simultanément ?

S'il y a aujourd'hui consensus sur le caractère labile, voire situationnel, des identités individuelles, il importe d'y distinguer ce qui relève de l'auto et de l'hétéro-désignation dans la construction des catégories. Assignées et endossées, les identités, envisagées dans ce chapitre dans une perspective collective et constructiviste, se consolident à la fois de l'extérieur, par le haut, "*from the top down*", via des processus d'hétéro-désignation émanant des acteurs sociaux, économiques et politiques dominants, et de l'intérieur, par le bas, "*from the ground up*", via des processus d'auto-identification émanant des groupes eux-mêmes.

La fluidité des processus d'identification ne résout pas la question de comment se gère la coexistence d'identités plurielles dans le cadre des Etats-Nations. Comment l'enveloppe de l'Etat-Nation conçoit-elle la diversité des expressions identitaires et collectives au sein de ses frontières ? Les travaux bien connus de Benedict Anderson ont montré que la construction des « *communautés imaginées* » à l'origine des nationalismes repose sur l'invention de mythes, qui ont pour but de forger des valeurs, idéologies, modes de vie, en bref, une culture commune, incarnée dans une identité nationale qui s'inscrit dans les limites des frontières politiques des Etats (Anderson, 1991). Cette pensée rejoint celle du géographe Jean Gottmann, développée dans ses cours de géographie politique dispensés

dans les années 1950<sup>217</sup>, qui pense le cloisonnement du monde à partir de l'existence d'"iconographies" régionales. Il s'agit de systèmes culturels et symboliques qui permettent de différencier une région d'une autre : langue, histoire, religion, système politique, organisation sociale, expriment une relation identitaire entre communauté et territoire. La défense d'une iconographie, envisagée comme mode de résistance au mouvement, permet de fixer identité et territoire et de définir les confins de ce dernier, contribuant ainsi à un cloisonnement du monde, aux ressorts iconographiques plus que physiques :

*"Les cloisons les plus importantes sont dans les esprits. C'est pourquoi l'iconographie est le nœud gordien de la communauté nationale. (...) L'iconographie tend à écarter de la nation dont elle fait l'unité et l'originalité les étrangers (...). Pour fixer les hommes à l'espace qu'ils occupent, pour leur donner le sentiment des liens qui unissent la nation et le territoire, il est indispensable de faire entrer la géographie régionale dans l'iconographie. (..) L'iconographie devient en géographie un môle de résistance au mouvement, un facteur de stabilisation politique"* (Gottmann, 2007, p. 220-221).

Les circulations, qui génèrent la présence de l'autre et de l'étranger, ne trouvent pas leur place dans les iconographies ou les communautés imaginées qui fixent les Nations dans leurs territoires :

*"Circulation et iconographie, systèmes de mouvements et systèmes de résistance au mouvement, se trouvent donc au cœur de ce processus de cloisonnement politique de l'espace habité"* (op. cit, préface de Luca Muscara, p. XII).

C'est en ce sens que le transnationalisme, envisagé comme sentiment d'appartenance de groupes qui se revendiquent de plusieurs affiliations nationales, a pu être présenté comme un danger par les Etats d'immigration qui en voient le développement, et comme une aubaine par les Etats d'origine, qui y trouvent un nouvel espace de déploiement des identités nationales au delà de leurs propres frontières, contribuant à asseoir leur légitimité. Les formes prises par le transnationalisme sont en ce sens variables selon les politiques conduites tant dans les Etats d'installation des migrants que dans les Etats d'origine, comme le montrent les travaux menés notamment sous l'égide d'Alejandro Portes aux Etats-Unis.

Le multiculturalisme, dont l'expression politique s'étend, du Canada aux Etats-Unis, à l'Amérique latine puis à l'Europe entre les années 1970 et 1990, semble apporter une réponse à la gestion de la diversité culturelle. Reconnaisant la présence de l'autre, il permet d'inventer un nouveau modèle politique qui dépasse les impasses des politiques d'assimilation et de métissage ; pour autant, il contribue à figer des identités collectives au sein de groupes, par un processus d'ethnisation, souvent instrumental, dont se saisissent

---

<sup>217</sup> Et regroupés dans un ouvrage paru en 2007 et introduit par Luca Muscara (Gottmann, 2007).

les migrants et les minorités, comme autant de canaux d'affirmation de leurs identités différentes. Ce processus entre ainsi en résonnance avec le développement des formes de vie transnationales.

Ce chapitre propose une lecture ternaire des redéfinitions identitaires collectives induites par la migration, en Espagne, aux Etats-Unis et en Argentine.

Dans un premier temps, il montre comment les processus d'hétéro-désignation se construisent « par le haut », élaborant des enveloppes d'identités collectives qui orientent les processus d'auto-identification. J'y questionne d'abord l'émergence d'un modèle multiculturaliste de gestion de la diversité, puis la façon dont les différents Etats de destination des migrants reconnaissent, promeuvent, ou discriminent, des identités nationales ou ethniques. J'interroge ensuite le rôle des Etats de départ, ici la Bolivie, dans le rapport d'appartenance que les migrants entretiennent à leur origine. Finalement, j'envisage les figures économiques de la promotion identitaire, ces entrepreneurs qui ont compris qu'instrumentaliser la différence ethnique est un moyen efficace de conquérir une clientèle de plus en plus convoitée, celle des migrants internationaux.

Le second volet propose une analyse située « dans les espaces-temps » des fêtes, intervalle privilégié pour observer l'élaboration de ces appartenances collectives, exhibées sur la scène publique, mais aussi transformées par l'expérience de la migration. Bien entendu, les fêtes constituent un des modes de l'habiter, envisagé au chapitre précédent, dont ils sont l'une des manifestations singulières. J'ai préféré toutefois en réserver l'analyse dans ce chapitre 4, dans la mesure où elles constituent un moment spécifique de cristallisation des appartenances et des expressions identitaires d'un collectif réuni pour l'occasion.

Finalement, « par le bas », j'analyse dans la troisième partie les processus d'auto-identification collective des migrants, situés dans les espaces de destination. Des identités réactives, inscrites dans des échelles de référence spatiale multiscalaires, coexistent avec l'invention de nouvelles appartenances, telles l'identification "latina", spécifique à certains espaces de la migration, ou avec des identifications transnationales nostalgiques, mais aussi avec des revendications collectives plus transversales, qui convoquent le registre de la citoyenneté.

L'ensemble contribue à mettre en évidence comment s'articulent, dans les espaces situés des processus migratoires, ces dynamiques entremêlées.

## **I/ « Par le haut ». Promoteurs et entrepreneurs d'identités**

Les Etats-Nations, récepteurs de migrants, produisent des modes de gestion de la diversité qui constituent autant de contraintes ou d'opportunités pour les groupes étrangers qui se positionnent en relation aux processus d'hétéro-désignation ou d'intégration qui leur sont offerts ou imposés par les Etats dans lesquels ils tentent de prendre place.

D'un autre côté, les Etats d'origine entretiennent des relations avec leurs migrants à l'étranger : depuis longtemps pour certains, depuis plus récemment pour d'autres, qui voient dans la multiplication des processus diasporiques des ressorts pour l'affirmation de leur propre identité nationale, mais aussi un intérêt économique. Les revenus des communautés de migrants dispersés, partiellement réinjectés en origine via des flux de transferts financiers sans cesse plus importants, constituent une opportunité formidable pour consolider les économies locales, d'autant plus dans des pays où la pauvreté a constitué un moteur de l'émigration, et où les transferts représentent une part non négligeable des revenus nationaux.

L'intérêt économique que constituent les migrants n'échappe pas aux acteurs économiques internationaux. Firms et entreprises de toutes catégories s'instituent aussi en promoteurs identitaires, afin de construire de nouvelles communautés de clients ou d'usagers susceptibles de rapporter des bénéfices substantiels.

C'est à la déclinaison de ces acteurs dominants et souvent prescripteurs d'identités que s'intéresse la première partie de ce chapitre, écartant l'hypothèse selon laquelle le cadre des Etats-Nations ne serait aujourd'hui plus pertinent pour saisir les transformations à l'œuvre dans un monde bouleversé par l'accroissement des mobilités : cette échelle, constitutive de constructions sociales telles que la culture, la race ou l'ethnie (cf. encadré 5, chapitre 2, pour un point sur la terminologie), les inscrit dans des formations historiques, des pratiques sociales, qui sont, de toute évidence, situées dans des contextes spécifiques (Fistetti, 2009 ; Hall, 2007).



## **I.1. Politiques multiculturelles : un mode de gestion imparfait de la diversité**

Battus en brèche par le maintien sur la durée de réalités sociales très inégalitaires et conflictuelles, et questionnés par de vifs débats politiques et scientifiques, les modèles d'intégration (en Europe), d'assimilation (aux Etats-Unis), de métissage (en Amérique latine) ont été progressivement rejetés, à partir des années 1960, alors qu'on observait une diversification et une reprise de mouvements migratoires issus, pour la plupart, de pays en développement, suite aux processus de décolonisation en Europe, aux réformes politiques qui ont accéléré la diversification du panorama migratoire en Amérique du nord, à la croissance des migrations Sud / Sud en Amérique latine.

A un modèle qui envisageait l'incorporation des individus dans une société *mainstream* au prix de la disparition des particularités culturelles des origines, succède l'avènement d'une ère du multiculturalisme, qui reconnaît le maintien durable de ces dernières dans les sociétés d'arrivée. Ce *cultural turn* ou *differentialist turn* affecte, peu ou prou, les pays européens, nord-américains, puis latino-américains, des années 1960 (Amérique du nord) aux années 1990 (Amérique latine, Europe), et favorise la mise en place de politiques multiculturelles inégalement institutionnalisées. Les organisations internationales ont fortement contribué à la diffusion de ce modèle politique.

Prenant acte des échecs de l'assimilation et de la persistance de formes de ségrégation socio-spatiale qui recouvrent les dimensions ethniques, dans des sociétés aux composantes ethnoraciales diverses, le multiculturalisme considère la diversité culturelle comme base de construction sociétale et comme condition du maintien d'une certaine unité nationale. Il s'agit, tout à la fois et selon les lieux, d'une théorie morale, d'une idéologie politique, d'une stratégie économique, d'une politique explicite disposant de moyens législatifs, d'un appel à une meilleure insertion des groupes marginalisés, d'un ensemble de bonnes pratiques visant à gérer, identifier, préserver une hétérogénéité culturelle, ethnique, religieuse - mais qui peut aussi être revendiquée sur le registre du genre ou de l'identité sexuelle (Faist, 2009 ; en France, voir par exemple la synthèse de Wieworka, 1996).

Aux Etats-Unis, l'assimilation et le mythe du *melting pot* cèdent à la fois devant les avancées de la lutte pour les droits civiques des années 1960 qui dénoncent les mécanismes puissants de ségrégation raciale, et devant la diversification des migrations suite à la réforme migratoire de 1965, qui, en abolissant les quotas nationaux, favorise les processus de regroupement familial et l'immigration de travailleurs plus qualifiés, et conduit à une très forte reprise de l'immigration, notamment issue des pays en développement d'Asie et d'Amérique latine. Les enjeux du multiculturalisme y reposent sur des groupes qui sont d'abord les minorités noires américaines, mais aussi les immigrants, aux origines de plus en plus variées.

En Amérique latine (années 1980-90), le multiculturalisme résulte de la critique du mythe du métissage, instauré en idéologie politique au fondement de la consolidation des Etats-nations, qui a prétendu fondre les différences ethnoculturelles au service des unités nationales, tout en maintenant cependant dans une position d'infériorisation et de marginalisation permanente les groupes indiens et minoritaires (Gros et Dumoulin, 2011).

En Europe, la pensée multiculturaliste, plus tardive (années 1990-2000), questionne les limites des modèles d'intégration de type assimilationniste, très marqués dans certains Etats d'immigration anciens, comme la France (Schnapper, 2007), et s'articule autour des modalités de traitement de la différence culturelle des migrants étrangers (puis, de plus en plus, des populations musulmanes, et des secondes générations).

Will Kymlicka, dans son travail de référence sur la théorie des droits des minorités culturelles, souligne les différences en termes de revendications mais aussi de politiques, entre les *Etats multinationaux* dont la diversité culturelle résulte de groupes culturels autrefois autonomes et territorialement concentrés, appelés *minorités nationales* (groupes indigènes, minorités francophones au Canada), et les Etats *polyethniques*, dont la diversité résulte de l'immigration constitutive de ce qu'il appelle des *groupes ethniques* (Kymlicka, 2001). Si l'Amérique latine renvoie globalement d'abord au premier cas et l'Europe au second, les Etats-Unis, mais aussi l'Argentine, sont à cheval sur les deux types.

Comment se construit le multiculturalisme ? Dans quelle mesure permet-il de répondre aux défis soulevés par l'échec de l'assimilationnisme ou du métissage, en proposant une autre gestion de l'autre au sein des Etats-Nations ? Quelles sont ses implications spatiales et ses limites ?

- ***Idéologie et mise en politique de la reconnaissance de l'autre***

Le multiculturalisme est une idéologie politique qui envisage le prisme ethnique pour maintenir la cohésion de sociétés nationales. Prenant acte du maintien sur la longue durée de groupes culturels distincts, conservant leurs pratiques et leurs références, il propose de leur faire une place dans la société en renonçant à la construction d'une unité nationale élaborée autour d'une référence culturelle unifiée, au cœur des projets assimilationnistes. L'affirmation et la reconnaissance de la pluralité culturelle visent néanmoins à maintenir une cohésion nationale autour de cultures identifiées.

Le multiculturalisme se construit sur une exigence de mise en visibilité et de reconnaissance de groupes infériorisés, dans un contexte de forte croissance des demandes de reconnaissance issues des groupes marginalisés. Fustetti le considère comme étant

« *l'autre nom de la lutte pour la reconnaissance* » (Fistetti, 2009). En accordant un certain nombre de droits à des minorités qui ont subi des formes d'oppression, d'infériorisation, de domination, le multiculturalisme est une forme de réparation des injustices. Mais, comme l'explique le texte fondamental de Charles Taylor intitulé *La politique de la reconnaissance*, paru en 1992 (repris dans l'ouvrage de Taylor et Walzer, 2009), cette réparation peut prendre deux formes : une simple reconnaissance de la différence culturelle, ou une exigence de la reconnaissance de l'égale valeur des cultures qui passe par des politiques de rétablissement d'une égalité entre groupes, impliquant une action de discrimination positive.

Les politiques multiculturelles se sont ainsi orientées dans deux directions :

- une politique de reconnaissance des minorités, de leurs droits, de leurs territoires,
- et une politique de réparation des injustices et des discriminations par une action redistributive.

Alors que c'est la seconde qui a dominé aux Etats-Unis sous le nom d'*affirmative action*, c'est la première qui marque le multiculturalisme latino-américain, dans lequel il s'agit d'attribuer des droits collectifs aux populations indigènes en redéfinissant les identités nationales (Gros et Dumoulin, 2011).

Les politiques multiculturelles s'inscrivent le plus souvent dans la première direction. Elles

« visent à ménager, pour les identités minoritaires, une place et une visibilité dans l'espace public qui corresponde à leur importance sociale, voire à faire simplement disparaître les attitudes et les représentations qui sont vécues comme des marques de mépris social » (Savidan, 2009, p. 26).

Elles favorisent l'accès des groupes aux différents univers sociaux en promouvant les éducations bi ou plurilingues, en développant des services sociaux polyglottes, respectueux de la diversité des pratiques culturelles. En Grande Bretagne par exemple, depuis les années 1960, ces politiques de promotion de la tolérance et du respect des identités collectives se sont traduites par des soutiens à des associations communautaires, l'encouragement de la promotion de la diversité sur les lieux de travail, dans les médias, dans les espaces publics, et la mise en place de certains services publics (école, santé, police, tribunaux) prenant en compte les différences culturelles relatives aux valeurs, aux langues, aux pratiques sociales (Vertovec, 2007). Les institutions doivent ainsi s'adapter aux immigrants, à leurs expériences, valorisant leurs compétences dans un processus d'ajustement mutuel, bien qu'assymétrique. La réussite de l'incorporation (terme générique qui vise à répondre aux ambiguïtés de l'intégration et de l'assimilation) des immigrants n'est pas ainsi pas leur inclusion, mais la reconnaissance et la réalisation civique de leur différence (Faist, 2009, p. 187).

Dans leurs formes plus réglementées, et dans des logiques de rétablissement de l'égalité suite à des situations d'injustice (seconde direction), les politiques multiculturelles instituent des mesures de discrimination positive (*affirmative action* en Amérique du nord) visant à assurer un meilleur accès aux différentes composantes de la société à des groupes opprimés, par l'établissement, par exemple, de quotas dans les institutions, administrations, entreprises, organismes politiques, permettant de redistribuer au profit d'une plus grande égalité entre les groupes. Le Canada (puis l'Australie) est le premier pays à adopter officiellement une politique multiculturelle en 1971, reconnaissant les droits des groupes autochtones et de la minorité francophone (groupes natifs face auxquels l'Etat "répare" des pratiques de marginalisation antérieures).

Les Etats-Unis n'instituent pas le multiculturalisme en politique nationale, mais mettent en place des mesures de discrimination positive envers les groupes ayant subi certains préjudices, en particulier les populations noires. L'une des premières mesures est la décision de la Cour Suprême de Californie (arrêt *Regents of the University of California vs. Bakke*, 1978) qui précise les conditions d'exercice de la discrimination positive dans l'université, autorisée à prendre en compte dans son recrutement les caractéristiques raciales des étudiants comme éléments susceptibles de contribuer à la diversité de la population étudiante, pour le bénéfice et l'enrichissement de l'institution universitaire. Comme le souligne Sabbagh, on remarque que dans le procédé rhétorique, la dimension négative de la politique de réparation de l'injustice est gommée au profit d'une logique positive de promotion de la diversité de l'institution universitaire (Sabbagh, 2009).

- ***Limites et risques du multiculturalisme***

- **L'injustice des politiques de discrimination positive ?**

Les politiques de discrimination positive, qui, en accordant des droits spécifiques à des groupes ayant été victimes d'injustices, visent à rétablir une certaine égalité entre les groupes, posent néanmoins plusieurs questions.

Dans les universités américaines, l'accès des minorités (noires, hispaniques ou asiatiques) à l'enseignement supérieur via la discrimination positive court le risque que la reconnaissance de la valeur intellectuelle de ces étudiants soit remise en question par leurs pairs, au motif qu'ils ne seraient pas là parce qu'ils le méritent, mais parce qu'il s'agirait de réparer une injustice à leur égard, qui les place en victimes et non en simples méritants. Un certain nombre d'établissements, dont les sept universités de la prestigieuse *Ivy League*, ont d'ailleurs abandonné cette politique d'*affirmative action* pour sélectionner leurs étudiants.

En second lieu, en restreignant pour les groupes majoritaires l'accès à certaines ressources en raison de politiques de discrimination positive, on court le risque de développer à leur égard d'autres formes d'injustice.

Patrick Savidan plaide ainsi pour une temporalité transitoire de ces politiques, qui ne devraient durer que le temps de rétablir une certaine égalité (Savidan, 2009).

### **- Le risque du paravent culturel**

« *La reconnaissance culturelle évince la redistribution économique comme remède à l'injustice et objectif des luttes politiques* » (Nancy Fraser, in Giband 2011 p 45).

Comme l'exprime cette citation de Nancy Fraser, l'institutionnalisation du multiculturalisme court le risque d'euphémiser d'autres formes d'infériorisation fondamentales, comme les inégalités socio-économiques, mais aussi de faire écran à des formes d'identifications basées sur d'autres distinctions - de genre, d'âge, d'éducation, de classe, de consommation (Amin, 2002). C'est en ce sens que l'on peut parler de paravent culturel.

Le multiculturalisme est ainsi souvent considéré comme un allié des politiques néolibérales. Dans les métropoles en quête de positionnement sur la scène internationale, il est utilisé comme un instrument politique. A Vancouver, D. Giband montre comment le multicultural, réduit à des « *identités de cuisine* », acceptables par tous, est un moyen d'attirer des capitaux issus de certains groupe de migrants, en particulier des Chinois de Hong Kong, nombreux sur la côte pacifique nord-américaine (Giband, 2011 p 14-15).

### **- La différence comme ressource et les risques de l'essentialisation**

Le multiculturalisme fait de l'ethnicité et de la différence culturelle une ressource pour accéder à la société, revendiquer certains droits, acquérir des formes de représentation spécifiques. Il contribue ainsi à ethniciser les demandes sociales des groupes, et du même coup à renforcer les frontières ethniques, quand bien même cette ethnicisation est stratégique (Spivak parle « *d'essentialisme stratégique* »). Permettre à certains groupes d'avoir accès à des ressources spécifiques, ou rétablir une plus grande égalité sociale à leur profit, impose en effet de fixer leurs contours, et pose le problème de leur essentialisation.

Suivant Kwane Appiah, Patrick Savidan montre que la préservation de la diversité contribue à soutenir l'homogénéisation au sein de chacun des groupes, ce qu'il définit comme un « *monoculturalisme pluriel* » (Savidan, 2009, p.19). L'un des principaux risques de la reconnaissance et de l'institutionnalisation du multiculturalisme réside ainsi dans l'ethnocentrisme ou l'essentialisation de la différence culturelle, envisagée comme mode d'accès à la société, qui remplace l'essentialisation du modèle assimilationniste occidental.

L'identification institutionnelle et la fixation des groupes oblitèrent l'analyse de leurs évolutions, de leurs renégociations de frontières, de leurs re-catégorisations au cours du temps. Cette question est centrale dans la discussion sur le multiculturalisme, même si, bien sûr les principaux initiateurs des *Cultural studies* étaient loin de considérer l'ethnie comme essence. La critique du multiculturalisme, surtout à partir des années 1990, pose cette question de l'absolutisation de la différenciation culturelle, et émane de la « gauche culturelle », pourtant sensible aux revendications et au droit à la différence (Brubaker, 2001).

### **- La territorialisation de l'ethnicité**

Le multiculturalisme tend en outre à associer groupes et espaces en reproduisant un rapport d'équivalence entre ethnicité et territoire, retombant de ce fait dans le piège de l'ontologie territoriale de l'identité, dénoncé à une autre échelle pour l'assimilationnisme qui associe groupe national et territoire de l'Etat. La territorialisation de l'ethnicité est en même temps un outil de valorisation de la ressource ethnique. Au Mexique, les groupes indiens dans les grandes villes telles que Mexico et Monterrey ont joué sur cette carte ethnique pour améliorer leurs conditions de logement comme leur accès au travail, et plus largement pour accéder à la citoyenneté. S. Durin et N. Pernet (2011) montrent comment à Monterrey, les Mazahuas ont pu négocier la construction d'un ensemble de logements sociaux pour leur groupe dans un quartier périphérique populaire de l'agglomération, comme la garantie de l'exercice de leurs activités professionnelles spécifiques de vendeurs ambulants. La mise en avant de l'ethnicité y est un instrument politique de la construction d'un territoire résidentiel spécifique, d'une niche professionnelle du groupe. La thèse d'Anna Perraudin montre aussi comment les groupes otomis ont négocié leur place à Mexico en jouant sur cette différenciation stratégiquement essentialisée (Perraudin, 2011). Plus généralement, la reconnaissance de territorialités indigènes ou autochtones en Amérique latine comme en Amérique du nord permet certes aux groupes infériorisés de devenir souverains sur des espaces reconnus comme leurs, mais elle contribue à fixer tant les contours du groupe que ceux de ses territoires de légitimité. Elle peut de ce fait contribuer à rendre leur présence illégitime hors des espaces qui leur sont attribués. L'association entre groupe et territoire invisibilise de fait les processus de dispersion et de coprésence spatiale de groupes aux références territoriales souples, comme la fluidité et l'évolution de leurs frontières. En ce sens, les politiques multiculturelles peuvent être considérées comme des promotrices d'identités ethniques, avec tous les risques que cela comporte. Ceci, on le verra plus loin (III, *infra*), n'est pas sans conséquence sur les reconstructions identitaires des groupes dans les espaces de la migration.

## I.2. Gérer la présence de l'étranger latino-américain au sein des Etats-Nations

*"C'est la migration, la vie urbaine, la confrontation aux contextes de réception, qui transforment les migrants en communautés ethniques"* (Hanley, Ruble et Garland, 2008 trad. libre).

- ***En Argentine, un multiculturalisme de circonstances***

Dans le domaine de la gestion de l'altérité sur son territoire national, l'Argentine est un cas à la fois emblématique et limite en Amérique latine. Limite, parce que la très faible part des populations indiennes autochtones (aujourd'hui moins de 2% de la population nationale), comme la quasi absence de populations noires, n'a guère favorisé l'émergence de mouvements de contestation massifs de la politique de métissage par le blanchiment de la race, qui a prévalu depuis un siècle et demi. Emblématique, parce que l'entreprise de civilisation de la Nation par la valorisation de l'immigration européenne et l'occidentalisation marquée de la culture urbaine nationale (Buenos Aires n'est-elle pas la "capitale européenne de l'Amérique latine"?), au nom, malgré tout, de la constitution d'un "*crisol de razas*", est sans doute sans égal dans le reste de la région (voir chapitre 3, I.1.).

En ce sens, la réforme constitutionnelle de 1994, qui adopte (ici comme ailleurs en Amérique latine à la même époque) le multiculturalisme comme principe de reconnaissance de la diversité, sonne par certains aspects comme un vœu pieu :

*"Un problème qui subsiste est la mise en pratique des politiques sociales pour la reconnaissance et les droits des peuples indigènes et pour en finir avec l'invisibilité, de même qu'avec la subordination et l'exclusion au sein des communautés ..."* (Farinati, 2008 trad. libre).

Cette réforme constitutionnelle ne touche pas à son article 25 selon lequel :

*« Le gouvernement fédéral encouragera l'immigration européenne, et ne pourra pas restreindre, limiter, ni grever de quelques impôts que ce soit l'entrée des étrangers sur le territoire argentin, quand ils ont pour objectif de labourer les terres, d'améliorer les industries, d'introduire et d'enseigner les sciences et les arts »* (trad. libre)<sup>218</sup>.

La position de l'étranger sur le sol national est ainsi toujours perçue de façon duale : d'un côté, les immigrants courtisés, issus des pays européens, de l'autre, les migrants non désirés, de très loin les plus nombreux, c'est-à-dire les immigrants limitrophes. Je renvoie ici au chapitre 3 (I.1.) qui a mis en évidence cette opposition, et souligné les avancées politiques récentes, sur le plan législatif national (nouvelle loi migratoire de 2003) comme dans le contexte plus large du Mercosur. Elles témoignent d'une inflexion politique en faveur d'une meilleure reconnaissance, au moins juridique, de la situation des étrangers

---

<sup>218</sup> Le texte de la constitution est accessible sur : <http://infoleg.mecon.gov.ar/infolegInternet/anexos/0-4999/804/norma.htm>.

limitrophes, dont les Boliviens, sur le sol argentin.

- ***De l'hispanité aux pratiques multiculturelles des Communautés Autonomes espagnoles***

- **Nationalisme, régionalisme et multiculturalisme à l'espagnole**

La construction de la Nation en Espagne est relativement différente du modèle français, universaliste et unitaire. Elle a été définie comme un « *cas de construction étatique précoce combinée à une nationalisation ou intégration politico-culturelle incomplète* » (Alvarez Junto, 2006).

Elle est d'abord attachée au moment fondateur de la monarchie des Rois Catholiques et au Siècle d'Or : époque de succès militaires, de la découverte de l'Amérique, qui grandissent l'Espagne dans le monde ; époque de l'affirmation d'un Catholicisme de la Contre-Réforme très autoritaire, à l'origine de l'Inquisition (instrument de contrôle et de pouvoir) ; époque aussi du nettoyage ethnique de la *Reconquista*, obligeant Juifs et Musulmans à se convertir, puis marginalisant les *conversos* et les *moriscos* en valorisant le sang et la pureté ethnique de la monarchie. Alors que l'Espagne est une somme de territoires souverains, la monarchie se pense sur le mode de l'uniformité religieuse, porteuse d'une certaine unité. Il s'agit toutefois, comme le souligne le célèbre article de l'historien John Elliott, d'une « *monarchie composite* » : les monarchies unifiant les couronnes d'Aragon et de Castille ont bien tenté d'incarner les mémoires d'une *Hispania* romaine ou wisigothique pour susciter une adhésion à « l'idée d'Espagne », mais cette dernière reste, aux XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles, bien distante en comparaison des réalités plus immédiates, par exemple, de la Castille ou de l'Aragon, et non exempte de tensions (Elliott, 1992). La monarchie espagnole de l'époque coloniale (XVI-XVIII<sup>ème</sup> siècles) élabore dans l'Amérique coloniale une idée « d'hispanité » (*Spanishness*) qui reste aussi bien vague, renvoyant plutôt à une idée de civilisation, quand l'identité « espagnole » en Espagne renvoie alors à des affiliations à des royaumes, composites mais aussi « polycentriques », comme le montrent les différentes contributions de l'ouvrage *Polycentric monarchies*, qui interroge l'hégémonie espagnole et portugaise à travers les trois siècles de colonisation impériale (Cardim et al., 2012).

A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque la perte des Philippines, de Porto Rico et de Cuba (1898) sonne le glas de l'Empire colonial espagnol, les élites sont traumatisées par le « *Désastre* », le « *Problème espagnol* », traumatisme qui contraste avec une passivité populaire attribuée au fait qu'« *au XIX<sup>ème</sup> siècle il n'y a pas eu de processus de nationalisation des masses via les écoles, les fêtes, les symboles nationaux* » (Alvarez Junto, 2006). La fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et le premier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle sont pourtant marqués par la naissance de l'hispano-américanisme, vision magnifiée de la Nation reposant sur la glorification de l'Espagne



impériale et de la Monarchie Catholique, qui sert en réalité un projet visant à rendre sa fierté au pays en mobilisant la mémoire des hauts faits du passé, comme le montre l'historien David Marçilhac :

*L'hispano-américanisme est un « véritable programme d'action destiné à revitaliser l'Espagne, à un moment où ses élites étaient confrontées à un sentiment de déclin [...] [visant aussi] à promouvoir sur la scène internationale une sorte de « communauté hispanique » susceptible de contrer le panaméricanisme nord-américain. [...] En définitive, l'invention d'un mythe patriotique, la Raza hispana, et la réhabilitation de l'épopée coloniale permirent de bâtir un idéal chargé de rassembler la nation et de rendre sa fierté à l'Espagne. Souvent éloignées de leur objet initial – l'Amérique –, les politiques [...] amènent à s'interroger sur la portée de ce phénomène : derrière la « reconquête spirituelle » qui anima les élites espagnoles dans leur élan vers l'Amérique, s'exprimait une quête identitaire autour des traits de l'« hispanité ». Mais cet enjeu n'était-il pas purement espagnoliste ? » (Marçilhac, 2007).*

Le déficit de nationalisme du XIX<sup>ème</sup> siècle espagnol a deux conséquences : le renforcement de nationalismes périphériques (basque, catalan, galicien)<sup>219</sup> et la construction tardive d'un nationalisme autoritaire qui se veut héritier de l'Espagne catholique et impériale, glorifiée pour valoriser « l'Hispanité ». Ce processus atteint son apogée sous le franquisme et contribue à

*« identifier l'espagnol à la dictature, le sous-développement et la brutalité, face à la démocratie et la modernité représentées par l'Europe » (Alvarez Junto, 2006).*

Ce nationalisme s'élabore de façon brutale sur une diversité culturelle et sociale héritée du siècle précédent, et la musèle - interdiction des langues régionales et campagne de « *nationalisation forcée* » par tous les moyens (Gil Araujo, 2010, p. 118).

La fin du franquisme marque le nouvel essor de la reconnaissance des identités régionales via l'institutionnalisation des Communautés Autonomes, dans un Etat décentralisé qui transfère à l'échelon autonome un grand nombre de compétences<sup>220</sup>. Les statuts d'autonomie, votés entre 1979 et 1983, répondent à des luttes historiques (Catalogne, Pays Basque), mais certaines sont aussi des créations *ex nihilo* sans support identitaire (Madrid). La Nation se repense ainsi dans la reconnaissance d'une diversité culturelle interne, qui correspond à celle des régio(natio)nalismes autonomes.

---

<sup>219</sup> Il s'agit d'un raccourci rapide, car les régionalismes espagnols sont divers. Par exemple, le régionalisme catalan s'apparente à un nationalisme à vocation impérialiste, quand le régionalisme basque exalte les spécificités culturelles régionales.

<sup>220</sup> Compétences législatives et exécutives ; administration de l'éducation, santé, services sociaux, agriculture et pêche, tourisme, transport, commerce, culture. La Catalogne et le Pays Basque, présentées (avec la Galice) comme les Nationalités historiques, disposent également d'une police autonome. L'Etat central garde les compétences des relations internationales, justice, politique économique, défense, immigration, perception des impôts.

L'émergence de discours sur l'immigration non communautaire, dans les années 1980, s'appuie sur deux représentations principales : il s'agit d'un problème de sécurité (cf. sur ce point chapitre 3, I.3.), et d'un problème culturel (Gil Araujo, 2010). La gestion de la différence culturelle s'élabore dans des plans nationaux et communautaires (au sens des Communautés Autonomes espagnoles) d'intégration, d'inspiration multiculturelle, bien qu'ils soient parfois accusés de promouvoir une vision unidirectionnelle et assimilationniste (critique faite notamment au premier plan GRECO en 2001 – *op. cit.*, p. 106).

#### Encadré 24 : Un multiculturalisme « à la madrilène »

Comparant les politiques d'intégration menées en Catalogne et à Madrid, Sandra Gil Araujo identifie un modèle nationaliste catalan d'intégration non lisible à Madrid. Dans la capitale, les contours politiques sont plus flous, diffus, présentant un modèle d'intégration ouverte, pluraliste, tolérante, difficile à identifier comme une *“voie madrilène”* ou *“philosophie madrilène de l'intégration”* (Gil Araujo, 2010, p. 132-133). Néanmoins, les plans d'intégration de la Communauté Autonome de Madrid montrent un infléchissement progressif au profit d'une ethnicisation nationalo-centrée des dispositifs d'aide aux étrangers, dont témoigne **l'évolution de deux réseaux de centres sociaux, les CASI (*Centros de Atención Social a Inmigrantes*) et les CEPI (*Centros de Participación e Integración de Inmigrantes*)**. Dans les deux cas, la gestion des centres est déléguée à des ONG, choisies pour leur expertise dans le domaine migratoire, dans une logique néolibérale classique d'externalisation de la gestion de l'aide sociale.

Installés au début des années 2000, les CASI forment un réseau de centres d'accueil fonctionnant comme dispositif d'aide sociale aux étrangers, quelles que soient leurs origines. Une attention individuelle y est portée aux migrants en situation de précarité, qui leur sont adressés par les services sociaux de la municipalité et, selon une responsable de l'un d'entre eux, 95% sont sans papiers<sup>221</sup>.

A partir de 2006, le jeune Secrétariat de l'immigration (*Consejería de Inmigración*) de la Communauté Autonome développe un second réseau, celui des CEPI, aussi appelés les *“maisons nationales”*, chacun d'entre eux étant associé à une communauté d'origine (CEPI *hispano-boliviano*, *hispano-peruano*, *hispano-marroqui*, etc.), afin d'y attirer des migrants qui se reconnaîtraient plus facilement dans un *“esprit maison”*<sup>222</sup>. Les CEPI promeuvent un vivre ensemble interculturel, *“la connaissance et la diffusion des différentes cultures pour devenir un lieu de référence culturelle dynamisant pour la population représentée”* (extrait de la brochure de présentation des objectifs des

<sup>221</sup> entretien avec la responsable du CASI-Centro, Madrid, 2008, Virginie Baby-Collin et Lucile Medina

<sup>222</sup> entretien avec la responsable des études du Secrétariat de l'Immigration de la Communauté de Madrid, 2008, Virginie Baby-Collin et Lucile Medina

CEPI). Ils proposent un accueil moins individuel, plus collectif et culturel, ainsi que des services d'assistance sociale (300.000 personnes y ont eu recours en 2007).

Ce réseau supplante rapidement celui des CASI, qui plafonne à 16 centres au milieu des années 2000, progressivement fermés ensuite (4 CASI seulement restent ouverts en 2014). La crise réduit il est vrai les budgets de la Communauté Autonome, et, des 21 CEPI installés dans la seconde moitié des années 2000, il n'en subsiste que 8 en 2014.

Le gouvernement autonome justifie, dans un entretien conduit en 2008, l'évolution des CASI vers le CEPI comme étant en phase avec l'évolution des besoins des migrants : à mesure qu'ils s'intègrent, ils seraient moins en demande d'assistance sociale, mais auraient plus besoin d'activités et de formations porteuses d'intégration. Les CEPI sont équipés de postes informatiques, et l'usage gratuit d'Internet y est l'un des motifs majeurs de fréquentation<sup>223</sup>.

**Le CEPI hispano-bolivien** est le premier à avoir ouvert à Madrid en 2006. Situé dans un quartier populaire péricentral de forte concentration latino-américaine, *“il a pour objectif l'intégration et la diffusion de la culture bolivienne et espagnole. C'est pourquoi c'est un espace ouvert, pas fermé”*<sup>224</sup>. Géré par une association de coopération espagnole spécialisée dans l'aide au développement de la Bolivie (ACOB, évoquée au chapitre 3), le centre fonctionne en 2008 avec sept salariés<sup>225</sup>, boliviens (dont la directrice) et espagnols. Il offre des ateliers de formation<sup>226</sup>, une assistance juridique, psychologique, une aide à la recherche d'emploi<sup>227</sup>, des activités pour les enfants (soutien scolaire, activités ludiques –sport, musique, arts plastiques), des activités festives (carnaval bolivien, expositions, films). Le public est composé principalement de Boliviens, mais pas seulement, car le centre est ouvert à toutes les nationalités, y compris les Espagnols.

On observe ainsi comment la politique d'intégration des migrants passe d'un traitement d'une question sociale transversale (dans les CASI) à une culturalisation de l'assistance (dans les CEPI). Le message qui est envoyé par ces dernières structures invite les groupes à embrasser une voie d'intégration à la société espagnole (dont témoigne l'adjectif hispano-) qui passe par le prisme des identités nationales d'origine des migrants (second adjectif qualifiant les centres). Il s'agit là de l'incarnation d'un multiculturalisme qui s'inspire sans doute du modèle états-unien de la promotion des identités dites “à traits d'union” (les *hyphenated identities*), qui caractérisent notamment, non pas tant les Latinos, mais bien plus les anciens groupes migrants européens aujourd'hui intégrés (les *Italian-Americans*, *Irish-Americans*).

---

<sup>223</sup> La moitié des 1150 visiteurs du mois de mai 2008 du CEPI hispano-colombien dans la zone centre de Madrid sont venus pour consulter Internet (registres d'inscription consultés sur place – Virginie Baby-Collin et Lucile Medina).

<sup>224</sup> entretien avec la directrice du CEPI, Madrid, 2008, Virginie Baby-Collin et Lucile Medina

<sup>225</sup> directrice, assistante sociale, avocat, médiatrice sociale, animatrice culturelle, psychologue, secrétaire.

<sup>226</sup> notamment dans le domaine des services de soin aux enfants, aux personnes âgées, ou de la domesticité, secteur d'embauche essentiel pour les femmes boliviennes : ateliers de gérontologie, de “personnel domestique”, cours sur Alzheimer ; mais aussi cours d'alphabétisation pour adultes.

<sup>227</sup> une bourse d'emplois collecte et diffuse des annonces, aide à la préparation des entretiens et des dossiers des migrants.

### **-Les Latinos en Espagne, les "préférés du siècle" ?**

Comme on l'a mis en évidence au chapitre 3, plusieurs figures de l'étranger coexistent en Espagne : le migrant européen (touriste ou *guiri*), et le migrant extra-communautaire, figure négative de la migration. Cette migration extra-communautaire fait l'objet de traitements contrastés selon les origines. Alors que l'immigration maghrébine et africaine véhicule des représentations très discriminatoires (renvoyant à la figure historique du *moro* en Espagne), l'immigration latino-américaine est qualifiée comme celle des « *préférés du siècle* » (Izquierdo, Lopez et Martinez, 2002). L'image positive des Latino-américains est justifiée par le partage avec les Espagnols d'une langue commune, d'une même culture, d'une même pratique du catholicisme, autant d'éléments qui faciliteraient leur intégration, ce que certains qualifient de *revival* de l'Hispanité - à l'inverse des musulmans, dont l'augmentation numérique constituerait une menace pour l'identité catholique espagnole.

#### **Encadré 25 : La "préférence latina" dans la législation espagnole**

La "préférence latina" en Espagne repose sur un certain nombre de règles juridiquement établies :

-Les migrants latino-américains peuvent solliciter la nationalité espagnole après deux ans de résidence régulière en Espagne, comme les Philippins, Portugais, Guinée-Equatoriens, et la population d'origine sépharade, contre dix ans de résidence pour toutes les autres nationalités.

-Les accords de double nationalité signés avec un certain nombre de pays latino-américains, et qui datent de l'époque de l'émigration espagnole vers les Amériques, facilitent le maintien de la nationalité d'origine avec l'adoption de la nationalité espagnole (non autorisée, par exemple, pour les Marocains).

-Des accords d'égalité de traitement (qui signifient que la préférence nationale ne peut s'exercer au moment de négocier un permis de travail), hérités de la même époque, existent avec le Pérou et le Chili, l'accord existant avec l'Equateur ayant été dénoncé durant les années 2000, au moment de la massification de la présence équatorienne en Espagne.

-L'Espagne reconnaît la nationalité espagnole à la fois à tous ceux qui sont nés sur le sol espagnol (*jus soli*) et à ceux qui sont descendants d'Espagnols jusqu'à la troisième génération (*jus sanguinis*), ce qui permet à un certain nombre de descendants d'Espagnols émigrés en Amérique latine au début du XX<sup>ème</sup> siècle de conserver ou de récupérer leur nationalité. Le boom espagnol des années 1990-2000 a d'ailleurs vu l'arrivée de nombreux *retornados* dans le pays, venus par exemple de l'Argentine en crise, ou du Venezuela chaviste.

-L'exemption de visas pour les pays latino-américains, pour les courts séjours, a été

progressivement remise en cause dans les années 2000, face à l'importance des flux de migrants (Equateur et Colombie, 2002 et 2003, puis Bolivie, 2007). Toutefois, quelques pays latino-américains bénéficient encore de cet accès privilégié au territoire espagnol, qui ne requiert aucune démarche de visa pour un séjour touristique (Venezuela, Paraguay, Uruguay, Argentine, Mexique).

-Des accords d'embauche de main d'œuvre, signés avec l'Equateur, la Colombie, la République dominicaine, le Paraguay, permettent aux entreprises espagnoles de recruter certains contingents de travailleurs directement dans les pays d'origine (ils sont dits *contratos en origen*, ou contrats en origine).

(d'après la synthèse réalisée par Gil Araujo, 2009).

Au delà de ces dimensions légales, l'analyse des plans de régularisation des étrangers atteste de cette préférence culturelle, au détriment des migrants maghrébins notamment. La comparaison conduite par Antonio Izquierdo des migrants équatoriens et marocains (deux des principaux groupes migrants présents en Espagne) est à ce titre fort éloquent (Izquierdo, 2012). Alors que les migrants marocains sur le sol espagnol ont toujours été plus nombreux que les Equatoriens à avoir une situation juridique légale dès leur arrivée (42% contre 9% - selon une enquête réalisée en 2006), dans les représentations courantes, ce qu'il appelle la « *estadística mediática* », les Marocains sont perçus comme plus irréguliers que les Equatoriens, ce qu'alimentent les drames des *pateras*, les barques échouées lors des tentatives de franchissement de la Méditerranée.

Mais cette différence de représentation est aussi une réalité de préférence sociale, qu'Antonio Izquierdo lit au travers des procédures de régularisation des migrants. Comparant trois des grandes régularisations des premières années du XXI<sup>ème</sup> siècle, il montre que l'accès à la régularisation est facilité de fait pour les Equatoriens, par rapport aux Marocains (et à la moyenne des étrangers). La durée de la précarité du statut est aussi plus longue pour les Marocains irréguliers, preuve de l'existence, au delà même des réglementations spécifiques envers les pays latino-américains, de pratiques politiques discriminatoires et préférentielles.

**Tableau 24 : Taux de régularisation des migrants par rapport aux sollicitudes déposées lors des régularisations extraordinaires en Espagne (2000, 2001, 2005)**

Opérations de régularisation	Marocains	Equatoriens	Total étrangers
2000	69%	87%	67%
2001	56%	82%	62%
2005	62%	90%	81%

Source : données du Ministère de l'Intérieur, compilées dans Izquierdo 2012, p. 88.

Il importe toutefois de nuancer, sur deux aspects au moins, cette préférence latino-américaine, qui souffre de formes de hiérarchisations externes et internes.

D'abord, la persistance des rapports de domination issus de la période coloniale empreint encore fortement les relations sociales entre Latino-américains et Espagnols, en témoignent les nombreuses formes de discrimination et de racisme subis par les migrants en Espagne, et dont rend compte le qualificatif très péjoratif de *Sudaca*. Cet ordre de hiérarchisation externe (les Latino-américains face aux Espagnols) renvoie à une forme de persistance de la "colonialité du pouvoir" qu'exprime clairement Sandra Gil Araujo :

*"Si le statut d'outsider des travailleurs latino-américains est en partie le résultat de la permanence d'inégalités du colonialisme, ces sujets post-coloniaux et la périphérisation à laquelle ils sont renvoyés sont reproduits dans les lois, la marginalisation économique, les stratégies d'entreprises, les relations de genre, les stigmatisations raciales, et d'autres visions et di-visions dominantes.(...) La stratification de la population migrante latino-américaine (...) est une expression claire de la persistance de la colonialité du pouvoir (...) (qui est) aujourd'hui un des éléments constitutifs et spécifique du modèle mondial du capitalisme, fondé sur l'imposition d'une classification et d'une hiérarchisation ethnique / raciale de la population et qui trouve son origine dans l'idée que le colonisateur a une supériorité ethnique et cognitive sur le colonisé" (Gil Araujo, 2009, p. 72 trad. libre).*

Ensuite, les Latino-américains ne sont pas considérés comme un "tout" uniforme en Espagne, et souffrent de hiérarchisations internes au groupe. Ici comme aux Etats-Unis, bien que moins explicitement articulée à la dimension raciale de la ségrégation, il existe une stratification des Latino-américains qui repose sur des catégorisations renvoyant à l'indianité. L'interpellation "*Indio*" dont souffrent un certain nombre de migrants andins aux traits indiens marqués est révélatrice d'un racisme ordinaire qui rejette dans le bas de l'échelle des valeurs celui qui se rapproche du phénotype. On se souvient que la dimension "humaine" ou "animale" de l'Indien a été âprement débattue en Espagne, lors de la controverse de Valladolid en 1550. S'il est très abusif de passer sur cinq siècles d'histoire, il n'est en revanche pas inutile de s'interroger sur la persistance de représentations coloniales ancrées dans les pratiques courantes, qui contribuent à hiérarchiser et catégoriser différemment, au sein des Latino-Américains, ceux qui se rapprochent plus de l'Espagnol et ceux qui se rapprochent de l'Indien. On retrouve ici des préjugés raciaux courants dans les sociétés latino-américaines contemporaines, hérités de l'histoire coloniale. Il y a en ce sens à la fois une continuité diachronique dans ces représentations, et une continuité contemporaine d'ordre synchronique entre les formes de stigmatisation de l'Indien observées en Amérique latine et en Espagne, ou encore aux Etats-Unis, qui participe d'une forme de globalisation des racismes ordinaires. Sandra Gil Araujo (2009) souligne d'ailleurs que si les migrants argentins sont, parmi les cinq groupes les plus nombreux de Latino-américains présents en Espagne, ceux qui ont le mieux traversé les épreuves juridiques relatives à leur statut, c'est sans doute aussi parce que, plus Blancs et « moins étrangers »,

ils ont bénéficié de pratiques qui leur ont été plus favorables que celles qui ont affecté, par exemple, les migrants andins<sup>228</sup>.

La gestion espagnole des étrangers se lit ainsi à plusieurs niveaux.

A l'échelle nationale, les Latino-Américains apparaissent comme un groupe relativement privilégié par rapport à d'autres migrants venus des Suds, du Sud de la Méditerranée notamment. Cet héritage, lisible dans une grille de lecture post-coloniale articulée à la tradition d'accueil des Catholiques sur le sol espagnol, favorise une certaine intégration préférentielle, mais n'exclut pas des formes de racisme et de domination héritées de cette dépendance coloniale, et dans lesquelles la hiérarchisation ethno-raciale a aussi sa place.

A l'échelle des Communautés Autonomes se décline un modèle multiculturel variable suivant les régions. A Madrid, l'aide sociale aux étrangers a cédé le pas face à une institutionnalisation de la différence culturelle comme prisme d'intégration, invitant chaque groupe, certes, à dialoguer avec les Espagnols, mais aussi à conserver un "*esprit maison*" nationalo-centré. Le traitement de la marginalisation sociale des migrants y semble euphémisé par la promotion des politiques multiculturelles.

• ***"Being ethnic is what it is to be American"*<sup>229</sup>... Quid des "Hispanics" ?**

Aux Etats-Unis, le passage d'une idéologie du *melting pot* à une idéologie du *salad bowl*, dans les années 1960-1970, institue durablement l'ethnicité comme l'un des fondements politiques d'une société américaine multiculturelle, comme l'indique la citation quelque peu provocante de Peggy Levitt. La reconnaissance des droits à la diversité suscite l'émergence d'une « nouvelle ethnicité ». Non substantialiste mais bien instrumentaliste, elle devient une option stratégique, faite d'efforts conscients de groupes pour mobiliser "l'ethnique" afin d'obtenir des ressources sociales, politiques et matérielles (Kasinitz, 1992).

Les groupes ne jouent toutefois pas à armes égales : Noirs, Hispaniques, Asiatiques, ont moins le choix de l'instrumentalisation de leur ethnicité que les Blancs Américains, en raison des discriminations dont ils sont l'objet. En ce sens, l'ethnicité est inégalement choisie ou imposée, inégalement hétéro ou auto-désignée. C'est ici que la race, comme construit social dans lequel (c'est sa spécificité) le marqueur phénotypique domine dans l'élaboration des différences, entre en jeu (cf. chapitre 2, encadré 5). Dans un pays construit sur la domination des Blancs sur les "autres", sur de longues temporalités d'élimination

---

<sup>228</sup> Il existe à ma connaissance très peu de travaux qui traitent de cette dimension du racisme ordinaire et du statut de l'indianité dans le « prendre place » des migrants latino-américains, pourtant majoritairement d'origine andine, en Espagne. A cet égard, soulignons le travail de post-doctorat en cours d'Anna Perraudin, qui aborde ces questions à partir des migrants équatoriens en Espagne (post doc. LabexMed 2013-2015, UMR Lames et Telemme, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Aix en Provence).

<sup>229</sup> Trad. libre : "*Etre américain, c'est être ethnique*" (Levitt, 2007).

massive des uns (les Indiens) ou d'asservissement des autres (les Noirs), la race empreint les rapports sociaux et offre aux groupes des latitudes différenciées dans la définition de leurs frontières. Philip Kasinitz montre bien dans ses travaux comment la détermination raciale a été imposée de l'extérieur aux *Black Americans*, selon des bases prescriptrices, ce qui n'empêche pas le groupe de construire en réponse une identification ethnique, dont certaines des dimensions relèvent de l'instrumental (Kasinitz, 1992).

Le texte *Symbolic ethnicity*, paru pour la première fois en 1979 (Gans, 1999), montre la différence entre l'ethnicité imposée aux groupes minoritaires aux Etats-Unis, et l'ethnicité individuelle symbolique, émanant des classes moyennes et supérieures américaines blanches se revendiquant d'origine italienne, irlandaise, etc., activée dans la sphère privée, participant d'un choix symbolique d'une communauté d'appartenance, sans véritables coûts ni bénéfices politiques. L'ethnicité instrumentale est ainsi en quelque sorte une imposition idéologique pour les groupes non blancs aux Etats-Unis.

Les choses se compliquent quand on envisage le groupe des *Hispanics* ou des Latinos, dont j'ai restitué la définition statistique et ses évolutions plus haut (chapitre 1, II.3., figure 6). A la fois, parce que l'institutionnalisation du groupe fait tenir ensemble des groupes nationaux aux profils sociaux, économiques, aux cultures, extrêmement hétérogènes, et parce que, dans la catégorisation raciale qui domine dans le pays, ils occupent selon leurs origines toutes les catégories possibles. Il importe donc d'éclaircir ces deux points.

### **- Les identités hispaniques : des constructions politiques situées**

On peut identifier trois phases historiques dans l'élaboration de l'identité hispanique, chacune ancrée dans un espace différencié (Tammelleo, 2011a)<sup>230</sup> :

1. L'identité hispanique coloniale, qui dure des années 1550 aux années 1820, se situe dans l'espace de l'Amérique latine coloniale. Elle est caractérisée par le mélange des peuples africain, indien et ibérique qui produit une certaine culture, dans un cadre politique spécifique, celui de la domination des Monarchies Catholiques portugaises et espagnoles.

2. L'identité hispanique nationale se construit, en Amérique latine et au sein de chaque nouvelle Nation, à partir des indépendances. L'affranchissement de la tutelle ibérique, l'abolition de l'esclavage, les débuts de la démocratie, et l'ouverture des ports qui asseoient la domination commerciale des Anglais (au détriment des anciennes puissances coloniales), constituent les bases de la construction de cette nouvelle identité hispanique. A la différence de la précédente, elle exclut les Espagnols et les Portugais de son champ

---

<sup>230</sup> Voir les débats consacrés à cette question de l'identité hispanique dans la revue *Ethnicities* en 2011 (Gracia, 2011 ; Tammelleo, 2011a, 2011b).



d'identification (mais intègre bien entendu leurs descendants installés sur le sol latino-américain, les Créoles, au fondement des constructions nationales).

3. L'identité hispanique contemporaine se constitue enfin dans l'espace états-unien, à partir de 1848. Le traité de Guadalupe Hidalgo qui marque la perte des territoires du nord mexicain, devenus aujourd'hui les quatre Etats frontaliers du sud-ouest américain, amorce le début d'une cohabitation des Mexicains et des Etats-Uniens. Les premiers, perdants du conflit, y souffrent d'une marginalisation et d'une infériorisation (qui commence par la perte de leurs terres, pour ceux restés sur le sol états-unien) qui s'installe durablement.

La main mise états-unienne sur Porto Rico en 1898 constitue un second moment fondateur de cette identité, par la domination politique et économique d'un territoire dont une grande partie de la population va par la suite émigrer sur le continent américain, sur la côte Est notamment (40% des Portoricains vivent désormais aux Etats-Unis).

Le troisième élément qui contribue à la construction de cette identité consiste en l'arrivée massive de migrants d'origine latino-américaine aux Etats-Unis, après la réforme migratoire de 1965.

C'est d'ailleurs dans les années 1970 que la catégorie *Hispanic* fait l'objet d'une définition dans la loi 94-311 : elle regroupe les résidents "*d'origine mexicaine, cubaine, portoricaine, centraméricaine, sud-américaine et d'autres pays de langue espagnole, indépendamment de leur race*". La langue commune est un socle de définition du groupe, ce qui justifie l'intégration des migrants espagnols dans ce groupe (auquel ils ne s'identifient guère), et pose le problème des *Hispanics* qui parlent d'autres langues (portugais, anglais ou néerlandais dans certaines îles des Caraïbes, sans compter la multiplicité des locuteurs de langues indiennes).

Tammelleo montre que cette identité, à la fois réactive et instrumentale, se construit sur le socle de sa marginalisation sociale, dans le cadre de "*pratiques racistes des Anglois envers les migrants latino-américains*", qui contribuent en retour à l'élaboration de formes de vie et d'appartenance collective, se manifestent par l'invention de quartiers latinos multiethniques (cf. chapitres 2 et 3, *supra*), de groupes de pression, luttant pour la meilleure reconnaissance de leur place dans la société états-unienne.

L'identité culturelle hispanique aurait toutefois selon l'auteur une temporalité limitée, n'ayant un sens que pour les deux premières générations d'immigrants. Car, écrit-il,

*"la plupart des gens ont de faibles relations avec leurs grands-parents. Comme l'identité hispanique / latino est une catégorie sociale et culturelle, les valeurs, idées et pratiques qui contribuent à la formation de l'identité ethnique individuelle viennent, au moins en partie, de*

*leurs grands-parents. Cela offre une raison non arbitraire de remonter à deux générations pour fournir une perspective généalogique de l'identité hispanique / latino*"(Tammelleo, 2011b).

Le glissement d'une identité politiquement instituée et activée pour répondre à des formes de marginalisation à une identité culturellement partagée, qui ne durerait pas au delà de deux générations, porte à mon avis ici à discussion. La renaissance du mouvement *chicano* aux Etats-Unis dans les années 1960 (Cohen et Treguer, 2004), qui revendique une meilleure reconnaissance des Etats-Uniens d'origine mexicaine et restés sur le sol américain après la défaite de 1848, en y associant les générations plus récentes de migrants mexicains, montre que cette identité réactive a un sens au delà d'un seuil générationnel que justifierait l'amenuisement des relations avec le pays d'origine.

Il me semble ainsi au contraire que l'identité hispanique n'est pas tant culturelle que politiquement construite et instrumentalisée par ceux qui s'en emparent. C'est en effet plus dans des cadres nationaux, voire régionaux, que se pensent les cultures latinos aux Etats-Unis, j'y reviendrai dans l'analyse des pratiques festives dans la suite de ce chapitre.

On peut conclure toutefois que les constructions identitaires sont bien historiquement et spatialement situées, dans la mesure où elles sont le fruit d'une interaction entre des groupes et des politiques / idéologies élaborées dans des cadres nationaux (qui furent par le passé des cadres coloniaux).

### - **Les *Hispanics* et la question raciale**

La difficulté pour les Latino-américains de se reconnaître dans une "race", comme le demande le recensement américain, a néanmoins conduit, depuis plusieurs décennies, à une forme de "*racialisation latino*" (Davila, 2008), dont témoigne la chute constante, dans les recensements, des Hispanics qui s'identifient comme "Blancs" (64% en 1980, 54% en 1990, 48% en 2000), au profit de la croissance de ceux qui s'identifient comme relevant de "*some other race*". Une enquête du Pew Hispanic Center, conduite en 2011 auprès de 1220 adultes hispaniques, montre que plus de la moitié d'entre eux choisissent cette dernière option, un tiers cochant "Blanc", 3% "Noir" (Taylor et al., 2012).

Arlene Davila montre ainsi que la consolidation du groupe latino aux Etats-Unis permet l'émergence d'un tripartisme racial, où le Latino trouve une place entre le Blanc et le Noir<sup>231</sup>.

---

<sup>231</sup> La question se pose moins pour les Asiatiques, moins nombreux, qui bénéficient en général d'une plus grande proximité avec les Blancs dans leur réussite socio-économique comme dans leur localisation spatiale (*ethnoburbs*).

Son ouvrage intitulé *Latino spin*<sup>232</sup>, *public image and the whitening of race* (2008), envisage, dans les sphères politiques, institutionnelles, médiatiques et commerciales, le processus de valorisation progressive du Latino qui passe par un blanchiment de son image, c'est-à-dire son "américanisation".

Ce processus n'exclut pas toutefois la persistance d'une racialisation différenciée des Latinos selon leurs origines, dans la société états-unienne où la *color line* est fondamentale pour définir les positions socio-spatiales de chacun. Les Latinos y sont l'objet de "colorisations" différenciées, qui renvoient à la stratification raciale bipolaire dominante (Blancs / Noirs).

Des travaux comparés sur les Portoricains d'East Harlem (le *barrio* historique) et du Bronx et les Dominicains de Washington Heights (au nord de Manhattan) montrent en effet que les deux groupes (qui sont à la fois Latinos et plutôt noirs de peau) pâtissent de leur proximité raciale et spatiale avec les Afro-Américains (dont Harlem et le Bronx sont parmi les principaux espaces de référence new yorkais), et qu'ils connaissent en général de moins bonnes conditions d'intégration socio-économique que d'autres groupes latinos (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001). Ils montrent aussi que les Mexicains à la peau claire connaissent une meilleure réussite que ceux à la peau plus foncée, ce que confirme le travail de Robert Smith sur les Mexicains de New York (Smith, 2006). Les villes américaines apparaissent ainsi comme étant des « *pigmentocraties à plusieurs niveaux* », dans lesquelles la hiérarchie de la pigmentation de la peau oriente les chances de réussite (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001, p. 7). Plus encore que la couleur de la peau, c'est le degré de proximité ou de connexion avec le groupe afro-américain qui semble orienter les trajectoires des Latinos. Les processus de racialisation des immigrants aux États-Unis rendent ainsi incertaine l'identité latino dans sa relation à la *color line* : ni Blancs ni Noirs, ils sont dans un entre-deux qui évolue différemment selon les nationalités et les phénotypes.

Certains groupes tentent ainsi de jouer la carte de l'ethnique et du culturel pour sortir de l'assignation raciale. Philip Kasinitz montre ainsi comment s'élabore, à Brooklyn, chez les migrants afro-caribéens anglophones des *West Indies*, une identité *pan-west indian*, qui devient une force politique et culturelle (Kasinitz, 1992). À la différence des migrants blancs, dont les chances d'ascension sociale sont plus grandes quand ils deviennent Américains, en s'assimilant dans un groupe de statut élevé, ces migrants noirs peuvent au contraire connaître un statut social descendant, conformément à ce qui vient d'être évoqué. L'affirmation de leur spécificité ethnique (maintien de leur accent, par exemple), sur le plan culturel et politique, est ainsi la voie qu'ils ont trouvée, sur un registre culturel, pour ne pas

---

<sup>232</sup> Cette expression peut signifier à la fois le "virage latino" que constitue le processus de blanchiment de la race ou "la communication latino" qui contribue à construire l'image publique du groupe (une "touche latino"). Le jeu sur les deux sens du terme anglais *spin* rend ce titre intraduisible en français.

être assimilés aux Noirs<sup>233</sup>. On voit ici comment la revendication d'une spécificité culturelle caribéenne permet de tenter de dépasser le stigmat racial.

La hiérarchisation des Latinos traverse aussi les identifications des groupes indiens d'Amérique latine ayant émigré aux Etats-Unis, aux traits phénotypiques aisément remarquables. De nombreux travaux mettent en évidence, principalement à partir de la migration mexicaine, qui a vu depuis les années 1960 de nombreux groupes indiens migrer vers les Etats-Unis, comment se reconstruisent les identités ethniques, qui renaissent et se réinventent de l'autre côté de la frontière (Aquino Moreschi, 2014 ; Lestage, 2009 ; Perraudin, 2011 ; Smith, 2006 ; Velasco, 2005). Laura Velasco utilise ainsi le concept fort intéressant de "*configuration ethnique transnationale*", pour montrer comment

*"appréhender non seulement le cadre structurel à l'intérieur duquel les populations indigènes migrantes reconstruisent et réélaborent leurs appartenances identitaires, mais aussi, en termes plus généraux, les processus d'ethnisation des populations migrantes de groupes infra-nationaux dans le monde."* (Velasco, 2012, p. 76).

Elle montre qu'il est nécessaire d'introduire une autre échelle de référence que celle de l'origine nationale des migrants pour analyser les fonctionnements sociaux des groupes indigènes, car, si

*"l'origine nationale est un élément capital dans la construction de l'ethnicité des populations et des sociétés migrantes, ces référents nationaux se désagrègent à leur tour sitôt que l'on analyse les configurations ethniques des sociétés d'origine. C'est pourquoi, afin d'appréhender les configurations ethniques des sociétés d'accueil des immigrants, il importe de tenir compte des référents nationaux de multiples territoires de chacun des Etats impliqués, qui interviennent simultanément dans les processus d'ethnisation"* (op. cit. p 76).

Dans la mesure où la Bolivie est un pays fortement marqué par l'indianité, ces réflexions sont utiles pour envisager comment, dans les reconstructions identitaires collectives en migration, cette ethnicité affecte les regroupements affinitaires (cf. II et III *infra*). Pour ce faire, il faut cependant d'abord effectuer un détour du côté de l'Etat d'origine. Ce dernier joue en effet un rôle fondamental dans les recompositions identitaires et les formes de transnationalisme développées par les migrants, au même titre que les contextes de réception et le capital culturel des populations en mouvement, comme l'ont très bien montré un certain nombre de travaux (Levitt et De la Dehesa, 2003 ; Portes, Guarnizo et Landolt, 1999 ; Portes et Rumbaut, 2006 ; Waldinger, 2014).

---

<sup>233</sup> même s'ils expriment aussi, dans la lignée des mouvements revendicatifs noirs et des disciples de Marcus Garvey, leur *black pride*.

### I.3. Vues depuis l'Etat d'origine : l'autre et le migrant en Bolivie.

Quel rôle joue le pays d'origine dans la relation que les migrants maintiennent avec lui ?

Deux axes explicitent ce qui, dans le rapport de l'Etat bolivien à ses populations, influence la façon dont les migrants ré-élaborent en migration leur appartenance à la Bolivie : d'abord, le modèle bolivien de gestion de la diversité des populations résidant sur son territoire ; ensuite, le rapport que l'Etat entretient à ses ressortissants à l'étranger, qui a connu depuis la fin des années 2000 des évolutions notoires.

- ***Métissage, multiculturalisme, plurinationalisme : la gestion de la diversité des populations***

La construction nationale bolivienne a reposé, après l'indépendance, ici comme ailleurs en Amérique latine, sur l'invention d'un nationalisme qui tente de faire tenir ensemble les différentes composantes des populations, via l'idéologie du métissage. Cette élaboration souffre en Bolivie de deux difficultés majeures, qui conduisent l'historienne Marie Danièle Démélas à parler ici d'un "*nationalisme sans Nation*" (Démélas-Bohy, 1978).

1) La première tient à l'importance des clivages sociaux et à la profondeur des inégalités associées à l'indianité (la Bolivie est considérée comme l'un des pays les plus indiens d'Amérique latine - cf. encadré l'indianité en Bolivie). Les Indiens y ont, ici comme ailleurs, été marginalisés et stigmatisés depuis l'époque coloniale par les élites blanches et créoles, renvoyés dans un imaginaire de la ruralité, du retard, du sous-développement et de la pauvreté. La construction nationale par le métissage n'a pas gommé les discriminations racistes, ni les inégalités socio-économiques entre Indiens et élites créoles. La résurgence de la question indienne à partir des années 1970 s'exprime notamment par la fondation du mouvement politique katariste, qui reprend le nom du chef aymara de la grande révolte indienne qui assiégea La Paz en 1780 (Casen, 2012). Avant d'être écartelé par les Espagnols, Tupac Katari aurait prophétisé : "*Je reviendrai et nous serons des millions*". Le manifeste de Tiwanacu, en 1973, jette les bases de la nouvelle mobilisation politique indianiste, contre l'oppression subie depuis des siècles et maintenue dans le projet de la Nation métisse, en réinvoquant les figures glorieuses de la lutte coloniale.

Avec ses formes spécifiques, le mouvement katariste participe du "Réveil indien" qui traverse progressivement toute l'Amérique latine en faveur d'une reconnaissance des droits des minorités (noires et indigènes). La contestation se situe sur le plan politique et juridique (reconnaissance de droits, de terres), économique (marginalisation sociale), et

culturel<sup>234</sup>. Ces mouvements aboutissent à l'adoption de constitutions nouvelles élaborées sur les bases de la reconnaissance du multiculturalisme et sonnent le glas de l'unité pensée par le métissage - voir à ce sujet les travaux de Christian Gros (Gros et Dumoulin, 2011). On assiste ainsi à une "*globalisation de l'ethnicité*" (Cunin, 2006), dont témoignent par exemple la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, signée en 1989 (qui reconnaît la notion de peuples indigènes fondée sur des critères d'appartenance), puis la Déclaration sur les droits des peuples autochtones de l'ONU de 2007<sup>235</sup>.

### **Encadré 26 : L'indianité en Bolivie, questions de mesure.**

Comme le montre la volumineuse étude réalisée par Cletus Gregor Barié pour la Banque mondiale en 2003, l'identification des Indiens ou peuples indigènes pose de nombreux problèmes méthodologiques lorsque l'on cherche à établir des données chiffrées (Gregor Barié, 2003). Toute ethnicité étant un construit social, aux frontières évoluant en permanence, comment et sur quelles bases établir un comptage ? La langue parlée et l'auto-identification sont aujourd'hui les deux critères les plus utilisés dans les recensements, où la place de l'hétéro-désignation raciale a perdu de l'importance. La question de la catégorisation ethnique a donné naissance à de nombreux travaux, parmi lesquels, en Bolivie, on doit souligner ceux de Jean-Pierre Lavaud (Lavaud et Daillant, 2007) et Xavier Albó (Albó, 1995). Selon les compilations présentées dans l'étude de Gregor Barié, entre 55 et 70% de la population bolivienne appartient à un groupe indigène au début des années 2000, répartis dans une quarantaine de groupes, les plus nombreux étant les Aymaras et les Quechuas (respectivement autour de 1.5 et 2.3 millions).

L'ouvrage sur la *Catégorisation ethnique en Bolivie* (Lavaud et Daillant, 2007) rappelle que les Indiens y ont été décomptés sur la base de la "race", attribuée par les agents recenseurs, lors du recensement bolivien de 1900 : 48% de la population était alors catégorisée comme indigène, 15% comme blanche, 30% comme métisse, 0.2% comme noire, 7% non renseignée.

A partir de 1950, le recensement bolivien se fonde sur des critères socio-culturels, en l'occurrence linguistiques. Le recensement de 1976 pose deux questions : quelles sont les langues maniées par l'interlocuteur, et quelle est celle "*habituellement parlée en famille*" : 68% de la population parle une langue autre que l'espagnol, 23% ne parle qu'une langue native, et 45% parle "*habituellement à la maison*" une langue native (26% quechua, 19% aymara).

<sup>234</sup> Les trois piliers des débats latino-américains de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle relatifs aux revendications indigènes sont les droits de l'homme, la lutte contre les inégalités économiques et la reconnaissance de la dignité culturelle (Gros et Dumoulin, dir, 2011 : 21).

<sup>235</sup> Voir notamment sur ces questions les nombreux travaux d'Irène Bellier et le programme de recherches comparatif en cours qu'elle dirige à l'EHESS entre 2012 et 2015, intitulé SOGIP « *Echelles de gouvernance, les Nations-Unies, les Etats et les peuples Autochtones : l'autodétermination au temps de la globalisation* » (<http://www.sogip.ehess.fr/>).

En 1997, une étude financée par les Nations Unies et publiée par l'INE (Institut National de Statistiques) bolivien, établit un recensement des *“populations natives”* à partir de leur pratique linguistique (principale ou secondaire), et comptabilise 62% de *“populations natives”* en Bolivie. Quatre enquêtes réalisées dans les années 1990, basées sur le principe de l'auto-identification des populations, montrent des résultats différents. Entre 8 et 16% de la population s'y définit comme indigène, entre 57 et 67% métis, 2 à 3% *cholo*, 14 à 26% blanc, et 1 à 2% noir.

Les croisements des enquêtes sur l'auto-identification et les langues parlées complexifient le panorama : les locuteurs aymaras s'identifient d'abord comme indigènes, mais les quechuas d'abord comme métis, de même que les locuteurs d'espagnol seul, qui sont plus des deux-tiers à se considérer comme métis ; par ailleurs, un pourcentage proche de locuteurs d'aymara, de quechua et d'espagnol (entre 8 et 14%) s'y définit comme blanc ...

Dans les recensements de 2001 puis de 2012, une question concerne la première langue maternelle apprise dans l'enfance (une seule réponse possible), une autre les langues parlées, une troisième, réservée aux plus de 15 ans, pose la question de l'auto-identification (*“Appartenez vous à une nation ou peuple indigène originaire paysan ou afro-bolivien?”* – l'enquêteur dispose d'une liste de 40 possibilités de réponses, une pour chaque groupe ethnique, qu'il ne doit pas lire aux enquêtés).

En 2001, le traitement des données par la langue maternelle donne 35% de locuteurs indigènes (21% quechua, 14% aymara) et 64% de locuteurs d'espagnol ; le traitement des données par l'auto-affiliation donne 62% d'Indiens (31% quechuas, 25% aymara, 1.5% guarani, 5% autres). Les résultats à cette dernière question en 2012 (les seuls disponibles en 2014 sur le site officiel du recensement bolivien) ne donnent plus que 41% d'auto-identifications indiennes chez les plus de 15 ans (pour les plus importants : 17% Aymaras, 19% Quechuas, 1% Guaranis).

La variabilité très grande de ces chiffres, selon les modes de collecte des données, des formulations des questions posées, des catégories proposées aux enquêtés, invite à la plus grande prudence sur leur interprétation, tant elles sont, comme le montre Jean-Pierre Lavaud, des *“technologies de production de vérité”* à des fins politiques (Lavaud, 2007).

Le multiculturalisme constitue, en Bolivie comme dans le reste de l'Amérique latine, la réponse politique apportée aux revendications des groupes minoritaires,

*“résultant d'une confluence et d'une intersection entre l'affirmation croissante d'appartenances ethniques et de politiques néolibérales qui s'étendent sur tout le continent latino-américain, marquant une rupture avec un modèle national populaire étatiste, uniformisant et assimilationniste en vigueur depuis plusieurs décennies, le tout dans un contexte international particulièrement sensible à la question des peuples autochtones”* (Lacroix, 2011, p. 136).

Si le multiculturalisme se traduit par certaines mesures visant à reconnaître le multi-ethnisme et accorder des droits aux membres de leurs communautés (ce qui requiert, une fois encore, de s'accorder sur leurs contours)<sup>236</sup>, il ne permet cependant de venir à bout ni de l'ampleur des inégalités socio-économiques, ni du racisme.

Le gouvernement d'Evo Morales Ayma, premier chef d'Etat indien (aymara) de Bolivie, va plus loin. La nouvelle constitution de 2008 institue en Bolivie un Etat **plurinational** dont l'objectif est de rompre avec les modèles précédents :

*“L'État plurinational propose une triple rupture avec trois processus profondément ancrés et enchevêtrés dans l'histoire des pays latino-américains : avec la forme classique d'État-Nation et le régime de citoyenneté historique inspiré du modèle républicain européen ; avec les politiques multiculturalistes libérales considérées comme importées et inadaptées ; avec le capitalisme qui constituerait une nouvelle forme de colonialisme et de pillage des ressources des pays du Sud. (...) En d'autres termes, le mot d'ordre serait de transformer en réalité politique le principe d'unité dans la diversité porté par la majorité des peuples autochtones.(...) Disparaîtrait alors toute notion de minorités culturelles et du même coup la relation entre majorité et minorité. L'État plurinational tel qu'il est défini en Bolivie propose ainsi d'abolir toute distinction entre minorités et majorités, de mettre fin au traitement inégalitaire entre les différentes cultures et de considérer celles-ci comme des éléments primordiaux et fondateurs de la société nationale”* (Lacroix, 2013).

Cette rupture s'inscrit dans le projet politique radicalement anticapitaliste et post-colonial porté par Evo Morales, qui passe par des mesures telles que la nationalisation des ressources et des hydrocarbures, l'installation symbolique (en juin 2014) d'une horloge, sur le fronton du Parlement bolivien à La Paz, dont les aiguilles tournent en sens inverse (pour dénoncer la domination du Nord sur le Sud et valoriser l'identité des peuples du Sud dans une optique dé-coloniale)<sup>237</sup>, ou l'adoption de la *whiphalla*<sup>238</sup> comme symbole national, symbolisant la domination de l'indianité sur les autres composantes de la nation.

2) Cette première ligne de clivage (complexe, car les groupes plurinationaux, mêmes indiens, n'ont pas les mêmes référents culturels et territoriaux, ce qui est générateur de tensions), est doublée d'une autre ligne de tension géographique et politique, qui recoupe

---

<sup>236</sup> Notamment, en Bolivie : réforme de la constitution en 1994 qui instaure une “république unitaire, multiethnique et pluriculturelle” (article 1), qui accorde le statut de peuple aux populations autochtones, reconnaît des aires communautaires d'origine, leur offre une assistance juridique ; loi de participation populaire en 1994 qui reconnaît des organisations territoriales de base indigènes (les OTB) ; réforme éducative en faveur d'une éducation “bilingue et interculturelle” ; etc. (Lacroix, 2011).

<sup>237</sup> <http://www.jolpress.com/horloge-inversee-bolivieevo-morales-temps-acte-symbolique-de-decolonisation-article-826841.html>

<sup>238</sup> Drapeau andin emblématique de l'Empire Inca, aux sept couleurs réparties en 49 petits carrés, utilisé par plusieurs groupes indiens des Andes comme symbole ethnique. Il est devenu en Bolivie l'emblème du peuple aymara avant d'être affiché très récemment comme symbole national.



partiellement la première, et voit schématiquement s'opposer deux Bolivies : celle des hautes terres de l'Altiplano et des vallées intra-andines (départements de La Paz, Oruro, Potosi, Sucre, Cochabamba) et celle de *l'Oriente* bolivien (Pando, Beni, Tarija, Santa Cruz), en particulier du département de Santa Cruz. Cette opposition se construit sur un certain nombre de facteurs, dont trois principaux.

C'est d'abord une opposition entre des espaces andins des hautes terres de l'Altiplano, des cordillères et des vallées, fortement marqués par le fait indigène aymara et quechua, et des espaces des basses terres aux populations plus blanches dans l'orient, résumée par la dualité *Collas* (ceux des hautes terres) / *Cambas* (ceux des basses terres). Cette distinction est grossière, car de très nombreuses mobilités internes existent en Bolivie, et de nombreux indigènes participent à la colonisation de l'Orient bolivien depuis les années 1950 (voir par exemple sur ce point la thèse de doctorat de Sophie Blanchard, 2005) ; néanmoins, cette opposition reste un opérateur actif de différenciation, voire d'oppositions conflictuelles.

En second lieu, c'est une opposition économique : la domination pluriséculaire de l'Altiplano sur les basses terres peu peuplées et négligées de *l'Oriente* s'est considérablement transformée depuis les années 1950. La très forte croissance économique des basses terres orientales contribue au basculement de la Bolivie de l'ouest vers l'est en termes de dynamiques démographiques et économiques, bouleversement majeur du territoire depuis la Révolution de 1952. Les ressources principales de la Bolivie sont aujourd'hui moins les mines andines qui ont fait la fortune de l'Espagne coloniale, que les réserves d'hydrocarbures récemment découvertes dans l'est du pays ; la population de l'Altiplano et de la capitale (La Paz), ne cesse de perdre de l'importance au profit de Santa Cruz, devenue la véritable capitale économique du pays, et la troisième ville la plus peuplée. Le département de Santa Cruz passe de 3% du PIB national en 1950 à 30% en 2001. Le déclin de l'Altiplano éclaire en miroir la croissance exceptionnelle des basses terres orientales, où le dynamisme est aussi lisible sur le plan agricole (explosion de la culture du soja).

**Tableau 25 : Le rééquilibrage vers l'Est de la Bolivie (1950-2012)**

	Part de la population bolivienne en 1950	Part de la population bolivienne en 2012	Population en 2012	Coefficient multiplicateur de la population entre 1950 et 2012
Département de Santa Cruz	9%	26%	2.655.084	x 10.9
Département de La Paz	22%	27%	2.706.566	x 4.6
Bolivie	100%	100%	10.027.254	x 3.7

Sources : INE bolivien, recensement 2012.

Enfin, cette opposition est aussi politique. Depuis les années 2000, l'émergence de forces politiques régionalistes dans l'Est du pays s'oppose aux mouvements portés dans la partie

occidentale par le MAS (*Movimiento al Socialismo*), contre le projet politique de défense de l'indianité incarné par Evo Morales. Revendiquant leur autonomie à l'échelle des départements, les mouvements politiques de l'Est regroupent les quatre départements du Pando, du Béni (tous les deux faiblement peuplés), et surtout de Santa Cruz et Tarija (qui concentrent les principales ressources et l'essentiel du boom économique et démographique), dans un ensemble appelé *la media luna* (la demi-lune). Ces très fortes tensions placent le pays au bord de l'explosion au milieu des années 2000, et sont avivées par le contexte des guerres du gaz et de la crise économique nationale. L'analyse du mouvement séparatiste issu de Santa Cruz, le comité Pro Santa Cruz, sur la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle est l'objet de la thèse de sociologie de Zéline Lacombe (Lacombe, 2006).

**Carte 21 : Nación Camba**



Cette carte, produite en 2003 par le mouvement *Nación Camba*, un groupe fondé en 2001 par des intellectuels radicaux de Santa Cruz, montre les territoires revendiqués dans le cadre d'une autonomie visant à constituer une *Nation Camba* : ils couvrent, en vert (la couleur de l'Oriente), les départements de Santa Cruz, Pando, Béni, Tarija, soit les espaces correspondant à la *Media luna*, et mordent au Sud sur le Chaco désormais paraguayen (que la Bolivie a perdu lors de la guerre du Chaco en 1935), ainsi qu'à l'Ouest sur les départements de La Paz, Cochabamba, Chuquisaca.

Cette représentation à caractère provocateur oppose à la *Nación Camba* le territoire du *Alto Perú*, terminologie qui désigne à l'époque coloniale le territoire andin de l'actuelle Bolivie (*audiencia de Charcas*) géré par la Vice-Royauté du Pérou ; sur la carte ce territoire est réduit par les larges débordements des Cambas (voir aussi analyse dans Lacombe, 2007).

Le mouvement *Nación Camba* continue à s'exprimer via son site Internet : [www.nacioncamba.org](http://www.nacioncamba.org)

La stabilisation du pouvoir d'Evo Morales a réduit le niveau de ces tensions, mais pas les oppositions politiques et symboliques entre deux morceaux d'un territoire qui peine à conserver une cohésion nationale.

Ces divisions, ethniques, économiques, et politiques, révélatrices de la difficulté de la constitution d'une Nation bolivienne, ont des conséquences sur les modes d'identification des migrants à leur pays (cf *infra*, II et III).

- ***La reconnaissance récente des Boliviens de l'extérieur***

*“Les Nations d'origine cherchent à créer des diasporas, plus que leurs diasporas ou d'autres structures globales ne cherchent à dépasser l'Etat au point de s'en libérer ou de se poser en alternative”* (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001, p. 23 trad. libre).

La diaspora repose, entre autres choses, sur l'importance des liens maintenus entre le pays d'origine et les lieux de la dispersion des migrants. Comme invite à le penser l'ouvrage dont est issue la citation en exergue, qui s'intéresse aux processus de transnationalisation, les Etats d'origine jouent un rôle dans l'activation des liens avec leurs migrants, contribuant à instituer, ou renforcer, une conscience d'appartenance, qui peut devenir diasporique quand les relations sont actives à la fois avec l'Etat d'origine mais aussi entre les pôles de la migration, si l'on considère que la diaspora se manifeste dans l'interpolarité des liens entre les différents espaces de la migration (Bruneau, 2004 ; Ma Mung, 2000). Je reviendrai sur ce dernier point ultérieurement (II.2).

Après avoir longtemps ignoré le processus d'émigration qui affecte depuis plus d'un siècle le pays, l'Etat bolivien commence depuis quelques années à se concevoir, au niveau politique, comme un pays de départ, et accorde une attention nouvelle à ses ressortissants à l'étranger. Les travaux comparatifs dirigés par Jean-Michel Lafleur mettent magnifiquement en perspective ce processus d'un point de vue politique (Lafleur, 2012b).

Comme le met en évidence Roger Waldinger au travers d'une analyse comparative qui traverse le temps (un siècle) et les espaces (Waldinger, 2014), si l'intérêt que les Etats contemporains portent à leurs émigrés n'est pas récent (cas de l'Italie, par exemple), il prend néanmoins une importance considérable depuis les années 1990, à la faveur du développement du transnationalisme. Deux raisons principales amènent les Etats à s'intéresser à leurs émigrés :

- Par l'importance de leurs transferts financiers (cf. chapitre 3, III.2.), les migrants représentent une source de devises considérable dans certains pays, dont les dirigeants ont tout intérêt à attirer et canaliser les investissements, au service de leur propre développement.

- Par leur présence à l'étranger, les migrants peuvent constituer des lobbies, des groupes d'influence, pouvant servir les intérêts de la Nation dans des négociations internationales.

Plusieurs politiques de mise en lien des Etats d'origine avec leurs ressortissants à l'étranger peuvent ainsi être envisagées : aides concrètes à leur recensement (via les politiques consulaires, pour cibler par exemple l'encouragement aux investissements en origine), appui aux migrants victimes de discrimination<sup>239</sup>, aide à la valorisation de l'identité nationale à l'extérieur (encouragement aux associations sur les bases des nations d'origine, promotion du maintien de la langue et de la culture à l'étranger), soutien à l'exercice d'une citoyenneté exercée depuis l'extérieur enfin.

Rainer Bauböck qualifie cette dernière de "*citoyenneté externe*" (Bauböck, 2003). Elle est favorisée par des accords autorisant la double nationalité, et l'encouragement au vote des ressortissants à l'étranger aux élections nationales en origine. Si la mise en place du vote à l'extérieur a vu le jour dans certains Etats au début du XX<sup>ème</sup> siècle, 55 pays ont adopté, dans les décennies 1990 et 2000, des réformes administratives qui l'instaurent, portant leur nombre à 115 pays en 2012, dont seize latino-américains<sup>240</sup>.

*"Le vote à l'extérieur est devenu une forme d'appartenance à une communauté politique, indépendamment du désir du migrant et de ses descendants de revenir au pays d'origine. Le nombre croissant d'Etats qui permettent le vote à l'extérieur révèle aussi leur intérêt à renforcer leurs liens avec les populations à l'extérieur"* (Lafleur, 2012b, p. 21).

C'est dans ce contexte international que doit se comprendre la reconnaissance très récente, par l'Etat bolivien, de ses populations émigrées.

En 1976, le gouvernement dictatorial d'Hugo Banzer, par le décret loi 13.334, met en place le Conseil National de l'Immigration<sup>241</sup>, dont l'un des objectifs est de "*promouvoir le retour des Boliviens de l'extérieur*". Il s'accompagne d'un programme élaboré avec le dictateur argentin Jorge Videla qui vise à favoriser le retour forcé des Boliviens résidant dans les *villas de emergencia* de Buenos Aires, soumises à un plan d'éradication du gouvernement militaire (cf chapitre 2, II.1). Ce dernier mobilise à cet effet pour le rapatriement la Direction Nationale des Migrations et des Chemins de Fer Argentins<sup>242</sup>. Cet acte politique est la seule manifestation de "l'intérêt" (!) de la Bolivie face à ses ressortissants étrangers

---

<sup>239</sup> Le Mexique est l'un des pays qui a développé une politique importante en faveur de l'engagement de ses compatriotes résidant à l'étranger dans la vie de leur pays. L'Institut des Mexicains de l'Extérieur (IME) délivre ainsi à ses ressortissants des cartes d'identités consulaires afin de faciliter un certain nombre de démarches, et d'offrir une alternative, dans le pays d'installation, à la carte d'identité à laquelle les migrants sans papiers ne peuvent pas accéder. De fait, un grand nombre de villes sanctuaires américaines acceptent ces cartes consulaires comme document d'identité pour les migrants. L'IME promeut aussi, par une politique de multiplication des consulats et d'incitation au vote (depuis les élections de 2006), la participation des Mexicains aux Etats-Unis à la vie politique de leur pays (Délano, 2011).

<sup>240</sup> La Colombie depuis 1962, l'Argentine depuis 1993, le Mexique et l'Equateur depuis 2006, sont quelques exemples.

<sup>241</sup> *Consejo Nacional de Inmigración* –CONAIN, dépendant du ministère de l'Intérieur.

<sup>242</sup> *Dirección Nacional de Migraciones y Ferrocarriles Argentinos*.

jusqu'au XXI<sup>ème</sup> siècle, les dirigeants restant généralement silencieux, voire accompagnants tacites, d'un phénomène d'émigration massif (Hinojosa, Domenech et Lafleur, 2012).

C'est en effet essentiellement sur le registre du contrôle de l'immigration (pourtant négligeable en Bolivie) et des frontières (cf. l'idéologie de l'Etat-Nation *container*) qu'est envisagée la politique migratoire bolivienne. Le CONAIN est remplacé en 1998 par le Service National de la Migration<sup>243</sup>, qui ignore le phénomène de l'émigration et porte un regard punitif et restrictif sur l'immigration, envisagée uniquement à partir du contrôle migratoire aux frontières.

Plusieurs éléments contribuent à infléchir cette politique dans les années 2000 :

- La crise argentine de 2001 voit s'accroître les actes et manifestations xénophobes en Argentine ; elle interpelle les Boliviens restés au pays et suscite des mobilisations en Argentine auprès des migrants.
- La croissance brutale des migrations vers l'Espagne au début des années 2000 voit les services boliviens de délivrance de passeports pris d'assaut par les migrants ; la rapidité de cette migration interroge.
- La migration féminine vers l'Espagne a un fort impact sur les espaces d'origine : de nombreux enfants sont laissés aux soins d'autres membres de leurs familles et l'absence des mères pose rapidement un problème social que les communautés locales ont de grandes difficultés à gérer.

Parallèlement, la crise de l'Etat que traverse la Bolivie des années 2000-2006 génère un début de mobilisation politique chez les Boliviens d'Argentine. Des manifestations en faveur de la nationalisation des hydrocarbures ont par exemple lieu à Buenos Aires à l'époque de la guerre du gaz (2003), demandant la démission du gouvernement néolibéral de Gonzalo Sanchez de Losada, en écho aux violents conflits qui affectent notamment la ville d'El Alto. En 2008, à l'initiative du Comité de Défense du Processus de Changement et de la Souveraineté Originaria et Populaire de Bolivie<sup>244</sup>, et en lien avec des organisations argentines, les résidents boliviens de Buenos Aires organisent une journée d'action dite de « *vote symbolique* », pour appuyer le projet de loi sur le vote à l'extérieur alors en discussion à la chambre des députés en Bolivie (Canelo et al., 2012).

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales est marquée par plusieurs inflexions. Le Plan National de Développement mis en place en 2006, puis le plan "Compatriotes" de son second mandat (2010), s'engagent pour apporter une protection et une attention au citoyen bolivien à l'extérieur. L'expression est reprise dans l'adresse présidentielle aux compatriotes de l'étranger, le jour de la fête nationale de l'indépendance en 2007. Le gouvernement

---

<sup>243</sup> Servicio Nacional de Migración – SENAMIG – décret 25.150.

<sup>244</sup> Comité de Defensa del Proceso de Cambio y Soberanía Originaria y Popular en Bolivia.

encourage les consulats boliviens à l'extérieur à favoriser la régularisation des citoyens dans les espaces de destination (appui aux démarches des Boliviens d'Argentine dans le cadre du programme Patria Grande, facilitation de la mise à disposition des documents requis lors des procédures de régularisation auprès des autorités argentines).

Ces actes symboliques visibilisent dans le discours l'émigration bolivienne. Ils signifient aussi une logique politique de soutien aux « migrants pauvres » de l'extérieur, qui se veut plus attentive aux demandes sociales et inclusives des résidents boliviens à l'étranger, surtout en Argentine où ils sont les plus nombreux. Le gouvernement multiplie les représentations consulaires de la Bolivie à l'étranger, dans des zones d'implantation privilégiée des migrants : outre les grandes villes de Madrid et Barcelone, des représentations consulaires sont ainsi ouvertes en Espagne à Valence, Murcie, Séville, Bilbao, Mayorque. Des consulats mobiles sont aussi installés, qui viennent à la rencontre des migrants dans les quartiers où les concentrations de Boliviens sont importantes. Autant d'indicateurs du lien renforcé entre le gouvernement et ses migrants.

L'une des mesures majeures à laquelle conduit ce changement de regard politique est la discussion puis l'adoption de la « *loi sur le vote des citoyens boliviens résidant à l'étranger* », fin 2008, qui permet pour la première fois à ces derniers de participer aux élections présidentielles, le 6 décembre 2009. Le gouvernement bolivien ne donne que peu de ressources pour organiser ce vote, et la CNE (Cour nationale électorale) n'a que 30 jours pour que les migrants s'inscrivent auprès des autorités consulaires pour pouvoir y prendre part. La loi stipule que les votes à l'extérieur ne doivent pas peser plus de 6% des votes totaux (soit environ 230.000 personnes), et ne sont autorisés à voter que les résidents dans les quatre pays où l'émigration est la plus conséquente : Argentine, Brésil, Espagne, Etats-Unis, et dans les villes où la présence des migrants est la plus importante.

Il s'agit là d'une avancée importante, marquant symboliquement une reconnaissance :

*« La reconnaissance des droits politiques des migrants est une version moderne du « No Taxation without representation » qui a donné naissance à la révolution américaine du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Si les migrants européens d'alors refusaient de payer des impôts parce qu'ils n'avaient pas de représentation politique, aujourd'hui les migrants qui envoient des remises (qui sont des soutiens fondamentaux de leurs familles et des Etats d'origine et qui paient pour elles des impôts) exigent une représentation politique en origine (et en destination). » (Lafleur, 2012b, p. 9)*

Pour conclure, ce regard porté sur l'Etat d'origine invite à porter attention à deux éléments, dont j'observerai (III) les conséquences sur les échelles et les modes d'identification des Boliviens dans les espaces de la migration. D'abord, la construction de l'identité nationale bolivienne souffre de difficultés profondes, liées à deux ordres de tension : l'un lié à la conciliation difficile des Indiens et des élites créoles, l'autre lié à l'opposition croissante entre ceux des Hautes et des basses terres.

Ensuite, les efforts récents de l'Etat bolivien pour reconnaître ses ressortissants à l'étranger semblent tenter d'impulser des dynamiques transnationales "par le haut", et de générer chez les Boliviens de l'extérieur une certaine conscience diasporique.

#### **I.4. Les Latinos, de nouveaux clients. Entrepreneurs économiques d'identités**

La croissance des migrations latino-américaines ne laisse pas le monde des affaires indifférent. Les nouveaux venus constituent de potentiels nouveaux clients dont cherchent à s'emparer une multitude d'acteurs économiques. L'un des ressorts de l'attractivité des entreprises repose sur leur capacité d'adaptation aux besoins des groupes, et sur l'affichage publicitaire de la relation privilégiée qui doit les lier à leurs clients. L'ethnicité s'avère, par conséquent, une image de marque commerciale particulièrement courtisée. En jouant sur le label ethnique, les entreprises contribuent, elles aussi, à recréer des sphères d'appartenance collective dans les espaces de la migration, particulièrement dans les métropoles, où se concentrent les capitaux des grandes entreprises comme la majorité des migrants.

- ***Le marché latino aux Etats-Unis et en Espagne***

De ce point de vue, la situation argentine est fort différente des processus à l'œuvre en Espagne et plus encore aux Etats-Unis, temple de la consommation mondiale, pour plusieurs raisons.

La première est que les populations boliviennes en Argentine sont généralement pauvres (même s'il existe de nombreux cas de réussite sociale) et que leurs dépenses y sont plus contraintes par des ressources limitées.

La seconde est que Buenos Aires reste moins que Madrid, Barcelone ou les métropoles américaines, pénétrée par des stratégies de marketing et de conquête de marchés à destination des migrants. Non pas tant parce que le marché argentin n'est pas une niche intéressante (en témoignent les très nombreux investissements directs internationaux à destination des pays émergents du Mercosur), mais parce que les migrants n'y représentent qu'une part modeste de la population (autour de 4% - cf. chapitre 1), et que ceux-ci ne constituent pas la niche économique la plus rentable, en raison justement de leurs moyens limités. En comparaison, les 12% de migrants qui résident en Espagne et aux Etats-Unis (plus de 20% dans les grandes métropoles), sont infiniment plus attractifs.

Enfin, la dernière raison tient à l'impossibilité de la création d'un « marché latino » en Argentine, pour des raisons évidentes : les Argentins sont latino-américains, comme les

migrants limitrophes, et cette catégorie, très opérationnelle aux Etats-Unis comme en Espagne, n'a ici aucune pertinence sociale, économique ou politique. Je me concentre donc principalement ici sur l'analyse de la construction d'une ethnicité entrepreneuriale telle qu'elle est visible aux Etats-Unis et en Espagne.

Je ne m'intéresse pas ici aux entrepreneurs ethniques tels qu'ils sont abordés dans la littérature qui analyse les modes d'investissement entrepreneurial des migrants eux-mêmes, au sein d'une niche ethnique (pour des clients co-ethniques), ou à l'extérieur de celle-ci (pour une clientèle plus vaste, qui peut néanmoins être attirée par le « label » ethnique au titre de l'exotisme et de la curiosité). Il existe de très nombreux travaux sur cette question (par exemple, aux Etats-Unis, l'excellent ouvrage collectif *Landscapes of the ethnic economy*, dirigé par Kaplan et Li, 2006 ; ou en France, les travaux sur le commerce ethnique des Chinois d'Emmanuel Ma Mung, 2000). Je me place plutôt du côté de la construction d'un marché économique à destination des migrants et des Latinos, dont se saisissent des entreprises de différente taille, des firmes internationales aux petits acteurs locaux (migrants ou non), pour construire un « client ethnique ».

On peut distinguer deux domaines d'activités différenciés, et deux échelles de fabrique identitaire de ce client.

Les entreprises qui cherchent à capter des clients ethniques sont d'abord très nombreuses dans les services spécifiques qui tournent autour de la migration : compagnies aériennes, agences de voyage, de transferts de fonds (Moneygram, Western Union, etc.), entreprises de téléphonie, médias permettant de maintenir le lien avec les informations sur le pays d'origine (télévisions, radios, journaux), entrepreneurs culturels valorisant les cultures d'origine, sont les plus courantes.

Elles jouent aussi sur des produits de consommation plus classiques, dans le domaine alimentaire<sup>245</sup>, la sphère médiatique et culturelle de façon plus générale, non articulée spécifiquement à l'origine géographique nationale des migrants, mais jouant sur les *habitus* culturels des groupes (chaines de télévision hispaniques aux Etats-Unis, dont Miami est la capitale, émissions de télévision, spectacles de danses et de musique latinos, où se mêlent des genres musicaux variés populaires chez les Latinos, etc.).

Ces deux types d'entreprises jouent principalement sur trois échelles de référence identitaires.

- 1) La première renvoie à l'origine nationale des migrants. Il s'agit alors de favoriser l'identification d'un groupe national à un produit spécifique.
- 2) La seconde (la plus importante) renvoie à la sphère plus large de l'identification latino,

---

<sup>245</sup> par exemple les rayons latinos de grands supermarchés, comme El Corte Inglés, premier grand magasin à avoir introduit des produits alimentaires spécifiques latinos à Madrid, suivie par Carrefour - voir photographies ci après.



que les entreprises contribuent largement à promouvoir. C'est en effet ce client-là qui semble le plus clairement produit par la sphère entrepreneuriale et médiatique : il cible une catégorie ethnique large, produite en migration, comme on l'a vu aux Etats-Unis (cf. *supra* I.2), mais qui joue néanmoins sur la différence avec « les autres » (les autres migrants, et les autres autochtones), contribuant à construire une identification différencielle. L'invention du client latino permet aux firmes de toucher directement un large groupe de migrants, ce qui évite les surcoûts de la déclinaison des produits commerciaux affichés nationalité par nationalité. Enfin, l'intérêt de la création du client latino réside aussi dans la possibilité de toucher un public qui n'est plus migrant, celui des secondes générations.

Aux Etats-Unis, sur les 50 millions d'*Hispanics* recensés en 2010, 29 millions sont en effet nés sur le sol américain et sont donc citoyens américains. Leur auto-identification comme *Hispanics*, puisque c'est la base de leur recensement, montre toutefois que leur appartenance à cette catégorie, inventée aux Etats-Unis, traverse les générations. Souvent inscrits dans des trajectoires sociales ascendantes par rapport à leurs parents, ils représentent des clients économiques fort précieux pour les entreprises, qui ont ainsi tout intérêt à jouer sur ce registre d'identification. En Espagne, la catégorie *Hispanic* n'est pas opérante : elle reviendrait en effet à associer les Latino-Américains aux Espagnols. C'est ainsi la catégorie latino qui est mobilisée, alors qu'aux Etats-Unis, les deux termes sont parfaitement synonymes. Etant donné le caractère bien plus récent de l'immigration latino-américaine en Europe, l'invention du marché latino est en cours de constitution, sur des modèles largement importés des Etats-Unis. Il y a encore peu de secondes générations de migrants en âge de consommer de façon autonome (la plupart sont encore des enfants, étant donné la chronologie de l'immigration), aussi le marché latino espagnol est-il plus tourné vers les migrants qu'aux Etats-Unis (cf. des entreprises telles que *Transfer Latino*, spécialisée dans les transferts de fonds).

L'équipe d'universitaires qui entoure Arlene Davila au département de *Latino Studies* de New York University a produit plusieurs ouvrages qui s'intéressent à cette construction du Latino aux Etats-Unis, notamment dans la sphère commerciale et médiatique (Davila et Lao-Montes, 2001 ; Davila, 2008, 2012), que d'autres travaux abordent sous d'autres aspects, plus culturels (Remeseira, 2010) ou socio-spatiaux (Arreola, 2004). Arlene Davila montre comment le projet entrepreneurial de promotion du label latino est à la fois un processus de racialisation (au sens de l'élaboration d'une catégorie d'identification aussi puissante que peut l'être la race dans le contexte des Etats-Unis), et un processus de blanchiment du latino, c'est-à-dire d'occidentalisation *main stream* du groupe. Il s'agit d'amener le Latino à des choix en matière de consommation aussi larges et diversifiés que ceux des autres groupes, aussi globalisés et homogénéisés, afin que tous les registres de consommation puissent être mis à profit, le label latino fonctionnant alors comme un appel du client, pour des produits finalement assez peu différenciés des autres. C'est ce que relève l'analyse du

marketing hispanique<sup>246</sup>.

3) Enfin, il existe un troisième registre plus vaste d'identification des entreprises, qui s'adressent directement aux migrants dans leur ensemble, sans distinction d'origine ou de culture. Ces entreprises sont en général plus directement impliquées dans des services en lien avec les besoins spécifiques des migrants, notamment toutes les activités transnationales, entendues comme favorisant le maintien des liens à l'origine, déclinées plus haut. Leur présence est significative dans les quartiers d'immigration (cf. chapitres 2 et 3), et leur activité de sponsoring accompagne les événements qui regroupent les migrants dans les espaces d'installation.

---

<sup>246</sup> voir par exemple les agences de publicité spécialisées dans *l'Hispanic* : <http://hispanic.com/pages/hispanic-advertising-agencies>

## Photographie 15 : Madrid latino.

Carrefour introduit dans ses supermarchés de proximité (Carrefour market) des rayons spécifiquement latino-américains dans la seconde moitié des années 2000 (b) et fait de la publicité dans les principaux journaux ethniques (a).

Des boutiques alimentaires de bonne tenue, aux mains d'Espagnols se destinent à une clientèle latino (c) ; des commerçants chinois d'Usera cherchent aussi à s'inscrire sur ce marché, selon un modèle de commerce ethnique destiné à une autre communauté, plus nombreuse que les Chinois et donc potentiellement plus lucrative (WONG – Mercalantino) d) ; d'autres commerces ciblent une clientèle plus variée mais identifiée : espagnole, latino et indienne (e) ; bien entendu, les agences d'envoi de remises et de voyage surfent sur la même vague (f et g). D'autres encore se spécialisent dans les produits andins, comme cette boutique d'Usera (h et i) dont la liste des produits très spécifiques, importés des pays andins (qui forment les plus gros des effectifs des migrants latino-américains à Madrid), est affichée sur la porte du magasin.

- (a) Publicité Carrefour, occupant ½ page du journal hebdomadaire *Latino* (2009) : cible des produits spécifiquement latino-américains (farine de banane, lait en boîte, petites galettes "gourmet latino" et "saltin au fromage", bière Polar - marque vénézuélienne, rhum Medellin) et offre un service d'envoi d'argent au pays avec 70% de réduction à ses clients.

Del 2 al 15 de enero de 2009

**2ª unidad 70% descuento**

y también...

**2º envío de dinero al 70% de descuento**

Promoción válida hasta el 15 de febrero de 2009 por envío Normal (24h).

**Carrefour**  
www.carrefour.es/comoemcasa

 <p>Harina de plátano 500 g</p> <p>Comprando 1 unidad <b>1,68€</b> El kg sale a 3,32€</p> <p><b>2ª unidad al 70% de descuento</b> <b>0,50€</b> El kg sale a 1€</p>	 <p>Leche Carnation 410 g</p> <p>Comprando 1 unidad <b>2€</b> El kg sale a 4,87€</p> <p><b>2ª unidad al 70% de descuento</b> <b>0,60€</b> El kg sale a 1,46€</p>	 <p>Bocado Viteño GOURMET LATINO 950 g</p> <p>Comprando 1 unidad <b>3,80€</b> El kg sale a 4,10€</p> <p><b>2ª unidad al 70% de descuento</b> <b>1,17€</b> El kg sale a 1,23€</p>
 <p>Galletas SALTIN queso y mantecilla 385 g</p> <p>Comprando 1 unidad <b>1,40€</b> El kg sale a 3,63€</p> <p><b>2ª unidad al 70% de descuento</b> <b>0,42€</b> El kg sale a 1,09€</p>	 <p>MALTIN Polar Lata 333 ml</p> <p>Comprando 1 unidad <b>0,85€</b> El litro sale a 1,09€</p> <p><b>2ª unidad al 70% de descuento</b> <b>0,26€</b> El litro sale a 0,51€</p>	 <p>Ron Medellin 700 ml</p> <p>Comprando 1 unidad <b>9,15€</b> El litro sale a 3,92€</p> <p><b>2ª unidad al 70% de descuento</b> <b>2,75€</b> El litro sale a 3,92€</p>



b: rayon de Carrefour market destiné aux Latino-américains (quartier de Cuatro Caminos)



c : une boutique espagnole pour des clients latinos "gourmets"



d : Wong Mercalatio, commerce chinois pour Latinos à Usera.



f : téléboutique et agence d'envois, *Ambassade latina*



e : Alimentation et fruits, nourriture espagnole, latina et indienne, à Usera.



g : la même chose, en anglais (quartier caribéen de Tetuan)





h : Produits andins : supermarché, téléboutique et agence d'envoi d'argent, le client andin peut y satisfaire ses besoins de lien au pays et de consommation. Les drapeaux des pays andins et un enfant au bonnet typique des Andes explicitent la clientèle visée.



Photos Virginie Baby-Collin, Lucile Medina, Madrid, 2008 et 2009.

i : la devanture du même magasin liste les produits alimentaires spécifiques (fèves, maïs et blés spéciaux, quinoa, pommes de terre : tous les tubercules andins y figurent, aux côtés des épices -aji-, des boissons préparées -api-, des fromages et des préparations cuisinées - arepas, petits pains vénézuéliens et colombiens).



### • Médias et presse ethniques

Les travaux sur les médias ethniques se sont beaucoup développés ces dernières années, notamment en sociologie et en sciences de la communication et de l'information (voir par exemple Diminescu, 2012 ; Matsaganis, Katz et Ball-Rokeach, 2011 ; Mattelart, 2007, 2009 ; Nedelcu, 2009, 2010 ; Rigoni et Saitta, 2012 ; Rigoni, 2010a, 2010b). Ils s'intéressent aux médias produits par les groupes ethniques eux-mêmes (presse, radios, médias sur Internet), ou aux médias de plus grande envergure commerciale, qui ciblent parmi leurs clients des groupes migrants, des minorités, des groupes ethnicisés (aux médias précédents se rajoutant principalement la télévision).

La presse (tirage papier) à destination des migrants latinos en Espagne illustre les différents jeux d'échelles, d'acteurs, de référence, mobilisés par les entrepreneurs promoteurs d'identité dans un espace qui constitue un marché récent, en plein essor dans

les années 2000, qui s'appuie sur des espaces de diffusion spécifiques<sup>247</sup>.

Il existe en 2004 huit journaux ethniques à destination d'un public latino à Madrid ; en 2008, on en comptabilise 40, soit 32 nouveaux journaux apparus en l'espace de quatre ans, témoignant de l'engouement pour ce type de media et du marché en pleine explosion que représente la clientèle latino. Certains d'entre eux ont mis la clé sous la porte depuis, en raison de la crise, qui a réduit les investissements publicitaires à l'égard du public migrant, mais aussi en raison de la très grande concurrence entre les différents acteurs de la presse gratuite, un secteur économique très fragile caractérisé par une grande instabilité. Le tableau proposé ici, qui repose sur des collectes de données effectuées entre 2008 et 2010, serait ainsi sans doute à revoir aujourd'hui.

Tous ces journaux sont gratuits, financés par leurs supports publicitaires, ce qui fait d'eux des objets intéressants pour comprendre quelles sont les entreprises qui s'intéressent à une clientèle ethnicisée. On y trouve deux types d'annonceurs : les « gros annonceurs » que sont les entreprises installées dans le marché des communications transnationales (agences de voyage, compagnies aériennes, agences de transfert de fonds, de téléphonie, mais aussi sociétés immobilières faisant de la promotion pour investir dans les lieux d'origine, concessionnaires automobiles cherchant à capter de nouveaux acheteurs, banques, assurances), qui occupent souvent des pleines pages et paient les tarifs les plus élevés ; des « petits annonceurs », souvent commerçants (bars, restaurants, boutiques alimentaires ou spécialisées, salons de coiffure) ou proposant des services spécifiques (juridiques, d'aide sociale, de médecine, de soutien psychologique, de voyance), ciblant des clientèles ethnicisées, qui occupent de plus petits encarts et paient des tarifs moins élevés, mais sont aussi des clients réguliers des journaux, grâce auxquels ils se forment leur propre clientèle d'usagers<sup>248</sup>.

Les directeurs des journaux sont de deux types.

1) Des migrants, inscrits dans une logique de presse ethnique à destination de leurs compatriotes, inégalement professionnalisés. Tel est le cas de l'équipe de direction du mensuel *Ocio Latino*, l'un des premiers journaux ethniques de Madrid, fondé en 1997 par un migrant péruvien, depuis vingt ans en Espagne, et toujours à la tête du journal. Créé à destination d'un public latino en général, ciblé sur la notion de loisir – *ocio* –, inspiré du

---

<sup>247</sup> Ces développements s'appuient sur des entretiens avec cinq responsables de journaux ethniques à Madrid, réalisés en 2008 et 2009 (par Virginie Baby-Collin et Lucile Medina), de nombreuses observations de terrain, ainsi que sur le travail de master de Renaud Sape, étudiant de géographie d'Aix Marseille Université, qui a finalisé le recensement et la cartographie des points de distribution de la presse latino à Madrid (Sape, 2010).

<sup>248</sup> En 2008, 400€ pour une petite annonce paraissant pendant trois mois, 1.800€ pour un annonceur pleine page avec une seule parution, dans le journal mensuel *Ocio Latino*, qui tire alors à 30.000 exemplaires à Madrid (entretien avec le directeur du journal, 2008, Madrid, Virginie Baby-Collin et Lucile Medina) ; la publicité pleine page coûte près de 2.000 € dans l'édition mensuelle de *Bolivia.es* (qui tire à 30.000 exemplaires) et 8.500 € dans l'édition hebdomadaire de *Latino*, le journal le plus lu des migrants, qui tire à 150.000 exemplaires (Sape 2010).

modèle de la presse hebdomadaire féminine et ludique espagnole, mais tourné vers des loisirs pour les Latinos (mettant en scène des stars latinas dans le monde, et des activités culturelles latinas en Espagne), ce journal a connu une forte professionnalisation de son équipe, composée de journalistes de différentes nationalités américaines. Au départ vendu au prix de 2€, il est devenu gratuit face à la montée de la concurrence.

2) Des groupes de presse, qui se spécialisent dans la presse ethnique, vue comme un nouveau marché. Certains de ces groupes ont une expérience internationale de la presse ethnique gratuite, comme le mensuel *Express News, Noticias latino-americanas*, qui existe à Londres et à Miami, et s'installe à Madrid en 2005, en ciblant un public latino-américain, pour diffuser des informations relatives à la fois à l'actualité latino-américaine et espagnole.

Les principaux médias de communication à destination de migrants de la Communauté Autonome de Madrid, issus de ces deux sphères (plusieurs groupes internationaux et dix journaux ethniques de moindre importance) unissent leurs forces, au milieu des années 2000, pour créer l'association ACPI (*Asociación para el Conocimiento de la Población Inmigrante*) qui commandite des études « *sociologiques, d'opinion et de marché* » afin de mieux connaître le public migrant et ses habitudes de consommation en termes de médias, à partir d'enquêtes auprès des migrants<sup>249</sup>. Selon l'étude parue en 2008, plus de la moitié des migrants latino-américains de Madrid âgés de plus de 14 ans ont quotidiennement entre les mains un journal gratuit à destination des migrants. Selon le président d'ACPI, les données des enquêtes permettent à la fois de mieux cibler les annonceurs potentiels (qui financent la presse), de mieux identifier les attentes des migrants (en termes de contenu des informations présentées dans les journaux), et de mieux cibler les lieux-clés de la distribution des journaux, afin de toucher un public large.

Sur les 40 journaux identifiés en 2008, 4 seulement sont hebdomadaires, quelques-uns quinquennaux ou bimestriels, la grande majorité (33) sont mensuels. Quatorze se destinent à un public latino-américain en général, ce qui est clairement énoncé dans les titres<sup>250</sup>, d'autres, très peu nombreux, ciblent tous les migrants en Espagne<sup>251</sup>, insistant sur la dimension intégratrice de leur parution, et 22 journaux ciblent une clientèle spécifique identifiée par son origine nationale<sup>252</sup>.

Si la plupart d'entre eux ne diffusent qu'à Madrid, certains ont pris place également à Barcelone et Valence, les deux plus grosses villes de l'immigration latino-américaine après Madrid (cf. chapitre 1). Environ la moitié d'entre eux ont aussi une édition en ligne, partielle

---

<sup>249</sup> (ACPI, 2008 et entretien avec le président d'ACPI, Madrid, 2008, Virginie Baby-Collin et Lucile Medina).

<sup>250</sup> *Ocio Latino, Tiempo iberoamericano, Imagen Latina, Lazo Latino, Las Americas en España, Aquí en Madrid, Fusión Latina, El Latino-americano, Euro mundo Latino, Latino la voz de nuestra comunidad, Latinoamerica Exterior, Mundo Hispano, Express News noticias latino-americanas.*

<sup>251</sup> *Pueblo Nuevo: la revista para la integración de los Inmigrantes, Toumaï: la revista para TODOS los inmigrantes; Sí se puede: el periódico de la integración.*

<sup>252</sup> quatre journaux à destination des Boliviens existent en 2008 : *Raíz Bolivia, Bolivia.es: nuestra voz en España, Haz Bolivia, El Correo de Bolivia*, tous mensuels, et apparus entre 2005 et 2008.

ou totale, et sont consultables sur Internet, mais, de tous les entretiens réalisés, il ressort que le lectorat principal est un lectorat « papier » : le lecteur peut amener le journal avec lui partout où il veut, alors que la plupart des migrants n'ont pas d'accès internet à domicile, ce qui rend moins aisée la lecture sur la toile ; dans les lieux de sociabilité ethnique, le journal papier se passe de main en main, circule, et touche ainsi un public local large.

Les tirages vont de quelques milliers d'exemplaires (5.000 pour la jeune revue *Hispano y Punto !*, fondée par un Bolivien, mais à destination d'un public large, 10.000 pour le *Correo de Bolivia*) à plus de 100.000 pour les plus importants. Les deux hebdomadaires les plus lus, selon les enquêtes de l'ACPI, sont en 2008 l'hebdomadaire *Latino* (150.000 tirages, à Madrid et Barcelone, et un lectorat estimé à 230.000 personnes par semaine) et le journal adressé à tous les migrants *Sí se puede : el periódico de la integración*, diffusé à Madrid, Barcelone et Valence, qui tire à 162.000 exemplaires et touche un lectorat estimé à 140.000 personnes. Le groupe international Copernal Publishing édite quant à lui la revue mensuelle intitulée *Raíz* (qui signifie « racine »), qui propose en 2009 huit éditions spécifiques à destination de groupes migrants identifiés par leur nationalité (*Raíz Bolivia*, *Raíz Peru*, etc.), pour un tirage total de près de 800.000 exemplaires, soit une centaine de milliers par nationalité, distribués à Madrid, Barcelone et Valence.

Comme le montre ci-après l'exemple de l'hebdomadaire *Latino*, la distribution des journaux se fait dans des espaces publics (stations de métro, parcs et lieux de loisirs des migrants), mais surtout dans les commerces ethniques des quartiers migrants (en premier lieu dans les téléboutiques), où des stands sont installés à cet effet, et où les migrants viennent se servir (Retis, 2006 ; Sape, 2010). Ils s'inscrivent ainsi dans le paysage des quartiers d'immigration et contribuent à en asseoir l'identification ethnique.

La presse gratuite constitue ainsi un des éléments économiques qui contribue à construire, dans les espaces de la migration, un public, une clientèle, sur des bases ethno-nationales et latinos, et participe de l'invention d'une appartenance « latino », en Espagne comme aux Etats-Unis.



## Photographie 16 : *Latino*, l'hebdomadaire gratuit le plus lu des migrants à Madrid



Photo Renaud Sape, Madrid, 2010.



La Une du n° 100 de *Latino*, 16 mars 2007 :

*Les Boliviens ont encore 15 jours pour rentrer en Espagne sans visa / Fêtes latinas à Valence / Comment venir avec un contrat de travail? / L'Equateur sans congrès reste dans les limbes politiques / Les étrangers dépassent le million à Madrid / publicité pour une compagnie d'assurances (AIG, en bas à droite).*

*Latino* a été créé en 2005 par un groupe d'associés espagnols travaillant dans la presse, et appartient au groupe madrilène NovaPress Media. Le directeur du journal explique s'être beaucoup inspiré de l'expérience de la presse ethnique latino aux Etats-Unis, pour s'en démarquer. Car, dit-il, la presse papier est en perte de vitesse accélérée aux Etats-Unis sur le marché ethnique, remplacée beaucoup plus rapidement qu'en Europe par les supports sur Internet, encore relativement peu utilisés de manière régulière en Espagne. La création de l'hebdomadaire répond clairement à une logique de positionnement sur un nouveau marché émergent.

L'équipe est composée de 39 personnes en 2008, pour trois éditions: Madrid (80.000 tirages), Barcelone (35.000) et Valence (30.000), soit 145.000 exemplaires par semaine.

L'essentiel des journalistes sont latino-américains, de différentes nationalités, afin de favoriser une meilleure proximité avec le lectorat cible.

Le journal combine, sur un vingtaine de pages, en format 26x39, une actualité internationale, tournée vers l'Amérique latine (rubriques *Mi País*, déclinées par pays, environ 30 à 40% des pages), une actualité culturelle (tournée surtout vers l'Espagne), une actualité sportive (le supplément, *Pasión deportiva* est plébiscité par les lecteurs), qui traite à la fois des grands événements internationaux et de l'actualité locale, une rubrique formation et emploi, qui diffuse des annonces et propose parfois des dossiers spéciaux à destination des migrants (comment investir au pays ? comment améliorer la sécurité au travail ? etc.).

La distribution, validée par des études de marché, a lieu à partir du vendredi soir, afin de toucher un maximum de personnes pendant les fins de semaine. A Madrid, la moitié des exemplaires sont distribués à la criée à la sortie des 25 stations de métro les plus fréquentées par les Latinos (photo), l'autre moitié dans les quartiers d'immigration, déposés dans les stands mis à disposition dans les bars, restaurants, téléboutiques et autres commerces ethniques latinos (cette dernière stratégie domine pour la plupart des autres journaux); un certain nombre sont également distribués dans des lieux publics (parcs les fins de semaine, fêtes ethniques ...).

Sources : entretien avec le directeur de *Latino*, 2008, EMI 2007, documentation grise du journal, et Sape 2010.

## II. « Par les espaces-temps ». Fêtes boliviennes en migration

Objet d'études privilégié de l'anthropologie culturelle, la fête a depuis quelques années trouvé sa place dans la géographie culturelle française<sup>253</sup>. *“Interstice singulier de l'espace-temps”* (Di Méo, 2001, p. 10), elle est, à la manière des rites de passage, un moment de liminarité (Agier, 2000 ; Van Gennep, 1909), délimité à la fois dans le temps (toute fête a un début et une fin) et dans l'espace (on en entre et on en sort). Elle constitue une *“sortie du quotidien”* (Rinaudo et al., 2007) où se cristallise et s'exprime une identité. La fête

*“joue un rôle ambivalent à l'égard de l'altérité. Elle se veut ouverte et ouverture, lieu d'échanges et de dons, de liesse partagée. En même temps, elle cultive les particularismes, elle rappelle l'identité, c'est-à-dire à la fois l'être et la différence d'un groupe”* (Di Méo, 2001, p. 19).

Il s'agit ainsi d'un moment de liminarité, de dépassement des frontières culturelles par l'acceptation de l'autre, mais également de redéfinition de ces frontières par l'exhibition d'une identité qui participe d'une invention : invention d'une tradition, invention d'une authenticité. Exhibant une identité unifiée, la fête n'est cependant pas exempte de rapports de pouvoirs, de tensions. Il importe ainsi de ne pas oblitérer ce qui, dans une vision unificatrice de l'espace-temps, s'inscrit aussi dans des hiérarchisations sociales. La fête, ressource symbolique permettant l'accès à une certaine reconnaissance, s'inscrit enfin dans une relation plus large à la citoyenneté : elle révèle des enjeux et des stratégies de positionnement des acteurs qui permettent de prendre place dans le jeu politique de la cité.

Comme l'ont mis en évidence certains travaux<sup>254</sup>, les fêtes en migration constituent un observatoire privilégié, borné dans l'espace et dans le temps, des recompositions identitaires que la migration génère :

*“La fête réactive et réactualise la “mémoire de l'ailleurs” des expatriés et des exilés de toutes sortes. Elle échafaude à ce titre un espace-temps à la fois éphémère et puissamment évocateur. Elle provoque un feed back géographique, une délocalisation (ou relocalisation dans le territoire des origines) fictive et symbolique, réparatrice des mille frustrations de l'exil et facteur d'unité, pour les diasporas.”* (Di Méo, 2001, p. 112).

La fête d'un collectif dans un lieu autre signifie la réinvention d'un événement. Un nouveau rapport à l'altérité s'y exprime, car le lieu du déroulement de la fête est autre que celui de

---

<sup>253</sup> Voir notamment le numéro des *Annales de géographie* (643/2005) sur *Le renouveau des fêtes et des festivals*, ou l'ouvrage dirigé par Guy Di Méo sur *La géographie en fêtes* (Di Méo, 2001).

<sup>254</sup> La *Revue européenne des migrations internationales* consacre en 2000 un numéro sur *Fêtes et rituels dans la migration* (Meintel et Hily, 2000) ; en 2010, la revue *Autrepart* (56/ 2010) aborde les recompositions identitaires et sociétales par les fêtes et rituels religieux dans le numéro consacré aux *Migrations et transformation des paysages religieux* (Bava et Capone, 2010).

son origine, d'où elle a été exportée. En ce sens, la fête en migration implique d'analyser ce qui relève de sa transnationalité : elle construit une relation symbolique à l'espace d'origine, et permet d'observer ce qui circule, dans une perspective transnationale, lors de (ou autour de) la fête.

Après avoir questionné les liens entre fête, folklore et migration, j'envisage ici les transformations des cadres festifs qu'induit leur redéploiement dans les espaces de la migration, avant d'analyser finalement les modalités de la transnationalité de la fête en migration.

## II.1. Fêtes et folklore

Dans les pays andins (Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie), les fêtes constituent des espaces-temps particulièrement importants de la vie sociale. Qu'elles soient calendaires, patronales ou commémoratives<sup>255</sup>, elles sont généralement associées à d'importantes exhibitions culturelles qui s'expriment par la présence de groupes de danseurs accompagnés de musiciens, défilant à ces occasions dans l'espace public. L'analyse des fêtes requiert ainsi un élargissement aux pratiques culturelles qui se mettent en scène lors de ces moments privilégiés. Ces dernières puisent dans un répertoire construit sur des traditions andines, élaborées notamment depuis la colonisation espagnole par les Indiens, et sont communément associées au terme de folklore.

Le terme n'est pas neutre. Comme l'exprime Zoila Mendoza dans son étude de l'invention du folklore andin dans la région de Cuzco au Pérou,

*"l'usage du concept de folklore a une lourde charge politique et encourage une forme de racisme subtil de la part de ceux qui catégorisent certaines pratiques culturelles en tant que folkloriques. Ce concept a été utilisé par les élites nationales et régionales pour promouvoir l'idée d'une nation / région unitaire malgré les grandes différences entre les pratiques culturelles de différents groupes sociaux. Dans les Andes, les cultures considérées comme "folkloriques" ont développé leur propre alternative à l'idée de nation. (...) Le processus de folklorisation a permis aux artistes et aux intellectuels de Cuzco de développer l'idée d'une identité "authentiquement indigène" anonyme. Cette élaboration a été instrumentalisée par les efforts de l'Etat central dans la construction d'une identité nationale" (Mendoza, 1998, p. 166 trad. libre). "Deux connotations articulées du folklore sont devenues centrales dans l'usage du concept par les membres des institutions (culturelles) : d'abord, un élément folklorique doit*

---

<sup>255</sup> Trois principaux types de fêtes : les premières fonctionnent sur le rythme des saisons, les secondes sont associées à des célébrations religieuses, et les troisièmes célèbrent les moments forts des histoires nationales (Di Méo 2001).

*être, par définition, le produit d'une communauté décontextualisée, idéalement pré hispanique, rurale, indigène ; ensuite (...) il doit être anonyme. (...) La création authentique doit venir d'une communauté hypothétiquement unifiée (folk) qui doit être le produit d'une connaissance commune (lore) tout autant hypothétique" (op. cit. p. 170, trad. libre).*

Les pratiques culturelles révèlent dans les Andes des oppositions multiples : entre Indiens des communautés rurales des villages des hautes terres et populations urbaines (ici les hautes terres du Cuzco versus la capitale régionale), entre les Andes et les basses terres (ici les hautes terres péruviennes versus Lima, la capitale dominante fondée par les Espagnols sur la côte pacifique), entre le monde indien, marginalisé et dominé, et le monde créole des élites issues de la colonisation. En ce sens, la qualification folklore renvoie bien à une catégorisation qui relève de processus d'infériorisation des pratiques issues d'un monde marginalisé, comme l'exprime clairement Nicole Belmont de façon plus générale :

*"Il y a en effet folklore dès qu'un groupe social (quelle que soit sa taille) ne partage pas entièrement la culture dominante (qu'il ne veuille ou ne puisse le faire) et secrète une autre culture qu'on qualifiera, selon les cas, de culture marginale, de contre-culture, de subculture, et dont la fonction est d'affirmer l'identité du groupe en tant que telle" (Belmont, 1986 ; cité par Raulin, 2009, p. 47).*

La construction des Etats-Nations andins (et plus généralement des Etats latino-américains) s'appuie, on l'a vu, sur l'idéologie du métissage, qui prétend fondre les différences culturelles en une Nation unifiée, dans laquelle on reconnaît les apports de plusieurs composantes : indienne, créole-blanche, et noire<sup>256</sup>. L'invention de la Nation passe par un processus de folklorisation des traditions culturelles, qu'exprime Zoila Mendoza dans la citation rapportée ci-dessus, qui vise à créer une catégorie générique, anonyme, authentique, de l'indianité, gommant la multiplicité des variantes qui constituent pourtant toute sa diversité<sup>257</sup>. Le processus de folklorisation renvoie ainsi à une (ré)invention de la tradition au service d'une entreprise politique (mais aussi économique), élaborée par les acteurs dominants<sup>258</sup>.

---

<sup>256</sup> catégorie peu mobilisée toutefois en Bolivie et au Pérou, qui, à la différence par exemple de la Colombie – ou, bien plus encore, du Brésil – n'ont pas accueilli d'importantes populations noires issues de la traite et de l'esclavage.

<sup>257</sup> On peut rappeler que le terme même d'Indien, création coloniale par excellence, constitue en soi une catégorisation unifiante de groupes de populations très divers, produit de la confrontation de l'autochtone préhispanique à l'autre européen, ce dernier renvoyant le premier à une assignation générique uniformisante.

<sup>258</sup> C'est ce que montrent dans un contexte fort différent les travaux d'Albert Doja sur la folklorisation des pratiques culturelles albanaises dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle : leur diversité régionale est niée dans un processus de standardisation d'un folklore qui se doit d'incarner une identité albanaise unifiée. Il participe d'une entreprise idéologique qui vise à intégrer dans un socialisme national les traditions culturelles en faveur de la promotion du régime d'Enver Hoxha (Doja, 1998).

En Bolivie, le regard porté sur les pratiques folkloriques a considérablement évolué au XX<sup>ème</sup> siècle. Des initiatives contribuent à institutionnaliser certaines célébrations, ce qui rappelle les processus d'intégration, par les autorités religieuses catholiques coloniales, des pratiques culturelles syncrétiques que la colonisation a générées. Comme la Vierge de Guadalupe, vierge brune emblématique de la Nation mexicaine, a été dès le XVI<sup>ème</sup> siècle reconnue par l'archevêché de Mexico, puis érigée en 1910 au rang de "Patronne céleste de l'Amérique latine" (sous Pie X), puis d'"Impératrice des Amériques" en 1945 (sous Pie XII), deux des principales figures mariales de l'Altiplano ont bénéficié d'une reconnaissance institutionnelle de l'Etat Bolivien. La Vierge de Copacabana (dont le culte apparaît au début de la colonisation sur les rives du lac Titicaca) devient en 1925, lors des célébrations du centenaire de la Nation, la *"Reine de la Bolivie"*. La Vierge d'Urkupiña, dont le culte est issu de Quillacollo, petite ville des environs de Cochabamba, a été érigée en 1998 au rang de *"Patronne de l'intégration nationale"*. Les festivités associées à cette dernière célébration mariale, qui s'étendent sur plusieurs jours à Quillacollo (autour du 15 août, jour de l'Assomption), ont acquis une telle importance et une telle popularité qu'Evo Morales a demandé leur inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Humanité de l'UNESCO en 2009. Ce titre est déjà détenu par la fête populaire et folklorique la plus importante du pays, le Carnaval d'Oruro, classé sur la liste du patrimoine intangible de l'humanité depuis 2001. Alors que les défilés de danses et musiques indiennes étaient cantonnés dans des espaces urbains marginalisés, associés à des représentations négatives de la part des élites, ils prennent progressivement place dans le cœur des villes, avec la participation des membres des classes moyennes et des élites, métisses et créoles. La reconnaissance et la valorisation de ces pratiques constituent l'une des dimensions de leur folklorisation, en atteste en 1995 la reconnaissance de la fête de Gran Poder comme élément du Patrimoine de La Paz par la municipalité, et le passage d'une célébration, anciennement cantonnée aux quartiers indiens, à l'une des plus grandes fêtes de la capitale, avec défilé en grande pompe sur l'avenue principale du Prado (Baby-Collin, 2003).

Comme l'exprime Anne Raulin,

*"Si le folklore fut souvent été assimilé à un fakelore, à une falsification de la coutume, c'est qu'il se reconstitue dans une relation qui articule majorités et minorités. Même si les modalités qui en résultent peuvent être disqualifiées comme conservatrices, les affrontements et les interpellations qu'elles provoquent sont cependant génératrices de changements et d'innovations dans la société environnante (...) elles participent d'une intégration conflictuelle"* (Raulin, 2009, p. 47).

Ces processus acquièrent une nouvelle dimension dans l'exportation des fêtes via la migration, où se joue une nouvelle étape de la folklorisation des pratiques.

## II.2. Transformations festives en migration

L'exportation des fêtes en migration implique un certain nombre de transformations, que j'observe ici à partir des célébrations patronales en l'honneur des principales Vierges brunes de Bolivie (Urkupiña, Copacabana, Socavón).

**Carte 22 : Diffusion des festivités en l'honneur de la Vierge d'Urkupiña dans le monde**



Version adaptée de la carte parue dans (Baby-Collin et Sassone, 2010).

L'initiation du culte en migration commence en général par l'exportation des icônes ou statuettes de la Vierge, autour desquelles se structure une célébration. Comme Marta Giorgis l'a montré dans le développement des cultes à la Vierge d'Urkupiña à Cordoba, dans le nord de l'Argentine (Giorgis, 1998, 2004), j'ai observé un processus similaire de transport d'icônes initiant les cultes dans les différents espaces plus lointains de la



migration bolivienne (Madrid, Barcelone, New York, Washington). L'icône joue le rôle de géosymbole, c'est-à-dire de « *marqueur spatial, signe dans l'espace, qui forge et reflète une identité* », et contribue à ancrer la pratique en un lieu donné (Bonnemaison, 2000, p. 55). La mobilité de la statuette, reproductible, permet à ce géosymbole de voyager et de devenir un point d'ancrage rituel dans les lieux de la migration.

### Photographie 17 : L'icône religieuse, un géosymbole mobile (Madrid)



Photo Virginie Baby-Collin, Madrid, 2009

A Madrid, la plus grande célébration actuelle de la Vierge d'Urkupiña trouve son origine dans la famille de Dora. Originnaire du village de Quillacollo, Dora avait l'habitude de se rendre aux festivités en l'honneur de la Vierge depuis son enfance, avec sa grand-mère. En 1994, elle émigre en Espagne (à l'âge de 45 ans). En 2002, les économies familiales réalisées en Espagne (je reviens sur cette trajectoire dans le chapitre 5) permettent l'ouverture de l'un des premiers restaurants boliviens de Madrid. Sandra, la sœur de Dora, ramène à cette occasion de Cochabamba une statuette de la Vierge, fabriquée dans les ateliers locaux de Quillacollo, pour protéger le restaurant et augurer de son succès<sup>259</sup>. Installée dans l'entrée, elle est à l'origine des premières célébrations privées du culte. Chaque année, le 15 août, elle sort de son autel et, montée sur un socle, accompagne dans la cité la célébration de la fête (entretiens et observations, Madrid, 2008 et 2009).

#### • *Des espaces privés à l'espace public*

C'est d'abord dans les espaces domestiques que se développe le culte. Peu à peu, amis et compatriotes y sont invités, et le culte sort de l'espace privé. Le passage de l'organisation festive d'un niveau familial à un niveau communautaire implique un changement dans la dimension de la fête, qui sort dans l'espace public.

L'Eglise accompagne souvent la publicisation du culte, en accueillant l'icône dans les églises, participant à la procession, célébrant une messe en son honneur. Ces pratiques contribuent à asseoir le culte dans le lieu de la migration, à faire connaître sa pratique, comme le montrent deux exemples parallèles au sein des groupes boliviens de Madrid (Usera) et de

<sup>259</sup> Le culte à la Vierge d'Urkupiña consiste à demander l'accomplissement d'un vœu. Les pèlerins emportent avec eux une pierre de la colline où la Vierge est apparue et où s'est développé, depuis plusieurs siècles, le sanctuaire, censée leur porter chance et exaucer leur désir. Une fois le vœu accompli, la tradition veut que ces pierres soient ramenées sur le sanctuaire, auprès de la Vierge (voir Baby-Collin et Sassone, 2010).

l'Etat de New York (Portchester).

### Photographie 18 : Procession religieuse de la Vierge d'Urkupiña, Madrid, 2009

La Vierge portée par des femmes membres d'un groupe de *Tinkus* (danse originaire de Potosi) traverse Usera (à gauche en haut) pour se rendre à la paroisse Fuencisla (en bas), dans le même quartier, dont le prêtre (à droite en haut), qui a vécu en Bolivie plusieurs années, accueille chaque année le culte à la Vierge bolivienne. Le public comme les danseurs, souvent jeunes, assistent à la célébration religieuse.



Photos: Virginie Baby-Collin, lors de la messe du 15 août 2009 à Madrid, paroisse Fuencisla, Usera



### Photographie 19 : Des pratiques rituelles reproduites : la messe à la Vierge del Socavón à Portchester (New York)

A Portchester (New York), l'église catholique (*Church of our Lady of the Rosary*) célèbre la messe en anglais, espagnol et portugais (a). Elle accueille des cérémonies spécifiques, comme, ce samedi 18 février 2012, la messe en l'honneur de la Vierge del Socavón, patronne des mineurs d'Oruro qui constituent l'essentiel du groupe de Boliviens résidant à Portchester.

Comme à Madrid, la statuette de la Vierge est ici présentée à côté de ses deux *custodios*, gardiens de l'icône, lors de la messe qui regroupe une centaine de Boliviens (b).

Des groupes de danseurs sont venus pour l'occasion, l'un d'entre eux affiche un sweater qui porte le nom du carnaval d'Ururo (c).

La fête se poursuivra ensuite dans un autre lieu.



Photos : Virginie Baby Collin, Portchester, 2012.

Le développement de la fête dans l'espace public s'accompagne de la reconstitution d'un cadre rituel plus large. Dans la tradition bolivienne, l'icône de la Vierge est conservée durant l'année par le *custodio* (gardien), qui change chaque année, selon le système classique dans les Andes de rotation annuelle des charges, originellement exercé à l'échelle des communautés ou *ayllus*<sup>260</sup>. Les festivités sont prises en charge par les *pasantes* (eux aussi tournants) qui assument le coût financier de leur organisation. Le *pasante* principal s'adjoit généralement des *pasantes* secondaires, chargés de financements spécifiques (boissons, offrandes, nourriture, musique, etc.). La hiérarchie des *pasantes* est révélatrice de leur position sociale dans le groupe, et le fait d'être *pasante* signifie un certain statut socio-économique (cela implique en effet des investissements conséquents).

Ce système évolue différemment dans les espaces de la migration : certains propriétaires de la statuette originaire du culte (qui l'ont amenée dans l'espace de la migration) la conservent, et cumulent sur la durée les fonctions de *custodio* et de *pasantes* (c'est ce qui se passe à Madrid) ; d'autres la font circuler, permettant d'assurer une certaine rotation des responsabilités festives (cas observés à Portchester et Arlington aux Etats-Unis).

Le passage dans l'espace public signifie un changement de registre de la fête qui s'accompagne de plusieurs modifications :

-Des défilés sont associés aux célébrations. Les groupes de danseurs, regroupés en Bolivie dans des *fraternidades*<sup>261</sup>, sont, dans les espaces de la migration, regroupés en associations culturelles, qui peuvent donner ou non naissance à des *fraternidades*, selon qu'elles se présentent comme des groupes de danses (folkloriques) ou comme des regroupements de fidèles qui expriment par la danse leur dévotion à la figure mariale.

-Des négociations s'engagent avec les autorités municipales pour obtenir des autorisations de réalisation des fêtes dans les espaces publics, et gérer les aspects pratiques de l'organisation de l'événement. A Buenos Aires, les festivités importantes organisées pour

---

<sup>260</sup> que l'on retrouve aussi dans l'abondante littérature sur les communautés indiennes mexicaines, où l'on utilise le terme de *mayordomía*.

<sup>261</sup> « Les fraternidades sont des communautés laïques dont les membres se rassemblent avant tout pour exprimer leur foi et glorifier Dieu ou la Vierge Marie. (...) Elles peuvent donc être définies comme des regroupements structurés et hiérarchisés d'individus, qui ont vocation à célébrer religieusement et de manière festive un(e) saint(e) tout en intégrant des caractéristiques sociales propres au lieu où se déroule l'activité » (Maenhout, 2012). Les *fraternidades* se regroupent, en Bolivie, autour d'appartenances collectives qui renvoient aux relations familiales, aux origines géographiques communes (quartier, village, ville), ou encore aux activités professionnelles (*Fraternidades* d'artisans couturiers). Bien que leur origine soit ancienne, elles se structurent au début des années 1970, à partir des défilés organisés à l'occasion du carnaval d'Oruro, qui en revendique la paternité, en tant que "*capitale du folklore bolivien*" (Absi, 2003). En migration, les liens sur lesquels se construisent ces groupes sont moins professionnels que liés à la proximité géographique des membres dans les espaces de la migration, ou à leurs origines communes (de La Paz, de Cochabamba).

*Alasitas*<sup>262</sup>, qui ont regroupé jusqu'à 50.000 personnes en 2010 dans le parc Indo-américano (cf. chapitre 3, II.2.), ont été négociées entre les autorités municipales et l'AVA (association des vendeuses ambulantes) qui en assument les coûts (location des toilettes chimiques, sécurité, nettoyage) et en partagent le contrôle avec la municipalité (présence des pompiers, de la police). Des négociations du même type se retrouvent dans les autres espaces de la migration, en Espagne et aux Etats-Unis, amenant souvent à des déplacements des lieux de la fête en fonction des capacités de négociation de leurs organisateurs et de la faculté comme de la disposition à y répondre des autorités locales.

-Le public qui assiste à la fête déborde de la communauté bolivienne et associe d'autres nationalités, généralement latino-américaines, qui peuvent être des badauds prenant part à la liesse ambiante, ou bien intégrer des groupes de danseurs.

-L'ampleur prise par les fêtes dans l'espace public génère autour d'elles une économie. Outre les commerçants informels qui s'improvisent ces jours là pour vendre des plats typiques, des boissons, des produits artisanaux très variés (des drapeaux boliviens aux flûtes de pan et aux offrandes), des sponsors et des groupes économiques plus importants participent de l'économie festive. Les photographies prises à Madrid montrent la place des sponsors boliviens - brasseries (Mahou, Paceaña), compagnies aériennes ou de téléphonie.

-La dimension rituelle et religieuse des fêtes patronales perd de son importance au profit d'une folklorisation de la fête qui devient une célébration païenne, dans laquelle la dimension religieuse devient, sinon accessoire, du moins moins visible.

---

<sup>262</sup> *Alasitas* (qui signifie "achète moi" en aymara) est une fête traditionnelle aymara organisée chaque année à La Paz à partir du 24 janvier autour de la figure d'Ekeko, dieu de l'abondance, représenté sous les traits d'un petit nain affublé d'un bonnet andin. Les offrandes faites à Ekeko (on le couvre de cadeaux, de pièces, de billets, le tout en miniatures...) sont censées assurer des revenus prospères, et transformer les miniatures en vraies richesses.

### Encadré 27 : A Washington, de la fête vôtive au festival bolivien

Dans la région métropolitaine de Washington, les premières statuettes de la Vierge d'Urkupiña sont apparues dans les années 1980. Marta et Rodolfo ont ramenée la leur en 1987, lors de leur premier voyage de retour au pays, accompli après avoir obtenu leur régularisation juridique (grâce à la loi IRCA de 1986). Pour rendre hommage à la Vierge et la remercier d'avoir exaucé leur prière, ils fondent, avec quelques amis, le Comité Pro Virgen de Urkupiña en 1988, qui propose d'organiser en son honneur des rassemblements festifs publics. Grâce à une grande campagne de publicité auprès de la population bolivienne de la région (radio, journaux, *flyers*, bouche à oreille), ils rassemblent pour le 15 août 1989, dans la cathédrale de Washington DC, deux à trois cents familles et vingt à trente statuettes de la Vierge conservées dans les foyers des migrants. Sept groupes folkloriques accompagnés de musiciens donnent vie au premier *Festival boliviano* qui a lieu après la messe sur les terrains de sport d'un collège du comté d'Arlington, prêtés pour l'occasion.

Marta et Rodolfo réitèrent la messe du 15 août dans différents lieux de culte les années suivantes, et tous les samedis d'août, des rituels à la Vierge d'Urkupiña emplissent certains foyers de la région, pour célébrer les *novenas* ou les neuvaines qui précèdent la fête pendant plusieurs semaines, conformément à la tradition bolivienne.

Toutefois, le rassemblement des statuettes ne se reproduit pas : "*Certains disaient "non, moi ma Vierge elle est pour moi, je la fête en famille avec les miens", ils se sont exclus en quelque sorte. A force chacun a finalement gardé ses petites célébrations de la Vierge dans ses petits réseaux*" (entretien Marta).

Madga a organisé pendant dix ans ces rituels dans un cadre plutôt privé, en faisant tourner des *pasantes* pour l'événement, dans un réseau d'interconnaissance, mais en conservant le statut de gardienne de l'icône. Elle a finalement transmis sa statuette de la Vierge à une famille bolivienne dévôte, qui avait construit une grotte dans son jardin du Maryland pour l'accueillir, et depuis que Marta leur a offert l'icône, elle a cessé de la célébrer.

Le Comité Pro Virgen de Urkupiña se transforme, en 1991, en Comité Pro Bolivia, qui se donne pour mission de coordonner les institutions de la communauté bolivienne aux Etats-Unis ; développer des activités qui les réunissent ; motiver l'engagement des Boliviens dans des activités qui promeuvent la "*vraie image et la culture bolivienne*"; orienter les activités du comité vers l'art, l'éducation, l'aide sociale, le développement économique ; faire des campagnes pour ramasser des fonds pour aider la Bolivie (statuts du comité Pro Bolivia, 1991).

Ce projet vaste et pluriel se resserre rapidement autour d'une dimension culturelle de diffusion du folklore bolivien, dont l'activité phare consiste en l'organisation annuelle du *Festival Boliviano*, qui a fêté ses 25 ans en 2013. Ce festival a cessé d'être la célébration en l'honneur de la Vierge pour se laïciser ; il est désormais traditionnellement fêté le week-end de *Labor Day* (premier week end de septembre, jour férié national et veille de rentrée des classes aux Etats-Unis), pour avoir un public plus important. Il s'est aussi déplacé de *l'inner core* (Arlington) vers la périphérie du comté de Prince Williams, à Manassas, où réside un grand nombre de Boliviens (cf. cartes du chapitre 2).

Comme l'explique la direction du comité, l'assistance gratuite au festival a cessé : les groupes de danseurs doivent payer une cotisation pour participer : "*au début on avait des terrains gratuits, puis*

*on louait une salle 120 dollars, maintenant c'est plus de 10.000 dollars".* Julia, membre de l'actuel comité d'organisation, explique que l'organisation du festival bolivien de Washington coûte en 2012 à Manassas 75.000 dollars : location de la salle, frais pour assurer la présence des pompiers, installer les services (toilettes, barrières de sécurité, etc.). Organisé autour d'un gigantesque défilé de plus de 2.000 danseurs rassemblant les associations culturelles de la région et d'ailleurs aux Etats-Unis, le festival rassemble désormais plus de 10.000 personnes. Il s'est ainsi converti en une immense fête populaire et culturelle.

(entretiens individuels et collectifs, anciens et nouveaux responsables du comité Pro Bolivia, et archives du comité, région de Washington, 2011, 2012)

### **Encadré 28 : la Vierge d'Urkupiña à Madrid ou l'élaboration d'un espace-temps festif**

C'est en 2002 que commence à Madrid le culte à la Vierge d'Urkupiña dans un cadre privé (photographie 3, *supra*). En 2005 est organisée la première grande fête en Espagne, autour du restaurant et dans le quartier d'Usera. En 2007, un défilé est organisé dans le parc du quartier, Pradolongo. En 2008 et 2009, le district voisin d'Arganzuela, dans le parc Tierno Galvan, accueille les célébrations, car la mairie de secteur d'Usera a refusé de donner les autorisations nécessaires. La fête gagne en effet en importance (plusieurs milliers de spectateurs) et est source de nuisances. Les organisateurs (la famille de Dora) négocient les permis, la location des bancs des tribunes, des toilettes chimiques, des barrières de sécurité sur le passage des danseurs, etc. Il faut aussi assurer la présence de pompiers et une surveillance policière. En 2008, le fils de Dora fonde l'association culturelle Virgen de Urkupiña, en charge de la dimension folklorique de l'événement (50 groupes se produisent en 2008). L'édition 2009 attire un public plus nombreux qu'attendu, et les difficultés de gestion de la fête conduisent, l'année suivante, à son déplacement vers un nouvel espace, dans la banlieue sud de Madrid, à Getafe, où résident de nombreux groupes latino-américains (cf. cartes du chapitre 2).

(Entretiens Madrid 2008 et 2009, observations fête du 15 août 2009 ; Cochabamba 2011).

## Photographie 20 : L'espace-temps de la fête (Madrid, 15 août 2009)

La série de photographies suivante illustre la fête organisée dans le parc madrilène le 15 août 2009, à l'issue de la messe en l'honneur de la Vierge d'Urkupiña.

Une cinquantaine de groupes défile sur un trajet balisé par des barrières. Les jeunes filles répètent leur danse des *caporales* (a), les *Tinkus* de Potosi se préparent (b), au sein d'un groupe monté par l'association culturelle madrilène à l'origine de la fête, et qui inclut des enfants parmi les danseurs. La *whiphalla*, le drapeau indien, accompagne les danseurs (c). Une *fraternidad* particulièrement aisée, qui a son propre groupe de musiciens, ouvre son défilé par une camionnette richement ornée d'offrandes et de drapeaux – ce sont les *cargamentos* (d). On y distingue des lamas en peluche et des trophées, offrandes qui seront remises à la Vierge au terme du défilé, sur la place centrale (visible en e et f) où s'achève le défilé devant les tribunes officielles (g). Sous un toit permettant de se protéger de la chaleur (il fait plus de 40°C à l'ombre), la famille qui organise l'événement, accompagnée de certains responsables boliviens et de la municipalité madrilène, entoure la Vierge et accueille les danseurs. Les sponsors de l'événement figurent sous forme de banderoles (Aerosur, compagnie aérienne bolivienne qui a financé les transports des costumes depuis la Bolivie pour cette cérémonie, sur la photo g) ; les distributeurs de la presse latino-américaine à Madrid n'ont pas raté l'occasion, même si les journaux servent de pare soleil ! (f).

Si les danses andines dominant, les autres régions ne sont pas en reste : en témoigne le magnifique défilé des *tobas*, dont les costumes de plumes amazoniennes coûtent une fortune (e), ou encore les *sayas*, danses reproduisant les esclaves africains, pratiquée dans les vallées des Yungas, dont la *fraternidad* de Madrid se présente pour la première fois cette année là (j : on remarque le visage colorié au cirage du danseur).

Le public, nombreux (plus de 10.000 personnes), vient pique-niquer dans le parc, profiter de la liesse en famille ou avec des amis (h, i, k). Certains amènent leur glacière, d'autres viennent vendre des boissons ou des *empanadas* boliviennes pour l'occasion. Je rencontre aussi des Péruviens, Equatoriens, dans cet événement qui symbolise la Bolivie à Madrid mais aussi la dépasse.

Le moment festif permet de sortir du quotidien : les forces de police de la municipalité de Madrid qui surveillent la fête posent au milieu des danseuses qui se battent pour être prises en photo avec eux. Quelqu'un crie : « *attention, elles sont toutes sans papiers !* » ; la foule éclate de rire, les policiers sourient. On peut être irrégulier et embrasser un policier sans crainte d'un contrôle ce jour-là (l).



a



b



c



d



e



f







Photos : Virginie Baby-Collin, 15 août 2009, parc Tierno Galvan, Madrid.



- ***Folklorisation, commercialisation festive et élasticité des espaces-temps***

La folklorisation des fêtes en migration, détachées de leurs espaces d'origine pour être réinventées, passe par une recomposition de leurs modalités d'expression dans les espaces publics. Le processus de folklorisation existe aussi en Bolivie : l'anthropologue Pascale Absi montre comment les pratiques rituelles des mineurs de Potosi, consacrées au Seigneur de la mine (*Tata*), connaissent progressivement, parallèlement à une démobilitation de classe liée aux crises minières des années 1980, un processus de "*foklorisation rituelle*" qui se traduit par le remplacement des habits de travail dans les processions par les défilés des *Fraternidades*, par la participation de plus en plus importante des non mineurs aux célébrations (notamment des femmes), et par l'institutionnalisation de fêtes dont les noms sont modifiés. La référence à la mine devient progressivement accessoire dans des célébrations qui s'inscrivent dans une mise en scène de la nation métisse, qui "*domestique l'image subversive des mineurs*" (Absi, 2003).

Les défilés festifs en migration ont pour ambition de célébrer la diversité culturelle bolivienne, par l'exhibition de nombreuses danses renvoyant à des traditions différentes.

Ce processus de folklorisation est doublé d'une commercialisation, qui passe par l'intervention d'entrepreneurs promoteurs festifs ayant saisi une niche économique opportune, et par l'incorporation de pratiques culturelles des pays d'accueil qui viennent modifier l'organisation festive. Aux Etats-Unis, à la mode américaine, on célèbre ainsi le festival des enfants, on organise des galas, des pique-niques, des concours de *Miss*, des activités parallèles pour récolter des fonds. Certaines de ces formes commerciales se développent aussi en Espagne (encadré 6). Les fêtes empruntent aux sociétés d'accueil et à une culture commerciale globalisée (celle que Ulrich Beck appelle la *Mcdonaldisation* culturelle) révélant aussi l'évolution des attentes des publics.

## Photographie 21 : Quand les traditions s'entremêlent. Folklorisation à l'américaine du carnaval d'Oruro à Portchester (New York)

Lors du carnaval d'Oruro célébré à Portchester dans le gymnase du lycée public de la commune, on observe (a et b) la juxtaposition du drapeau états-unien, de l'affiche du Carnaval d'Oruro (au fond), et de l'autel dans lequel est exposée la Vierge du Socavón, patronne des mineurs (à droite), devant laquelle les danseurs viennent se prosterner à la fin de leur représentation (a et b). La *whiphalla* est visible en arrière plan de la représentation des danseurs de Pujllay (danse originaire de Sucre) (a). A droite (b), la *cumparsa* des Chichis de Portchester, qui représente l'Orient bolivien, défile avec sa reine de beauté du carnaval (d), tradition du carnaval *cruceño*. Ils iront aussi se prosterner à genoux devant la Vierge des mineurs, comme les *Tobas* (représentant l'Orient indien), qui avancent agenouillés vers l'icône de la Vierge (photo c).

On voit ainsi comment dans cet espace américain cohabitent et se mêlent des formes festives, ici dominées par la référence au carnaval d'Oruro, car la majorité des Boliviens qui résident à Portchester sont originaires de cette région.

(entretiens et observations, Portchester, 2012).



Photos Virginie Baby-Collin, Portchester 2012.

### **Encadré 29 : L'anniversaire de la Bolivie, version commerciale au Parc d'Attractions de Madrid**

Minority.es, créée en 2005, se présente sur son site Internet, en 2010, comme une entreprise multiculturelle pour la valorisation des minorités en Espagne. Elle organise, en lien avec le Parc d'Attractions de Madrid (dans le grand parc de Casa de Campo, présenté au chapitre 3), à partir de 2008, une série de "*fêtes latines*", déclinées par nationalité, pendant la période estivale (a). L'opération permet au Parc d'attractions d'attirer de nouveaux clients pendant la période estivale, souvent creuse.

En offrant, à l'occasion du jour anniversaire des principaux pays latino-américains (6 août pour la Bolivie), un billet d'entrée à prix réduit pour les migrants originaires du pays fêté sur présentation du passeport, le parc bénéficie ainsi d'une promotion auprès des migrants. Outre les activités classiques du parc d'attraction (manèges et autres grands huit), Minority.es organise avec les associations de migrants, parfois en lien avec les consulats, des activités qui contribuent à l'ethnisation des lieux pour la journée : vente de nourriture et d'artisanat traditionnel, stands de diverses entreprises et d'associations de services aux migrants. Dans l'auditorium du parc a lieu un spectacle en l'honneur du pays fêté, organisé par les associations boliviennes de Madrid (ici avec *La Casa de Bolivia*). Le show, présenté par des animateurs sur une scène à la gloire de Minority.es (b) tourne autour de l'élection de Miss Bolivie (et autour d'elle de Miss Intégration – sic ! -, Miss élégance, Miss silhouette) qui galvanise le public (plusieurs milliers de personnes). Les passages des jeunes filles (d) sont entrecoupés de danses folkloriques boliviennes, de musiques internationales, et de coupures de publicité (c) des principaux sponsors (Aerosur, Vodafone, Hispano Transfer...) qui offriront des cadeaux à la miss élue (deux aller-retours en Bolivie offerts par Aerosur).

Les élections de Miss sont devenues populaires dans la Bolivie des basses terres, sans doute sous l'influence de la mode internationale. Dans certains pays latino-américains comme la Colombie ou le Venezuela, les concours de beauté sont une tradition plus ancienne et très populaire (voir par exemple l'étude des concours de beauté « blancs et noirs » de Carthagène, en Colombie, d'Elisabeth Cunin, 2003). L'Orient bolivien, à la nombreuse population créole (blanche), a la réputation de voir naître les filles les plus belles du pays : elles répondent en réalité plus aisément aux canons de la beauté imposée par le monde occidental (peau claire, cheveux clairs, yeux clairs). Lors de l'élection à laquelle j'assiste en 2009, les filles de l'Orient bolivien sont surreprésentées : 14 des 22 candidates du concours en sont originaires.

(observations et entretiens, Parc d'attractions de Madrid, août 2009)



## Photographie 22 : Minority.es, entrepreneur ethnique en fêtes latinas (Madrid)

a : A l'entrée: Fêtes latinas dans le parc d'attraction de Madrid



b : dans l'auditorium, la scène du show



c : pause publicitaire pour les entrepreneurs en ethnicité (ici Moneygram)



d : les 22 candidates Miss Bolivie en Espagne avant l'élection finale



Photos Virginie Baby-Collin, Lucile Medina, Madrid, août 2009, parc d'attractions de Casa de Campo.

Les affiches des principales célébrations de la Bolivie aux Etats-unis en 2014, telles que les présente *Bolivianisima*, le site internet qui connecte les Boliviens aux Etats-Unis, (photographies 9) illustrent le processus de nord-américanisation des codes et des affichages : le folklore devient un label pour une fête qui prend alors parfois le nom de *festival* ou de *concours*.

## Photographie 23 : Affiches des principales fêtes boliviennes aux Etats-Unis en 2014

Trois espaces sont concernés par ces affiches : la Virginie, principale centralité bolivienne aux Etats-Unis, la région de New York, et la Californie, ces deux derniers constituant des polarités secondaires de la présence bolivienne (cf. cartes du chapitre 1).

Les lieux mentionnés sont soit des espaces extérieurs (parcs – b ; avenues où ont lieu les défilés – c, d), soit des espaces privés (g, h), soit un espace commun négocié avec les autorités (université, a). Ils déterminent un certain public : certains événements sont ouverts à tous, gratuits (le plus connu est le festival boliviano, c), d'autres payants (45 \$ pour le gala californien -e, 25\$ pour le yacht new yorkais - f, un ticket à acheter pour la fête à Centreville – b), et réservés à une certaine élite.

Les événements e et f, organisés tous deux pour célébrer l'anniversaire de la Bolivie à New York et Los Angeles, ne présentent pas de défilés folkloriques, mais sont des événements sélects, avec DJ, *afterparty*, orchestres, organisés en *galas* ou *matinées*, expressions relativement chic ciblant un public plutôt aisé, qualifié, celui des Boliviens en situation de réussite économique ; la visibilité de la Bolivie est quasi nulle sur l'affiche du gala californien, qui présente en arrière plan le visage de Simon Bolivar, emblématique de l'Amérique latine.

D'autres événements sont plus classiques (festival bolivien, c) ou plus américanisés : célébration du jour de l'indépendance par un festival des enfants (a) ; projection, danses et concerts dans le parc de Bull Run (b) avec une combinaison de danses boliviennes, listées dans le programme, de chanteurs boliviens connus internationalement – Javier Cuellar-, mais aussi des groupes américains – Beatles kids, grupo Ashband, le tout invitant à danser au son du *Bolivian swing band*.

Toutes ces affiches mettent en scène le folklore bolivien (tenues traditionnelles, femmes ou hommes) et les couleurs de la Bolivie coexistent parfois avec le drapeau états-unien. L'affiche du premier concours national des Morenadas USA 2014 (d) est emblématique de la popularité acquise par les concours, qui mettent en scène des femmes (sur le modèle des Miss), s'inscrivent dans des canons internationaux de beauté tout en restant marqués par le folklore bolivien et sa défense nationale (la *morenada*), en référence au combat engagé par Evo Morales pour défendre la bolivianité des fêtes.

c : Festival bolivien.

a : Festival des enfants pour le jour de l'indépendance de la Bolivie. Lieu : Université G. Mason, Comté de Fairfax, Virginie.



b : Fête bolivienne. parc de Bull Run, Virginie



e : Grand gala de l'indépendance de la Bolivie.



Lieu : une avenue, Manassas, Virginie



d : Premier concours national de *morenadas* USA 2014.  
Lieu : New York (sans précision)



Lieu : local fermé, suburb de l'est de Los Angeles  
(Alhambra), Californie



f : Matinée bolivienne. Lieu : yacht ; *afterparty*  
dans un local fermé de Queens, New York



Source : <http://bolivianisima.com/eventosbolivianos.htm> consulté le 18 juillet 2014.

Guy Di Méo différencie les fêtes, très localisées, des festivals, dont le financement, la mise en œuvre et le public "*renvoient à une diffusion territoriale plus large que celle, théoriquement plus étroite, de la fête classique*" (Di Méo, 2005, p.228), faisant appel à une professionnalisation plus poussée des organisateurs. Si le terme de festival a une force de convocation plus large que celle de simple "fête", un peu comme le "Carnaval", c'est surtout, dans les cas étudiés ici, et en accord avec les différents articles du numéro des *Annales de géographie* consacré aux fêtes et festivals (643/2005), un processus de :

*"banalisation de la fête qui s'accompagne de sa marchandisation, parfois de la mondialisation ou tout au moins de l'internationalisation de certaines de ses formes les plus populaires. Ce serait là une véritable rupture épistémologique marquée par le glissement de la fête des ordres du symbolique et du sacré à ceux du quotidien, du marchand, de l'ordinaire, du permanent (fête quotidienne d'Eurodisney)." (op. cit. p. 229).*

On observe finalement une confusion progressive entre des fêtes d'origine religieuse (apparues dans le cadre de cérémonies patronales) et des fêtes commémoratives plus classiques (fête de l'indépendance). Ceci est permis par les bouleversements fréquents des calendriers des fêtes en migration, adaptés aux calendriers locaux : si la fête de la Vierge d'Urkupiña reste le 15 août à Madrid, celle en l'honneur de la Vierge de Copabacana à Buenos Aires a son moment fort le second week-end d'octobre, à l'occasion des commémorations de la découverte des Amériques (12 octobre 1492). Aux Etats-Unis, le festival bolivien, qui commémore maintenant à la fois l'indépendance et la Vierge d'Urkupiña, se tient le week-end férié de la reprise d'activité après la trêve estivale, en septembre (*Labor Day*). Le processus de désacralisation de la fête, son passage dans l'espace profane, est ainsi différemment observé selon les espaces et les opportunités festives.

Le calendrier traditionnel des fêtes s'étend aussi sur plusieurs mois l'année, en raison de la coexistence de plusieurs temps festifs, organisés dans des cercles et des lieux variés, ce que peut traduire aussi le terme englobant de « festival ».

Ainsi à Portchester, dans la banlieue de New York, la saison du Carnaval bolivien est particulièrement chargée : en février, se tient la fête en l'honneur de la Vierge du Socavón (cf. *supra*) : à la messe succède le défilé folklorique, organisé dans le gymnase du lycée public de Portchester, un samedi de février. La rigueur du climat ne permet en effet guère d'organiser un événement festif en extérieur à cette période de l'année à New York. Depuis l'élection d'un conseiller latino-américain (un Péruvien) au *board* de Portchester (le conseil municipal), les négociations sont plus faciles, et c'est grâce à lui que le prêt du lycée pour la journée a pu être obtenu. Le soir, une fête privée est organisée par l'une des *fraternidades* dans un local, sur invitation. Quelques semaines plus tard (10 mars 2012), le groupe culturel de l'Orient bolivien, les *Chichis* de Portchester, organisent quant à eux le carnaval, à

la mode de Santa Cruz. La fête a lieu dans un local appartenant à une église évangélique de Portchester (loué 1.500 \$ la soirée), et est payante (10 \$ l'entrée, puis achat de consommations sur place – rhum, bière, coca).

L'organisation des fêtes boliviennes en migration génère ainsi une préparation qui court sur plusieurs mois de l'année. Les groupes et *fraternidades* doivent répéter leurs danses pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois ; l'achat des vestuaires ainsi que le financement des frais occasionnés par les fêtes génère de nombreux événements connexes qui visent à collecter des fonds (kermesses, pique-nique, concours de folklore, représentations folkloriques diverses dans des écoles, etc.). On observe une extension de la fête en dehors de son espace-temps privilégié. Les groupes culturels, à la manière des équipes sportives, forment ainsi des rassemblements d'individus autour d'une pratique spécifique, génératrice d'un sentiment d'appartenance, de relations sociales amicales, de partages des moments de loisirs, dans lesquels s'exprime l'appartenance à la Bolivie.



### II.3. La transnationalité des fêtes

Les fêtes des migrants constituent un moment de reconstitution symbolique, éphémère, intense, du lien à l'origine. Leur transnationalité ne s'arrête cependant pas à cette communion privilégiée dans un espace-temps circonscrit. Autour de l'économie festive, des liens matériels et économiques entre origine et destination s'activent, favorisant la circulation d'informations et les échanges entre les différents pôles d'installation des migrants à l'étranger, selon des dynamiques multipolaires de triangulation et de diasporisation des liens. Enfin, elles ont une résonnance sur le système festif en Bolivie.

- ***Circulations et économie transnationale de la fête***

Outre l'exportation des icônes dans les espaces de destination, l'organisation festive implique des échanges économiques entre Bolivie et villes de la migration. Ceux-ci ont notamment trait à la fabrication des costumes dans lesquels défilent les groupes de danseurs. Chacun a ses propres costumes, homogènes au sein du groupe (un groupe peut comprendre une vingtaine à plus d'une centaine de danseurs). Dans l'acte de dévotion que représente le fait de danser lors d'une fête mariale, les costumes doivent traditionnellement être renouvelés tous les trois ans. Mais, pour que chaque année soit une fête nouvelle, les costumes sont souvent renouvelés tous les ans ; ce renouvellement est nécessaire quand le nombre de danseurs n'est pas le même que l'année précédente, car il faut lancer la fabrication de nouveaux vêtements. Ils utilisent des matériaux spécifiques, sont souvent ornés de broderies fines, parfois ourlés de perles, et portent fréquemment dans le dos le nom de la *Fraternidad* voire l'année de la performance.

Certaines danses sont dites légères (*livianas*), d'autres lourdes (*pesadas*). Ces dernières impliquent des costumes plus lourds et onéreux, et de plusieurs types au sein d'une même performance. Par exemple, la *morenada*, l'une des danses *pesadas* les plus célèbres de l'Altiplano de La Paz, implique à la fois des danseuses en costume traditionnel de *chola* (longue jupe, haut brodé, châle, chapeau melon, longues tresses), et des costumes masculins dont certains, les *achachis*, sont faits de lourdes carapaces volumineuses, dont le coût est très élevé (de 100 à 300 € ou \$ pour les costumes des *cholas*, à plus de 1.000 pour les *achachis*). Dans les danses légères (comme les *caporales*, originaires de La Paz, et dans lesquelles les femmes défilent en jupes courtes, ce qui contribue à leur popularité parmi les jeunes), certains danseurs ont une position de proue (on les appelle les *figuras*) : dansant en tête de cortège, ils ont des costumes plus fins et chers que les autres.

## Photographie 24 : L'importance du vestuaire festif. L'exemple du Carnaval d'Oruro à Portchester (New York)

Treize groupes de danseurs constituent le défilé du carnaval de Portchester en 2012. Les costumes sont généralement importés de Bolivie, sauf quand leur confection est aisée (cas des *cumparsas*, photo h). Mais en général, les tissus spécifiques, la forme et le matériau des chaussures (dans le cas des *Pujllay*, photo f), la complexité des arnachements des danses lourdes (les diables de la *Diablada*, photo g ; les *achachis* des *morenadas*, photo d), rendent obligatoire leur importation de Bolivie où des artisans spécialisés savent produire dans toute sa finesse le vestiaire festif. Ils portent le nom de la *fraternidad* à laquelle ils appartiennent dans le dos ou sur la manche (b, c, h). Pour les répétitions, les *fraternidades* ont des vêtements sportifs à l'emblème de leur groupe (i, j), favorisant des appartenances collectives, et générant une économie de la confection plus classique, comme on la retrouve au sein des équipes sportives.

a : danseuses de morenada

b : les *Tinkus* de la *Fraternidad Pasion boliviana* ont le nom de leur groupe dans le dos (venus de NewYork)



c : *Caporales* San Simon USA (brodé sur la manche) d : danseuses de *morenada*, *achachis* en arrière plan ici venus du New Jersey.





e : plumes et maquillage des *Tobas* du Queens (NY)



f : les costumes des Pujllay de Portchester  
(danse originaire de Sucre, Chuquisaca)



g : le vestuaire lourd et onéreux de la *Diablada*



i : les sweaters "pour la ville" des danseurs de la  
*Fraternidad Pachamama*, Tinkus venus de Virginie



h : le costume plus léger (ici fabriqué aux Etats-Unis)  
de la *cumparsa*, originaire de Santa Cruz  
(ici la *cumparsa* de Portchester)



j : les tee shirts de la *Fraternidad Incallajta* des  
Tinkus de New York, qui existent depuis les années  
1990



Photos : Virginie Baby-Collin, carnaval de Portchester, banlieue de New York, 2012.



Certains costumes sont fabriqués dans les espaces de la migration, dans des ateliers, ou de façon plus artisanale, quand les groupes n'ont que de petits moyens financiers.

Marta, qui organise depuis plus de 20 années les festivals boliviens de Washington, se souvient des débuts difficiles des célébrations, quand les migrants sans papiers n'avaient que peu de ressources : *“on était sans papiers, on ne pouvait pas retourner en Bolivie pour acheter les costumes, alors on les faisait nous mêmes. On avait les doigts qui saignaient, on cousait toutes les nuits pour être prêts”*. Si elle attribue au statut de sans papier l'impossibilité de retourner à l'époque en Bolivie pour acheter des costumes, elle souligne aussi que les circulations entre Washington et la Bolivie sont beaucoup plus faciles depuis quelques années, grâce à l'existence de vols à la fois moins chers qu'à l'époque et désormais directs. Auparavant, tous les vols pour la Bolivie passaient par Miami, porte d'entrée aérienne de l'Amérique du sud aux Etats-Unis (entretien Arlington, 2012).

### **Photographie 25 : Entre confection locale et importation. Comment financer les costumes ? La *kullawada* de Portchester**



Photo Virginie Baby-Collin, Portchester, 2012.

Maria, qui organise à Portchester, dans la banlieue de New York, un groupe de danseurs de *kullawadas* depuis six ans (2006), explique que cette année (2012), les jupes des danseuses ont été confectionnées par une couturière de Portchester. Les chapeaux ont été ramenés de La Paz (40 \$ pièce), comme les broderies qui ont ensuite été cousues sur les vestons par les danseuses elles-mêmes. Le coût total du costume leur est ainsi revenu à 250\$ par personne. Pour les financer, les membres de la *kullawada* ont organisé des kermesses, repas, leur permettant de réunir la somme requise. La plupart ont en effet des revenus modestes. Maria est par exemple employée de maison dans une banlieue aisée avoisinant la ville de Portchester (entretiens et observations Portchester, 2012).

Dans d'autres cas, les associations de folklore dans les espaces d'installation achètent des costumes en Bolivie, et les stockent ; ils sont ensuite proposés en location aux danseurs qui n'ont pas les moyens de les acheter. A Madrid, c'est l'une des solutions trouvées par le groupe *Ukamau La Perla Boliviana*, qui a un grand espace de stockage dans les arrière-salles du restaurant du même nom. Les costumes sont loués 35 € pièce en 2009 (entretien Lan, directeur de l'association, Madrid, 2009).

Le plus souvent, les costumes sont fabriqués en Bolivie. C'est là que les artisans travaillent le mieux, dans des ateliers spécialisés, qui abondent en particulier sur les pentes de la ville indienne de La Paz, et c'est là que les tarifs sont les plus avantageux. Il existe ainsi toute une économie de la fête qui fait vivre de nombreux ateliers en Bolivie, travaillant pour les

groupes et *fraternidades* de l'extérieur, en Argentine, aux Etats-Unis, en Espagne, au Chili et au Brésil. Les responsables des groupes de danses ont l'habitude de travailler avec certains fabricants, auprès desquels ils négocient des prix de gros, selon le nombre de costumes à fabriquer. Ces commandes peuvent requérir de la part des organisateurs des déplacements en Bolivie. Mais l'importance des volumes des costumes (épais, nombreux, *a fortiori* quand il s'agit des carapaces des *achachis*) requiert des envois spécifiques.

Sandra, membre de la famille organisatrice de la fête à la Vierge d'Urkupiña à Madrid, a ramené elle-même de La Paz 70 kilos de costumes pour le premier grand défilé organisé à Madrid. Le surcoût de bagages était toutefois plus avantageux que l'envoi par la douane sous formes de paquets, surtaxé et surfacturé (entretien Madrid, 2009).

Don Lucio est le président de l'association culturelle *Alma Bolivia* en Virginie. Cette année, les costumes de ses danseurs de *caporales* lui sont revenus 260 \$ pièce, mais ceux de la *diablada*, plus complexes, peuvent dépasser 400 \$ pièce. Il récupère les fonds de ses danseurs, commande directement les costumes à un atelier de La Paz, qui les envoie par courrier (DHL) ; il a dépensé 30.000 \$ cette année pour une centaine de costumes (entretien Arlington, 2011).

Toute une économie de la circulation des produits festifs existe entre Argentine et Bolivie, car c'est en Argentine que les célébrations sont les plus nombreuses, au regard du nombre de Boliviens résidents. La circulation des biens est telle que, depuis 2011, une résolution du gouvernement argentin facilite le passage des hommes et des marchandises à la frontière Villazon / La Quiaca pour fluidifier la circulation commerciale intense qui entoure le moment de la fête du quartier bolivien de Charrua à Buenos Aires (Maenhout, 2012). Vers les Etats-Unis et l'Espagne, les costumes sont expédiés en avion, via des transporteurs spécialisés. A Madrid, l'association culturelle de la Vierge d'Urkupiña avait obtenu le soutien de la compagnie bolivienne Aerosur, qui, jusqu'à sa faillite à la fin des années 2000, acheminait presque gratuitement des costumes pour l'association en Espagne, en échange de l'obtention d'un statut de sponsor principal de la fête (affiches, panneaux, publicité...) (entretien Lan, 2009).

Autour de la circulation des costumes, se développe aussi une circulation de produits spécifiques pour les fêtes : importation de bière *Paceña*, de feuilles de coca, d'offrandes spécifiques pour les Vierges célébrées, etc. L'économie de la fête génère aussi une production plus standardisée de produits commerciaux : tee-shirts et sweat-shirts au nom des groupes, portés lors des déplacements, pendant les répétitions ; drapeaux boliviens exhibés lors des manifestations, banderoles, etc.

- ***Vers une diasporisation des liens par la fête***

La popularisation croissante des fêtes boliviennes à l'étranger génère une circulation entre les espaces festifs, à différentes échelles spatiales : au sein des pays de destination, entre les points qui relient un réseau de lieux boliviens sur le territoire national ; entre différents pays de destination, qui fonctionnent aussi comme des nœuds dans un réseau de circulation culturelle ; enfin, entre ces lieux et la Bolivie, dessinant des réseaux de circulation triangulaires ou multipolaires, associant un territoire d'origine, et plusieurs lieux articulés de destination.

Au sein d'un même pays, les associations culturelles se produisent dans différentes villes, selon le calendrier des fêtes les plus importantes de chaque région. Ainsi, lors de la fête de la Vierge d'Urkupiña à Madrid en 2009, des groupes de danseurs viennent de Valence et Barcelone pour l'occasion. Ils sont hébergés les uns chez les autres, car des réseaux d'interconnaissance et de solidarité les lient les uns aux autres. Les danseurs de Madrid se rendent à Barcelone lors du grand Carnaval bolivien organisé par les associations boliviennes locales, en mars (entretiens et observations, 15 août 2009, lors de la fête de la Vierge d'Urkupiña à Madrid).

Aux Etats-Unis, la circulation des groupes entre les fêtes semble être encore mieux organisée. Lors de la fête à la Vierge du Socavón de Portchester, des groupes viennent d'autres comtés de l'Etat de New York (Queens), du New Jersey, de Rhode Island, et bien sûr des différents comtés de l'aire métropolitaine de Washington (à cinq heures de route). Certains arrivent en camionnette (ils y dorment après la fête) et le carnaval est l'occasion d'un week-end festif qui regroupe des danseurs venus de toute la mégapole (entretiens et observations, carnaval bolivien de Portchester, New York, 2012).

Mais ces circulations sont aussi internationales. Les associations les plus importantes, quand elles en ont les moyens, se rendent dans d'autres pays pour des occasions spécifiques : soit en Bolivie, pour participer aux grandes célébrations nationales, soit dans d'autres pays de la migration.

En Italie, dans la petite ville de Bergame qui constitue l'un des nœuds de la présence bolivienne à l'extérieur, un premier groupe folklorique organise en 1997 la venue depuis la Bolivie de six costumes de *Tinkus*, qui gagnent le prix du carnaval de Callusco, dans la province de Bergame. Entre 1999 et 2002, quatre nouveaux groupes folkloriques apparaissent. Ils trouvent des lieux de répétition gratuits à Bergame et dans les communes environnantes (écoles, gymnases, centres paroissiaux), regroupent des participants boliviens et italiens, se produisant non seulement localement, mais aussi dans d'autres régions d'Italie, voire en Bolivie : le groupe Yanapacuna envoie ainsi quatre danseurs au défilé du 15 août de la Vierge d'Urkupiña, à Quillacollo, en 2005 (Marzadro, 2009).

Lors des grandes manifestations boliviennes en Argentine, de nombreux groupes viennent de Bolivie pour participer aux défilés festifs. En 2012, le défilé de la fête de la Vierge de Copacabana sur l'avenue 9 de julio à Buenos Aires accueille même, aux côtés des autorités argentines et des représentants de la diplomatie bolivienne en Argentine, le vice-président de la République de Bolivie, Álvaro García Linera.

Certaines des grandes *fraternidades* de Bolivie ont développé des filiales dans les pays de destination. L'une des plus anciennes, les *San Simón de Cochabamba*, fondée en 1978 pour participer aux dévotions à la Vierge d'Urkupiña, a créé des groupes affiliés dans plusieurs espaces de destination, à commencer par Washington aux États-Unis. Originaires de La Paz, la *Fraternidad Reyes Morenos Fanáticos*, l'une des grandes animatrices de la fête de Gran Poder de La Paz, a sept filiales dans plusieurs pays : en Argentine, au Brésil (São Paulo), aux États-Unis (dans la région de Washington et à Chicago), en Espagne (Barcelone, Madrid), en Angleterre, en Suisse<sup>263</sup>.

Il existe aussi une circulation des musiciens qui accompagnent les danseurs. Avec de petits moyens, certains danseurs se produisent sur des musiques enregistrées diffusées par des installations sonores. Mais les groupes les plus riches ont leurs musiciens : cuivres, instruments à vent (flûtes), percussions, ouvrent ou ferment la marche de leurs danseurs. Certains groupes passent de fête en fête et louent leurs services aux *fraternidades* qui les embauchent pour l'occasion.

Enfin, des groupes de musique boliviens à la réputation mondiale, comme les Kjarkas, se produisent aussi dans les différents espaces de la migration, à l'invitation des associations locales, contribuant à asseoir des économies festives circulantes.

Soulignons enfin le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la circulation des fêtes. Chaque fête est filmée et enregistrée par des professionnels comme des anonymes ; les vidéos officielles sont mises en vente (CD, DVD), les plus informelles sont postées sur des sites comme Youtube, Facebook, au sein de groupes d'amis constitués via les réseaux sociaux. Ces films circulent d'une ville et d'un pays à l'autre, entre Bolivie et espaces de la migration, et contribuent à la diffusion mondiale d'un folklore qui s'exhibe et entre en compétition sur la toile. Des sites internet et groupes Facebook présentent les différents événements culturels boliviens, leur calendrier, leur localisation dans différents espaces de la migration, signifiant une mise en commun d'informations qui se diffuse dans un cadre transnational multipolaire<sup>264</sup>.

---

<sup>263</sup> (voir à ce sujet la thèse en cours de Kevin Maenhout en anthropologie (Université Paris VII), et Maenhout, 2012).

<sup>264</sup> voir par exemple, parmi tant d'autres, le site <http://bolivianisima.com/eventosbolivianos.htm> ; ou le groupe Facebook : <https://www.facebook.com/pages/BOLIVIA-EVENTOS-USA/>

Ce qui se construit, c'est bien un espace culturel diasporique. La diaspora se définit en effet non seulement par ses liens au pays, mais aussi par les liens développés entre plusieurs espaces de destination, qui contribuent à la circulation d'une identité culturelle mondialisée.

- ***En Bolivie, la résonnance des fêtes en migration***

La popularisation des fêtes boliviennes dans les lieux de la migration résonne aussi sur les fêtes en Bolivie. Outre les aspects évoqués ci-dessus (économie des costumes, circulation des groupes et des autorités politiques lors de manifestations importantes à l'étranger), deux éléments méritent d'être mentionnés.

D'abord, le succès du folklore bolivien à l'étranger contribue à l'engouement pour les festivités organisées en Bolivie. Les principales fêtes, celles du Carnaval d'Oruro, de la Vierge d'Urkupina à Quillacollo, du Señor del Gran Poder à la Paz, ou de la Vierge de Copacabana, atteignent des proportions gigantesques en Bolivie. Elles attirent des fidèles et des badauds venus des quatre coins du pays, mais aussi de l'étranger : des touristes internationaux, car les pratiques festives sont devenues l'une des images de marque de la promotion touristique de la Bolivie à l'extérieur, mais aussi des migrants boliviens, qui reviennent pour certains découvrir leur folklore *in situ*, alors qu'ils ne l'ont parfois jamais pratiqué qu'à l'extérieur. Le prix des billets d'avion pour se rendre en Bolivie au moment du Carnaval d'Oruro, que ce soit d'Argentine, des Etats-Unis ou d'Espagne, augmente d'ailleurs considérablement, et les avions sont pris d'assaut.

Un second élément doit être souligné. La popularité des fêtes boliviennes devient un élément politique de la défense et de la promotion de la bolivianité à l'extérieur. Dans sa politique d'affirmation de l'identité bolivienne désormais inscrite dans un cadre plurinational, le gouvernement d'Evo Morales a promulgué en 2011 une loi qui déclare Patrimoine culturel et immatériel de l'Etat plurinational de Bolivie les danses des *Caporales*, *morenadas*, *kullawadas*, *llameradas* et *sayas*. Cette affirmation s'inscrit dans un cadre conflictuel avec le Pérou, qui revendique comme la Bolivie la paternité originelle de ces danses, nées sur l'Altiplano à l'époque coloniale, ce qui conduit à des tensions récurrentes entre les deux pays. En 2010, le gouvernement a appelé tous les Boliviens du monde entier à se réunir le 18 juillet pour la célébration d'une "*journée mondiale des Caporales 100% boliviens*", qui a donné lieu à des rassemblements, de Madrid à Washington et Buenos Aires, ainsi qu'en Bolivie (voir aussi sur ce point Maenhout, 2012). Depuis, relayé par les associations culturelles à l'étranger, le mouvement pour la défense des pratiques culturelles "100% boliviennes" se développe : organisation de concours, recherches historiques pour montrer les "racines boliviennes" des pratiques, selon un processus d'essentialisation



classique des mouvements de crispation identitaire. Tous les espaces de la migration étudiés ici s'en font le relais, par le biais de leurs pages Facebook et l'organisation d'événements spécifiques.

Comme le montre Glair Guu dans sa thèse sur la géographie de la folklorisation en Catalogne, les traditions sont l'objet d'une "*mise en territoire*", les acteurs adaptant leurs pratiques pour les faire correspondre à un territoire d'appartenance idéal, via, dans son étude de cas, un processus de catalanisation ou d'autochtonisation des pratiques (Guu, 2007). On peut lire les initiatives du gouvernement bolivien sur le registre de la territorialisation de la culture bolivienne, aux origines pourtant partagées avec ses voisins sur l'Altiplano andin, dont les frontières ne furent fixées qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle. La culture et sa défense internationale servent ici un projet classique qui vise finalement à rassembler un peuple, une culture, un territoire, bref, à construire encore et toujours une Nation *container*, une "communauté imaginée" (Anderson, 1991), un espace politique cloisonné dont le support est bien une iconographie (Gottmann, 2007), à laquelle appartient le processus festif.

### III. « Par le bas ». Processus et échelles d'identification des migrants.

Quels sont les ressorts des constructions “par le bas” des identités collectives en migration ? Comment les migrants s’inscrivent-ils (dans), s’opposent-ils (à), négocient-ils (avec) ? Quelles sont finalement les échelles des enveloppes revêtues par leurs identifications ? Qu’elles soient territoriales ou qu’elles renvoient à des groupes imaginés, elles sont dans tous les cas situées. Elles ne se conçoivent en effet que dans une relation aux processus d’hétéro-désignation, édictés dans des lieux d’énonciation, comme je l’ai mis en évidence dans la première partie de ce chapitre.

#### III.1. Identifications réactives, nostalgiques, stratégiques, transnationales.

Quelle place joue l’identification nationale à la Bolivie dans les espaces de la migration ? L’identification des migrants à leur pays en migration est soutenue par plusieurs processus: une identification réactive, dans des contextes de discrimination ; une identification stratégique, instrumentale, qui permet d’accéder à certaines ressources ; enfin, une identification linéaire, nostalgique ou retrouvée.

- **Identifications réactives**

*"En Bolivie, les différences sociales sont très marquées, on ne se parle pas, on se méprise les uns les autres. Ici, on vit mieux avec les autres Boliviens, on se parle. On vit mieux ensemble parce qu'on a vu autre chose, parce qu'on a subi la même discrimination, alors on se retrouve"* (Julia, 51 ans, originaire de Cochabamba, 30 ans de résidence aux Etats-Unis. Entretien Arlington, 2011).

L’hétéro-désignation négative dans les espaces de la migration contribue à forger en retour des dynamiques d’identification réactive qui réélaborent une identité sur la base des origines nationales. C’est dans un cadre collectif, fréquemment porté par des associations, que se construit cette identité réactive.

Bien que la citation en exergue ait été recueillie aux Etats-unis, c’est surtout en Argentine que ce processus est très visible, pour plusieurs raisons :

- La représentation négative persistante de l’immigration limitrophe y rend les processus d’exclusion particulièrement puissants (cf. *supra*, I).
- Les Boliviens y sont l’un des groupes migrants les plus nombreux, et leur visibilité a contribué à associer le groupe à toute une série de stéréotypes négatifs sur le migrant limitrophe, et le mauvais migrant en général, résumés dans l’adjectif “*bolita*”.

-En raison de leurs origines plus rurales, indiennes, précaires, que dans les autres espaces de la migration, les Boliviens en Argentine subissent des formes de stigmatisation plus marquées.

-La discrimination qu'ils subissent est plus forte que celle des autres migrants, notamment les Paraguayens, les plus nombreux en Argentine (Gavazzo, 2011). La forte composante indienne de la migration bolivienne en Argentine amplifie en effet les représentations négatives. Par exemple, si les Paraguayennes sont perçues comme plutôt jolies, les Boliviennes sont fréquemment rejetées dans la laideur, préjugé éprouvé à l'heure de l'engagement de migrantes domestiques (Baby-Collin et Sassone, 2014).

Les travaux de Natalia Gavazzo mettent en évidence ces registres de discrimination, liés à la couleur de la peau et l'apparence d'un côté (à propos des jeunes secondes générations qui se voient refuser l'accès en boîte de nuit : *"ils ne te laissent pas rentrer si tu as des traits indiens"* ; *"si tu es morochito, peu importe que tu sois bien habillé"*), et aux représentations négatives associées au "Bolivien" de l'autre (propos de maîtres d'école sur les enfants : *"les Boliviens sont très lents, attardés (...) c'est naturel qu'ils soient ainsi... ils viennent d'une telle pauvreté culturelle"*) (Gavazzo, 2011, p. 38). L'assignation identitaire négative qui affecte le groupe bolivien de Buenos Aires constitue ainsi un puissant moteur d'identification réactive. Dans son ouvrage sur la migration rurale des régions montagneuses du Sud du Chuquisaca vers Buenos Aires, l'anthropologue états-unien Stuart Rockefeller considère que cette assignation est même plus efficace, dans la production d'une identité bolivienne en migration, que les politiques inclusives de l'Etat bolivien envers ses ressortissants (Rockefeller, 2010).

La politique d'éradication des *villas de emergencia* du gouvernement militaire des années 1970 a contribué à consolider des solidarités en réaction aux processus d'exclusion. C'est dans ce contexte et sur des bases à la fois territoriales (celles des *villas*) et culturelles (les Boliviens) que se sont construits les premiers mouvements associatifs. Les mouvements aux bases territoriales des *villas*, constitués pour lutter contre les éradications, mais réprimés par le gouvernement Videla, ont été suivis des mouvements revendicatifs de type culturel, l'habillage culturel permettant de pouvoir exister plus librement que dans un cadre territorial (celui des *villas*) associé à une opposition politique au gouvernement militaire (Canelo et al., 2012).

Le retour de la démocratie argentine à partir de 1983 voit se multiplier les associations dans des registres divers, sportifs, culturels, et revendiquant un droit à la ville. Un exemple en est l'organisation pour la négociation d'espaces commerciaux dans les *ferias* (Brassamin et Baby-Collin, 2012), qui se constitue depuis les voisinages des quartiers et *villas*, ou s'agence au coup par coup (*feria* Bonorino, espaces de vente du parc Indo-americano – cf. chapitre 3). L'identification nationale est ainsi un élément fédérateur qui permet de porter des revendications d'ordre politique (Grimson, Ferraudi Curto et Segura, 2009 ; Grimson,

2006).

Aux Etats-Unis et en Espagne, l'identité réactive ne semble pas évidente du point de vue de la bolivianité. Plusieurs éléments peuvent être ici invoqués pour expliquer ce décalage :

-D'abord, les groupes boliviens dans ces deux pays sont beaucoup plus réduits qu'en Argentine, à la fois sur le plan numérique et sur le plan relatif. Les Boliviens représentent moins de 0.5% des étrangers aux Etats-Unis, autour de 3% des étrangers en Espagne (contre près de 20% en Argentine). Ils sont de ce fait relativement noyés dans des identifications plus vastes qui rassemblent les Latinos / *Hispanics*.

-Ces migrations sont plus récentes qu'en Argentine, ce qui peut jouer aussi sur la moindre capacité de mobilisation des groupes, qui prend forme sur la durée.

-Le profil des migrants constitue un troisième élément majeur de distinction.

Aux Etats-Unis, la majorité des migrants boliviens sont qualifiés, comme le montrent les données statistiques du chapitre 1 (IV). Le niveau de qualification joue aussi sur le poids de la discrimination, car la réussite socio-économique permet de relativiser les processus d'exclusion. Les enquêtes réalisées à New York à l'occasion de l'élection d'Evo Morales en 2009 montrent d'ailleurs que les trois-quarts des interrogés disent ne pas souffrir de discrimination (Lafleur et Von Arx, 2012).

En Espagne, les migrants boliviens sont plutôt des femmes, arrivées récemment, travaillant majoritairement dans le secteur de la domesticité et des services à domicile, et un grand nombre souffre de l'irrégularité de leur statut (cf. chapitre 1, IV, et chapitre 2, I.4). Ces deux éléments ne jouent pas en faveur de la constitution de groupes de pression collectifs. Le travail domestique isole les migrantes dans des environnements professionnels où les mobilisations collectives sont rares. On a vu qu'en Argentine, les mobilisations féminines se sont notamment organisées autour des commerçantes boliviennes, qui partagent un même espace de travail dans l'espace public, où elles se côtoient en permanence (cf. l'association des vendeuses ambulantes du parc Indo-americano, abordée au chapitre 3, II.2.). De telles configurations sont beaucoup plus difficiles dans des univers professionnels marqués par l'isolement et le cantonnement dans des relations individuelles entre patrons et employées, situées de surcroît dans des espaces privés (ceux du logement des employeurs). Sur le second point, relatif à l'irrégularité du statut, on peut évoquer la fragilité induite par cette situation de grande vulnérabilité, et le frein que cela peut représenter pour une mobilisation collective. Les Etats-Unis offrent toutefois un contre-exemple intéressant à cette faiblesse de la mobilisation espagnole en faveur de la régularisation des migrants, sur des bases plus élargies. J'y reviens ci-après.

- **Identifications instrumentales ou stratégiques**

On a montré plus haut (I.1.) que l'ethnicité pouvait constituer une ressource instrumentale pour les membres d'un groupe, et que celle-ci était particulièrement fondamentale dans la société états-unienne (I.2). Elle peut être en effet un levier politique permettant à la fois de faire entendre sa voix dans le pays d'accueil, comme elle peut agir dans le pays d'origine. Il s'agit là de deux des trois niveaux abordés par Eva Østergaard-Nielsen dans son ouvrage sur les politiques transnationales des Turcs et des Kurdes en Allemagne (Østergaard-Nielsen, 2003). Elle y distingue les *translocal politics* (relatives à l'engagement dans les communautés d'origine des migrants), les *immigrant politics* (qui visent à améliorer le statut du groupe migrant dans le pays de destination), et les *homeland politics* (par lesquelles les migrants tentent d'influencer la vie politique de leur pays d'origine).

Aux Etats-Unis, le processus d'instrumentalisation politique de l'ethnicité est particulièrement net dans l'accès aux ressources des groupes minoritaires. Philip Kasinitz montre comment les migrants afro-caribéens de New York utilisent "*la carte ethnique, disponible pour les acteurs politiques*" (Kasinitz, 1992, p. 252). En jouer, loin d'être un signe d'isolement du groupe, est au contraire un trafic (un "*wheeling and dealing*"), un moyen d'avoir accès à. Ses rencontres avec les leaders des groupes *West Indians* (Noirs Caribéens) ayant émigré à New York des années 1930 aux années 1960, puis à partir de 1980, montrent que si la race a d'abord été leur mode d'identification public à l'époque de la lutte pour les droits civiques, à partir des années 1980, l'ethnicité a joué un rôle fondamental dans leur visibilité et leur implication dans la vie publique, en raison de la culture politique new yorkaise. La volonté de la municipalité de New York de susciter des demandes ethniques et d'y répondre contribue au développement de revendications ethnicisées. Dans le chapitre de son ouvrage qu'il dédie à la mise en scène de la communauté par le carnaval (Kasinitz, 1992 chapitre 5 : *Carnival, community dramatized*), il montre comment Brooklyn, épicerie des groupes afro-caribéens de New York, devient un espace-temps générateur d'une identité ethnique pan-caribéenne. Le carnaval caribéen, qui s'y tient depuis 1969 et regroupe en 1990 près de 800.000 personnes, est un mélange conscient des traditions des îles recréées dans l'enclave ethnique, mais aussi un "*terrain contesté*". Conçu sur le modèle du Carnaval de Trinidad devenu emblématique pour les *West Indians* de Londres, de Toronto ou de New York, il est envisagé par ses organisateurs comme l'expression politique de cette unité pan-caribéenne, et comme un instrument pour prendre place dans la vie politique de la cité.

Luis Guarnizo, dans son approche de la communauté dominicaine de New York, fait le lien entre les *immigrant politics* et les *homeland politics*. Il montre comment le redécoupage des districts électoraux de New York y a créé des opportunités de mobilisation politique pour les Dominicains concentrés dans le quartier de Washington Heights, au nord de Manhattan

(sous la forme d'*immigrant politics*), et comment cette représentation politique a à son tour permis à ces acteurs d'influencer, en République Dominicaine, un lobby en faveur de l'obtention du droit des Dominicains de l'étranger de voter aux élections nationales en République dominicaine (*homeland politics*). L'identité dominicaine est instrumentale dans les deux espaces d'origine et de destination, favorisant l'émergence d'un transnationalisme politique (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001 ; Guarnizo, 1994). Des exemples éloquentes de cet investissement en politique pourraient aussi être développés à partir de l'expérience des Cubains de Floride, qui y ont gagné une représentation politique exceptionnelle, encouragée par l'Etat américain dans sa politique de soutien aux opposants au régime cubain émigrés aux Etats-Unis depuis les années 1960. C'est en revanche le blocage de l'Etat d'origine qui empêche les Cubains d'agir en origine sur l'infléchissement politique de leur pays, les cantonnant dans des *immigrant politics* au détriment des *homeland politics*.

Là encore, l'instrumentalisation identitaire requiert un certain seuil numérique pour être visible, et pour constituer une ressource efficace. Or être Bolivien en Espagne et aux Etats-Unis est difficilement une ressource en soi, pour les raisons évoquées plus haut. Un peu comme les *West Indians*, rassemblant des groupes venus d'îles très petites et dispersées, construisent une identité pan-*west Indies* pour exister et se faire reconnaître, c'est plutôt à d'autres échelles de groupes que pourra jouer la carte ethnique (*Hispanics*, *Latinos*). En Argentine en revanche, les débuts de mobilisation décrits ci-dessus, en lien avec des mouvements *villeros* ou sur des bases d'affichage plus culturel, peuvent constituer les bases d'*immigrant politics*, les migrants cherchant à prendre place, en tant que Boliviens, dans la vie de la cité. Ces mobilisations sont articulées, on l'a vu plus haut (1.3), à l'émergence de groupes de pression en faveur de la reconnaissance du droit de vote en Bolivie accordé finalement aux Boliviens de l'extérieur en 2009, exemple de *homeland politics*.

Néanmoins, il faut souligner la faiblesse de la mobilisation politique bolivienne en général en Argentine, où la carte ethnique n'est pas, pour la plupart des migrants, une ressource comme elle en constitue une aux Etats-Unis. Le multiculturalisme argentin ne reconnaît guère l'altérité étrangère, on l'a vu plus haut, et le système politique ne leur laisse guère de place. Sauf quand il s'agit, dans des événements festifs ou culturels, de promouvoir une communauté imaginée multiculturelle, comme le montre l'évolution des lieux de la plus importante fête bolivienne, qui quitte les espaces populaires et marginalisés du sud de la ville où elle a été longtemps cantonnée pour s'installer sur l'avenue principale de la capitale, au service de l'affichage national d'une politique multiculturelle, dont on a pourtant souligné plus haut les nombreuses limites.

**Encadré 30 : Une fête pour tout le monde. De la dévotion à la Vierge de Copacabana au défilé du *jour de la diversité culturelle américaine* à Buenos Aires.**

La fête la plus importante de la communauté bolivienne est organisée en l'honneur de la Vierge de Copacabana. Elle est célébrée depuis les années 1970 dans le quartier de Charrua, *villa miseria* du sud de la ville (quartier de nueva Pompeya) devenue depuis les années 1960 un symbole ("LE" symbole) de la communauté bolivienne à Buenos Aires. Organisée par l'association du quartier, la fête n'a cessé de gagner en importance au fil des ans. De 30 groupes de danseurs à la fin des années 1990 (Grimson, 1997), elle passe à 70 groupes en 2008, 117 en 2013, impliquant selon la presse 12.000 danseurs et musiciens défilant devant un public de 100.000 personnes<sup>265</sup>. La *Federación de Asociaciones Folclóricas y Culturales Bolivianas*, qui a pour ambition de fédérer les *fraternidades* et groupes folkloriques de Buenos Aires et de la province (cf. leur page Facebook), est l'une des maîtresses d'œuvre de l'organisation du défilé.

Le calendrier de la fête a été décalé du mois d'août au mois d'octobre, et correspond désormais au moment festif célébrant la découverte des Amériques. Elle a acquis une nouvelle visibilité depuis 2009 : au défilé traditionnel du quartier de Charrua s'ajoute une autre manifestation sur l'avenue 9 de julio jusqu'à la casa Rosada, soit dans le cœur de la ville officielle (Maenhout, 2012).

La fête n'a pas pour autant perdu son caractère religieux. La messe est toujours célébrée dans la chapelle Notre Dame de Copacabana, en 2013, en présence de l'archevêque de Buenos Aires, témoignage de la reconnaissance de l'importance de la communauté bolivienne par l'Eglise argentine. Le maintien d'une tradition religieuse coexiste toutefois avec une commercialisation festive intégrée à la promotion de la diversité culturelle en Argentine. C'est en effet le jour de la "diversité culturelle américaine" qu'est organisé le défilé qui traverse le centre-ville devant les autorités boliviennes et argentines.

Tout le monde y trouve donc son compte : les Boliviens y exhibent leur richesse culturelle ; les autorités boliviennes affirment l'identité forte de la culture bolivienne à l'extérieur ; l'Eglise soutient une communauté encore très pieuse en Argentine ; l'Etat argentin reconnaît la diversité culturelle présente sur son territoire, au travers d'une richesse plurielle.

---

<sup>265</sup> <http://tn.com.ar/sociedad/bolivianos-festejan-la-fieta-de-la-virgen-de-copacabana276544>

- ***Identités promotionnelles, nostalgiques, ou réinventées***

Un dernier ressort identitaire, très classique, souligne le rôle de la culture dans l'élaboration des appartenances. La valorisation de la culture bolivienne, qu'expriment les fêtes étudiées dans la seconde partie, institue la Bolivie en "terre du folklore", et véhicule des représentations positives d'un pays généralement associé à des imaginaires très négatifs : pauvreté, misère, sous-développement, narco-trafic, tensions politiques, indianité, ruralité, retard. La promotion culturelle constitue en ce sens un renversement du stigmate, et permet, pour des migrants souffrant très souvent de discriminations, de trouver sur la scène publique un espace privilégié de valorisation. En Espagne, la culture est ainsi le principal canal d'expression et de fédération des associations boliviennes. La première association bolivienne de Madrid, la *Casa de Bolivia*, fondée en 1984 par des migrants plutôt qualifiés et alors très peu nombreux, visait à constituer, un peu sur le modèle des *Casas* régionales espagnoles, constituées par les migrants internes lors de l'exode rural (*casa andalusa, etc.*), des espaces de partage autour d'une culture commune, « *parce que nous avons la nostalgie du pays* » (entretiens avec plusieurs dirigeants et anciens dirigeants de l'association, Madrid, 2009). En 2014, la FIACBOL (*Federación de Integración de Asociaciones Culturales Bolivianas*) regroupe 33 associations culturelles à Madrid.

Cette valorisation sert aussi d'autres fins. Elle est, pour les parents, un moyen de maintenir auprès de leurs enfants un lien à leur pays d'origine. Plus simplement, dans l'univers anglophone des Etats-Unis, elle est un moyen de les engager dans des activités ludiques où se conserve l'espagnol, mais où les jeunes restent éloignés de la délinquance, spectre qui hante les parents des secondes générations.

C'est ainsi que Julia, qui a fondé en 2008 un groupe culturel pour les jeunes Boliviens de la région de Washington, présente son projet. Son association, qui regroupe 70 jeunes des environs, boliviens principalement, leur apprend les danses folkloriques (répétitions hebdomadaires, parfois plus avant les performances publiques), mais développe aussi des activités sportives, des week-ends de camping dans les Appalaches, et les met en relation avec les programmes de leaders d'Escuela Bolivia, évoqués au chapitre 3.

Deux éléments fondamentaux motivent son projet : d'abord, développer un espace d'expression des jeunes générations en espagnol uniquement, afin que soit maintenue la langue d'origine ; ensuite, préserver la jeunesse de la délinquance. Elle soutient même que l'influence de la culture sur la jeunesse bolivienne est l'élément principal qui explique l'absence de délinquance bolivienne organisée aux Etats-Unis, alors que le phénomène touche beaucoup plus fortement les "*Dominicains, Salvadoriens et Mexicains*". (entretien Julia, 50 ans, bolivienne responsable de l'association Ruphay, région de Washington, 2011).



Le folklore bolivien joue un rôle d'incubateur de la redécouverte identitaire de certains Boliviens en migration. Il permet d'éveiller chez des secondes générations des rencontres culturelles avec leurs origines, qui peuvent déboucher sur des identifications affirmées, comme le montre l'exemple de Jaime.

Jaime est athée. Il a quitté la Bolivie dans les années 1970, à l'âge de 20 ans, pour finir ses études aux Etats-Unis. Il y a obtenu un doctorat en sciences, et est devenu ingénieur chez IBM. Il a résidé une vingtaine d'années dans le fief d'IBM, dans l'Etat de New York, à Poughkeepsie, puis il a obtenu un poste dans la région de Washington, cœur de la Bolivianité aux Etats-Unis. Son épouse est américaine. Intégré dans un monde états-unien dans lequel il a connu une réussite professionnelle remarquable, il n'a pas, pendant des années, entretenu de liens spécifiques à la Bolivie.

A l'âge de dix ans (douze ans avant notre entretien), sa fille questionne son père sur ses origines. Jaime connaît l'existence de nombreuses associations culturelles boliviennes dans la région de Washington, et décide alors de s'y inscrire avec sa fille. Il y découvre le folklore bolivien, dont il n'avait guère connaissance, n'ayant jamais dansé ni participé à des fêtes en Bolivie dans sa jeunesse. Il y renoue avec sa langue, ses racines, sa culture, qu'il partage avec sa fille. Son engouement l'amène à devenir président du comité Pro Bolivia dans les années 2000, l'une des principales associations boliviennes de la région, qui organise chaque année, dans la tradition de la fête à la Vierge d'Urkupiña, le festival bolivien de Washington. Sa fille finit aujourd'hui ses études de *Latin American Studies* à l'université.

(entretien Jaime, Arlington, 2011).

Cet exemple illustre le rôle que la seconde génération peut avoir dans la recreation de liens identitaires à l'origine, tant pour les jeunes que pour les parents. Il montre aussi que la culture s'avère un élément particulièrement performant pour reconstruire cette identité.

Car, ce que montrent les études sur les jeunes, c'est qu'ils se trouvent tiraillés entre plusieurs appartenances, l'origine de leurs parents et la société différente dans laquelle ils sont nés. Ces tiraillements, au cœur du travail de Natalia Gavazzo sur les enfants de Boliviens et de Paraguayens à Buenos Aires, sont résolus de différentes manières : attitudes de rejet, ou au contraire choix d'endosser des appartenances d'origine, ou bien encore conciliation de plusieurs appartenances (Gavazzo, 2011).

Le cas de Jaime souligne enfin que le lieu de résidence importe dans le processus de reconnexion avec la Bolivie : à Poughkeepsie, il aurait été beaucoup plus difficile pour Jaime et sa fille de "retrouver la Bolivie". C'est la concentration des Boliviens dans la région de Washington qui a, pour eux, agi comme un vecteur de l'activation de ces liens. Julia, qui a vécu en Californie avant de s'installer à Washington, souligne explicitement dans son discours le rôle de la concentration bolivienne sur la possibilité de poursuivre un processus d'identification en migration :

*"En Californie, mes filles [elle a deux filles adolescentes nées en Californie] étaient seulement une latina de plus. Elles se sentaient hispanas, ou latinas si tu veux. C'était comme ça aussi qu'elles devaient être. Ici c'est un grand changement. Ici, elles sont devenues boliviennes, et elles peuvent exister comme telles. En Californie, il n'y a pas de Boliviens, ou alors ils sont éparpillés, maintenant il y a un petit groupe vers Santa Ana mais presque pas. On ne pouvait pas trouver de produits boliviens là-bas, c'était difficile, on allait à un restaurant de parrilla argentine, à vingt minutes de la maison, pour trouver des petites choses. Mais c'était cher, et difficile, pour pas grand chose. Ici, on trouve de tout : de l'aji colorado, du chuño, du mocochinchi... dans les marchés, chez les Chinois même, partout, tout ce qu'on veut de Bolivie, on peut manger de tout ! La communauté est très importante, les liens sont plus forts, on existe comme des Boliviens. En Californie les Boliviens sont plus éduqués, ils sont venus pour faire des études, ou bien avec leurs diplômes. Ici c'est différent, tu as tout le spectre de l'échelle sociale, c'est plus varié. Il y a des paysans, des diplômés. Il y a des paysans qui sont passés directement du quechua à l'anglais et ne parlent pas espagnol !" (Julia, 51 ans, originaire de Cochabamba, réside depuis 30 ans aux Etats-Unis, entretien Washington, 2011).*

Les territoires boliviens, ces espaces marqués par une forte identification à la Bolivie, déclinés dans le chapitre 3, s'avèrent ainsi être non seulement des lieux refuges, nostalgiques, où les migrants viennent retrouver leur pays, mais aussi des lieux activateurs et générateurs de liens réaffirmés à l'origine, contribuant à reconstruire ou à créer des appartenances boliviennes qui, pour certains, secondes générations notamment, surgissent uniquement dans ces lieux de la migration.

### III.2. Supports sociaux et spatiaux des processus identitaires

Après avoir mis en évidence les ressorts des processus d'identification, je souhaite montrer la variété de leurs échelles de référence spatiales. Elles sont liées à la fois aux possibilités d'identification offertes par les Etats d'origine, qu'elles soient nationalo-centrées ou beaucoup plus clivées, sur des bases à la fois régionales-locales et raciales, et aux possibilités qu'ont les migrants de s'inscrire dans les espaces d'arrivée, sur des bases nationales, certes, mais aussi plus englobantes, culturalo-centrées (dans le cas de l'invention de la latinité) ou plus directement citoyennes, comme le montrent les mouvements transgroupes de reconnaissance citoyenne qui prennent la défense des sans papiers.

- ***Race et classe : les clivages boliviens exportés.***

Comparant les formes d'ethnisation et de reconstruction identitaire de plusieurs groupes indiens mexicains ayant émigré aux Etats-Unis (Purepechas, Nahuatl, Mixtèques), Laura Velasco montre que les expériences sont différenciées. Mais, dans tous les cas,

*“le contact culturel et politique produit par la migration paraît déranger le cours historique de leur ethnisation en permettant des échanges culturels et des alliances politiques inimaginables dans leurs lieux d'origine, où ils pourraient relever de la subversion ethnique. Ils échappent au contrôle de l'Etat, pouvant façonner parfois une conscience ethnique transnationale”* (Velasco, 2012, p. 84).

La célébration de la Bolivianité fonctionne, on l'a observé au travers des expériences de la fête, comme outil de cohésion des groupes, en migration comme en Bolivie. Elle ne résiste cependant pas toujours face à l'affirmation de revendications identitaires régionalisées, exportées dans les lieux de la migration. Si, face à l'altérité représentée par les non Boliviens dans les espaces de la migration, ou face à un gouvernement promoteur de la bolivianité à l'extérieur, les différences régionales savent se taire le temps d'une fête, les profondes lignes de tension qui traversent la société bolivienne en Bolivie se reproduisent et se réaffirment dans les espaces de la migration.

Deux clivages majeurs méritent ici notre attention. D'abord, celui qui oppose les Boliviens des Hautes terres à ceux des Basses terres, les *Collas* aux *Cambas*. Ensuite, dans la lignée de la première, celui qui oppose les élites, blanches, au peuple, indien, associant classe et race dans des lignes de tension souvent indépassables.

### **-Cambas vs. Collas, des clivages avivés en migration**

Dans les métropoles de la migration, les quartiers de résidence des *Cruceños* et des *Benianos* (les deux principaux départements d'où sont originaires les migrants des basses terres), ne coïncident fréquemment pas avec ceux des migrants originaires des régions andines, et leurs espaces de sociabilité sont souvent disjoints. Le phénomène est particulièrement visible en Europe et aux Etats-Unis, où la migration originaire de l'*Oriente* est importante. Il est beaucoup moins net en Argentine, où domine largement une migration originaire des espaces andins et des vallées (cf. chapitre 1, III).

Dans la région métropolitaine de Washington, les *Cambas*, souvent appelés aussi les *Cruceños* (car c'est principalement du département de Santa Cruz que vient l'essentiel d'entre eux), sont notamment regroupés dans les zones d'Annandale et d'Alexandria, alors que les comtés d'Arlington, certains districts de Fairfax (comme Springfield) et de Prince Williams sont des espaces plus investis par les migrants des vallées (notamment Cochabamba), où ils évoluent aussi dans des sociabilités en réseau qui sont peu connectées à celles des Boliviens de l'Oriente. Arlington, dont le consul de Bolivie à Washington rappelle que les Boliviens la surnomment *Arlingtonbamba*, a d'ailleurs signé un accord de ville-jumelle avec Cochabamba (entretien Washington DC, 2012). A Madrid, si Usera est la centralité principale des Boliviens, les Boliviens de l'Oriente sont plus nombreux à résider dans la banlieue bourgeoise de Majadahonda, où les emplois dans le secteur domestique sont très nombreux. Les Boliviens de l'Oriente sont aussi très nombreux à Barcelone, où ils sont plus visibles qu'à Madrid, semblant attester d'une certaine régionalisation de la présence bolivienne en Espagne (plus andine et des vallées à Madrid, plus orientale à Barcelone et à Valence), ce qui renvoie aux mécanismes de fonctionnement des chaînes migratoires exposé au chapitre 1. Ces différenciations se lisent dans les formes de sociabilités collectives, sur le plan festif comme sur le plan associatif.

#### **Encadré 31 : “*Nous les Cruceños*”**

Sandro, 42 ans, originaire du département du Béni, vit à Annandale, dans le comté de Fairfax, et réside aux Etats-Unis depuis six ans au moment de l'entretien. Il est diplômé en communication et a une maîtrise en marketing. Il a exercé un emploi qualifié dans le monde de la presse régionale à Santa Cruz, comme responsable de la numérisation du journal régional *El Deber*, avant son aventure migratoire (sur laquelle je reviendrai dans le dernier chapitre). Il explique qu'il évite la zone d'Arlington (où a lieu notre entretien, dans la bibliothèque municipale où il est venu travailler), où “*il y a trop de Boliviens de Cochabamba*”. Il explique que les Boliviens “*de l'Oriente*” résident plutôt vers Annandale et Alexandria, à la fois bien situés dans leur accès aux voies de transport rapide routes 395 et 495 – cf carte du chapitre 2), et parce que “*nous les Cruceños, nous aimons bien être ensemble*”. Les espaces de récréation des Cruceños sont ainsi pour lui plutôt les maisons des uns et des autres : “*si tu vois une parrilla dehors, c'est une maison de Cruceños. Nous faisons des plats*

*typiques et nous les passons de maison en maison. Nous les Cruceños nous n'aimons pas trop aller au restaurant, nous préférons manger chez les uns et les autres".* Par l'utilisation récurrente du "*Nous les Cruceños*" tout au long de l'entretien, Sandro exprime une revendication identitaire forte qui renvoie en creux à une différenciation marquée face à "*Eux les Andins*".

Sandro est le fondateur d'une association *cruceña* à Washington appelée AGROBOL. Il explique que quand il est arrivé dans la région, les gens ne croyaient pas qu'il pouvait être bolivien, car sa peau blanche et son phénotype plus occidental ne correspondaient pas aux représentations que les gens (c'est-à-dire les non boliviens, étrangers ou états-uniens) avaient de la Bolivie : des Indiens, à la peau mate et aux cheveux bruns, en bref aux traits phénotypiques marqués. Il a été choqué de ce manque de reconnaissance de la diversité bolivienne, et a donc décidé de monter une association qui valorise et diffuse les us et coutumes de l'Orient (AGROBOL), et constitue un espace de rencontre et d'animation festive des Cruceños de la région. L'association organise notamment le Carnaval bolivien de Washington et une grande fête pour le "*Jour de la tradition cruceña*".

(entretien Washington, 2011)

L'initiative de Sandro dans la région de Washington n'est pas isolée. Elle résonne d'abord dans d'autres espaces de la migration originaire de l'Orient aux Etats-Unis, auxquels les *Cambas* de Washington sont connectés, à la fois par les réseaux sociaux (groupes Facebook), et par des échanges concrets, qui prennent forme lors de l'organisation des Carnavals, des élections des Miss (on a vu plus haut qu'il s'agit d'un affichage spécifique des traditions de l'*Oriente*), des structurations associatives, des regroupements politiques (dans des mouvements franchement opposés à Evo Morales – cf *infra*). Elle se développe aussi en Europe. Mirko Marzadro souligne la naissance des premiers mouvements *cambas* à Bergame en Italie, à partir de 2007 (création de la *Fraternidad Oriental*), qui se constituent sur une revendication surgie de leur invisibilité dans un monde bolivien dominé par la migration *colla*, et de la nécessité de construire des espaces d'appartenance et de valorisation spécifiques (Marzadro, 2009). A Madrid, j'apprends en 2009 l'organisation de la première manifestation religieuse des *Cambas*, prévue le 8 décembre, jour de la fête de la Vierge de Cotaca, célébrée dans le département de Santa Cruz, dont la première statuette icône vient d'être introduite en Espagne par une famille. Sa célébration n'aura pas lieu à Usera, trop associé à la migration andine, mais dans une autre paroisse madrilène, pour bien afficher sa différence. Carlos, un migrant de La Paz que j'ai cotoyé tout au long de mon séjour à New York, m'explique pourquoi il se rendra de préférence au Festival Boliviano de Manassas (organisé par l'association plutôt andine qu'est le *Comité Pro Bolivia*), plutôt qu'au *Carnaval des Cruceños* de la région de Washington (car il ne peut effectuer deux fois le voyage – plus de 5 heures de route) : "*Nosotros los Bolivianos, somos muy conflictivos!*"

## Photographie 26 : L'affichage cruceño et ses réseaux (Espagne, Etats-Unis)

En (a) et (b) les affiches du *jour de la tradition cruceña* organisé dans l'Etat de New York en 2014 (a) et en Virginie en 2012 (b). Le vert, couleur de Santa Cruz, est omniprésent aux côtés du drapeau de Santa Cruz (vert et blanc), aux Etats-Unis comme en Espagne (c), dans un restaurant de l'Oriente de Madrid.

Ces lieux et espaces-temps favorisent la mise en réseau des Boliviens de l'Oriente en migration. Sandro, de Virginie, est devenu ami avec Marcelo, qui a fondé la *cumparsa Los Chichis* de Portchester, et regroupe plus de quarante membres dans cette petite ville de la banlieue de New York. La fête de l'Oriente à Portchester en 2012 rassemble des *fraternidades* de l'Orient venues de Rhode Island, du Queens, de Virginie, témoignant de cette mise en réseau.

Ces appartenances à l'Orient ne sont pas toutes politiques. Certains membres de la *cumparsa Los Chichis* viennent de départements boliviens des Hautes terres (Potosi, Oruro), mais ont choisi la *cumparsa* pour la convivialité du réseau qu'elle structure, "parce que ce sont des amis", "parce qu'on s'y amuse". Preuve que les identifications régionales sont bien constamment retravaillées, reconstruites, et qu'y participer ne signifie pas la même chose pour tout le monde.

(c) A Madrid, dans le quartier d'Usera, l'un des rares restaurants explicitement *cruceños* du quartier



Photo Virginie Baby-Collin, Madrid, 2009.

(a) *Jour de la tradition cruceña*, affiche New York  
<https://www.facebook.com/cambasnewyork>



(b) Affiche de la *Fraternidad cruceña boliviana*, 2012, lors de la fête de l'Orient à Portchester (New York).



Photo Virginie Baby-Collin, Portchester, 2012.

- **Race et classe : la stigmatisation persistante de l'Indio par les élites boliviennes**

Le second ordre de tensions renvoie aux inégalités de classe existantes en Bolivie, où une classe dominante blanche a, jusqu'aux changements récents de la Bolivie d'Evo Morales (laquelle voit émerger une bourgeoisie indienne qui bouleverse un peu les échelles sociales), eu la main mise sur le pouvoir politique comme l'exploitation des ressources économiques, face à une société indienne et métisse cantonnée dans la pauvreté, et rejetée, dans l'ordre des représentations, du côté de la misère, de l'indianité, de la saleté, de la ruralité et du sous-développement. Il s'agit d'une vision quelque peu manichéenne d'une société évidemment plus complexe, mais dont la perception est efficace dans l'analyse des tensions qui traversent les espaces de la migration, *a fortiori* ceux dans lesquels coexistent à la fois une migration issue de l'élite et une migration plus populaire, comme c'est le cas aux Etats-Unis.

**Encadré 32 : Racisme de classe et de race entre Boliviens de Washington**

Orlando est un bolivien installé à Washington depuis 1981, aujourd'hui propriétaire d'un des restaurants boliviens les plus fameux de la région, bien que le nom du restaurant soit italien. Il a une grande expérience de la migration bolivienne aux Etats-Unis, par les connexions multiples qu'il entretient avec des groupes très divers de migrants, et par la force attractive que constitue son restaurant, connu dans toute la région. Il côtoie ainsi aussi bien la grande bourgeoisie bolivienne, arrivée depuis les années 1960 aux Etats-Unis, pour études, pour affaires, et pour des raisons d'exil politique à l'époque des dictatures, que des groupes de migrants économiques plus précaires, qu'il fréquente par exemple autour du sport (il a été l'un des présidents de la ligue de football ABSL, cf. *supra*).

Le jour de notre entretien, son restaurant accueille une table de *Damas bolivianas*, organisées en une association de charité (*Arco Iris*) qui recueille des fonds et promeut des actions charitables envers les enfants des rues, sur un registre très assistancialiste. Ces femmes sont, explique-t-il, issues de la haute société boliviano-américaine, de longue date dans le pays, épouses d'investisseurs financiers, de fonctionnaires de la BID, du milieu des affaires étrangères, qui résident dans les quartiers huppés de l'agglomération, dans les municipalités aisées du Maryland ou des abords du fleuve Potomac qui sépare le district de Columbia et le Maryland de l'Etat de Virginie (où réside la majorité des migrants populaires). Il évoque le racisme violent de ces femmes de la haute société envers les Indiens et *cholos* de leur pays, paysans et ouvriers, en utilisant un registre qui renvoie à la fois à la lutte des classes (paysans et ouvriers contre ceux de la haute) et au racisme (indiens, *cholos*).

Pour illustrer son propos, il évoque la visite officielle à Washington de Victor Hugo Cárdenas et de sa femme en 1995<sup>266</sup>. Invitée par les autorités de plusieurs réserves indiennes des Etats-Unis, la femme

<sup>266</sup> Victor Hugo Cárdenas fut le premier vice-président bolivien d'origine aymara du pays, à l'époque du gouvernement de Gonzalo Sanchez de Lozada (1993-1997), fruit d'une alliance entre le MNR (*Movimiento Nacional Revolucionario*) et le MRTKL (un parti indianiste se revendiquant de Tupac Katari). En tant que l'un

de Victor Hugo, vêtue de la traditionnelle tenue aymara (tresses brunes, large jupe appelée *pollera*), a cependant été à Washington outrageusement boudée par les associations de la haute société bolivienne. Orlando (qui se dit favorable à la cause indigène, et défenseur des paysans et ouvriers boliviens, même s'il côtoie aujourd'hui – et courtise – la haute société bolivienne en migration) a organisé un dîner de gala en son honneur dans un hôtel Hilton, où ni les autorités consulaires ni les associations boliviennes de la haute société n'ont accepté de se rendre, affichant ouvertement un racisme à la fois de classe et de race envers la seconde dame du pays.

(entretien Washington, 2011).

La violence de ce racisme est très courante. Dans une conversation collective et informelle avec un groupe de migrants boliviens, plutôt venus de l'Altiplano et des vallées, installé aux Etats-Unis depuis une vingtaine d'années, et à propos des oppositions entre *Cambas* et *Collas*, j'entends dire à la fois que les *Cambas* exagèrent quand ils déconsidèrent les *Collas*, mais aussi que :

*“Les Indiens des campagnes qui ont émigré à Arlington sont très fermés, par exemple ceux du Valle Alto .... Ils ont fondé la ligue de football INCOPEA<sup>267</sup>, et ils n'y acceptent aucun étranger à la vallée, même pas ceux de la ville de Cochabamba !<sup>268</sup> Et tu sais ce que ça veut dire, INCOPEA: “Indios con Plata!” [Des Indiens qui ont de l'argent]. (...) Tu sais, les femmes de la campagne, en Bolivie, elles n'ont pas besoin de toilettes. Elles ont leur pollera<sup>269</sup>, et hop, elles écartent les jambes et elles font pipi. C'est pour cela que des gens demandent, ici, si les toilettes ça existe en Bolivie...”* (discussion informelle avec une dizaine de Boliviens, au domicile de l'un d'entre eux, région de Washington, 2012).

La grossièreté de ces remarques, chez des migrants aujourd'hui pour la plupart détenteurs du passeport américain, en situation de réussite sociale (classe moyenne états-unienne), et pourtant originaires des mêmes régions que ceux qu'ils dénigrent, montre en réalité que les clivages rural / urbain, sous-développé / civilisé, indien / “moins indien”, fermé / ouvert, jouent à tous les niveaux, traversent les espaces (le racisme en Bolivie se reproduisant en migration), et ne s'éteignent pas avec la réussite économique (la remarque sur les “*Indios*

---

des principaux idéologues du parti katariste et cofondateur de la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans Boliviens (CSUTCB, *Confederación Sindical Unica de Trabajadores Campesinos de Bolivia*), Victor Hugo Cárdenas, originaire d'une province rurale du département de La Paz (Ingavi) est un défenseur de la cause indigène. Sa nomination aux plus hautes fonctions de l'Etat par le président néolibéral Sanchez de Lozada constitue une première nationale, car jamais un “Indigène” n'avait accédé à ce niveau de responsabilité populaire. Sa nomination fut un choc dans les milieux aisés de la bourgeoisie créole (blanche).

<sup>267</sup> *Instituto de Cooperación Esteban Arze*. L'une des ligues de football boliviennes à Arlington, fondée par des migrants issus du Valle Alto de Cochabamba. J'y reviens ci-après.

<sup>268</sup> Le Valle Alto est dans le département de Cochabamba, à quelques dizaines de kilomètres de la ville (cf. chapitre 1, III).

<sup>269</sup> grande jupe traditionnelle des femmes de l'Altiplano et des vallées, portée courte ou longue, seule ou empilées les unes sur les autres, selon le statut et la région.



*con Plata*” en témoigne). On est loin de la remarque de Julia, placée en exergue de la partie III.1., selon laquelle “*nous sommes tous des Boliviens*”.

Cette opposition est aussi lisible dans le champ associatif.

A Washington, la vieille association *Unión cultural boliviano-americana*, composée de migrants installés depuis plusieurs décennies, issus de l’élite bolivienne blanche, de familles de propriétaires terriens, de commerces ou d’entreprises, a joué la carte de l’intégration “en traits d’union” (*hyphenated identities*), dont témoigne le qualificatif “boliviano-américain”, que l’on retrouve fréquemment pour d’autres groupes issus des anciennes migrations européennes aux Etats-Unis, aujourd’hui américains, mais qui conservent un label ethnique à la fois nostalgique et instrumental (Italo-américains, par exemple). Ses membres résident dans des beaux quartiers bordant le Potomac, appartiennent à une élite très américanisée, et rejettent le folklore bolivien au profit de la valorisation de pratiques “artistiques” dont le folklore ne fait pas partie. Ils s’inscrivent dans un registre totalement opposé à celui du *Comité Pro Bolivia*, d’inspiration beaucoup plus populaire, apparu au début des années 1990, qui s’est constitué autour de la défense et de la promotion des traditions et du folklore, et organise le festival bolivien de Washington.

- ***Politiques transnationales / translocales***

Dans la typologie proposée par Eva Østergaard-Nielsen (Østergaard-Nielsen, 2003), je m’intéresse ici aux *homeland politics* et aux *translocal politics*, qui ont le plus à voir avec les espaces d’origine, pour poser la question de la pertinence de ces espaces de référence (mère patrie / translocal).

### **-Homelands Politics**

Le premier acte de la participation bolivienne aux *Homeland politics* réside dans l’exercice du droit de vote aux élections nationales de 2009, accordé aux résidents boliviens d’Argentine, du Brésil, des Etats-Unis et d’Espagne. Dans le cadre d’un programme de recherches dirigé par Jean-Michel Lafleur et financé par la recherche publique belge, 324 enquêtes ont été menées par plusieurs équipes, à New York, Madrid, Sao Paulo et Buenos Aires, le jour du vote pour l’élection présidentielle bolivienne le 6 décembre 2009, qui conduit à la réélection d’Evo Morales Ayma. L’analyse de ces questionnaires (fournis de 41 questions) donne des résultats passionnants et contrastés selon les destinations (Lafleur, 2012b).

**Tableau 26 : Les résultats du vote à l'extérieur des Boliviens en 2009**

	Argentine	Brésil	Espagne	Etats-Unis	Total
Inscrits	89.953	18.142	49.995	11.006	169.096
Votants	66.504	14.288	35.744	8.565	110.813
Centres habilités pour le vote	Buenos Aires (7), Jujuy (4), Mendoza (4)	Sao Paulo (5)	Madrid (2) Barcelone Valence	New York (2) Virginie Maryland	
Votes MAS ( <i>Movimiento al Socialismo</i> ) – Evo Morales Ayma	92%	95%	48%	31%	Boliviens de Bolivie : 64%
Votes PPB ( <i>Partido para el progreso boliviano</i> ) Convergencia - Manfred Reyes	3%	3%	43%	61%	Boliviens de Bolivie : 27%

Source : Cour Nationale Electorale (CNE) 2009, données compilées à partir de (Lafleur, 2012a)

**Tableau 27 : Niveau éducatif et origines régionales des migrants électeurs en 2009**

	Buenos Aires	Sao Paulo	Madrid	New York	Total
Niveau éducatif < secondaire	25%	14%	1%	2%	12%
Niveau éducatif > baccalauréat	9%	16%	32%	77%	33%
Originaires de Cochabamba	19%	22%	50%	9%	24%
Originaires de La Paz	44%	64%	6%	60%	44%
Originaires de Santa Cruz	5%	5%	33%	22%	16%
Autres origines en Bolivie	32%	9%	6%	9%	16%

Source : enquêtes menées aux abords des centres de vote des quatre villes sus-citées, auprès de 324 personnes, le 9 décembre 2006, par une équipe dirigée dans les quatre pays par Jean Michel Lafleur.

Données compilées à partir de (Lafleur, 2012a).

Les votants sont majoritairement des hommes (58%), et des migrants plutôt récents, résidant à 73% depuis moins de dix ans à l'étranger (44% depuis moins de cinq ans), confirmant l'hypothèse selon laquelle l'implication dans la politique en origine décroît avec la durée de la migration. Un profil type du migrant pro-Evo Morales s'en dégage : c'est un migrant récent, originaire d'abord de La Paz et de Cochabamba (80% des votants à l'extérieur qui ont une opinion favorable d'Evo Morales sont originaires de ces deux départements), il a un niveau éducatif plus faible que la moyenne ; l'adhésion des locuteurs d'aymara et de quechua est quasi unanime (supérieure à 95%), de même que celle des migrants qui ont déclaré avoir subi des discriminations sur le lieu de leur migration (88%). D'où l'adhésion massive observée à Buenos Aires et Sao Paulo au projet politique d'Evo Morales, qui traduit aussi le succès du président, en Bolivie, dans les départements de La Paz (80% des votants résidant en Bolivie dans ce département) et de Cochabamba (69%). Le profil type du migrant ayant voté pour le principal parti d'opposition est en revanche celui d'un diplômé du supérieur, qui a quitté la Bolivie depuis plus longtemps que les autres, et est originaire du département de Santa Cruz (62% de ceux qui ont une opinion défavorable de la politique d'Evo Morales). C'est dans ce département que les votants

résidant en Bolivie se sont aussi le plus tournés vers le PPB-Convergencia (53%). D'où le succès relatif du vote pour l'opposition en Espagne (où les votes sont le plus partagés des quatre pays), et le succès massif de l'opposition aux Etats-Unis<sup>270</sup>, où par ailleurs le taux de votants semble avoir été le plus faible au regard des estimations relatives à la population bolivienne résidente (Lafleur et Von Arx, 2012).

Ainsi, le vote à l'extérieur reproduit à la fois les divisions ethniques, sociales et régionales observables dans le vote en Bolivie, et confirme une polarisation forte de la population bolivienne, tant en Bolivie qu'en migration. Sur la base de cette première expérience électorale, on a ainsi bien du mal à identifier une unité de la mère patrie (*Homeland*).

### **- Translocal Politics**

Un second espace d'investissement collectif des migrants réside dans les actions en faveur de leur communauté d'origine. Regroupés dans les espaces de la migration selon des logiques de chaînes migratoires, de constitutions de filières, qui se poursuivent, malgré les processus de dispersion résidentielle des membres dans les villes de la migration, via les réseaux relationnels existant entre les membres du groupe, les migrants organisent des événements afin de collecter des fonds pour aider au développement de leurs communautés d'origine.

Ce phénomène de *translocal politics* est très abondamment documenté dans la littérature sur la migration internationale, notamment dans le questionnement du lien entre migration et développement. Il existe ainsi de très nombreux travaux sur les investissements des migrants des Mexicains résidant aux Etats-Unis (Baby-Collin, Cortes, Faret et Guetat-Bernard, 2009 ; voir par exemple Faret, 2003 ; Smith, 2006)<sup>271</sup> ainsi que quelques travaux importants sur les investissements en origine des migrants boliviens résidant en Argentine et aux Etats-Unis, principalement à destination de la région du Valle Alto de Cochabamba (Baby-Collin, Cortes et Faret, 2009 ; Cortes, 2008b ; Jones et De la Torre Avila, 2011 ; De la Torre Avila et Alfaro Aramayo, 2007 ; De la Torre Avila, 2006 ; Yarnall et Price, 2010).

---

<sup>270</sup> même si l'enquête, qui porte seulement sur les centres de vote de New York, fait apparaître une majorité de votants originaires de La Paz, ce qui représente une distorsion par rapport aux données sur l'ensemble des Etats-Unis – rappelons que c'est dans la région de Washington que la majorité des Boliviens dans ce pays sont installés.

<sup>271</sup> L'analyse faite par Robert Smith du *Ticuni Solidarity Committee of New York*, l'association des migrants mexicains originaires de Ticuni à New York, et ses interactions avec le pouvoir municipal à Ticuni, au Mexique, est considérée par Roger Waldinger comme étant "*l'apport le plus détaillé, le plus ethnographiquement riche, sur le bi-localisme migrant que la littérature ait produite*" (Waldinger, 2010, p. 30). S'intéressant à la fabrique politique d'une communauté translocale, le chapitre 3 de l'ouvrage de Robert Smith montre comment le Committee, depuis New York, qui a financé l'installation du réseau d'eau potable au village, a par son action politique pu renverser le pouvoir local des *caciques* à Ticuni et y impulser une plus grande démocratisation de la vie politique. Il met en évidence que l'implication des migrants dans la vie politique de leur communauté d'origine, loin de décroître avec le temps, se maintient et y permet des changements significatifs (Smith, 2006).

L'ouvrage de Leonardo de la Torre explique les modalités des investissements collectifs des migrants originaires du Valle Alto dans leurs communautés d'origine résidant aux Etats-Unis (De la Torre Avila, 2006). Il souligne le rôle joué par INCOPEA (*Instituto de Cooperación al Pueblo de Esteban Arze*), la ligue de football fondée par les résidents du Valle Alto à Arlington, brièvement évoquée ci-dessus. Sa spécificité réside dans son fonctionnement avec des équipes exclusivement composées de joueurs de la région, ainsi que dans sa focalisation sur l'envoi de tous les bénéfices dans l'espace d'origine (à la différence de l'autre ligue de football bolivienne de la région, ABSL, présentée au chapitre 3, plus ouverte et dont les membres viennent de groupes dispersés originaires de l'ensemble de la Bolivie). Les financements de la ligue, obtenus par les cotisations des joueurs, ainsi que par les événements organisés par ses dirigeants (kermesses, collectes de fonds lors de fêtes, etc.), servent à la fois au financement des championnats de football aux Etats-Unis, mais aussi d'ouvrages collectifs dans la province d'origine (Esteban Arze), selon un système de rotation des investissements qui renvoie à la pratique andine de l'*ayni*<sup>272</sup>. Ainsi, tous les villages de la province ont été bénéficiaires d'œuvres collectives depuis les années 1980. Leonardo de la Torre évalue entre 7 et 15.000 \$ annuels de collecte grâce aux activités d'INCOPEA, qui ont financé des rénovations de places publiques, d'églises, de mairies, l'empierrage des rues des villages, voire acheté des terrains de football en origine (cf. photographies). Lors de notre visite à Arbiето en 2011, Orlando, l'un des migrants de la première vague de départs vers les Etats-Unis (il est parti en 1988, et en séjour chez lui au village pour quelques mois lors de notre rencontre) nous montre fièrement le champ de plusieurs hectares que les migrants de Virginie viennent collectivement d'acheter (à 24.000\$ par hectare), et qui deviendra un stade de football, avec des gradins pour les spectateurs, des beaux maillots pour les joueurs. Les sommes réunies sont importantes, car, selon lui, si à peine 80 familles étaient installées en Virginie quand il est arrivé, il y en a aujourd'hui plus de 400 (je reviens sur la trajectoire d'Orlando dans le chapitre 5, III.3).

L'engagement collectif de ces migrants envers leur communauté est fort, et perdure avec le temps, en témoignent les investissements récents. Le prestige social conféré aux migrants donateurs est important dans les villages, ce que la littérature qualifie comme relevant des *remises sociales* (Guaygua, 2010 ; Levitt, 2001). Les noms des migrants donateurs figurent d'ailleurs fréquemment sur les œuvres qui ont été réalisées (cf. photographies). Dans l'église d'Arbiето, rénovée en 1989 par des migrants installés pour partie en Floride, pour partie en Virginie, sur la plaque qui leur est dédiée, à côté des noms de chacun des donateurs figure le montant donné par chacun (qui va de 20 à 150 \$), ce qui instaure, au village, une hiérarchie sociale des donateurs. Les hiérarchies sociales sont encore plus

---

<sup>272</sup> système d'entraide collective qui passe par l'attribution des fonds collectés à l'un ou à l'autre membre, selon un principe tournant (semblable à celui des tontines africaines).

grandes entre migrants et non migrants dans les villages, ce qui conduit certains auteurs à rejeter du côté du conflit l'idée de communauté translocale :

*"les activités entreprises par les associations de migrants originaires [Home town associations] ne mènent pas tant à la constitution de communautés transnationales qu'à des conflits, reproduisant des inégalités entre migrants et non migrants..."* (Waldinger, 2010, p. 25).

### Photographie 27 : Investissements collectifs des résidents américains d'Arbieto au village d'origine (Valle Alto de Cochabamba)

(a) Le gouvernement municipal d'Arbieto remercie ses compatriotes résidant en Virginie, Etats-Unis, pour la donation des bancs de la place du 20 septembre à Arbieto. Suivent les noms des principaux donateurs. La plaque a été posée en 2004 par la mairie, sur la place du village.



(b) La mairie d'Arbieto flambant neuve, sur la place du village, détonne complètement dans le paysage dominé par des maisons d'adobe, dont beaucoup sont abandonnées. Les couleurs rose et vert, l'introduction du verre miroir, rappellent les pratiques architecturales en vogue aux Etats-Unis, qui ont inspiré cette rénovation. Les migrants en sont les principaux financeurs.



Photos Virginie Baby-Collin, Arbieto, Valle Alto de Cochabamba, 2011  
(dans le cadre d'une mission réalisée avec Geneviève Cortes, Susana Sassone et Josepha Milazzo).

D'autres événements, comme les carnivals ou les fêtes organisés dans les espaces de la migration, contribuent, comme les ligues de football, à canaliser des fonds pour les espaces d'origine. Ce processus très actif affirme la constitution d'espaces translocaux, qui articulent bien certains points de l'espace de destination à des communautés spécifiques en origine. La Bolivie n'est ici pas une référence, mais bien le lien entre Arbieto d'un côté, Arlington en Virginie et West Palm Beach en Floride de l'autre.

Ces pratiques commencent à se diffuser auprès des migrants de l'Orient, dont la migration internationale est plus récente. Sandro, originaire du village de Buenavista (dans la province d'Ichilo, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Santa Cruz), et résidant de la région de Washington, a comptabilisé 94 *Buenavisteños* dans les environs. Il a initié auprès d'eux plusieurs collectes de fonds, qui ont été à l'origine de l'association AGROBOL (cf. encadré "Nous les *Cruceños*"), et ont permis de rénover l'église du village, de construire une maison pour une famille dont la demeure avait été emportée par une inondation. C'est pour lui à la fois un devoir de migrant et un moyen de renforcer les liens entre les membres de la communauté en migration. Pour fêter l'inauguration de l'église et de la maison construite à Buenavista, Sandro a organisé en Virginie un grand dîner auquel les 400 donateurs ont été invités, afin de consolider la dynamique d'identification collective (entretien Washington, 2011).

Ce translocalisme est bien décrit dans d'autres travaux sur les communautés transnationales. Comme le montre par exemple Robert Smith dans son étude de Ticuani, un village mexicain de la région de Puebla dont une grande partie des habitants a émigré à New York et constitue une communauté transnationale par les liens constants maintenus avec l'origine, l'identité de ces villageois reste d'abord ancrée dans les espaces locaux qu'elle articule :

*"Etre Ticuanense n'est pas une identité cosmopolite, sans support territorial, mais commence plutôt par le contraire : une identité locale, traditionnelle, très fortement enracinée, qui est vécue dans deux pays en même temps, et évolue en quelque chose de transnational, mais toujours local"*<sup>273</sup> (Smith, 2006, p. 11 trad. libre).

C'est aussi ce que montrent plusieurs travaux sur le transnationalisme vu depuis les communautés africaines de la vallée du Sénégal ou de la région de Kayes au Mali. Hamidou Dia utilise le concept de "*village multisitué*" pour caractériser la scène sociale et l'univers de sens qui relie les espaces de vie des migrants de la moyenne vallée du Sénégal de par le monde :

*"Le village multi-situé indique l'articulation entre le local, le régional, le national et l'international, il combine l'étude des lieux, des groupes d'appartenance et des réseaux. Ce concept comprend les habitants du site originel d'où sont partis des migrants, ainsi que les ressortissants vivant à Dakar, dans les grandes villes africaines d'installation ou de passage et dans les cités globales occidentales. Il implique les descendants des migrants, où qu'ils se trouvent dans le pays et dans le monde. Si la migration est au principe de sa constitution, il n'est cependant pas besoin d'émigrer pour en faire partie. C'est un espace de circulation d'hommes, d'idées, de paroles, de représentations, de pratiques, de biens et d'argent. Cette circulation est médiatisée par plusieurs institutions qui constituent le village comme référent :*

---

<sup>273</sup> "Being a Ticuanense is not a cosmopolitan, placeless identity but rather begins as its opposite, a local, deeply rooted traditional identity that is lived in two countries at once, and evolve into something transnational but still local".



*l'association globale et ses ramifications nationale et locale ; les fêtes religieuses ; les tournois sportifs et certains événements familiaux. Divers liens sont tissés entre le village d'origine et les sites sur lesquels il s'actualise par la présence de ses ressortissants ; des relations multiformes (amicales, conjugales, familiales, politiques, religieuses...) sont aussi nouées entre les différents territoires d'installation ou de passage des migrants" (Dia, 2010).*

Le concept de "multisitué" rend bien compte de la dimension localisée, en des sites pluriels, de groupes sociaux fonctionnant par delà la distance. Il rejoint ainsi l'idée du fonctionnement translocal, en l'inscrivant d'emblée dans plusieurs sites (quand le translocal peut fonctionner simplement entre deux sites).

Dans le cas de la région du Valle Alto de Cochabamba, la dynamique translocale grave, dans les plaques de marbre des équipements construits au pays, les noms et les lieux de résidence de leurs financeurs, comme elle inscrit, au cœur des villes d'immigration, les noms des lieux d'origine. On a évoqué plus haut *Arlingtonbamba*, ou le surnom de *Taratatown* donné à un quartier d'Arlington, qui circulent dans le langage courant. Le marquage concerne aussi les bars, les échoppes des migrants en destination, qui portent parfois le nom des villages d'origine, comme le montrent ces exemples à Madrid.

### **Photographie 28 : Devantures commerciales à Madrid, le translocal *in situ***

(a) Punata est un village du Valle Alto de Cochabamba



(b) bar brasserie bolivienne de la tante Emma



Photos Virginie Baby Collin, Madrid 2010.

- ***Identités pan-nationales. Andins, Latinos, Hispanics***

J'ai souligné au début de ce chapitre l'importance des constructions identitaires "par le haut" qui assignent à des individus et des groupes nationaux une identité latina, hispanique, ou bien, dans le cas argentin, andine ou limitrophe. Reste à savoir comment ces assignations résonnent auprès des migrants.

En Argentine, c'est sur le mode de l'identité réactive et de la revendication d'espaces d'accès aux droits que les migrants de différentes origines se regroupent. Le partage de zones de résidence (notamment avec les Paraguayens) favorise aussi la constitution, comme je l'ai souligné plus haut, de mouvements communs. Aujourd'hui, l'inscription dans le cadre du Mercosur et les avancées en termes de droit de circulation et de résidence des migrants limitrophes va dans le sens d'une identification "mercosurienne", bien que l'absence d'enquête spécifique m'empêche ici d'aller plus loin pour le développer.

Aux Etats-Unis, une enquête du Pew Hispanic Center (Taylor et al., 2012) auprès de 1.220 adultes hispaniques, menée en 2011, montre que 51% d'entre eux s'identifient par le pays d'origine de leur famille, 24% seulement préférant l'identification à un label pan-ethnique. 69% d'entre eux voient dans la latinité la somme de cultures très différentes les unes des autres. Mais 82% se reconnaissent dans le partage d'une langue commune, l'espagnol, et la moitié d'entre eux disent se sentir très différents des Américains (seulement un sur cinq se considère américain - mais près de la moitié de ceux qui sont nés aux Etats-Unis).

Il existe certaines tensions et une circulation de préjugés au sein des *Hispanics*, dont on a commencé à tracer certains contours au fil de cet écrit : des stigmatisations raciales (on a vu comment les *West Indians* tentent de se démarquer des Noirs, comment les Boliviens des basses terres se démarquent des *Indios*), de classes (les migrants éduqués des villes ne voulant pas être associés aux paysans considérés comme incultes des campagnes), mais aussi des oppositions entre nationalités. Lors d'une réunion houleuse à la ligue de football ABSL, où un responsable de l'arbitrage a été convoqué, on entend que "*les Boliviens, il faut se les farcir*" (parole d'un arbitre salvadorien), mais que "*les insultes racistes sont interdites sur le terrain, avant et après les matchs*" (rappel de la règle par un chef arbitre), et que "*on en a marre d'être traités d'Indios*" (dirigeant d'équipe bolivienne). Les matchs du week-end précédent ont été marqués par des violences verbales racistes envers les Boliviens qui ont dégénéré en bagarre et nécessité l'intervention des forces de police (Arlington, 2011).

Le racisme entre nationalités n'affecte évidemment pas que les Boliviens. Les Mexicains sont ainsi l'un des groupes particulièrement visés et décriés par les Boliviens de la région de Washington, pour deux raisons.

D'abord, la migration mexicaine dans la région de Washington est relativement récente. C'est en effet depuis les années 1980-90 que la dispersion du groupe mexicain sur le



territoire national états-unien s'accélère (Suro et Tafoya, 2004 ; Zúñiga et Hernández-León, 2006), et quitte ses espaces d'implantation privilégiés (Sud-Ouest et Illinois) pour de nouvelles destinations, dont la mégalopole américaine (voir aussi le magnifique ouvrage de Robert Smith, 2006 sur New York). Comme migrants récemment arrivés, ils sont considérés par les migrants plus anciens (que sont ici les Boliviens) comme venant "polluer le marché de l'emploi".

Ensuite, la migration mexicaine aux Etats-Unis, pour diverse qu'elle soit, est néanmoins globalement une migration de faibles qualifications, par rapport à la migration sud-américaine. Les Mexicains occupent souvent le bas de la hiérarchie sociale aux Etats-Unis, *a fortiori* ceux qui viennent de régions rurales, de groupes indiens, dont les difficultés d'intégration sont accentuées par la discrimination. Occupant pour une grande part des emplois non qualifiés, ils acceptent aussi de bas salaires. Ils sont ainsi considérés comme représentant, par rapport aux migrants plus anciennement installés, une concurrence déloyale<sup>274</sup>. Le témoignage d'un migrant bolivien en situation d'ascension sociale aux Etats-Unis est éloquent à cet égard:

*"Les Mexicains, ils cassent le marché. Mon beau-frère, il a une entreprise de peinture... et bien il vient de se faire voler le marché par des Mexicains qui prennent moitié moins cher ! en plus, les Mexicains, ils viennent faire accoucher leur femme ici, pour avoir des papiers (...) avant on cohabitait avec les Salvadoriens<sup>275</sup>. Après, les Mexicains sont arrivés, ils ont foutu la merde, en gros. (...) ils sont pourris (fregados), ils renvoient tout l'argent chez eux, ils ne contribuent même pas ici au pays (...) alors que le Bolivien, tu vois, il plante ses racines ici, il achète des voitures, et il est intelligent : Il ne sort qu'un soir par semaine, et c'est tout, parce qu'il est près de ses sous..."* (entretien O., Washington, 2011).

Malgré ces tensions et ces préjugés, l'univers latino contribue à donner corps au groupe, sur au moins certains éléments.

D'abord, les processus de catégorisation latino touchent des sphères importantes de la sphère quotidienne des migrants. Ils sont ainsi repris dans l'univers professionnel. Membre d'un syndicat des ouvriers de la construction dans la région de Washington, Daniel, migrant bolivien originaire de Cochabamba et depuis une dizaine d'années dans le pays, témoigne :

*"Dans les syndicats, le travail sur les chantiers, ils le donnent d'abord aux Blancs, puis aux Noirs (Morenos), puis aux Hispanics. (...) Les Noirs sont jaloux des Hispanics, parce qu'on travaille plus dur qu'eux."* (entretien Washington, 2011).

---

<sup>274</sup> Il est intéressant de noter que le même processus se reproduit en Espagne envers les Boliviens, et surtout les Boliviennes, considérées comme perturbant le marché des emplois domestiques occupés antérieurement surtout par les Péruviennes, Equatoriennes, Dominicaines, car acceptant des salaires plus bas pour des conditions de travail plus difficiles et des horaires élargis. Ce phénomène de succession ethnique dans certaines niches de basses qualifications est relativement classique.

<sup>275</sup> Les Salvadoriens sont le premier groupe étranger à Washington (cf. chapitre 2, I).

Il existe enfin au sein des quartiers de résidence des regroupements indéniables de populations d'origine latino-américaine (cf. chapitre 2). Ces quotidiens partagés génèrent, on l'a vu au chapitre 3 (III.1), des côtoiements, mais aussi des formes d'appartenance locale sur des bases plus larges que celles des groupes nationaux. Ainsi en est-il des inventions culturelles latinos. Le festival latino de Washington DC, qui existe depuis le début des années 1970, s'est développé dans le quartier de Mount Pleasant, où la présence latino-américaine est marquée. Les Boliviens y ont participé plusieurs années<sup>276</sup>, avant de préférer se concentrer sur leur propre festival (entretiens avec les dirigeants du comité Pro Bolivia, Washington, 2011 et 2012). Dans l'étude du *Canadian Hispanic Day Parade* à Toronto, L. Veronis montre comment la célébration participe de l'invention d'une identité latino-américaine dans un Etat canadien promoteur d'une gestion de la diversité par le multiculturalisme. Le cantonnement des célébrations dans un quartier populaire marginalisé de Toronto souligne la place subalterne accordée à ce groupe, et la nécessité de rassembler des ressources culturelles sous la bannière d'une "latino-américanité" inventée pour accéder à un certain niveau de reconnaissance, pas seulement culturel, mais aussi politique (Veronis, 2006).

Car l'identité hispanique est aussi activée sur la scène de la représentation politique. Les processus de discrimination positive identifient aussi la catégorie "latino" et non les nationalités des uns et des autres. L'électorat latino est courtoisé par les candidats aux élections américaines, la majorité d'entre eux, rappelons-le, étant citoyens américains. Aux dernières élections de 2012, seul 27% de l'électorat latino a voté républicain (il s'agit d'un groupe qui vote très massivement démocrate, mais pas partout – les Cubains sont un excellent contre-exemple), mais des efforts sont faits du côté des Républicains pour séduire un client politique de plus en plus important et convoité, comme en attestent les positions pro-immigration du jeune député de républicain Floride, cubain d'origine, Marco Rubio.

Se présenter sous la bannière hispanique est aussi souvent la seule façon de pouvoir accéder à des représentations politiques dans des espaces très pluriethniques.

### **Encadré 33 : Latino : une identité instrumentale pour une représentation politique**

A Arlington, l'élection de la première femme hispanique au *School Board* en 2008 constitue un événement important, car le *Board*, qui regroupe les 37 écoles publiques du comté, est considéré comme ayant l'un des meilleurs systèmes publics éducatifs des Etats-Unis par la revue *Forbes*. Il l'est d'autant plus pour les Boliviens, car cette élue est une bolivienne (Emma Violand), qui fut aussi la fondatrice d'Escuela Bolivia (cf. chapitre 3). Mais sa campagne comme ses discours se construisent uniquement sur le public *hispano* ou latino, condition sine qua non de son élection.

<sup>276</sup> ils disent fièrement qu'ils y ont gagné cinq fois de suite le concours du plus beau folklore.

A Portchester, dans la banlieue de New York (hispanique à 60% en 2010), le comté a élu pour la première fois en 2010 un Latino (péruvien) au *Board of Trustees* qui gouverne la municipalité. Il est présent, même rapidement, à toutes les manifestations boliviennes auxquelles j'assiste. La municipalité a mis en place un carnaval latino, ainsi qu'un *latino network*, instance de réunion convoquée régulièrement, chargée de favoriser la communication des Latinos entre eux et avec les autres, et d'organiser des activités collectives. Bien que peu suivies, ces réunions participent de l'élaboration du collectif. On y entend à la fois que "*les Latinos nous sommes divisés par nationalités*", que "*Au Mexique on aime le guacamole piquant, au Brésil le dulce de leche avec du sucre, et nous on est cette diversité*", ou encore que "*nous les Latinos...*(on aime bien manger – par exemple)", illustrant les hésitations entre principes de différenciation, de métissage, et d'unité. (réunion du Latino Network, Portchester, 2012).

En tensions, avec des divisions, mais en construction, les identités pan-nationales relèvent ainsi à la fois d'assignations par le haut, d'ordre politique et économique, mais aussi d'élaborations par le bas, dans les quartiers multiculturels où s'élaborent des cosmopolitismes, dans des fêtes où l'identité se met en scène, dans l'espace politique où elle est instrumentalisée au service d'une représentation politique. En ce sens, la latinité aux Etats-Unis est aussi une porte ouverte, une ressource à saisir, pour construire une certaine revendication citoyenne.

- ***Identifications citoyennes ?***

En Argentine, la crise économique de 2001-2003 a vu la multiplication des mouvements sociaux, favorisant une repolitisation sociétale, dans un contexte de crise politique, économique et sociale sans précédents. Les Boliviens se sont incorporés, d'abord sur les bases de leurs quartiers, dans des mouvements de chômeurs, demandant des aides alimentaires, sanitaires, etc. L'enquête ECMI (2003) auprès des migrants montre que 35% des Boliviens de Buenos Aires se sont investis dans une association de quartier. Durant la seconde moitié des années 2000, certaines de ces structures se sont élargies, pour couvrir des demandes de logement. Des Boliviens participent ainsi aux mouvements d'occupation de terres et d'autogestion pour la construction de logements dans le sud de Buenos Aires, au sein d'une coordination associative héritée des mouvements de *piqueteros* des années 2001 – 2003 (Canelo et al., 2012), sans jouer sur leur bolivianité. C'est aussi en tant que "travailleuses" et non en tant que "Boliviennes " que les femmes de l'AVA, l'association des vendeuses ambulantes du parc Indo-americano (Canelo, 2011, et chapitre 3), revendiquent l'exercice de leur profession.

Ces revendications sur des bases transversales, ici lisibles à l'échelle de quartiers ou dans des sociabilités de voisinage, dans lesquelles la nationalité ou l'origine disparaît au profit d'autres identifications, s'observent à des échelles plus larges.

L'un des exemples en est les mouvements des sans papiers aux Etats-Unis.

#### **Encadré 34 : Mouvements sans papiers, DREAM et DACA Act.**

Un certain nombre de sondages et d'enquêtes montrent que l'opinion américaine est progressivement moins hostile aux immigrés qu'il y a quelques années encore. Il existe une prise de conscience du rôle économique actif des migrants irréguliers, de leur contribution à la croissance démographique nationale par leur taux de natalité plus élevé que la moyenne, de leur soutien à l'économie par leur forte participation au monde du travail, légal comme irrégulier (parmi les sans-papiers, 87% des hommes et 57% des femmes de 19 à 64 ans sont actifs), de leur intégration à la société de consommation américaine (Myers, 2007). L'opinion évolue aussi au regard du rôle des migrants entrepreneurs, visibles dans de nombreux centres-villes de communes petites et moyennes en déclin, où l'émergence de nouveaux commerces tenus par des migrants, plus entreprenants que la moyenne, permet de redynamiser les espaces centraux et de participer à un certain renouveau urbain.

Plusieurs mouvements associatifs (comme *United We Dream* – <http://unitedwedream.org/>), organisés sur plusieurs dizaines d'États, se mobilisent pour mener des actions en faveur du projet de loi de réforme migratoire, en discussion dans le pays depuis plus de dix ans, (adopté par le Sénat américain en 2013, mais toujours en attente à la chambre des Représentants) suite à une promesse électorale d'Obama (restée lettre morte lors de son premier mandat)<sup>277</sup>. L'un des points centraux des revendications concernent le DREAM Act (*Development, Relief, and Education for Alien Minors Act*). Discuté et rejeté plusieurs fois par l'Assemblée (en 2001, 2010, 2011), le DREAM Act a été adopté partiellement par l'Etat de Californie en 2011. Il envisage des facilités de régularisation accélérées pour les jeunes migrants irréguliers, âgés de 15 à 30 ans, ayant été scolarisés ou diplômés aux Etats-Unis. En Californie, ils ont accès aux bourses publiques et privées pour l'éducation (dans un pays où le coût des études est exorbitant).

Les mouvements militants regroupent des sans papiers de toutes origines, des Hispanics américains, et des citoyens. L'une de leurs figures médiatiques est José Antonio Vargas, un migrant philippin qui, après avoir obtenu le Prix Pulitzer du journalisme, a révélé au grand jour son statut de sans-papiers en 2011, devant une opinion publique incrédule. Son *coming out* a été suivi de son engagement militant, très médiatisé ; il raconte son histoire dans un documentaire réalisé en 2013 (<http://documentedthefilm.com/>).

<sup>277</sup> Le projet de loi, intitulé *Border Security, Economic Opportunity and Immigration Modernization Act*, serait la plus vaste réforme migratoire entreprise depuis 1986.

Organisé en quatre volets, il envisage : 1) la sécurité des frontières externes ; 2) la régularisation des sans-papiers par une réforme des visas (via la mise en place du DREAM Act et de nouveaux visas plus flexibles pour les travailleurs agricoles) ; 3) la sécurité intérieure du territoire (via les procédures de contrôle interne, les procédures d'asile, la réglementation des expulsions) ; enfin 4) l'augmentation des visas non immigrants (pour les entrepreneurs et les immigrants qualifiés notamment).

Il combine ainsi à la fois un projet politique qui continue à fermer les frontières nationales, à durcir en interne les mesures de contrôle et de répression des clandestins, et un projet de facilitation de visas pour des migrants choisis (dans l'agriculture, les emplois qualifiés), qui permette enfin de mener vers la régularisation les millions de sans-papiers actuellement dans le pays, pour la plupart en attente de leur autorisation de résidence depuis plus d'une décennie.

Ces mobilisations ont produit certains résultats. À l'été 2012, juste avant les élections présidentielles, Barack Obama impose au niveau fédéral, par décret présidentiel, le programme *Deferred Action for Childhood Arrival* (DACA), qui permet aux jeunes migrants irréguliers, sous certaines conditions, de bénéficier d'un statut de protection provisoire de deux ans (renouvelable) qui les protège contre une éventuelle expulsion, leur permet de travailler légalement, d'avoir leur permis de conduire (sauf dans les Etats de l'Arizona et du Nebraska), de bénéficier de bourses scolaires et universitaires. Environ 1.9 millions de jeunes sont potentiellement concernés, dont 57% immédiatement éligibles. Durant la première année d'application (été 2012- été 2013), 49% de ces derniers, soit plus d'un demi-million de personnes, ont obtenu le statut de protection provisoire. Parmi les éligibles, près de 70% viennent du Mexique et d'Amérique centrale (en particulier Guatemala, Honduras, Salvador) : 85% d'entre eux ont postulé durant la première année, attestant d'un succès très fort du programme chez les Hispaniques, que l'on sait très largement majoritaires parmi les migrants irréguliers (Batalova, Hooker et Capps, 2013). Les premières études sur ceux que l'on appelle les *Dacamented* montrent que plus de 60% d'entre eux ont obtenu, en un an, un travail légal, un permis de conduire, que plus de la moitié ont pu ouvrir un compte en banque (Gonzales et Terriquez, 2013).

(d'après Baby-Collin, 2014b)<sup>278</sup>

L'investissement politique au service de la reconnaissance de droits citoyens est ainsi l'un des modes de dépassement des identifications nationales, régionales, culturelles.

La sphère religieuse en constitue un autre. Les recherches sur les croisements entre globalisation, migration et religion sont de plus en plus nombreuses<sup>279</sup>. Dans son ouvrage *God needs no passport*, Peggy Levitt soutient que

*"la religion est une clé pour comprendre comment les gens se font une place dans le monde. Elle joue un rôle central dans l'incorporation des migrants"* (Levitt, 2007, p. 64).

Elle identifie trois catégories de migrants dans le monde, résumés par l'expression *"Entre la Nation, le monde, et Dieu"* (titre de son chapitre 3) : un tiers sont des citoyens nationaux, pour lesquels l'Etat national (ou l'ethnicité) reste l'échelle de référence première, un tiers sont des cosmopolitains (qui se sentent chez eux dans le monde), un tiers sont des citoyens globaux religieux, pour lesquels l'appartenance première est la foi : ceux-là vivent dans des

---

<sup>278</sup> A l'heure de boucler ce manuscrit, un nouveau rapport sur la situation des *Dacamented* vient de paraître. Il permettrait d'actualiser, un an après les données présentées, le panorama de la situation (Batalova et al., 2014). Accessible à l'adresse : <http://migrationpolicy.org/research/daca-two-year-mark-national-and-state-profile-youth-eligible-and-applying-deferred-action>

<sup>279</sup> voir par exemple le numéro que la revue *Autrepart* consacre aux *Migrations et transformations des paysages religieux* (n°56/2010) dans lequel Stefania Capone propose un bilan bibliographique très complet (Capone, 2010).

communautés de croyances partagées dans le monde, dans un “*paysage religieux*” (op. cit. p. 88) qui les définit de façon transnationale, et qui constitue pour eux un espace d'identification premier.

La religion peut constituer une dimension transversale sur laquelle se constituent des affinités qui vont au delà du cadre de l'ethnique et ne s'enracinent pas forcément dans des projections nationales. Dans l'enquête du Pew Hispanic Center sus-citée, 83% des *Hispanics* aux Etats-Unis (80% de la population américaine) se revendiquent d'une affiliation religieuse, et pour 70% d'entre eux (58% de la population américaine), la religion joue un rôle "très important" dans leurs vies (Taylor et al., 2012). En Argentine, l'enquête ECMI (2003) montre que parmi les migrants boliviens à Buenos Aires investis dans une activité associative (un quart d'entre eux), la religion vient largement en tête avec plus de 60% des engagements associatifs, devant les associations sportives (40%) ou politiques (6%).

A partir d'une étude sur les pratiques religieuses des migrants (notamment mexicains) en Californie du sud, Clara Irazabal montre comment politique et religion peuvent aller de paire pour construire des revendications inscrites dans le cadre d'une lutte pour la reconnaissance et la citoyenneté. Le *New Sanctuary Movement* regroupe ainsi des religions plurielles et milite en faveur de la protection des sans papiers et de la reconnaissance de leur droit à la cité. Les expressions religieuses des migrants, relayées par des cadres politiques, permettent ainsi de

*"Renverser des subjectivités individuelles marginalisées au profit de la création d'un empowerment social" (Irazabal et Dyrness, 2010, p. 369). "Les marginalisations multiples dont souffrent les migrants non autorisés aux Etats-Unis ne sont pas seulement liées à qui ils sont (i.e. leur ethnicité et leur pays d'origine), mais aussi de façon très nette à ce qu'ils sont (i.e. leur statut légal aux Etats Unis) et où ils sont (i.e. dans un pays étranger). Dans ce contexte, la religion est un mécanisme pour faire avec [to cope with] leurs conditions actuelles et espérer un futur meilleur » (Irazabal et Dyrness, 2010, p. 361 trad. libre).*

Les pratiques religieuses, comme les autres expériences, se recomposent dans la migration, générant des formes syncrétiques, de nouveaux cultes et rituels, des associations avec des mouvements politiques divers, dans un dialogue constant avec le lieu dans lequel elles s'inscrivent. Comme champs d'appartenance larges et partagés, elles signifient une autre façon d'exister, comme une enveloppe supplémentaire dans l'entrelacs des redéfinitions identitaires, où il est peut-être plus facile de s'échapper des assignations ethno-raciales, ethno-nationales, des identités translocales ou des clivages politiques, et où les migrants peuvent puiser des ressources pour une affirmation citoyenne.

## Conclusion

*"L'ancrage des étrangers en ville provoque la prise de possession de certains lieux, vecteurs d'une appartenance à l'ailleurs définie dans des interactions locales. Autrement dit le maintien d'identités étrangères à la ville ne repose pas sur la réplique d'identités qui apparaissent ailleurs ou dans d'autres temps mais semble bien le produit d'une différenciation et d'une création identitaire dans et de la ville, tout en mobilisant des références à d'autres lieux". (Spire, 2009, p. 404).*

Comme le montre le très beau travail d'Amandine Spire sur les étrangers en Afrique de l'Ouest, les processus de construction identitaire en migration sont avant tout des élaborations situées, en des lieux et à des époques données. La comparaison des différents contextes a permis de mettre en évidence que, bien qu'ils puissent répondre à des mécanismes similaires, ils sont ancrés dans les métropoles de la migration où se redéfinit la différence et où se reposent les questions identitaires, de façon variable d'une situation à l'autre.

Les contextes, spatiaux et historiques, contribuent, via leurs acteurs et représentations dominants, à élaborer des formes d'hétéro-désignation et de définition de la différence, inégalement stigmatisantes ou valorisantes, qui influencent en retour les processus d'identification collectifs.

Les acteurs politiques, au niveau national et local, jouent un rôle déterminant dans la construction des représentations des migrants, souvent héritées de processus historiques. Ils ne sont pas les seuls à promouvoir des appartenances identitaires collectives. Aux Etats-Unis et en Espagne notamment, les acteurs économiques et culturels, entrepreneurs et médias, contribuent aussi à dessiner les contours de groupes migrants, hispaniques ou latinos, qui sont autant de potentiels clients. Enfin, les redéfinitions identitaires en migration sont aussi influencées par les Etats d'origine qui, de façon plus active aujourd'hui, tentent de maintenir des liens avec leurs compatriotes résidant à l'étranger et de solliciter l'expression de sentiments d'appartenance nationaux depuis l'extérieur, invitant à la construction d'une conscience diasporique.

L'observation des espaces temps festifs en migration a été choisie comme un prisme privilégié pour observer la mise en situation, dans un espace-temps délimité, des modes d'identification collectifs et de leurs redéfinitions à l'aune du processus migratoire qui en transforme les cadres rituels, les acteurs, et en réactualise le sens dans les métropoles d'immigration. En même temps, les espaces-temps festifs sont des moments spécifiques d'exhibition et de mise en scène des identités, qui révèlent aussi les hiérarchies, les tensions et les conflits qui traversent les groupes. La transnationalité des fêtes révèle des pratiques

de circulations matérielles, immatérielles et idéelles à la fois entre origine, destination, et entre espaces de destination interconnectés, qui contribuent finalement à l'élaboration de formes de diasporisation des identités festives.

Envisagés comme des formes d'appartenance collective, les processus d'identification des migrants, modes de réponse aux hétéro-désignations imposées et bien souvent subies, naviguent entre formes réactives et affirmatives, positions stratégiques et transnationalismes nostalgiques des origines, suivant les situations et les positions de chacun.

Ils embrassent des contours parfois étroits, renvoyant à l'attachement aux communautés rurales d'origine dont les migrants sont toujours considérés, quand bien même leurs visites s'y réduisent à quelques jours de façon très épisodique, comme des "*résidents*". Leur mobilité n'a alors pas remis en cause cette appartenance, soutenue par des investissements économiques, sociaux ou politiques, qui permet la construction d'espaces et de dynamiques translocaux, reliant spécifiquement un village à un ou plusieurs regroupements de ses résidents émigrés, dans les métropoles de destination. Ce translocalisme relève de l'élaboration de fonctionnements territoriaux multisitués, articulant différents pôles par des liens relationnels en réseau.

Les processus d'identification épousent aussi d'autres contours culturels d'échelles variées, activés selon les contextes et les situations : ethniques, nationaux, parfois plus larges (hispaniques, latinos, andins). Les identifications ethniques et nationales renvoient aux pays d'origine, mais sont inscrites dans des espaces d'immigration, où elles deviennent des instruments, des ressources, pour trouver et conquérir sa place. De même, les identifications latinas, élaborées uniquement dans les lieux de la migration, en Espagne et aux Etats-Unis, sont historiquement et géographiquement situées. Encouragées par certains acteurs, politiques et économiques, elles deviennent pour les migrants des ressources, urbaines, politiques, nouvelles. Ces inventions rencontrent les processus concrets d'interactions quotidiennes qui se nouent, entre différentes nationalités, dans les barrios et les quartiers populaires d'immigration multiethniques, abordés au chapitre précédent.

Dans ces espaces se construisent aussi des revendications politiques sur le registre de la citoyenneté, dont rend compte par exemple l'essor des mouvements des sans papiers. Des appartenances religieuses s'y réinventent. Dans les pans populaires de ces métropoles, où s'échafaudent des cosmopolitismes vernaculaires, des citoyennetés négligées élaborent des consciences cosmopolites, pragmatiques et situationnelles, au fondement de la condition cosmopolite, expérience d'acteurs mobiles et marginalisés, dont le défi consiste à transformer les frontières de la distance à l'autre en seuils, comme invite à le considérer la proposition de Michel Agier, exposée dans l'introduction générale (Agier, 2013).



## Chapitre 5 - Trajectoires

Dans les chapitres précédents, l'analyse des rapports des migrants à leur environnement a relativement peu pris en compte la dimension temporelle de la migration à l'échelle des trajectoires biographiques des individus et de leur famille. Or les expériences migratoires construisent des trajectoires, individuelles et familiales, qui articulent de façon très variable mobilités et ancrages, faisant évoluer au fil du temps les rapports entretenus avec les lieux. C'est cette dimension temporelle dont rend compte le dernier chapitre.

Il existe un lexique pluriel pour qualifier les mobilités liées aux histoires de vie : itinéraire, parcours, cheminement, trajectoire, carrière. Ces termes ont peu fait l'objet de discussions en géographie<sup>280</sup>, mais on rencontre fréquemment sous la plume de géographes les termes de parcours et de trajectoire (migratoire ou résidentielle), comme relativement équivalents l'un à l'autre. Ils ont en revanche été débattus en sociologie, en lien avec les travaux mobilisant les histoires de vie. Ces dernières, qui constituent des mises en récit d'expériences personnelles (Bertaux, 1997), réagencées selon des logiques propres à leur leur narrateur (le sujet lui-même), puis analysées par les chercheurs, font l'objet d'interprétations variées, accordant une place différenciée aux causalités et déterminants en amont des trajectoires, ou aux faits et situations situés en aval des événements qui émaillent et construisent les logiques du récit.

Jean-Claude Passeron distingue les structuralistes qui envisagent plutôt une approche par l'itinéraire, manière dont

*"un trajet se trouve dirigé par l'ensemble des déterminations inscrites en amont de chacun de ses mouvements",*

---

<sup>280</sup> Le dictionnaire de géographie dirigé par Jacques Lévy et Michel Lussault (2003) ne retient que le terme de parcours, pour qualifier *"l'ensemble des relations d'un acteur à l'espace lors de pratiques de déplacement"*, envisagées principalement à l'échelle urbaine. Le dictionnaire des *Mots de la géographie* (Brunet, Ferras et Théry, 1992) est plus complet, bien que bref : le parcours y est défini comme un *"espace de déambulation"*, renvoyant à l'errance des troupeaux ; le cheminement renvoie à une *"progression dans l'espace, le long d'un itinéraire"*, et implique une idée de lenteur, de locomotion naturelle ; l'itinéraire (qui renvoie étymologiquement à un voyage, un trajet) relie un lieu à un autre, tout en étant scandé par des pauses, des étapes. La trajectoire est absente des deux dictionnaires ; toutefois, dans celui de Roger Brunet, l'occurrence *"trajet"*, associée à une *"distance à parcourir"*, renvoie à la trajectoire.

des situationnistes qui, à travers la notion de carrière, envisagent

*"une succession d'actions (...) que [le sujet] a choisies en son nom personnel pour gérer ses rapports avec le pouvoir contraignant d'un appareil qui lui a imposé anonymement la gradation prédéterminée des sanctions ou des récompenses correspondant à ses réponses (ou à ses abstentions) choisies."* (Passeron, 1990, p. 19-20).

La notion de carrière, qui retrace les décisions individuelles, est en effet centrale, par exemple dans la sociologie interactionniste d'Howard Becker (Becker, 1985). Pour Passeron, la trajectoire s'inscrit dans une perspective qui :

*"consiste à essayer de saisir la structuration des biographies à la fois comme un effet des structurations longitudinales qui se résument en amont dans "l'institution biographique" et comme le produit agrégé que l'action sociale des individus inscrit, en aval, dans le maintien ou la transformation de ces structures longitudinales"* (op. cit. p 21). Selon un modèle balistique, la trajectoire tente de *"composer une force et une direction initiales propres à un mobile avec les champs de force et d'interactions qu'il traverse"*.

Cette définition s'inscrit dans la lignée de celle défendue par Pierre Bourdieu, dans son article sur *L'illusion biographique*, qui définit la trajectoire en ce sens :

*"L'analyse critique des processus sociaux (...) conduit à construire la notion de trajectoire comme série de positions successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations. (...). Les événements biographiques se définissent comme autant de placements et de déplacements dans l'espace social."* (Bourdieu, 1986, p. 71-72).

Attentive à la fois aux environnements qui orientent les actions individuelles et aux tactiques des acteurs, je retiens ainsi à leur suite la notion de trajectoire, qui, dans sa dimension temporelle (une trajectoire se construit sur la durée), combine à la fois composantes sociale et spatiale, fondamentales dans la compréhension des vies des migrants. La trajectoire ne conduit pas forcément d'un seul lieu à un autre, elle traduit un cheminement qui mène à l'occupation de places<sup>281</sup>, à une *"série de positions"* (comme l'écrit Bourdieu) qui évoluent au cours de la vie, dans lesquelles l'individu prend place, en fonction des contextes et de la marge de manœuvre qui lui permet, relativement, de construire sa position. La notion de trajectoire permet ainsi de questionner la façon dont les rapports aux lieux se recomposent à mesure de l'évolution des projets migratoires et de leur mise à l'épreuve à l'échelle de la vie des migrants et de leurs familles.

---

<sup>281</sup> *"Les différentes recherches qui mettent le temps au cœur de leur réflexion sont très hétérogènes : on peut mettre l'accent sur les trajectoires et l'occupation des places, sur les cheminements et la manière d'accéder aux places (...)"* (Godard et Coninck, 1990, p. 26)

Dans sa dimension spatiale, la trajectoire est toutefois plus proche de l'itinéraire, qui peut être plus sinueux et hésitant que la trajectoire, dont l'une des acceptions (cf. dimension spatiale de la définition de Passeron, ci-dessus) renvoie à la balistique, soit à une trace directe. L'itinéraire est en effet

*"voyage, qui peut comprendre des étapes, et regard porté sur ce voyage. L'itinéraire n'est pas nécessairement direct (trajectoire), ne s'est pas nécessairement fait sur une route déjà tracée (parcours), et n'exclut pas certaines erreurs ou errances ..."* (Gervais-Lambony 2004, p. 8).

Les trajectoires migratoires (au sens social et spatial), qui sont aussi des itinéraires spatiaux, sont inscrites dans des contextes, au niveau macro, qui renvoient aux situations des pays d'origine comme des pays d'installation, et qui peuvent en infléchir le cours. Les situations de crises (économique, politique, sociale) peuvent être dans les pays d'installation des déclencheurs de retours en origine, ou de départ vers de nouvelles destinations ; dans les pays d'origine, les crises peuvent retarder la mise en œuvre d'un projet de retour. Des hypothèses opposées peuvent être émises en situation de croissance économique et dans des contextes politiques et sociaux plus favorables aux immigrés dans les espaces d'installation. Déclinées de façon différente selon les contextes, ces conjonctures fournissent des cadres d'analyse explicatifs pour des tendances générales.

Je me place toutefois ici au niveau micro de l'analyse biographique, interrogeant les éléments qui orientent les expériences de mobilité et d'ancrage des migrants, à l'échelle temporelle de leur vie. Quelques éléments majeurs en affirment ou en infléchissent le cours: le statut migratoire (légal ou irrégulier), l'insertion et la réussite professionnelle (qui conditionne aussi les ressources financières), l'évolution familiale, dans sa forme comme dans sa localisation géographique. Enfin, l'imprévu, un événement inattendu, peut provoquer une bifurcation brutale dans la trajectoire d'un individu (Bessin, Bidart et Grossetti, 2010).

Les combinaisons de ces éléments, situées dans des contextes macro, déclinées différemment selon les individus et les contextes, donnent à voir des trajectoires inégalement inscrites dans des processus d'insertion, d'ancrage, de transnationalisme, de circulation, de retour, de bifurcation.

J'interroge ainsi ici le lien entre les trajectoires sociales (professionnelles, familiales, légales) et les trajectoires spatiales (migratoires) des migrants. Il permet de décliner comment s'ajustent mobilités et immobilités, mouvements et ancrages, de façon plus complexe que dans la lecture d'une opposition binaire qui renverrait la mobilité à des pratiques transnationales relevant d'un défaut d'intégration, et l'immobilité à des modes d'intégration non inscrits dans des pratiques transnationales. Les débats sur l'articulation

de ces notions ont été vifs dans les sciences sociales ces vingt dernières années, et permettent de poser le cadre théorique de la réflexion de ce chapitre.

La première partie revient ainsi sur la discussion théorique qui envisage les rapports entre processus d'intégration et transnationalisme à l'épreuve du temps, pour dépasser leur opposition et envisager leur compatibilité. Dans un second temps, j'explicité les principaux facteurs qui infléchissent les trajectoires migratoires à l'échelle des individus et de leurs environnements juridiques, professionnels et familiaux. Le dernier volet décline, à partir du récit de quelques trajectoires choisies, la façon dont intégration et transnationalisme, ancrages et mobilités, se déclinent auprès des migrants internationaux boliviens.

## **I. Transnationalisme et intégration : éléments d'une discussion**

Le transnationalisme s'inscrit-il en réaction aux problèmes d'intégration rencontrés par les migrants dans les sociétés d'installation ? Comment évolue-t-il à l'épreuve des générations ? Comment la notion d'assimilation, rejetée pour son étroitesse "anglo-conforme" il y a près d'un demi-siècle aux Etats-Unis, ressurgit-elle depuis quelques années ? Quelles sont les formes contemporaines de l'intégration des migrants et de leurs descendants ?

Telles sont les interrogations qui guident la discussion ébauchée dans ce premier temps de la réflexion. Etant donné la très large prédominance de la littérature états-unienne sur ces questions (notamment en sociologie et en anthropologie), c'est principalement à partir de la situation américaine qu'est posé le débat.

Conçue d'abord en opposition à l'assimilation, la notion de transnationalisme a donné lieu à de multiples travaux. Le questionnement de sa nouveauté a amené à préciser ce qui le différencie des pratiques transnationales existantes au début du XX<sup>ème</sup> siècle.

De son côté, l'assimilation, rejetée à l'heure de l'éclosion des politiques multiculturelles, a fait son retour, de façon plus nuancée, dans les sciences sociales, distinguant ce qui relève d'un programme normatif d'un côté, et d'un processus social de l'autre, ou ce qui relève d'un sens politique, et ce qui relève d'un sens sociologique (Schnapper, 2007, p. 23-25). La "nouvelle" assimilation, agnostique et segmentée, manifeste de formes d'incorporation variées des migrants dans les sociétés d'installation, inscrites aux Etats-Unis dans des cadres où l'ethnicité et la race gardent un rôle prégnant. Pas forcément positives, les formes d'incorporation des migrants peuvent aussi, au terme de plusieurs générations, connaître des trajectoires descendantes.

Cette vision plurielle et le regard analytique posé sur les processus d'intégration permettent de mettre en évidence que transnationalisme et intégration peuvent aller de paire, voire s'entretenir l'un l'autre, à une époque où la multi-appartenance des individus s'est largement banalisée. Reste toutefois posée la question de la durabilité des espaces sociaux transnationaux à l'épreuve du temps.

Enfin, j'envisage les modes d'articulation de ces deux notions à la mobilité.

## I.1. Quel transnationalisme contemporain ?

- ***Le transnationalisme comme défaut d'intégration***

Les premiers travaux sur la perspective transnationale (aux Etats-Unis au début des années 1990) surgissent du questionnement de la vision assimilationniste ou intégratrice des migrants qui a dominé l'histoire américaine. Ils montrent que l'engagement dans des activités transnationales est une réponse à un défaut d'intégration dans les sociétés d'accueil. Les "*transmigrants*" définis par Linda Basch, Nina Glick Schiller et Cristina Szanton Blanc sont des individus qui ont cessé de poursuivre le cours de leur assimilation pour s'engager dans des activités situées de part et d'autre des frontières (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994). Cet ouvrage, construit à partir d'études de cas concernant les migrants caribéens noirs (de Saint Vincent et Grenadine ou de Haïti) et les migrants philippins aux Etats-Unis, montre que,

*"la capacité à vivre de façon transnationale est un ajustement [accommodation en anglais] à la fois aux forces dominantes du capitalisme global et à leur place dans l'ordre racial global. Pour eux, le transnationalisme est une réponse créative face à ces deux forces"* (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994, p. 10 trad. libre).

C'est à la fois leur position de dominés dans le système capitaliste et leur infériorité raciale, dans une société états-unienne que l'on sait très marquée par la prégnance d'une hiérarchisation raciale, qui constituent des barrières à leur intégration. L'expérience du racisme, de la discrimination et de l'exclusion les engage à s'investir dans leurs espaces d'origine :

*"Plus ils connaissent l'Amérique, plus ils construisent leur propre voie en établissant des identités nationales déterritorialisées"*<sup>282</sup> (op. cit., p. 234).

Thomas Faist considère que le transnationalisme requiert pour se développer plusieurs conditions (Faist, 2000 chapitre 7) :

- l'existence de moyens de communications rapides avec le pays d'origine, qui permet le maintien des liens réguliers ;
- une discrimination envers les immigrants dans les pays d'installation, qui engage ces derniers à se tourner vers leur pays d'origine ;
- une absence de politique d'assimilation forcée dans les pays d'installation, qui autorise le maintien de pratiques culturelles distinctes ;

---

<sup>282</sup> *"The more they come to know America, the more they take up as their own agenda the building of deterritorialized national identities"*

-l'existence de politiques multiculturelles dans les pays d'installation, qui favorisent le maintien de ces mêmes pratiques.

On retrouve chez Faist la discrimination comme l'une des sources du transnationalisme, mais aussi le rôle que jouent les politiques d'intégration menées dans les pays d'arrivée : le transnationalisme est plus difficile à construire dans des sociétés qui contraignent à une assimilation forcée (ou unique, qui correspond au modèle de l'assimilationnisme anglo-conforme), mieux toléré dans des sociétés multiculturelles qui reconnaissent le maintien d'appartenances culturelles variées.

Ces éléments permettent de revenir sur ce qui différencie le phénomène transnational contemporain de ses formes antérieures. En effet, l'une des critiques les plus fortes adressées à la perspective transnationale concerne sa supposée nouveauté, contestée par plusieurs auteurs, dont Roger Waldinger est l'un des plus virulents (Waldinger et Fitzgerald, 2004 ; Waldinger, 2006).

- ***Le transnationalisme "then and now"***

Le travail de Nancy Foner qui compare les formes du transnationalisme "*then and now*", au début du XX<sup>ème</sup> siècle et aujourd'hui (Foner, 2001), ou encore la synthèse entreprise par Smith et Guarnizo (1998) à partir de recherches d'historiens, montrent que le maintien de liens réguliers entre sociétés d'origine et Etats-Unis n'est pas une nouveauté, mais empreignait également les vies migrantes du siècle dernier.

Près de 80% des Italiens qui ont émigré aux Etats-Unis entre 1870 et 1910 étaient des hommes, qui ont laissé leurs familles au pays, et leur ont adressé des lettres<sup>283</sup>, des paquets, envoyé de l'argent<sup>284</sup>. Certains d'entre eux faisaient des aller retours réguliers entre Etats-Unis et Europe (il fallait alors deux semaines pour traverser l'Atlantique), "*birds of passage*" migrant avec les saisons avant la lettre, et un grand nombre d'entre eux sont retournés vivre en Europe, temporairement ou définitivement (les *Ritornati* en Italie). On estime qu'un tiers des migrants arrivés aux Etats-Unis entre 1899 et 1952 sont retournés dans leur pays, tout comme la moitié des Italiens arrivés entre 1880 et 1910. Il semble que les taux de retour aient été plus élevés dans la seconde période de cette grande vague migratoire : les

---

<sup>283</sup> L'ouvrage célèbre de Thomas et Znaniecki, qui montre les ruptures familiales et communautaires engendrées par la migration internationale des Polonais à Chicago au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle, s'appuie sur un corpus de lettres qui mettent en évidence les liens maintenus aux espaces ruraux d'origine en Europe (*The Polish peasant in Europe and America : monograph of an immigrant group, 1918-1920*, Boston, The Gorham Press ; intégralement en ligne sur <http://chla.library.cornell.edu/c/chla/browse/title/3074959.html>).

<sup>284</sup> La poste de New York a envoyé entre 1900 et 1906 plus de 12.3 millions d'ordres de virement financier individuel vers l'extérieur, dont plus de la moitié vers l'Italie et les pays slaves (Foner, 2001, p. 38).

deux cinquièmes de l'ensemble de ceux qui sont arrivés entre 1925 et 1943 sont repartis. Ces taux importants sont attribués à l'évolution du marché du travail aux Etats-Unis, moins favorable après la crise de 1929, ainsi qu'à la nationalité des arrivants : ceux du Sud de l'Europe (Italiens notamment) sont plus retournés que les migrants d'Europe du Nord et de l'Ouest qui les ont précédés, qui ont connu un processus d'assimilation plus aisé, et des discriminations moins fortes (Smith et Guarnizo, 1998). Nancy Foner souligne que les Juifs d'Europe orientale sont moins retournés en Europe que les Italiens, car leur projet migratoire s'inscrivait aussi dans une fuite de l'antisémitisme européen (même si 15 à 20% de ceux qui sont arrivés à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle sont néanmoins repartis).

Les chercheurs s'accordent généralement pour dire que les pratiques transnationales de ces migrants dépassent peu le stade de la première génération, et que le processus d'assimilation (culturelle et structurelle), l'abandon des liens aux pays d'origine (langue, pratiques culturelles, relations), ont été pour ces vagues migratoires - assez fortement taries à la fin des années 1920 (en raison de la crise de 1929 et de l'instauration des dispositifs des quotas) - accompli en trois générations (Portes et Rumbaut, 2006).

Quels sont donc les changements induits par le transnationalisme contemporain ?

Je résume ici les différents arguments qui traversent à la fois la littérature comparant les transnationalismes des migrants d'il y a un siècle et ceux d'aujourd'hui – c'est-à-dire depuis les années 1960 (Foner, 2001 ; Levitt et Jaworsky, 2007 ; Smith et Guarnizo, 1998), et ceux des auteurs qui soutiennent la nouveauté du regard, des lunettes d'observation de la migration que constitue la perspective transnationale (Portes, Guarnizo et Landolt, 1999 ; Portes, 2003)<sup>285</sup> :

- Les révolutions technologiques en termes de communication et de transport qui se sont succédées dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle permettent une plus grande rapidité et fluidité des communications entre les différents espaces d'un champ migratoire (en compressant l'espace-temps), et contribuent à amplifier les échanges qui participent de la dynamique transnationale.

- La panne relative de l'ascenseur social américain réduit les dynamiques d'intégration économique des migrants ; la globalisation économique post-fordiste maintient des besoins de main d'oeuvre soutenus dans les pays d'installation des migrants, mais souvent cantonnés dans des secteurs de basse qualification offrant peu de perspectives d'ascension sociale.

---

<sup>285</sup> Notamment deux numéros de revue qui ont fait date sur le phénomène transnational en analysent les composantes nouvelles : *Ethnic and racial studies*, vol.22, n°2, mars 1999 ; *International migration review*, volume 37, n°3, automne 2003.



- La prégnance des hiérarchisations raciales (avivées pour les migrants post 1965, plus divers dans leurs origines que les précédents) réduit les voies de l'assimilation pour les migrants plus récents et les conduit à des formes avivées d'engagement transnational.

- L'encouragement états-unien à la promotion des identités ethniques depuis le tournant multiculturel, et plus généralement la reconnaissance des composantes sociétales multiculturelles dans les pays d'accueil des migrants, permet le maintien plus aisé de liens sur la durée avec l'origine.

- Les migrants contemporains sont issus de Nations consolidées dans leurs identités (on a vu cependant que cela se discute, dans le cas bolivien – chapitre 4), identités que les migrants maintiennent en migration plus fortement que par le passé<sup>286</sup>.

- Les Nations d'origine ont développé des liens plus actifs avec leurs diasporas, les engageant à maintenir des relations avec l'origine (cf chapitre 4, I.3).

- Les migrations d'il y a un siècle ont connu des interruptions au milieu du siècle (crise de 1929, conflits mondiaux), et les groupes migrants n'ont ainsi pas été alimentés sur la durée (il existe certaines exceptions, la plus notable étant sans doute la migration historique continue des Mexicains aux Etats-Unis depuis un siècle et demi). En revanche, les migrations contemporaines sont alimentées depuis les années 1960 par des flux constants de nouveaux migrants, qui contribuent à entretenir et maintenir vivaces les pratiques linguistiques et culturelles des origines, les flux récents entretenant les appartenances des plus anciennement installés. C'est ce que Guarnizo et Smith (1998) appellent les dynamiques des réseaux sociaux migrants à l'échelle des communautés d'origine (cf. aussi sur ce point chapitre 1, I., sur les théories des réseaux dans la migration).

On voit que les raisons invoquées se réfèrent à plusieurs ordres de facteurs : certains ont trait à la globalisation technique et économique contemporaine, d'autres aux composantes et aux formes de renouvellements de la migration, d'autres enfin aux politiques, des pays d'arrivée comme des Etats d'origine.

---

<sup>286</sup> Il existe toutefois un certain nombre de nuances. A partir de la confrontation de plusieurs travaux et d'enquêtes d'envergure, Alejandro Portes (2003) distingue ainsi, au sein des contextes d'origine, des situations rurales / urbaines, et conflictuelles / pacifiées :

- les migrants issus de zones urbaines et de contextes politiquement tendus, échappant par la migration à des situations de violence, développent peu de liens transnationaux et cherchent une intégration rapide dans la société d'accueil, évitant les implications dans des activités liées au pays d'origine (cas des Colombiens notamment étudiés par Luis Guarnizo);

- les migrants issus de petites villes et de zones rurales, ou dont les pays d'origine ne sont pas dans des situations conflictuelles, sont plus engagés dans des formes civiques et politiques de transnationalisme en lien avec leurs communautés d'origine (cas des migrants salvadoriens aux Etats Unis étudiés par Cecilia Menjivar et Patricia Landolt).

La vision du transnationalisme apparaît finalement aujourd'hui plus positive que par le passé : les migrants engagés dans le maintien de solidarités transnationales ne sont pas forcément considérés comme des réfractaires à l'intégration dans les pays d'installation, qui reconnaissent le multiculturalisme. C'est en effet aussi que la vision de l'intégration des migrants a évolué au fil du temps : d'une assimilation anglo-conforme, on a évolué vers une intégration multiculturelle, et vers ce que certains qualifient aujourd'hui d'assimilation agnostique.

## **I.2. Le retour de l'assimilation : agnostique et segmentée**

Le concept d'assimilation ressurgit au début du XXI<sup>ème</sup> siècle sous des formes nouvelles (une assimilation sans assimilationnisme), comme le montre l'ouvrage dirigé par Peter Kivisto, qui compile les textes fondateurs de la réflexion sur la notion : si le terme ne fait pas consensus, il est bien de nouveau à la mode (Kivisto, 2005), aux Etats-Unis certes, mais aussi en Europe (Martiniello, 2011). Si certains revendiquent son usage renouvelé dans les sciences sociales (Alba et Nee, 2003 ; Kivisto, 2005), d'autres lui préfèrent les termes moins connotés d'insertion, d'intégration, d'adaptation, ou, plus fréquemment encore, d'incorporation (Martiniello et Rath, 2010) :

*"Il y a maintenant une tendance claire à une forme moyenne d'incorporation – appelons la intégration- qui rejette l'exclusion permanente mais ne demande ni l'assimilation ni n'embrasse le multiculturalisme formel" (Gary Freeman in Portes et DeWind, 2007, p. 122 trad. libre).*

Il s'agit en effet de marquer une différence entre ce qui fut un programme normatif, idéal et projet politique, dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle (cf. chapitre 2, I.1), et ce qui renvoie à la réalité de certains processus sociaux, de l'autre, qui donnent à voir des formes d'intégration socio-économique, spatiale et culturelle des groupes migrants – langue, mobilité sociale, résidentielle, intermariages, par exemple. La croissance des immigrés de seconde génération et la mise en évidence statistique d'indicateurs d'intégration linguistique, culturelle (mariages interethniques en croissance aux Etats Unis<sup>287</sup>), socio-économiques, spatiale (dispersion spatiale des immigrés – cf. chapitre 2), qui indiquent une réduction de la distance entre groupes, favorisent ce retour de l'assimilation.

Dominique Schnapper insiste sur l'importance de la différence entre le sens politique de la notion et son sens sociologique (qui établit par exemple la réalité statistique des processus)

---

<sup>287</sup> La possibilité pour les individus d'indiquer plusieurs références raciale dans le recensement depuis 2000 permet la mise en évidence de ce phénomène.

pour pouvoir travailler, en France, la notion d'intégration, équivalent le plus proche de l'assimilation américaine (Schnapper, 2007 introduction). Elle distingue ainsi une intégration culturelle d'une intégration structurelle (économique, sociale), pour montrer que le processus comporte un certain nombre de domaines qui ne se donnent pas tous à voir en même temps, ni à la même vitesse. En Espagne, Francisco Torres lui préfère le terme d'insertion (qu'il considère moins normatif que celui d'intégration), qui permet d'envisager, sur un plan analytique, la façon dont les migrants prennent place dans la société, à la fois de façon processuelle, et de façon relationnelle<sup>288</sup>.

Dans leur ouvrage *Remaking the American Mainstream : Assimilation and Immigration in Contemporary America*, Richard Alba et Victor Nee, considérés comme les principaux chercheurs à l'origine de ce "retour de l'assimilation", précisent :

*"La théorie se doit d'expliquer pourquoi les immigrants et leurs descendants cherchent à s'assimiler, ou finissent pas être assimilés selon un processus involontaire, alors qu'ils poursuivent d'autres objectifs. A la différence de la littérature antérieure sur l'assimilation, la théorie ne considère pas que l'assimilation est inévitable, ni même qu'elle est irréversible. Au lieu de quoi, nous considérons l'assimilation comme un résultat contingent, résultant d'effets cumulatifs sur les individus et l'action collective des groupes, qui se produit à des degrés différents à la fois dans et au delà des groupes ethniques".* (Alba et Nee, 2003, p. 65-66 trad. libre).

Rogers Brubaker explicite la différenciation entre l'assimilation traditionnelle et sa nouvelle acception par un certain nombre d'éléments (Brubaker, 2001) :

-il ne s'agit plus d'une assimilation organique et spécifique qui implique la fusion des différences dans une absorption complète par un modèle dominant, mais d'une assimilation définie comme générale et abstraite, qui tend vers l'accroissement de la similarité (et non de l'identité), selon des processus et des degrés variés ;

-elle ne repose plus sur des sujets considérés comme des objets en transformation, mais des sujets actifs ;

-elle n'est plus envisagée à l'échelle d'un parcours individuel, mais fondamentalement selon un processus pluri-générationnel ;

-elle implique le passage d'une pensée de l'homogène à une pensée de l'hétérogène ; d'une question mono-dimensionnelle à une analyse pluri-dimensionnelle ;

---

<sup>288</sup> Il en définit six dimensions : juridico-légale, économique, résidentielle, liée à l'accès aux services publics, culturelle / identitaire, politique enfin, chacune entrant en relation avec les autres (Torres, 2011, p. 21).

-elle signe le passage d'une pensée assimilationniste à une pensée agnostique (l'assimilation peut se produire au sein de groupes distincts et à des degrés différents – ce qui rejoint l'assimilation segmentée – cf. *infra*) ; ni prescriptive ni normative, elle ne se produit pas forcément pour tous les migrants, et ne repose plus sur un cheminement linéaire, pas plus qu'elle n'aboutit nécessairement à la fusion des spécificités culturelles dans un modèle dominant, pouvant présenter des évolutions variées ;

-elle repose moins sur un processus culturel que sur un processus socio-économique. En ce sens, l'assimilation ne s'oppose plus à la différence mais à la ségrégation, la ghettoïsation, la marginalisation.

On retrouve sur ce dernier point la différenciation établie par Dominique Schnapper entre intégration culturelle et structurelle :

*"Les migrants socialisés dans la société d'émigration ne connaissent dans la société d'immigration qu'une intégration culturelle faible, mais, recrutés pour réaliser un travail précis dans une organisation autoritaire et contraignante, ils étaient intégrés dans les structures sociales. En revanche, leurs descendants, socialisés dans le pays d'installation de leurs parents, culturellement indiscernables des autres, font face à de grandes difficultés pour entrer sur le marché du travail – intégrés du point de vue culturel, leur intégration structurelle est faible"* (Schnapper, 2007, p. 85).

Comme le montre cette citation qui oppose (à partir de situations génériques qu'il importerait de nuancer selon les configurations) les modes d'intégration (structurels et non culturels) des premières générations à ceux (culturels mais non structurels) des secondes générations, ce sont les travaux sans cesse plus nombreux sur le devenir des générations 1.5<sup>289</sup> et des secondes générations qui animent les débats sur les formes prises par les processus contemporains d'incorporation (Alba et Waters, 2011 ; Kasinitz, Mollenkopf et Waters, 2004 ; Kasinitz et al., 2009 ; Portes et Rumbaut, 2001 ; Telles et Ortiz, 2009 ; 2001).

Alba et Nee (2003) discutent l'intégration culturelle en envisageant l'évolution des frontières ethniques pour les secondes générations à partir de trois possibles configurations graduelles :

---

<sup>289</sup> Les générations 1.5 sont définies comme étant composées de populations nées à l'étranger, ayant émigré jeunes (avant 10 ou 12 ans selon les auteurs), et ayant grandi principalement dans le pays de destination. Leur nombre augmente considérablement aux Etats-Unis après la réforme migratoire de 1986 qui, légalisant le statut de plusieurs millions de migrants, favorise les processus de regroupement familial et d'installation durable des familles. Ni Américains par droit du sol (contrairement aux secondes générations), ni autant étrangers que leurs parents (puisque pour l'essentiel élevés et scolarisés aux Etats-Unis), les générations 1.5 sont moins liées à leurs origines que leurs parents, et plus proches de la société d'accueil dans laquelle elles ont grandi. Elles présentent ainsi des formes d'incorporation dans les sociétés d'accueil complexes, que Robert Smith qualifie d'entre-deux, entre assimilation et de transnationalisme (Smith, 2006).

-Un franchissement de la frontière ethnique (*boundary crossing*) manifestant de formes d'intégration d'ordre socio-économique, spatial, linguistique (intégration simple) ;

-Un brouillage des frontières ethniques (*boundary blurring*) par exemple via la multiplication des mariages mixtes et des contacts hors des groupes d'origine. L'ouvrage de Richard Alba, *Blurring the color line : the new chance for a more Integrated America* (Alba, 2009), pose ainsi la question d'un XXI<sup>ème</sup> siècle dans lequel la *color line* constitutive des inégalités et des ségrégations persistantes pourrait s'estomper ;

-Un changement / déplacement de la frontière ethnique (*boundary shifting*) qui signifierait en quelque sorte une assimilation dans la société *mainstream*.

Les deux premières configurations leur semblent dominantes, car

*"même si l'assimilation s'accroît et concerne des non Européens, il est improbable qu'elle dissolve les distinctions raciales aux Etats-Unis et mette un terme aux inégalités qui y sont associées. L'assimilation, donc, ne donne aucune raison pour abandonner la lutte contre la force du racisme"* (dernière phrase de la conclusion d'Alba et Nee, 2003, p. 292 trad. libre).

Alors que le processus d'intégration des nouvelles générations participe ici d'une évolution de la frontière ethnique, cette dernière n'est guère considérée comme amovible dans les travaux d'Alejandro Portes, qui envisage une assimilation segmentée, où composante socio-économique (ou structurelle) et culturelle peuvent connaître des évolutions disjointes. La réponse à la question *"Dans quel secteur de la société américaine un groupe particulier d'immigrants s'assimile ?"* (Portes et Zhou, 1993, p. 82) propose trois voies possibles :

- 1) une mobilité ascendante (*upward mobility*) : acculturation et intégration structurelle et culturelle à la classe moyenne blanche, soit l'assimilation classique, qui se traduit par la dispersion spatiale des groupes migrants ;

- 2) une mobilité descendante (*downward mobility*) : appauvrissement et assimilation dans *l'underclass*, qui devient une *rainbow underclass* (une *underclass* arc-en-ciel, faite de plusieurs minorités juxtaposées), où la figure spatiale dominante est celle des *ghettos* et *barrios* (mais aussi des quartiers populaires multiethniques envisagés au chapitre 2).

- 3) une association entre réussite économique et maintien des appartenances ethniques, c'est-à-dire une forme d'assimilation (ou d'intégration) structurelle mais non culturelle, soit une assimilation proprement ethnique, qui correspond notamment à la figure spatiale des enclaves ethniques et *ethnoburbs* (cf. chapitre 2, I).

Trois éléments apparaissent déterminants pour comprendre la vulnérabilité spécifique des

jeunes migrants de seconde génération, qui induisent des formes de mobilité sociale descendante, et affectent un certain nombre de jeunes notamment latinos (Portes et Rumbaut, 2001) : la *color line* et les assignations raciales persistantes ; le lieu de résidence, en particulier dans les villes centres et les ghettos, qui exposent à la culture de *l'underclass* ; l'absence d'échelles de mobilité dans les contextes de restructuration des économies globalisées et en sablier. Ainsi, si les enfants d'immigrés italiens du début du XX<sup>ème</sup> siècle avaient la possibilité de s'assimiler en renonçant à l'héritage de leurs parents, aujourd'hui,

*"dans le contexte contemporain de l'assimilation segmentée, les options sont moins claires. Les enfants de migrants non blancs peuvent ne pas avoir cette opportunité, aussi acculturés qu'ils deviennent (...) Rester installés dans leur communauté ethnique (...) peut être, dans ces circonstances, non pas un échappatoire, mais la meilleure stratégie pour capitaliser des matériaux et des ressources morales inaccessibles ailleurs »*<sup>290</sup> (Portes et Zhou, 1993, p. 96 trad. libre).

Contrairement à la vision d'Alba et Nee, les frontières ethniques ne sont pas franchies au cours du processus d'intégration, mais constituent des ressources pour des formes d'assimilation segmentée.

Dans son analyse des jeunes Mexicains de New York issus de la génération 1.5 ou de la seconde génération, Robert Smith (2006) nuance les options proposées par Portes et Zhou dans les deux dernières catégories de l'assimilation segmentée, en distinguant trois groupes:

- 1) ceux pour lesquels l'ethnicité est une source de fierté et de différenciation avec les *native minorities* (principalement les Noirs) et permet de trouver les ressources pour une certaine réussite scolaire et professionnelle (cas 3 de Portes et Zhou) :
- 2) ceux pour lesquels la fierté de la Mexicanité, et le rejet des autres groupes minoritaires avec lesquels ils cohabitent fréquemment dans les quartiers latinos (Dominicains, Portoricains, notamment) produisent cependant une mobilité descendante : abandon de l'école, engagement dans des gangs. Cette figure est en particulier observée chez des jeunes hommes, et correspond à un contre-modèle de l'assimilation segmentée, en ce sens que l'identification ethnique conduit non pas à une mobilité ascendante mais au contraire à une situation de crise, qui n'est pas non plus celle du *rainbow underclass* car elle se construit sur une revendication proprement ethnique (variante du cas 2 de Portes et Zhou).

---

<sup>290</sup> *"In the contemporary context of segmented assimilation, the options have become less clear. Children of non white immigrants may not even have the opportunity of gaining access to middle class white society, no matter how acculturated they become. (...) Remaining securely ensconced in their coethnic community (...) may be not a symptom of escapism, but the best strategy for capitalizing on otherwise unavailable material and moral resources".*

- 3) ceux, moins nombreux, pour lesquels se produit une mobilité ascendante avec des identifications qui apparaissent multiculturelles ou neutres en public, tout en restant ancrées dans des pratiques mexicaines en privé. Cette seconde variante du cas 3 de Portes et Zhou rejoint les analyses de la *culture minoritaire de la mobilité* (*minority culture of mobility*) dans laquelle les outils culturels ou ethniques peuvent permettre de résoudre les problèmes de la mobilité économique<sup>291</sup>, et de répondre à des formes de discrimination.

Si les travaux de l'équipe d'Alejandro Portes s'inquiètent de l'importance de l'assimilation descendante des secondes générations de migrants latinos, l'enquête menée par Edward Telles et Vilma Ortiz, qui permet d'observer le devenir de migrants mexicano-américains dans le Sud-Ouest américain sur près de quatre générations (Telles et Ortiz, 2009)<sup>292</sup>, est tout aussi pessimiste. Comme l'indique le titre de l'ouvrage, *Generations of exclusion*, les progrès accomplis par la seconde génération de migrants dans certains domaines (assimilation linguistique, meilleure éducation, progrès économique) ont stagné aux générations suivantes, voire décliné. Les troisième et quatrième générations vivent pour la plupart "*dans un monde largement défini par leur race et leur ethnicité*" (Telles et Ortiz, 2009, p. 265 trad. libre). Ils sont souvent restés dans des quartiers hispaniques, mariés entre hispaniques, cultivant toujours une identité mexicaine plus que symbolique ; souvent pauvres, ils souffrent de difficultés à accéder à l'éducation supérieure. Le manque de financement de l'éducation à laquelle ils ont accès, la discrimination persistante envers les Mexicains dans le Sud-Ouest américain, le cantonnement d'une grande partie d'entre eux dans des activités économiques peu ou pas qualifiées (en raison de la structuration de l'offre), les politiques migratoires punitives, sont autant de facteurs invoqués par les auteurs pour rendre compte de ces situations. Néanmoins, cette enquête confirme d'autres travaux en ce que ces évolutions restent meilleures que celles que connaissent, en tant que groupe, les Afro-américains aux Etats-Unis.

Il existe encore peu de travaux sur les secondes générations de migrants en Espagne. La reprise de la migration, on l'a vu (chapitre 1), est récente, et beaucoup de migrants, dans les premiers temps, sont venus seuls : hommes seuls, dans le cas des migrants maghrébins et

---

<sup>291</sup> « *minority cultures of mobility (...) set of cultural tools relevant to problems of economic mobility* » (Cordero-Guzman, Smith et Grosfoguel, 2001, p. 16).

<sup>292</sup> Ce projet exceptionnel consiste en la reprise d'une enquête réalisée en 1965 auprès de Mexicains-américains et de leurs enfants, à Los Angeles (Californie) et à San Antonio (Texas), retrouvée dans des cartons des bibliothèques de UCLA dans les années 1990. Une seconde enquête a été réalisée auprès des mêmes individus et de leurs descendants 35 ans plus tard, en 2000. L'enquête 2000 concerne 684 des 1200 personnes âgées de moins de 50 ans interrogées en 1965, et 758 de leurs enfants. Elle fournit donc des informations sur 4 générations (parents et enfants de 1965, et leurs enfants respectifs en 2000). Elle porte sur différents volets de l'intégration, culturelle et structurelle : éducation, langue, statut socio-économique, intermariages, ségrégation résidentielle, participation politique, identité ethnique. Il s'agit d'un projet unique à ce jour par son ampleur pour mesurer l'intégration longitudinale, sur plusieurs générations, auprès des mêmes individus et de leurs descendants.

africains, femmes seules, nombreuses dans les cas latino-américain et philippin. Les processus de regroupement familial sont encore relativement récents, et les secondes générations, jeunes et encore peu étudiées. Depuis le début des années 2010, il existe néanmoins quelques travaux. L'un concerne une enquête quantitative d'envergure, passionnante, en ce qu'elle permet de développer des pistes de comparaison avec les Etats-Unis .

### **Encadré 35 : Expectatives des jeunes générations 1.5 et 2 (Espagne et Etats-Unis)**

Les travaux qui permettent de comparer les situations européennes et américaines sont encore peu nombreux. D'où l'intérêt porté à deux enquêtes similaires réalisées aux Etats-Unis et en Espagne à une quinzaine d'années d'intervalle : quantitatives, composées d'un questionnaire d'une centaine de questions, ces enquêtes ont été menées, sous la direction d'Alejandro Portes, auprès de jeunes adolescents d'environ 14 ans en moyenne, scolarisés au collège / lycée public et privé. Ils s'agit de jeunes nés soit dans le pays de l'enquête avec au moins un parent étranger (secondes générations), soit à l'étranger et ayant émigré jeunes (générations 1.5).

-Aux Etats-Unis, le CILS (*Children of Immigrants Longitudinal Study*) concerne 5262 jeunes interrogés à Miami et San Diego en 1992, puis à nouveau en 1995 selon une logique de suivi de cohorte (Portes et Rumbaut, 2001).

-En Espagne, le projet ILSEG (*Longitudinal study of the second generation*), réalisé en 2008 sur le même modèle que la première partie de l'enquête menée aux Etats-Unis 16 ans plus tôt, porte sur 6.900 jeunes de 180 collèges publics et privés, des aires métropolitaines de Madrid et de Barcelone (Aparicio, Portes et Haller, 2009a, 2009b ; Portes, Vickstrom et Aparicio, 2011 ; Portes et al., 2010, 2011).

Les comparaisons entre ces deux enquêtes doivent être prudentes, étant donné :

- l'écart temporel qui sépare leur réalisation (16 ans) ;
- les profils différents des jeunes : Latino-américains à près de 70% dans le cas espagnol, Latinos (Cubains et Caribéens dominant à Miami, Mexicains et Centraméricains à San Diego) et Asiatiques (notamment Philippins à San Diego) aux Etats-Unis ;
- l'ancienneté différenciée de leur présence : 48% seulement sont nés à l'étranger aux Etats-Unis et un quart arrivés depuis moins de 9 ans (la majorité sont donc des secondes générations nées sur le sol américain) ; plus de 85% sont nés à l'étranger en Espagne et la plupart sont là depuis moins de 6 ans (année moyenne d'arrivée : 2002), il s'agit donc surtout de générations 1.5 de migrants récents.

Deux différences importantes dans les résultats des enquêtes méritent d'être soulignées :

-L'une tient aux identifications nationales des jeunes et à leurs souhaits de résidence à l'âge adulte. Alors qu'aux Etats-Unis la majorité s'identifient comme Américains (35% des nés à l'étranger, 70% de ceux nés aux Etats-Unis), plus de 85% des jeunes en Espagne s'identifient d'abord à leur pays



d'origine. Si on peut attribuer ce résultat à une immigration plus récente, les attentes à plus long terme donnent des résultats étonnants qui confirment ces tendances : un quart seulement déclare désirer vivre en Espagne à l'âge adulte (et la moitié de ceux qui sont nés en Espagne), presque autant souhaiteraient partir vivre aux Etats Unis et 17% dans un autre pays développé. Les jeunes filles les plus âgées de l'échantillon, ainsi que les Caribéens et les Andins, qui souffrent le plus de discriminations, sont ceux qui ont les identifications les plus négatives avec l'Espagne. L'Espagne souffre donc d'une image relativement peu positive aux yeux des jeunes, par rapport à celle renvoyée par les Etats-Unis dans les deux enquêtes<sup>293</sup>.

-Une autre différence importante consiste en l'écart existant entre Espagne et Etats-Unis face aux aspirations et attentes des jeunes quant à leur futur professionnel. Alors qu'aux Etats-Unis, les deux tiers des jeunes espèrent faire des études de second cycle universitaire, et 44% pensent y arriver, ces taux sont à peine de 9 et 5% en Espagne. Le niveau d'ambition des jeunes en Espagne semble ainsi (et de très loin) moins élevé qu'aux Etats-Unis.

Ces conclusions pessimistes se retrouvent dans l'étude de sociologie ethnographique qui constitue un autre apport à la réflexion sur les secondes générations de migrants en Espagne, que constitue la thèse de doctorat de Cecilia Eseverri Mayer. Son étude porte sur les *Jeunes en terre de personne (Jóvenes en tierra de nadie)*, migrants ou enfants de migrants dominicains, équatoriens, marocains, résidant dans le quartier paupérisé de San Cristobal de Los Angeles de Madrid (quartier abordé aux chapitre 2 et 3), âgés de 14 à 18 ans et ayant abandonné les études. Cecilia Eseverri Mayer montre comment, dans un univers qui, bien qu'étant multiculturel, est qualifié de ghetto, les jeunes se trouvent "*dans les limbes, sur les chemins qui mènent à la désaffiliation*" (Eseverri Mayer, 2010, p. 247). La vie dans le quartier populaire défini ici comme un ghetto est l'un des obstacles majeurs à l'ascension sociale de ces jeunes, qui manquent de capital tant économique, que social et humain. Si le fait ethnique n'est pas ici considéré comme déterminant dans les expériences de mobilité descendante, le rôle du lieu (le quartier), et l'absence de ressources (manque de capital) sont déterminants. C'est du tissu social local (qui constitue, dans cet espace, le capital social malgré tout, familial, amical, et institutionnel) que surgissent les potentialités qui

---

<sup>293</sup> Ces résultats peuvent être mis en relation avec ceux d'autres études.

-L'enquête ENI, réalisée en Espagne en 2007, et plusieurs fois citée dans les chapitres précédents, qui porte sur des adultes de première génération, montre que 81% des migrants envisagent de rester en Espagne sur le long terme (INE, 2007). Il s'agit là d'un contraste étonnant entre des perspectives parentales et ce que le projet ILSEG révèle des attentes adolescentes.

-Les enquêtes menées autour des bureaux de vote pour les élections nationales boliviennes de 2009 sous la direction de J-M. Lafleur (cf. résultats au chap 4) montrent, auprès des électeurs boliviens en Espagne, qu'un peu plus de 50% seulement réémigreraient en Espagne c'était à refaire (30% resteraient en Bolivie, 10% choisiraient une autre destination), attestant d'une satisfaction mitigée de la première génération face à son expérience migratoire, et contredisant l'enquête ENI (Brey, Stürckow et Lafleur, 2012).

-En 2010, l'enquête du Pew Hispanic Center auprès des Hispaniques montre que 80% d'entre eux réémigreraient aux Etats-Unis si c'était à refaire (Taylor et al., 2012), confirmant une vision positive de la première génération migrante aux Etats-Unis, 18 années après l'enquête CILS.

permettent d'amortir la vulnérabilité de ces jeunes. On est face à des trajectoires qui renvoient au cas 2 de Portes, celui de l'assimilation descendante dans une *rainbow underclass* qui n'est pas réservée aux jeunes migrants des générations 1, 1.5 ou 2, mais concerne aussi, bien que de manière moins marquée, certains jeunes Espagnols du même quartier. Ce partage d'une mobilité sociale descendante et cette galère partagée des jeunes est aussi génératrice d'un fort sentiment d'appartenance au quartier, alors que le pays ou la ville ne font pas partie des vecteurs d'identification :

*"Les jeunes n'oublient généralement pas leurs racines, mais s'approprient l'identité locale, très semblable à celle que développent depuis des décennies les jeunes issus des classes ouvrières. Ils ne disent pas se sentir espagnols, ni madrilènes, mais de San Cristobal. "Je suis dominicain et de San Cristobal, je suis équatorien et de San Cristobal" (op. cit. p. 379, trad. libre).*

Dans ces appartenances d'une jeune *rainbow underclass*, on voit se dessiner des cosmopolitismes vernaculaires porteurs d'une société où les altérités et les galères partagées sont créatrices de nouvelles façons de prendre et d'affirmer sa place (appartenir au quartier), qui n'excluent pas le maintien d'identifications plurielles, et remobilisent aussi les lieux d'origine.

Pour conclure, les nouvelles théories de l'assimilation mettent en évidence les différentes voies de l'intégration, tant structurelle (ascendante ou descendante) que culturelle (maintien d'une ethnicité comme ressource ou contrainte, ou brouillage de cette dernière). Elles questionnent ainsi moins le multiculturalisme qu'elles n'en intègrent certaines dimensions, tout en remettant clairement sur le devant de la scène la dimension socio-économique du processus d'intégration. C'est dans les formes d'assimilation segmentée qui valorisent le maintien de l'ethnicité, ou dans les cultures minoritaires de la mobilité, que les liens avec les pratiques transnationales sont le plus visibles, et permettent de rediscuter les liens entre transnationalisme et intégration.

### I.3. Transnationalisme et intégration peuvent aller de paire

La plupart des études consacrées à l'assimilation n'intègrent guère la dimension transnationale, se concentrant sur la différenciation des sphères dans lesquelles se construit l'intégration dans les espaces d'installation, sans envisager la façon dont le processus s'articule éventuellement à des formes transnationales. On peut faire le même reproche aux études transnationales : souvent focalisées sur l'analyse de ce qui fait transnational, elles oublient souvent de regarder comment peuvent s'articuler processus transnationaux et intégrateurs, si ce n'est pour conclure que les premiers se développent par défaut des seconds, comme on l'a envisagé plus haut (I.1.).

L'engouement des recherches sur le transnationalisme depuis vingt ans, et le développement d'enquêtes reprenant l'appel de George Marcus à l'ethnologie multisituée (Marcus, 1995), ont néanmoins favorisé l'éclosion de travaux qui s'intéressent à ces deux dimensions de la vie migrante et se situent à la fois dans les espaces de départ et d'arrivée<sup>294</sup>. Ainsi, alors que les travaux du début des années 1990 insistent sur l'engagement transnational comme résultant d'un défaut d'intégration dans les sociétés d'accueil, cette vision est aujourd'hui largement nuancée.

Mené sous la direction d'Alejandro Portes, le CIEP (*Comparative immigrant entrepreneurship project*)<sup>295</sup> constitue le premier travail d'envergure visant à mesurer le degré d'engagement transnational de plusieurs groupes de migrants latino-américains aux Etats-Unis, via des enquêtes quanti-qualitatives analysant les profils des migrants latino-américains engagés dans des activités transnationales.

La définition du transnationalisme qui prévaut dans ces travaux s'appuie sur un balisage de la notion, restreinte à trois critères :

- un processus qui implique une proportion significative d'individus d'un groupe ;

---

<sup>294</sup> Pour prendre quelques exemples, concernant la migration aux Etats-Unis, citons dans le cas mexicain, les ouvrages tirés de thèses doctorales de (Aquino Moreschi, 2014 ; Faret, 2003 ; Perraudin, 2011 ; Smith, 2006) ; dans le cas de la migration dominicaine à Boston, l'ouvrage de Peggy Levitt sur les *Transnational Villagers* (Levitt, 2001) ; dans le cas de la migration équatorienne, vers les Etats-Unis ou l'Europe, les travaux de (Herrera, 2013 ; Kyle, 2000 ; Miles, 2004 ; Pedone, 2006 ; Pribilsky, 2007).

<sup>295</sup> Le *Comparative immigrant entrepreneurship project* (CIEP) a été conduit entre 1996 et 1998, et résulte d'une collaboration entre plusieurs universités états-uniennes. Il a permis la réalisation d'entretiens avec 353 informateurs clés dans six espaces de concentrations de migrants aux Etats Unis – deux espaces par nationalité, trois nationalités représentées (Colombiens, Dominicains, Salvadoriens, formant à elles trois un cinquième des immigrants latino-américains aux Etats Unis, et des contextes d'immigration très différenciés). La seconde étape de l'étude (CIEP II) est une enquête aléatoire auprès de 1.200 chefs de famille des trois communautés ciblées dans les principaux espaces de leur présence aux Etats Unis (New York, Rhode Island, Washington DC, Los Angeles), suivie d'une série d'entretiens avec certains d'entre eux selon la technique boule de neige, afin de cerner l'engagement des migrants dans des activités d'entrepreneuriat, et d'entrepreneuriat transnational en particulier.

- une certaine stabilité et récurrence des activités concernées ;
- des activités qui ne peuvent pas être décrites par un autre concept (Portes, 1999 : 219).

Les activités transnationales se constituent "par le bas", à un "*grass roots level*", et sont faiblement institutionnalisées, émanant d'initiatives populaires, de base, éventuellement d'ONG mais non d'institutions sociales (les institutions religieuses sont ainsi exclues). Elles concernent les champs politiques, économiques ou socio-culturels, et se traduisent par des engagements irréguliers (définition large) ou plus réguliers (définition stricte) des migrants.

Les résultats de ces études montrent que, si des groupes populaires ont pu développer des activités transnationales denses, les plus engagés ne sont pas les moins intégrés, mais souvent le contraire. La participation au transnational augmente en effet avec l'éducation, le nombre d'années passées aux Etats Unis, et le statut de l'emploi. Chaque année d'éducation supplémentaire augmente de 1% la probabilité de constitution d'une activité d'entrepreneuriat transnational, et les entrepreneurs transnationaux réussissent plutôt mieux que ceux ayant investi uniquement aux Etats-Unis. Le fait de posséder un diplôme d'éducation supérieure augmente de 173% les activités politiques transnationales régulières, et les engagements transnationaux des leaders communautaires vont aussi de paire avec une bonne intégration dans le pays d'accueil (Portes, 2003, p. 886).

Il faut prendre en considération que ces travaux concernent certains types d'activités transnationales qui ne couvrent pas les formes de transnationalisme quotidien dans lesquels sont engagés les migrants qui dialoguent avec les membres de leurs familles restées au pays, y contribuant à l'éducation de leurs enfants, au soin de leurs parents, à l'amélioration de la vie quotidienne de ceux qui sont restés par l'envoi de remises, à la construction de leurs maisons, et que j'ai envisagées au titre de l'habiter transnational (chapitre 3, III.2). Les migrants engagés dans les activités décrites par le CIEP, et qui répondent à une définition étroite du transnationalisme, rejoignent certains profils abordés aux chapitres précédents, comme celui de Jaime, ingénieur informatique bolivien résidant depuis trente ans aux Etats-Unis, et aujourd'hui à la tête du Comité Pro Bolivia, la plus grande association bolivienne de la région de Washington (cf. chapitre 4, III.1). Son capital social accru en migration, son niveau éducatif, sa situation socio-économique stable, la légalité de son statut, constituent autant d'avantages pour s'engager dans des activités demandeuses de temps, d'organisation, et de compétences.

Les résultats du CIEP montrent que moins de 5 à 10% des migrants (plus des hommes que des femmes) sont engagés dans des activités transnationales régulières ; plus de 90% ne sont jamais retournés dans leur pays d'origine pour participer à des fêtes ou des célébrations, et seulement 2% le font régulièrement. Ce type de transnationalisme est donc restreint à une faible minorité de migrants, même si des variations sont observées entre

groupes (les Salvadoriens et les Dominicains ayant des taux d'engagement transnational supérieurs à ceux des Colombiens). Les travaux du CIEP concluent de la faible participation des migrants dans des activités transnationales que la plupart d'entre eux vivent leur vie dans le pays d'accueil en oubliant relativement ceux qu'ils ont laissé derrière eux<sup>296</sup>, confortant ainsi la domination de la perspective assimilationniste / intégratrice.

Il importe de nuancer ces résultats en envisageant les autres formes d'engagement transnational qui ne relèvent pas d'activités politiques, culturelles, ou d'entrepreneuriat économique, mais d'un transnationalisme élaboré au niveau familial, par le maintien des liens au sein de familles dispersées, tel que je l'ai abordé au chapitre 3 (III.2), et qui a suscité, depuis les années 2000, un nombre croissant de travaux, mettant notamment en évidence, dans ces vies transnationales le rôle central des femmes dans l'entretien des relations à distance.

Peggy Levitt appelle ainsi à envisager la migration de façon transnationale ("*seeing migration transnationally*") et milite pour un abandon des perspectives nationalement situées, proposant une perspective transnationale qui envisage les différents aspects de la vie sociale, certains processus sociaux échappant au cadre des nations, témoignant de formes de pluri-appartenance sur le long terme, selon des étapes distinctes, qui peuvent aller et venir, d'incorporation aux sociétés d'accueil (Levitt, 2007 chapitre 1, « *Redefining the boundaries of belonging* »)<sup>297</sup>. Dans cette version élargie à la sphère familiale de l'engagement transnational, l'étude de cas étendue menée sur une vingtaine d'années de recherches par Robert Smith entre Ticuani et New York révèle que

*"30 à 40% de tous les Ticuanenses retournent à Ticuani sur un cycle de trois ans. Etant donné que beaucoup de ceux qui ne retournent jamais participent quand même à un des aspects de la vie transnationale à New York, je dirais qu'une majorité participe périodiquement à une forme de vie transnationale. Le pourcentage de ceux qui ne participent en aucun cas à la vie transnationale – qui n'ont par exemple jamais donné de l'argent au Comité [la principale association des Ticuanenses à New York qui œuvre pour le village d'origine] est faible". (Smith, 2006, p. 284).*

Contrairement à une vision qui envisage le transnationalisme comme une alternative aux processus d'assimilation, l'ouvrage de Smith montre que vies transnationales et processus d'assimilation non seulement se combinent, mais aussi s'entretiennent éventuellement l'un

---

<sup>296</sup> "Most of them appear to pursue lives in their new country in relative oblivion of those that they left behind" (Portes, 2003 : 884).

<sup>297</sup> "A transnational perspective tries to look at all layers of social life simultaneously and understand how they mutually inform each other. It recognizes that some social processes happen inside nations while many others, though rooted in nations, also cross their borders. (...) People that simultaneously belong to this country and their homelands for the long haul" (Levitt, 2007, p. 22-23).

l'autre : il légitime ainsi la perspective transnationale comme étant une loupe intéressante pour étudier "les processus jumeaux de migration et d'assimilation" (op. cit. p. 17) :

*"La vie transnationale est le produit des processus de migration depuis le pays d'origine et de l'assimilation aux Etats-Unis (...). De la même manière, la vie transnationale n'est pas une alternative à l'assimilation mais est plutôt à la fois son produit et un contexte dans lequel une assimilation positive ou négative peut prendre place : les secondes générations d'étudiants à l'université comme les membres des gangs retournent à Ticuani."* (Smith, 2006, p. 279 trad. libre).

La question du rapport des secondes générations au transnationalisme renvoie à l'une des questions de la recherche contemporaine, celle de la durabilité des espaces sociaux transnationaux. Dans quelle mesure les dynamiques transnationales survivent-elles aux deux ou trois générations au terme desquelles est censée s'accomplir l'assimilation ? Cette temporalité est défendue dans les travaux de Portes et Rumbaut (1996, 2001) et les analyses des descendants des migrants européens du siècle dernier, qui ont montré qu'ils sont devenus des *hyphenated-Americans* (de type Italo-américains), assimilés ne conservant de leur pays d'origine qu'une ethnicité symbolique (Gans, 1979) mise en scène dans des quartiers de mémoire, emblématiques et muséifiés, à l'image des *Little Italy* de Boston ou de New York.

Certains doutent de la durabilité du transnationalisme auprès des secondes et troisièmes générations, qui "*manquent de connexions épaisses [thick] avec les lieux d'origine*", et pour lesquelles les vertus des niches ethniques seraient moins évidentes que pour leurs parents migrants (Alba et Nee, 2003, p. 276). L'ouvrage d'Edward Telles et Vilma Ortiz évoqué plus haut (2009) montre la persistance des identifications mexicaines sur quatre générations, mais ne traite pas de la dimension à proprement parler transnationale du phénomène. Celui de Robert Smith, en revanche, prend clairement position en faveur du maintien de dynamiques transnationales sur la durée, au delà même des deux générations qui font l'objet de son livre.

Il existe à ce jour trop peu de travaux qui permettent de trancher sur cette question, que mes recherches de terrain ne m'ont pas permis d'approfondir. Il s'agit cependant d'une question importante que je souhaiterais approfondir lors de futures recherches, que j'aimerais consacrer aux dynamiques sociales et spatiales des jeunes des secondes et troisièmes générations.

#### **I.4. Oxymores ? Intégrations-ancrages dans la mobilité et immobilités transnationales**

Pour étayer cette idée du maintien du transnationalisme sur la durée, on peut arguer de la différence des contextes d'origine (rural / urbain). Les attachements sur la durée et les contraintes sociales reposant sur les membres de la communauté sont plus forts dans les contextes villageois que dans les contextes urbains, plus individualisés et moins soumis à l'engagement des citoyens dans des dynamiques de partage des tâches collectives, qui rythment les vies communautaires. Robert Smith travaille sur les migrants issus d'un village mixtèque de taille très réduite (moins de 2.000 habitants), dans lequel les coutumes et les traditions génèrent le maintien d'un fort ancrage aux lieux sur plusieurs générations. Il n'est pas rare que les migrants retournent au village pour accomplir certaines tâches et responsabilités tournantes relevant de l'organisation communautaire, ce qui constitue aussi une contrainte, comme le montrent les travaux de Patricia Arias dans d'autres contextes ruraux mexicains d'émigration, dans la région du Centre-Ouest du pays – Etat de Jalisco (par exemple Arias et Hennequin, 2012). Patricia Arias montre d'ailleurs que le poids représenté par ces responsabilités (qui implique parfois que les migrants reviennent assumer des responsabilités politiques pendant une année dans l'espace d'origine, alors qu'ils sont durablement installés aux Etats-Unis) est à double tranchant. Il peut à la fois contribuer à maintenir et aviver les liens, mais aussi à les rompre. Certains migrants qui ne peuvent assumer, pour des raisons financières, professionnelles, ou familiales, ces charges en origine, peuvent ainsi souffrir de stigmatisations et de rejet dans les villages, et être amenés à couper les ponts avec la communauté d'origine.

On retrouve ce phénomène dans la migration bolivienne d'origine rurale, issue de communautés où la responsabilité de l'organisation des fêtes est tournante, reposant sur les *pasantes* (comme on l'a montré au chapitre 4.II), et impliquant un engagement financier significatif.

Hugo est un Bolivien originaire d'un village d'une communauté rurale de l'Altiplano du département de La Paz. Il a émigré jeune à La Paz, où il a vécu pendant une quarantaine d'années. Diplômé qualifié, il est devenu directeur d'une grande ONG. Depuis 15 ans environ, il a émigré au Canada avec sa femme et ses enfants, alors âgés d'une dizaine d'années (ils relèvent ainsi de la génération 1.5). Les liens à la Bolivie se sont maintenus à distance, étant donné la densité des réseaux familiaux, amicaux, sociaux, existant en origine, et *via* quelques voyages de vacances. Près de dix ans après son départ, Hugo est revenu en Bolivie pour devenir le principal *pasante* de la fête annuelle de son village (pourtant quitté dans son enfance), car "c'était son tour". Cela a impliqué un séjour long en origine étant donné ses

contraintes professionnelles au Canada (plus d'un mois), et un investissement financier et personnel conséquent.

Les enfants, aujourd'hui étudiants à l'université au Canada, qui ont maintenu le lien à la Bolivie via leurs parents et leur environnement familial, sont très intéressés par leurs origines. Le fils aîné entrecoupe sa scolarité de stages en Bolivie, affirmant que ce n'est pas seulement le pays de ses parents, mais aussi le sien.

(source : liens amicaux personnels de longue date avec la famille).

Si l'on peut ainsi différencier la migration de communautés rurales, aux fortes contraintes sociales, de la migration urbaine, dans laquelle le départ à l'étranger n'implique pas, au niveau communautaire, de continuer à assumer certaines charges en origine, qui par leur caractère tournant retombent sur les épaules des migrants (et de leurs descendants) à un moment donné de leur trajectoire, l'exemple d'Hugo montre que les choses ne sont pas si simples. Hugo est en effet un urbain de La Paz de longue date, mais le maintien du statut de sa famille dans le village d'origine de ses parents repose sur son engagement, plusieurs décennies après avoir quitté le village, dans l'organisation communautaire.

Ceci justifie la nécessité de comprendre les articulations, dans la mobilité des populations, entre migration interne (rural / urbain) et internationale, non pas opposées, mais relevant bien des mêmes processus, comme le soutiennent un certain nombre de travaux (sur le cas bolivien, voir le travail de Geneviève Cortes, 2000 ; sur le cas mexicain, voir par exemple l'articulation entre migration interne, vers la ville de Mexico, et internationale, vers les Etats-Unis, des communautés otomis, d'Anna Perraudin, 2011). L'exemple d'Hugo renvoie à une dimension importante de la conception de la communauté rurale en Bolivie, qui articule de façon spécifique ancrage, appartenance et mobilité, comme le montre très clairement la réflexion d'Hubert Mazurek à partir de la notion de multi-résidence, qui trouve ses racines dans les mobilités ancestrales des communautés évoquées au chapitre 1 (II.1).

*"Dans les Andes, la mobilité fait partie intégrante de l'association lieux – mouvements. Les familles ont un habitat - centre, lieu de naissance, (uta), mais ont aussi des lieux d'habitation secondaire (jant'a). La multi-résidence est d'ailleurs un des problèmes d'estimation de cette mobilité, car elle n'est pas souvent déclarée, ou peut être éphémère. (...) La mobilité des personnes vers des étages écologiques lointains – jusqu'à 10 jours de marche – était une conception même de l'espace. (...) L'espace n'est pas le résultat des actions d'une population sédentaire, mais au contraire d'une société mobile. C'est d'ailleurs dans la mobilité que l'identité prend sa légitimité, et non dans la sédentarité". (Mazurek, 2012, p. 147).*

La mobilité, intégrée aux modes de vie, et constitutive de l'espace local, justifie, selon Hubert Mazurek, l'importance de la notion de centralité, espace vers lequel les membres du groupe, dispersés sur de longues distances, se réfèrent, reviennent, et envers lequel se



développe le sentiment d'appartenance. Il développe l'exemple de la communauté rurale de San Benito, à Coroico, dans les vallées des environs de La Paz, où coexistent différents ordres et échelles de mobilité qui convergent, avec des temporalités et des rythmes différenciés, vers le village (la centralité du groupe), et contribuent à construire l'identité de cette communauté très mobile et dispersée :

*On trouve ainsi des " mobilités courtes (en distance ou en temps) pour exploiter des terres en bordure du lac Titicaca, pour travailler ou commercer à El Alto, ou pour cultiver des agrumes ou de la coca dans les Yungas ; les mobilités peuvent être de durée et de distance plus importantes pour avoir contracté un travail ou un mariage au Pérou ou en Argentine, ou parce que des enfants sont partis vivre à Santa Cruz. Dans tous les cas, ces familles reviennent de manière relativement constante au moment des récoltes, ou de la fête du village. Les migrations plus lointaines, comme en Espagne, font l'objet de retours épisodiques. Dans tous les cas les liens ne sont jamais rompus et les mouvements au sein de la communauté sont incessants ; tous les membres y sont répertoriés, y compris les cousins ou les petits enfants qui ne sont pas nés à San Benito, mais qui font partie de cette identité territoriale. (...) Une communauté conformée par des personnes nées dans des lieux divers et influencée par les déplacements de ses membres pourrait être caractérisée comme une population sans racine. Cependant, les participants (...) [ont] une identité commune enracinée dans la terre de San Benito. (...) Par conséquent, la communauté de San Benito se construit constamment par les moyens des réseaux sociaux, mettant sur pied de nouvelles territorialités prenant fondement dans la mobilité. Plus concrètement, lorsque nous nous déplaçons à San Benito, c'est pour trouver une communauté qui ne cesse de croître, ajoutant chaque fois de nouveaux lieux et de nouvelles terres, ce qui se remarque dans le paysage, mais où vous aurez peu de chance de trouver quelqu'un qui puisse vous faire visiter le village !" (op. cit. p. 147 et suiv.).*

La spécificité de ces mobilités issues du monde rural andin peut ainsi justifier le maintien, sur la durée et au delà des premières générations, de connexions et de pratiques transnationales qui s'accompagnent d'ancrages communautaires significatifs, quand bien même l'espace villageois n'est l'objet de pratiques concrètes que très occasionnelles. Ces analyses rejoignent le fait que les migrants sont toujours considérés comme "résidents" dans les communautés rurales.

Un autre argument en faveur du maintien sur le long terme des liens transnationaux est que les dynamiques transnationales peuvent être avivées par les migrations constantes de nouvelles générations, qui entretiennent les liens à l'origine des générations de migrants les plus anciennes, pour des filières migratoires actives sur la longue durée. C'est ici l'une des différences entre les migrants d'il y a un siècle et les migrations contemporaines aux Etats-Unis, les premières ayant été interrompues, les secondes connaissant des arrivées continues depuis 1965.

Dans le cas spécifique du Mexique et des Etats-Unis, ces dynamiques sont aussi avivées par les mouvements complexes d'aller-retour observés de part et d'autre de la frontière. Plusieurs travaux récents montrent que les flux de retour au Mexique de migrants nés aux Etats-Unis se sont accrus ces dernières années, contribuant même à rendre nul, pour la première fois depuis un siècle, le solde migratoire à la frontière en 2011-2012 (voir les différentes contributions du numéro de la revue *Hommes et migrations*, in Baby-Collin et Mercier, 2012). Parmi ces migrants de "retour", un grand nombre d'enfants binationaux reviennent se scolariser au Mexique, pour une plus ou moins longue durée (Zúñiga, 2012), et contribuent à transnationaliser les vies de générations de Mexicano-Américains d'une manière que les Italo-Américains du siècle précédent n'avaient pas expérimentée.

De même, les travaux sur la délinquance transnationale organisée des *maras*, jeunes migrants délinquants des quartiers de Los Angeles dans les années 1990, expulsés en Amérique centrale vers leurs pays d'origine, où ils ont exporté les gangs identifiés par leurs impressionnants tatouages<sup>298</sup> et contribué à transnationaliser leur délinquance, montrent comment, entre Etats-Unis, Amérique centrale, avec aujourd'hui des ramifications dans d'autres espaces (voire d'autres continents)<sup>299</sup>, se construisent sur la durée, des espaces transnationaux qui concernent aujourd'hui migrants et non migrants, premières et secondes générations (Valenzuela Arce, Nateras Domínguez et Reguillo Cruz, 2007 ; voir aussi l'analyse de plusieurs ouvrages récents sur le phénomène dans Wolf, 2010). La thèse récente de Mikaël Da Cruz, qui s'intitule *Back to Tenochtitlán*, s'intéresse aux trajectoires de réinsertion de jeunes Mexicains de la génération 1.5, expulsés des Etats-Unis faute de papiers, dans la société mexicaine : à la fois valorisés dans certaines professions par leurs compétences linguistiques (Mikaël Da Cruz les observe en particulier dans les centres d'appel bilingues de la ville de Mexico), mais aussi tiraillés dans leur position, plus vraiment d'ici (Mexique), et plus de là-bas (Etats-Unis) où ils ont pourtant grandi (Da Cruz, 2014).

En Argentine, la thèse de doctorat de Natalia Gavazzo sur les enfants de migrants boliviens et paraguayens à Buenos Aires constitue l'un des premiers travaux sur les secondes générations migrantes dans ce pays. Elle montre comment les jeunes naviguent entre l'intégration et la discrimination, sont en tension entre les univers de leurs parents, plus tournés vers l'origine, d'un côté, et la société d'installation dans laquelle ils ont grandi, mais où ils sont toujours considérés comme "autres" (y subissant des formes d'altérisation et de stigmatisation), de l'autre. Ils trouvent dans des pratiques de transnationalisation les moyens de résoudre certaines tensions avec leurs parents, et de puiser des ressources

---

<sup>298</sup> Dont rend compte le merveilleux documentaire du journaliste espagnol Christian Poveda, *La Vida Loca*, sorti sur les écrans en 2009, et qui constitue une plongée dans l'univers de la *mara* dans les bas fonds de San Salvador. Christian Poveda, qui a passé de nombreuses années aux côtés des *maras*, a été assassiné peu après la sortie de son film.

<sup>299</sup> La thèse en cours de Martin Lamotte (EHESS-INRS) porte ainsi sur une anthropologie multi-située d'un gang portoricain du Bronx exporté en Equateur puis en Espagne à Barcelone.

identitaires pour exister dans la société argentine. Les réseaux sociaux et ethniques des migrants constituent ainsi des outils essentiels pour maintenir la transnationalisation vivace et utile pour les secondes générations :

*"D'où l'importance de réaliser des études des migrations définies comme transnationales (...). Il est probable que les fils et les filles de migrants ne s'engagent ni ne soient influencés par les valeurs et les pratiques de la terre natale de leurs parents avec la même intensité et la même fréquence qu'eux. Cependant, le champ transnational ne doit pas être sous-estimé pour comprendre les identifications des enfants, surtout parce qu'ils acquièrent des contacts et des aptitudes / habilités sociales qui sont utiles dans les deux environnements. Cela implique que les enfants dominent plusieurs répertoires culturels qu'ils peuvent sélectionner en réponse aux opportunités et aux défis qu'ils rencontrent"* (Gavazzo, 2011, p. 263 trad. libre).

Si les mobilités sont l'un des ressorts du transnationalisme sur la durée, on aurait cependant tort de réduire les expressions du transnational à la mobilité spatiale.

Du côté des espaces d'origine comme des sociétés d'installation, le transnationalisme peut en effet caractériser les vies quotidiennes d'individus immobiles. Le travail de Robert Smith sur la migration mixtèque comme les conclusions de Nina Glick Schiller et Georges Fouron sur les champs sociaux transnationaux des Haïtiens (Glick Schiller et Fouron, 2001) montrent qu'à l'échelle des villages, l'ensemble des habitants peut être impliqué dans le transnational. Ces derniers proposent même d'étendre le terme de transmigrants à ceux qui n'ont jamais migré, qu'ils soient dans les espaces d'arrivée ou d'origine, mais qui s'imaginent comme des transmigrants, même deux ou trois générations après la migration. De la même façon, Peggy Levitt (2007) considère les vies transnationales en observant migrants et non migrants, affectés par ces dimensions transnationales dans les pays d'origine (transformation des modes de vie, des pratiques, etc.). Pour reprendre le cas de la communauté de Coroico évoqué par Hubert Mazurek dans le département de La Paz, celle-ci se construit sur un espace qui est fait de réseaux de mobilités d'échelles très distinctes, et ces dernières affectent l'ensemble des membres du groupe.

Les enfants de migrants partis à l'étranger, qui vivent une relation parentale à distance, via des échanges quotidiens avec leurs parents, sont aussi impliqués dans des vies transnationales tout en n'ayant jamais quitté leurs espaces d'origine. Les cadeaux qu'ils reçoivent, les ressources financières avec lesquelles ils vivent, les nouvelles normes, valeurs et pratiques de leurs parents migrants, influencent considérablement leurs modes de vie en Bolivie. A distance, ils inventent la cospatialité, l'une des formes de maîtrise des métriques qu'explicite Michel Lussault, et qui passe par la coprésence médiée par des réseaux, ou la proximité non pas topographique mais topologique (Lussault, 2009).

Dans les espaces d'arrivée, ces parents migrants qui maintiennent à distance des contacts réguliers avec les leurs, même sans revenir au pays, sont aussi clairement engagés dans des vies transnationales.

Pour les secondes générations de migrants qui ne voyagent pas en origine, la question de savoir si le maintien de pratiques culturelles ou d'identifications ethniques liées à leurs origines relève ou non du transnational se discute. Pour certains, l'activation du ressort ethnique relève d'un mode d'incorporation particulier, mais pas du transnationalisme. On a vu que l'ethnique est une ressource instrumentale, qui peut perdurer sur plusieurs générations, même dans le cas des anciens migrants européens aux Etats-Unis, qui continuent à cultiver, culturellement et politiquement, certains ressorts d'une ethnicité qu'Herbert Gans considère comme symbolique. C'est le cas des Italo-Américains : les fêtes de San Gennaro (Saint napolitain) animent depuis 1926, chaque année en septembre, l'emblématique Mulberry Street, au cœur de Little Italy à Manhattan, et regroupent aujourd'hui près de trois millions de personnes, parmi lesquels de très nombreux badauds et touristes sans liens spécifiques à l'Italie. Elles cultivent une identité symbolique maintenue dans certaines traditions, auprès de générations qui ne connaissent souvent même plus le nom des régions d'origine de leurs ancêtres en Italie, ne parlent plus italien, et n'ont jamais voyagé en Italie, si ce n'est dans le cadre de pratiques touristiques ordinaires. L'ethnicité est ici une expérience urbaine américaine, située et construite sur le sol états-unien, qui mobilise une référence imaginaire à une communauté d'origine dont on entretient la mémoire : loin des pratiques transnationales.

Toutefois, les limites entre les ressources identitaires ethniques des secondes générations évoquées par Natalia Gavazzo à propos des enfants de migrants boliviens et paraguayens à Buenos Aires, qu'elle considère comme relevant d'appartenances transnationales, et la symbolique de l'ethnicité maintenue dans la durée auprès des *Hyphenated Americans*, ne sont pas toujours très nette à délimiter. Elles sont peut être à chercher du côté du contexte de l'exhibition de la ressource ethnique : simple marquage d'une différence dans un contexte d'intégration (cas des Italo-Américains contemporains), ou bien outil nécessaire pour exister dans un contexte de discrimination sociale où l'on est toujours perçu comme étranger, altéré et minorisé (cas des Boliviano-Argentins).

Pour conclure, les associations *a priori* antinomiques du titre de cette sous-partie (mobilité intégratrice et immobilité transnationale) ne sont pas des oxymores, et il faut donc répondre à la question par la négative. Si la stabilité géographique et l'immobilité spatiale peuvent signifier des formes d'engagement dans des dynamiques d'intégration, la mobilité peut aussi être une des conditions du maintien de l'ancrage communautaire et de l'appartenance. De la même manière, si le transnationalisme se traduit fréquemment par des pratiques mobiles, il existe des mobilités non transnationales, dont attestent les simples séjours touristiques, et des transnationaux bien immobiles, dans les espaces d'origine

comme de destination, pour des individus qui n'ont parfois jamais été engagés dans des pratiques de mobilité, mais dont les modes de vie sont bien ancrés dans des pratiques transnationales.

C'est ainsi non seulement l'opposition entre transnationalisme et intégration qu'il importe de dépasser, mais aussi les croisements entre ces notions et celles de la mobilité et de l'ancrage, qui apparaissent, dans tous les sens, bien plus complexes qu'on ne pourrait le penser en première instance.

## II. Des fils qui orientent les trajectoires

Si les trajectoires biographiques sont singulières, elles s'articulent autour de quelques déterminants communs, qui structurent le rapport que les individus élaborent aux espaces entre lesquels ils naviguent, dans lesquels ils s'installent, ou vers lesquels ils reviennent. Ces éléments récurrents conditionnent les relations à la mobilité et les modalités d'ancrage. Ils constituent des fils qui permettent d'explicitier la diversité mais aussi les points communs des trajectoires individuelles. A partir de mes expériences de recherche auprès des migrants boliviens dans différents contextes, j'en identifie quatre principaux : le statut juridique, le travail, la famille, et l'imprévu, dont j'explicité ici l'influence sur le rapport à la mobilité et aux formes d'ancrage spatial.

### II.1. Les papiers, une condition de la mobilité

*"Mon fils, il a la clé du monde ! Il est né aux Etats-Unis."*

Comme l'exprime ce cri du cœur d'une migrante bolivienne sans papiers rencontrée dans la région métropolitaine de Washington en 2012, être légal ou irrégulier, avec ou sans papiers, disposer ou non de la double nationalité, constitue une différence abyssale dans l'accès à la mobilité comme dans les conditions de l'intégration des migrants. Le droit du sol primant dans les trois sociétés considérées, tout enfant né sur le sol argentin, espagnol ou états-unien, est automatiquement détenteur de la nationalité. Le chemin est néanmoins souvent beaucoup plus chaotique et incertain pour les parents migrants.

- ***Sans papiers, point de mobilité.***

Cette affirmation, on l'a vu au cours du texte, doit être nuancée selon les époques et les contextes. La circulation des migrants mexicains sans papiers entre Mexique et Etats-Unis était chose sinon relativement aisée, du moins couramment pratiquée, jusqu'au milieu des années 1990 qui ont vu le début du renforcement des contrôles et de la militarisation de la frontière, considérablement accentué après le traumatisme américain du 11 septembre 2001 – cf. sur ce point les synthèses réalisées dans plusieurs publications (Baby-Collin et Mercier, 2012 ; Baby-Collin, 2012b, 2014b, 2014c).

La circulation des migrants boliviens en Argentine a toujours été plus aisée que vers des destinations non limitrophes en l'absence de papiers, en raison de la porosité relative d'une frontière aux dispositifs de contrôle relativement lâches (Sassone et Cortes, 2010). L'entrée aux Etats-Unis comme en Espagne n'est pas seulement plus difficile en raison de la distance

et du coût qu'elle génère, mais aussi en raison des blocages des points d'entrée : qu'il s'agisse de la frontière terrestre Mexique / Etats-Unis, de plus en plus difficilement franchissable sans autorisation, ou bien des points d'entrée aéroportuaires généralement pratiqués par les migrants boliviens sur ces longues distances, qui constituent des nœuds de contrôle efficaces, entre les mailles desquels il est quasiment impossible de se faufiler, depuis que des visas sont imposés, quels que soit la durée et le motif du séjour (depuis 2007 en Espagne). Les retours et les circulations entre origine et destination sont pour les mêmes raisons beaucoup plus contraints et difficiles pour les migrants en Espagne et aux Etats-Unis qu'en Argentine : distance, coût, mais surtout absence de documentation, sont les obstacles majeurs à la mobilité, et l'une des causes indépassables de l'immobilité d'un très grand nombre de migrants dans les espaces d'installation américains et espagnols.

*"Ce qui est bien en Argentine c'est que ça touche la Bolivie. Si je veux rentrer, je suis à 52 heures de bus de chez moi. A deux jours et demi. Mais d'Espagne, c'est pas possible. Et beaucoup plus cher. Si je veux, je peux y aller, mais je ne pourrais pas revenir aussi vite".*

(Mirjana, bolivienne de 24 ans, réside à Buenos Aires. Entretien Josepha Milazzo, doctorante, Aix Marseille Université, 2011).

Si l'absence de papiers n'est pas un obstacle à l'engagement dans des formes de vies transnationales, dont on a vu qu'elles peuvent être déconnectées de la mobilité physique de part et d'autre des frontières, elle est néanmoins un obstacle à cette forme concrète de maintien des liens, la plus vive, celle qui permet de retourner chez soi même pour une courte période, et de vivre par le contact physique l'expérience du lien à l'origine. De fait, on le verra dans les récits proposés par la suite, l'impossibilité du retour, parfois sur des dizaines d'années aux Etats-Unis, si elle n'éteint pas forcément les pratiques transnationales, contribue au fil du temps à amenuiser la force des liens. Sur ce point, il existe des différences majeures entre les trois pays.

Les circulations physiques sont matériellement plus faciles entre Argentine et Bolivie, avec ou sans papiers. Elles peuvent devenir faisables en Espagne au bout de trois ans, si le migrant remplit les conditions pour postuler pour la régularisation dite *por arraigo* (c'est-à-dire justifier d'une résidence continue en Espagne sur les trois dernières années – par l'inscription sur les registres du *Padrón*, et d'un emploi stable). Elles sont en revanche beaucoup plus incertaines aux Etats-Unis, où plus des deux-tiers des sans papiers sont sur le territoire national depuis plus de dix ans. En l'absence de voie rapide pour la régularisation depuis la dernière réforme migratoire de 1986 (loi IRCA), et dans l'attente du vote hypothétique du projet de loi de réforme migratoire toujours dans l'antichambre du Congrès américain malgré son adoption au Sénat en juin 2013 - cf. chapitre 4, et (Baby-Collin, 2014b) -, plusieurs des migrants rencontrés lors de ce travail sont en attente de papiers depuis 15 à 20 ans.

- ***Sans papiers, point d'intégration ?***

*"Ici sans papiers tu ne peux rien faire, tu n'es rien, la veille de ton arrivée tu es quelqu'un et le jour suivant tu n'es plus personne."*

(Wilma, entretien Madrid, 2009).

Cette seconde association mérite d'être questionnée avec attention. Comme le souligne Saskia Sassen, il importe de distinguer des migrants "*unauthorized but recognized*" (non autorisés mais reconnus), et des migrants "*authorized yet unrecognized*" (autorisés mais non reconnus)<sup>300</sup>.

Les premiers, sans papiers, peuvent connaître des trajectoires ascendantes d'intégration structurelle (économique et sociale) dans l'espace d'accueil : avoir un emploi décent (avec de faux papiers, ou des employeurs fermant les yeux), un salaire correct, payer des impôts, scolariser leurs enfants, se mouvoir dans un voisinage multiculturel tolérant et y développer des réseaux relationnels conséquents, stables, et intégrateurs. C'est ce qu'expriment plusieurs des migrants rencontrés, pour lesquels le principal bénéfice qu'occasionnerait pour eux l'obtention de papiers, après des années de résidence aux Etats-Unis, serait de pouvoir enfin retourner chez eux pour rendre visite à leur famille. C'est aussi ce qu'illustre le cas de certains sans papiers devenus célèbres aux Etats-Unis, comme José Antonio Vargas, journaliste philippin âgé aujourd'hui d'un peu plus de trente ans, qui a obtenu le prix Pulitzer du journalisme et fait à cette occasion son *coming out* comme sans papier devant une opinion publique incrédule (que l'on a déjà évoqué plus haut, cf. chapitre 4, III.2). L'un des axes des revendications des *Dreamers* (ceux qui militent pour l'adoption de la réforme migratoire et du DREAM Act) est justement cette reconnaissance de l'intégration effective d'un grand nombre de migrants sans papiers à la société américaine, parfois devenus parents d'enfants nés américains, par la régularisation de leur statut.

D'un autre côté, il existe des migrants "*authorized yet unrecognized*", qui, bien que bénéficiant d'un statut régulier, peinent à trouver leur place dans la société d'installation, où ils souffrent de stigmatisation, de racisme, voire d'exclusion, comme l'illustrent par exemple les expériences parfois douloureuses de secondes générations de migrants, dans des trajectoires d'assimilation segmentée et descendante (cf. *supra*, I.).

L'obtention de papiers, voire de la nationalité du pays d'installation, terme ultime de la légalisation du statut, ne signifie pas forcément non plus l'expression d'un choix d'assimilation affirmé de la part des migrants. Certaines études mesurent le degré d'intégration des migrants au nombre de ceux qui obtiennent leur naturalisation. Or,

---

<sup>300</sup> Discussions lors du séminaire de sociologie de Saskia Sassen, université de Columbia, année 2011-2012, semestre d'hiver.



nombre d'entretiens montrent que le fait de posséder un passeport est certes synonyme de fierté (celle d'avoir réussi à endosser la citoyenneté du pays dans lequel on a émigré), mais pas forcément générateur d'un sentiment d'appartenance nationale, quand bien même les rituels d'intronisation, établis en grande pompe lors des cérémonies de prestation de serment lors de l'acquisition de la citoyenneté américaine, font tout pour susciter l'adhésion à ce sentiment patriotique (et sa supériorité sur celui de la patrie d'origine, comme le requiert l'exigence d'engagement à servir sous les drapeaux américains en cas de conflit avec la Nation d'origine).

La possession de la nationalité est en effet aussi instrumentale : elle permet justement de circuler, d'investir librement, de gérer l'espace comme une ressource affranchie de la contrainte de la nationalité. Pouvant être obtenue après deux années de résidence légale seulement en Espagne pour les migrants latino-américains, en vertu des accords préférentiels qui lient l'Espagne à ses anciennes colonies (cf. chapitre 4, I.2), la nationalité reste pour beaucoup d'entre eux une commodité pratique, permettant de faire jouer ensuite plus facilement des procédures de regroupement familial, par exemple, ou de s'autoriser des retours au pays pour une longue durée, qui n'oblitérent pas ensuite la possibilité d'un retour en sens inverse. C'est ainsi une forme d'assurance sociale longue durée qui garantit la possibilité de renouveler des expériences de migrations futures sans avoir à gérer le problème de l'autorisation de séjour.

C'est cette stratégie que met en avant le livre d'Aihwa Ong sur la *Flexible citizenship* (Ong, 1999) qui traite des diasporas circulantes de migrants chinois. Elle y montre comment la citoyenneté est un outil de flexibilité pour des migrants qui cherchent, par le cumul de plusieurs passeports, à gérer leurs trajectoires et leurs projets d'investissement en puisant dans les ressources que chacun des territoires peut leur fournir pour échafauder une réussite économique et sociale, et investir de façon différenciée selon les opportunités des lieux (dans l'éducation dans l'un, l'emploi dans l'autre, l'investissement immobilier ailleurs, par exemple). Cette analyse a aussi été reprise par Anne-Christine Trémon à propos des investissements de la diaspora chinoise en Polynésie française, selon une perspective pluri-générationnelle, et transférant la flexibilité sur la parenté (Trémon, 2011).

Cette dimension est sans doute à prendre en compte dans l'interprétation des statistiques espagnoles qui comptabilisent, au sein des retours de Latino-américains vers leurs pays d'origine depuis le déclenchement de la crise de 2008, de très nombreux Latino-américains d'origine possédant la nationalité espagnole (les Equatoriens étant de loin le principal groupe concerné). En situation de crise, il est peut-être plus facile de retourner au pays (pour voir si l'on peut s'en sortir, ou pour attendre que reviennent des jours meilleurs) si l'on sait que la possession d'un passeport permettra à l'avenir de refaire le chemin inverse. Les migrants sans passeport espagnol, réguliers ou non, sont sans doute dans une situation plus hésitante pour enclencher un processus de retour, car il sera pour eux beaucoup plus

difficile, par la suite, de revenir en Europe. Cette difficulté est aussi l'une des raisons du faible succès des plans de retour mis en place suite à la crise de 2008 : comme on l'a vu plus haut (cf. chapitre 1, II.4., encadré), la clause d'engagement au non retour en Espagne sur une durée d'au moins trois ans oblitère *de facto* l'établissement de projets de réémigration à moyen terme (Baby-Collin et Cortes, 2014).

Ces articulations complexes entre processus d'intégration, circulations et statuts juridiques des migrants se retrouvent dans les trois sociétés étudiées.

Enfin, partout, l'absence de papiers reste un obstacle à une intégration accomplie dans la société d'installation, en ce qu'elle ôte au migrant sa possibilité d'exercer pleinement sa citoyenneté. Même socialement reconnus, les sans-papiers restent, intégrés ou pas, des citoyens invisibles (cf. chapitre 3, II.1).

## II.2. Travail, insertion professionnelle et mobilité

*"Trabajar como Indio para vivir como Gringo."*<sup>301</sup>

Pour Daniel, migrant bolivien rencontré à Washington en 2012, la migration bolivienne aux Etats-Unis se résume à cette maxime, qu'il exprime non sans une certaine ironie, face à une vie de dur labeur en migration qui ne lui a pas, pour l'instant, ouvert les portes de l'intégration dans le monde *gringo*. Pour arriver à vivre comme un *gringo*, terme (souvent péjoratif) par lequel les Latinos désignent les Nord-Américains, il faut en payer le prix : travailler *comme un Indien*, c'est-à-dire beaucoup, énormément même, dans des conditions souvent stigmatisantes, pénibles, difficiles.

### • *Des migrants boliviens actifs*

Le travail est une composante fondamentale de la migration contemporaine dans la mondialisation. L'un des premiers motifs de la migration est la quête de meilleurs salaires qui doit permettre une amélioration des conditions de vie des familles. Les taux d'emploi des groupes migrants sont, dans tous les cas étudiés, supérieurs à ceux des sociétés d'installation, et les taux d'emploi des Boliviens sont particulièrement élevés en migration<sup>302</sup>.

La migration bolivienne est ainsi d'abord et avant tout une migration de travail. Les pyramides des âges des migrants (très resserrées à la base et au sommet) confirment que la

---

<sup>301</sup> "Travailler comme un Indien pour vivre comme un Américain".

<sup>302</sup> Rappelons pour mémoire les données présentées à ce sujet dans les tableaux par pays du chapitre 1, IV (auquel je renvoie pour les sources) : 68% des migrants boliviens sont actifs en Argentine, 78% aux Etats-Unis (contre 68% pour l'ensemble des étrangers), et 76% en Espagne (contre 54% pour l'ensemble des étrangers).

plupart d'entre eux sont d'âge actif, même s'il existe aussi des enfants, des personnes âgées, et des non actifs, engagés dans la migration.

La ventilation par sexe des migrants s'interprète aussi en fonction des opportunités professionnelles offertes aux migrants dans les espaces d'installation (cf. chapitre 1, II et IV). Les migrations historiques de la Bolivie vers l'Argentine étaient d'abord celles d'hommes actifs, venus travailler dans l'agriculture, puis sur les chantiers de construction. Le développement de nouvelles niches professionnelles, notamment dans l'industrie textile et les services, plus ouvertes à l'emploi féminin, ainsi que les processus de regroupement familial, ont par la suite contribué au rééquilibrage de ce sex ratio. En Espagne comme en Italie, c'est l'ouverture de niches professionnelles spécifiques dans les secteurs de la domesticité et de l'économie du soin aux jeunes enfants comme aux personnes âgées (*care economy*), qui a favorisé une émigration rapide et massive de femmes plus nombreuses que les hommes à prendre la route de ces nouvelles destinations. La crise espagnole a généré une croissance forte des taux de chômage masculins, quand les taux d'activité féminine des migrants restaient à un niveau élevé, voire continuaient à croître. L'économie des soins est en effet relativement épargnée, en raison de ses besoins de main d'œuvre croissants, à mesure que la société vieillit, que les femmes espagnoles s'insèrent sur le marché du travail extra-domestique, et que les structures d'assistance sociale externalisées se privatisent (dans un modèle social sud-européen familialiste). Les retours au pays des Boliviens concernent d'ailleurs, au vu des statistiques et des enquêtes existantes depuis 2008, d'abord des hommes, plus que des femmes (Baby-Collin et Cortes, 2014)<sup>303</sup>. L'interprétation de la hausse constante du taux de féminisation de la migration bolivienne en Espagne depuis dix ans va également dans le sens de cette hypothèse (cf. chapitre 1, II.3 et IV.4)<sup>304</sup>.

Dans quelle mesure les trajectoires professionnelles des migrants influent-elles sur les processus d'intégration, l'engagement et le maintien de pratiques transnationales, l'ancrage et la mobilité spatiale ?

---

<sup>303</sup> Les entretiens réalisés avec les services sociaux de Madrid en 2009 montrent que 86% des migrants boliviens qui ont fait une demande d'aide au retour dans le pays d'origine (dans le cadre des plans d'aide au retour du gouvernement espagnol) sont des hommes. L'enquête réalisée en 2010 par l'association ACOBE révèle que les trois quarts des retours en Bolivie entrepris depuis l'Espagne dans le contexte de la crise sont le fait d'hommes (ACOB, 2011).

<sup>304</sup> Selon l'enquête ENI, la durée de travail la plus élevée recensée chez les immigrants en Espagne est le fait des femmes boliviennes : 55,8 heures hebdomadaires (Colectivo IOE, Frenandez M, 2010).

- ***Echec, succès, et mobilité***

Les trajectoires de réussite professionnelle sont l'un des indicateurs courants de mesure de l'intégration structurelle des migrants dans les sociétés d'arrivée. On a vu aussi (I.3) que l'étude du CIEP sur l'engagement dans des activités transnationales met en évidence une corrélation positive entre réussite économique et degré d'investissement dans ces pratiques. De fait, la réussite professionnelle, qui s'accompagne généralement de la possession d'un statut légal, et de l'accumulation d'un capital financier, permet matériellement de circuler et de s'autoriser des retours réguliers dans l'espace d'origine. Néanmoins, l'étude montre aussi que moins de 10% des migrants sont engagés dans ces activités, soulignant la prédominance des trajectoires d'intégration sur celles de l'engagement combiné avec des pratiques transnationales. D'un autre côté, des travaux qualitatifs comme celui de Robert Smith sur les migrants mexicains à New York, montrent, on l'a vu, que l'engagement dans des vies transnationales concerne des migrants aux trajectoires professionnelles très inégales, ascendantes comme descendantes. Les choses ne sont donc pas si simples.

L'intégration économique par la réussite professionnelle peut faciliter les conditions matérielles de la circulation migratoire du migrant, qui bénéficie en outre en origine, du fait de sa réussite, d'un statut social privilégié. Mais les migrants travailleurs manquent aussi souvent de temps pour retourner au pays.

L'échec du migrant à l'étranger et l'incapacité à économiser (que ce soit pour subvenir à ses propres besoins, envoyer des remises financières au pays, ou épargner en vue d'un projet qui a souvent engagé le processus migratoire), outre qu'ils pèsent financièrement sur la capacité à engager les frais financiers d'une mobilité, peuvent agir dans des directions différentes : accélérer un processus de retour, quand les perspectives d'insertion professionnelle ne permettent plus d'espérer, ou au contraire le retarder, dans l'attente de l'amélioration de la situation. Car le retour en situation d'échec est souvent socialement difficile à porter dans l'espace d'origine, où l'on attend plutôt que le migrant de retour soit en situation de réussite, comme l'ont montré certaines études<sup>305</sup> et plusieurs retours d'expérience<sup>306</sup>. Le témoignage de Raul en est un exemple :

Raul, 20 ans, est originaire d'une famille de classe moyenne d'Oruro. Son père, retraité de l'entreprise de brasserie bolivienne, lui a payé des études à l'université d'Oruro, qu'il a commencées puis abandonnées. Il a décidé de partir en Espagne, contre l'avis de sa famille, en empruntant de l'argent à des proches, rejoindre deux cousins partis quelques mois avant

---

<sup>305</sup> Dans sa typologie des migrants de retour, Gmelch (1980) concluait que ce ne sont ni les plus intégrés, ni ceux qui sont en situation d'échec, qui rentrent le plus au pays, mais plutôt ceux qui sont dans une situation intermédiaire. C'est aussi ce que montre Tanja Bastia dans son étude du retour en Bolivie de migrants ayant séjourné en Espagne (Bastia, 2011).

<sup>306</sup> Voir notamment l'ouvrage publié par un jeune migrant bolivien parti tenter sa chance à Stockholm, qui relate l'échec de son aventure migratoire, des rêves du départ au retour au pays, et s'intitule *Manuel de survie dans le vieux monde* (Montecinos Escalier, 2008).

lui, juste avant l'imposition du visa en 2007. La crise économique éclate en Espagne peu après son arrivée à Madrid, et Raul vit des temps difficiles. Il cherche des emplois sur des petites annonces, dans les centres d'emploi pour migrants (je le rencontre à l'été 2008, un an et demie après son arrivée, dans une "bourse d'emploi" associative), et a successivement exercé des emplois de gardien de nuit, de plongeur dans un restaurant, de serveur dans un bar, de vigile de boîte de nuit, de jardinier, de porteur sur un marché, de garde nocturne auprès d'une personne âgée, avec des conditions salariales très mauvaises, des horaires pénibles, endurant mauvais traitements et remarques racistes. Ses deux cousins, affectés par la dureté des conditions de survie en Espagne, sont déjà repartis en Bolivie. Lui ne veut pas baisser les bras. Il ne peut tout simplement pas revenir devant son père en situation d'échec, et veut aller au bout de son expérience. Son objectif est de tenir trois ans, pour espérer obtenir la régularisation, puis s'engager dans l'armée espagnole : *"je reste. Je ne peux pas rentrer. Je ne veux pas laisser les choses à moitié. Il faut aller au bout. Je ne veux pas avoir de remords"* (entretien Madrid, 2008).

- ***Contraintes de mobilité des employés et salariés***

La mobilité spatiale des migrants actifs dépend aussi des contraintes générées par les activités exercées, qui sont inégales suivant les sphères de l'engagement professionnel. Indépendamment de l'évidence du facteur financier (il faut assumer le coût du déplacement), les effets de l'activité sur la mobilité sont en effet très variables suivant que le migrant est engagé dans l'économie agricole, des activités de salariat, ou d'entrepreneuriat. Elle est aussi variable selon que l'emploi est précaire et / ou instable, ou bien consolidé, dans le cadre de contrats longue durée.

Avec des durées de congés restreintes (généralement quinze jours annuels aux Etats-Unis), un employé salarié a peu de temps pour entreprendre un voyage au pays. Les visites se limitent souvent dans ce cas à quelques jours, quand la distance et le coût du voyage le permettent. La faisabilité de ces aller retours est de fait plus aisée pour les résidents en Argentine qu'aux Etats-Unis ou, *a fortiori* qu'en Espagne (éloignement, durée du trajet, décalage horaire et coût du billet obligent). Depuis Madrid, les migrants boliviens salariés et à la situation professionnelle stabilisée ont plutôt tendance à cumuler leurs congés sur plusieurs années, voire à négocier quelques jours ou semaines de congés sans solde, pour entreprendre au bout de quelques années un retour visite au pays, rentabilisé sur plusieurs semaines.

Les mobilités sont souvent difficiles pour les employées dans la sphère de la domesticité et du soin, embauchées par des familles (emplois dominants pour les femmes, en Espagne comme aux Etats-Unis). Quand elles cumulent plusieurs emplois payés à l'heure (gardes d'enfants, ménages), situation très courante en Espagne, il est rare que les patrons prennent tous leurs congés au même moment, et que les employées puissent avoir le choix de leur

semaine de vacances. Dans le cas des soins aux personnes âgées, la mobilité est compliquée par les besoins quotidiens des soins prodigués. Les situations sont plus variées dans le cas des employées domestiques à demeure, résidant au domicile de l'employeur. Mais, étant donné l'abondance de la demande (et la tension de la situation économique actuelle en Espagne, qui contribue à une stagnation de l'offre), un départ à l'étranger est un risque de perte d'emploi, à moins que la confiance entre employeur et employé ne soit suffisamment solide pour autoriser des retours.

La stabilité de l'emploi entre aussi en compte au moment d'entreprendre une mobilité. Des travailleurs cumulant des contrats instables et irréguliers, comme c'est fréquemment le cas dans la construction<sup>307</sup>, ont sans doute (ici encore, moyens financiers mis à part) plus de latitude pour entreprendre un voyage au pays entre deux contrats que des travailleurs en contrat longue durée, où tout départ est un risque de licenciement.

- ***Les entrepreneurs***

Les travaux sur l'entrepreneuriat migrant, généralement plus important chez les migrants que chez les populations natives, présentent deux hypothèses : celle de l'enclave ethnique (les immigrés développent des entreprises en réponse aux besoins de leurs communautés, non satisfaits par les services locaux), et celle du blocage de la mobilité sociale (l'absence d'opportunités économiques pour les migrants les engage à investir). Dans le cas bolivien, il me semble que la seconde hypothèse est la plus courante, mais elle s'articule aussi à la première : j'ai rencontré le plus fréquemment des migrants entrepreneurs de la construction, chauffeurs de taxis, tenanciers de boutiques, mais aussi gérants de bars, de restaurants, dans ce cas souvent à destination d'une clientèle bolivienne.

Aux Etats-Unis, les données du recensement 2010 montrent que 11% des Boliviens sont auto-entrepreneurs, contre seulement 7.6% des étrangers (et 6.3% de la population totale), soit un taux élevé. Le niveau éducatif et socio-économique des Boliviens dans ce pays est aussi relativement haut par rapport à la moyenne des migrants latino-américains (cf. chapitre 1, IV). Mais la difficulté de la revalidation des diplômes à l'extérieur contraint souvent les migrants qualifiés à accepter des emplois d'un statut inférieur, ce qui peut être source de frustrations, et susciter un engagement dans l'investissement entrepreneurial, facilité par la possession d'un capital humain, social et économique. En Espagne en revanche, une enquête réalisée à Madrid en 2013 (*Encuesta Regional de Inmigración*) montre que seuls 5.5% des Boliviens ont une activité à compte propre, contre 14% des

---

<sup>307</sup> La construction est, dans les trois métropoles étudiées, l'une des principales niches professionnelles des hommes boliviens (cf. chapitre 1, IV.). Aux Etats-Unis, une enquête réalisée en 2008 auprès des joueurs de football de la ligue bolivienne de Northern Virginia (région de Washington) révèle que 90% des hommes travaillent dans le secteur de la construction (Price et Chacko, 2009).

migrants en général (Comunidad de Madrid, 2013). Ce faible taux peut être attribué à la fois au caractère récent de la migration, à sa plus grande vulnérabilité, et à sa plus grande féminisation (l'entrepreneuriat migrant étant plus marqué chez les hommes).

Le rapport de l'entrepreneuriat à la mobilité est plus variable que dans les emplois salariés, mais autorise généralement de très courts déplacements. Le montage d'une entreprise, d'un commerce, d'un négoce, est extrêmement chronophage, et souffre peu de confier l'activité à un tiers (même à un membre de la famille) pour se rendre au pays. En outre, tout investissement entrepreneurial est extrêmement coûteux au démarrage, et le temps d'amortissement parfois long, autorisant peu d'économies pour voyager.

L'investissement dans une activité entrepreneuriale est aussi un choix qui pèse souvent, dans les premiers temps au moins, sur les capacités des migrants à épargner au profit de l'espace d'origine. De fait, les familles séparées par la distance, aux quotidiens transnationaux, sont rarement celles qui arrivent à dégager suffisamment de capital pour investir dans une activité productive dans la société d'installation, car la nécessité de l'envoi de transferts réguliers au pays empêche l'épargne dans le lieu d'installation. Ce point interfère avec le facteur familial, que je développe plus bas (II.3).

Les entrepreneurs qui peuvent se permettre un engagement dans une circulation transnationale régulière sont généralement ceux qui ont déjà acquis une certaine stabilité financière dans leur activité, et sont en situation d'intégration socio-économique affirmée dans le pays d'installation. C'est ce volant-là des migrants circulants que captent notamment les résultats de l'enquête du CIEP sus-citée (I.3). Victor, dont la réussite professionnelle s'est construite sur des compétences professionnelles spécifiques (une formation de chef, enrichie au travers de plusieurs expériences internationales), est aujourd'hui l'un de ces entrepreneurs circulants :

Victor, 53 ans, est arrivé à 30 ans aux Etats-Unis, en 1989. D'une famille de cuisiniers, il a suivi une formation de chef en Bolivie, où sa famille possédait un restaurant familial près du stade de Cochabamba. Pour se former, il a travaillé, plus jeune, à Buenos Aires et Mar del Plata, dans la restauration ; il a également séjourné plusieurs mois à Santiago du Chili, au Pérou, au Brésil. Les dix premières années de vie aux Etats-Unis, Victor a travaillé dans plusieurs restaurants, comme employé, pour "*comprendre comment ça marchait*". Au bout de dix ans, ses économies lui ont permis d'ouvrir un premier petit restaurant, de 8 tables ; son succès lui a permis d'en ouvrir un second, plus grand. Le nom est neutre (Victor's Grill) ; la cuisine est argentine (les clients viennent pour la viande) et bolivienne, mais aussi internationale.

Victor retourne en Bolivie deux à quatre fois par an, pour les affaires, et pour les vacances, une à deux semaines maximum, car il ne peut laisser le restaurant trop longtemps seul.

Sa femme travaille avec lui, mais, moins impliquée dans la gestion du lieu, est plus mobile. Elle retourne plusieurs mois par an en Bolivie, où ils ont une maison. Leurs enfants et petits-

enfants sont installés aux Etats-Unis pour les uns, en Bolivie pour les autres, raison pour laquelle la circulation est importante.

(entretien dans la banlieue de Washington, 2012).

- ***Les emplois agricoles : migrations saisonnières, assignations à circuler, et trajectoires ascendantes***

On en a déjà dit quelques mots au chapitre 3 (III.2.Circuler), les va-et-vient réguliers des migrants entre origine et destination sont caractéristiques des migrations saisonnières anciennes qui s'établissent selon les rythmes des calendriers agricoles dans les espaces de destination. Les migrations mexicaines des zones rurales du Centre-Ouest vers les plantations agricoles californiennes dans le cadre du programme *bracero* (1942-1964) en sont l'exemple le plus connu - on parle d'ailleurs de *modèle californien* (Berlan, 2009) -, mais les migrations rurales / rurales articulant le Sud bolivien et le Nord argentin agricole des plantations de sucre et de tabac, très actives de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux années 1960, en sont aussi un exemple (cf. chapitre 1). Elles permettent aux employeurs d'assurer des besoins saisonniers de main d'œuvre, et aux migrants de conjuguer revenus en migration et contraintes de calendriers agricoles (mais aussi de vies familiales et communautaires) dans les espaces d'origine.

Si ces formes de circulation de main d'œuvre n'ont pas disparu, elles connaissent aujourd'hui un certain renouvellement de leurs formes, qu'illustre l'emploi immigré dans l'agriculture intensive de l'Europe néolibérale – cf. les numéros récents des revues *Etudes Rurales* (Morice et Michalon, 2009a) et *Hommes et migrations* (Crenn et Tersigni, 2013).

### **Encadré 36 : Les nouvelles circulations encadrées de la main d'œuvre agricole**

*"L'agriculture intensive, secteur d'emplois parmi les moins protégés en Europe et les plus exposés à la concurrence, exige une main d'œuvre importante à des moments spécifiques, main d'œuvre qui fonctionne comme seule variable d'ajustement"* (Redondo Toronjo, 2009).

En Espagne, la mise en place à partir de 2000 des *"contratos en origen"* (contrats en origine) permet d'importer une main d'œuvre étrangère pour la durée d'une saison, les travailleurs étant contraints, au terme du contrat, à retourner dans leur pays d'origine (point commun entre les différents types



de contrats existant, en Europe comme aux Etats-Unis, dans le domaine de la main d'œuvre agricole immigrée saisonnière<sup>308</sup>).

*"En dépit de différences significatives, ils [les contrats en origine] s'apparentent aux contrats ANAEM (ex-OMI) français en ce qu'ils concrétisent un processus d'importation d'une main d'œuvre dont le droit de séjour est lié à l'activité de production temporaire préalablement identifiée par l'Etat et le marché du travail" (op.cit.).*

Dans la fraisculture espagnole de Huelva, l'un des exemples les plus connus de ces niches d'agriculture intensive en Méditerranée européenne, le nombre des contrats en origine est passé d'environ 6.000 en 2002 à près de 30.000 en 2006 et 2007, et concerne principalement des travailleurs originaires des pays de l'Est de l'Europe (Roumanie, Bulgarie) et du Sud de la Méditerranée (Maroc). Ces travailleuses (car la fraise, dont la culture est délicate, concerne essentiellement le recrutement de femmes migrantes, aux mains considérées comme plus habiles) sont de plus en plus concurrencées par des migrants venus d'Amérique latine, notamment d'Equateur, mais aussi dans une moindre mesure de Bolivie (Hellio, 2009 ; Redondo Toronjo, 2009).

Béatrice Mésini (Mésini, 2013b, 2014) en montre l'exportation dans le cadre de l'agriculture intensive du Sud de la France, en Provence, où des entreprises de travail temporaire espagnoles *"mettent à disposition du marché national et européen des travailleurs détachés, principalement Equatoriens, Colombiens, Boliviens et Péruviens"* (Mésini, 2014), recrutés en Espagne et employés en France sur des contrats plus flexibles encore que les contrats ANAEM (et donc entrant en concurrence déloyale avec ces derniers), car facturés à la journée de travail (et non basés sur l'engagement à l'avance d'un nombre de mois travaillés, ce qui permet une flexibilité encore plus grande de la main d'œuvre).

Ces travailleurs constituent une forme particulière de circulants, dans la mesure où leur circulation est réglementée par leurs contrats de travail, et où leur mobilité répond à un modèle que l'on peut qualifier d'assignation à circuler. On ne peut pas parler ici d'insertion dans les sociétés d'arrivée. Pris en charge depuis l'origine jusqu'à leur lieu de travail et retour (transport et hébergement compris), ils sont cantonnés dans des logements souvent insalubres et précaires (caravanes, tentes, cabanes de fortune) aux abords des exploitations souvent constituées de murs de plastique aux intérieurs suffocants, loin des villes, et soumis à des rythmes de travail intensif et des conditions d'emploi dégradantes, pour des salaires très inférieurs à ceux des nationaux, et n'ont que très peu d'interactions avec la société d'arrivée (les deux numéros de revue cités documentent ces différents aspects avec précision). On ne peut pas non plus parler de transnationalisme, quand les migrants ne

---

<sup>308</sup> Aux Etats-Unis, le visa H-2A *Temporary Agricultural Workers* permet actuellement à des migrants originaires de certains pays dont la liste est établie par les services de l'immigration (la Bolivie n'en fait pas partie) de solliciter un séjour temporaire pour réaliser des travaux agricoles, pour une durée d'un an qui peut sur demande de l'employeur être étendue à trois années maximum, au terme desquelles le travailleur doit retourner dans son pays d'origine pour une durée minimale de trois mois (<http://www.uscis.gov/working-united-states/temporary-workers/h-2a-agricultural-workers>).

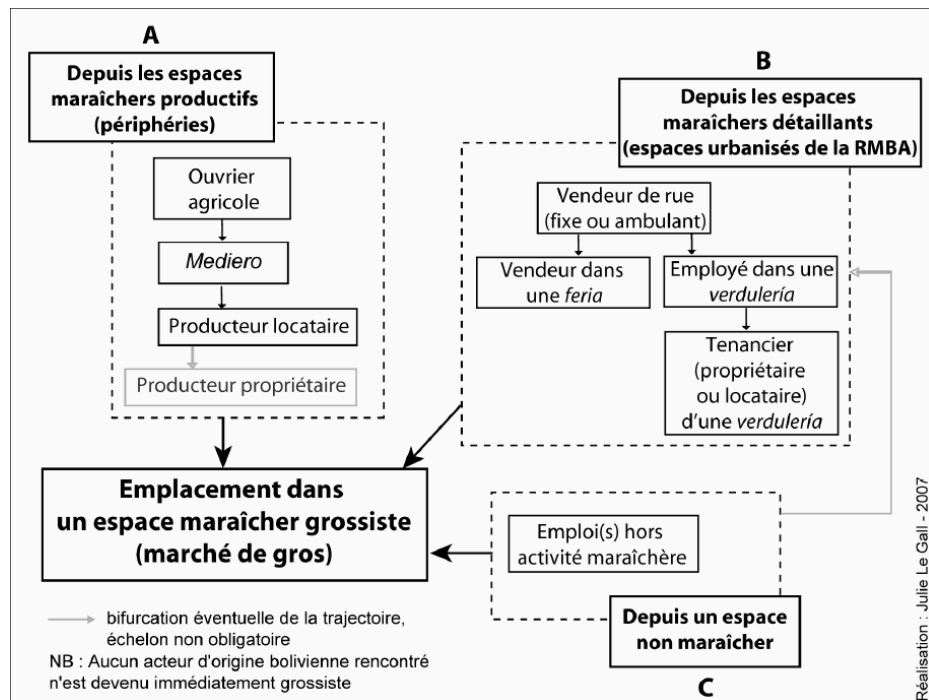
prennent quasiment pas pied dans l'espace d'accueil, contraints à séjourner sur les espaces exigus des exploitations agricoles qui les embauchent. On est très loin des engagements multisitués décrits par la littérature transnationale.

Si les migrants boliviens travaillent peu dans l'agriculture en Espagne et aux Etats-Unis (pas du tout aux Etats-Unis à ma connaissance, un peu en Espagne dans les zones productives du littoral Sud de Murcie, Almeria, Huelva), on a vu que celle-ci reste une niche professionnelle importante dans les périphéries horticoles de Buenos Aires, où les Boliviens ont même acquis depuis quelques années une position très dominante dans la production, comme l'ont montré les travaux de Roberto Benencia et Julie Le Gall (Benencia, 1997, 2003 ; Le Gall, 2011). Les conditions y sont loin de celles de l'importation de la main d'œuvre saisonnière européenne contractuelle.

L'engagement des migrants dans l'agriculture est une réponse à un besoin existant dans une niche économique ancienne, qu'ont occupée jusqu'aux années 1980 environ les migrants européens (notamment Italiens, Espagnols et Portugais), puis qu'ils ont progressivement délaissée. Le travail agricole ne s'inscrit pas dans des logiques de migration saisonnière, mais bien plus d'emploi régulier dans le cadre de migrations "durables".

En retraçant minutieusement, à partir d'une enquête qualitative auprès des Boliviens des périphéries de Buenos Aires, les trajectoires professionnelles de ces migrants dans l'agriculture, Julie Le Gall montre comment "*la escalera boliviana*" ou l'échelle sociale ascendante des Boliviens les a progressivement conduit, en l'espace de deux décennies (1980-2000), des statuts d'ouvrier agricole sur les exploitations (souvent encore aux mains de Portugais, d'Espagnols ou d'Italiens) à ceux de *mediero* (métayer), puis à ceux de propriétaires exploitants, et enfin de titulaires de stands dans les marchés de gros de la capitale. Depuis les espaces maraîchers détaillants de la capitale, d'autres Boliviens sont passés du statut de vendeur de rue à celui de titulaire d'un stand sur une *feria* – point approfondi par (Brassamin et Baby-Collin, 2012) – ou propriétaire d'un commerce de fruits et légumes (*verdulería*), qui peut aussi les amener à occuper des positions dominantes sur les marchés de gros, points d'aboutissement des trajectoires sociales ascendantes.

**Figure 18 : De l'agriculture aux marchés de gros à Buenos Aires**



Source : Figure reproduite de Le Gall, 2011, p. 246.

Outre le fait que ces trajectoires montrent comment les Boliviens prennent possession de l'ensemble de la filière des fruits et légumes, de la production à la commercialisation, dans le Grand Buenos Aires, et révèlent d'indéniables parcours d'ascension socio-économique, elles ont un certain nombre d'implications dans le rapport à la mobilité. Alors que les ouvriers agricoles pouvaient se permettre de revenir périodiquement en Bolivie pour des périodes relativement longues, les contraintes qui pèsent sur les nouveaux propriétaires exploitants et les commerçants grossistes leur interdisent de circuler à leur guise. La charge de travail et les contraintes de calendriers très étendus en raison de la variété des produits cultivés réduisent considérablement les possibilités de retours au pays, qui ne dépassent jamais plus d'une quinzaine de jours dans l'année. Julie Le Gall distingue des circulations de type professionnel (aller recruter des ouvriers agricoles directement dans les villages boliviens), personnel (visites familiales et découverte de la Bolivie pour les secondes générations) et institutionnel (*op. cit.*, tableau p. 550), qui vont de quelques jours à une ou deux semaines. Les producteurs agricoles ne peuvent, contrairement aux commerçants, rentrer en Bolivie lors des grandes vacances (janvier février) quand les Portègues ont quitté la capitale pour l'été, car il s'agit d'une haute saison agricole. Ces circulations personnelles, au rythme variable (d'une fois par an à une fois tous les dix ans), ont tendance, à mesure de

l'ancrage des Boliviens en Argentine et de la stabilisation de leur situation professionnelle, à s'étioler avec le temps, selon un processus classique d'intégration.

### II.3. Structures familiales et trajectoires migratoires

*"Les processus de familles transnationales et les relations entre les individus qui se définissent comme parents constituent la fondation initiale pour tous les autres types de relations sociales transnationales" (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994, p. 238 trad. libre)*

Les théories des migrations, on l'a vu au chapitre 1 (I.), sont passées d'une focalisation sur la migration individuelle à la prise en compte des systèmes familiaux dans lesquels elle s'inscrit. Le migrant, même s'il part seul, est généralement engagé dans des structures familiales qui interviennent dans le processus migratoire. Le fonctionnement des unités familiales comme la localisation des membres des familles sont des éléments déterminants des trajectoires, des processus d'intégration comme des engagements dans des vies transnationales, et ont des conséquences importantes sur le rapport à la mobilité.

Il est rare que tous les membres d'une famille migrent en même temps, et les liens familiaux sont à la base des dynamiques transnationales, entendues comme le maintien sur la durée de relations régulières et étroites entre les membres de familles dispersées<sup>309</sup>.

Dans quelle mesure leurs évolutions au cours du temps infléchissent-elles le rapport à la mobilité et à l'ancrage des migrants ?

- ***Les regroupements familiaux accélèrent les trajectoires d'insertion***

*"Pendant des années on a dit "on reviendra vivre en Bolivie", "pendant des années, on est resté entre deux... et puis vient un moment où il faut choisir.... les enfants veulent rester ici, alors on reste aussi. Cela fait trente ans qu'on est là... et on est citoyens..."*

(Julia, 51 ans, 30 ans de résidence aux Etats-Unis, entretien Washington 2011).

Aux Etats-Unis, la réforme IRCA de 1986 a constitué un tournant dans l'évolution des configurations familiales. La régularisation de près de trois millions de migrants (dont 2.3 millions de Mexicains) a favorisé l'engagement de processus de regroupements familiaux qui ont contribué à stabiliser ces populations sur le sol américain : la circulation des migrants motivée par des engagements familiaux s'est de ce fait restreinte, et le processus a accéléré l'intégration. Ces évolutions, favorisées dans cet exemple par une amnistie, traversent à des degrés divers tous les espaces migratoires. En Argentine, Julie Le Gall montre la différence qui existe entre les migrants originaires de Potosi, résidant dans les ceintures périurbaines du nord de Buenos Aires, qui sont installés en Argentine depuis

---

<sup>309</sup> Il existe à ce sujet une très abondante bibliographie, dont rend compte par exemple le numéro de la revue *Autrepart* intitulé *La famille transnationale dans tous ses états*, que j'ai dirigé avec Elodie Razy (Baby-Collin et Razy, 2011).

longtemps, y ont fait venir leurs enfants, et dont les liens à l'origine se sont fortement distendus (très peu de retours visites), des migrants de Tarija installés dans la région de La Plata, au sud de Buenos Aires, arrivés depuis moins longtemps, qui conservent des liens familiaux plus forts, activés par des circulations plus régulières (Le Gall, 2011).

La réunification des cellules familiales nucléaires (parents et enfants) en migration réduit en effet les motifs de la circulation et du maintien régulier des liens au pays. Elle requiert de la part des parents un investissement plus important dans le logement, et les logements unifamiliaux pèsent sur les budgets des migrants (cf. chapitre 2, III). La scolarisation des enfants, et leur processus d'acculturation à la société d'installation, sont de puissants vecteurs d'intégration familiale, surtout quand les choix de vie de ces enfants, à l'âge adulte, se stabilisent dans les espaces d'accueil. Les projets de retour au pays des parents vieillissants sont souvent contrariés par ces dynamiques d'insertion. Ils peuvent aussi réactiver des circulations, les parents qui retournent au pays pour leurs vieux jours circulant alors entre origine et destination, pour maintenir le lien avec leurs enfants, puis voir grandir leurs petits-enfants.

Le regroupement de la famille nucléaire peut aussi générer un élargissement des processus migratoires à des membres de la famille élargie. La migration du couple requiert souvent l'engagement des deux parents dans une activité professionnelle. Ces contraintes pèsent sur les modalités de la garde des enfants, et peuvent générer la migration d'une tante, d'une cousine, d'une grand-mère, pour subvenir à ces besoins, et recomposer des familles élargies dans l'espace de la migration. Ces processus sont plus vifs en Espagne et aux Etats-Unis, où les taux d'activité des femmes migrantes sont élevés, que dans le cas argentin : l'enquête ECMI, en 2003, montrait que si 82% des hommes boliviens de plus de 15 ans étaient actifs à Buenos Aires, c'était le cas de seulement 56% des femmes (ECMI, 2003, données travaillées par Bruno et Maguid, 2010).

On assiste ainsi à une diversification des profils des migrants, et à une incorporation plus importante de migrants non actifs dans le processus migratoire : enfants et personnes âgées, qui renouent des liens pluri-générationnels motivés par les besoins de soin (*care*) dans des familles d'adultes actifs.

Les besoins matériels des familles migrantes regroupées en destination mobilisent les ressources financières, et réduisent dans le même temps les capacités d'épargne à destination des espaces d'origine. Le regroupement familial s'accompagne ainsi souvent d'une diminution des investissements en origine. En même temps, le regroupement, qui favorise la mobilisation des ressources localisées en un même lieu, peut accélérer l'investissement dans l'espace de la migration, par le rassemblement des forces de travail et des économies des membres actifs. C'est souvent dans ces cas de regroupement, comme

l'illustrent certaines trajectoires, que l'on observe l'engagement dans des dynamiques entrepreneuriales qui peuvent générer des trajectoires ascendantes.

- ***Le matériau flexible de la parenté***

L'expression de parenté flexible, reprise au travail d'Anne Christine Trémon (Trémon, 2011), illustre la recomposition du matériau même de la famille avec la migration. La plurilocalisation familiale, à la base de la famille transnationale, fait évoluer cette dernière d'une "*géographie de la localisation*" vers une "*géographie de la relation*" (Cortes, 2011).

Bryceson et Vuorela ont défini la famille transnationale en reprenant l'image de la communauté imaginée (Anderson, 1991), pour montrer comment, par les processus de *frontiering* et de *relativizing*, ses contours (frontières) se redéfinissent avec le temps et la distance, et relativisent son contenu (Bryceson et Vuorela, 2003). Trémon envisage la famille transnationale dans ses composantes relationnelles, processuelles et pratiques pour illustrer sa dimension flexible, malléable.

La séparation de membres de familles sur la durée peut générer l'amenuisement des liens, voire des ruptures. La formation de nouveaux couples dans les lieux d'immigration accélère parfois la séparation et la rupture avec l'ancien conjoint, ou les enfants, restés en origine.

Le départ d'un membre actif peut *a contrario* susciter la réactivation de liens au sein des familles élargies, mobilisées pour pallier l'absence dans l'espace d'origine (voir sur ce point l'ouvrage de Gioconda Herrera, 2013 qui met en évidence les modalités de la prise en charge des enfants quand les mères sont parties, à partir du cas de la migration équatorienne en Espagne), comme l'arrivée d'une grand-mère pour garder ses petits enfants dans le lieu de l'immigration revivifie des cellules familiales élargies.

- ***L'impact de la féminisation migratoire sur les dynamiques familiales***

Le développement récent (depuis une quinzaine d'années) des travaux sur les familles transnationales doit beaucoup aux nouveaux processus de féminisation migratoire. Ce n'est pas tant la féminisation en tant que telle qui est significative<sup>310</sup> que la visibilisation de la migration féminine<sup>311</sup> et les nouvelles formes prises par cette migration.

Longtemps cantonnée à une vision reproductive de la femme en migration (attendant son mari au pays en élevant les enfants, ou le suivant tout en continuant à accomplir les tâches

---

<sup>310</sup> Selon les données du PNUD, il y avait 47% de femmes parmi les migrants en 1960, et 49% en 2005, soit une assez faible augmentation (PNUD, 2009).

<sup>311</sup> En 1984, le célèbre article "*Birds of passage are also women*" (Morokvasic, 1984) invitait à prendre en compte une féminisation souvent invisible dans le monde de la recherche. Bien qu'en 2011, Mirjana Morokvasic considère que "l'invisibilité continue" (Morokvasic, 2011), de nombreux travaux ont éclairé les nouvelles formes et les implications de la migration féminine depuis une vingtaine d'années.

reproductives), la recherche a mis en évidence à la fois la participation croissante des femmes à la sphère productive, et leur position d'actrices dans la migration, ce qui a généré une discussion sur leurs formes d'*agency* et d'*empowerment*, comme sur la violence de leur exploitation dans une globalisation inégale. Aux discriminations de classe et de race, s'ajoute ici la discrimination de genre, comme le montre l'ouvrage de Sonia Parella sur la triple discrimination de la femme bolivienne en Espagne (Parella Rubio, 2003). Ceci n'exclut pas toutefois l'existence de formes d'*empowerment* féminin, comme l'illustrent les écrits de Laura Oso Casas sur des groupes de femmes latino-américaines dans le même pays (Oso Casas, 2002, 2009).

Aux emplois domestiques s'ajoutent ceux de l'économie du soin (Lautier et Destremau, 2002). Les travaux sur les chaînes globales de soin ou *global care chains* ont mis au jour comment la demande accrue de main d'œuvre des économies développées dans le *care* générerait des migrations féminines qui reposent la question du soin de leurs propres enfants et parents âgés dans les sociétés de départ, constituant ainsi des chaînes globales de soin dans une mondialisation inégale (Ehrenreich et Russell Hochschild, 2003 ; Hochschild, 2000 ; Isaksen Widding, Uma Devi et Russell Hochschild, 2008 ; Lutz, 2008 ; Yeates, 2004).

La configuration de femmes leaders de chaînes migratoires caractérise certains groupes migrants<sup>312</sup> et notamment la migration latino-américaine vers l'Europe depuis la fin des années 1990 : la forte féminisation bolivienne en Espagne en témoigne. L'ouvrage de Rachel Parreñas, *Servants of Globalization*, qui compare les migrantes domestiques philippines à Los Angeles et à Rome (Italie), décrit le processus de quadruple *dislocation* qu'elles y subissent : leur position spécifique induit des souffrances liées (1) à leur sentiment d'exclusion dans les espaces de réception (et fréquemment, le sentiment de ne pas appartenir même aux communautés migrantes – l'isolement induit par le travail domestique en est une des raisons), (2) à leur citoyenneté partielle ou tronquée, (3) à la douleur de la séparation de leurs familles (et de leurs enfants *left behind*), (4) à leurs expériences contradictoires de mobilité de classe enfin (Parreñas, 2001).

Revenons sur ces deux derniers points.

Comme dans l'expérience philippine, la migration des femmes latino-américaines en Espagne au cours des années 2000 implique souvent des femmes diplômées, issues de la classe moyenne, et ayant déjà connu une expérience professionnelle en origine, rarement dans la sphère domestique. Si elles obtiennent comparativement aux sociétés de départ des

---

<sup>312</sup> Notamment la migration philippine, très féminisée, qui a été amplement étudiée par les travaux de Rachel Parreñas Salazar (Parreñas, 2001, 2005, 2008).

revenus plus élevés en Espagne, leurs emplois sont de faibles qualifications<sup>313</sup>, ce qui génère un sentiment douloureux de déclassement social avivé par les contextes de discrimination.

Un certain nombre d'entre elles sont des mères, qui ont laissé, au moins dans les premiers temps, parfois sur la durée, leurs enfants au pays. L'étude pionnière de Pierrette Hondagneu Sotelo sur les femmes mexicaines employées domestiques en Californie définit la maternité transnationale comme un arrangement tentant de réacomoder les situations spatiales et temporelles de séparation, qui construit une nouvelle relation maternelle (Hondagneu-Sotelo et Avila, 1997 ; Hondagneu-Sotelo, 2001). Cette souffrance de la séparation, génératrice d'un fort sentiment de culpabilité, est étudiée dans un certain nombre de travaux (par exemple Baby-Collin et Razy, 2011 ; Baldassar et Merla, 2010, 2014 ; Parella Rubio, 2003 ; Zontini, 2010). Elle est aussi souvent l'une des raisons des retours féminins dans les pays d'origine : l'étude de Carmen Ledo menée auprès des migrants de Cochabamba montre qu'alors que les motifs professionnels dominent dans les retours des hommes, 60% des femmes invoquent des motivations familiales (Ledo Garcia, 2012).

Le rôle pivot que jouent les mères dans les dynamiques familiales (Baby-Collin, Cortes et Sassone, 2008), dans l'éducation des enfants comme le soin aux parents âgés ou l'entretien d'un éventuel patrimoine, explique que ces nouvelles mobilités féminines aient des implications nouvelles que les traditionnelles migrations masculines ne faisaient pas surgir de la même manière.

Enfin, ces migrations féminines défient les relations de genre au sein des couples. Dans les exemples latino-américains, il est rare que le mari resté au pays d'origine assume, ou assume seul, la garde des enfants, et c'est fréquemment une femme, de la famille ou embauchée à l'extérieur, qui assure les fonctions reproductives en origine. Néanmoins, la migration féminine repositionne la paternité, comme les relations de couple (voir par exemple l'étude de Yépez, Ledo et Marzadro, 2011 sur la migration féminine bolivienne en Italie). La migration en Europe permet aux femmes de devenir les principales pourvoyeuses de revenus au sein des foyers, ce qui constitue un changement par rapport aux rôles traditionnels. L'émancipation acquise en migration pose de nouveaux défis à la gestion de la vie de couple, dans des sociétés latino-américaines empreintes de machisme. Le travail de Tanja Bastia auprès de femmes de retour en Bolivie après une migration en Espagne illustre la difficulté de ces reconfigurations relationnelles (Bastia et Busse, 2011). Il met en évidence que leur résolution passe souvent par un retour de la femme dans ses fonctions reproductives, et un transfert des ressources financières acquises au cours de la migration au bénéfice du mari, afin de conforter ce dernier dans ses fonctions productives :

---

<sup>313</sup> 32% des emplois étrangers en Espagne sont non qualifiés en 2010 ; c'est le cas de 59% des emplois des Boliviens – taux le plus élevé de tous les collectifs migrants (Carrasco Carpio et Garcia Serrano, 2012, p. 81-82)



investissement dans l'achat d'un taxi, ou d'un négoce, tenu par le mari. L'*empowerment*, qui peut être acquis en migration, ne se traduit ainsi pas forcément par des transformations en profondeur des rôles de genre traditionnels en origine.

#### **II.4. Imprévus et bifurcations**

Le récit des trajectoires biographiques des migrants fait enfin très fréquemment ressortir l'importance d'événements imprévus, qui peuvent agir comme déclencheurs de la migration, de retours au pays, ou de bifurcations dans les trajectoires. Accidents de travail, maladies ou décès d'un proche, séparations de couples, héritage de terres en origine, perte d'un emploi, faillite ... Autant d'aléas de l'existence qui traversent les expériences de chacun et contribuent à moduler le rapport à la mobilité et à l'ancrage, en infléchissant durablement les expériences des migrants.

La notion de bifurcation a gagné depuis quelques années sa place dans les sciences sociales, comme en témoigne l'ouvrage collectif récemment consacré à la notion, qui la définit en introduction comme *"un moment d'incertitude débouchant sur des changements de plus ou moins grande ampleur"* (Bessin, Bidart et Grossetti, 2010, p. 11), comportant, comme le montre le travail de Michel Grossetti, à la fois une dimension imprévisible et une composante irréversible. Claire Bidart, qui a consacré de nombreux travaux à cette notion envisagée dans l'analyse des trajectoires biographiques, précise cette définition générale :

*"Je définirais donc la bifurcation comme l'apparition d'une crise ouvrant un carrefour biographique imprévisible dont les voies sont elles aussi au départ imprévues – même si elles vont rapidement se limiter à quelques alternatives –, au sein desquelles sera choisie une issue qui induit un changement important d'orientation" ; "séquences de changement brusque et imprévisible (temps court) pouvant affecter de façon importante et irréversible la trajectoire (temps long)"* (Bidart, 2006).

Le récit de quelques trajectoires choisies illustre la façon dont ces différentes dimensions se conjuguent au fil du temps.

### III. Sept trajectoires familiales

Une grande partie des matériaux de terrain recueillis depuis plusieurs années auprès des migrants boliviens a consisté en des entretiens, parfois répétés, avec un certain nombre de migrants, parfois avec d'autres membres de leur famille, dans le même pays ou dans l'espace d'origine (selon les principes de l'ethnographie multi-située), sous forme de récits de vie. C'est souvent à partir de grilles d'entretien assez lâches, laissant une très grande part à la libre parole des enquêtés, que j'ai laissé les individus me raconter l'histoire de leur migration, de leur insertion, de leur retour éventuel, de leurs pratiques transnationales. Ce matériau permet de donner un sens (le sens que les individus confèrent à leur trajectoire, et que je réinterprète à nouveau à partir de l'enregistrement – ou plus souvent de la prise en notes – de leurs propos) à leurs trajectoires, individuelles et familiales, envisagées dans une certaine logique temporelle qui réagence les faits dans leur succession, même si les entretiens sont généralement faits d'allers et de retours entre différents moments, remobilisés au cours du travail de mémoire que génère le fil même du récit.

C'est par ces trajectoires, qui rendent une forme de parole indirecte aux acteurs<sup>314</sup>, que je souhaite terminer cet ouvrage, car elles donnent à voir concrètement l'entremêlement des dimensions que j'ai tenté d'éclaircir à partir d'une perspective théorique : mobilité, ancrage, intégration, transnationalisme. Elles donnent aussi la primauté à l'expérience complexe et variée de chacun, et, d'une certaine façon, elles donnent la parole aux soubresauts, aux ambiguïtés et aux incertitudes qui construisent au fil du temps les vies particulières. Ces récits redonnent la parole aux acteurs dans l'unicité de leurs trajectoires, que le discours scientifique a tenté de comprendre, de régler, d'interpréter à l'aune de différentes théories de sciences sociales.

Sept ont été choisies dans le corpus de la cinquantaine d'histoires de vie recueillies au cours des travaux de terrain. Elles sont parfois issues d'un seul long entretien, parfois de plusieurs entretiens avec un seul ou plusieurs membres de la famille, parfois liées aux côtoiements plus réguliers ou récurrents des individus et de leurs familles, en un ou plusieurs lieux. La majorité des entretiens a été collecté en un lieu (celui de la migration), mais certains cas ont donné lieu à des entretiens en origine et en destination. Deux des cas présentés sont issus d'entretiens plurisitués, dans l'espace d'origine en Bolivie (La Paz, Valle Alto de Cochabamba) et dans celui de la migration, en Espagne (à Madrid et Barcelone) et aux Etats-Unis (dans les régions métropolitaines de New York et Washington). Ces éléments de contexte sont présentés pour chacune des trajectoires, que je

---

<sup>314</sup> on n'y lit en effet que mon interprétation de leurs récits, qui constituent eux mêmes une interprétation forcément partielle et située dans l'espace-temps des entretiens de leur trajectoire.

reconstitue et positionne systématiquement dans un cadre familial, pour les raisons antérieurement explicitées (II.3).

Bien que je dispose de riches matériaux de terrain collectés par mes étudiants de master ou de doctorat, que l'on a vu cités quand j'en mobilisais certains extraits au fil du texte, j'ai choisi ici de n'utiliser que les matériaux d'histoires de vie que j'ai collectés, seule ou avec des collègues, entre 2008 et 2012. Pour cette raison, aucun récit d'une actuelle migration en Argentine n'est présenté ici, car je n'ai pas conduit directement ces entretiens à Buenos Aires. On retrouve en revanche la migration argentine au travers de plusieurs expériences de migrations complexes (III.3).

J'ai regroupé ces récits en trois grands types : des trajectoires d'intégration relativement linéaires, à l'échelle de familles nucléaires ; des trajectoires transnationales en tension, impliquant des recompositions de la nature des liens familiaux ou du matériau de la famille ; enfin, des trajectoires complexes articulant plusieurs pays de destination et plusieurs générations dans des systèmes familiaux élargis.

### **III.1. Trajectoires d'intégration linéaires au sein de familles nucléaires. L'ancrage progressif dans la société d'arrivée, le maintien inégal de liens à l'origine**

- ***Julio : heurs et malheurs du regroupement familial dans une trajectoire ascendante (Madrid)***

Julio a 47 ans quand je le rencontre pour la première fois en 2008. Issu d'une famille de classe moyenne (son père était comptable, sa mère professeure), marié et père de deux enfants, il a fait des études supérieures puis été visiteur médical dans la région de Cochabamba. Des difficultés professionnelles l'ont amené à partir seul en Espagne en 2000, où il est resté trois ans sans papiers, dans des conditions difficiles de colocation, occupant divers emplois (charpentier, ouvrier, jardinier). Il envoie de l'argent chaque mois à sa femme (qui ne travaille pas) et ses filles. Dès qu'il obtient ses papiers, il les fait venir en Espagne, loue un appartement. Une rencontre imprévue avec le père d'une de ses filles lui permet de valoriser ses compétences professionnelles : il est embauché comme assistant technicien en pharmacie. Cette rencontre enclenche un processus de revalorisation professionnelle : il fait plusieurs stages, formations (le soir après le travail), et obtient après quelques années un poste de technicien dans un laboratoire de recherches biologiques, dont il est satisfait. Sa femme se met à travailler à son tour, après avoir obtenu ses papiers, pour améliorer les revenus familiaux. Elle est employée de service à l'aéroport de Madrid. Son émancipation personnelle en Espagne signe cependant la fin du couple, qui se sépare. La famille reste en Espagne, et (cas relativement rare) c'est Julio qui reste dans l'appartement avec les enfants, sa femme vivant une petite chambre dans un appartement partagé à proximité.

En 2009, tous les membres de la famille ont obtenu la nationalité espagnole. Pour la première fois après six ans de séjour, les filles (adolescentes) retournent en Bolivie chez leurs grands-parents, accompagnées de leur mère. Julio accumule ses jours de congé, peu nombreux, et envisage de faire un séjour en Bolivie en 2010, après dix ans d'absence, pour rendre visite à ses parents vieillissants, auxquels il envoie, chaque mois, 100 à 150 €, depuis des années, pour compléter leur retraite. Car il a beau leur avoir proposé plusieurs fois de venir leur rendre visite, ils "*sont très frileux pour voyager*". Sociabilisé en Espagne dans un milieu latino-américain, il a des amis de différentes nationalités. Il participe régulièrement aux activités de la communauté bolivienne, va manger le dimanche à Usera de temps en temps (ce n'est pas loin de chez lui). Mais il projette sa vie et celle de ses filles en Espagne.

(entretiens Madrid, 2008-2009-2010).

Cette trajectoire classique de regroupement familial et d'intégration à la société d'accueil est marquée par une bonne insertion professionnelle, que Julio attribue à un événement inattendu (une rencontre). Le couple, en revanche, n'a pas tenu malgré le regroupement familial. Il est difficile de déterminer ce qui relève de la longue séparation du couple (près de quatre ans), ou de l'émancipation de la femme que Julio attribue à son insertion professionnelle et son indépendance économique nouvelle.

Les liens transnationaux, quasiment quotidiens quand la famille était séparée, restent réguliers avec les parents âgés, que Julio aide financièrement et auxquels il téléphone régulièrement. L'absence de retour sur la durée est liée d'abord au statut irrégulier, puis aux moyens financiers, puis aux contraintes professionnelles. Le retour visite vient au bout de dix ans, mais la stabilisation de la situation en Espagne conforte un projet d'ancrage durable dans la société d'accueil, dont le processus de naturalisation est manifeste, qui ne remet pas en cause le maintien d'une identité bolivienne, que Julio tente de cultiver en privé auprès de ses enfants, notamment de son dernier fils, qui est né sur le sol espagnol.

• ***Matilda : bifurcations initiales, retours, choix de l'installation durable (New York)***

Matilda, née en 1956, a grandi dans une famille plutôt aisée à Copacabana, au bord du lac Titicaca, dans le département de La Paz, où son père était juge. Sa mère, très active, tenait une grande boutique d'artisanat. Après des études à l'université de La Paz, elle est devenue travailleuse sociale. Repérée pour son bilinguisme (aymara espagnol) et ses compétences, elle a travaillé pour l'ONU, CARITAS, le ministère de la santé, faisant des missions auprès des paysans de l'Altiplano pour promouvoir la santé publique. Elle a de très bons revenus, épouse un militaire contre l'avis de ses parents, vit dans un bel appartement du centre de La Paz.

La naissance de sa fille enclenche une bifurcation dans sa vie : malade, elle ne peut être soignée en Bolivie. Elle obtient facilement un visa, avec ses réseaux et son niveau de qualification, et part avec sa fille à New York, où vit son frère, pour la faire opérer, en 1978, à

l'âge de 22 ans. Le séjour dure plus longtemps que prévu, et, enceinte, elle ne peut retourner en Bolivie avant la naissance de son fils : son mari la rejoint donc, à contre cœur. Le second enfant est aussi atteint de problèmes de santé dès la naissance, et Matilda et son mari décident de rester à New York, le temps de les soigner.

Suivent deux années difficiles. Son mari connaît un déclassement social, contraint à faire la plongée dans des restaurants, et Matilda doit gérer les enfants. Ne pouvant rester chez le frère, ils occupent successivement plusieurs appartements (une chambre dans une cave à Broadway, une autre dans la banlieue nord, puis un deux pièces), et vivent dans le besoin. *"On avait du riz, des céréales, du lait, certains jours c'était tout"*. Au bout de deux ans, Matilda craque et décide de revenir en Bolivie : *"là bas au moins, j'avais un métier, une position, une maison"*. Mais son mari, qui a obtenu un poste de superviseur de services dans un hôtel, reste à New York.

Après un an de séjour en Bolivie où elle ne récupère pas sa situation professionnelle antérieure et ne trouve pas de structure sanitaire satisfaisante pour ses enfants dont la maladie requiert des soins réguliers, elle repart rejoindre son mari, tombé entre temps dans les bras d'une autre. Matilda s'accroche, cherche du travail, et devient employée domestique dans plusieurs familles de la banlieue nord de New York, dans le comté de Westchester. Elle se réconcilie avec son mari, et la famille emménage dans une maison en location dans une banlieue populaire dont la majorité de la population est latina, à Portchester, où les loyers sont bas.

Ils bénéficient de la régularisation de 1986 (IRCA) – car leur visa n'était pas une autorisation de résidence, et ils sont donc vite tombés dans la clandestinité - , puis deviennent citoyens américains. Leur stabilisation professionnelle (elle travaille pour trois familles pendant plus de 25 ans) leur permet d'acheter une maison à Portchester.

Depuis le début des années 1990, ils peuvent revenir en Bolivie, deux semaines de temps en temps, pour rendre visite à la famille, voyager dans le pays, participer aux fêtes de la semaine Sainte ou de la Vierge de Copacabana, dont Matilde a ramené, il y a huit ans, une statuette à New York, qui trône dans le salon. Très croyante, Matilda s'est investie dans les festivités boliviennes de New York, participant à plusieurs associations, connaissant très bien le milieu bolivien de la région avec lequel elle est très liée. Elle est active à la fois dans ses activités religieuses et dans celles qui la relient aux différents groupes boliviens de la région.

Lors de son prochain voyage en Bolivie, en 2012, elle doit décider avec ses frères ce qu'ils font de la maison des parents, décédés, au bord du lac Titicaca. Elle ne souhaite pas particulièrement la conserver, car désormais, sa vie est aux États-Unis.

Ses deux enfants ont fait de belles études à l'université. Son fils est avocat, et a une petite amie chinoise. Sa fille est devenue institutrice dans une école bilingue, et a un petit ami dominicain. Matilda dit que *"c'est comme ça ici, il y a beaucoup de mélanges"*. Elle souligne à leur propos : *"ici, les opportunités ne manquent pas. Je suis reconnaissante à ce pays, parce qu'ici celui qui veut travailler peut réussir. En Bolivie ce n'est pas pareil"*.

(entretiens Portchester, New York, 2011-2012)

On retrouve tous les ingrédients d'une trajectoire migratoire d'intégration, générée par un événement inattendu, dans un contexte où, si la migration ne faisait pas partie des projets du couple, elle faisait déjà partie de la famille : deux des frères de Matilda étaient déjà partis aux Etats-Unis avant elle. Le capital social (les réseaux) et humain (qui permet à Matilda d'avoir rapidement un visa) est d'ailleurs ce qui met ici en branle le processus.

On retrouve les premières années difficiles, hésitantes, l'instabilité du logement, puis le moment du choix, après un retour mitigé en Bolivie, de lutter pour s'intégrer, travailler, élever ses enfants.

Le coup de pouce de la régularisation ancre le couple dans une vie plus stable et permet au mari de gravir quelques échelons. La naturalisation facilite les retours visites au pays, lors desquels le projet migratoire n'est pas remis en cause.

La poursuite des pratiques et traditions culturelles s'inscrit dans un espace de sociabilisation états-unien proprement ethnique, de type assimilation segmentée, mais aussi latino, classique des *hyphenated americans* contemporains.

La réussite scolaire puis professionnelle des enfants illustre l'ascension sociale des secondes générations, qui s'intègrent dans une société multiculturelle dont ils épousent la diversité, comme en témoignent leurs compagnons d'autres nationalités, latinas ou non. Leur intégration est aussi un élément qui empêche les parents de se poser la question d'un éventuel retour.

### III.2. Dislocations et recompositions. Les épreuves des familles transnationales

- ***Marta : l'expérience douloureuse de la maternité transnationale et l'impossibilité du retour (Madrid)***

Marta est née dans un village de la province de Santa Cruz en 1957, dans une famille de onze frères et sœurs. La plupart vivent toujours en Bolivie et occupent des emplois de classe moyenne (policier, chimiste, administration d'entreprise) ; une sœur a épousé en Bolivie un Japonais et est partie vivre au Japon, une autre est en Hollande, dans une situation pas très claire. Jeune diplômée du baccalauréat, Marta a eu une courte expérience migratoire au Brésil, puis a travaillé comme aide infirmière, engagée dans une grande distillerie où son mari était ouvrier, dans les environs de Santa Cruz. Elle a eu cinq enfants, âgés de 16 à 30 ans quand je la rencontre en 2009 à Madrid. Pour soigner la trisomie de l'un d'entre eux, elle quitte la distillerie, à la campagne, pour s'installer en ville, à Santa Cruz, où il y a des écoles spécialisées pour enfants handicapés, et y trouve un emploi dans une résidence pour personnes âgées, comme aide infirmière. Son mari vient leur rendre visite les fins de semaines, depuis la distillerie, puis le couple se sépare, en 1998, et elle garde la charge des enfants. Cette séparation est à l'origine de la bifurcation de Marta.

Face à une situation financière difficile, avec les frais occasionnés par sa fille malade, ses quatre autres enfants, le paiement de l'employée qui assure le suivi des enfants alors qu'elle travaille, elle envisage un départ à l'étranger. La directrice de la résidence pour personnes âgées lui propose de l'emmener en Suisse ; elle n'envisage pas l'Argentine, où la situation n'est pas bien meilleure qu'en Bolivie, selon elle. Elle décide finalement de partir en Espagne, pour la langue, surtout, avec une amie qui a des connaissances là bas (avec laquelle elle a depuis perdu le contact) et arrive à Madrid en août 1999. Elle est alors âgée de 42 ans. Pour financer le voyage, elle n'a pu compter sur personne de sa famille, et s'est endettée auprès d'un prêteur particulier qu'elle a remboursé peu à peu.

Elle a occupé cinq logements différents depuis son arrivée, en dix ans de résidence : une chambre partagée près de la gare de Madrid, à son arrivée, avec son amie, pendant un mois ; un appartement de trois pièces partagé entre dix Boliviens, dans la banlieue de Majadahonda, où vivent un certain nombre de Boliviens de l'Orient ; un logement d'une année au domicile de son employeuse, une femme chilienne auprès de laquelle elle était employée de maison ; un appartement partagé avec son fils et d'autres Boliviens, lorsque l'un de ses enfants, *"celui qui était le plus attaché à moi"* l'a rejoint à Madrid, en 2001, à l'âge de 21 ans, *"sur un coup de tête"* ; puis, quatre ans après son arrivée, dotée enfin de papiers réguliers, elle a pu louer un appartement en son nom, à Majadahonda, dont elle occupe le salon et dont elle sous-loue à des couples latinos les deux chambres, pour amortir le loyer. Elle a meublé l'appartement avec des meubles que lui ont donné certaines de ses patronnes espagnoles. Son fils est parti vivre avec son amie, une latina que Marta n'apprécie guère, puis avec des jeunes avec lesquels il partage une chambre dans le quartier bolivien d'Usera, mais sa situation est précaire.

Marta a trouvé son premier emploi via ses réseaux relationnels en Bolivie (frère d'une amie, résidant en Espagne), dans une entreprise de nettoyage qui a fermé au bout de quelques

mois. Elle a ensuite exercé des emplois de ménage, à l'heure, puis un emploi d'*interna*, où elle est restée une année, qui reste pour elle une expérience traumatisante : isolée, harcelée, enfermée, elle a quitté son emploi par une hospitalisation. *"Je voulais mourir"*, dit-elle. Depuis, elle a cumulé divers emplois dans le secteur des services et de la domesticité, dans des entreprises, des résidences pour personnes âgées (*"mais je n'aimais pas travailler de nuit"*), des familles, comme employée domestique. Elle s'est stabilisée, grâce à sa situation légale, en travaillant dans une entreprise de nettoyage d'immeubles où elle travaille huit heures par jour pour un salaire de 600 € mensuels depuis plusieurs années, qu'elle complète en faisant des ménages dans un certain nombre de familles (10 € de l'heure), rencontrées via le réseau de l'une d'entre elles, dans différents quartiers de Madrid. Elle travaille ainsi 12 heures par jour, six jours sur sept, car elle se refuse à travailler le dimanche. Depuis un an (l'entretien a lieu en 2009), elle a perdu trois des cinq employeurs à l'heure en raison de la crise : *"ils ne pouvaient plus me payer"*. Elle apprécie la stabilité de l'emploi en entreprise, mais souffre des conditions de travail et des remarques sans cesse désobligeantes auxquelles elle est quotidiennement confrontée dans les cages d'escalier ; bien que plus instable, elle préfère le ménage chez les familles, plus calme.

Le dimanche, elle aime aller à la messe avec des amies boliviennes, à Majadahonda, regarder la télévision, faire son ménage, ses lessives, parfois aller manger avec son fils et sa nièce à Usera dans un restaurant bolivien, mais elle a peu l'énergie de sortir. Elle connaît beaucoup de Boliviens installés à Madrid, qui viennent de Santa Cruz, ont été ses compagnons à l'école; mais elle fréquente peu les Collas, *"on pense différemment"*. En dehors des Boliviens, elle a des connaissances, c'est tout.

Marta a entrepris sa migration pour donner un futur meilleur à ses enfants. Elle leur envoie environ 300€ par mois, via Western Union, dans une téléboutique, parfois en deux fois dans le mois. *"Hier, j'ai envoyé 140 €, 100 pour la maison et 40 pour ma fille qui est enceinte (à 16 ans) et est partie vivre chez son amoureux(...). Je sais que le 27 du mois, si j'ai un coup de fil sur mon portable, c'est qu'ils ont besoin d'argent"*. D'habitude, elle les appelle depuis une téléboutique, c'est moins cher, au moins une fois par semaine. Très rarement, ils se contactent sur Internet, grâce à son fils, qui manie cette technologie et est celui qui la tient au courant de ce qui se passe en Bolivie, car il est en contact avec ses frères, sœurs et amis.

Elle ne sait pas vraiment comment ses enfants dépensent l'argent qu'elle envoie. *"Je sais qu'ils mangent, au moins"*. Deux ans auparavant, Marta a réussi à cumuler 6.000€ d'économies pour que son fils aîné puisse s'acheter un taxi, mais il ne l'a pas acheté et elle ne sait comment l'argent a été dépensé. L'employée de maison qu'elle a payée pour rester avec ses enfants quand elle est partie en Espagne (ils avaient alors entre 6 et 20 ans) a fini par partir en Espagne elle aussi ; le père des enfants a été gravement brûlé dans un accident de travail dans la distillerie, ne peut plus travailler ni aider à subvenir aux besoins des enfants. L'aîné dit qu'il travaille, comme pompiste, et Marta ne sait pas vraiment si les autres étudient : la grossesse de sa fille de 16 ans l'inquiète. Elle reste très soucieuse de sa fille trisomique. Elle aimerait les faire venir en Espagne, mais sait qu'elle ne pourrait pas les faire vivre tous ici : qui s'occuperait de sa fille trisomique ? Son seul fils qui est ici a du mal à trouver du travail (elle partage actuellement ses heures de nettoyage dans l'entreprise avec lui en lui demandant de l'aider pour les tâches difficiles), alors que dire si elle devait aussi entretenir les autres, avec le coût de la vie espagnole ?



Elle ne peut pas non plus rentrer en Bolivie car elle n'a pas d'économies pour ouvrir un petit négoce, et faire progresser ses enfants ; elle ne peut se permettre de leur rendre visite, car, bien qu'elle ait pu régulariser sa situation via son employeur, elle ne peut financièrement s'offrir ce luxe du voyage. A Madrid, pour économiser au maximum, elle a appris à ne manger qu'une fois par jour.

(entretien Madrid, 2009, mené conjointement avec Lucile Medina).

Marta stagne ainsi dans une situation ajustée, faite de souffrances et de culpabilité douloureuse (elle pleure à plusieurs reprises lors de l'entretien). Elle est physiquement immobile, non par manque de papiers, mais de moyens. Son intégration en Espagne est minimale, car elle dédie l'essentiel de ses journées à son travail. Elle est très engagée dans une vie transnationale, celle de la maternité à distance, qu'elle gère au quotidien, mais dans laquelle elle trouve peu de satisfactions et en revanche beaucoup de sujets d'inquiétude : l'envoi d'argent ne remplace pas la présence, les coups de téléphone ne recréent pas toujours la confiance, l'avenir de ses enfants l'inquiète. Elle se sent donc piégée en Espagne. L'absence de ressources familiales venant à l'appui de ses efforts l'empêche à la fois de progresser en Espagne, et de faire évoluer favorablement sa situation en Bolivie.

- ***Wilma : dislocations, tiraillements, et recomposition familiale (Madrid)***

Née à La Paz en 1974, Wilma a fait des études à l'université, et est devenue assistante médicale. Mariée à un médecin, elle a une bonne situation, deux enfants dont s'occupe une nounou qu'elle a embauchée dès la naissance : *"je ne les ai pratiquement pas élevés, je travaillais trop"*. La séparation avec son mari joue ici le rôle d'événement imprévu qui fait bifurquer sa trajectoire.

Ses revenus diminuent, et elle décide de partir aux Etats-Unis, dans la région de Washington, où son père, qu'elle connaît peu, vit depuis de nombreuses années. Il lui a trouvé un emploi de vendeuse dans une chaîne de parapharmacie, et de faux papiers de sécurité sociale. Elle part en 1998 avec ses deux enfants alors très jeunes, et emmène sa mère avec elle, pour qu'elle s'occupe d'eux. Elle cumule les emplois : le matin dans une cafétéria, l'après midi dans la parapharmacie, les fins de semaine dans une discothèque. Elle travaille beaucoup mais se sent bien ; sa mère ne s'habitue pas à la vie américaine, et ils rentrent tous en Bolivie au bout d'un an et demi. Wilma les laisse à La Paz au bout de quelques mois et repart seule ; au bout d'une année, ses enfants lui manquent, elle rentre en Bolivie pour passer quelques semaines avec eux. Les attentats du 11 septembre 2001, qui surviennent peu après et durcissent les conditions d'entrée aux Etats-Unis, ne lui permettent pas d'obtenir un nouveau visa pour repartir. Elle reste en Bolivie et reprend son activité antérieure d'assistante médicale, dans des conditions qu'elle considère peu satisfaisantes, et, comparé à ses revenus aux Etats-Unis, très mal payées (500 US\$ mensuels).

Sa cousine, qui est partie en Espagne quelques années auparavant, lui conte alors les formidables opportunités professionnelles du marché espagnol pour les femmes latinas. Elle décide de partir, seule, en 2006, *"pour voir"*. Les premiers temps sont très difficiles. Elle dort

sur un matelas dans un appartement surchargé de migrants, ne trouve pas de travail, souffre de la faim. Elle s'engage alors comme domestique à domicile, auprès d'un couple de personnes âgées chez qui elle loge, où elle apprend à faire la tortilla et la cuisine espagnole, lors de ce qui reste pour elle un apprentissage de la vie espagnole, et du travail domestique : *"car chez moi, je n'avais jamais fait le repassage !"*. Ce premier emploi reste finalement une expérience à la fois de déclassement et d'initiation.

Elle rencontre ensuite un Equatorien, dans une boîte de nuit latina de Madrid, et quitte la famille pour vivre avec lui. Ils passent par huit logements différents en moins de deux ans, d'une chambre partagée à une autre, d'une colocation à une autre, avec des migrants principalement latino-américains. Wendy devient employée domestique à la journée, cumule deux expériences difficiles avec des familles dans lesquelles elle subit de mauvais traitements (exploitation, horaires de travail très étendus et non payés, insultes, tentative de viol du père) et qu'elle quitte à chaque fois brutalement et en situation de traumatisme : *"ils sont trop racistes les Espagnols, ils pensent que les Latinas n'ont pas fait d'études, parce que certaines domestiques n'ont pas fait d'études, alors ils font ce qu'ils ont envie. Ils savent qu'on n'a pas de papiers"*. Elle cherche alors des emplois non domestiques, devient serveuse dans un bar, une discothèque, femme de ménage puis finalement réceptionniste dans un hôtel. Elle tombe enceinte, s'en rend compte trop tard pour pouvoir avorter, se fait remercier de son emploi, entre en dépression. Le couple déménage dans une lointaine banlieue de Madrid pour pouvoir avoir un petit appartement unifamilial pour la naissance du bébé ; Wilma y est isolée, le temps de transport pour se rendre à Madrid, où son ami est vendeur sur un marché, est de deux heures.

Sa perte d'emploi ne lui permet plus d'envoyer les 300€ mensuels qu'elle adressait à sa mère, ses enfants qui vivent avec elle, et la nounou qu'elle continue à embaucher à La Paz. Elle téléphone trois fois par semaine en Bolivie, suit le quotidien de ses enfants dont elle est fière, *"l'aîné va entrer à l'université"*. Mais elle n'a pas osé leur dire qu'elle avait perdu son travail, qu'elle était enceinte, ni qu'elle avait accouché : *"j'ai peur de leur dire, je préfère leur dire en face"*. En même temps, ces mensonges pèsent sur leurs échanges.

C'est à ce moment que je la rencontre en 2009. Elle a pris conscience de sa dépression, se rend dans des centres d'aide aux mères migrantes, à Madrid. Elle souhaite rentrer en Bolivie, mais son compagnon lui dit d'attendre qu'elle obtienne ses papiers. Equatorien, à Madrid depuis plus de 15 ans, il n'est pas non plus très enthousiaste à l'idée de partir en Bolivie.

Wendy se sent ainsi tiraillée entre cette recomposition familiale en Espagne, et son désir de retourner en Bolivie, en raison à la fois de sa souffrance de la séparation prolongée de ses enfants, et de ses échecs répétés dans la société espagnole, une société qu'elle considère *"très raciste, beaucoup plus qu'aux Etats-Unis"*.

(Entretien Madrid, 2009, mené conjointement avec Lucile Medina).

On retrouve dans l'expérience espagnole de Wilma plusieurs aspects des dislocations décrites par Rachel Parreñas : souffrance de l'absence de papiers qui génère une citoyenneté tronquée, voire une négation de son existence, et altère considérablement ses possibilités de trouver un emploi ; souffrance de la séparation et de la maternité à distance ; souffrance du déclassement social et professionnel. La recomposition familiale complique son futur : mensonges vis à vis de ses enfants, conjoint non bolivien et installé de longue

date en Espagne. Le rejet de Wilma de la société espagnole contraste avec son expérience américaine antérieure : elle y souffre plus du racisme, de la difficulté de vivre et de travailler sans papiers, y éprouve les difficultés de se retrouver seule avec un enfant en bas âge, quand elle bénéficiait de l'assistance constante de sa mère aux Etats-Unis. Dans l'abandon de la route américaine, l'événement imprévu du 11 septembre joue ici un rôle majeur.

- ***Carlos, Laura et William : regroupements, séparations, recompositions (New York, La Paz)***

Carlos, 47 ans, est originaire de La Paz, issu d'une famille de neuf frères et sœurs, et d'un milieu populaire. Ancien mineur dans les coopératives du département de La Paz, il a été affecté par la crise des années 1980 en Bolivie et a perdu son emploi à la mine. Son engagement politique au MNR, l'un des grands partis politiques boliviens, lui permet de trouver une position d'employé dans la compagnie de téléphonie locale, Entel, à La Paz, qui lui assure de revenus corrects. Sa sœur, qui a émigré à New York au début des années 1990, le motive alors à tenter de la rejoindre.

N'ayant pas réussi à obtenir un visa touristique, il arrive à New York en 1994 (peu avant sa trentaine), sans papiers, laissant Laura, sa femme, et William, son fils nouveau-né, à La Paz. Il prend l'avion jusqu'au Mexique, puis traverse, dans un *van* (une fourgonnette), la frontière mexicaine par le désert de l'Arizona (alors encore peu utilisé pour les passages), avec les services d'un passeur (*"A l'époque, ce n'était pas comme maintenant, c'était facile de passer"*).

Il arrive chez sa sœur qui réside dans le Queens, puis partage un petit logement avec des compagnons boliviens, travaillant 11 heures par jour dans une boulangerie colombienne, pour un salaire de 250 US\$ (*"c'était très dur"*). Un ancien mineur bolivien, qu'il rencontre à New York, et qui est superintendant dans un ensemble de logements sociaux du Bronx, l'embauche comme *handyman* (homme à tout faire) auprès de lui, et lui trouve un faux numéro de sécurité sociale, qui lui permet d'avoir une assurance. Il reste dix ans dans cet emploi presque providentiel, avec un bon salaire (350 US\$/ semaine), quelques vacances. Il devient ensuite chauffeur de taxi-limousine d'une entreprise de transport, sur les conseils d'un ami bolivien, qui lui a assuré qu'il pouvait obtenir de meilleurs revenus. Il travaille avec acharnement pendant quelques années (de 5 heures du matin à 11 heures du soir, *"je ne voyais plus ma famille"*), gagnant 8 à 900 US\$ par semaine, pour pouvoir devenir indépendant : il finit par acheter son propre taxi et monter sa mini-société. Il travaille avec des clients réguliers, de luxe, dans la banlieue aisée du comté de Westchester, au nord de New York, dans son véhicule limousine équipé de services confortables répondant aux besoins spécifiques de ses clients chefs d'entreprise (téléphone, branchements pour ordinateur, etc.).

Deux ou trois ans après son arrivée aux Etats-Unis, alors qu'il travaille dans le Bronx et que ses revenus sont devenus corrects, il fait venir sa femme Laura et son fils William. Ils réussissent à obtenir un visa touristique après avoir engagé les services d'une agence spécialisée dans ces démarches et fait quelques faux : Laura a dû prouver que son mari était encore mineur en Bolivie (mensonge n°1), qu'elle était propriétaire d'une maison à La Paz,

garantie de son retour (mensonge n°2 – ses parents ont fait comme si leur maison était celle de leur fille), et soutenu qu'elle allait faire "*du shopping à Miami*" avec son fils pendant que son mari restait en Bolivie (mensonge n°3). Obtenu, selon Maria, de façon tout à fait inespérée après une année de démarches administratives, ce visa temporaire (limité à un séjour touristique de quinze jours) leur permet d'entrer directement aux Etats-Unis en avion, via Miami.

Le quartier dans lequel ils vivent à l'arrivée, dans le Bronx, est une zone difficile : délinquance, drogue, délabrement. Carlos craint pour sa famille et ils partent vivre quelques temps chez sa sœur, dans une grande ville de la banlieue nord, dans le comté de Westchester ; ils trouvent ensuite un appartement à Portchester, banlieue latino du même comté (cf. entretien Marta), que Carlos connaît pour y être allé plusieurs fois à des fêtes boliviennes. Ils s'installent en location. Les écoles sont meilleures pour William, qui arrive aux Etats-Unis âgé de quatre ans, et que Carlos scolarise d'abord dans une école bilingue.

Laura, perdue dans les premiers temps ("*l'anglais c'était dur !*"), s'habitue, se fait des amies, péruviennes, colombiennes ("*tu rencontres des gens et ils font ensuite partie presque de ta famille*"). Elle trouve un emploi de domestique à la journée auprès d'une famille allemande aisée d'une banlieue voisine cossue, où elle est considérée "*comme quelqu'un de la maison*" (et gagne entre 200 et 400 US\$ par semaine). Elle apprécie sa vie quotidienne, l'éducation publique de son fils, le centre de soins du quartier qui accueille gratuitement les migrants, les commerces de Portchester, les sorties (à Arlington, au festival bolivien de Washington ; les fins de semaines, les *parrillas* dans les cours des immeubles en été ; les dîners au restaurant le dimanche, "*même si on voulait des fruits de mer, on avait les moyens*").

En 2008, la mère de Laura tombe gravement malade, et Laura doit rentrer brutalement en Bolivie, "*presque sans réfléchir*" ; elle emmène William avec elle, à la fois pour qu'il reconnecte avec la Bolivie et la famille (il est parti depuis 12 ans), et parce que son adolescence (il a alors 16 ans) est un peu difficile (mauvaises fréquentations, petite délinquance). Cet événement est une bifurcation.

Car Laura et William, ne peuvent faire le chemin inverse, et se trouvent "*piégés en Bolivie*". Leur situation irrégulière aux Etats-Unis pendant 12 ans leur bloque définitivement tout accès à un visa. Le coût d'une épopée sans papiers, en engageant les services d'une agence et de passeurs, via le Mexique, est de 15.000 dollars par personne au départ de la Bolivie, selon les informations dont ils disposent en 2011 ; ils n'ont pas les moyens de réunir 30.000 dollars et craignent de s'engager dans une opération très risquée, de surcroît sans garanties de réussite. Ils vivent dans l'espoir d'une régularisation rapide de Carlos qui leur permettrait de lancer une procédure de regroupement familial.

Laura, qui avait racheté la maison de ses parents à La Paz avec l'argent gagné aux Etats-Unis, y réside désormais avec William ; elle s'occupe de ses parents, qui sont retournés vivre dans les Yungas, à quelques heures de route de La Paz, dont ils sont originaires (sa mère ne peut plus, en raison de sa maladie, vivre en altitude). Elle partage son temps entre La Paz et la maison des Yungas, où elle tient une petite épicerie avec son père, qu'elle alimente avec certaines denrées ramenées de La Paz. William la suit. Lorsque je les rencontre à La Paz, trois ans après leur retour en Bolivie, William est très déprimé. Il a arrêté l'école ("*j'ai redoublé, c'est trop dur en espagnol, ce ne sont pas les mêmes matières qu'aux Etats-Unis*"), pris quelques cours du soir, mais vit dans l'attente d'un hypothétique retour là-bas. Il a eu

beaucoup de mal à se refaire des amis en Bolivie ("*c'est trop différent ici*", "*ils ne connaissent les Etats-Unis ici, ils disent que si, mais ils connaissent rien*"), ne veut pas travailler ("*ici en un mois tu gagnes ce que je gagnais en un week end quand je travaillais sur des chantiers avec des copains de mon père à Portchester !*"). Son père lui envoie des DVD Blue Ray avec des films américains qu'on ne trouve pas à La Paz, qu'il regarde enfermé dans sa chambre, une casquette américaine vissée sur la tête.

Laura évoque sa sœur, partie seule en Espagne, sans connaître personne, il y a cinq ans : "*elle est très travailleuse, elle a fait de tout, s'occuper d'enfants, de personnes âgées, laver, repasser, vendre des cartes de téléphone dans la rue, même le dimanche. (...) maintenant elle est régularisée, elle est venue nous voir l'an dernier, et elle est repartie (...) Si j'avais été là-bas, je pourrais maintenant circuler. Aux Etats-Unis, la situation est difficile pour les régularisations, beaucoup plus qu'en Europe. Mais aux Etats-Unis, les illégaux peuvent vivre tranquilles, on ne te demande rien là bas. En Espagne c'est le contraire*".

Carlos n'est jamais rentré en Bolivie depuis 1994, car il n'a pas de papiers. Il envoie chaque mois de l'argent à ses parents, à son frère, handicapé des deux jambes suite à un accident de voiture, qui fait face à des frais de santé très importants, et entretient Laura et William à distance, avec lesquels il a des communications téléphoniques chaque mois un peu plus espacées. En 2012, quatre ans après le départ de Laura et William, Carlos me présente sa "*nouvelle femme*", une bolivienne qui vit aussi à Portchester, elle aussi employée de maison, qui bénéficie d'un statut légal aux Etats-Unis. Ils devraient se marier, pour que Carlos puisse enfin obtenir ses papiers. Pour cela, il a engagé une procédure de divorce à distance avec Laura, compromettant définitivement les chances de cette dernière, ainsi que celles de William, de revenir aux Etats-Unis par la voie légale.

(entretiens répétés avec Carlos, Portchester, 2010-2012, entretiens avec Laura et William, La Paz, 2011).

Cette trajectoire souligne le poids considérable de la contrainte que représente l'absence de papiers, comme obstacle à la mobilité et à la circulation : elle empêche Carlos de revenir en Bolivie, Laura et William de repartir à New York. La dangerosité du passage aux Etats-Unis sans papiers, et consécutivement son coût, se sont considérablement accrus entre 1994 et 2010.

Ces blocages aux frontières ont ici raison de la fin du couple, même si l'on ne sait pas dans quelle mesure Carlos demande le divorce parce qu'il est retombé amoureux, ou parce que sa nouvelle compagne est un moyen pour lui d'obtenir enfin une régularisation de sa situation. C'est toutefois l'épreuve de la vie de couple transnationale qui ne survit pas à la durée d'une séparation qui s'inscrit dans un contexte de faibles espoirs de regroupement.

Ce récit contraste aussi fortement la violence de l'absence de statut légal pour traverser les frontières, ses effets dramatiques sur la dislocation familiale en 2012, d'un côté, et ses effets très limités sur l'expérience de vie de Carlos, Laura et William quand ils habitaient ensemble sur le territoire états-unien, de l'autre. Laura dit d'ailleurs ne s'être pas vraiment souciée de la question quand elle était à Portchester. Emplois, logement, scolarisation, vie quotidienne, ont pu, dans cet environnement populaire, multiculturel et ouvert à la

diversité que constitue le Grand New York, être envisagés et vécus sans que la question du statut ne soit un obstacle, Carlos ayant pu devenir un chauffeur de taxi indépendant ayant pignon sur rue sans être inquiété. Sur ce point, la référence de Laura à l'Espagne contraste à l'inverse une société où la régularisation est beaucoup plus rapide (trois ans), et où elle a entendu dire que la vie sans papiers est plus difficile, rejoignant sur ce point l'expérience contrastée des deux sociétés dans le récit de Wilma, à Madrid (cf. *supra*). On a là des illustrations de l'ambiguïté du "*unauthorized but recognized*" évoqué plus haut (II.1).

Finalement, ce récit met aussi en évidence la difficulté de la réadaptation à l'origine de William, membre de la génération 1.5, grandi dans un environnement latino et multiculturel aux Etats-Unis, mais se sentant, de fait, chez lui aux Etats-Unis. Il s'étonne encore de cette aberration qui consiste à ce que, d'un côté, il ait la nationalité d'un pays qu'il ne considère pas vraiment comme le sien, car il n'y trouve pas de repères, d'intérêt, n'y échafaude pas de projets, et que, de l'autre, on lui interdise l'accès à un pays qu'il considère comme "chez lui", au prétexte qu'il n'a pas les "bons papiers." Illustration d'une jeunesse que les entraves à la mobilité empêchent de trouver sa place.

### III.3. Trajectoires complexes au sein de familles élargies. Succès, revers, retours, rebonds.

- ***Eric et Maria : plurilocalisations familiales, ou l'espace comme ressource (Buenos Aires, Barcelone, La Paz, Santa Cruz)***

Maria a 43 ans lors des entretiens réalisés à Barcelone en 2010. Originnaire de Chulumani, dans le département de La Paz, elle a passé son enfance à La Paz. Mariée très jeune à Eric contre la volonté de ses parents, alors qu'elle est toujours au lycée, elle part à Buenos Aires lui. Elle a alors 16 ans.

Ils restent 18 ans en Argentine (1983-2001), où ils ont deux enfants.

Leur trajectoire résidentielle passe par un logement inconmode chez le frère d'Eric (qui est installé depuis dix ans à Buenos Aires, et travaille comme portier), en banlieue sud populaire, puis la location d'une chambre, d'un appartement dans un quartier central, enfin l'achat d'une maison en périphérie (proche banlieue sud populaire).

Eric, charpentier en Bolivie, trouve plusieurs emplois sur des chantiers (charpentier, tapissier), dans la banlieue ou la capitale, puis réussit à acheter des machines, trouver un atelier, et fait de la restauration de meubles auprès de clients prestigieux. Maria trouve un emploi de chargée de vestiaire dans un gymnase. En 1989, le couple obtient la régularisation de son statut et rentre en Bolivie pour rendre visite à la famille, ce que Maria entreprend alors chaque année. A la naissance de leur premier enfant en 1991, le couple rentre en Bolivie pour plusieurs mois et loue son appartement et l'atelier de charpentier à des collègues boliviens de Buenos Aires.

Maria veut rester en Bolivie, mais son mari souhaite repartir.

Peu après leur retour à Buenos Aires, plusieurs événements se précipitent : ils achètent une maison dans la banlieue sud ; le mari a un grave accident de circulation et doit changer d'activité professionnelle ; ils ouvrent un studio de photographie dans un quartier du sud de la ville, et travaillent pour une clientèle bolivienne, lors des fêtes, des mariages, etc. Leur bonne situation leur permet d'investir en Bolivie dans une maison à Santa Cruz, parce que la ville est dynamique. A cette époque (années 1990), la mère de Maria, Gerarda, séparée de son mari, rejoint sa fille à Buenos Aires, où elle élève ses petits enfants pendant que Maria travaille. En Bolivie, Gerarda a travaillé quinze ans comme femme de ménage de bureau, employée par l'Etat bolivien, et touchera à ce titre une petite retraite, lorsqu'elle atteindra l'âge de 65 ans. Eddy, l'un des frères de Maria, émigre aussi en Argentine auprès d'eux, et travaille comme charpentier.

Avec la crise de 2001, ils perdent beaucoup, le studio photo, leur emploi, leur maison. La mère, Eddy, Eric, retournent en Bolivie avec les enfants ; Maria reste quelques temps à Buenos Aires, où elle fait des ménages, mais elle rejoint vite la famille à Santa Cruz, où ils montent une boutique (séparant leur maison en espace de résidence, boutique, et appartement à louer), et achètent plusieurs voitures qu'ils louent à des chauffeurs de taxi. Mais rien ne fonctionne : ni la boutique, qui ne rapporte rien, ni les taxis, dont les chauffeurs les volent. Eric se met à boire, la famille se retrouve en situation difficile, à une époque où

sonne la fièvre de l'Espagne en Bolivie. Maria vend un taxi et achète pour 1.800 \$ le billet pour l'Espagne, où elle part seule en 2002, et arrive à Barcelone, où une de ses cousines est domestique à domicile (*interna*). Via sa cousine, elle trouve vite un premier emploi d'*interna* (gardienne d'une grande résidence secondaire près de Figueras), puis un second (garde de personnes âgées, pour 780 €/mois), économise rapidement et achète un billet pour faire venir son mari, qu'elle peine à convaincre de la rejoindre. Ils louent une chambre dans le Sud de Barcelone, cumulent divers travaux (vente de produits de beauté, vente de rue, garde d'enfants, cuisinière, garde de personnes âgées, femme de ménage à l'heure, employée dans des chaînes de restauration, pour elle ; travaux de construction, tant bien que mal, pour lui), remboursent leur dette sur leur maison en Bolivie, où le mari veut repartir.

Mais Maria veut faire venir les enfants et leur achète un billet "pour les vacances". Le séjour se prolonge, et les enfants rentrent à l'école espagnole. Ils finissent par obtenir leurs papiers, puis la famille élargie se rassemble à Barcelone : arrive Gerarda, la mère de Maria, puis son frère, Eddy, qui fait venir ses deux jeunes enfants, puis sa sœur, célibataire. Tous trouvent du travail, la mère de Maria compris, et partagent un appartement.

En 2008, les économies réunies et une opportunité relationnelle les lance dans le rachat d'un bar du quartier très bolivien de la municipalité populaire d'Hospitalet de Llobregat, au Sud de Madrid, où ils résident. En deux ans, la famille a réussi à rembourser son prêt pour le bar, à force d'efforts réunis, mais la crise réduit la clientèle, principalement latino (bolivienne, équatorienne, péruvienne, colombienne, brésilienne), avec néanmoins des Espagnols, de plus en plus nombreux. En cuisine ils essaient d'"espagnoliser" leurs plats, pour attirer une clientèle locale face aux départs nombreux des Latinos. La mère, Gerarda, qui s'occupait de cuisiner dans le restaurant, est fatiguée : la famille a embauché un jeune, originaire du Beni, pour la remplacer aux fourneaux. Le bar porte tous les signes de l'affichage ethnique bolivien : son nom (El Illimani), les couleurs de la devanture (celles du drapeau bolivien), le menu sur l'ardoise, les photos de La Paz derrière le comptoir, une grande banderole de la "*Fraternidad Reyes Morenos Fanaticos de Bolivia*" derrière le bar, et, dans l'arrière salle, une statuette du Señor Jesus del Gran Poder, "*la seule qui existe en Espagne*", et qu'Eddy a rapportée de La Paz il y a tout juste un mois, qui trône sur un petit autel avec des fleurs blanches et une bougie.

La famille a organisé à Barcelone une des filiales de la grande *Fraternidad* de La Paz, acquis près de 150 costumes stockés dans l'arrière salle, livrés en avion depuis La Paz, et organise des répétitions pour les festivités boliviennes en Espagne, à Barcelone ou ailleurs. Ils sont connectés avec d'autres associations folkloriques, de Madrid notamment, et contribuent à diffuser le folklore bolivien. Eddy est aussi très au fait de la vie politique bolivienne en Espagne, et l'un des représentants locaux du MAS, le parti d'Evo Morales.

Eric, le mari de Maria est reparté en Bolivie en 2010, quelques mois avant l'entretien, car il ne se fait pas à l'Espagne, et a négocié un emprunt à la banque bolivienne pour monter un nouvel investissement en Bolivie, d'élevage de porcs dans la région de Santa Cruz.

Maria souhaite rester en Espagne ; ses enfants, nés en Argentine, et maintenant âgés de 16 et 19 ans, parlent catalan, elle pense qu'ils y sont mieux qu'en Bolivie. Mais leur avenir est incertain : "*ils ne se rendent pas compte de ce qu'on a fait pour eux, ils ont arrêté l'école, ils ne savent pas valoriser ce qu'on leur donne*". Son frère, Eddy, qui travaille au bar, est en attente de l'évolution de la situation. Il a des amis ailleurs en Espagne, en Suisse, en France, des



cousins aux Etats-Unis (à Arlington et à Los Angeles), et se dit prêt à repartir s'il le faut, pourquoi pas en Bolivie : "*je suis allé voir ma sœur à La Paz le mois dernier, elle réussit très bien, elle a monté une affaire, des choses se passent en ce moment en Bolivie, c'est positif*". Gerarda, leur mère, rêve de repartir à Buenos Aires. Elle n'a fait que travailler à Barcelone, auprès de personnes âgées, dans le restaurant, tout en s'occupant de ses petits enfants. Elle se sent enfermée, emprisonnée, dans une vie de labeur, dans un pays où elle trouve qu'il y a énormément de problèmes administratifs, où "*l'on n'a jamais de repos*", et où l'on a toujours des impôts à payer. Alors qu'à Buenos Aires, où elle a encore de la famille, là-bas, "*on est comme chez nous*". Dans deux ans, elle aura 65 ans, et pourra toucher sa retraite bolivienne. (Entretiens Eddy, Maria, Gerarda, réalisés collectivement par Virginie Baby-Collin, Geneviève Cortes, Naïk Miret, Susana Sassone, Barcelone, 2010).

Cette trajectoire familiale met en évidence une mobilité complexe, à la fois au sein de la Bolivie et à l'extérieur. Elle mobilise une famille élargie sur trois générations, où les interactions grands-parents / petits enfants sont générateurs de déplacements des premiers pour s'occuper des seconds dans les lieux de la migration des enfants.

Les trajectoires professionnelles du couple Maria / Eric sont en dent de scie, et très sensibles aux conjonctures économiques : crise argentine, puis crise espagnole. En même temps, le travail acharné des membres de la famille élargie réunie en un même lieu permet de mutualiser l'épargne et de réaliser des investissements productifs (atelier de charpentier, studio photo, en Argentine ; taxis, commerce, en Bolivie ; bar restaurant, en Espagne). Les emplois de services et de domestiques des femmes, comme les contrats temporaires pour les hommes, sont des tremplins dans les sociétés d'installation, des moyens de faire face au temps difficiles, de constituer une épargne ; ces emplois sont envisagés comme des étapes dans des trajectoires plus ambitieuses, mais non exemptes de revers multiples.

La Bolivie est une terre de repli en cas de crise (retour en 2001 de tous, retour en 2010 d'Eric), une terre d'investissement, mais pas forcément dans l'espace d'origine (investissements à Santa Cruz, la ville économiquement dynamique, alors que la famille est de La Paz). L'appartenance à la Bolivie ne se démentit pas, en témoigne l'importance de la bolivianité comme vecteur d'insertion en migration (studio photo pour clients boliviens dans un quartier bolivien de Buenos Aires, bar bolivien à Barcelone). La bolivianité est aussi défendue par la famille comme espace d'investissement de loisirs (maintien des traditions, engagement dans le folklore), et de politique (en Espagne).

Les aspirations des uns et des autres ne sont cependant pas congruentes : certains souhaitent repartir en Bolivie (Eric, éventuellement Eddy), d'autres en Argentine (Gerarda, la grand-mère), d'autres rester en Espagne ou en Europe (Maria et ses enfants, éventuellement Eddy). Les petits-enfants, argentins de naissance, ont grandi dans trois pays, tout en évoluant dans un environnement familial qui cultive la bolivianité, et un environnement amical et quotidien catalan depuis plusieurs années.

Ce cas illustre la complexité de certaines trajectoires familiales très mobiles, pour lesquelles l'espace est une formidable ressource pour tenter de construire une trajectoire sociale

ascendante, mais pas forcément un lieu d'ancrage fort. La possession de papiers, pour l'ensemble de cette famille, est un élément de base qui permet cette circulation. Le capital social, économique, humain, acquis au travers de chacune des étapes de la migration est remobilisé pour entreprendre la suivante : cette capitalisation est un outil au service de la mobilité choisie. L'espace d'origine n'est pas non plus mythifié. D'origine urbaine, cette famille n'a pas d'attaches suffisamment fortes pour regrouper ses investissements en un lieu d'origine précis, mais considère l'espace d'origine comme une juxtaposition d'espaces ressources supplémentaires, entre La Paz et Santa Cruz.

Transnationalisme, intégration, mobilités et ancrages, variables selon les uns et les autres, caractérisent cette famille qui illustre la fluidité des rapports à l'espace mais aussi le poids des appartenances ethno-nationales dans la construction de vies quotidiennes élaborées dans le cadre d'une unité familiale élargie.

- ***Alicia et Orlando : transnationalisme et intégration à l'épreuve des générations (Buenos Aires, Washington, Arbieto)***

*Le récit de la trajectoire de cette famille s'appuie d'abord sur le travail de Geneviève Cortes, qui l'a connue au début des années 1990 à Arbieto, puis sur un suivi qu'elle en a effectué, périodiquement, jusqu'en 2007. Je retrouve la famille à Washington en 2010 ; nous rencontrons ensemble Orlando à Arbieto, en 2011, puis à nouveau plusieurs de leurs enfants résidant aux Etats-Unis dans la banlieue de Washington, en 2012. Une partie de ce récit s'appuie, pour compléter les éléments des entretiens réalisés en 2010, 2011 et 2012, sur l'analyse qu'en a publié Geneviève Cortes (Cortes, 2011).*

Alicia (âgée de 63 ans en 2012) et Orlando (67 ans), ont quitté Arbieto, village du Valle Alto de Cochabamba dont ils sont originaires, alors qu'ils étaient jeunes mariés, n'ayant pas hérité de terres, à la fin des années 1960, pour Buenos Aires. Ils y travaillent comme maçon et commerçante. Après la naissance du premier enfant (ils en ont eu 8), en 1971, Alicia revient à Arbieto, où elle élève les enfants, conçus à la faveur des retours réguliers d'Orlando, qui reste travailler dans la construction à Buenos Aires, et assure les revenus de la famille. Alicia gère l'exploitation agricole acquise avec les revenus d'Orlando, qui ont aussi permis d'acheter un pied à terre dans la ville de Cochabamba et une maison à Buenos Aires. Pour Alicia, ce sont des années difficiles, passées à gérer l'absence, la gestion de l'exploitation, et l'éducation des enfants. En 1984, le fils aîné, Rolando, âgé de 16 ans, réjoint son père à Buenos Aires où il travaille avec lui. En 1986, Orlando rentre à Arbieto, après près de vingt ans passés en Argentine. Pendant deux ans, il travaille sur l'exploitation agricole auprès de sa famille, alors que naît le dernier des huit enfants.

En 1988, Orlando repart, cette fois à Arlington, dans la région de Washington, aux Etats-Unis, où vivent déjà quelques familles du Valle Alto, rapidement rejoint par le fils aîné qui quitte à son tour l'Argentine. C'est la fin du cycle familial argentin.

Le patrimoine agricole se consolide à Arbieto, géré par Alicia : production de pêches (jusqu'à 800 arbres), achat d'un tracteur, puis d'une camionnette, achetée aux Etats-unis et expédiée en Bolivie par bateau (via la zone franche du port d'Iquique, au Chili).

Au début des années 1990, deux autres fils partent rejoindre l'aîné à Arlington, tous travaillent dans la construction. L'un d'eux y meurt du sida. Deux autres, Gustavo et Anai, partent à leur tour, à la fin de l'adolescence, en 1995 et 1997. Anai, qui est toute jeune maman célibataire, laisse son fils à la garde d'Alicia (elle ne le verra pas pendant 10 ans). Les économies accumulées d'Orlando, qui a obtenu un poste de contremaître, et de ses enfants qui travaillent à ses côtés, permettent d'investir dans l'achat d'une maison à Springfield, dans la banlieue de Washington, qu'ils remboursent avec un emprunt sur trente ans. Les procédures engagées par Orlando, qui a obtenu la régularisation de son statut, pour le regroupement familial, aboutissent en 2006, année lors de laquelle Alicia arrive aux Etats-Unis avec les deux derniers enfants, Daniel et Neira, alors âgés d'une vingtaine d'années, 18 ans après le départ de son mari, qui a pu, depuis qu'il a eu ses papiers, faire plusieurs séjours au village les années précédentes.

L'une des filles, encore en Bolivie, déjà mariée, ne peut pas, pour cette raison, bénéficier du regroupement familial via son père ; elle reste à Arbieto avec le fils d'Anai, qu'élevait Alicia à Arbieto depuis que le départ de sa maman aux Etats-Unis, et qui, étant le petit-fils d'Orlando, a également échappé au processus de regroupement familial. Elle décide alors de rentrer clandestinement aux Etats-Unis avec lui, pour rejoindre sa famille (et son mari, lui aussi parti aux Etats-Unis quelques temps auparavant). Leur épopée jusqu'à Washington en 2007 leur coûte 11.000 US\$ chacun, avec les services d'un passeur de Cochabamba, qui les emmène en avion au Mexique, puis leur fait passer la frontière sur le Rio Bravo avec des gilets de sauvetage. Arrêtés une première fois par la patrouille états-unienne à peine le fleuve traversé, ils sont renvoyés au Mexique, mais réussissent au second passage. Un mois après leur départ, une camionnette, depuis San Antonio (Texas), les amène à bon port, devant la porte de la maison de Springfield.

La famille alors entièrement regroupée à Arlington vit dans plusieurs logements. Alicia, Orlando, et certains enfants, dans la maison achetée à Springfield par Orlando. Rolando, l'aîné, qui avait acheté une petite maison dans la banlieue du Maryland, l'a perdue lors la crise immobilière de 2007, et vit dans un appartement, avec femme et enfants. Nino, Gustavo, Lourdes, Neira, se sont mariés avec des Boliviens (Lourdes avec un Bolivien né en Argentine), rencontrés en Bolivie ou aux Etats-Unis, et vivent de leur côté. Tous, cependant, à moins de un ou deux miles les uns des autres.

Alicia a pris la charge de garder ses nombreux petits enfants (10!) après l'école ; elle cuisine pour ses enfants qui passent déjeuner après leur travail. Certains travaillent dans la construction, l'aîné a désormais une petite agence de voyage, Gustavo est électricien ; les filles sont vendeuses, assistantes dentaires (l'une a fait des études de dentiste en Bolivie avant d'émigrer, mais ne peut les valider aux Etats-Unis), la dernière est coiffeuse.

L'obtention des papiers, puis progressivement de la nationalité américaine, qu'Orlando obtient en 2008, facilitent désormais la circulation entre Arbieto, où l'exploitation agricole a été confiée à des employés, et Washington. Les enfants y retournent quelquefois. Gustavo, qui n'est pas retourné à Arbieto depuis 1995, y séjourne en 2011. Il devait y rester deux semaines, mais repart au bout de quatre jours : il trouve le village sale, changé, il a peur dans

la maison, ne reconnaît plus les bruits de la campagne. Neira, qui a quitté Arbieto en 2007, y est déjà retournée trois fois, mais, ce n'est plus comme avant : le village est vide, beaucoup sont partis aux Etats-Unis. Alicia et Orlando circulent.

Orlando a pris sa retraite, et passe trois mois dans chaque pays. C'est à Arbieto que nous déjeunons avec lui en 2011, dans la maison agrandie, où il est alors seul. L'un des moments forts de la rencontre est la présentation de son passeport américain : soigneusement rangé dans une pochette, bleu, brillant comme un sou neuf. Orlando ne peut s'empêcher de sourire en le montrant : "*je suis un citoyen nord-américain*", dit-il presque incrédule, avec un brin d'ironie, tenant entre les mains le fruit de deux décennies de dur labeur, et de nombreux sacrifices qui l'ont si longtemps tenu éloigné de son village.

Alicia, qui n'a pas encore son passeport américain en 2012 (elle doit attendre cinq ans), est plus contrainte dans sa circulation<sup>315</sup>, et se sent astreinte à résidence à Washington. Elle n'aime pas les Etats-Unis, où l'on ne peut jamais marcher, car tout se fait en voiture, et elle ne conduit pas ; où la médecine est chère, et elle aimerait rentrer en Bolivie pour s'y faire soigner les jambes ; où les légumes ne sont pas bons comme au marché d'Arbieto ou de Cliza; et où elle vit enfermée dans la maison, attendant le retour des enfants avec les petits enfants qu'elle ramène de l'école. Elle ne parle pas anglais, et regarde le *noticiero boliviano* (le journal bolivien) diffusé aux Etats-Unis sur la télévision du salon, trois fois par jour, pour se tenir au courant de ce qui se passe là-bas. Le dimanche, elle cuisine le *chicharrón*, une spécialité de la région de Cochabamba, et les voisins boliviens du quartier viennent lui en acheter. Elle n'est pourtant pas seule. Outre ses enfants et petits-enfants, les neuf frères et sœurs d'Alicia sont aussi installés aux Etats-Unis, dont cinq à proximité. Le père d'Orlando est même venu à Washington depuis Arbieto pour fêter son 90<sup>ème</sup> anniversaire, car la majorité de la famille y est installée.

Les enfants se préoccupent du suivi scolaire de leurs propres enfants aux Etats-Unis, dans les écoles du quartier où l'on ne parle qu'espagnol dans la cour ; ils aimeraient les mettre dans des programmes de renforcement d'anglais (les conversations familiales se font en espagnol). Pour ne pas être entendus des petits, les enfants d'Alicia (aujourd'hui âgés de 28 à 45 ans environ) échangent entre eux en quechua, langue dans laquelle ils s'adressent à leurs parents. S'ils vivent dans un environnement très multiculturel ("*on fréquente de tout, des Latinos, des Pakistanaïs, des Ethiopiens, des Asiatiques*"), les sorties de fin de semaine sont plutôt inscrites dans des réseaux boliviens, voire des réseaux du Valle Alto.

Les filles jouent dans l'équipe de football féminine de la ligue d'Arbieto, les garçons dans la ligue masculine ou de vétérans, et ils se retrouvent sur le stade tous les week-ends. Lors de notre visite en mars 2012, les enfants nous emmènent dans une fête du carnaval bolivien d'un village du Valle Alto, organisée le samedi soir dans une salle attenante à une église des environs, louée pour l'occasion. Toutes les filles, même les plus jeunes, sont habillées en tenue de *cholita* bolivienne, jupe courte de Cochabamba et blouse brodée (nous comprises !)

---

<sup>315</sup> L'obtention de la *Green card* ou résidence permanente aux Etats Unis n'est pas sans contraintes de circulation. Si le résident peut entrer et sortir du pays, il ne peut pas rester hors du pays plus d'un an, au risque de perdre son statut ; il doit demander un permis d'entrée sur le territoire américain après en être sorti pour des périodes de plus de six mois, etc. Certaines *Green cards* sont conditionnelles (pendant les deux premières années). Pour obtenir la naturalisation (la citoyenneté américaine), il faut avoir résidé pendant 5 ans minimum avec la Green Card, et avoir passé plus de 18 des 30 derniers mois sur le sol américain (<http://www.uscis.gov>).

pour l'occasion ; les danses, les chants (en espagnol et en quechua), les jeux, sont tous traditionnels de la région du Valle Alto, et les bénéfices de la soirée (l'entrée est payante) reviendront au village d'origine.

Alicia et Orlando sont en Bolivie depuis trois mois lors de notre dernière visite, en 2012, car Alicia a enfin obtenu son passeport américain. Trois de leurs enfants sont partis leur rendre visite, car Orlando est malade, et ne veut plus revenir aux Etats-Unis. Il meurt à Arbiето quelques mois plus tard.

Ce dernier récit montre la complexité des dynamiques enchevêtrées de transnationalisation et d'intégration, de mobilités et d'astreintes à l'immobilité, en raison du poids des contraintes liées aux statuts juridiques. Il met en évidence la force de l'ancrage familial à l'origine pour Orlando, qui a finalement passé près de 50 années de sa vie en Argentine puis aux Etats-Unis, tout en ne cessant de rêver revenir à Arbiето. On comprend ici à la fois le sens du mot "résident" que l'on accorde à ceux du Valle Alto qui sont pourtant partis depuis des décennies. On comprend aussi le rapport de la mobilité andine à l'ancrage, dont elle est en fait une sorte d'instrument, comme l'a montré l'exemple développé plus haut par Hubert Mazurek (I.4) : les départs constants permettent d'accumuler un patrimoine foncier et productif au village, dans la logique du "*partir pour rester*" (Cortes, 2000).

La vie d'Alicia est faite du poids de devoir assumer, principalement seule, à la fois la gestion d'une activité agricole, l'éducation de ses enfants, partis un à un aux Etats-Unis dès qu'ils en avaient la possibilité, puis une partie de l'éducation de ses petits-enfants, quand elle émigre aux Etats-Unis, au moment où Orlando peut se mettre à circuler librement, enfin dégagé des contraintes de papiers. Immobile pendant l'essentiel de sa vie (bien qu'elle ait vécu à Buenos Aires et à Washington), Alicia a vécu intensément engagée dans une famille transnationale, gérant la mobilité et la circulation constante des siens, et faisant office de pilier au village.

Pour les enfants, le processus d'intégration aux Etats-Unis fait son chemin, et l'attachement au village, qui s'exprime par des brefs séjours en Bolivie, se recompose plutôt aux Etats-Unis, dans des réseaux de sociabilité qui restent très marqués par les migrants du Valle Alto, regroupés dans un secteur de l'aire métropolitaine de Washington, et reliés les uns aux autres par des liens familiaux, de cousinage ou de mariage, et des liens amicaux renouvelés au fil de l'expérience de la vie américaine. Celle-ci se métisse peu à peu, dans l'environnement très multiculturel que représente la banlieue de Washington, qui est celui dans lequel les petits-enfants, tous américains de naissance, grandissent, dans un univers familial très imprégné de bolivianité, un univers scolaire très latino, et un environnement extra-scolaire plus mélangé. On est au cœur de l'invention, là-bas, de la condition cosmopolite.

## Conclusion

Les trajectoires biographiques et familiales, envisagées dans leurs dimensions sociales et spatiales, montrent la complexité des relations entre dynamiques transnationales, processus d'intégration, pluralité des ancrages et formes de mobilité. Les statuts juridiques des migrants, la sphère professionnelle, la composition et la localisation de la famille, ou encore le surgissement d'un imprévu, constituent des éléments récurrents des histoires de vie qui contribuent à orienter les dynamiques envisagées. La typologie ébauchée à partir du choix de sept trajectoires considérées comme idéal-typiques met en évidence des dynamiques d'ascension, de stagnation ou de régression sociale, dans des contextes familiaux aux fonctionnements transnationaux, regroupés, séparés ou recomposés, impliquant parfois plusieurs générations dans la mobilité ; les mises en mouvement initiales sont souvent le fait de bifurcations liées à des situations ou des événements spécifiques, et les trajectoires sont fréquemment peu linéaires, faites d'hésitations, de retours, de nouveaux départs. Les ancrages se construisent sur la durée, associés à des dynamiques générationnelles qui ne signifient pas toujours cependant l'affaiblissement des liens et des attachements à l'origine.

Les mobilités ne sont pas incompatibles avec les ancrages, comme le transnationalisme compose avec des dynamiques d'intégration inégales. Les vies transnationales ne sont pas non plus nécessairement installées dans des mobilités concrètes. Elles peuvent résulter de choix, mais aussi de contraintes, et se donner à voir dans des transnationalismes immobiles, où les territorialités du quotidien composent avec celles du rêve et de la connexion mentale et affective au lointain.

La dimension temporelle, inscrite ici à l'échelle des trajectoires biographiques familiales, parfois sur plusieurs générations, éclaire les rapports entre mobilité et territorialité en les inscrivant dans l'épaisseur du temps, au cours duquel s'approfondit, se remodèle, et se construit, le rapport aux lieux. C'est dans le temps que s'élaborent les constructions identitaires qui s'inscrivent souvent dans l'espace, et contribuent à leur territorialisation, matérielle et idéale (Di Méo, 2000, 2007 ; Gervais Lambony, 2004). Des lieux rêvés deviennent des espaces de vie, des espaces de vie deviennent des lieux de vacances, ou se perdent, quand d'autres apparaissent et se consolident. D'anciens espaces de vie demeurent des supports d'attachement très fort, même s'ils sont peu pratiqués, car ils restent des espaces de projection, d'investissement matériel ou idéal. *A contrario*, certains espaces de la vie quotidienne ne donnent pas lieu à engagement, investissement, territorialisation. Ils peuvent rester effleurés du sceau d'un éphémère pourtant durable, où l'invisibilité domine sur la reconnaissance et l'appropriation.

Au sein des univers familiaux flexibles, les différentes générations reposent différemment la question du rapport aux lieux multisitués qui caractérisent les expériences migratoires, tout comme celle des recompositions identitaires qui se jouent au travers des espaces de vie et des représentations de chacun. Les territorialités des jeunes des générations 1.5 et des secondes générations, dont les dynamiques constituent une thématique de recherche émergente depuis une dizaine d'années, notamment en sociologie, restent toutefois généralement mal connues. A la lumière de leurs processus d'intégration ou d'exclusion différenciés, comment évolue la dimension transnationale de leurs expériences et de leurs représentations ? Comment élaborent-ils à leur tour ce rapport à l'ici et au là-bas ? De quelle façon prennent-ils place dans les lieux multisitués qui composent leur histoire ? Ces questionnements, à ma connaissance relativement inexplorés par une approche géographique, pourraient donner lieu à mon engagement dans de futures recherches.





# Conclusion générale

## Quand les fils de la recherche se rejoignent

C'est dans les trajectoires biographiques, envisagées à l'échelle familiale, d'autant plus quand les récits permettent d'en mesurer l'évolution sur plusieurs générations, que se synthétisent et prennent vie les différentes dimensions de la migration analysées tout au long de cet écrit. Le champ migratoire bolivien est inscrit dans une histoire de la globalisation qui correspond à son élargissement progressif, d'une migration de proximité vers l'Argentine, à une ouverture vers les principaux pôles attractifs de l'économie mondiale, l'Amérique du nord et l'Europe occidentale. La mondialisation économique inégale y crée des niches d'embauche spécifiques et ethnicisées, où les travailleurs précaires du contemporain trouvent des moyens de subsistance, aux faibles salaires, qui restent toutefois bien supérieurs à ceux que leur offre leur société d'origine. Les ateliers textiles ou l'agriculture périurbaine à Buenos Aires, les emplois ouvriers des chantiers de la construction qui édifient les régions métropolitaines de New York ou de Madrid, les emplois de la domesticité et de l'économie du *care*, inscrivant les migrantes dans des chaînes globales de soin, en sont tous des exemples tangibles. Délaissées par les nationaux en raison de la dureté des conditions de travail, largement ouvertes aux migrants précaires et sans papiers dociles et prêts à élargir leurs horaires de travail pour améliorer leurs revenus partagés entre survie locale et entretien de leurs proches en origine, ces niches professionnelles contribuent au développement de filières migratoires spécifiques, qui vident de leurs populations les villages d'origine, attirent les classes moyennes éduquées aux maigres salaires des espaces urbains du Sud, et gagnent progressivement l'ensemble des départements boliviens. Les chaînes migratoires, fonctionnant sur le capital social acquis par des réseaux relationnels qui traversent les frontières, sont alimentées par des circulations d'informations qui permettent d'aller de Buenos Aires à Arlington, de Washington en Espagne, ou de se rediriger vers le Brésil, à moins que le retour en Bolivie ne marque une étape, ou un terme, aux expériences de l'étranger.

Les espaces résidentiels en migration sont associés à ces réseaux sociaux qui en influencent les proximités spatiales dans les métropoles d'installation. Ils se consolident et se

dispersent quelque peu à mesure que les trajectoires résidentielles se stabilisent, dans des quartiers populaires, inégalement multi-ethniques selon les sociétés urbaines, où s'inventent au quotidien des modes d'habiter populaires, partagés, conflictuels ou cosmopolites, généralement dans les périphéries. L'habiter subit, avec des nuances propres à chacune des sociétés d'accueil, les conséquences de la ségrégation et de la discrimination qui empreignent encore fortement pratiques et représentations, générant des formes inégales d'exclusion et d'invisibilisation des migrants. Ceux-ci évoluent dans des cercles sociaux et relationnels où le lien à l'origine se recrée, dans des espaces interstitiels, des parcs, des quartiers urbains en déshérence et qu'ils contribuent à revitaliser, par l'installation progressive de commerces et de ressources ethniques où se retrouvent le goût et les saveurs du pays, et où s'actualise au quotidien le lien avec l'origine. Car l'engagement dans la migration sépare les familles, les jeunes adultes de leurs aînés, les femmes de leurs maris, les enfants de leurs parents, et génère des habitus transnationaux que les nouveaux moyens de communication tentent de fluidifier. Les circulations et les retours visites sont souvent impossibles, rarement réguliers, tant les contraintes imposées par les régimes de frontières, de plus en plus difficiles à franchir à l'heure de la construction de l'Amérique du Nord et de l'Europe forteresses, sont difficiles à dépasser. Quand elles le sont, de nouvelles contraintes économiques et professionnelles affectent la fréquence des voyages.

Dans des sociétés inégalement accueillantes, les migrants recomposent dans des espaces temps particuliers l'expression de leurs identités, au travers, par exemple, de moments festifs qui actualisent le sens de l'appartenance, reproduisent des hiérarchies sociales et des tensions parfois exportées depuis les espaces d'origine jusque dans les métropoles de la migration, et embrassent de nouveaux contours, comme l'a montré l'analyse de la latinité, en Espagne et aux Etats-Unis. Les recompositions des appartenances mettent en évidence le poids des communautés d'origine, avec lesquelles se construisent de puissants liens translocaux. Elles soulignent aussi le rôle des identités nationales, que la Nation d'origine promeut, dans une quête d'un relationnel diasporique qui pourrait apporter des bénéfices à un Etat d'origine aux problématiques toujours vives de sous-développement et empreint de tensions ethniques et sociales. Les appartenances s'actualisent aussi dans la construction de la latinité, l'une des expressions de ces mélanges interculturels que la migration génère entre groupes migrants issus d'horizons et de sociétés distinctes, mais aux formes de stigmatisation et de souffrances partagées. Elles débouchent aussi sur des revendications plus largement citoyennes, exprimant le désir de reconnaissance de formes d'intégration structurelles que les représentations sociales dominantes, ou les politiques migratoires réfractaires à une reconnaissance de leur citoyenneté, tardent à leur accorder.

Les processus d'intégration des nouvelles générations dans les sociétés où leurs parents ont fini par s'installer, sont réels. Ils ne signifient certes pas pour tous des trajectoires ascendantes, mais bien plus segmentées. Ils ne sont pas incompatibles avec le maintien de formes de transnationalisation et d'appartenances aux lieux d'origine des parents. Les

mobilités sont souvent significatives d'ancrages partagés, entre ici et là-bas, et d'identités plurielles, actualisées dans la plurilocalisation des familles sur plusieurs générations. Rêvées, imaginées, projetées, ou bien expérimentées ou vécues au quotidien, ces mobilités d'individus et de familles engagés dans la migration montrent comment ils prennent place, ici et là-bas.

## **De la migration bolivienne à une géographie située du rapport à l'altérité**

On l'a compris à mesure de la lecture, la migration internationale bolivienne, fil rouge du propos, est un prétexte qui permet de questionner le rapport à l'altérité et à l'espace en situation de mobilité. Ce cas d'étude offrait plusieurs avantages.

D'abord, il éclaire une migration inscrite dans une géographie du développement inégal dans la mondialisation économique et migratoire, révélatrice des profondes inégalités Nord-Sud et de leur actualisation dans le cadre d'une globalisation économique post-fordiste qui mondialise les formes de la division internationale du travail. Il éclaire le paradoxe de la circulation avivée des personnes et des biens dans cette mondialisation économique, et des processus de fermetures différenciées, segmentées, des frontières des Etats-Nations à cette même circulation, porteurs de crispations identitaires et de nouvelles peurs de l'altérité.

Ensuite, le cas bolivien, par l'élargissement de son champ migratoire au fil de cette mondialisation, donne l'occasion de confronter plusieurs Nations situées dans des contextes économiques et culturels différents : l'Argentine, une Nation du Sud relativement dynamique dans son environnement régional, où le Mercosur offre une opportunité d'élargir les échanges et la citoyenneté nationale à des formes d'expression plus macro-régionales, mais où le rapport à l'étranger reste très ambivalent et segmenté, dans une société latino-américaine où le passage de l'idéologie du métissage à celle du multiculturalisme n'a pas forcément favorisé une meilleure acceptation de l'étranger limitrophe ; les Etats-Unis, puissance mondiale emblématique de la Nation d'immigrants, où l'assimilationnisme a cédé la place au multiculturalisme dans la gestion de l'altérité, mais où les hiérarchisations raciales restent fondamentales pour comprendre le rapport à l'autre ; l'Espagne enfin, située dans l'espace Schengen devenue forteresse européenne, où la réinvention du rapport à l'autre à la faveur d'une reprise récente de l'immigration internationale soulève des questions héritées d'une longue histoire coloniale.

Le défi de la comparaison est multiple. Il réside d'abord dans les difficultés de la traduction des faits sociaux, des disciplines et des traditions scientifiques, des langues utilisées pour mener la recherche, pour faire émerger un discours cohérent. Il réside ensuite dans l'enjeu

fondamental de distinguer des processus sociaux à la portée générale, des structures sociales inscrites dans des traditions culturelles, de mécanismes proprement locaux qui rendent compte de la spécificité des lieux.

La comparaison de quelques métropoles emblématiques de cette migration permet de situer cette démarche en des lieux spécifiques, déclinés dans la variété de leurs échelles : les contextes nationaux qui élaborent des idéologies, des iconographies, des représentations et leur mise en politique ; les contextes locaux qui interprètent et actualisent, dans des espaces spécifiques et avec des marges de manœuvre politique variées, ces tendances générales ; des espaces plus propices à une observation fine, quartiers résidentiels, espaces publics ; des espaces-temps qui mettent en scène et actualisent dans leur scénographie dramatique les rapports sociaux.

L'exemple de la migration bolivienne permet de mettre en dialogue les lieux, d'analyser les rapports complexes à l'autre, et les relations plurielles à l'espace, qu'impliquent les situations de mobilité.

## **Pour une géographie multisituée**

L'habilitation à diriger des recherches doit démontrer la capacité du chercheur à proposer une direction de recherches. Au terme de ce travail, je souhaite défendre la pratique et la conduite d'une géographie sociale multisituée. Le terme a été employé à de nombreuses reprises au cours du texte, il convient à présent d'en cerner les principales dimensions.

### **Territorialités multisituées**

La mondialisation contemporaine contribue à multiplier les réseaux et les connexions entre de multiples lieux de l'œcumène. L'espace-réseau est générateur de proximités à distance parfois bien plus grandes que celles offertes par l'espace continu de la matérialité euclidienne : les villes fragmentées signifient ces distances sociales fortes dans la proximité spatiale, qui coexistent avec des affinités inscrites dans un fonctionnement en archipel. Sans affirmer le passage d'une métrique topographique de la coprésence à une métrique topologique de la cospatialité médiée, pour reprendre la conceptualisation efficace de Michel Lussault (2009), il est désormais absolument nécessaire d'associer ces deux modes de rapport à l'espace.

Au sens premier, la multi-situation renvoie ainsi à cette réalité de l'espace de vie et de l'espace vécu contemporain : l'individu évolue dans des espaces à la fois joints et disjoints, proches et lointains, la distance physique ne déterminant absolument pas l'intensité ou la force des liens et des appartenances aux lieux.

Les migrants internationaux, individus mobiles par définition, sont particulièrement au cœur de ce processus, puisque leurs pratiques concrètes de l'habiter sont situées en des lieux et dans des pays distants, qui varient selon les temporalités de leurs existences. Leur habiter est ainsi particulièrement polytopique. Les vies transnationales sont fréquemment situées, concrètement et de façon immatérielle, dans des espaces distants articulés par des faisceaux de relations : circulation de personnes, de biens, d'idées, d'investissements, de normes, de valeurs, d'affects, de projets. Ces pratiques transnationales sont inscrites dans des espaces que j'ai qualifiés de translocaux.

La translocalité concerne la mise en lien d'espaces locaux situés et distants, au sein d'un même Etat-Nation ou au delà. Elle insiste sur la dimension localisée des réseaux, plus que sur leur appartenance à une Nation ou une autre. Le terme me semble ainsi important pour insister sur la spatialisation spécifique (translocale) des pratiques et des modes d'habiter transnationaux, et relever en ce sens d'une nécessité proprement géographique.

Les lieux dans lesquels les migrants prennent place sont des circonstances de croisements, faits de la rencontre dialogique, neutre ou conflictuelle entre des individus, des traditions, des pratiques, des façons d'être, venues d'horizons divers. Les lieux se construisent en permanence au gré des situations qui les animent, selon la conceptualisation anglo-saxonne du terme *place*. Prendre place, c'est ainsi *to take place* : en jouant sur les mots dans la traduction, c'est participer à l'élaboration des lieux (*places*) en occupant, ponctuellement ou durablement, des places, c'est-à-dire finalement des lieux.

C'est dans les métropoles de destination, dont la force d'attraction dans le cadre de la globalisation génère la coprésence d'individus et de groupes d'une très grande diversité, que les enjeux de l'élaboration du vivre avec, à côté, contre, sont les plus vifs. Mais les lieux d'origine se réélaborent aussi au gré des circulations qui les nourrissent ou les vident. Dans les métropoles, les lieux de coprésence donnent naissance à des configurations et des attitudes variées. Evitement, fuite, invisibilisation, côtoiement, coprésence pacifique, échange, conflit, stigmatisation, accommodement, rencontre, ouverture, revendication... Les déclinaisons de ces situations d'interactions, déjà envisagées à l'époque de l'écologie urbaine de l'Ecole de Chicago, et fondamentales dans la sociologie d'Erving Goffman ou d'Isaac Joseph, déclinent les sens des lieux et révèlent les modes d'habiter des individus qui les pratiquent, inégalement dotés de compétences et de capitaux (sociaux, humains, culturels) pour être en mesure de les choisir ou de les subir, d'y élaborer des tactiques où

d'y construire des stratégies, pour reprendre la différenciation établie par Michel de Certeau (1990).

C'est dans ces situations que peuvent s'élaborer, sous certaines conditions, des réalités quotidiennes cosmopolites. Les cosmopolitismes sont situés dans des lieux précis, en ce sens vernaculaires, ancrés, *rooted*, et s'inventent dans un apprentissage de l'altérité et de l'ouverture pacifique au côtoiement de la différence : celui-là même qui devrait caractériser la vie urbaine, selon Iris Marion Young (1990). Ils s'observent d'abord dans les espaces publics, théoriquement accessibles et extimes, pour reprendre le vocabulaire de Michel Lussault et Jacques Lévy (2003). Ils se déploient aussi (donc, car c'est une conséquence de l'extimité) dans les espaces où les processus d'appropriation ne sont pas dominés par un groupe, mais plutôt partagés entre plusieurs groupes qui les investissent. Les espaces du quotidien des quartiers d'immigration multiculturels, souvent situés dans les périphéries métropolitaines, en sont ainsi un des lieux d'observation privilégiés.

Les lieux forment-ils des territoires ? Cette notion centrale dans la discipline géographique française a su progressivement se départir quelque peu de sa métrique euclidienne ou topographique. La notion de territoire multisitué, objet d'un numéro de la revue *L'espace géographique* en 2013, dirigé par Geneviève Cortes et Denis Pesche, envisage la complexité territoriale des assemblages de lieux qui fonctionnent ensemble simultanément, par delà la distance, via des circulations et des réseaux. Pour accepter l'utilisation de cette notion dans les processus qui me préoccupent ici, il faut encore la départir de la fixité de ses contours et de l'univocité de son appropriation, deux éléments au fondement de la définition géographique du territoire. Les lieux assemblés évoluent au fil du temps, des consolidations et des pertes de liens qui en augmentent ou en amenuisent le nombre ; faits de contingences et de croisements, ils ne souffrent pas de bornage. Ils sont aussi l'objet d'appropriations variées, faibles ou fortes, dominantes ou dominées, ouvertes à l'autre ou excluantes, et difficilement réductibles à l'expression d'UNE identité. C'est pourquoi, plus que les territoires, les territorialités, au sens que leur donne Guy Di Méo (2000), ont l'avantage de rendre compte des rapports individuels et collectifs à l'espace, envisagés dans leurs dimensions concrètes (pratiques) et imaginaires (idéelles), et dans la multiplicité des lieux qu'elles mettent en lien. Les territorialités peuvent être juxtaposées, décalées, congruentes ou antagoniques, partagées ou conflictuelles. Elles s'expriment dans des lieux qui ne posent pas la question de leurs frontières, mais se définissent comme des espaces de projection et d'intersection. Comme les territoires, les territorialités s'élaborent dans l'épaisseur du temps, qui en affermit ou en dissout les lieux d'investissement au gré des trajectoires et des liens entre les lieux distants qu'elles associent.

La géographie sociale des migrations est une étude des territorialités multisituées. Elle envisage en effet de comprendre les relations socio-spatiales entre les migrants et leurs environnements, en s'intéressant aux compétences des acteurs, à l'organisation de leurs

espaces de vie comme de leurs espaces vécus, inscrits dans des espaces conçus situés en des endroits différents, puisqu'inscrits dans un champ migratoire donné. L'étude des processus de territorialisation multisitués des individus mobiles et des groupes dans lesquels ils s'insèrent, auprès desquels ils prennent place, est ainsi au cœur de mon approche de cette géographie sociale des migrations.

## **Méthodologies multisituées**

L'article fondateur de l'ethnographie multisituée de Georges Marcus (1995) place la démarche dans le sillon de l'évolution d'un monde devenu global et interconnecté. Suivre le fil des processus culturels implique désormais de s'engager dans une ethnographie multisituée, qui s'inscrit dans une nouvelle arène interdisciplinaire de la recherche et requiert un dialogue avec les autres disciplines. La géographie en est une parmi d'autres, valorisée par Georges Marcus pour sa conceptualisation des notions clés de l'espace et du lieu (*place*). Une méthodologie multisituée est ainsi une pratique de la recherche capable de puiser dans les différentes disciplines qui contribuent à la compréhension sociale de ce monde interconnecté.

Sur ce point, la géographie, qui a longtemps eu un statut de science secondaire et de discipline carrefour, en raison de son institutionnalisation tardive d'une part, et de l'amplitude de son objet d'études (l'espace) d'autre part, a une expérience de dialogue ancienne avec d'autres disciplines, l'histoire d'abord (Paul Vidal de La Blache était historien de formation), mais aussi l'économie, la science politique, la sociologie et l'anthropologie, la philosophie, pour ne citer que les principales. Dans ma pratique de la recherche, la compréhension des relations socio-spatiales est principalement nourrie des apports de l'anthropologie et de la sociologie, qui, dans le champ urbain comme dans le champ migratoire, ont fourni des apports essentiels à l'analyse des sociétés dans leur dimension collective comme individuelle, et proposé une réflexion sur la dimension spatiale des faits sociaux tout à fait indispensable à la géographie.

Ma pratique de la recherche s'inscrit dans un univers scientifique multisitué au point de vue disciplinaire, enrichi par un univers théorique multisitué en termes de références culturelles. Travaillant sur des espaces situés en France, en Europe, en Amérique latine et en Amérique du nord, je côtoie des chercheurs et une bibliographie essentiellement trilingue, qui puise dans des traditions scientifiques européennes, anglo-saxonnes et nord-américaines, mais aussi latino-américaines. Cette pratique, on l'a vu au cours des trois volumes de cette habilitation, exige un dialogue interdisciplinaire et une définition rigoureuse de l'objet même de la géographie. Car la discipline géographique est moins

ancrée dans le social et le culturel dans d'autres contextes scientifiques, anglo-saxons et latino-américains, qu'en France, ce qui implique des recours constants aux disciplines voisines qui ont l'espace social pour objet, spécifiquement l'anthropologie et la sociologie.

C'est bien l'espace comme construit social, pour paraphraser Henri Lefebvre, qui est l'objet de la géographie que je défends, dans un dialogue constant avec ces apports allogènes. Ce dialogue signifie des difficultés récurrentes de traduction : de traduction des termes d'une langue à l'autre, comme j'en ai souvent fait état dans ce manuscrit ; mais aussi de traduction des concepts d'une discipline à l'autre et d'un univers culturel à l'autre. Ainsi les termes d'intégration, d'assimilation, de métissage, pour ne prendre qu'un exemple, ont des implications bien particulières qui renvoient aux contextes français, états-unien et latino-américains, respectivement, qui obligent à des analyses situées pour en restituer le sens, la portée, et pour en justifier la comparaison.

Le déploiement d'une méthodologie multisituée implique, si l'on suit toujours la réflexion de Marcus, de suivre les chemins, les fils, qui permettent de dérouler le fonctionnement d'un processus social. Ce suivi implique un déplacement, que George Marcus (*op. cit.*) décline : suivre les gens ("*follow the people*"), suivre les choses ("*follow the thing*"), suivre la métaphore, le scénario, l'histoire, l'allégorie ("*follow the metaphor, the plot, story or allegory*"), suivre les trajectoires de vie ou les biographies ("*follow the life or biography*"), suivre le conflit ("*follow the conflict*"). Suivre les migrants a constitué le fil de cette recherche : dans leurs destinations, dans leurs circulations, mais aussi dans leurs trajectoires biographiques. Une méthodologie multisituée est ainsi située en plusieurs lieux, ceux qui sont parcourus et investis par les gens, et située en plusieurs temps, ceux qui construisent à mesure des expériences temporelles les territorialités observées. La dimension temporelle est indissociable de la dimension spatiale, participant en permanence aux processus de territorialisation des individus. L'instantanéité de l'observation située en un lieu, propre de la méthodologie interactionniste, requiert pour comprendre les territorialités à l'œuvre d'en mettre au jour les ressorts inscrits dans une certaine épaisseur temporelle.

L'observation instantanée des interactions implique une autre forme de méthodologie multisituée : celle du changement de focale de l'observateur, afin de rendre compte des différents points de vue, des différentes pratiques, représentations, qui se manifestent en un lieu et l'instituent en circonstance de croisement, fait d'une addition de plusieurs positions. C'est ce que je me suis attelée à proposer dans l'analyse des espaces publics de l'habiter, ou dans ceux des espaces-temps festifs, en révélant les positions, les représentations et les projections spatialisées des différents acteurs en présence sur les scènes d'observation.



Une méthodologie multisituée implique ainsi non seulement de changer de lieux pour suivre les gens, mais aussi de changer de position ou de lunettes pour observer les gens dans les lieux.

Cette nécessité du changement de position, d'un lieu d'observation à l'autre, d'un point de vue à l'autre dans une scène donnée, implique que le chercheur soit aussi un caméléon, capable de s'adapter aux lieux, aux situations, aux interlocuteurs. La pratique du terrain est ainsi un apprentissage du voyage, de nouvelles langues, de nouvelles habitudes, de nouveaux interlocuteurs. Elle requiert une remise en question permanente, car ce qu'on observe en un lieu ne se reproduit pas forcément dans un autre. La conduite d'un entretien ici ne donnera pas les mêmes résultats ailleurs, et obligera à un repositionnement dans l'approche de l'autre en un autre lieu. Le discours d'un acteur sera contradictoire avec celui de son voisin ; le discours d'un même acteur évoluera aussi à quelques années d'intervalle, ou bien s'il est recueilli dans un autre lieu, dans une autre situation. La pratique d'une méthodologie multisituée implique ainsi une réflexivité sur les cadres de conduite de la recherche : sur le moment de l'observation, l'approche, c'est-à-dire le mode de mise en relation avec les acteurs, sur la perception de soi-même par l'interlocuteur, sur sa propre place dans la scène d'observation (caché, visible, étranger, ami, invité...). Toute recherche multisituée est, à tout moment, située dans un temps et un espace donné. Les conditions de l'élaboration de la recherche doivent conduire à une réflexion sur ses conséquences sur les résultats de l'observation et du recueil d'information. En ce sens, la méthodologie requiert aussi une grammaire de la reconnaissance multisituée, ce que Laurence Roulleau Berger appelle un cosmopolitisme méthodologique (2012). La recherche est ainsi en quelque sorte également co-construite par le chercheur et ses interlocuteurs, élaborée dans des situations parfois fragiles, tendues, ou conviviales, qui obligent à une prise de recul réflexif. Si je ne suis pas certaine d'avoir eu constamment la distance nécessaire dans l'analyse des situations dont j'ai rendu compte dans ce travail, le fait d'être consciente de cette fragilité des cadres d'élaboration de la recherche m'aide à chercher, dans ma pratique, à me situer à *la bonne place* pour restituer mes résultats. Le décalage du regard auquel oblige constamment la pratique de la comparaison est en ce sens un atout fondamental de la recherche multisituée.

Une géographie multisituée est forcément comparative, en ce qu'elle met en relation les lieux, les acteurs dans les lieux, les points de vue dans les lieux. Elle ne peut se contenter de juxtaposer les regards mais se doit de les confronter pour mettre au jour les spécificités et la part d'universalité des processus analysés. Les lieux sont uniques, dans leur instantanéité, leur contingence, mais ils sont traversés par des dynamiques sociales, culturelles, économiques, politiques, qui, dans leur agencement précis à un moment donné, donnent sens au lieu et à la situation. Ces processus relèvent de dimensions plus générales, communes, qui structurent les relations sociales et les constructions spatiales.

C'est aussi en ce sens que ma pratique de la géographie est un aller-retour constant entre recherches de terrain et discussions théoriques. Je n'ai pas d'intuition ni de goût prononcé pour la théorisation. Réfractaire à la discipline philosophique dans mon parcours d'étudiante khâgneuse, je me suis engagée en géographie en raison d'une appétence particulière pour le terrain, dont j'ai rendu compte des spécificités dans le volume 1. C'est des observations de terrain, des enquêtes, des entretiens, des rencontres, de leur confrontation à la fois à d'autres contextes, par le biais de la comparaison, et de leur frottement à des univers théoriques, que s'élabore progressivement ma réflexion. J'ai des coups de cœur pour des auteurs, des ouvrages conçus à partir d'études de cas spécifiques, ou des textes à portée théorique, qui éclairent souvent soudainement, et tout à fait à propos, la glaise des réalités sociales dans laquelle, comme chercheuse de terrain, je me perds parfois. J'ai tenté dans ce volume de rendre hommage à ces chercheurs que je ne connais souvent que par leurs livres, mais avec lesquels j'entretiens en secret une grande complicité intellectuelle, afin d'explicitier ce que chacun m'a apporté. La recherche que je pratique leur doit autant qu'aux migrants que je côtoie au gré de ces plongées toujours trop courtes dans les univers sociaux passionnants auxquels le travail de terrain donne accès. Une recherche multisituée est donc aussi, à mon sens, une navigation permanente entre réalités concrètes et montées en généralité, spécificités locales et conceptualisations.

La géographie manie un outil privilégié qui facilite le changement de regard requis par la démarche multisituée : le changement d'échelle. La technique du zoom rétrécissant et grossissant sur un objet permet de donner à voir des processus d'ordre distinct qui contribuent à une meilleure compréhension de l'objet lui-même. Dans la géographie des migrations, l'observation des champs et des systèmes migratoires met au jour les processus macro-économiques qui structurent les inégalités de développement du système capitaliste globalisé et dessinent les contours des métropoles globales comme espaces spécifiques de la matérialisation de ces inégalités génératrices de flux. Au niveau méso, l'analyse des réseaux révèle les filières et les chaînes migratoires qui articulent des communautés rurales d'émigration à des espaces spécifiques d'immigration, des profils migrants à des niches professionnelles géographiquement situées en des lieux particuliers de l'économie mondiale. Au niveau micro, les stratégies des acteurs révèlent les motifs des contraintes comme les choix qui les animent, les tensions qui contribuent à leur mise en mouvement ou au contraire à leur immobilité. L'observation des espaces de vie comme des représentations ou espaces vécus permet de rentrer dans la finesse de la compréhension de leurs modes d'habiter. Si le chercheur fait un choix d'entrée par une focale spécifique, dans mon cas celle de l'acteur migrant, il doit toutefois s'efforcer au zoom, pour mettre en perspective les choix individuels inscrits dans des processus qui relèvent d'autres niveaux de l'analyse, selon l'approche revendiquée du pluralisme méthodologique.

Ce pluralisme méthodologique, situé à différents niveaux scalaires, implique aussi un dialogue entre les analyses par les acteurs et les analyses par les structures. Il impose de

dépasser les oppositions entre situationnisme et structuralisme, pour être capable de relever ce qui, dans la construction des territorialités, doit à la fois à des cadres structurels dominants (par exemple les conséquences du capitalisme global inégal, des systèmes de contrôle politique des territoires nationaux), et aux choix, aux stratégies, aux libertés des acteurs eux-mêmes, inégalement dotés de compétences et de capitaux (sociaux, économiques, humains, spatiaux).

Le projet d'une géographie multisituée, on le comprend, va bien au delà de la seule analyse du fait migratoire. Il surgit de la nécessité de saisir les territorialités multiples, mais toujours situées, qu'impliquent les interdépendances et les interconnexions croissantes entre les individus et les lieux de ce monde en mouvement. Il implique le changement de regard, le déplacement, le décalage, la multiplication des points de vue comme des échelles d'observation. Il implique le dialogue entre les traditions scientifiques, les disciplines et les aires culturelles, un effort constant de traduction et de remise en question des points de vue univoques pour mettre au jour la complexité du monde, entre pratiques ancrées dans le terrain et montées en généralité. Il signifie une ouverture à l'autre. La géographie multisituée est ainsi une science sociale cosmopolite dont l'objet est l'étude de la construction de l'espace social dans ses dimensions multiples, mais toujours situées.



# Bibliographie

- ABRAHAMSON M., 2005, *Urban Enclaves*, Macmillan, 228 p.
- ABSI P., 2003, « Démobilisation de classe et folklorisation rituelle dans les mines de Bolivie », *Journal des anthropologues*, 92-93, p. 175-187.
- ACOBÉ, 2010, « Encuesta sobre la migración boliviana a España », La Paz, Bolivia, Acobe (asociación de cooperación Bolivia España).
- ACOBÉ, 2011, « La experiencia del retorno... Estudio del caso boliviano », Madrid, Acobe (asociación de cooperación Bolivia España).
- ACPI, 2008, « EMI, Estudio de Medios para Inmigrantes ».
- AGIER M., 1999, *L'invention de la ville: banlieues, townships, invasions et favelas*, Archives contemporaines, 188 p.
- AGIER M., 2000, *Anthropologie du carnaval*, Marseille, Parenthèses, 253 p.
- AGIER M., 2008, *Gérer les indésirables: du camp de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Flammarion, coll. bibliothèque des savoirs, Paris, 350 p.
- AGIER M., 2009, *Esquisses d'une anthropologie de la ville: Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-Neuve, Editions Academia, 158 p.
- AGIER M., 2013, *La condition cosmopolite*, Paris, La découverte, 211 p.
- ÁGUILA Á. DEL, 2013, « Aires de cambio en el tratamiento de la migración regional: la Ley Migratoria argentina y el desafío de la integración de los migrantes regionales », *Densidades*, 12, p. 59-72.
- ALBA R.D., 2009, *Blurring the color line: the new chance for a more integrated America*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 320 p.
- ALBA R., NEE V., 1997, « Rethinking assimilation Theory for a New Era of Immigration », *International Migration Review*, 31, 4, p. 826-874.
- ALBA R., NEE V., 2003, *Remaking the American Mainstream: Assimilation and Contemporary Immigration*, Harvard University Press, 384 p.
- ALBA R., WATERS M., 2011, *The Next Generation: Immigrant Youth in a Comparative Perspective*, NYU Press, 382 p.
- ALBO X., 1995, *Bolivia plurilique: guía para planificadores y educadores*, La Paz, Bolivia, UNICEF - CIPCA.
- ALLEMAND S., ASCHER F., LEVY J., 2004, *Les sens du mouvement. Modernité et mobilités dans les sociétés urbaines contemporaines*, Paris, Belin, 336 p.
- ALLEN J.P., TURNER E., 1997, *The ethnic quilt: population diversity in Southern California*, Northridge, Calif., The Center for Geographical Studies, California State University, Northridge, 282 p.
- ALLEN J., TURNER E., 1989, « The most ethnically urban places in the United States », *Urban Geography*, 10, 6, p. 523-539.
- ALVAREZ JUNTO J., 2006, « La nación post-imperial. España y su laberinto identitario », *Circunstancia*, 9.
- AMIN A., 2002, « Ethnicity and the multicultural city: living with diversity », *Environment and Planning A*, 34, 6, p. 959-980.
- AMSELLE J.-L., 2005, *Branchements: Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion, 265 p.

- ANDERSON B., 1991, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Revised, Verso, 224 p.
- ANDERSON E., 2000, *Code of the Street: Decency, Violence, and the Moral Life of the Inner City*, Reprint, W. W. Norton & Company, 352 p.
- ANDERSON E., 2004, « The Cosmopolitan Canopy », *American Academy of Political and Social Sciences*, 595, p. 14-31.
- ANDERSON E., 2011a, *The Cosmopolitan Canopy: Race and Civility in Everyday Life*, W. W. Norton & Company, 337 p.
- ANDERSON N., 2011b, *Le hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Armand Colin, 400 p.
- ANTEBY YEMINI, L., BERTHOMIERE, W., SCHEFFER, G. (dirs.), 2005, *Les diasporas: 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- APARICIO R., PORTES A., HALLER W., 2009a, « La segunda generación en Madrid : un estudio longitudinal », Madrid, Universidad Comillas.
- APARICIO R., PORTES A., HALLER W., 2009b, « La segunda generación en Barcelona : un estudio longitudinal », Madrid, Universidad Comillas.
- APPADURAI A., 2005, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Petite bibliothèque Payot, Paris.
- APPARICIO P., 2000, « Les indices de ségrégation résidentielle : un outil intégré dans un système d'information géographique », *Cybergeographie : European Journal of Geography*.
- APPIAH K.A., BOTZ A., 2008, *Pour un nouveau cosmopolitisme*, Paris, O. Jacob.
- AQUINO MORESCHI A., 2014, *Des luttes indiennes au rêve américain. Migrations de jeunes zapatistes aux États-Unis*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 208 p.
- ARAB C., 2009, *Les Aït Ayad. La circulation migratoire des Marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection géographie sociale, 358 p.
- ARIAS P., 2012, « Migration et tradition », *Hommes & Migrations*, 1296, 2, p. 100-111.
- ARREOLA D.D., 2004, *Hispanic spaces, Latino places community and cultural diversity in contemporary America*, 1st ed., Austin, University of Texas Press, 334 p.
- ASSEO H., ROCHE D., BEAUREPAIRE P.-Y., TRAVERSO E., 2004, *Revue de synthèse, N° 123/2002 : Circulation et cosmopolitisme en Europe*, Paris, Rue d'Ulm, 352 p.
- AUDEBERT C., 2003, *Les Haïtiens à Miami, l'insertion socio-spatiale des populations antillaises dans la ville étasunienne*, Thèse de doctorat, Fort de France, Université de la Martinique.
- AUDEBERT C., 2012, *La diaspora haïtienne, territoires migratoires et réseaux transnationaux*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 198 p.
- AUGE M., 2009, *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris, Payot Rivages, 91 p.
- AUYERO J., 2001, « Claves para pensar la marginación », dans *Parias urbanos. Marinalidad en la ciudad a comienzos del milenio*, Buenos Aires, Argentina, Manantial, p. 9-31.
- BABY-COLLIN V., 1998, « El Alto de La Paz, cité pauvre d'altitude au cœur de l'Amérique latine », *L'espace géographique*, 2, p. 155-168.
- BABY-COLLIN V., 2000, *Marginaux et citoyens. Construire une urbanité métisse en Amérique latine.*, Thèse de doctorat en géographie, Toulouse, Université Toulouse II Le Mirail, 620 p.
- BABY-COLLIN V., 2003, « Des usages de l'indianité à La Paz : formes du métissage dans la ville », *Problèmes d'Amérique latine*, 48, p. 71-90.
- BABY-COLLIN V., 2010, « La metropolización de Monterrey : un enfoque socio-espacial », dans *Cuando México enfrenta la globalización : permanencias y cambios en el Area Metropolitana de Monterrey*, Mexico, Plaza y Valdez, UANL, p. 19-46.
- BABY-COLLIN V., 2012a, « Modes d'habiter sous contraintes. Migrants boliviennes dans les métropoles (Espagne, États-Unis). », *Historiens et géographes*, 419, p. 139-143.
- BABY-COLLIN V., 2012b, « Les enjeux contemporains des migrations internationales en Amérique du Nord », dans *L'Amérique du Nord au XXI<sup>e</sup> siècle, enjeux, défis et perspectives*, Paris, Ellipses, p. 23-42.

- BABY-COLLIN V., 2014a, « El servicio doméstico en trayectorias de bolivianas migrantes a España », dans *Trabajadoras en la sombra. Dimensiones del servicio doméstico latinoamericano.*, Monterrey, Mexique, CIESAS, EGAP-ITESM, p. 20.
- BABY-COLLIN V., 2014b, « Les sans-papiers, un enjeu multiscalaire pour les politiques migratoires aux Etats-unis », *BAGF (Bulletin de l'Association des Géographes Français)*, 2, p. 196-209.
- BABY-COLLIN V., 2014c, « Rendering People Illegal and Invisible. Illegal Migrants and Daily Life (United States, Spain) », dans *Borders, Mobilities and Migrations, Perspectives from the Mediterranean, 19-21st Century*, Bruxelles, PIE Peter Lang, p. 215-234.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., 2014, « Nuevos despliegues del campo migratorio boliviano frente a la crisis », *revista CIDOB d'Afers Internacional*, 106-107.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., FARET L., 2009, « Remises migratoires et développement en Bolivie et au Mexique : une analyse comparée », dans *Migrants des Suds. Acteurs, trajectoires et territoires des mobilités internationales*, Paris, Montpellier, IRD Editions, p. 237-260.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., FARET L., GUETAT-BERNARD H., 2009, *Migrants des Suds. Acteurs, trajectoires et territoires des mobilités internationales*, Paris, Montpellier, IRD Editions (Objectif sud, ISSN 0755-1436), 505 p.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., FARET L., SASSONE S., 2009, « Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines : les cas bolivien et mexicain », dans *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Colin, p. 91-108.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., MIRET N., 2009a, « Les migrants andins en Espagne, inscriptions spatiales et repérage de filières », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 39, 1, p. 115-140.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., MIRET N., 2009b, « Migrants andins en Espagne : ruptures et continuités d'une géographie économique de l'immigration », *Méditerranée*, 113, p. 41-54.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., MIRET N., SASSONE S., 2011, « Visibilidad y territorialización de la migración boliviana en Madrid, Barcelona, Buenos Aires », dans *Población y espacios urbanos*, Actas del congreso AGE, Barcelona, Universidad de Barcelona, p. 557-576.
- BABY-COLLIN V., CORTES G., SASSONE S., 2008, « Mujer, movilidad y territorialización. Análisis cruzado de las migraciones internacionales en México y Bolivia », *Migracion transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos, cahiers de l'IFEA*, 17, p. 135-166.
- BABY-COLLIN V., MEDINA L., MIRET N., SASSONE S., 2012, « Territorios bolivianos en metropolis espanolas, Madrid y Barcelona », dans *Migracion boliviana y practicas transnacionales*, Barcelona, Anthropos.
- BABY-COLLIN V., MERCIER D. (dirs.), 2012, *Le Mexique dans les migrations internationales*, Paris, Hommes et Migrations.
- BABY-COLLIN V., MIRET N., SASSONE S.M., 2009, « Migración boliviana en las metrópolis de Buenos aires, Madrid, Barcelona. ¿Replicación de pautas espaciales? », p. 30.
- BABY-COLLIN V., RAZY E., 2011, « La famille transnationale dans tous ses états », *Autrepart*, n°57-58, 1, p. 7-22.
- BABY-COLLIN V., SASSONE S., 2010, « Mondialisation de la Virgen de Urkupiña ? Religiosité, fêtes populaires et territoires urbains des migrants boliviens, de Buenos Aires à Madrid », *Autrepart*, 56, p. 111-132.
- BABY-COLLIN V., SASSONE S.M., 2014, « De l'emploi informel au travail précaire. Femmes migrantes dans les métropoles de la globalisation (des Boliviennes en Espagne et en Argentine) », dans *Informalité, précarité, regards croisés entre Europe et Amérique latine. Travail, jeunesse et migration à l'heure de la mondialisation*, Paris, IHEAL éditions, p. 189-216.
- BADIE B., 1995, *La fin des territoires : essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Édition : Fayard, Paris, Fayard, 276 p.
- BALDASSAR L., MERLA L., 2010, *Les dynamiques de soin transnationales. Entre émotions et considérations économiques*, Recherches sociologiques et anthropologiques, Louvain la Neuve, Unité

d'anthropologie et de sociologie de la UCL.

BALDASSAR, L., MERLA, L. (dirs.), 2014, *Transnational families, migration and the circulation of care: understanding mobility and absence in family life*, New York, Etats-Unis (Transnationalism), 304 p.

BARTH F., 2008, « Les groupes ethniques et leurs frontières », dans *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, p. 203-249.

BASCH L.G., GLICK SCHILLER N., SZANTON BLANC C., 1994, *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*, Langhorne, Pa, Gordon and Breach, 344 p.

BASTENIER A., DASSETTO F., 1995, « L'intégration des immigrés en Europe : un cadre conceptuel », dans *La sociologie des populations*, Montréal, Presses de l'université de Montréal.

BASTIA T., 2011, « Should I Stay or should I go ? Return migration in times of crises », *Journal of International Development*, 23, p. 583-595.

BASTIA T., BUSSE E., 2011, « Transnational migration and changing gender relations in Bolivian and Peruvian cities », *Diversities*, 13, 1, p. 19-45.

BASTIA T., HAU M. VOM, 2014, « Migration, Race and Nationhood in Argentina », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 40, 3, p. 475-492.

BASTIA T., MCGRATH S., 2011, « Temporality, migration and unfree labour : migrant garment workers », *Manchester papers in political economy*, 6, Manchester, University of Manchester.

BATAILLON C., DELER J.-P., THÉRY H., 1994, *Amérique latine*, Montpellier, Paris : Reclus, Hachette., 480 p.

BATALOVA J., HOOKER S., CAPPS R., 2013, « Deferred action for childhood arrivals at the one-year mark », *Migration Policy Institute, Issue brief*, 8/2013, p. 1-17.

BATALOVA J., HOOKER S., CAPPS R., BACHMEIER J., 2014, « DACA at the Two-Year Mark: A National and State Profile of Youth Eligible and Applying for Deferred Action », Washington DC, Migration Policy Institute (MPI).

BATTEGAY A., 1992, « L'actualité de l'immigration dans les villes françaises : la question des territoires ethniques », *Revue européenne de migrations internationales*, 8, 2, p. 83-100.

BAUBOCK R., 2003, « Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism », *International Migration Review*, 37, 3, p. 700-723.

BAUMAN Z., 2010, *Identité*, Paris, Editions de l'Herne, 136 p.

BAVA S., CAPONE S., 2010, « Introduction (Migrations et transformations des paysages religieux) », *Autrepart*, 56, p. 240.

BECK U., 2006, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Aubier (Alto), 378 p.

BECKER H.S., 1985, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 247 p.

BELMONT N., 1986, *Paroles païennes. Mythe et folklore*, Paris, Imago, 176 p.

BELOUIN S., COUNILH A.-L., BRONNIKOVA O., MEKDJIAN S., 2009, *Le visible et l'invisible dans le champ des études sur les migrations*, E Migrinter, Poitiers, 146 p.

BENENCIA R., 1997, « De peones a patronos quinteros. Movilidad social de familias bolivianas en la periferia bonaerense », *Estudios migratorios latinoamericanos*, 35, p. 63-101.

BENENCIA R., 2003, « Inmigrantes bolivianos en áreas rurales de la Argentina : su participación en la conformación de territorios y comunidades transnacionales », *Estudios migratorios latinoamericanos*, 17, 50, p. 161-180.

BERLAN J.-P., 2009, « L'immigré agricole comme modèle sociétal ? », *Etudes rurales*, 182, 2, p. 219-226.

BERRY-CHIKHAOU I., DEBOULET A., ROULLEAU-BERGER L., 2007, *Villes internationales, entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, 328 p.

BERTAUX D., 1997, *Les récits de vie: perspective ethnosociologique*, Nathan, 127 p.

BERTHOMIERE W., 2003, « L'émergence d'une Tel-Aviv cosmopolite ou les effets d'un fin mélange entre reconfigurations sociopolitiques internes et externes », *Cahiers de la Méditerranée*, 67,



p. 299-312.

BERTHOMIERE W., 2012, *Enquête de signes. Migrations, places et continuité(s)*, Habilitation à Diriger des Recherches, Poitiers, Université de Poitiers, 134 p.

BERTHOMIERE W., CHIVALLON C., DIR., 2006, *Les diasporas dans le monde contemporain*, Paris, Karthala MSHA, 419 p.

BESSIN M., BIDART C., GROSSETTI M., 2010, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 398 p.

BETEILLE R., 1974, *Les Aveyronnais. Essai géographique sur l'espace humain*. Poitiers, M'Union, 573 p.

BETEILLE R., 1981, "Une nouvelle approche géographique des faits migratoire : champs, relations, espaces relationnels." *L'espace géographique*, n°3, p. 189-197.

BIDART C., 2006, « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, 120, 1, p. 29-57.

BLANC M., FAKOUHI N., RAULIN A., 2013, « Éditorial », *Espaces et sociétés*, n° 154, 3, p. 1-7.

BLANCHARD S., 2005, *Etre colla à Santa Cruz. Identités et territoires migrants andins à Santa Cruz de la Sierra*, Thèse de doctorat en géographie, Paris, Université de Paris I, 455 p.

BONNEMAISON J., 2000, *La géographie culturelle*, Paris, CHTS, 152 p.

BONVALET C., DUREAU F., 2000, « Les modes d'habiter : des choix sous contraintes », dans *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*, Paris, Anthropos, IRD éditions, p. 131-153.

BOURDIEU P., 1980, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, 1, p. 2-3.

BOURDIEU P., 1986, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62, 1, p. 69-72.

BOURGOIS P., 2002, *In Search of Respect: Selling Crack in El Barrio*, 2<sup>e</sup> édition, Cambridge University Press, 432 p.

BOYER F., 2005, « Le projet migratoire des migrants touaregs de la zone de Bankilaré : la pauvreté désavouée », *Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, 8.

BRASSAMIN L., 2010, *Vendeurs boliviens sur les marchés de Buenos Aires, entre formel et informel. Trajectoires de migrants sur les marchés itinérants*, mémoire de master 2 de géographie, Aix en Provence, Aix Marseille Université, 135 p.

BRASSAMIN L., BABY-COLLIN V., 2012, « Prendre place : les Boliviens sur les marchés itinérants de Buenos Aires », *Revue européenne des migrations internationales*, 28, 3, p. 127-149.

BRENNER N., 2011, « The urban question and the scale question. Some conceptual clarifications », dans *Locating migration. Rescaling cities and migrants*, Cornell, Cornell University Press, p. 23-43.

BRET B., GERVAIS-LAMBONY P., HANCOCK C., LANDY F., COLLECTIF, 2010, *Justice et injustices spatiales*, Presses Universitaires de Paris 10, 314 p.

BRETTELL C.B., HOLLIFIELD J.F., 2000, *Migration Theory: Talking Across the Disciplines*, Routledge, 239 p.

BREY E., STÜRCKOW I., LAFLEUR J.-M., 2012, « El voto de los migrantes bolivianos en Madrid : un asunto privado co impacto transnacional », dans *Diáspora y voto en el exterior. La participación política de los emigrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, p. 65-90.

BRICEÑO Y., 2004, « Inmigración, exclusión y construcción de la alteridad. La figura del inmigrante en el contexto español », dans *Políticas de ciudadanía y sociedad civil en tiempos de globalización*, Caracas, FACES, Universidad Central de Venezuela, p. 201-219.

BRICK K., 2011, « Regularizations in the European Union : the contentious policy tool », Washington DC, Migration Policy Institute.

BRITTELL, K., DATTA, A. (dirs.), 2011, *Translocal geographies: spaces, places, connections*, London, Ashgate, 240 p.

BRODY J., 2005, *La rue*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 312 p.

BRUBAKER R., 2001, « The return of assimilation? Changing perspectives on immigration and its

sequels in France, Germany, and the United States », *Ethnic & Racial Studies*, 24, 4, p. 531-548.

BRUNEAU M., 1994, « Espaces et territoires de diasporas », *Espace géographique*, 23, 1, p. 5-18.

BRUNEAU M., 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Anthropos, 249 p.

BRUNET R., FERRAS R., THERY H., 1992, *Les mots de la géographie : Dictionnaire critique*, Montpellier; Paris, La Documentation Française, 518 p.

BRUNO S., MAGUID A., 2010, « Migración, mercado de trabajo y movilidad ocupacional: el caso de los bolivianos y paraguayos en el Área Metropolitana de Buenos Aires », *Población de Buenos Aires*, 7, 12, p. 7-28.

BRYCESON D.F., VUORELA U., 2003, *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*, Berg, 292 p.

BURAWOY M., 1976, « The Functions and Reproduction of Migrant Labor: Comparative Material from Southern Africa and the United States », *American Journal of Sociology*, 82, 5, p. 1050-87.

BURAWOY M., 1998, « The Extended Case Method », *American Sociological Association*, 16, 1, p. 4-33.

CACHON L., 2003, « Inmigración en España : los desafíos de la construcción de una nueva sociedad », *Migraciones*, 14, p. 219-304.

CAGGIANO S., 2005, *Lo que no entra en el crisol: inmigración boliviana, comunicación intercultural y procesos identitarios*, Prometeo Libros Editorial, 207 p.

CANELO B., 2011, *Migración, estado y espacio urbano. Dirigentes bolivianos y agentes estatales de la ciudad de buenos aires ante disputas por usos de espacios públicos*, Tesis doctoral, facultad de filosofía y letras, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, 296 p.

CANELO B., GALLINATI C., GAVAZZO N., GROJSMAN L., NEJAMKIS L., 2012, « “Todos con Evo!”. El voto boliviano en Buenos Aires », dans *Diáspora y voto en el exterior. La participación política de los emigrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, p. 91-110.

CAPONE S., 2010, « Religions « en migration » : De l'étude des migrations internationales à l'approche transnationale », *Autrepart*, 56, 4, p. 235-259.

CAPPS R., ROSENBLUM M., RODRIGUEZ C., CHISTHI M., 2011, « Delegation and Divergence: a study of 287(g) State and Local Immigration Enforcement », Washington DC, Migration Policy Institute.

CAPRON G., 2006, *Quand la ville se ferme: quartiers résidentiels sécurisés*, Editions Bréal, 292 p.

CARDIM P., HERZOG T., IBANEZ J.J.R., SABATINI G., 2012, *Polycentric Monarchies: How Did Early Modern Spain and Portugal Achieve and Maintain a Global Hegemony?*, Brighton ; Portland, Or, Sussex Academic Press, 320 p.

CARITAS, 2010, « La situación social de los inmigrantes acompañados por Caritas », Madrid, CARITAS.

CARRASCO CARPIO C., GARCIA SERRANO C., 2012, « Inmigración y mercado de trabajo, informe 2011 », *Documentos del Observatorio permanente de la inmigración*, 28, Madrid, Ministerio de Empleo y Seguridad Social.

CARROUE L., COLLET D., RUIZ C., 2006, *La Mondialisation*, Bréal, 352 p.

CASEN C., 2012, « Le katarisme bolivien : émergence d'une contestation indienne de l'ordre social », *Critique internationale*, N° 57, 4, p. 23-36.

CASERO RIPOLLES A., 2005, « Alteridad, identidad y representación mediática : la figura del inmigrante en la prensa española », *Signo y pensamiento*, XXIV, p. 137-151.

CASTLES S., MILLER M.J., 2003, *The Age of Migration*, Guilford Press, 354 p.

CATENAZZI A., 2011, « La planificación urbana en cuestión », *Voces en el Fenix (Argentina)*, 5 (Tierra y Libertad), p. 1-6.

CATTEDRA R., 2003, « Espace public et cosmopolitisme : Naples à l'épreuve d'un inédit métissage urbain », *Cahiers de la Méditerranée*, 67, p. 313-344.

CEA M., 2011, « Evolución del racismo y la xenofobia en España (informe 2011) », Madrid, Ministerio del Trabajo e Inmigración.

- CEBRIAN J.A., 2005, « Migración internacional contemporánea en la region de Madrid », *Geodemos*, 9/10.
- CERES, CCOO, 2004, « Inmigracion irregular en Cataluna. Analisis y propuestas », Barcelona, CERES CCOO.
- CERTEAU M. DE, GIARD L., MAYOL P., 1990, *L'invention du quotidien, tome 1 : Arts de faire*, Nouv. éd., Gallimard, 347 p.
- CHAPOULIE J.-M., 2001, *La Tradition sociologique de Chicago : 1862-1961*, Paris, Le Seuil, 490 p.
- CHEAH P., 2006, « Cosmopolitanism », *Theory, Culture & Society*, 23, 2-3, p. 486-496.
- CHEAH P., ROBBINS B., 1998, *Cosmopolitics: Thinking and Feeling beyond the Nation*, 1 edition, Minneapolis, Univ Of Minnesota Press, 392 p.
- CHIVALLON C., 2004, *La diaspora noire des Amériques, Expériences et théorie*, Paris, CNRS Editions, 264 p.
- CHIVALLON C., 2013, « Créolisation universelle ou singulière ? », *L'Homme*, n° 207-208, 3, p. 37-74.
- CLAVAL P., CLAVAL F., 1981, *La logique des villes: essai d'urbanologie*, Paris, Litec, 690 p.
- CLERVAL A., 2010, « Les dynamiques spatiales de la gentrification à Paris », *Cybergeog : European Journal of Geography*, document 505.
- CLIFFORD J., 1994, « Diasporas », *Cultural Anthropology*, 9, 3, p. 302-338.
- CLIFFORD J., 1998, « Mixed feelings », dans *Cosmopolitics*, University of Minnesota Press, p. 362-370.
- COHEN J., 2012, *A la poursuite des illégaux. Politiques et mouvements anti-immigrés aux Etats-Unis*, Paris, Editions du croquant, 252 p.
- COHEN J., TREGUER A., 2004, *Les Latinos des USA*, Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine, 176 p.
- COLECTIVO IOE, 2008, « Trabajo sumergido, precariedad e inmigracion en Catalunya. Una primera aproximacion », Madrid, IOE, Fundacio Jaume Bofill.
- COLECTIVO IOE, FERNANDEZ M., 2010, *Encuesta nacional de inmigrantes 2007 : el mercado de trabajo y las redes sociales de los inmigrantes*, Madrid, Ministerio del Trabajo e Inmigración, 624 p.
- COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPIEDAD, BIENES MUEBLES & MERCANTILES DE ESPAÑA, 2012, « Panorama General, Impagos hipotecarios de vivienda 2012 », Madrid, Colegio de Registradores, Centro de Procesos Estadísticos y Servicio de Sistemas de Información.
- COMUNIDAD DE MADRID, 2013, « Encuesta Regional de inmigración 2013 (ERI) », Madrid, Comunidad de Madrid.
- CORDERO-GUZMAN, H.R., SMITH, R.C., GROSGOUEL, R. (dirs.), 2001, *Migration, Transnationalization, and Race in a Changing New York*, Temple Univ Pr, 304 p.
- CORNELIUS W.A., 2005, « Controlling 'Unwanted' Immigration: Lessons from the United States, 1993-2004 », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 31, p. 775-794.
- CORTES G., 2000, *Partir pour rester. Survie et mutation des sociétés paysannes andines*, ORSTOM coll. A travers Champs, Paris, 413 p.
- CORTES G., 2008a, *Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilités et des constructions territoriales en Amérique Latine*, Habilitation à Diriger des Recherches, Poitiers.
- CORTES G., 2008b, *Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilité et des constructions territoriales en Amérique latine.*, HDR, volume de synthèse, Université de Poitiers, 251 p.
- CORTES G., 2011, « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes », *Autrepart*, 57-58, 1, p. 95-95.
- CORTES G., FARET L., 2009, *Les circulations transnationales : lire les turbulences migratoires contemporaines*, (Collection U. Sciences humaines et sociales, ISSN 2101-7166), 248 p.
- CORTES G., PESCHE D., 2013, « Territoire multisitué », *L'Espace géographique*, Tome 42, 4, p. 289-292.
- COULMAS P., 1995, *Les Citoyens du monde : Histoire du cosmopolitisme*, Paris, Editions Albin Michel, 336 p.

- CRAVINO, M.C. (dir.), 2008, *Los mil barrios (in)formales del Área Metropolitana de Buenos Aires*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento. Los Polvorines.
- CRAVINO M.C., 2011, « El ciclo de las villas y el mercado inmobiliario informal », *Voces en el Fenix (Argentina)*, 5 (Tierra y Libertad), p. 30-34.
- CRENN C., TERSIGNI S., 2013, *Migrations et mondes ruraux. Hommes et migrations* 1301.
- CRENSHAW K.W., 1991, « Mapping the Margins of Intersectionality, Identity Politics and Violence Against Women of Color », *Stanford Law Review*, 43, 6, p. 1241-1299.
- CRENSHAW K.W., BONIS O., 2005, « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, n° 39, 2, p. 51-82.
- CRESSWELL T., 2010, « Mobilities I: Catching up », *Progress in Human geography*, 35, 4, p. 550-558.
- CRESSWELL T., 2011, *Geographies of mobilities: practices, spaces, subjects*, Farnham, Surrey ; Burlington, VT, Ashgate, 298 p.
- CUCHE D., 2010, *La notion de culture dans les sciences sociales*, Édition : 4e édition, Paris, Editions La Découverte, 157 p.
- CUNIN E., 2003, *Identidades a flor de piel: lo « negro » entre apariencias y pertenencias : categorías raciales y mestizaje en Cartagena (Colombia)*, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 372 p.
- CUNIN E., 2006, « Introduction : l'ethnicité revisitée par la globalisation », *Autrepart*, 38, p. 3-13.
- D'ANDREA N., 2004, *Effets de frontière, migrations et redistribution du peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales dans le département du Tarija*, Thèse de doctorat en aménagement et urbanisme, Aix en Provence, Université Aix Marseille III, 424 p.
- D'ANDREA N., 2007, « Recomposition régionale dans le Sud bolivien et migrations vers l'Argentine », *Revue européenne des migrations internationales*, 23, 2, p. 173-198.
- DAVILA A., 2008, *Latino Spin. Public Image and the Whitewashing of Race*, New York, New York University Press, 224 p.
- DAVILA A., 2012, *Latinos, Inc. The Marketing and Making of a People*, Berkeley, University of California Press, 330 p.
- DAVILA A., LAO-MONTES A., 2001, *Mambo Montage: The Latinization of New York*, 0 édition, Columbia University Press, 448 p.
- DAVIS M., SPRINKER M., 2001, *Magical Urbanism: Latinos Reinvent the US Big City*, Expanded Edition, Verso, 192 p.
- DEBARBIEUX B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace géographique*, 2, p. 97-112.
- DEBARBIEUX B., 2006, « Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie », *L'Espace géographique*, 35, 4, p. 340-354.
- DECOSSE F., 2011, *Migrations sous contrôle. Agriculture intensive et saisonniers marocains sous contrat « OMI »*, thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- DELANO P.A., 2011, *Mexico and its Diaspora in the United States: Policies of Emigration since 1848*, Cambridge University Press, 304 p.
- DELEUZE G., GUATTARI F., 1980, Paris, Editions de Minuit.
- DEMELAS-BOHY M.-D., 1978, *Nationalisme sans nation: la Bolivie à la fin du XIXe siècle*, Thèse Doctorat, France, 178 p.
- DEVOTO F., BENENCIA R., 2003, *Historia de la inmigración en la Argentina*, Editorial Sudamericana, 536 p.
- DIA H., 2010, « Les villages "multi-situés" sénégalais face à la nouvelle configuration migratoire mondiale », *Hommes & Migrations*, 1286-1287, 4, p. 234-244.
- DI MEO G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Nathan Université, 320 p.
- DI MEO G., 2007, « Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain ? », *Métropoles*, 1.

- DI MEO G., 2001, *La géographie en fêtes*, Paris, Géophrys, 270 p.
- DI MEO G., 2005, « Le renouvellement des fêtes et des festivals, ses implications géographiques », *Annales de géographie*, n° 643, 3, p. 227-243.
- DI MEO G., 2000, « Que voulons nous dire quand nous parlons d'espace ? », dans *Logiques de l'espace, esprit des lieux : Géographies à Cerisy*, Paris, Belin, p. 37-48.
- DI MEO G., BULEON P., 2005, *L'espace social : une lecture géographique des sociétés*, Paris, Colin U, 303 p.
- DIGEMIG, 2011, « Memoria 2010 », La Paz, Bolivia, Ministerio de gobierno, (dirección nacional de migración).
- DIMINESCU D., 2012, *e-Diasporas Atlas. Exploration and Cartography of Diasporas on Digital Networks*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- DOJA A., 1998, « Evolution et folklorisation des traditions culturelles », *East European Quarterly*, XXXII, 1, p. 95-126.
- DOMENACH, H., CELTON, D., ARZE, H., HAMELIN, P. (dirs.), 2007, *Movilidad y procesos migratorios en el espacio de frontera argentino boliviana*, Cordoba, Argentina, Editorial CEA-UNC, CONICET, 280 p.
- DOMENECH E., 2007, « La agenda política sobre migraciones en América del sur: el caso de la Argentina », *Revue européenne des migrations internationales*, 23, 1/2007, p. 1-18.
- DOMENECH E., 2011, « Crónica de una 'amenaza' anunciada. Inmigración e 'ilegalidad': visiones de Estado en la Argentina contemporánea », dans *La construcción social del sujeto migrante en America Latina : prácticas, representaciones y categorías*.
- DONZELOT J., 2008, *Quand la ville se défait : Quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Paris, Points Essais, 185 p.
- DORIER-APPRILL E., 2001, *Vocabulaire de la ville*, Paris, Editions du temps, 192 p.
- DORIER-APPRILL E., GERVAIS-LAMBONY P., 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin Mappemonde, 267 p.
- DUFAUX F., GERVAIS-LAMBONY P., 2009, « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, n° 665-666, 1, p. 3-15.
- DUFOIX S., 2003, *Les Diasporas*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF.
- DUFOIX S., 2012, *La dispersion : Une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, Editions Amsterdam, 573 p.
- DUNCAN O.D., DUNCAN B., 1955, « A Methodological analysis of segregation Indexes », *American Sociological Review*, 41, p. 210-217.
- DUREAU, F., DUPONT, V., LELIEVRE, E., LEVY, J.P., LULLE, T. (dirs.), 2000, *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, Paris, Anthropos (Villes), 656 p.
- DURIN S., 2008, *Entre luces y sombras. Miradas sobre los indígenas en el área metropolitana de Monterrey*, Monterrey, CIESAS, CDI, 461 p.
- EHRENREICH B., RUSSELL HOCHSCHILD A., 2003, *Global woman : nannies, maids, and sex workers in the new economy*, New York, Metropolitan Books/Henry Holt and Co., 336 p.
- ELLIOTT J.H., 1992, « A Europe of Composite Monarchies », *Past & Present*, 137, p. 48-71.
- ENDELSTEIN L., 2008, *Une géographie du renouveau religieux; Judaïsme et expérience urbaine en quartier cosmopolite (Paris, 19° arrondissement)*, Thèse de doctorat de géographie, Poitiers, Université de Poitiers, 410 p.
- ESEVERRI MAYER C., 2010, *Jovenes en tierra de nadie. Hijos de inmigrantes en un barrio de la periferia de Madrid*, Thèse de doctorat en migrations internationales et intégration sociale, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, Instituto Universitario de investigación Ortega y Gasset, 394 p.
- FAIST T., 2000, *The volume and dynamics of international migration and transnational social spaces*, Oxford : New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, 400 p.
- FAIST T., 2004, *Transnational social spaces : agents, networks, and institutions*, Ashgate, Burlington, VT, 237 p.
- FAIST T., 2009, « Diversity - a new mode of incorporation? », *Ethnic & Racial Studies*, 32, 1,

p. 171-190.

FAIST T., 2010, « The crucial meso level », dans *Selected studies in International migration and immigrant incorporation*, Amsterdam, Amsterdam University Press, p. 59-90.

FANON F., 1971, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil, Points Essais.

FARET L., 2003, *Les territoires de la mobilité: migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, CNRS, 370 p.

FARINATI A., 2008, « Qui doit faire une constitution ? Le multiculturalisme dans la constitution de la République argentine », *Aspects*, 1, p. 81-86.

FAWCETT J., 1989, « Networks, Linkages, and Migration Systems », *International Migration Review*, 23, 3, p. 671-680.

FISTETTI F., 2009, *Théories du multiculturalisme*, Éd. la Découverte, 227 p.

FLORIDA R.L., 2002, *The Rise of the Creative Class: And how It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, Basic Books, 472 p.

FONER N., 2001, « Transnationalism then and now : New York Immigrants today and at the turn of the Twentieth Century », dans *Migration, transnationalization and race in a changing New York*, Philadelphia, Temple University Press, p. 35-57.

FONER N., 2005, *In a New Land: A Comparative View of Immigration*, New York, NYU Press, 336 p.

FONER N., 2007, « How exceptional is New York? Migration and multiculturalism in the empire city », *Ethnic & Racial Studies*, 30, 6, p. 999-1023.

FRANQUEVILLE A., 2000, *La Bolivie, d'un pillage à l'autre*, Paris-Toulouse, IRD-Presses universitaires du Mirail, 290 p.

FREIRE DA SILVA C., 2009, « Migrants boliviens et travail informel dans le circuit de la confection à Sao Paulo », dans *Sao Paulo, la ville d'en bas*, Paris, L'Harmattan, p. 57-68.

GALL J. LE, 2011, *Buenos Aires maraîchère : une Buenos Aires bolivienne ? Le complexe maraîcher de la Région métropolitaine à l'épreuve de nouveaux acteurs*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Paris I., 775 p.

GALL J. LE, SASSONE S.M., 2008, « Tournant des politiques migratoires en Argentine », *EchoGéo*, Numéro 3.

GALLINATI C., GAVAZZO N., 2010, « Acceso a la vivienda para inmigrantes en Buenos Aires », n°8, Venise, Italie, SSIIM Unesco Chair.

GANS H.J., 1979, « Symbolic ethnicity: The future of ethnic groups and cultures in America\* », *Ethnic and Racial Studies*, 2, 1, p. 1-20.

GANS H.J., 1999, *Making Sense of America: Sociological Analyses and Essays*, Rowman & Littlefield, 382 p.

GARAT, I., SECHET, R., ZENEIDI, D. (dirs.), 2008, *Espaces en transactions*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Géographie sociale), 359 p.

GARCIA BALLESTEROS A., SANZ BERNAL B., 2002, *Atlas de la comunidad de Madrid en el umbral del siglo XXI: imagen socioeconómica de una región receptora de inmigrantes*, Madrid, Editora complutense, 190 p.

GAVAZZO N., 2007, « Inmigrantes en el imaginario de la nación. Una visión desde las organizaciones de tres comunidades latinoamericanas en la Argentina del siglo XXI », *Coleccion*, p. 1-20.

GAVAZZO N., 2011, *Hijos de Bolivianos y Paraguayos en el Area Metropolitana de Buenos Aires*, Thèse de doctorat, faculté de philosophie et lettres, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, 290 p.

GENNEP A. VAN, 1909, *Les rites de passage*, Paris, Picard.

GENOVA N. DE, 2010, *The deportation regime: sovereignty, space, and the freedom of movement*, Durham, NC, Duke University Press.

GENOVA N.P. DE, 2002, « Migrant "illegality" and deportability in everyday life », *Annual Review of Anthropology*, 31, 1, p. 419-447.

GERVAIS LAMBONY P., 2004, *Territoires citadins. 4 villes africaines.*, Paris, Belin, 272 p.

- GERVAIS-LAMBONY P., 2004, « De l'usage de la notion d'identité en géographie. Réflexions à partir d'exemples sud-africains », *Annales de Géographie*, 113, 638, p. 469-488.
- GERVAIS-LAMBONY P. (COORD.), 2014, *La justice spatiale et la ville : Regards du Sud*, Paris, Karthala Editions, 290 p.
- GERVAIS LAMBONY P., LANDY F., 2007, « Introduction : on dirait le Sud », *Autrepart*, 41.
- GHORRA-GOBIN C., 2006, « Métropolisation », dans *Dictionnaire des mondialisations*, Paris, Armand Colin, p. 242-246.
- GIBAND D., 2011, *Les villes de la diversité*, Economica, 160 p.
- GIBAND D., 2012, « La latinisation du continent américain », dans *L'Amérique du Nord au XXI<sup>e</sup> siècle, enjeux, défis et perspectives*, Paris, Ellipses, p. 43-62.
- GIL ARAUJO S., 2009, « Las periferias de la metrópolis », *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, 39-1, p. 57-74.
- GIL ARAUJO S., 2010, *Las argucias de la integración. Políticas migratorias, construcción nacional y cuestión social*, Madrid, IEPALA ed., coll. Problemas internacionales N°35, 251 p.
- GIORGIS M., 1998, *Y hasta los santos se trajeron. La fiesta de la Virgen de Urkupiña en el boliviano Gran Córdoba*, Dissertation de master en anthropologie., Argentine, Universidad nacional de Misiones, 104 p.
- GIORGIS M., 2004, « Urkupiña, la Virgen migrante. Fiesta, trabajo y reciprocidad en el Boliviano Gran Córdoba », dans *Migraciones transnacionales. Visiones del Norte y de Suramérica*, La Paz, Bolivia, Plural Editores, p. 141-166.
- GLAZER N., 1993, « Is Assimilation Dead? », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 530, p. 122-136.
- GLAZER N., MOYNIHAN D., 1963, *Beyond the melting pot : the Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 359 p.
- GLESENER T., RECIO MORALES O., 2011, « Introducción. Los extranjeros y la Nación en España y la América española, 1700-1825 », *Cuadernos de Historia moderna, Universidad Complutense de Madrid*, Anejo X, p. 1-8.
- GLICK SCHILLER N., BASCH L.G., SZANTON BLANC C., 1992, *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*, New York, N.Y, New York Academy of Sciences.
- GLICK SCHILLER N., CAGLAR A., 2011, *Locating Migration: Rescaling Cities and Migrants*, Ithaca, N.Y, Cornell University Press, 279 p.
- GLICK SCHILLER N., FOURON G.E., 2001, « The Generation of identity : Redefining the Second Generation Within a Transnational Social Field », dans *Migration, transnationalization and race in a changing New York*, Philadelphia, Temple University Press, p. 58-86.
- GLICK SCHILLER N., SALAZAR N., 2013, « Regimes of Mobility Across the Globe », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 39, 2, p. 183-200.
- GODARD F., CONINCK F. DE, 1990, « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité », *Revue française de sociologie*, 31, 1, p. 23-53.
- GOFFMAN E., 1973a, *La Mise en scène de la vie quotidienne, t. 1 La Présentation de soi*, Paris, Editions de Minuit, coll. le sens commun.
- GOFFMAN E., 1973b, *La Mise en scène de la vie quotidienne, t. 2 Les Relations en public*, Paris, Editions de Minuit, coll. le sens commun.
- GOLDSTEIN P., 2004, *Andean diaspora*, Miami, University of Florida Press.
- GONZALES R., TERRIQUEZ V., 2013, « How DACA is Impacting the Lives of Those Who are Now DACAdmented »,.
- GONZALEZ ENRIQUEZ C., 2009, « Undocumented Migration. Counting the Uncountable. Data and Trends Across Europe. Country Report. Spain. », Clandestino Project : Undocumented Migration,

- Counting the Uncountable. European Commission.
- GORDON M.M., 1964, *Assimilation in American Life: The Role of Race, Religion, and National Origins*, Oxford University Press, 290 p.
- GOTTMANN J., 2007, *La politique des Etats et leur géographie*, Paris, ed. du CTHS, 263 p.
- GOUESET V., HOFFMANN O., 2006, « Communauté, un concept qui semble poser problème dans la géographie française. », dans *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale.*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 263-275.
- GRACIA J.J.E., 2011, « Hispanic/Latino identity: A response to Tammelleo », *Ethnicities*.
- GRAFMEYER Y., 2005, *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 128 p.
- GRANOVETTER M., 1973, « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, 6, 78, p. 1360-1380.
- GREEN N.L., 2002, *Repenser les migrations*, Presses Universitaires de France - PUF, 138 p.
- GREGOR BARIE C., 2003, *Pueblos Indigenas y derechos constitucionales en America latina: un panorama*, Mexico, Aby Yala, 574 p.
- GRIMSON A., 1997, « Relatos de la diferencia y de la igualdad. Los Bolivianos en Buenos Aires », *Nueva Sociedad*, 147, p. 96-107.
- GRIMSON A., 2000, *Fronteras, naciones e identidades: la periferia como centro*, Buenos Aires, Argentina, Ediciones CICCUS : Ediciones La Crujía, 348 p.
- GRIMSON A., 2004, *La cultura en las crisis latinoamericanas*, Ciudad de Buenos Aires, Argentina, CLACSO, 306 p.
- GRIMSON A., 2005, *Relatos de la diferencia y la igualdad: los bolivianos en Buenos Aires*, EUDEBA, 218 p.
- GRIMSON A., 2006, « Nuevas xenofobias, nuevas políticas étnicas en la Argentina », dans *Migraciones regionales hacia la Argentina. Diferencia, desigualdad y derechos*, Buenos Aires, Prometeo, p. 69-97.
- GRIMSON A., FERRAUDI CURTO M.C., SEGURA R., 2009, *La vida política en los barrios populares de Buenos Aires*, Buenos Aires, Argentina, Prometeo Libros, 316 p.
- GROS C., DUMOULIN D., 2011, *Le multiculturalisme au concret, un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 462 p.
- GUARNIZO L.E., 1994, « Los Dominicanyorks : the making of a binational society », *Annals of the Academy of Political and Social Sciences*, 553, p. 70-86.
- GUAYGUA G., 2010, *La familia transnacional, cambios en las relaciones sociales y familiares de migrantes de El Alto de La Paz a España*, La Paz, PIEB, 172 p.
- GUIRAUDON V., 2009, « La diversité en Europe : une évidence ? », *Raisons politiques*, n° 35, 3, p. 67-85.
- GUIRAUDON V., JOPPKE C., 2004, *Controlling a New Migration World*, Routledge, 269 p.
- GUIU C., 2007, *Territoires et identités en Catalogne méridionale. Une géographie de la folklorisation*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris IV.
- GUPTA A., 1992, « The Song of the Nonaligned World: Transnational Identities and the Reinscription of Space in Late Capitalism », *Cultural Anthropology*, 7, 1, p. 63-79.
- GUPTA A., FERGUSON J., 1992, « Beyond "Culture": Space, Identity, and the Politics of Difference », *Cultural Anthropology*, 7, 1, p. 6-23.
- HABERMAS J., 1988, *L'espace public*, Paris, Payot Rivages, 330 p.
- HALL S., 1991, « Old and new identities, old and new ethnicities », dans *Culture, Globalization, and the World-system: Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Minneapolis, Univ Of Minnesota Press, p. 41-68.
- HALL S., 1993, « Culture, community, nation », *Cultural studies*, 3, p. 349-363.
- HALL S., 2007, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, Editions Amsterdam, 327 p.
- HALPERN G., BECCARIA L., 2012, « Renacer: análisis sobre un periódico de la comunidad boliviana en Argentina », *Estudos em Comunicação*, 12, p. 183-206.



- HANLEY, L.M., RUBLE, B.A., GARLAND, A.M. (dirs.), 2008, *Immigration and Integration in Urban Communities. Renegotiating the City*, Baltimore, John Hopkins UNiversity Press, 304 p.
- HANNERZ U., 1992, *Cultural Complexity: Studies in the Social Organization of Meaning*, Columbia University Press, 366 p.
- HANNERZ U., 2003, « Being there... and there... and there! Reflections on Multi-Site », *Ethnography*, 4, 2, p. 201-216.
- HANNERZ U., JOSEPH I., 1983, *Explorer la ville: éléments d'anthropologie urbaine*, Les Editions de Minuit, 418 p.
- HARDY S., 2014, *Atlas de la vulnérabilité de l'agglomération de La Paz*, Marseille, IRD, 166 p.
- HARRIS J., TODARO M., 1970, « Migration, unemployment and development : a two sector analysis », *American Economic Review*, 60, p. 126-142.
- HARVEY D., 2006, *Spaces of global capitalism*, Verso, 166 p.
- HARVEY D.W., 2008, *Géographie de la domination*, Paris, les Prairies ordinaires, 118 p.
- HARVEY D., 2009, *Cosmopolitanism and the Geographies of Freedom*, Columbia University Press, 340 p.
- HARVEY D., 2009a, « Social Justice, Postmodernism and the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 16, 4, p. 588-601.
- HELLIO E., 2009, « Importer des femmes pour exporter des fraises (Huelva) », *Etudes rurales*, n° 182, 2, p. 185-200.
- HERNÁNDEZ-LEÓN R., 2012, « L'industrie de la migration », *Hommes et migrations*, 1296, p. 34-45.
- HERRERA G., 2005, « Mujeres ecuatorianas en las cadenas globales del cuidado », dans *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades*, Quito, FLACSO, p. 281-303.
- HERRERA G., 2013, « Lejos de tus pupilas »: familias transnacionales, cuidados y desigualdad social en Ecuador, 162 p.
- HERRERA G., CARRILLO E. M.C., 2009, « Transformaciones familiares en la experiencia migratoria ecuatoriana », *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, 39-1, p. 97-114.
- HINOJOSA A., 2009, *Buscando la vida. Familias bolivianas transnacionales en España*, CLACSO-PIEB, La Paz, 117 p.
- HINOJOSA A., DOMENECH E., LAFLEUR J.-M., 2012, « Surgimiento y desarrollo del “voto en el exterior” en el proceso de cambio boliviano », dans *Diáspora y voto en el exterior. La participación política de los emigrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, p. 41-63.
- HINOJOSA A., PEREZ CAUTIN L., CORTEZ FRANCO G., 2000, *Idas y venidas, campesinos tarijeños en el norte argentino*, PIEB, La Paz, 105 p.
- HIRSCHMAN A.O., 1970, *Exit, Voice, and Loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, Boston, Harvard University Press, 176 p.
- HIRSCHMAN, C., KASINITZ, P., DEWIND, J. (dirs.), 1999, *The Handbook of International Migration: The American Experience*, New York, Russell Sage Foundation, 502 p.
- HOCHSCHILD A., 2000, « Global care chains and emotional surplus value », dans *On the edge, living with global capitalism*, Hutton W & Giddens A (ed), London, Jonathan Cape.
- HONDAGNEU-SOTELO P., 2001, *Doméstica : immigrant workers cleaning and caring in the shadows of affluence*, Berkeley, University of California Press, 341 p.
- HONDAGNEU-SOTELO P., AVILA E., 1997, « “I’m Here, but I’m There”: The Meanings of Latina Transnational Motherhood », *Gender and society*, 11, 5, p. 548-571.
- HONNETH A., 2004, « Visibilité et invisibilité. Sur l'épistémologie de la « reconnaissance » », *Revue du MAUSS*, n° 23, 1, p. 137-151.
- HONNETH A., 2006, *La société du mépris : Vers une nouvelle Théorie critique*, Editions La Découverte, 349 p.
- HORTON J., CALDERON J., 1995, *The Politics of Diversity: Immigration, Resistance, and Change in Monterey Park, California*, Temple University Press, 296 p.

- HOUSSAY-HOLZSHUCH M., 2010, *Crossing boundaries. Vivre ensemble dans l'Afrique du sud post-apartheid*, mémoire inédit d'habilitation à diriger des recherches, Paris, Université Paris I, 270 p.
- HUGHES J., OWEN O.M., 2002, « Trabajadores migrantes bolivianos en la horticultura argentina: transformación del paisaje rural en el valle inferior del río Chubut », *Scripta Nova (revista electronica de geografia y ciencias sociales*, VI, 119 (125).
- HUNTINGTON S.P., 1997, *Le choc des civilisations*, Paris, O. Jacob, 545 p.
- HUNTINGTON S.P., 2004, *Qui sommes-nous?: identité nationale et choc des cultures*, Paris, O. Jacob, 397 p.
- ILBERT R., YANNAKAKIS I., 2008, *Alexandrie 1860-1960: Un modèle éphémère de convivialité: Communautés et identité cosmopolite*, Paris, Editions Autrement, 260 p.
- INDEC, 2003, « Encuesta complementaria de migraciones internacionales, ECMI ».
- INE, 2007, « ENI, Encuesta nacional de inmigración ».
- IRAZABAL, C. (dir.), 2008, *Ordinary places, extraordinary events. Citizenship, democracy and public space in Latin America*, Routledge, Planning, history and Environment series, 254 p.
- IRAZABAL C., DYRNESS G., 2010, « Promised land ? Immigration, religiosity and space in Southern California », *Space and culture*, 13, 4.
- ISAKSEN WIDDING L., UMA DEVI S., RUSSELL HOCHSCHILD A., 2008, « Global care crisis : a problem of capital, care chain or commons ? », *American behavioral scientist*, 52, 3, p. 405-425.
- IZQUIERDO A., 2012, « La política de regularizaciones masivas y su función en el modelo migratorio español », dans *Políticas de control migratorio, estudio comparado de España y EEUU*, Barcelona, Bellaterra, p. 45-101.
- IZQUIERDO A., LOPEZ D., MARTINEZ R., 2002, « Los preferidos del siglo XXI: la inmigración latinoamericana en España ».
- JANOSCHKA M., SEQUERA J., SALINAS L., 2013, « Gentrification in Spain and Latin America — a Critical Dialogue », *International Journal of Urban and Regional Research*, p. 1-32.
- JAUNAIT A., BERENI L., 2009, « "Usages de la diversité" », *Raisons politiques*, n° 35, 3, p. 5-9.
- JOLIVET V., 2010, *Miami la cubaine ?*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris I, 365 p.
- JONES R., TORRE AVILA L. DE LA, 2009, « Endurance of Transnationalism in Boliva's Valle Alto », *Migration letters*, 6, 1, p. 63-74.
- JONES R., TORRE AVILA L. DE LA, 2011, « Diminished Tradition of Return? Transnational Migration in Bolivia's Valle Alto », *Global networks*, 11, 2, p. 180-202.
- JOSEPH I., 1995, *Prendre place. Espace public et culture dramatique*, Paris, Recherches, 304 p.
- JOSEPH I., 1998, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 211 p.
- JOSEPH I., GRAFMEYER Y., 2009, *L'école de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Editions Flammarion, 377 p.
- JUTEAU D., 1996, « L'ethnicité comme rapport social », *Mots*, n°49, p. 97-105.
- KANT E., 2002, *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, Chicoutimi, J.-M. Tremblay (classiques des sciences sociales).
- KAPLAN D.H., LI W., 2006, *Landscapes of the Ethnic Economy*, Lanham, Rowman & Littlefield, 224 p.
- KASINITZ P., 1992, *Caribbean New York: Black Immigrants and the Politics of Race*, Cornell University Press, 296 p.
- KASINITZ P., MOLLENKOPF J.H., WATERS M.C., 2004, *Becoming New Yorkers: Ethnographies of the New Second Generation*, Russell Sage Foundation Publications.
- KASINITZ P., WATERS M., MOLLENKOPF J.H., HOLDAWAY J., 2009, *Inheriting the City: The Children of Immigrants Come of Age*, Russell Sage Foundation Publications.
- KAUFMANN V., 2008, *Les paradoxes de la mobilité: bouger, s'enraciner*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romanes (Coll le savoir suisse), 115 p.
- KAUFMANN V., JEMELIN C., 2004, « La motilité, une forme de capital permettant d'éviter les irréversibilités socio-spatiales ? », p. 1-10.

- KERWIN D.M., BRICK K., KILBERG R., 2012, « Unauthorized Immigrants in the United States and Europe : The Use of Legalization / Regularization as a Policy Tool », Washington DC, Migration Policy Institute.
- KING R., 2012, « Geography and Migration Studies: Retrospect and Prospect », *Population, Space and Place*, 18, 2, p. 134-153.
- KIVISTO, P. (dir.), 2005, *Incorporating Diversity: Rethinking Assimilation in a Multicultural Age*, Paradigm Publishers, 256 p.
- KRITZ M., LIM L.L., ZLOTNIK H., 1992, *International migration systems: a global approach*, Oxford, Clarendon Press ; Oxford University Press, 345 p.
- KYLE D., 2000, *Transnational Peasants: Migrations, Networks, and Ethnicity in Andean Ecuador*, JHU Press, 282 p.
- KYMLICKA W., 2001, *La Citoyenneté multiculturelle*, La Découverte, 352 p.
- LACOMBE Z., 2006, *Régionalisme par le haut: transformations des formes d'organisation et de protestation d'un groupe d'intérêt à fortes ressources: le cas du Comité pro Santa Cruz, Bolivie*, Thèse de doctorat en sociologie, Lille, Université de Lille 1.
- LACOMBE Z., 2007, « Identité et politique à Santa Cruz, Bolivie Articulations au service d'un projet politique régionaliste », *Outre Terre*, 18, p. 273-294.
- LACROIX L., 2011, « Etat plurinational et redéfinition du multiculturalisme en Bolivie », dans *Le multiculturalisme. Un modèle latino-américain « au concret » ?*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, p. 135-145.
- LACROIX L., 2013, « Un multiculturalisme sans minorités ? Quelques réflexions sur l'Etat plurinational en Bolivie et en Equateur », *Belgeo. Revue belge de géographie*, 3.
- LAFLEUR J.-M., 2012a, « Ciudadanos en el exterior y participacion electoral transnacional: lecciones de la primera experiencia boliviana de voto en el exterior en las elecciones presidenciales del 2009. », dans *Diáspora y voto en el exterior. La participación política de los emigrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, p. 151-178.
- LAFLEUR J.-M. (dir.), 2012b, *Diáspora y voto en el exterior. La participación política de los emigrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, 190 p.
- LAFLEUR J.-M., ARX E. VON, 2012, « "Basta con Evo !". Ek voto boliviano en Nueva York », dans *Diáspora y voto en el exterior. La participación política de los emigrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, p. 129-150.
- LAPEYRONNIE D., 2008, *Ghetto Urbain*, Robert Laffont, 624 p.
- LAUTIER B., DESTREMAU B., 2002, « Introduction : Femmes en domesticité. Les domestiques du Sud, au Nord et au Sud », *Tiers-Monde*, 43, 170, p. 249-264.
- LAVAUD J.P., 2007, « La valse catégorielle: l'identification officielle ethnique en Bolivie », dans *La catégorisation ethnique en Bolivie*, Paris, L'Harmattan, p. 95-121.
- LAVAUD J.P., DAILLANT I., 2007, *La catégorisation ethnique en Bolivie*, Paris, L'Harmattan, 298 p.
- LEAL J., 2003, « Segregación social y mercados de vivienda en las grandes ciudades », *Revista española de sociología*, 2, p. 1-17.
- LEAL J., ALGUACIL A., 2011, « Vivienda e inmigración: las condiciones y el comportamiento residencial de los inmigrantes en España », Madrid.
- LEDO GARCIA C., 2012, *Nuevas Dinámicas en la Migración Cochabambina: Trayectorias, reconfiguraciones familiares y transnacionalismo*, CEPLAG, Cochabamba, 221 p.
- LEDO GARCIA C., 2013, « Resultados generales de la Encuesta Nacional de Migraciones Internacionales y Remesas - 2013, Ciudades de La Paz y El Alto, version preliminar », Cochabamba, Bolivia, CEPLAG, Fundacion Esperanza, Comision Andina de Juristas, Capitulo Boliviano de Derechos Humanos, Democracia y desarrollo.
- LEE E., 1966, « A theory of migration », *Demography*, 3, 1, p. 47-57.
- LEFEBVRE H., 2000, *La production de l'espace*, Anthropos, 518 p.

- LEHMAN-FRISCH S., 2010, « Le Barrio, une figure majeure du quartier aux États-Unis », *Cahiers des Amériques latines*, 59, p. 79-100.
- LEHMAN-FRISCH S., 2013, *Daily Life in Great American Cities. Expériences citadines de la ségrégation et de la gentrification. Volume 1 (synthèse)*, HDR, Paris, Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 189 p.
- LEPOUTRE D., 2001, *Coeur de banlieue: codes, rites et langages*, Paris, O. Jacob.
- LESTAGE F., 2009, *Les Indiens mixtèques dans les Californies contemporaines. Migrations et identités collectives*, Paris, PUF, 164 p.
- LEVINSON A., 2005, « The problem of regularization of unauthorized migrants, literature survey and country case studies », Oxford, COMPAS.
- LEVITT P., 2001, *The Transnational Villagers*, Berkeley, University of California Press, 281 p.
- LEVITT P., 2007, *God needs no passport. Immigrants and the changing american religious landscape.*, NY, London, The new press., 266 p.
- LEVITT P., DEHESA R. DE LA, 2003, « Transnational migration and the redefinition of the state: variations and explanations », *Ethnic & Racial Studies*, 26, 4, p. 587-611.
- LEVITT P., JAWORSKY B.N., 2007, « Transnational Migration Studies: Past Developments and Future Trends », *Annual Review of Sociology*, 33, 1, p. 129-156.
- LEVY J., LUSSAULT M., 2000, *Logiques de l'espace, esprit des lieux : Géographies à Cerisy*, Paris, Belin, 350 p.
- LEWIS O., 1978, *Les enfants de Sanchez*, Gallimard, 638 p.
- LI, W. (dir.), 2006, *From urban enclave to ethnic suburb: new asian communities in Pacific Rim countries*, Honolulu, University of Hawaiï, 278 p.
- LIEBERSON S., 1980, *A piece of the pie: Blacks and white immigrants since 1880*, University of California Press, 444 p.
- LIGHT I.H., BHACHU P., 1993, *Immigration and Entrepreneurship: Culture, Capital, and Ethnic Networks*, Transaction Publishers, 402 p.
- LIGHT I.H., GOLD S.J., 2000, *Ethnic Economies*, Academic Press, 302 p.
- LIN J., 1998a, *Reconstructing Chinatown: ethnic enclave, global change (Globalization and Community)*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- LIN J., 1998b, *Reconstructing Chinatown: Ethnic Enclave, Global Change*, 1<sup>re</sup> édition, Univ Of Minnesota Press, 272 p.
- LOGAN J.R., WENQUAN ZHANG, ALBA R.D., 2002, « Immigrant enclaves and ethnic communities in New York and Los Angeles », *American Sociological Review*, 67, 2, p. 299-322.
- LUSSAULT M., 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset & Fasquelle, 220 p.
- LUSSAULT M., LEVY J., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin.
- LUTZ H., 2008, *Migration and domestic work: a European perspective on a global theme*, Aldershot, England ; Burlington, VT, Ashgate, 224 p.
- MA MUNG E., 1999, *Autonomie, migrations et altérité. HDR de géographie, 1999*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers.
- MA MUNG E., 2000, *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Paris, Ophrys, 176 p.
- MA MUNG E., DORAI M.K., HILY M.-A., LOYER F., 1998, « Bilan des travaux sur la circulation migratoire », Poitiers, Migrinter, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société.
- MABOGUNJE A., 1970, « Systems approach to a theory of rural urban migration », *Geographical analysis*, 2, 1, p. 1-18.
- MAENHOUT K., 2012, « De l'ethnicité en Bolivie ? Paradoxe d'une catégorie indigène, le "folklorista" », *Critique internationale*, N° 57, 4, p. 53-69.
- MANDRILE M., 2014, *The South-South Remittance Corridor between Argentina and Bolivia*, Genève, OIM (Organisation internationale des migrations), 92 p.
- MANIERE P.-M., 2010, *Medias et migrants. Radios et presse écrite boliviennes à Sao Paulo*, mémoire de master 2 de géographie, Aix en Provence, Université de Provence, 139 p.

- MANTERO L., 2013, « Empleadas domésticas: las trabajadoras que nadie ve », *La Nación*, avril 2013.
- MARCHANDISE S., 2013, *Territoires éphémères : les réseaux sociaux des étudiants marocains en mobilité internationale*, Thèse de doctorat de géographie, Montpellier, Université Paul Valéry - Montpellier III.
- MARCILHACY D., 2007, « Une histoire culturelle de l'hispano-américanisme (1910-1930) : l'Espagne à la reconquête d'un continent perdu », *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, 37-2, p. 277-283.
- MARCUS G.E., 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24, p. 95-117.
- MARCUSE P., 1997a, « The enclave, the citadel and the ghetto, what has changed in the post fordist US city? », *Urban affairs review*, 33, 2, p. 228-264.
- MARCUSE P., 1997b, « The ghetto of exclusion and the fortified enclave : new patterns in the US », *American behavioral scientist*, 41, 3, p. 311-323.
- MARCUSE P., KEMPEN R. VAN, 2000, *Globalizing cities: a new spatial order?*, John Wiley & Sons, 340 p.
- MARTIN C., 2005, *Complexe migratoire et distribution spatiale de population dans le Sud bolivien*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris V, 458 p.
- MARTINIELLO M., 1995, *L'Ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France.
- MARTINIELLO M., 2011, *La Démocratie multiculturelle*, CDE, 94 p.
- MARTINIELLO M., RATH J., 2010, *Selected Studies in International Migration and Immigrant Incorporation*, Amsterdam University Press, 628 p.
- MARZADRO M., 2009, « Conexiones translocales y formacion de territorios migratorios. El caso de los cochabambinos de Bérghamo. », *SSIIM Paper series, Unesco Chair Universita IUAV di Venezia*, 2, p. 1-49.
- MASSEY D.B., 2005, *For Space*, SAGE, 236 p.
- MASSEY D., JESS P.M., 1995, *A place in the world?: places, cultures and globalization*, Oxford, Oxford University Press in association with the Open University, 247 p.
- MASSEY D.S., 1996, « The age of extremes : concentrated affluence and poverty in the 21st century », *Demography*, 33, 4, p. 395-412.
- MASSEY D.S., ARANGO J., GRAEME H., KOUACI A., PELLEGRINO A., 1993, « Theories of International Migration : a review and appraisal », *Population and development review*, 19, 3, p. 431-466.
- MASSEY D.S., DENTON N.A., 1993, *American apartheid: segregation and the making of the underclass*, Harvard University Press, 312 p.
- MASSO GUIJARRO E., 2012, « Comunidades cosmopólicas de interacción en el barrio de lavapiés : superando el nacionalismo metodológico », p. 18.
- MATSAGANIS M., KATZ V., BALL-ROKEACH S., 2011, *Understanding Ethnic Media Producers, Consumers, and Societies*, New York, SAGE Publications, 336 p.
- MATTELART T., 2007, *Médias, migrations et cultures transnationales*, Bruxelles, De Boeck, 158 p.
- MATTELART T., 2009, « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *tic&société*, Vol. 3, n° 1-2.
- MAZUREK H., 2012, *Parcours de Territoire. La géographie à l'épreuve des Andes*, Habilitation à Diriger des Recherches, Marseille, Aix Marseille Université.
- MAZZELLA S., 2014, *Sociologie des migrations*, Paris, PUF, que sais-je, 128 p.
- MEINTEL D., HILY M.-A., 2000, « Editorial », *Revue européenne de migrations internationales*, 16, 2, p. 7-8.
- MEISSNER D., ROSENBLUM M., 2009, « The next generation of E-verify, getting employment verification right », Washington DC, Migration Policy Institute.
- MEKDJIAN S., 2009, *De l'enclave au kaléidoscope urbain. Los Angeles au prisme de l'immigration arménienne*, Thèse de doctorat en géographie, Paris, Paris Ouest Nanterre La Défense, 360 p.

- MENDOZA Z., 1998, « Defining folklore : Mestizo and Indigenous Identities on the Move », *Bulletin of Latin American Research*, 17, 2, p. 165-183.
- MERA C., 2012, « Los migrantes coreanos en la industria textil de la Ciudad de Buenos Aires. Inserción económica e identidades urbanas », *Revue européenne des migrations internationales*, 28, 4, p. 67-87.
- MERKLEN D., 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 305 p.
- MESINI B., 2013, « Mobiles, flexibles et réversibles Les travailleurs saisonniers latino-américains « détachés » Andins dans les champs de Provence », *Hommes et migrations*, 1301 (Migrations et mondes ruraux).
- MESINI B., 2014, « Migrations temporaires dans l'agriculture méditerranéenne : multiplicité des temps sociaux, duplicité des temps politiques », dans *Migrations et temporalités en Méditerranée. Les migrations à l'épreuve du temps (XIX-XXI. siècle)*, Arles, Aix en Provence, Actes Sud - MMSH.
- MIGREUROPE, 2012, *Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires (2<sup>e</sup> ed)*, Paris, Armand Colin, 144 p.
- MILES A., 2004, *From Cuenca to Queens: An Anthropological Story of Transnational Migration*, Edition Unstated edition, Austin, University of Texas Press, 247 p.
- MINISTERIO DE PLANIFICACION DEL DESARROLLO (BOLIVIA), 2013, « Criterios de definición del radio ó área urbana y su proceso de homologación »,.
- MINVIELLE R., 2013, *Parcours africains en Amérique latine ou Comment s'ébauche un dispositif migratoire transatlantique Sud-Sud*, Thèse de doctorat, Marseille, Aix Marseille Université.
- MITCHELL D., 2003, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, 1<sup>re</sup> édition, The Guilford Press, 270 p.
- MODENES J.A., BAYONA J., LOPEZ-COLAS J., 2013, « Immigration and Residential Change in Spain », *Population, Space and Place*, 19, 3, p. 294-310.
- MONTECINOS ESCALIER O., 2008, *Ser un migrante en « las Europas », manuel de sobrevivencia en el viejo mundo*, La Paz, Julyo's, 93 p.
- MONTERO J., 2011, *Neoliberal fashion: The political economy of sweatshops in Europe and Latin America.*, doctorat, Durham, Durham University, 297 p.
- MORICE A., MICHALON B., 2009a, *Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne. Etudes rurales 182*, Paris, EHESS, 226 p.
- MORICE A., MICHALON B., 2009b, « Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'oeuvre ? », *Etudes rurales*, n° 182, 2, p. 9-28.
- MORLON P., 1992, *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales*, Dijon, INRA, 519 p.
- MOROKVASIC M., 1984, « Birds of Passage are also Women... », *International Migration Review*, 18, 4, p. 886-907.
- MOROKVASIC M., 2011, « L'(in)visibilité continue », *Cahiers du Genre*, n° 51, 2, p. 25-47.
- MUÑOZ CARRERA O., 2011, « Gentrificación y reestructuración del espacio social en Madrid », Madrid, Observatorio metropolitano.
- MURRA J., 1975, « El control vertical de un maximo de pisos ecologicos en la economia de las sociedades andinas », dans *Formaciones economicas y politicas del mundo andino*, Lima, IEP, p. 59-115.
- MYERS D., 2007, *Immigrants and Boomers: Forging a New Social Contract for the Future of America*, Russell Sage Foundation, 356 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE F., 2002, *La fragmentation en question : Des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, l'Harmattan.
- NEDELCU M., 2009, *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris, L'Harmattan, 323 p.
- NEDELCU M., 2010, « "Cybercitoyenneté" et mobilisation en ligne des migrants : nouvelles formes de participation transnationale et d'action collective à l'ère du numérique », *Migrations sociétés*, 22,

132.

NEDELCU M., 2012, « Migrants' New Transnational Habitus: Rethinking Migration Through a Cosmopolitan Lens in the Digital Age », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38, 9, p. 1339-1356.

NOIRIEL G., 2006, *Le Creuset français : Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, édition revue et augmentée, Seuil, 447 p.

NOVICK S., 2008, *Novick S., 2008. « Migracion y politicas en Argentina : tres leyes para un pais extenso (1876-2004) »*. In *Novick S., Las migraciones en America latina, politicas, culturas y estrategias*, Buenos Aires, Catalogos, Clacso., Buenos Aires, Clacso, Catalogos.

OBSERVATORIO DE LAS MIGRACIONES Y DE LA CONVIVENCIA INTERCULTURAL DE LA CIUDAD DE MADRID, 2006, « Uso de los espacios publicos de la ciudad de Madrid », Informe n°5., Madrid, Observatorio de las migraciones y de la convivencia intercultural de la Ciudad de Madrid.

OHMAE K., 1996, *De l'État-nation aux États-régions*, Dunod, 214 p.

ONG A., 1999, *Flexible Citizenship: The Cultural Logics of Transnationality*, Duke University Press Books, 336 p.

OSO CASAS L., 2002, « Stratégies de mobilité sociale des domestiques immigrées en Espagne », *Tiers-Monde*, 43, 170, p. 287-305.

OSO CASAS L., 2009, « Familia, empresa y movilidad ocupacional: mujeres latino-americanas en España », *Mélanges de la Casa de Velazquez*, 39, 1, p. 57-74.

ØSTERGAARD-NIELSEN E., 2003, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, London, Routledge, 178 p.

PAGNOTTA C., 2011, « Migraciones Andinas en Europa (1990-2010). Rasgos Principales y Evolución de Los Flujos », *The Latin Americanist*, 55, 4, p. 171-197.

PALACIOS, L. (dir.), 2010, *Cuando México enfrenta la globalización : permanencias y cambios en el Area Metropolitana de Monterrey*, Mexico, Plaza y Valdez, UANL, 475 p.

PAQUOT T., 2009, *L'espace public*, Paris, La Découverte, 125 p.

PARELLA RUBIO S., 2003, *Mujer, inmigrante y trabajadora: la triple discriminación*, Barcelona, Anthropos, 413 p.

PARK R.E., 1928, « Human Migration and the Marginal Man », *American Journal of Sociology*, 33, 6, p. 881-893.

PARK R.E., BURGESS E.W., 1925, *The City*, Chicago, University of Chicago Press, 251 p.

PARREÑAS R.S., 2001, *Servants of globalization : women, migration and domestic work*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 328 p.

PARREÑAS R.S., 2005, *Children of global migration : transnational families and gendered woes*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 224 p.

PARREÑAS R.S., 2008, *The force of domesticity : Filipina migrants and globalization*, New York, New York University Press, 224 p.

PASSEL J.S., COHN V., 2009, « A portrait of unauthorized immigrants in the US », Washington DC, Pew hispanic center.

PASSEL J.S., COHN V., 2011, « Unauthorized Immigrant Population : Natioanl and State Trends, 2010 », Washington DC, Pew hispanic center.

PASSEL J.S., COHN V., 2013, « Population Decline of Unauthorized Immigrants Stalls, May Have Reversed », Pew Research Center.

PASSERON J.-C., 1990, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 31, 1, p. 3-22.

PEDONE C., 2006, *Estrategias Migratorias y Poder: Tu Siempre Jalas a Los Tuyos*, Editorial Abya Yala, 440 p.

PERRAUDIN A., 2011, *Ethnicité et mobilité. L'expérience migratoire des Indiens mexicains, entre migration interne et internationale*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 606 p.

PERRIER-BRUSLE L., 2005, « Le gaz en Amérique du Sud. Fossoyeur ou promoteur de l'intégration

- régionale ? », dans *L'Amérique latine*, Paris, Editions du temps, p. 227-242.
- PERRIER-BRUSLE L., ROUX J.-C., 2003, « Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie. Entre mondialisation et souveraineté perdue », *Annales de Géographie*, 112, 630, p. 167-187.
- PHILPOTT T.L., 1978, *The slum and the ghetto: neighborhood deterioration and middle-class reform, Chicago, 1880-1930*, Oxford University Press, 472 p.
- PICHÉ V., 2013, « Les fondements des théories migratoires contemporaines », dans *Les théories des migrations*, Paris, INED, p. 19-60.
- PICHÉ V., SAMUEL O., 2013, *Les théories de la migration textes fondamentaux*, Paris, INED, 535 p.
- PIGUET É., 2013, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales*, 29, 3, p. 141-161.
- PIORE M., 1979, *Birds of passage: migrant labor in industrial societies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PNUD, 2009, « Rapport mondial sur le développement humain. Lever les barrières : mobilité et développement humain », *Rapport mondial sur le développement humain*, New York, PNUD.
- PNUD, 2013, « Human Development Report 2013 : the rise of the South, human progress in a diverse world », PNUD.
- PORTES A., 1998, « Social capital : its origins and application in modern sociology », *Annual Review of Sociology*, 24, p. 1-24.
- PORTES A., 2003, « Conclusion: Theoretical Convergencies and Empirical Evidence in the Study of Immigrant Transnationalism », *International Migration Review*, 37, 3, p. 874-892.
- PORTES A., APARICIO R., HALLER W., VICKSTROM E., 2010, « Moving Ahead in Madrid: Aspirations and Expectations in the Spanish Second Generation<sup>1</sup> », *International Migration Review*, 44, 4, p. 767-801.
- PORTES A., APARICIO R., HALLER W., VICKSTROM E., 2011, « Progresar en Madrid: aspiraciones y expectativas de la segunda generación en España », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 134, p. 55-85.
- PORTES A., DEWIND, J. (dirs.), 2007, *Rethinking Migration: New Theoretical and Empirical Perspectives*, New York, Berghahn Books, 440 p.
- PORTES A., GUARNIZO L.E., LANDOLT P., 1999, « The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic & Racial Studies*, 22, 2, p. 217-237.
- PORTES A., JENSEN L., 1987, « What's an ethnic enclave? the case for conceptual clarity », *American Sociological Review*, 52, p. 768-71.
- PORTES A., JENSEN L., 1992, « Disproving the enclave hypothesis », 52, p. 418-422.
- PORTES A., RUMBAUT R.G., 2001, *Legacies: The Story of the Immigrant Second Generation*, Berkeley : New York, University of California Press ; Russell Sage Foundation, 406 p.
- PORTES A., RUMBAUT R.G., 2006, *Immigrant America: A Portrait*, 3rd ed., rev., expanded, and updated, Berkeley, University of California Press, 460 p.
- PORTES A., VICKSTROM E., APARICIO R., 2011, « Coming of age in Spain: the self-identification, beliefs and self-esteem of the second generation<sup>1</sup> », *The British Journal of Sociology*, 62, 3, p. 387-417.
- PORTES A., ZHOU M., 1993, « The New Second Generation: Segmented Assimilation and Its Variants », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 530, p. 74-96.
- POULSEN M., JOHNSTON R., FORREST J., 2002, « Plural cities and Ethnic Enclaves: Introducing a Measurement Procedure for Comparative Study », *International Journal of Urban and Regional Research*, 26, 2, p. 229-243.
- POUPEAU F., 2008, *Carnets boliviens (1999-2007). Un goût de poussière*, Paris, Aux lieux d'être.
- POUTIGNAT P., STREIFF-FENART J., BARTH F., 2008, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France.
- PRIBILSKY J., 2007, *La chulla vida : gender, migration and the family in Andean Ecuador and New York*, Syracuse, Syracuse University Press, 336 p.



- PRICE M., BENTON-SHORT L., 2008, *Migrants to the Metropolis: The Rise of Immigrant Gateway Cities*, Syracuse University Press, 424 p.
- PRICE M., CHACKO E., 2009, « The mixed embeddedness of ethnic entrepreneurs in a new immigrant gateway », *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, 7, p. 1-19.
- PRICE M., CHEUNG I., FRIEDMAN S., SINGER A., 2005, « The World Settles in: Washington, DC, as an Immigrant Gateway », *Urban Geography*, 26, 1, p. 61-83.
- PRICE M., SINGER A., 2008, « Immigrants, suburbs, and the politics of reception in Metropolitan Washington », dans *Twenty first century gateways: immigrant incorporation in suburban America*, Washington, The Brookings Institution, p. 135-166.
- PRIES L., 1999, *Migration and Transnational Social Spaces*, Ashgate, 238 p.
- RATHA D., 2013, « The impact of remittances on economic growth and poverty reduction », 8/2013, Washington DC, Migration Policy Institute.
- RAULIN A., 1988, « Espaces marchands et concentrations minoritaires, la petite Asie de Paris », *Cahiers internationaux de sociologie*, XXXV.
- RAULIN A., 2007, *Anthropologie urbaine*, 2e édition revue et augmentée, Armand Colin, 211 p.
- RAULIN A., 2009, « Minorités urbaines: des mutations conceptuelles en anthropologie », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 25, 3, p. 33-51.
- RAVENSTEIN E.G., 1885, « The laws of migration », *Journal of the Royal statistical society*, 48, p. 167-227.
- REA A., TRIPIER M., 2008, *Sociologie de l'immigration*, Paris, Editions La Découverte, 120 p.
- REDONDO TORONJO D., 2009, « Les «contrats en origine» dans la production intensive des fraises à Huelva », *Etudes rurales*, 182, 2, p. 169-184.
- REMESEIRA C.I., 2010, *Hispanic New York, a sourcebook*, New York, Columbia University Press, 547 p.
- RETIS J., 2006, *Espacios mediáticos de la inmigración en Madrid: génesis y evolución*, Madrid, Observatorio de las Migraciones y de la Convivencia Intercultural, 139 p.
- RIGONI I., 2010a, *Migrants, minorités ethniques et Internet. Usages et représentations*, Migrations Société, 22(132).
- RIGONI I., 2010b, « Éditorial. Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique », *Revue européenne des migrations internationales*, 26, 1, p. 7-16.
- RIGONI I., SAITTA E., 2012, *Mediating cultural diversity in a globalised public space*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- RINAUDO C., 2010, *Ethnicité dans la ville*, Habilitation à Diriger des Recherches, Nice, Université de Nice-Sophia Antipolis, 233 p.
- RINAUDO C., BABY-COLLIN V., CUNIN E., DORIER-APPRILL E., GRESILLON B., 2007, « Fêter », dans *Vies citadines*, Paris, Belin, p. 171-190.
- RINAUDO C., HILY M.-A., 2003, « Cosmopolitisme et altérité. Les nouveaux migrants dans l'économie informelle », *Tsantsa (Revue de la Société suisse d'ethnologie)*, 8, p. 48-57.
- ROBERTSON R., 1992, *Globalization: social theory and global culture*, Sage, 228 p.
- ROCKEFELLER S.A., 2010, *Starting from Quirpini: the travels and places of a Bolivian people*, Indiana University Press, 320 p.
- RODRIGUEZ C., M CHISTHI, CAPPS R., ST JOHN L., 2010, « A program in Flux: New priorities and implementation challenges for 287(g) », Washington DC, Migration Policy Institute.
- ROLNIK XAVIER I., 2011, « Entre el centro y las periferias de la regio metropolitana de Sao Paulo : la inserción territorial de los migrantes bolivianos en Sao Paulo », *SSIIM Paper series, Unesco Chair Universita IUAV di Venezia*, 9, p. 1-46.
- ROSTOW W.W., 1962, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 207 p.
- ROULLEAU-BERGER L., 2012, *Sociologies et cosmopolitisme méthodologique*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail (Socio-logiques).
- ROUSE R., 1989, *Mexican migraton to the US. Family relations in a Transnational Migrant circuit*,

Thèse de doctorat, Stanford University.

RUDDER V. DE, 1982, « L'exclusion n'est pas le ghetto. Les immigrés dans les HLM », *Projet*, 171-172, p. 80-91.

SABBAGH D., 2009, « L'itinéraire contemporain de la "diversité" aux Etats-Unis : de l'instrumentalisation à l'institutionnalisation ? », *Raisons politiques*, n° 35, 3, p. 31-47.

SANDERS J., NEE V., 1987, « Limits of ethnic solidarity in the enclave economy », *American Sociological Review*, 52, p. 745-67.

SANDERS J., NEE V., 1989, « Problems in resolving the enclave economy debate », *American Sociological Review*, p. 415-418.

SANTAMARIA E., 2000, *La incógnita del extraño. Una aproximación a la significación sociológica de la inmigración no comunitaria*, Barcelona, Anthropos.

SAPE R., 2010, *La presse latina à Madrid*, mémoire de master de géographie, Aix en Provence, Aix Marseille Université, 137 p.

SASSEN S., 1996, *La ville globale : New York, Londres, Tokyo*, Descartes Cie.

SASSEN, S. (dir.), 2007a, *Deciphering the Global: Its Scales, Spaces and Subjects*, New York, Routledge, 366 p.

SASSEN S., 2007b, *A Sociology of Globalization*, 1<sup>re</sup> édition, W. W. Norton & Company, 250 p.

SASSONE S., 2002, *Geografías de la Exclusión. La Inmigración Limítrofe Indocumentada en la Argentina. Del Sistema-Mundo al Lugar.*, Tesis doctoral en Geoografía, Mendoza, Universidad Nacional de Cuyo.

SASSONE S., 2007, « Migración, territorio e identidad cultural : construcción de "lugares bolivianos" en la Ciudad de Buenos Aires », *Población de Buenos Aires*, 6, p. 9-28.

SASSONE S., CORTES G., 2010, « Cruzar y vivir la frontera entre Bolivia y la Argentina: entre el Estado y el capital espacial del migrante », dans *Migraciones y fronteras. Nuevos contornos para la movilidad internacional*, Barcelona, CIDOB, col. Analisis contemporaneo, p. 225-228.

SATIE BERMUDEZ L., 2012, *Two Little Bolivias : the reality of Bolivian immigrants in the cities of Buenos Aires and Sao Paulo*, Master of Arts, department of Anthropology, New York, Columbia University, 106 p.

SAVIDAN P., 2009, « Multiculturalisme libéral et monoculturalisme pluriel », *Raisons politiques*, n° 35, 3, p. 11-29.

SAYAD A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 438 p.

SCHMOLL C., 2003, « Cosmopolitisme au quotidien et circulations commerciales à Naples », *Cahiers de la Méditerranée*, 67, p. 345-360.

SCHNAPPER D., 2007, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Gallimard, 240 p.

SEGAUD M., BRUN J., DRIANT J.-C., 2002, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 451 p.

SIMMEL G., 1903, *Metropolis & Mental Life*, University of Chicago Press, 16 p.

SIMON G., 1979, *L'espace des travailleurs tunisiens en France : structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*, thèse, université de Poitiers, 426 p.

SIMON G., 2002, « Penser globalement les migrations », *Projet (CERAS)*, 272, p. 9p.

SIMON G., 2008, *La planète migratoire dans la mondialisation*, A. Colin, 255 p.

SIMON P., 2010, « The mosaic pattern : cohabitation between ethnic groups in Belleville, Paris », dans *Selected studies in International migration and Immigrant incorporation*, Amsterdam, Amsterdam University Press, p. 339-354.

SINGER A., 2012, « Metropolitan Washington : a New Immigrant Gateway », dans *Hispanic Migration and Urban Development : studies from Washington DC*, Washington DC, Esmerald Group (Research in Race and Ethnic Relations), p. 32.

SINGER A., WILSON J., DERENZIS B., 2009, « Immigrants, Politics and Local Response in Suburban Washington », Washington DC, Brookings Institution, Metropolitan Policy Program.

- SJAASTAD L., 1962, « The costs and returns of human migration », *Journal of political economy*, 70, 5, p. 80-93.
- SKELDON R., 2012, « Migration Transitions Revisited: Their Continued Relevance for The Development of Migration Theory », *Population, Space and Place*, 18, 2, p. 154-166.
- SMITH D.P., KING R., 2012, « Editorial Introduction: Re-Making Migration Theory », *Population, Space and Place*, 18, 2, p. 127-133.
- SMITH, H.A., FURUSETH, O.J. (dirs.), 2006, *Latinos in the new South : transformations of place*, Aldershot, England ; Burlington, VT, Ashgate, 292 p.
- SMITH M.P., GUARNIZO L.E., 1998, *Transnationalism from below*, New Brunswick, Transaction publishers (Comparative urban and community research), 315 p.
- SMITH N., 1996, *The new urban frontier: gentrification and the revanchist city*, Psychology Press, 290 p.
- SMITH R.C., 2006, *Mexican New York Transnational Lives of New Immigrants*, Berkeley, University of California Press, 375 p.
- SOJA E.W., 2000, *Postmetropolis: critical studies of cities and regions*, Oxford ; Malden, Mass., Blackwell Publishers, 464 p.
- SOJA E.W., 2011, « Beyond postmetropolis », *Urban Geography*, 32, 4, p. 451-469.
- SOS RACISMO, 2013, *Informe anual 2013 sobre el racismo en el estado español*, San Sebastian, Tercera Prensa, Hirugarren Prentsa, 285 p.
- SOUCHAUD S., 2009, « Les périodes migratoires du peuplement au Brésil », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, 1281, p. 30-39.
- SOUCHAUD S., 2012, « L'importance des choix résidentiels des migrants internationaux dans l'organisation de l'industrie de la confection à São Paulo », *Revue européenne des migrations internationales*, 28, 4, p. 89-107.
- SOUCHAUD S., BAENINGER R., 2009, « Étudier les liens entre les migrations intérieures et internationales en suivant les trajectoires migratoires des Boliviens au Brésil », *Revue européenne des migrations internationales*, 25, 1, p. 195-213.
- SPIRE A., 2009, *Les étrangers d'Afrique de l'Ouest à Lomé (Togo): identification, (in)visibilité et citoyenneté*, Thèse de doctorat en géographie, Paris, Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 430 p.
- STARK O., BLOOM D., 1985, « The new economics of labor migration », *American Economic Review*, 75, p. 173-178.
- STEPICK A., PORTES A., 1993, *This city on the edge. The transformation of Miami*, Berkeley, University of California Press.
- STOCK M., 2004, « L'habiter comme pratique des lieux géographiques. », *Espacetemps.net*.
- STOCK M., 2006, « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. », *Revue électronique des sciences humaines et sociales*.
- STOCK M., 2007, « Théorie de l'habiter. Questionnements », dans *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris, La Découverte, p. 103-125.
- STOUFFER S., 1940, « Intervening opportunities : a theory relating mobility and distance », *American Sociological Review*, 5, 6, p. 845-867.
- SURO R., SINGER A., 2002, « Latino Growth in Metropolitan America: changing patterns, new locations », Washington DC, The Brookings Institute.
- SURO R., TAFOYA S., 2004, « Dispersal and concentration ; patterns of Latino Residential Settlements », Washington DC, Pew hispanic center.
- SWYNGEDOUW E., 2004, « Globalisation or "glocalisation"? Networks, territories and rescaling », *Cambridge Review of International Affairs*, 17, 1, p. 25-48.
- TAMMELLEO S., 2011a, « Debate : continuity and change in Hispanic Identity », *Ethnicities*, 0, 0, p. 1-19.
- TAMMELLEO S., 2011b, « Debating Hispanic/Latino Identity: A Reply to Angelo Corlett, Jorge Gracia,

and Paul Lopez », *Ethnicities*.

TAYLOR C., WALZER M., 2009, *Multiculturalisme différence et démocratie*, Paris, Flammarion.

TAYLOR P., LOPEZ M.H., HAMAR MARTINEZ J., VELASCO G., 2012, « When Labels Don't Fit: Hispanics and Their Views of Identity », Washington DC, Pew hispanic center.

TEBAR ARJONA J., 2013, « Patronos espaciales de la diáspora china en el mundo, España y Madrid », *Historia Actual Online*, 0, 30, p. 89-103.

TEBAR J., 2011, *Mapa del Chinatown de Madrid*, Jesús Tébar, 144 p.

TELLES E., ORTIZ V., 2009, *Generations of Exclusion. Mexican Americans, Assimilation, and Race*, New York, Russell Sage Foundation, 416 p.

TERRAY E., 1999, « Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place », dans *Sans papiers : l'archaïsme fatal*, Paris, 1999, Ed. La Découverte., Paris, La Découverte, p. 9-34.

TERRAY E., 2008, « L'État nation vu par les sans papiers », *Actuel Marx*, n° 44, 2, p. 41-52.

THOMAS W., ZNANIECKI F., 1996, *The Polish Peasant in Europe and America*, University of Illinois Press, 152 p.

TORRE AVILA L. DE LA, 2006, *No Llores, prenda, pronto volveré. Migración, movilidad social, herida familiar y desarrollo*, Ed. PIEB, IFEA, La Paz, 216 p.

TORRE AVILA L. DE LA, ALFARO ARAMAYO Y., 2007, *La cheqanchada. Caminos y sendas de desarrollo en los municipios migrantes de Arbieta y Toco*, La Paz, Bolivia, CESU-CICYT-UMSS-PIEB, 163 p.

TORRES F., 2011, *La inserción de los inmigrantes. Luces y sombras de un proceso*, Madrid, Talasa, 298 p.

TREMON A.-C., 2011, « Parenté flexible. Ajustements familiaux et accumulation de capitaux dans la diaspora chinoise en Polynésie française », *Autrepart*, 57-58, 1, p. 23-40.

TRIANDAFYLIDOU A., 2010, *Irregular Migration in Europe: Myths and Realities*, Ashgate Publishing, Ltd., 328 p.

UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS, 2012, « Trends in International Migrant Stock: Migrants by Destination and Origin (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2012). », United Nations.

URIBE G., 2012, « La population latino-américaine en Espagne : nouvelles diasporas, nouvelles mobilités », *Revue européenne des migrations internationales*, 28, 1, p. 169-178.

URRY J., 2005, *Sociologie des mobilités*, coll. U sociologie, Paris, Armand Colin, 253 p.

VALENZUELA ARCE J.M., NATERAS DOMINGUEZ A., REGUILLO CRUZ R., 2007, *Las Maras: Identidades Juveniles Al Límite*, Mexico, Universidad Autónoma Metropolitana, 396 p.

VALLAT C., LEMARCHAND N., LESOURD M., 2012, « Introduction. Façons d'habiter les territoires de la ville d'aujourd'hui », *Historiens et géographes*, 419, p. 115-117.

VARSANYI M.W., 2011, « Neoliberalism and Nativism: Local Anti-Immigrant Policy Activism and an Emerging Politics of Scale », *International Journal of Urban and Regional Research*, 35, 2, p. 295-311.

VASSAS TORAL A., 2011, *Ruralité et agriculture au prisme des mobilités spatiales. L'Altiplano Sud de la Bolivie à l'heure du boom de la quinoa.*, Thèse de doctorat, Montpellier, Université Paul Valéry - Montpellier III.

VELASCO L., 2005, *Transnational Mixtec Identity*, Tucson, University of Arizona Press.

VELASCO L., 2012, « Ethnicités transnationales. Migrations indigènes mexicaines vers les Etats-Unis », *Hommes et migrations*, 1296, p. 74-86.

VELASCO-GRACIET H., 2007, « La petite Italie, quartier italien de Montréal », *Mappemonde*.

VELUT S., 2004, « L'Argentine : identité nationale et mondialisation // Argentine : national identity and globalization », *Annales de Géographie*, 113, 638, p. 489-510.

VERONIS L., 2006, « The Canadian Hispanic Day Parade, or how Latin American immigrants practise (sub)urban citizenship in Toronto », *Environment and Planning A*, 38, 9, p. 1653-1671.

VERTOVEC S., 2007, « Super-diversity and its implications », *Ethnic & Racial Studies*, 30, 6,

p. 1024-1054.

VIDAL DE LA BLACHE P., 1994, *Tableau de la géographie de la France*, Paris, La Table Ronde, 560 p.

VIDAL D., 2012a, « Les immigrants boliviens à São Paulo : métaphore de l'esclavage et figuration de l'altérité », *Critique internationale*, N° 57, 4, p. 71-85.

VIDAL D., 2012b, « Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo : les effets des cadres juridiques », *Revue européenne des migrations internationales*, 28, 4, p. 109-126.

VIEILLARD-BARON H., 1996, *Banlieue, ghetto impossible*, Ed. de l'Aube, 188 p.

VOIROL O., 2005, « Présentation : Visibilité et invisibilité, une introduction », *Réseaux*, n° 129-130, 1, p. 9-36.

VORMS C., 2009, « Surproduction immobilière et crise du logement en Espagne », *lavidesidées.fr*, p. 1-15.

WACQUANT L., 1992, « Pour en finir avec le mythe des "cités-ghettos". Les différences entre la France et les États-Unis », *Annales de la recherche urbaine*, 54, p. 21-30.

WACQUANT L., 1993, « Urban outcasts: Stigma and division », *International Journal of Urban and Regional*, 17, 3, p. 366-383.

WACQUANT L., 2006, *Parias urbains : Ghetto, banlieues, Etat*, Editions La Découverte, 331 p.

WALDINGER R., 1993, « Le débat sur l'enclave ethnique : revue critique. », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 9, 2, p. 15-29.

WALDINGER R., 2006, « "Transnationalisme" des immigrants et présence du passé » GUILLON M., MA MUNG E. (dirs.), *Revue européenne des migrations internationales*, 22, 2, p. 23-41.

WALDINGER R., 2010, « Rethinking Transnationalism », *Empiria, revista de metodología de ciencias sociales*, 19, p. 21-38.

WALDINGER R., 2014, *The Cross-border Connection: Immigrants, Emigrants, and their Homelands*, Cambridge, Harvard University Press.

WALDINGER R.D., 1996, *Ethnic Los Angeles*, New York, Russell Sage Foundation, 497 p.

WALDINGER R., FITZGERALD D., 2004, « Transnationalism in question », *American Journal of Sociology*, 109, 5, p. 1177-95.

WALLERSTEIN I., 2011a, *The modern world-system II mercantilism and the consolidation of the european world-economy, 1600-1750*, Berkeley, University of California Press, 397 p.

WALLERSTEIN I., 2011b, *The Modern World-System III the Second Era of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730s-1840s*, Berkeley, University of California Press, 390 p.

WALLERSTEIN I.M., 2004, *World-systems analysis: an introduction*, Durham, NC [u.a., Duke Univ. Press, 128 p.

WALLERSTEIN I.M., 2011c, *Capitalist agriculture and the origins of the European world-economy in the sixteenth century*, Berkeley, University of California Press, 440 p.

WALLERSTEIN I.M., 2011d, *The modern world-system IV: Centrist liberalism triumphant, 1789/1914*, Berkeley, University of California Press, 396 p.

WASLIN M., 2011, « The Secure Communities Program : unanswered questions and continuing concerns », Washington DC, Immigration Policy Center.

WASLIN M., 2012, « Driving while immigrant: driver's license Policy and Immigration Enforcement »,.

WEBER M., 1971, *Economie et société, volume 1*, Paris, Plon.

WEBER M., 1992, *La ville*, Paris, Aubier, 218 p.

WEBNER P., 1999, « Global Pathways. Working class cosmopolitans and the creation of transnational ethnic worlds », *Social Anthropology*, 7, 1, p. 17-35.

WEBNER P., 2006, « Vernacular Cosmopolitanism », *Theory, Culture and Society*, 23, 2-3, p. 496-498.

WESSENDORF S., 2010, « Commonplace Diversity: Social Interactions in a Super-diverse Context », MMG Working Papers, Göttingen, Max Planck Institute for the Study of Religious and Ethnic Diversity.

- WHYTE W.F., 2007, *Street Corner Society : La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Editions La Découverte, 403 p.
- WIEVIORKA M., 1996, *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte, 322 p.
- WILSON L.K., PORTES A., 1980, « Immigrant enclaves : An analysis of the labor market experiences of Cubans in Miami », *American Journal of Sociology*, 86, 2, p. 295-319.
- WILSON W.J., 1990, *The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass, and Public Policy*, University of Chicago Press, 276 p.
- WILSON W.J., 1996, *When work disappears: the world of the new urban poor*, Knopf, 358 p.
- WILSON W.J., 2009, *More than Just Race: Being Black and Poor in the Inner City*, 1<sup>re</sup> édition, W. W. Norton & Company, 208 p.
- WIRTH L., 1927, « The Ghetto », *American Journal of Sociology*, 33, 1, p. 57-71.
- WIRTH L., 1928, *The ghetto*, Transaction Publishers, 378 p.
- WOLF S., 2010, « Maras transnacionales: Origins and Transformations of Central American Street Gangs », *Latin American Research Review*, 45, 1, p. 256-265.
- YARNALL K., PRICE M., 2010, « Migration, Development and a New Rurality in the Valle Alto, Bolivia », *Journal of Latin American Geography*, 9, 1, p. 107-124.
- YEATES N., 2004, « Global care chains; critical reflections and lines of inquiry », *International Feminist Journal of Politics*, 6, p. 369-391.
- YEPEZ I., LEDO C., MARZADRO M., 2011, « « Si tu veux que je reste ici, il faut que tu t'occupes de nos enfants ! » Migration et maternité transnationale entre Cochabamba (Bolivie) et Bergame (Italie) », *Autrepart*, 57-58, 1, p. 199-213.
- YOUNG I.M., 1990, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, N.J, Princeton University Press, 286 p.
- YOUNG I.M., 1999, « Residential segregation and differentiated citizenship », *Citizenship Studies*, 3, 2, p. 237-252.
- ZELINSKI W., 1971, « The Hypothesis of the Mobility Transition », *Geographical Review*, LXI, 2, p. 219-249.
- ZELINSKY W., LEE B., 1998, « Heterolocalism : an alternative model of the sociospatial behavior of immigrant ethnic communities », *International Journal of Population Geography*, 4, p. 1-18.
- ZHOU M., 1995, *Chinatown: The Socioeconomic Potential of an Urban Enclave*, Temple University Press, 310 p.
- ZONTINI E., 2010, *Transnational families, migration and gender. Moroccan and Filipino Women in Bologna and Barcelona*, Bergbahn books, 280 p.
- ZUÑIGA V., 2012, « Migration de retour », *Hommes & Migrations*, 1296, 2, p. 88-98.
- ZUÑIGA V., HERNANDEZ-LEON R., 2006, *New Destinations: Mexican Immigration in the United States*, New York, Russell Sage Foundation, 324 p.
- 2001, *Ethnicities: Children of Immigrants in America*, Berkeley : New York, University of California Press ; Russell Sage Foundation, 334 p.

# Tables

## Table des illustrations

### CARTES

<i>Carte 1 : Les Boliviens dans le monde (2010)</i> .....	55
<i>carte 2 : Les Boliviens en Argentine en 2010</i> .....	61
<i>Carte 3 : Boliviens selon municipalité de résidence au Brésil en 2000</i> .....	65
<i>Carte 4 : Boliviens aux Etats Unis en 2010</i> .....	69
<i>Carte 5: Etrangers et Latino-américains aux Etats-Unis en 2010</i> .....	69
<i>Carte 6 : Boliviens en Espagne en 2013</i> .....	72
<i>Carte 7 : Etrangers et Latino-Américains en Espagne en 2013</i> .....	72
<i>Carte 8 : Principales destinations migratoires selon les régions de départ en Bolivie</i> .....	81
<i>Carte 9 : Les étrangers dans la ville de Buenos Aires en 2010</i> .....	141
<i>Carte 10 : Les Boliviens dans la ville de Buenos Aires en 2010</i> .....	141
<i>Carte 11 : Les étrangers dans la région métropolitaine de Buenos Aires en 2010</i> .....	142
<i>Carte 12 : Les Boliviens dans la région métropolitaine de Buenos Aires en 2010</i> .....	143
<i>Carte 13 : L'aire métropolitaine de Washington</i> .....	150
<i>Carte 14 : Population née à l'étranger à Washington (2012)</i> .....	151
<i>Carte 15 : Etrangers et Latino-américains dans l'aire métropolitaine de Washington en 2012</i> .....	155
<i>Carte 16 : Boliviens et Latino-américains dans l'aire métropolitaine de Washington en 2012</i> .....	156
<i>Carte 17 : Les étrangers dans la communauté autonome de Madrid en 2013</i> .....	160
<i>Carte 18 : Les Boliviens dans la communauté autonome de Madrid en 2013</i> .....	161
<i>Carte 19 : Usera, district populaire multiethnique (2013)</i> .....	163
<i>Carte 20 : Migrants sans papiers et politiques migratoires aux Etats Unis</i> .....	222
<i>Carte 21 : Nación Camba</i> .....	330
<i>Carte 22 : Diffusion des festivités en l'honneur de la Vierge d'Urkupiña dans le monde</i> .....	350

## ENCADRES

<i>Encadré 1 : Combien de migrants boliviens à l'étranger ?</i>	55
<i>Encadré 2 : En Espagne, des plans d'aide au retour au succès mitigé</i>	76
<i>Encadré 3 : Le Valle Alto de Cochabamba</i>	83
<i>Encadré 4 : Ramiro, tête de réseau bolivien, Cochabamba – Madrid</i>	95
<i>Encadré 5 : Etrangers, minorités, race et ethnie. Précisions de vocabulaire</i>	109
<i>Encadré 6 : Alma : le choix d'un logement exigu dans un quartier populaire de New York pour la construction d'une maison au pays</i>	190
<i>Encadré 7 : "In, down and out" : vers des politiques migratoires multiscalaires</i>	209
<i>Encadré 8 : Conduire aux Etats-Unis, un problème quotidien pour les sans papiers</i>	238
<i>Encadré 9 : Sociabilités boliviennes à Sao Paulo</i>	253
<i>Encadré 10 : Sociabilités migrantes dans les parcs madrilènes</i>	254
<i>Encadré 11 : Ajustements, négociations, conflits</i>	258
<i>Encadré 12 : Les ligues de football boliviennes de Washington</i>	262
<i>Encadré 13 : Le rôle de l'Eglise dans les sociabilités boliviennes à Bergame (Italie)</i>	264
<i>Encadré 14 : De l'ethnique au divers : la trajectoire d'Escuela Bolivia à Arlington</i>	272
<i>Encadré 15 : Un bar sans nom dans un quartier "super divers" (Madrid)</i>	275
<i>Encadré 16 : Des côtoiements aux sentiments</i>	276
<i>Encadré 17 : Variabilité de la circulation migratoire Bolivie / Argentine : le rôle des conjonctures, de la distance, et des activités économiques</i>	283
<i>Encadré 18 : Carlos : quand l'astreinte à l'immobilité fait venir à soi les siens</i>	285
<i>Encadré 19 : Coûts et difficultés des communications Internet en Bolivie</i>	288
<i>Encadré 20 : Acobe-Amibe et le programme des familles transocéaniques</i>	289
<i>Encadré 21 : Les transferts de fonds vers la Bolivie: une croissance exceptionnelle depuis dix ans</i>	291
<i>Encadré 22 : Modalités de l'envoi des remises</i>	293
<i>Encadré 23 : Débats sur la productivité des transferts financiers vers la Bolivie</i>	294
<i>Encadré 24 : Un multiculturalisme « à la madrilène »</i>	314
<i>Encadré 25 : La "préférence latina" dans la législation espagnole</i>	316
<i>Encadré 26 : L'indianité en Bolivie, questions de mesure</i>	326
<i>Encadré 27 : A Washington, de la fête vôtive au festival bolivien</i>	356
<i>Encadré 28 : la Vierge d'Urkupiña à Madrid ou l'élaboration d'un espace-temps festif</i>	357
<i>Encadré 29 : L'anniversaire de la Bolivie, version commerciale au Parc d'Attractions de Madrid</i>	363
<i>Encadré 30 : Une fête pour tout le monde. De la dévotion à la Vierge de Copacabana au défilé du jour de la diversité culturelle américaine à Buenos Aires</i>	383
<i>Encadré 31 : "Nous les Cruceños"</i>	388
<i>Encadré 32 : Racisme de classe et de race entre Boliviens de Washington</i>	391
<i>Encadré 33 : Latino : une identité instrumentale pour une représentation politique</i>	402
<i>Encadré 34 : Mouvements sans papiers, DREAM et DACA Act</i>	404
<i>Encadré 35 : Expectatives des jeunes générations 1.5 et 2 (Espagne et Etats-Unis)</i>	424
<i>Encadré 36 : Les nouvelles circulations encadrées de la main d'œuvre agricole</i>	448

## FIGURES

<i>Figure 1 : Migrants internationaux et transferts de fonds</i>	54
<i>Figure 2 : La place très inégale de l'immigration dans les pays de la migration bolivienne</i>	57
<i>Figure 3 : Migrants boliviens dans le monde (1990-2010)</i>	58
<i>Figure 4 : Les migrants en Argentine</i>	62
<i>Figure 5 : Migrants au Brésil</i>	64
<i>Figure 6 : Hispanics : Extrait du formulaire de recensement 2010 (US Census)</i>	67
<i>Figure 7 : Etrangers, Latino-américains et Boliviens aux Etats Unis</i>	68
<i>Figure 8 : Etrangers, Latino-américains et Boliviens en Espagne</i>	71



Figure 9 : Destinations de la migration de Cochabamba selon les dates de départ .....	78
Figure 10 : Origine régionale des migrants en 2012 selon les pays de destination .....	82
Figure 11 : Origines urbaines ou rurales de la migration bolivienne suivant les destinations.....	86
Figure 12 : Destinations des migrants internationaux à La Paz et El Alto (2013).....	88
Figure 13 : Part de femmes parmi les migrants andins en Espagne en % (2001-2013) .....	103
Figure 14 : Aires naturelles et zones urbaines de l'Ecole de Chicago.....	113
Figure 15 : Dimensions spatiales de la ségrégation résidentielle.....	129
Figure 16 : Distribution spatiale de la population dans l'aire métropolitaine de Washington.....	152
Figure 17 : La population étrangère de la ville de Madrid en 2014 .....	158
Figure 18 : De l'agriculture aux marchés de gros à Buenos Aires.....	451

## PHOTOGRAPHIES

Photographie 1 : Reflux migratoires. Conséquences de la crise en Espagne.....	76
Photographie 2 : Villa 31, depuis la voie rapide, avec en arrière-plan des immeubles du centre de Buenos Aires. .....	139
Photographie 3 : Diversité de l'habitat populaire dans les quartiers migrants du sud de la ville de Buenos Aires .....	145
Photographie 4 : Imbrication des espaces résidentiels et productifs dans la périphérie horticole de Buenos Aires .....	146
Photographie 5 : Paysages urbains des quartiers migrants de l'inner suburb de Washington, en Virginie.....	157
Photographie 6 : Usera, paysages urbains d'un quartier populaire multiethnique de Madrid.....	164
Photographie 7 : Colocation, de préférence entre co-ethniques.....	172
Photographie 8 : San Cristobal de Los Angeles, quartier qui accueille le plus d'immigrés à Madrid (district Villaverde).....	187
Photographie 9 : Contrastes sociaux dans les espaces ruraux du Valle Alto .....	190
Photographie 10 : Liniers et Escobar, la Bolivie à Buenos Aires. ....	247
Photographie 11 : Visibilité et ressources boliviennes à Usera (Madrid).....	250
Photographie 12 : une faible visibilité commerciale bolivienne à Washington .....	252
Photographie 13 : Au chat et à la souris, les pratiques latino-américaines du parc de Casa de Campo (Madrid) .....	257
Photographie 14: Sociabilités boliviennes dans le parc Indo-americano (Buenos Aires).....	261
Photographie 15 : Madrid latino.....	339
<b>Photographie 16 : Latino, l'hebdomadaire gratuit le plus lu des migrants à Madrid</b> .....	345
Photographie 17 : L'icône religieuse, un géosymbole mobile (Madrid).....	351
Photographie 18 : Procession religieuse de la Vierge d'Urkupiña, Madrid, 2009.....	352
Photographie 19 : Des pratiques rituelles reproduites : la messe à la Vierge del Socavón à Portchester (New York) .....	353
Photographie 20 : L'espace-temps de la fête (Madrid, 15 août 2009).....	358
Photographie 21 : Quand les traditions s'entremêlent. Folklorisation à l'américaine du carnaval d'Oruro à Portchester (New York).....	362
Photographie 22 : Minority.es, entrepreneur ethnique en fêtes latinas (Madrid).....	364
Photographie 23 : Affiches des principales fêtes boliviennes aux Etats-Unis en 2014.....	365
Photographie 25 : L'importance du vestuaire festif. L'exemple du Carnaval d'Oruro à Portchester (New York).....	370
Photographie 25 : Entre confection locale et importation. Comment financer les costumes ? La kullawada de Portchester.....	372
Photographie 26 : L'affichage cruceño et ses réseaux (Espagne, Etats-Unis).....	390
Photographie 27 : Investissements collectifs des résidents américains d'Arbieto au village d'origine (Valle Alto de Cochabamba).....	397
Photographie 28 : Devantures commerciales à Madrid, le translocal in situ.....	399

## TABLEAUX

Tableau 1 : Niveaux d'analyse et générations de recherches sur les migrations.....	39
Tableau 2 : Indicateurs de développement de quelques pays latino-américains.....	53
Tableau 3 : Nombre de Boliviens à l'étranger.....	56
Tableau 4 : Origines régionales des migrants boliviens selon les principales communautés autonomes de destination en Espagne (2007).....	84
Tableau 5 : Diversité des profils migrants boliviens selon les pays de destination.....	97
Tableau 6 : Motifs de départ selon les destinations, à La Paz et El Alto en 2013 (%).....	98
Tableau 7 : Profils des migrants boliviens dans la région de Buenos Aires (2003).....	99
Tableau 8 : Profils synthétiques des migrants boliviens par rapport à d'autres groupes aux Etats-Unis.....	101
Tableau 9 : Caractéristiques des migrants boliviens et étrangers en Espagne.....	103
Tableau 10 : Ghetto afro-américain vs. enclave ethnique.....	122
Tableau 11 : Métropoles d'immigration latino-américaine.....	136
Tableau 12 : Villas miserias vs. asentamientos en Argentine.....	138
Tableau 13 : Etrangers et Boliviens à Buenos Aires en 2010.....	140
Tableau 14 : Les principales nationalités des immigrés dans l'aire métropolitaine de Washington.....	149
Tableau 15 : Les étrangers dans la communauté autonome de Madrid en 2013.....	159
Tableau 16 : Usera, district madrilène d'immigration (2013).....	163
Tableau 17 : Prix de l'immobilier neuf et ancien dans les districts de Madrid en 2012.....	166
Tableau 18 : Exiguité des logements des migrants latino-américains et boliviens en Espagne en 2007.....	184
Tableau 19 : Caractéristiques des foyers ayant au moins un membre bolivien à Buenos Aires en 2003 (en %)....	188
Tableau 20 : Crise immobilière et procédures judiciaires engagées contre les impayés de prêts hypothécaires en Espagne (2012).....	193
Tableau 21 : La triplicité spatiale selon Henri Lefebvre, Guy Di Méo et Edward Soja.....	199
Tableau 22 : Migrants irréguliers et opérations de régularisation.....	215
Tableau 23 : Expulsions d'étrangers irréguliers en Espagne, 2008-2013.....	219
Tableau 24 : Taux de régularisation des migrants par rapport aux sollicitudes déposées lors des régularisations extraordinaires en Espagne (2000, 2001, 2005).....	317
Tableau 25 : Le rééquilibrage vers l'Est de la Bolivie (1950-2012).....	329
Tableau 26 : Les résultats du vote à l'extérieur des Boliviens en 2009.....	394
Tableau 27 : Niveau éducatif et origines régionales des migrants électeurs en 2009.....	394

# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>1. QUESTIONS ET CONCEPTS</b>	<b>7</b>
• METROPOLES	7
• COSMOPOLITISMES	10
• TRANSLOCALITES	14
• PLACES, LIEUX, TERRITORIALITES	18
<b>2. CHAMPS SCIENTIFIQUES</b>	<b>22</b>
• GEOGRAPHIE SOCIALE	22
• GEOGRAPHIE CRITIQUE	23
• GEOGRAPHIE DES MIGRATIONS : A DISTANCE DU PARADIGME DES MOBILITES	24
• APPORTS DE LA SOCIOLOGIE ET DE L'ANTHROPOLOGIE (VILLES, MIGRATIONS, CULTURE)	25
<b>3. TERRAINS ET METHODES</b>	<b>26</b>
• COMPARAISONS	26
• TERRAINS MULTISITUES	28
• APPROCHES	29
• UNE RECHERCHE COLLECTIVE	31
<b>4. PLAN</b>	<b>33</b>
<b>CHAPITRE 1 – LE CHAMP MIGRATOIRE BOLIVIEN</b>	<b>37</b>
<b>I. MIGRATIONS INTERNATIONALES, APPROCHES THEORIQUES</b>	<b>39</b>
I.1. LE NIVEAU MICRO DES ETUDES MIGRATOIRES : INDIVIDU, FAMILLE, ACTEURS.	40
I.2. LE NIVEAU MACRO : SYSTEMES, CHAMPS, DIASPORAS.	42
I.3. LE NIVEAU MESO : CHAINES, RESEAUX, CAPITAL SOCIAL.	45
I.4. POUR UN PLURALISME METHODOLOGIQUE	48
<b>II. TEMPORALITES ET MULTIPOLARISATION DU CHAMP MIGRATOIRE BOLIVIEN</b>	<b>49</b>
II.1. UNE CULTURE HISTORIQUE DE LA MOBILITE ANDINE	49
II.2. FACTEURS MACRO-STRUCTURELS DE L'EMIGRATION AU XX <sup>EME</sup> SIECLE	51
II.3. D'UN CHAMP REGIONAL BIPOLAIRE A LA MULTIPOLARISATION DE LA MIGRATION	54
• L'espace migratoire boliviano-argentin	59
• L'élargissement des migrations régionales (cône sud, Mercosur)	63
• Les migrations vers les pays de l'OCDE : Etats-Unis, Espagne, Italie.	66
II.4. REVERSIBILITES ET RESILIENCES INEGALES DES COUPLES MIGRATOIRES	75
<b>III. UNE GEOGRAPHIE MIGRATOIRE INSCRITE DANS DES RESEAUX</b>	<b>80</b>
III.1. ARTICULATIONS ENTRE REGIONS D'ORIGINE ET ESPACES DE DESTINATION	81
• Des migrations diversifiées selon les régions d'origine en Bolivie	81
• Des migrations diversifiées selon les origines urbaines / rurales	85
• La Paz / El Alto : des profils migrants et des destinations différenciés	87
III.2 LES FILIERES : DES PIONNIERS AUX ECONOMIES DE LA MIGRATION	89
• Cochabambinos de Bergame (Italie)	90
• Boliviens des périphéries maraichères de Buenos Aires	92
• El Alto – Sao Paulo : une filière de l'industrie de la confection	93
• Massification de la migration, réseaux et économies du passage	94
<b>IV. DIVERSITE DES PROFILS MIGRANTS SELON LES POLES DU CHAMP MIGRATOIRE</b>	<b>97</b>
	523

IV.1. EN ARGENTINE : DES PROFILS DIVERS, MAIS UNE MIGRATION PEU QUALIFIEE	98
IV.2. AU BRESIL, MIGRATION MASCULINE ET FILIERE DE LA CONFECTION.	100
IV.3. AUX ETATS-UNIS, UNE MIGRATION PLUTOT QUALIFIEE.	100
IV.4. EN ESPAGNE, UNE MIGRATION FEMININE ET CONCENTREE DANS CERTAINES NICHES PROFESSIONNELLES	102
<b>CONCLUSION</b>	<b>105</b>
<b>CHAPITRE 2 – ESPACES RESIDENTIELS</b>	<b>107</b>
<b>I. SEGREGATIONS URBAINES ET QUARTIERS D'IMMIGRATION : DISCUSSIONS THEORIQUES</b>	<b>112</b>
I.1. FIGURES DE QUARTIERS : GHETTOS, ENCLAVES, <i>ETHNOBURBS</i> , <i>BARRIOS</i> .	112
• Le ghetto temporaire dans l'Ecole de Chicago et la théorie de l'assimilation spatiale	112
• Blocages du modèle assimilationniste, racialisation du ghetto	114
• Exclusion raciale et socio-économique dans le ghetto	116
• Le ghetto, une figure états-unienne difficilement exportable	119
I.2. L'ENCLAVE ETHNIQUE, UNE VISION POSITIVE DE LA SEGREGATION	121
• Ghetto vs. enclave : Noirs vs. immigrés	121
• Une économie ethnique permettant une certaine réussite sociale ?	122
• L'enclave comme quartier, ethnique ou non	123
• L'ethnoburb, banlieue [multi]-ethnique	125
I.3. ET LES <i>BARRIOS</i> ?	126
I.4. METROPOLES SEGREGUEES OU MULTICULTURELLES ? RELATIVISER L'HOMOGENEITE DES QUARTIERS D'IMMIGRATION	129
<b>II. LOCALISATIONS RESIDENTIELLES DANS LES METROPOLES DE LA MIGRATION BOLIVIENNE</b>	<b>134</b>
II.1. BUENOS AIRES : DIVERSITE SPATIALE D'UNE PRESENCE BOLIVIENNE NOMBREUSE, ANCIENNE, POPULAIRE	137
• Ségrégation résidentielle et habitat informel	137
• Concentrations boliviennes péricentrales et noyaux périphériques	140
II.2. L'AIRE METROPOLITAINE DE WASHINGTON : PERIPHERISATION D'UNE IMMIGRATION RECENTE	148
II.3. MADRID : RELATIVE CENTRALITE D'UNE IMMIGRATION NOUVELLE	158
II.4. SYNTHESE	168
<b>III. TRAJECTOIRES ET STRATEGIES RESIDENTIELLES</b>	<b>171</b>
III.1. RESEAUX, EMPLOIS : DES FACTEURS PREGNANTS	171
• Le rôle clé des réseaux relationnels dans l'accès au logement	171
• Accessibilité et proximité de l'emploi	172
III.2. LOGEMENTS ET TRAJECTOIRES RESIDENTIELLES : VERS UNE STABILISATION DE L'INSTABILITE ?	177
• Hébergements, sous-, co-, locations	178
• Le logement chez l'employeur	181
• L'accès à la propriété	183
• Le rôle des lieux d'origine	189
• Fragilités et réversibilités des trajectoires résidentielles	192
<b>CONCLUSION</b>	<b>194</b>
<b>CHAPITRE 3 - HABITER</b>	<b>197</b>
<b>I. ESPACES CONÇUS : PERCEPTIONS SOCIALES ET POLITIQUES DE LA MIGRATION DANS LES ESPACES DE DESTINATION</b>	<b>203</b>
I.1. L'ARGENTINE, DE L'IDEOLOGIE DE LA BLANCHITUDE A LA RECONNAISSANCE DE L'IMMIGRATION LIMITROPHE	204

I.2. ETATS-UNIS : DE LA NATION D'IMMIGRANTS AU DEFI HISPANIQUE	208
I.3. AMBIVALENCES DE LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIETE D'IMMIGRATION EN ESPAGNE	210
I.4. LA CRIMINALISATION DES SANS-PAPIERS	214
• La mesure des sans-papiers	214
• Contrôles et criminalisation des sans-papiers : les avatars des politiques sécuritaires	218
-Débats sur les rafles en Espagne	218
- Aux Etats-Unis, une dénationalisation des politiques migratoires à l'origine d'un feuilletage juridictionnel et de fragmentations des territoires locaux	220
CONCLUSION	225
<b>II. DE L'INVISIBILITE URBAINE A LA VISIBILITE ETHNIQUE</b>	<b>226</b>
II.1. L'INVISIBILITE, TACTIQUE ET CONTRAINTE	229
• Invisibles dans le cœur des villes	230
• Travailleurs et habitants invisibles : manque de temps, de moyens, de compétences	231
• L'invisibilité des sans-papiers : discrétions, peurs, évitements	234
II.2. HABITER AVEC LES SIENS. PROTECTIONS, DEPENDANCES ET RESSOURCES ETHNIQUES.	241
• Quartiers emblématiques des sociabilités et ressources ethniques	242
• Rythmes, espaces-temps et supports récréatifs des sociabilités ethniques	253
• Dépendances, dominations, tensions	265
<b>III. HABITER AVEC LES AUTRES, HABITER LE LOINTAIN : COSMOPOLITISMES POPULAIRES ET ESPACES VECUS TRANSNATIONAUX</b>	<b>268</b>
III.1. COPRESENCE ET COTOIEMENTS DANS LES VILLES DE LA DIVERSITE	268
• De la diversité et de ses usages politiques et scientifiques	269
• Micropublics et canopées cosmopolites	272
• Quartiers pluriethniques et cosmopolitismes populaires	276
III.2. L'HABITER TRANSNATIONAL	280
• Circuler	281
• Communiquer	285
• Envoyer de l'argent au pays	291
• Se projeter : l'imaginaire du retour	295
• Des habitus transnationaux ?	297
<b>CONCLUSION</b>	<b>298</b>
<b>CHAPITRE 4 – PROCESSUS D'IDENTIFICATION</b>	<b>301</b>
<b>I/ « PAR LE HAUT ». PROMOTEURS ET ENTREPRENEURS D'IDENTITES</b>	<b>304</b>
I.1. POLITIQUES MULTICULTURELLES : UN MODE DE GESTION IMPARFAIT DE LA DIVERSITE	305
• Idéologie et mise en politique de la reconnaissance de l'autre	306
• Limites et risques du multiculturalisme	308
- L'injustice des politiques de discrimination positive ?	308
- Le risque du paravent culturel	309
- La différence comme ressource et les risques de l'essentialisation	309
- La territorialisation de l'ethnicité	310
I.2. GERER LA PRESENCE DE L'ETRANGER LATINO-AMERICAIN AU SEIN DES ETATS-NATIONS	311
• En Argentine, un multiculturalisme de circonstances	311
• De l'hispanité aux pratiques multiculturelles des Communautés Autonomes espagnoles	312
- Nationalisme, régionalisme et multiculturalisme à l'espagnole	312
- Les Latinos en Espagne, les " <i>préférés du siècle</i> " ?	316
• "Being ethnic is what it is to be American" ... Quid des "Hispanics" ?	319
	525

- Les identités hispaniques : des constructions politiques situées	320
- Les <i>Hispanics</i> et la question raciale	322
I.3. VUES DEPUIS L'ETAT D'ORIGINE : L'AUTRE ET LE MIGRANT EN BOLIVIE.	325
• Métissage, multiculturalisme, plurinationalisme : la gestion de la diversité des populations	325
• La reconnaissance récente des Boliviens de l'extérieur	331
I.4. LES LATINOS, DE NOUVEAUX CLIENTS. ENTREPRENEURS ECONOMIQUES D'IDENTITES	335
• Le marché latino aux Etats-Unis et en Espagne	335
• Médias et presse ethniques	341
<b>II. « PAR LES ESPACES-TEMPS ». FETES BOLIVIENNES EN MIGRATION</b>	<b>346</b>
II.1. FETES ET FOLKLORE	347
II.2. TRANSFORMATIONS FESTIVES EN MIGRATION	350
• Des espaces privés à l'espace public	351
• Folklorisation, commercialisation festive et élasticité des espaces-temps	361
II.3. LA TRANSNATIONALITE DES FETES	369
• Circulations et économie transnationale de la fête	369
• Vers une diasporisation des liens par la fête	374
• En Bolivie, la résonnance des fêtes en migration	376
<b>III. « PAR LE BAS ». PROCESSUS ET ECHELLES D'IDENTIFICATION DES MIGRANTS.</b>	<b>378</b>
III.1. IDENTIFICATIONS REACTIVES, NOSTALGIQUES, STRATEGIQUES, TRANSNATIONALES.	378
• Identifications réactives	378
• Identifications instrumentales ou stratégiques	381
• Identités promotionnelles, nostalgiques, ou réinventées	384
III.2. SUPPORTS SOCIAUX ET SPATIAUX DES PROCESSUS IDENTITAIRES	387
• Race et classe : les clivages boliviens exportés.	387
-Cambas vs. Collas, des clivages avivés en migration	388
- Race et classe : la stigmatisation persistante de l'Indio par les élites boliviennes	391
• Politiques transnationales / translocales	393
-Homelands Politics	393
- <i>Translocal Politics</i>	395
• Identités pan-nationales. Andins, Latinos, Hispanics	400
• Identifications citoyennes ?	403
<b>CONCLUSION</b>	<b>407</b>
<b>CHAPITRE 5 - TRAJECTOIRES</b>	<b>409</b>
<b>I. TRANSNATIONALISME ET INTEGRATION : ELEMENTS D'UNE DISCUSSION</b>	<b>413</b>
I.1. QUEL TRANSNATIONALISME CONTEMPORAIN ?	414
• Le transnationalisme comme défaut d'intégration	414
• Le transnationalisme "then and now"	415
I.2. LE RETOUR DE L'ASSIMILATION : AGNOSTIQUE ET SEGMENTEE	418
I.3. TRANSNATIONALISME ET INTEGRATION PEUVENT ALLER DE PAIRE	427
I.4. OXYMORES ? INTEGRATIONS-ANCRAGES DANS LA MOBILITE ET IMMOBILITES TRANSNATIONALES	431
<b>II. DES FILS QUI ORIENTENT LES TRAJECTOIRES</b>	<b>438</b>
II.1. LES PAPIERS, UNE CONDITION DE LA MOBILITE	438
• Sans papiers, point de mobilité.	438
• Sans papiers, point d'intégration ?	440
II.2. TRAVAIL, INSERTION PROFESSIONNELLE ET MOBILITE	442

• Des migrants boliviens actifs	442
• Echec, succès, et mobilité	444
• Contraintes de mobilité des employés et salariés	445
• Les entrepreneurs	446
• Les emplois agricoles : migrations saisonnières, assignations à circuler, et trajectoires ascendantes	448
II.3. STRUCTURES FAMILIALES ET TRAJECTOIRES MIGRATOIRES	452
• Les regroupements familiaux accélèrent les trajectoires d'insertion	452
• Le matériau flexible de la parenté	454
• L'impact de la féminisation migratoire sur les dynamiques familiales	454
II.4. IMPREVUS ET BIFURCATIONS	457
<b>III. SEPT TRAJECTOIRES FAMILIALES</b>	<b>458</b>
III.1. TRAJECTOIRES D'INTEGRATION LINEAIRES AU SEIN DE FAMILLES NUCLEAIRES. L'ANCRAGE PROGRESSIF DANS LA SOCIETE D'ARRIVEE, LE MAINTIEN INEGAL DE LIENS A L'ORIGINE	459
• Julio : heurs et malheurs du regroupement familial dans une trajectoire ascendante (Madrid)	459
• Matilda : bifurcations initiales, retours, choix de l'installation durable (New York)	460
III.2. DISLOCATIONS ET RECOMPOSITIONS. LES EPREUVES DES FAMILLES TRANSNATIONALES	463
• Marta : l'expérience douloureuse de la maternité transnationale et l'impossibilité du retour (Madrid)	463
• Wilma : dislocations, tiraillements, et recomposition familiale (Madrid)	465
• Carlos, Laura et William : regroupements, séparations, recompositions (New York, La Paz)	467
III.3. TRAJECTOIRES COMPLEXES AU SEIN DE FAMILLES ELARGIES. SUCCES, REVERS, RETOURS, REBONDS.	471
• Eric et Maria : plurilocalisations familiales, ou l'espace comme ressource (Buenos Aires, Barcelone, La Paz, Santa Cruz)	471
• Alicia et Orlando : transnationalisme et intégration à l'épreuve des générations (Buenos Aires, Washington, Arbioto)	474
<b>CONCLUSION</b>	<b>478</b>
<b>CONCLUSION GENERALE</b>	<b>481</b>
<b>QUAND LES FILS DE LA RECHERCHE SE REJOIGNENT</b>	<b>481</b>
<b>DE LA MIGRATION BOLIVIENNE A UNE GEOGRAPHIE SITUEE DU RAPPORT A L'ALTERITE</b>	<b>483</b>
<b>POUR UNE GEOGRAPHIE MULTISITUEE</b>	<b>484</b>
TERRITORIALITES MULTISITUEES	484
METHODOLOGIES MULTISITUEES	487
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>493</b>
<b>TABLES</b>	<b>519</b>
<b>TABLE DES ILLUSTRATIONS</b>	<b>519</b>
CARTES	519
ENCADRES	520
FIGURES	520
PHOTOGRAPHIES	521
TABLEAUX	522
<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>523</b>







